



Assemblée générale

Distr. générale

20 août 1996
Original : anglais/arabe
chinois/espagnol
français/russe

Cinquante et unième session

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation*

Août 1996

* Distribution préliminaire du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, qui sera imprimé comme *Supplément No 1 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session (A/51/1)*.



Résumé

La cinquantième session de l'Assemblée générale a été marquée par un rassemblement sans précédent de dirigeants du monde entier, à l'occasion d'une réunion commémorative extraordinaire de trois jours à l'issue de laquelle les États Membres et les observateurs ont adopté la Déclaration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Deux cents orateurs — 91 chefs d'État, 8 vice-présidents, 1 prince héritier, 37 premiers ministres, 10 vice-premiers ministres, 21 ministres des affaires étrangères, 9 chefs de délégation et 23 observateurs — ont réaffirmé leur attachement à la Charte des Nations Unies, ont exprimé leur gratitude à ceux qui ont servi l'Organisation, se sont déclarés résolus à faire en sorte que l'ONU de demain oeuvre avec une vigueur et une efficacité renouvelées et se sont engagés à ce que l'Organisation mondiale entre dans le XXI^e siècle dotée de moyens, de ressources financières et de structures qui lui permettent de servir les peuples au nom desquels elle a été créée.

Durant la cinquantième session de l'Assemblée générale, l'Assemblée, son Bureau et ses grandes commissions ont tenu 393 séances, contre 384 durant la quarante-neuvième session; les séances et consultations officielles ont été au nombre de 296, contre 266 lors de la session précédente, et les groupes de travail de l'Assemblée ont enregistré 292 séances, contre 163 au cours de la quarante-neuvième session. Au 25 juillet 1996, l'Assemblée avait adopté 321 résolutions durant sa cinquantième session, contre 328 lors de la session précédente.

Les groupes de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale — chargés d'examiner l'Agenda pour la paix, l'Agenda pour le développement, la réforme du Conseil de sécurité, la situation financière de l'Organisation et le renforcement du système des Nations Unies — se sont vigoureusement employés à améliorer l'efficacité de l'Organisation et doivent présenter leur rapport à l'Assemblée avant la fin de la cinquantième session.

Le Conseil de sécurité a tenu 106 séances officielles et 189 consultations plénières, contre 131 et 226, respectivement, durant la même période l'an dernier. Le nombre des résolutions est tombé de 63 à 51 et celui des déclarations du Président de 64 à 49.

Cette année, le Conseil de sécurité a concentré son attention sur les affaires africaines ainsi que sur l'ex-Yougoslavie. Il a également continué à examiner des points de l'ordre du jour concernant les Amériques, la question des sanctions et les divers régimes en la matière.

Le Conseil économique et social a tenu sa session de fond du 24 juin au 26 juillet 1996 à New York. Son débat de haut niveau a porté sur une question prioritaire au plan international : la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et les activités connexes. Le débat consacré aux questions de coordination a été axé sur la coordination des activités menées par les organismes des Nations Unies pour éliminer la pauvreté. Le débat consacré aux activités opérationnelles a été concentré sur le renforcement de la collaboration entre le système des Nations Unies pour le développement et les institutions de Bretton Woods.

Le Conseil économique et social a également adopté une résolution sur les relations aux fins de consultations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales.

Un rapport contenant les observations des États Membres sur l'examen du rôle du Conseil de tutelle a été présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale, à la demande de celle-ci.

La Cour internationale de Justice a été saisie de 14 affaires et a reçu deux demandes d'avis consultatif.

Au Secrétariat, des progrès considérables ont été accomplis dans l'exécution du plan général de réforme de la gestion, que le Secrétaire général avait présenté dans son rapport annuel de l'an dernier. Durant l'année écoulée, l'accent a été tout particulièrement mis sur l'amélioration de la gestion des coûts et le Secrétaire général a proposé le premier budget à croissance nominale nulle, qui a été approuvé par l'Assemblée générale.

Les crédits ouverts pour l'exercice biennal 1996-1997 se chiffrent au total à 2 milliards 608 millions de dollars, compte tenu de la réduction de 154 millions de dollars décidée par l'Assemblée générale, qui s'ajoutait à la diminution de 98 millions de dollars déjà proposée par le Secrétaire général dans le projet de budget.

L'Assemblée générale avait demandé au Secrétaire général de proposer des réductions tout en veillant à ce que toutes les activités approuvées par les organes délibérants soient intégralement exécutées; le Secrétaire général a atteint cet objectif en combinant des compressions de personnel et des mesures d'efficacité. Elle lui avait également demandé de financer dans les limites de l'enveloppe budgétaire, pour un montant d'environ 35 millions de dollars, des activités nouvellement décidées et ne figurant pas au budget; les moyens d'y parvenir seront indiqués dans le rapport sur l'exécution du budget.

Les mesures de renforcement de l'efficacité mises en oeuvre durant l'année écoulée ont abouti à des économies importantes : le nombre de pages imprimées (documents et publications) a été réduit de 27 % depuis janvier 1996; d'ici à la fin de l'automne, au moins 157 pays et la majorité des missions à New York auront accès sous forme électronique à plus de 270 000 documents des Nations Unies dans toutes les langues officielles; les frais de voyage ont été réduits de 26 % durant les six premiers mois de 1996; le regroupement des achats de devises, à compter de juillet, permettra d'économiser plus d'un million de dollars durant l'exercice biennal.

La situation financière de l'Organisation a beaucoup retenu l'attention durant toute l'année et son caractère d'urgence n'a pas diminué. Au 31 juillet 1996, le solde non acquitté des contributions s'élevait au total à 3 milliards de dollars : 800 millions de dollars pour le financement du budget ordinaire et 2,2 milliards pour celui des opérations de maintien de la paix. En raison de la nécessité constante d'opérer des ponctions sur les comptes des opérations de maintien de la paix, l'Organisation devra aux États Membres, à la fin de 1996, environ 675 millions de dollars pour les contingents et le matériel qu'ils ont fournis. Bien que la situation de trésorerie se soit globalement améliorée, elle ne cesse de s'aggraver en ce qui concerne le budget ordinaire, et les liquidités vont continuer de faire défaut pendant de nombreux mois encore.

Le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est surtout consacré à la quarante-deuxième session du Conseil du commerce et du développement, qui a examiné et formulé des recommandations sur le fonctionnement du mécanisme intergouvernemental de la CNUCED, ainsi qu'à la neuvième session de la Conférence qui s'est tenue à Midrand (Afrique du Sud) du 27 avril au 11 mai 1996.

La deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) a eu lieu à Istanbul du 3 au 14 juin 1996. À l'issue de cette conférence — remarquable par le fait qu'elle a accueilli des représentants de la société civile — un programme détaillé pour l'habitat a été élaboré et les gouvernements se sont engagés à donner progressivement une expression concrète au droit au logement tel qu'il est énoncé dans des instruments internationaux.

Durant la période considérée, quelque 23,3 millions de personnes devraient bénéficier d'une assistance en réponse aux appels communs des organismes des Nations Unies en faveur des populations de l'Afghanistan, de l'Angola, du Caucase, de l'ex-Yougoslavie, de la Fédération de Russie (Tchéchénie), de la région des Grands Lacs, de l'Iraq, du Liban, du Libéria, de la Sierra Leone et du Soudan. Sur les 2,5 milliards de dollars qui ont été demandés dans les 11 appels lancés depuis septembre 1995, des contributions totalisant 795 millions de dollars ont été jusqu'ici annoncées ou reconduites.

Entre le 1er septembre 1995 et le 31 mars 1996, le Département des affaires humanitaires du Secrétariat a aidé 31 États Membres à surmonter les conséquences de 45 catastrophes naturelles et crises écologiques. Il a organisé 13 opérations de secours à partir de l'entrepôt des Nations Unies à Pise et ses équipes de coordination et d'évaluation ont effectué cinq missions sur le terrain.

La protection et la réinstallation des réfugiés sont restées au centre des activités du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui s'occupait à la fin de 1995 d'environ 24 millions de personnes dans le monde entier, dont 14,2 millions de réfugiés, auxquels s'ajoutent, entre autres, les rapatriés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Agenda pour la paix, l'Organisation a renforcé sa capacité d'action préventive et d'alerte rapide en créant un groupe de contrôle du Cadre de coordination déjà mis en place dans les trois départements du Secrétariat principalement chargés de la prévention, de la maîtrise et du règlement des conflits — les Départements des affaires humanitaires, des affaires politiques et des opérations de maintien de la paix.

Les Départements des affaires politiques et des opérations de maintien de la paix renforcent actuellement leur coopération avec le Département des affaires humanitaires en ce qui concerne le Système d'alerte rapide dans le domaine humanitaire.

Tandis que l'engagement des Nations Unies dans des opérations de maintien de la paix a sensiblement fléchi (67 269 soldats étaient déployés en juillet 1995 contre 25 296 en juillet 1996), la complexité des tâches confiées au personnel des Nations Unies n'a pas diminué au cours de l'année écoulée, comme le révèle la partie du présent rapport consacrée aux activités des Nations Unies dans le domaine de la diplomatie préventive, du rétablissement de la paix et du maintien de la paix.

Durant l'année considérée, l'Organisation a été engagée dans 33 missions de paix, dont 17 opérations de maintien de la paix. Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la mise en place d'une équipe d'état-major rapidement déployable, le renforcement de l'état de préparation pour la prévention des conflits et le maintien de la paix en Afrique, et le perfectionnement du système des forces en attente.

Les événements qui se sont déroulés durant l'année écoulée ont confirmé deux leçons essentielles, à savoir, d'une part, que toute mission de paix doit être dotée des effectifs nécessaires pour accomplir la tâche qui lui a été confiée et assurer sa propre protection et, d'autre part, qu'aucun instrument de paix et de sécurité ne peut fonctionner avec succès si les parties au conflit ne manifestent pas la volonté de faire la paix.

Au cours de l'année écoulée, la communauté internationale a engagé une action résolue afin de mettre fin au fléau du terrorisme. Dans sa résolution 50/53, l'Assemblée générale a réaffirmé la Déclaration de 1994 sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international.

Au Sommet des artisans de la paix, tenu le 13 mars 1996, le Secrétaire général a souligné qu'il était résolu à favoriser l'adoption de mesures concrètes pour mettre fin au terrorisme.

En ce qui concerne le désarmement, trois faits marquants — fruits d'un effort multilatéral de longue haleine — ont renforcé le large consensus en faveur du régime mondial de non-prolifération nucléaire : la signature des deux traités faisant de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique (Traité de Pelindaba) des zones exemptes d'armes nucléaires, le 15 décembre 1995 et le 11 avril 1996, respectivement, et l'avancement du texte d'un traité d'interdiction complète des essais. La période considérée a été également marquée par le lancement de nouvelles initiatives et la poursuite des activités dans le domaine du microdésarmement, notamment l'action visant l'interdiction définitive, à l'échelle mondiale, des mines terrestres et de leurs éléments.

Entre août 1995 et avril 1996, l'Organisation a reçu 16 nouvelles demandes d'assistance électorale, et a donné suite à 10 d'entre elles, ainsi qu'à 17 demandes reçues avant août 1995.

Durant la période considérée, les Départements des affaires humanitaires et des opérations de maintien de la paix se sont occupés conjointement de programmes de déminage en Afghanistan, en Angola, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Mozambique et au Rwanda, et ont continué à contribuer aux programmes réalisés au Cambodge et en République démocratique populaire lao. Un programme d'un an a été achevé au Yémen.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction : renouveau et réforme	1 - 27	1
II. Mettre en oeuvre une stratégie concertée et renforcer les structures administratives	28 - 202	5
A. Les organes de l'ONU	28 - 183	5
B. Donner à l'ONU une assise financière solide	184 - 189	29
C. Le cinquantième anniversaire	190 - 196	30
D. Université des Nations Unies	197 - 202	31
III. Établir les fondements de la paix : développement, action humanitaire et droits de l'homme	203 - 642	33
A. Mise en oeuvre de l'Agenda pour le développement	203 - 208	33
B. Activités de développement à l'échelle mondiale	209 - 330	34
C. Activités de développement à l'échelle régionale	331 - 415	50
D. Activités opérationnelles de développement	416 - 541	62
E. L'impératif humanitaire	542 - 603	81
F. Protection et réinstallation des réfugiés	604 - 622	91
G. Protection et promotion des droits de l'homme	623 - 642	94
IV. Prévenir, maîtriser et régler les conflits	643 - 1127	99
A. Mise en oeuvre de l'Agenda pour la paix	643 - 649	99
B. Diplomatie préventive et rétablissement de la paix	650 - 654	100
C. Maintien de la paix	655 - 662	102
D. Activités en cours dans le domaine de la diplomatie préventive, du rétablissement de la paix et du maintien de la paix	663 - 1053	104
E. Coopération avec les organisations régionales	1054 - 1067	158
F. Désarmement	1068 - 1092	160
G. Consolidation de la paix après les conflits	1093 - 1127	163
V. Conclusion : paix, développement, démocratisation	1128 - 1144	169

Table des matières (suite)

Liste des diagrammes

	<i>Page</i>
1. Assemblée générale : nombre de résolutions adoptées et de points inscrits à l'ordre du jour (1990-1996)	6
2. Participation de chefs d'État ou de gouvernement au débat général de l'Assemblée générale (1990-1995)	7
3. Conseil de sécurité : nombre de séances officielles et de consultations plénières (1990-1996)	7
4. Conseil de sécurité : résolutions adoptées et déclarations du Président (1990-1996)	8
5. Conseil de sécurité : résolutions adoptées depuis 1946	8
6. Résolutions adoptées par le Conseil économique et social et les Deuxième et Troisième Commissions de l'Assemblée générale (1990-1996)	12
7. État des contributions (maintien de la paix et budget ordinaire)	29
8. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : dépenses au titre des projets de coopération technique (1990-1995)	43
9. Programme des Nations Unies pour l'environnement : total des ressources (1990-1996)	48
10. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) : dépenses (1990-1995)	49
11. Contributions volontaires au Programme des Nations Unies pour le développement (ressources de base) (1990-1996)	67
12. État récapitulatif des activités financières : fonds et fonds d'affectation spéciale administrés par le Programme des Nations Unies pour le développement (1990-1995)	68
13. Recettes du Programme des Nations Unies pour le développement au titre de la participation aux coûts (1991-1996)	68
14. Recettes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (1990-1995)	72
15. Contributions volontaires au Fonds des Nations Unies pour la population (ressources de base et autres ressources) (1990-1995)	74
16. Dépenses du Programme alimentaire mondial (1990-1995)	75
17. Appels globaux interinstitutions des Nations Unies en matière d'aide humanitaire (1992-1996)	82
18. Personnel civil des missions de maintien de la paix (1995 et 1996)	102
19. Nombre total de personnes tuées au cours d'opérations de maintien de la paix (1990-1996)	103
20. Nombre de personnes tuées parmi le personnel civil des Nations Unies (1992-1996)	103
21. Nombre de demandes d'assistance électorale présentées par les États Membres : demandes reçues et demandes acceptées chaque année (1990-1996)	164

Table des matières (*suite*)

Liste des tableaux

	<i>Page</i>
1. Réunions et consultations informelles tenues par les groupes de travail de l'Assemblée générale du 19 septembre 1995 au 31 juillet 1996	6
2. Conseil de sécurité : réunions tenues par les comités des sanctions, 1990-1996 ..	9
3. Catastrophes naturelles : nombre de victimes, montant des dommages et contributions	82
4. Soldats, observateurs militaires et membres de la police civile affectés aux opérations de maintien de la paix au 31 juillet 1996	102
Carte Opérations de maintien de la paix au 31 juillet 1996	101

I

Introduction : renouveau et réforme

1. Le présent rapport annuel sur l'activité de l'Organisation est le cinquième que je présente conformément à l'Article 98 de la Charte des Nations Unies. Comme ceux qui l'ont précédé, il donne un aperçu général des améliorations qui ont été apportées à l'administration de l'Organisation et de tous les efforts que celle-ci a déployés au service de l'humanité, pour aider les personnes en détresse, lutter contre la guerre, la violence et l'intolérance, promouvoir les droits et la dignité de chacun et contribuer à créer les conditions économiques, sociales, politiques et écologiques nécessaires pour le progrès à long terme de l'humanité.

2. Le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, célébré l'an passé, a donné aux États Membres l'occasion historique de confirmer leur attachement aux buts et aux principes de leur Organisation. Lors d'une réunion commémorative extraordinaire de l'Assemblée générale, qui s'est tenue pendant trois jours en octobre 1995, 128 chefs d'État ou de gouvernement, à qui se sont joints d'autres représentants de haut niveau des États Membres et des observateurs permanents, ont adopté la Déclaration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, en s'engageant à ce que l'Organisation entre dans le XXI^e siècle dotée de moyens, de ressources financières et de structures qui lui permettent de servir efficacement les peuples au nom desquels elle a été créée.

3. La période sur laquelle porte le présent rapport a toutefois révélé aussi une volonté moins affirmée de faire face aux problèmes critiques de l'actualité internationale en ayant recours à l'Organisation des Nations Unies. Les signes les plus évidents en sont la persistance de la crise financière, qui a dominé la première partie de l'année et dont le caractère préoccupant n'a rien perdu de son acuité; le fléchissement des activités de maintien de la paix (67 269 soldats étaient déployés en juillet 1995, contre 25 296 en juillet 1996), sans que l'ampleur des conflits exigeant une attention internationale ait parallèlement diminué; enfin, la poursuite consternante de la tendance à la baisse du volume des ressources destinées au développement, y compris dans le cadre du système des Nations Unies.

4. Toutefois, au cours de l'année écoulée, de nouveaux progrès importants ont été accomplis — comme le montre le présent rapport — pour ce qui est de rationaliser l'administration, d'adapter les opérations de maintien de la paix aux circonstances nouvelles et d'améliorer l'efficacité et la cohérence des activités de développement. L'évolution rapide de la situation mondiale exigeant de nouvelles transformations de fond comme de structure, l'Organisation s'est astreinte à de vastes changements afin de pouvoir faire face aux problèmes nouveaux et naissants et à ceux qui perdurent dans un contexte nouveau.

5. Durant les 12 mois écoulés, la réforme a été l'un des principaux soucis du Secrétaire général et a figuré au premier plan des tâches que se sont fixées les organes intergouvernementaux, en particulier l'Assemblée générale. Cinq groupes de travail de l'Assemblée se sont penchés sur les aspects les plus importants de cette réforme.

6. Dans la déclaration que j'ai faite le 11 mars 1996 au Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies, j'ai dit qu'il fallait bien voir que la réforme, le changement au sein de l'Organisation, procède non pas de l'arbitraire ou d'une perversion des objectifs de la Charte, mais de la nécessité d'adapter les structures et les méthodes au nouvel environnement mondial que l'Organisation a elle-même contribué à créer.

7. Au cours de l'année écoulée, cette manière de voir a gagné du terrain aussi bien au Secrétariat qu'au niveau intergouvernemental. De nouvelles réformes concrètes ont été appliquées. De nombreux objectifs qui avaient été poursuivis sans succès durant les années passées ont été enfin réalisés. Néanmoins, le chemin qui reste à parcourir ne sera pas des plus aisés.

8. La réforme institutionnelle doit se dérouler essentiellement à trois niveaux : le mécanisme intergouvernemental, l'organisation et la gestion. Chacun diffère tant du point de vue des changements nécessaires que de celui des responsa-

bilités du Secrétaire général et des États Membres à l'égard des mesures qu'appellent ces changements. Il convient toutefois d'exercer à ces trois niveaux une action synergique. Là aussi, les progrès accomplis ont été importants.

9. En ce qui concerne la réforme sur le plan intergouvernemental — dont la responsabilité incombe essentiellement aux États Membres — il s'agit de poursuivre, de manière explicite ou implicite, trois objectifs interdépendants : améliorer l'efficacité et le fonctionnement des organes principaux; mieux équilibrer les pouvoirs du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, comme il est envisagé dans la Charte; enfin, rationaliser l'appareil subsidiaire — condition importante d'une réforme globale efficace, en particulier dans les domaines économique et social.

10. Pour ce qui est de l'Assemblée générale, l'amélioration de son fonctionnement représente un élément majeur du programme du Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies. De son côté, l'Assemblée, par sa résolution 50/227, a pris des mesures afin de renforcer sensiblement la fonction de coordination du Conseil économique et social. Ce qui est tout aussi important, elle a demandé au Conseil d'entreprendre un réexamen du rôle de ses commissions techniques, des commissions régionales et de ses groupes d'experts. A donc été mis en place un cadre qui doit permettre non seulement de mieux équilibrer le fonctionnement des organes principaux, mais aussi de rationaliser et de renforcer encore l'appareil intergouvernemental dans les domaines économique et social.

11. Sur le plan de l'organisation, la réforme consiste à simplifier les structures du Secrétariat et à rationaliser les multiples programmes et fonds, de même que leurs rapports avec le Secrétariat. Cette tâche relève donc de la responsabilité commune du Secrétaire général et des États Membres. La réorganisation à laquelle j'ai procédé peu après mon entrée en fonctions, qui a exigé une réduction considérable du nombre de postes de haut niveau et une simplification importante des structures du Secrétariat, a été consolidée dans le cadre du budget-programme de l'exercice 1994-1995. Elle a permis de parvenir à une croissance nominale nulle du budget de l'exercice en cours et a ouvert la voie à une nouvelle étape de la réforme, qui vise non seulement le Secrétariat central mais aussi tous les programmes et les fonds relevant de l'Organisation, comme je l'ai souligné dans la déclaration que j'ai faite le 11 mars au Groupe de travail de haut niveau de l'Assemblée générale.

12. Venant compléter ces deux niveaux institutionnels, la réforme de la gestion, qui relève principalement du Secrétaire général, est déjà bien avancée. Les progrès accomplis au cours de l'année ont été importants dans chacun des trois

secteurs stratégiques concernés : les ressources humaines; la structure des coûts; l'information et la technologie.

13. S'agissant des ressources humaines, le système d'obligation redditionnelle et de responsabilité que j'avais présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session a été encore consolidé. Le code de conduite de la fonction publique internationale, qui fait partie intégrante de ce système, est actuellement renforcé et actualisé. Un nouveau système de planification des tâches et de notation du personnel est appliqué dans tous les lieux d'affectation. Un programme ambitieux de perfectionnement à la gestion a été mis en place et a déjà été suivi par plus de 300 cadres supérieurs. Le nombre de femmes occupant des postes soumis à la répartition géographique a atteint le plus haut niveau jamais enregistré dans l'histoire des Nations Unies. Enfin, les dépenses de recrutement ont été réduites de 30 %.

14. S'agissant de la gestion des coûts, l'enveloppe budgétaire approuvée pour l'exercice en cours accuse une diminution de 10 % en valeur réelle, compte tenu de la réduction de 154 millions de dollars décidée par l'Assemblée générale, qui s'ajoute à la diminution de 98 millions de dollars que j'avais proposée dans le projet de budget. Cette contraction des ressources budgétaires ramène le nombre total des postes à un niveau inférieur de 12 % à ce qu'il était il y a 10 ans. En même temps, le nouveau Système intégré de gestion a permis de mieux exploiter l'information sur les ressources financières et humaines et sur les achats, de resserrer les contrôles internes et de mieux répondre à l'impératif de transparence.

15. Les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des moyens technologiques ont été également importants et ont touché un grand nombre d'activités du Secrétariat; je citerai notamment la télétraduction, le télétraitement de texte et l'accès électronique rapide aux documents des Nations Unies grâce au nouveau système à disques optiques, qui a permis de faire l'économie de l'impression et de la distribution de milliers d'exemplaires de documents.

16. Dans ces trois domaines, la réforme de la gestion a été accélérée par les travaux du Conseil de l'efficacité que j'ai créé en novembre 1995. Grâce aux orientations données par ce Conseil et à l'appui d'un groupe de travail composé d'experts détachés par des États Membres, chaque bureau du Secrétariat a effectué des études d'efficacité portant sur quelque 400 projets afin de renforcer la gestion au Secrétariat. Les résultats obtenus jusqu'ici ont contribué à réaliser les économies décidées par l'Assemblée générale et à améliorer les services et les activités du Secrétariat, et ont permis de définir un certain nombre de domaines dans lesquels il reste à apporter de nouveaux changements systémiques. Ces domaines sont actuellement étudiés par le Conseil de l'efficacité.

17. Pour être efficace, la réforme d'une institution mondiale comme l'Organisation des Nations Unies doit reposer sur un large consensus touchant les principaux éléments du nouvel environnement mondial et le rôle que l'Organisation est appelée à jouer dans une telle mouvance.

18. C'est sur ces principes que s'est concentrée une autre action de longue haleine à laquelle une importance particulière a été accordée durant l'année passée : celle menée dans le cadre de la série de conférences mondiales qui ont été organisées entre 1990 (à New York) et 1996 (à Istanbul). Il est incontestable que certaines de ces conférences ont soulevé des controverses. Il est tout aussi incontestable, à mon avis, qu'elles ont montré qu'une véritable communauté internationale était en train de naître, peut-être pour la première fois dans l'histoire, ayant la volonté et la capacité de se pencher sur des problèmes auxquels les pays ne peuvent faire face isolément ni, d'ailleurs, autrement que par une action mondialement concertée.

19. La pratique séculaire des réunions internationales est en passe de devenir un nouveau mécanisme de coopération internationale. Les nouvelles conférences sont révolutionnaires par leur forme tout autant que par leur orientation spécifique et aboutissent, avec un minimum de frais, à des résultats concrets et de grande portée.

20. Ces conférences ont une forme démocratique, réunissant sur un pied d'égalité des représentants de tous les gouvernements, souvent au niveau politique le plus élevé. En même temps, elles rassemblent côte à côte des gouvernants et des représentants de la société civile — milieux d'affaires, syndicalistes, universitaires, groupes féministes, associations professionnelles, collectivités locales et organisations non gouvernementales de tous genres.

21. Ces conférences sont également démocratiques de par leur orientation spécifique — l'objectif commun étant de favoriser le consensus mondial sur des domaines particuliers mais interdépendants d'intérêt universel en examinant leur impact sur les individus et les collectivités. Une grande partie des efforts que j'ai déployés en tant que Secrétaire général a consisté à faire en sorte que chacune de ces conférences — dont les thèmes ont été les enfants, l'environnement et le développement, les droits de l'homme, le développement durable des petits États insulaires, l'atténuation des catastrophes naturelles, la population et le développement, le développement social, la promotion des femmes, le commerce et le développement internationaux et les établissements humains — tire profit des résultats obtenus par celles qui l'ont précédée et fasse avancer la cause commune de l'humanité. Prises dans leur ensemble, elles ont produit des résultats cumulatifs, offrant à tous les acteurs du développement — pays du Nord et du Sud, organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, secteurs public et privé — une approche pragmatique, concertée et globale des

problèmes essentiels auxquels font maintenant face tous les pays du monde, séparément et collectivement.

22. Les résultats sont considérables, à commencer par le consensus réalisé non sans mal sur un ensemble de questions importantes telles que l'impératif d'un partenariat nouveau et équitable entre tous les États, développés et en développement, et entre les pouvoirs publics et la société civile à tous les niveaux, afin de parvenir au développement durable; la reconnaissance du droit au développement et de la relation synergique entre le développement, la démocratie et le respect des droits de l'homme; la nécessité de relier les changements démographiques aux politiques de développement; la nécessité d'adopter des politiques nouvelles et de plus grande portée afin de lutter contre la pauvreté, le chômage et la désintégration sociale en tant que problèmes mondiaux exigeant une attention mondiale; l'importance d'une approche commune à l'égard de crises urbaines identiques; enfin, la nécessité de reconnaître que la promotion des femmes est essentielle pour progresser sur la voie de l'égalité, du développement et de la paix.

23. Au cours des conférences mondiales, le consensus réalisé sur ces questions et dans d'autres domaines fondamentaux se traduit par des accords, des normes et des engagements internationaux nouveaux — concrétisant les buts et objectifs fixés par les États Membres pour eux-mêmes et pour l'Organisation mondiale. Ces buts et ces objectifs sont alors intégrés par les États Membres dans les priorités nationales et appuyés par l'ONU et les autres organisations au moyen de programmes concrets et d'activités opérationnelles. Des mesures sont prises afin qu'il soit donné suite de manière efficace et rationnelle aux engagements pris, sur une base thématique et non pas simplement dans le seul prolongement d'une conférence donnée.

24. À tous les acteurs du développement, ces conférences mondiales ont donné la possibilité de forger des partenariats durables et féconds face aux nouvelles difficultés rencontrées. Pour les Nations Unies en particulier, elles ont débouché sur un ordre du jour global, qui imprime une nouvelle orientation à l'activité de l'Organisation ainsi qu'à la réforme et au renforcement de son mécanisme de développement. Elles ont été appuyées par de nouveaux arrangements pour la coordination intersecrétariats, approuvés par le Comité administratif de coordination. Elles ont également contribué à promouvoir la revitalisation du Conseil économique et social en tant qu'organe intergouvernemental essentiel pour la coordination. Dans le cadre de ce processus de réforme et de revitalisation, la structure intergouvernementale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), son secrétariat et son programme de travail ont été rationalisés et articulés autour d'un axe plus précis. La coopération et la coordination entre l'ONU et les institutions de Bretton Woods se sont encore

approfondies, comme le montre l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique. Un système des Nations Unies pour le développement allégé, plus spécifique et mieux coordonné voit actuellement le jour, orienté vers l'exécution de programmes qui reflètent un large consensus politique quant aux priorités du développement.

25. Alors même que l'Organisation voit s'améliorer sa capacité d'appuyer le développement, les ressources dont elle dispose à cette fin diminuent. Durant l'année, le volume des contributions volontaires aux fonds et aux programmes des Nations Unies s'est réduit. D'une manière générale, en 1995, les apports d'aide publique au développement provenant des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont tombés en valeur absolue à 59 milliards de dollars, soit 0,27 % du total de leurs produits nationaux bruts, chiffre bien inférieur à l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations Unies. Ainsi, dans les domaines économique et social, cette année a été marquée par une amélioration effective de la capacité d'agir, mais aussi par une contraction des moyens disponibles à cet effet.

26. Le cycle de conférences mondiales s'est achevé par la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la deuxième Conférence

des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II). C'est à l'Assemblée générale qu'il appartient d'autoriser la convocation d'autres conférences de ce genre. L'acquis des six dernières années pourrait être renforcé si l'Assemblée décidait d'assumer, en permanence, le rôle qu'ont joué jusqu'ici les nouvelles conférences mondiales. L'Assemblée pourrait décider de superviser et de faciliter le suivi des conférences passées. Elle pourrait s'attacher à faire face aux nouveaux problèmes mondiaux au fur et à mesure qu'ils apparaissent, d'une manière globale et aux niveaux politiques appropriés, avec la participation de représentants de la société civile. Enfin, elle devrait également prendre des mesures pour que les progrès accomplis ne soient pas remis en cause et que les promesses ne soient pas gâchées par la précarité financière des Nations Unies, qui s'est révélée durant ces dernières années faire obstacle à l'activité, à la réforme et à la revitalisation fondamentales de l'Organisation.

27. Quel que soit le mode d'action que les États Membres choisiront face aux problèmes mondiaux qui les concernent tous, il est indispensable qu'ils manifestent la volonté de résoudre ensemble ces problèmes afin que soient consolidés les progrès importants récemment réalisés par les Nations Unies et que puisse s'accomplir le grand dessein qu'elles se sont assigné.

II

Mettre en oeuvre une stratégie concertée et renforcer les structures administratives

A. Les organes de l'ONU

28. Tout en s'acquittant de leurs lourdes tâches, les organes de l'ONU se sont employés, tout au long de l'année, à réaménager leurs programmes de travail, ce qui leur a permis de gagner en efficacité tout en restant dans les limites des ressources disponibles.

1. L'Assemblée générale

29. La cinquantième session de l'Assemblée générale a réuni un nombre sans précédent de dirigeants venus du monde entier, qui se sont engagés à donner au XXI^e siècle une ONU dotée des moyens, des ressources et des structures nécessaires pour qu'elle puisse servir efficacement les peuples du monde, au nom desquels elle a été créée. Les États Membres et les observateurs ont adopté la «Déclaration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies» axée sur les grands thèmes de la paix, du développement, de l'égalité, de la justice et de l'activité de l'Organisation.

30. Lors d'une réunion commémorative spéciale de trois jours tenue du 22 au 24 octobre 1995 à l'occasion du cinquantième anniversaire, 200 orateurs ont pris la parole, dont 91 chefs d'État, 8 vice-présidents, un prince héritier, 37 premiers ministres, 10 vice-premiers ministres, 21 ministres des affaires étrangères, 9 présidents de délégation et 23 observateurs. La plupart ont préconisé la revitalisation de l'Assemblée générale, l'élargissement du Conseil de sécurité et le renforcement du Conseil économique et social. Ils ont également insisté sur le fait que les États Membres devaient s'acquitter intégralement et ponctuellement de leurs obligations financières à l'égard de l'Organisation.

31. Par ailleurs, les dirigeants réunis se sont engagés à promouvoir le règlement des différends par des moyens pacifiques, ont réaffirmé le droit de tous les peuples à l'autodétermination, reconnu que tous les pays devaient prendre des mesures exceptionnelles pour lutter contre la

misère, réaffirmé l'égalité des droits de l'homme et des femmes et réitéré que tous les droits fondamentaux étaient universels et indivisibles.

32. À l'ouverture de la réunion commémorative spéciale, j'ai souligné que l'ONU pouvait aider le monde à trouver des solutions aux problèmes auxquels il aurait à faire face au XXI^e siècle, mais aussi qu'elle ne pourrait pas jouer ce rôle si la tendance actuelle se poursuivait et si elle n'était pas dotée des «ressources nécessaires pour mener à bien les tâches qui lui étaient imposées». J'ai conjuré les dirigeants du monde de donner à l'Organisation une solide base financière et de témoigner ainsi leur confiance en elle.

33. À la clôture de la réunion, j'ai fait observer que les dirigeants du monde s'étaient montrés confiants dans l'avenir des Nations Unies. Ils avaient donné au monde un «agenda pour les années à venir» qui couvrait chacun des aspects de la société humaine. Le dialogue entre nations voulu par les pères fondateurs s'était poursuivi dans l'amitié et la fraternité; l'«esprit de San Francisco» avait été retrouvé et j'ai exprimé l'espoir qu'il guide la communauté internationale au cours des 50 prochaines années.

34. Dans l'allocution spéciale qu'il a prononcée devant l'Assemblée générale le 5 octobre 1995, Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II a déclaré qu'un effort collectif s'imposait pour bâtir une civilisation d'amour fondée sur les valeurs universelles de paix, de solidarité, de justice et de liberté face à la peur qui assombrissait l'existence humaine en cette fin du XX^e siècle. Il convenait également que l'Organisation des Nations Unies s'élève du stade de froide institution administrative pour devenir un «centre moral» où tous les pays du monde cultiveraient le sentiment commun d'appartenir à une famille de nations.

35. Au cours de l'année écoulée, l'Assemblée générale a mené un programme de travail élargi couvrant toute une série de questions politiques, économiques et sociales, humanitaires, de désarmement et juridiques, administratives et budgétaires. Les réformes et la situation financière de l'Organisation ont été les thèmes dominants de la cinquantième session.

36. Les groupes de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale, chargés d'examiner la réforme du Conseil de sécurité, l'Agenda pour la paix, l'Agenda pour le développement, la situation financière de l'Organisation et le renforcement du système des Nations Unies ont fait un effort résolu pour améliorer l'efficacité de l'Organisation. Ils ont tenu de nombreuses réunions officielles, ainsi que des consultations officieuses, et le Secrétariat a dû puiser dans ses ressources limitées pour leur fournir l'appui fonctionnel et technique nécessaire (voir tableau 1). Les groupes de travail doivent en principe présenter leurs rapports à l'Assemblée avant la fin de sa cinquantième session.

Tableau 1

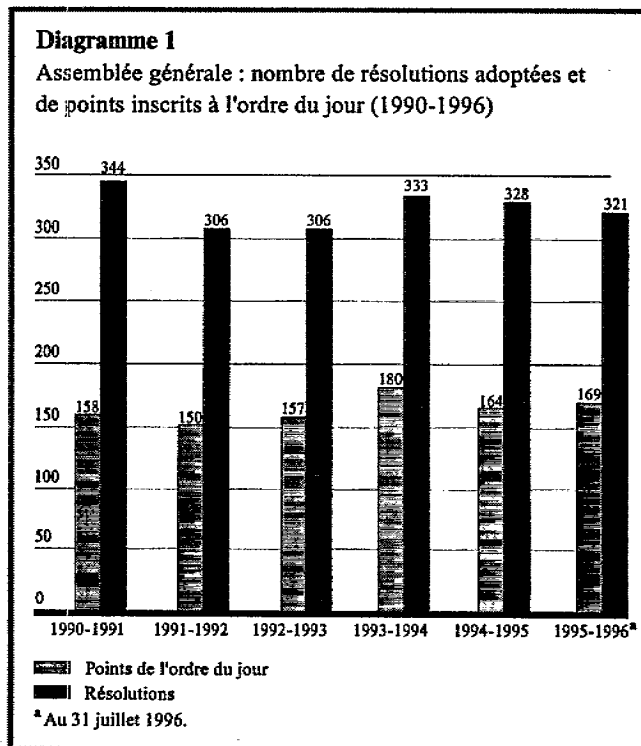
Réunions et consultations informelles tenues par les groupes de travail de l'Assemblée générale du 19 septembre 1995 au 31 juillet 1996

Groupe de travail	Nombre de réunions informelles	Nombre de consultations informelles	Total
Groupe de travail à composition non limitée sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres ainsi que d'autres questions relatives au Conseil de sécurité	38	11	49
Groupe de travail ad hoc à composition non limitée de l'Assemblée générale sur un agenda pour le développement	4	56	60
Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies	30	—	30
Groupe de travail officieux à composition non limitée de l'Assemblée générale sur l'Agenda pour la paix	4 56	22 —	—
Quatre sous-groupes	60	22	82
Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies	44	—	44
Total	176	89	265

37. L'adoption de la résolution 50/227 du 24 mai 1996, concernant les mesures supplémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, débouchera sur une meilleure répartition des tâches entre l'Assemblée et le Conseil économique et social

et permettra, en particulier, d'éliminer les doubles emplois dans les rapports soumis par ces organes. Elle devrait également relancer l'effort de réforme dans l'ensemble du système. L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'appliquer des mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes qui relèvent de sa responsabilité.

38. L'ordre du jour de la cinquantième session comportait 169 points, soit un peu plus que celui de la quarante-neuvième, qui en comptait 164 (voir diagramme 1). Cette

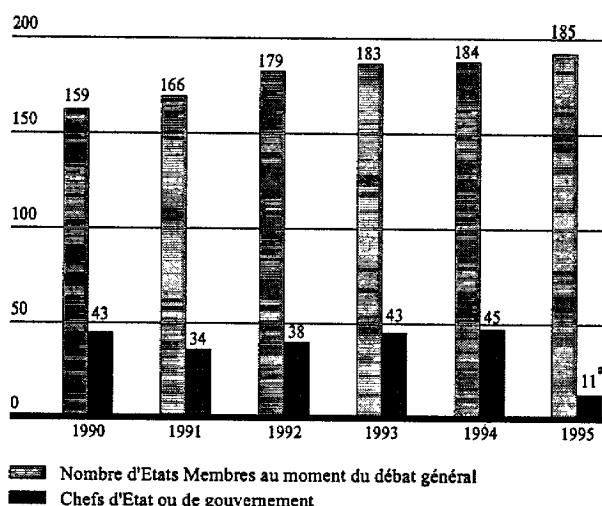


faible augmentation est due en partie à la poursuite des efforts visant à biennaliser ou triennaliser l'examen de certaines questions. Cependant, le besoin de rationalisation n'en reste pas moins évident. Il est encourageant de constater que dans la résolution 50/227 de l'Assemblée, l'accent est mis sur la nécessité d'améliorer la cohérence et la complémentarité entre les travaux de la Deuxième et de la Troisième Commissions. Une meilleure coordination des ordres du jour des deux commissions permettra sans aucun doute de réaliser des économies sur le plan des services à fournir à l'Assemblée générale.

39. Le nombre de rapports demandés par l'Assemblée continue d'augmenter. Outre les rapports des organes principaux et de leurs organes subsidiaires, plus de 270 rapports du Secrétaire général ont été publiés pendant la

Diagramme 2

Participation de chefs d'Etat ou de gouvernement au débat général de l'Assemblée générale (1990-1995)



^a Cent trente-sept chefs d'Etat ou de gouvernement ont participé à la réunion commémorative extraordinaire de l'Assemblée générale qui s'est tenue du 22 au 24 octobre 1995 à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

cinquantième session, sans compter plusieurs rapports de rapporteurs spéciaux, du Corps commun d'inspection et du Bureau des services de contrôle interne. L'Organisation poursuivra ses efforts pour que tous les rapports soient, dans toute la mesure du possible, produits dans les délais et efficacement. Cependant, vu la fréquence avec laquelle l'Assemblée générale et les autres organes principaux et leurs organes subsidiaires se réunissent désormais, tout doit être mis en oeuvre pour limiter le nombre des rapports, dont l'élaboration est pour le Secrétariat une charge de plus en plus lourde, tant sur le plan des ressources humaines que sur le plan financier.

40. Pendant sa cinquantième session, l'Assemblée générale, son bureau et ses grandes commissions ont tenu 393 séances, contre 384 au cours de la quarante-neuvième session et 401 au cours de la quarante-huitième; il y a eu 296 séances et consultations informelles contre 266 à la quarante-neuvième session, et les groupes de travail de l'Assemblée ont tenu 292 séances, contre 163 à la session précédente. Au 31 juillet 1996, l'Assemblée avait adopté 321 résolutions depuis le début de sa cinquantième session, dont 251, soit 78 %, sans vote ou par consensus. Au cours de la quarante-neuvième session, 328 résolutions avaient été adoptées, dont 260, soit 79 %, sans vote ou par consensus. En raison de la forte participation des hauts dirigeants mondiaux à l'événement historique qu'a constitué la réunion commémorative spéciale, seuls 11 chefs d'Etat ou de

gouvernement, au nom de 5 % des États Membres, ont pris part au débat général de la cinquantième session, contre 45, soit 24 %, à la session précédente (voir diagramme 2).

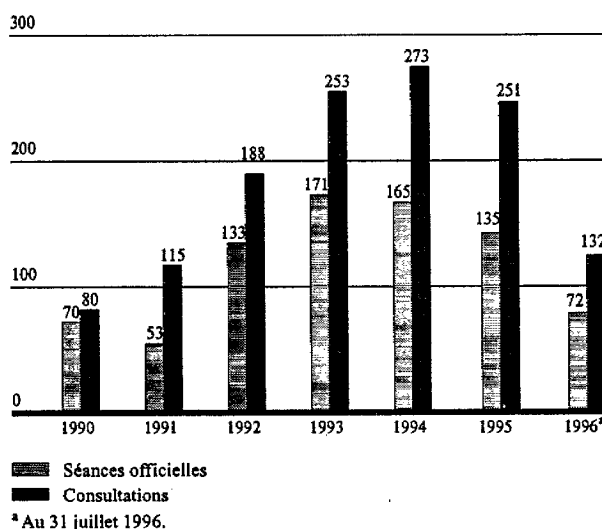
2. Le Conseil de sécurité

41. Au cours de la période considérée, le Conseil de sécurité a continué à tenir de très fréquentes réunions pour décider des mesures à prendre face aux menaces à la paix et à la sécurité internationales, pour prendre diverses décisions visant à juguler et résoudre les conflits et pour mobiliser un appui régional et international en faveur de son action (voir diagramme 3).

42. Le Conseil de sécurité a confirmé sa volonté de rechercher le consensus. Un seul projet de résolution, qui concernait la situation au Moyen-Orient (Liban), n'a pas réuni le nombre de voix requis pour être adopté. Par rapport à l'année précédente, le nombre des séances officielles a légèrement diminué, passant de 131 à 106, de même que celui des consultations plénières du Conseil, qui est passé de 226 à 189. Le nombre des résolutions adoptées est passé de 63 à 51 et celui des déclarations du Président de 64 à 49 (voir diagrammes 4 et 5).

Diagramme 3

Conseil de sécurité : nombre de séances officielles et de consultations plénières (1990-1996)

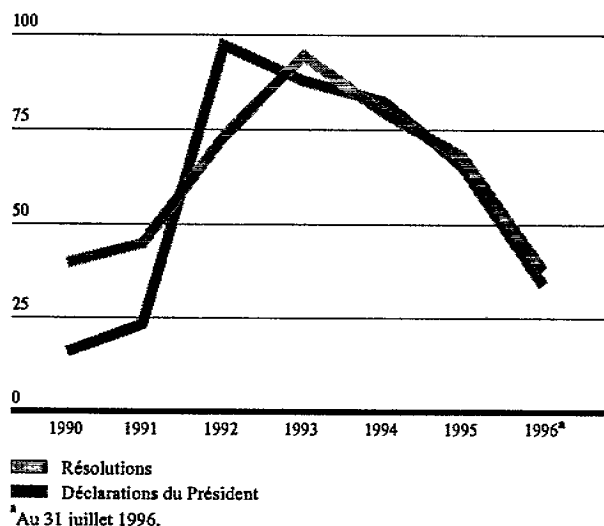


^a Au 31 juillet 1996.

43. Le Conseil de sécurité a adopté au total 19 résolutions sur des questions relatives à des pays d'Afrique et approuvé 17 déclarations du Président sur des problèmes du

Diagramme 4

Conseil de sécurité : résolutions adoptées et déclarations du Président (1990-1996)



continent africain. Des six opérations de maintien de la paix que le Conseil a autorisées en Afrique, trois sont encore en place, celles de l'Angola, du Libéria et du Sahara occidental. Depuis le retrait de l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM II) en l'absence d'une volonté politique de la part des parties somaliennes, le Conseil a continué de suivre la situation dans le pays par l'intermédiaire du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie, situé à Nairobi. À l'issue de la mission de maintien de la paix au Rwanda, le Gouvernement rwandais a demandé qu'un bureau politique restreint soit installé à Kigali, mais le bureau des Nations Unies au Rwanda n'a pas encore pu être mis en place. La situation explosive au Burundi est demeurée un sérieux motif de préoccupation pour le Conseil, qui a également suivi de près les efforts déployés par la communauté internationale pour mettre fin au conflit en Sierra Leone. Le Conseil a par conséquent attaché une grande importance à la poursuite des efforts de médiation et des initiatives visant à organiser une conférence régionale pour la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs afin de parvenir à un règlement général des problèmes auxquels elle est en proie.

44. Dans l'examen des questions intéressant l'Afrique, le Conseil de sécurité a continué de coopérer étroitement avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). À l'appui des efforts de l'OUA, il a adopté deux résolutions relatives à l'extradition à l'Éthiopie des suspects recherchés pour la tentative d'assassinat du

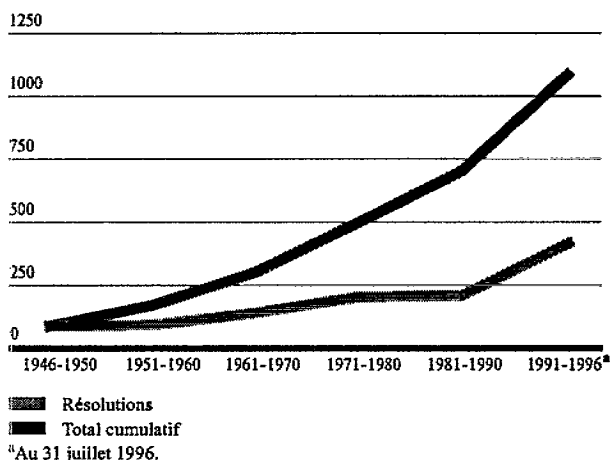
Président égyptien, M. Mubarak, en juin 1995. Il a également publié le 12 avril 1996 une déclaration du Président dans laquelle il s'est félicité de la signature du Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (texte de Pelindaba).

45. Le Conseil de sécurité a adopté 17 résolutions concernant l'ex-Yougoslavie, et arrêté 15 déclarations du Président sur la question. À la suite de la signature des accords de paix de novembre 1995, le Conseil a adopté un certain nombre de mesures qui ont sensiblement réduit l'ampleur des activités de maintien de la paix menées par l'ONU dans la région. La Force de protection des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (FORPRONU) et l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie (ONURC) ont pris fin et, bien qu'il reste activement saisi de la question, le Conseil a cessé de s'occuper, pratiquement jour après jour, des conflits dans l'ex-Yougoslavie.

46. En ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine, le Conseil de sécurité s'est félicité de ce que «l'Accord-cadre général de paix en Bosnie-Herzégovine et ses annexes» (c'est-à-dire l'Accord de Dayton) aient été paraphés le 10 novembre 1995 et, un mois plus tard, il a autorisé les États Membres à mettre en place une Force de mise en oeuvre (IFOR) chargée des fonctions définies aux annexes 1-A et 2 de l'Accord de Dayton. Afin d'assurer la coordination avec l'IFOR pour la mise en oeuvre des aspects civils de l'Accord, le Conseil a établi un bureau civil des Nations

Diagramme 5

Conseil de sécurité : résolutions adoptées depuis 1946



Unies placé sous l'autorité du Secrétaire général [la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH)], ainsi qu'un groupe international de police. Le Conseil est

resté informé des activités de l'IFOR grâce aux rapports mensuels du Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et à des rapports périodiques du Haut Représentant.

47. En ce qui concerne la Croatie, le Conseil de sécurité s'est félicité de la signature, le 12 novembre 1995, entre le Gouvernement de la République de Croatie et les représentants serbes locaux, de l'Accord fondamental concernant la région de la Slavonie orientale, de la Baranja et du Srem occidental, et a créé l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO), chargée de mettre en oeuvre les volets de l'Accord fondamental ayant trait à la démilitarisation et d'assurer la réintégration pacifique de la région dans le système constitutionnel croate. Le Conseil a également autorisé les anciens observateurs militaires de l'ONURC à continuer de surveiller la démilitarisation de la presqu'île de Prevlaka dans le cadre de la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (MONUP).

48. Dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU). En outre, il a continué à surveiller le respect du droit international humanitaire en Bosnie-Herzégovine et la situation en Croatie sur le plan du droit humanitaire et des droits de l'homme, et à appuyer les travaux du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.

49. En ce qui concerne le continent américain, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) afin d'aider les autorités haïtiennes à maintenir la sécurité et la stabilité instaurées dans le pays et à professionnaliser la nouvelle Police nationale haïtienne. Au terme de la MINUHA, le Conseil a créé la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH), chargée d'aider le Gouvernement haïtien à améliorer les compétences professionnelles de la police et à maintenir des conditions de sécurité et de stabilité propices au succès des efforts en cours pour créer et former une force de police nationale efficace. Lorsque deux avions civils ont été abattus par les forces aériennes cubaines en février, le Président du Conseil a fait le 27 février une déclaration dans laquelle il a profondément déploré l'incident et rappelé qu'en vertu du droit international, les États avaient l'obligation de s'abstenir d'utiliser la force armée contre des aéronefs civils en vol et de ne mettre en danger ni la vie des personnes se trouvant à bord, ni la sécurité de ces aéronefs.

50. Le Conseil de sécurité a continué de recourir à des sanctions pour amener l'État concerné à respecter ses

résolutions. Dans sa résolution 1054 (1996), il a imposé des sanctions diplomatiques et certaines autres restrictions au Soudan, portant ainsi à huit le nombre de pays qui sont actuellement sous le coup de sanctions. Les sanctions économiques à l'égard de la République fédérative de Yougoslavie et de la partie des Serbes de Bosnie ont été suspendues à la suite de la signature de l'Accord de Dayton et l'embargo sur les armes imposé à toutes les républiques de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie a été levé, sauf en ce qui concerne les armes lourdes et certains matériels connexes. L'utilité des sanctions dans le règlement des conflits a été clairement démontrée dans l'ex-Yougoslavie, où la conclusion des accords de paix a été facilitée par l'application efficace d'un régime de sanctions. À cet égard, l'étroite coopération des organisations régionales concernées et la part qu'elles ont prise à la mise en oeuvre du régime et au contrôle de son application, ont grandement contribué au succès de l'entreprise.

51. En novembre 1995, j'ai informé le Président du Conseil de sécurité que le retard accumulé dans le traitement des demandes d'assistance humanitaire présentées aux comités des sanctions compétents avait été résorbé. Depuis lors, j'ai pris d'autres mesures pour rationaliser les travaux du secrétariat des comités des sanctions et faire en sorte que ces demandes soient examinées plus rapidement encore et que les approvisionnements nécessaires puissent parvenir sans retard aux populations civiles dans le besoin. Comme l'a recommandé le Conseil de sécurité, plusieurs comités des sanctions se sont efforcés d'améliorer la transparence de leurs méthodes de travail, notamment en publiant des communiqués de presse à l'issue de chacune de leurs réunions et en présentant au Conseil des rapports annuels sur leurs activités (voir tableau 2).

Tableau 2

Conseil de sécurité : réunions tenues par les comités des sanctions, 1990-1996

Comité créé par (résolution du Conseil de sécurité)	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996*	Total
Afrique du Sud [421 (1977)]	8	3	6	4	1	—	—	22
Iraq [661 (1990)]	22	37	24	22	13	11	12	141
Yougoslavie [724 (1991)]	—	1	47	46	22	23	2	141
Jamahiriya arabe libyenne [748 (1992)]	—	—	14	19	14	16	6	69
Somalie [751 (1992)]	—	—	4	3	2	1	1	11
Haïti [841 (1993)]	—	—	—	6	4	—	—	10
Angola [864 (1993)]	—	—	—	4	3	1	2	10
Rwanda [918 (1994)]	—	—	—	—	1	3	1	5
Libéria [985 (1995)]	—	—	—	—	—	2	1	3
Total, réunions tenues pendant la période allant de 1990 à 1996								412

* Au 31 juillet 1996.

52. Les considérations consacrées aux sanctions dans l'«Agenda pour la paix» et son Supplément font l'objet d'un débat nourri au sein de diverses instances des Nations Unies; mon rapport à l'Assemblée générale sur la mise en oeuvre des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions a été bien accueilli par les États Membres et a abouti à l'adoption de la résolution 50/51 de l'Assemblée. Le Secrétariat a pris les dispositions voulues pour être à même d'assumer, grâce à la coordination entre ses divers services, les fonctions qui lui sont assignées aux paragraphes 3 et 4 de cette résolution. Les États Membres sont instamment invités à continuer de rechercher des moyens de rendre les sanctions plus efficaces et d'en éliminer, autant que possible, les effets indirects négatifs sur la population civile de l'État visé, ainsi que sur les États voisins et les autres États touchés.

53. À cet égard, à la suite de la signature, le 20 mai 1996, du Mémoire d'accord entre le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement iraquien sur l'application de la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité, les services du Secrétariat ont efficacement coordonné leurs efforts pour mettre en place les arrangements pratiques complexes nécessaires à l'application de la résolution. Le Comité des sanctions pour l'Iraq a ouvert la voie à la mise en oeuvre de ces dispositions de sorte que la population civile iraquienne puisse recevoir les secours dont elle a tant besoin.

54. Le Conseil de sécurité a poursuivi ses efforts pour répondre aux préoccupations des États Membres qui souhaitent davantage de transparence dans ses travaux. À la suite de l'Aide-mémoire présenté par la France sur les méthodes de travail du Conseil de sécurité et d'une déclaration du Président affirmant, notamment, l'intention du Conseil d'avoir davantage recours à des séances publiques, en particulier au début de l'examen des questions, le Conseil a tenu un certain nombre de séances publiques sur les consultations et l'échange d'informations avec les pays qui fournissent des contingents et la situation en Afghanistan, en Angola, au Libéria et en Somalie.

55. Toujours dans le souci d'accroître la transparence de ses travaux, le Conseil de sécurité a approuvé le 28 mars 1996 une déclaration de son Président concernant la révision des modalités relatives aux consultations et à l'échange d'informations avec les pays fournissant des contingents. Le Président a publié le 24 janvier 1996 une note rendant compte de la décision prise par le Conseil de supprimer quatre points de la liste des questions dont il est saisi. Le 30 juillet, le Président a publié une autre note, dont un nouveau tirage a été publié ultérieurement, exposant la décision du Conseil touchant la procédure à suivre pour supprimer de ladite liste les questions qu'il n'avait pas

examinées lors de séances officielles au cours des cinq années précédentes. Le Conseil a défini la procédure en question de façon plus détaillée dans une nouvelle note du Président à la lumière des observations formulées par plusieurs États Membres de l'Organisation.

56. On se souviendra que l'Assemblée générale a demandé qu'un rang de priorité élevé soit accordé au Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies, ainsi qu'au répertoire relatif à la pratique suivie par le Conseil de sécurité. Malgré les efforts déployés par le Secrétariat au cours de l'année écoulée, le retard accumulé dans la mise à jour de ces publications est loin d'être résorbé, en raison surtout de la crise financière que traverse l'Organisation.

3. Le Conseil économique et social

57. Le Conseil économique et social a tenu sa session de fond du 24 juin au 26 juillet 1996 à New York. Il a consacré son débat de haut niveau à l'une des questions les plus urgentes de l'ordre du jour international : «La coopération internationale aux fins de la lutte contre la production, la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et les activités connexes». Le débat a révélé l'existence d'un certain consensus sur la politique à suivre dans ce domaine, en particulier sur la nécessité d'adopter une démarche équilibrée en matière de contrôle international des drogues, axée tout autant sur la réduction de l'offre que sur celle de la demande. Le Conseil a reconnu le rôle critique de l'ONU dans la lutte internationale contre les drogues tout en réaffirmant le rôle directeur et de coordination joué à cet égard par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et en appelant à une action concertée à tous les niveaux. Le débat a aussi permis d'établir un dialogue avec le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Directeur général adjoint du Fonds monétaire international et le Directeur général de la Banque mondiale au sujet des grandes questions intéressant l'économie mondiale.

58. Le débat consacré aux questions de coordination a porté sur la coordination des activités menées par les organismes des Nations Unies pour éliminer la pauvreté, thème prioritaire commun aux grandes conférences internationales qui se sont tenues récemment. Conformément aux conclusions concertées qu'il a adoptées, le Conseil demande que les ressources allouées aux activités opérationnelles soient sensiblement augmentées et qu'une part appropriée de l'aide et des ressources budgétaires soit réservée aux activités sociales. Il demande aussi que la coordination des

activités opérationnelles de lutte contre la pauvreté menées par les organismes des Nations Unies dans les pays et au siège soit développée et encore améliorée en faisant un meilleur usage des mécanismes de coordination existants que des bilans de pays communs, soient établis et que la collaboration entre le système des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods soit renforcée. Des liens de travail plus clairs et plus étroits doivent être établis entre le Conseil et ses commissions techniques d'une part, et, entre le Comité administratif de coordination et ses mécanismes interinstitutions d'appui intégré au suivi des conférences, d'autre part. Les conclusions indiquent comment il faudrait structurer le débat intergouvernemental sur l'élimination de la pauvreté afin que le siège donne des directives cohérentes aux organismes des Nations Unies sur le terrain : le Conseil, mécanisme intergouvernemental central de coordination des activités des organismes des Nations Unies visant à éliminer la pauvreté, aidera l'Assemblée générale à définir un cadre de politique générale et à étudier la question de la création d'un environnement favorable dans les domaines économique et social et les domaines connexes; les commissions techniques devraient appuyer ses travaux en traitant selon leur propre perspective les aspects de la lutte contre la pauvreté qui relèvent de leur mandat, compte dûment tenu des questions intersectorielles (services sociaux de base, emploi productif, vulnérabilité, intégration et participation sociales, aspects statistiques). Enfin, dans le cadre du suivi coordonné des grandes conférences et sommets, le débat consacré aux questions de coordination a permis d'étudier des mesures propres à favoriser la prise en considération des problèmes des femmes dans les activités de lutte contre la pauvreté. Le Conseil devra, pour sa part, veiller à tenir compte de ces problèmes lors du suivi de ces activités à l'échelle du système.

59. La partie du débat consacré aux activités opérationnelles tenue le 28 juin à un haut niveau a porté sur le renforcement de la collaboration entre le système des Nations Unies pour le développement et les institutions de Bretton Woods conformément à la résolution 50/227 de l'Assemblée générale en date du 24 mai 1996 dont les dispositions sont explicitées ci-après. Le Conseil a approuvé diverses dispositions visant à renforcer cette collaboration, touchant notamment ses futures réunions. En examinant le rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans l'application de la résolution 50/120 de l'Assemblée générale relative à l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, le Conseil a abordé un éventail de questions relatives au fonctionnement du système des coordonnateurs résidents, à l'harmonisation des règles et procédures, aux locaux communs et au contrôle et à l'évaluation. L'examen de ce rapport a été complété par un dialogue avec les chefs de secrétariat du Programme des Nations Unies pour le

développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et du Programme alimentaire mondial (PAM) et la Directrice générale adjointe du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ainsi qu'avec les équipes des organismes des Nations Unies en poste en Égypte et au Malawi. Ce dialogue a donné lieu à l'adoption le 26 juillet 1996, par le Conseil de la résolution 1996/42, qui donne de nouvelles directives à l'ONU, à ses fonds et programmes et aux autres organismes des Nations Unies prenant part à la coopération internationale pour le développement.

60. Dans sa résolution 1996/48 relative aux idées nouvelles et novatrices pour mobiliser des fonds, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de présenter un rapport sur tous les aspects des idées nouvelles et novatrices permettant de mobiliser des fonds pour donner suite aux engagements et priorités adoptés d'un commun accord au niveau mondial et d'étudier l'applicabilité de ces idées ainsi que les coûts et avantages de leur éventuelle application. Il a également invité les gouvernements à présenter par écrit au Secrétaire général leurs opinions sur la question qui devaient être communiquées dans son rapport. La question sera examinée par le Conseil à sa session de fond de 1997 et par l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session.

61. Un des faits marquants de la session de fond du Conseil économique et social en 1996 a été l'adoption de la résolution 1996/31 concernant les relations aux fins de consultation entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG). Cette résolution, qui actualise la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social en date du 23 mai 1968 sur la question, marque l'aboutissement de plus de deux ans et demi de négociations intergouvernementales motivées par l'expérience acquise à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992. Les gouvernements ont décidé d'y incorporer trois éléments clefs dont l'importance avait déjà été soulignée dans le rapport du Secrétaire général sur l'examen général des dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales, à savoir la reconnaissance de l'importance et de la multiplication des ONG nationales, régionales et sous-régionales (alors que la résolution 1968 a trait essentiellement aux ONG internationales); l'élargissement du rôle du Comité chargé des organisations non gouvernementales; et l'adoption de règles types pour la participation des ONG aux conférences internationales des Nations Unies et à leurs préparatifs. Par sa décision 1996/297 concernant les organisations non gouvernementales, le Conseil économique et social a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'examiner, à sa cinquante et unième session, la question de la participation des ONG à

tous les aspects de l'action menées par l'ONU. C'était la première fois dans l'histoire de l'Organisation qu'il était recommandé à l'Assemblée générale d'examiner la question de la participation des ONG.

62. L'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 50/227 sur les mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes devrait, comme il est indiqué ci-dessus, aboutir à une répartition des tâches plus efficace entre l'Assemblée générale et le Conseil économique et social (voir le diagramme 6). Par cette résolution, les États Membres ont

la réalisation d'une série d'examens visant à améliorer l'efficacité des organes subsidiaires du Conseil.

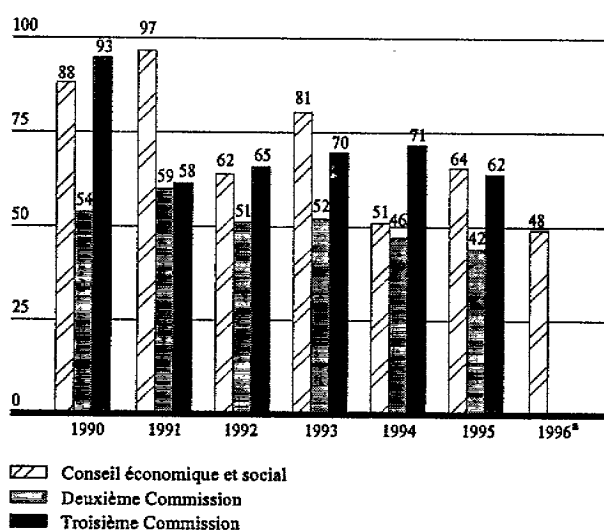
63. Dans l'allocution que j'ai prononcée le 11 mars 1996 devant le Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies, j'ai insisté sur le fait que la revitalisation du Conseil économique et social passait par la satisfaction de deux conditions prioritaires : assurer une participation ministérielle au débat de haut niveau du Conseil et associer de plus en plus à ce débat les acteurs nouvellement apparus sur la scène internationale; et prendre de nouvelles mesures qui permettent au Conseil de remplir efficacement son rôle de gestionnaire de tous les fonds et programmes opérationnels de l'Organisation. Dans la déclaration que j'ai faite le 24 juillet 1996 au Conseil économique et social, j'ai noté que les efforts que l'on fait actuellement pour réformer le Conseil ont permis d'en améliorer sensiblement le fonctionnement mais que d'autres efforts sont nécessaires si l'on veut que cet organe puisse contrôler et coordonner plus efficacement les travaux des organismes des Nations Unies.

64. Au cours de l'année écoulée, le Conseil économique et social a pris diverses mesures pour appliquer certaines des dispositions de la résolution 50/227, comme il ressort notamment de sa résolution 1996/43 sur le «Renforcement de la collaboration entre le système des Nations Unies pour le développement et les institutions de Bretton Woods» et de sa résolution 1996/41 relative à l'«Application de la résolution 50/227 de l'Assemblée générale : mécanisme d'examen». Le fait que le Conseil ait décidé de tenir cette année une reprise de sa session de fond pour revoir son ordre du jour est également encourageant. Pour ma part, je continuerai à appliquer les mesures de restructuration et de revitalisation de l'Organisation dans les domaines économique et social et les domaines connexes qui relèvent de ma responsabilité, comme indiqué dans la résolution 50/227. La pleine application de cette résolution par le Secrétaire général et les organes intergouvernementaux concernés contribuera à la poursuite de la revitalisation du Conseil et permettra à celui-ci de jouer le rôle qui lui est assigné par la Charte.

65. La Commission du développement social a tenu une session extraordinaire en mai 1996 pour examiner son rôle futur de la Commission dans le suivi du Sommet mondial pour le développement social et des stratégies et mesures de lutte contre la pauvreté. Elle a, à cette occasion, prêté une attention particulière à la formulation de stratégies intégrées, à la satisfaction des besoins humains essentiels de tous et à la promotion de l'autosuffisance et des initiatives communautaires. Conformément à la recommandation de la Commission, le Conseil est convenu que le nombre des

Diagramme 6

Résolutions adoptées par le Conseil économique et social et les Deuxième et Troisième Commissions de l'Assemblée générale (1990-1996)



*Au 31 juillet 1996.

approuvé des mesures qui reconfirment la validité du rôle de l'ONU dans les activités opérationnelles au service du développement, permettent une meilleure coordination et une meilleure harmonisation des travaux de la Deuxième et de la Troisième Commission de l'Assemblée générale, renforcent le rôle du Conseil économique et social en tant que mécanisme central de coordination des activités des organismes des Nations Unies et de ses institutions spécialisées et la supervision des organes subsidiaires — en particulier de ses commissions techniques —, dans les domaines économique et social et les domaines connexes, et renforcent la coopération entre l'ONU et les institutions de Bretton Woods. Cette résolution recommande également

membres de la Commission serait porté de 32 à 46 et qu'elle tiendrait une session annuelle. Par la même résolution, le Conseil a décidé que la Commission aurait la responsabilité première du suivi et de l'examen de l'application du Sommet et a arrêté un plan de travail pluriannuel et approuvé une recommandation tendant à faire participer des personnalités éminentes et à associer plus étroitement les experts aux travaux de la Commission.

66. Le Rapporteur spécial de la Commission du développement social sur la situation des handicapés, M. Bengt Lindqvist, dont les activités sont financées par des fonds extrabudgétaires, s'est rendu en mission dans six pays, appartenant chacun à une région différente, afin de s'entretenir avec les responsables gouvernementaux, les interlocuteurs nationaux et les organisations non gouvernementales concernés et d'animer des ateliers de travail sur les règles pour l'égalisation des chances des handicapés. Les gouvernements et les ONG ont répondu très positivement à un questionnaire concernant l'application de ces règles. Le Rapporteur spécial présentera ses conclusions définitives à la Commission à sa trente-cinquième session, en 1997.

67. En ce qui concerne la Commission de la condition de la femme et le programme de promotion de la femme, l'objectif principal au cours des quatre prochaines années consistera à s'assurer que les recommandations de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes sont effectivement appliquées. Toutefois, l'annulation en raison de la crise financière de deux réunions de groupes d'experts chargés d'élaborer des recommandations de fond à ce sujet l'ayant empêché d'entamer ses travaux, la Commission a décidé d'organiser des débats de fond dans le cadre d'une série de dialogues engagés avec des experts. Deux de ces dialogues ont été consacrés à des questions dont l'examen exigeait la présence de groupes d'experts, à savoir les femmes et les médias, et les soins aux enfants et personnes à charge. Un troisième dialogue, consacré aux femmes et à l'élimination de la pauvreté, a été organisé à titre supplémentaire à la demande du bureau de la Commission. La Commission a jugé l'expérience fructueuse et a décidé de recourir à cette méthode de travail dans les années à venir.

68. À sa quatrième session, la Commission du développement durable a achevé son premier programme de travail thématique pluriannuel, qui lui a permis de passer en revue les importants progrès réalisés dans l'application de tous les chapitres d'Action 21 aux niveaux national et international. Elle a également commencé à examiner la suite donnée au Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, adopté à la Barbade en 1994 et créé un groupe intergouvernemental sur les forêts qui s'est réuni à deux reprises et doit élaborer des recommandations sur l'ensemble des questions inscrites à

l'ordre du jour relatif aux forêts qu'il doit soumettre à la Commission à sa session de 1997.

4. Le Conseil de tutelle

69. La question «Examen du rôle du Conseil de tutelle» a été inscrite, sur la demande de Malte, à l'ordre du jour de la cinquantième session de l'Assemblée générale. Celle-ci a adopté sans vote une résolution (résolution 50/55 du 11 décembre 1995) dans laquelle elle souhaitait connaître les observations des États Membres sur l'avenir du Conseil de tutelle, un rapport récapitulant ces observations à communiquer par écrit le 31 mai 1996 au plus tard devant lui être présenté le plus tôt possible et en tout état de cause avant la fin de sa cinquantième session. À la date du 21 juin 1996, 19 États Membres avaient fait connaître leurs vues.

70. Dans mon rapport annuel de 1994 sur l'activité de l'Organisation, j'avais recommandé que l'Assemblée générale prenne les dispositions nécessaires, conformément à l'article 108 de la Charte, pour dissoudre le Conseil de tutelle. Encore une fois, comme je l'avais déjà dit dans mon rapport de 1995, il est regrettable que l'on n'ait toujours pas décidé d'abolir cet organe.

5. La Cour internationale de Justice

71. La Cour internationale de Justice, principal organe judiciaire des Nations Unies, a célébré cette année son cinquantième anniversaire. Le 18 avril 1996, 50 ans après la séance inaugurale de 1946, elle a tenu en présence de S. M. la Reine Béatrix des Pays-Bas une séance solennelle marquée par des allocutions du Président de l'Assemblée générale, M. Diogo Freitas do Amaral, du Ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans van Mierlo, et du Président de la Cour, le juge Mohammed Bedjaoui. Les deux jours précédents, un colloque, organisé avec le concours de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), avait été consacré aux moyens qui permettraient à la Cour d'opérer plus efficacement. La CIJ est en effet consciente, devant le grand nombre d'affaires dont elle est actuellement saisie, alors que son personnel vient par ailleurs d'être réduit, qu'il lui faut revoir la manière dont elle procède; elle a chargé son Comité du Règlement d'étudier cette question.

72. Durant la période considérée, la Cour avait à examiner 12 affaires contentieuses et deux demandes d'avis consultatifs. Elle a été saisie de deux nouvelles affaires contentieuses et deux autres ont été rayées du Rôle général.

La Cour a aussi eu à examiner les exceptions préliminaires dans une affaire. Afin de pouvoir traiter tous ces dossiers, elle a examiné trois affaires simultanément.

73. Pendant la période considérée, la Cour a formulé deux avis consultatifs, statué sur les exceptions préliminaires dans une autre affaire et rendu une ordonnance déboutant un État qui avait demandé «un examen de la situation» visée par un arrêt de 1974. Elle a également rendu dans une autre affaire une ordonnance de mesures interlocutoires. La Cour a aussi rendu quelques ordonnances fixant des délais et elle a tenu les audiences contradictoires dans cinq affaires. On trouvera ci-dessous un résumé de ses travaux concernant les demandes d'avis consultatifs et 11 des 14 affaires dont elle était saisie.

74. La Nouvelle-Zélande a demandé en août 1995 à la Cour d'examiner la situation découlant, disait cet État, d'un projet annoncé par la France et qui, s'il prenait effet, remettrait en cause le fondement de l'arrêt que la Cour avait rendu le 20 décembre 1974 dans l'*Affaire des essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)*. La demande faisait état d'une déclaration faite le 13 juin 1995 devant la presse par le chef de l'État français, qui avait annoncé que la France procéderait à partir du mois de septembre suivant à une dernière série de huit essais nucléaires dans le Pacifique-Sud. La Nouvelle-Zélande invoquait pour demander un réexamen le droit qui, disait-elle, lui avait été reconnu au paragraphe 63 de l'arrêt du 20 décembre 1974. Elle a déposé le même jour une requête en mesures conservatoires. L'Australie, les Îles Marshall, les Îles Salomon, la Micronésie et Samoa ont demandé l'autorisation d'intervenir.

75. La Nouvelle-Zélande et la France ayant présenté, comme le Président de la Cour les y avait invitées, des aide-mémoire concernant la nature juridique des demandes précitées et de leurs effets, la Cour a tenu les 11 et 12 septembre une procédure orale et conclu dans une ordonnance rendue le 22 septembre, par 12 voix contre 3, que la demande de la Nouvelle-Zélande n'entraînait pas dans le champ du paragraphe 63 précité et était par conséquent à rejeter. Elle a aussi rejeté la requête en mesures interlocutoires et les requêtes à fin d'intervention.

76. La Cour a rendu le 22 septembre 1995 dans les affaires *Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)* et *Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis d'Amérique)* des ordonnances fixant les délais dans lesquels la Jamahiriya arabe libyenne devait présenter les observations et arguments qu'elle opposait aux exceptions préliminaires

soulevées en juin 1995 respectivement par le Royaume-Uni et les États-Unis.

77. La Cour a tenu en octobre et novembre 1995 les procédures orales concernant respectivement la demande d'avis consultatif sur la *Légalité de l'utilisation d'armes nucléaires par un État engagé dans un conflit armé* présentée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et la demande d'avis consultatif sur la *Légalité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* présentée par l'Assemblée générale. Aux côtés de l'OMS, les États ont été remarquablement nombreux à présenter des exposés durant ces audiences contradictoires, comme ils l'avaient déjà fait lors de la procédure écrite.

78. La Cour ayant dû s'interrompre pour examiner des questions se rapportant aux affaires inscrites au Rôle (voir ci-après), elle n'a pu émettre les avis consultatifs demandés que le 8 juillet 1996. Dans l'affaire de la *Légalité de l'utilisation d'armes nucléaires par un État engagé dans un conflit armé*, elle a conclu, par 11 voix contre 3, qu'elle ne pouvait pas donner l'avis demandé par l'OMS, qui portait sur une question sortant, a-t-elle jugé, du champ d'activités de cette organisation.

79. Dans l'affaire de la *Légalité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, la Cour a décidé, par 13 voix contre une, d'émettre l'avis consultatif demandé par l'Assemblée générale. Elle a conclu à l'unanimité que nulle part dans le droit international coutumier ou écrit, il n'existe de disposition autorisant de façon précise le recours à la frappe ou à la menace nucléaire, et pas non plus, a par ailleurs constaté la Cour par 11 voix contre 3, d'une interdiction globale et universelle en la matière. La Cour a établi à l'unanimité que le recours à la force nucléaire ou à sa menace est illicite lorsqu'il contrevient aux dispositions du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies ou que l'Article 51 n'est pas respecté à tous égards, ajoutant que l'usage de tels moyens doit aussi être conforme aux critères du droit de la guerre, et en particulier aux principes et règles du droit international humanitaire, de même que respecter toute obligation expressément énoncée dans les traités et autres conventions visant spécifiquement l'arme nucléaire. Il s'ensuit, a conclu la Cour par 7 voix contre 7 mais avec la voix prépondérante du Président, que le recours à la frappe ou à la menace nucléaire serait de façon générale contraire aux règles du droit de la guerre et en particulier aux préceptes du droit humanitaire, mais qu'en l'état actuel du droit international, et avec les données de fait dont disposait la Cour, il n'était pas possible d'établir définitivement si l'emploi de ces moyens serait légal ou illégal dans le cas limite d'un État contraint à la légitime défense parce que sa survie même serait en jeu. La Cour a pour terminer fait valoir à l'unanimité l'obligation de négocier de bonne foi, jusqu'à un

aboutissement, tous les aspects d'un désarmement nucléaire placé sous un contrôle international strict et efficace.

80. Dans l'affaire *Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal* (*Guinée-Bissau c. Sénégal*), le premier de ces États a informé la Cour en novembre 1995 qu'à la suite d'un accord avec l'autre partie, il avait décidé d'abandonner l'action engagée. Le Sénégal ayant de son côté confirmé qu'il était d'accord pour éteindre l'instance, la Cour a rendu le 8 novembre 1995 une ordonnance en ce sens qui rayait l'affaire du Rôle.

81. Les deux Parties dans l'affaire *Incident aérien du 3 juillet 1988* (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*) ont conjointement fait savoir à la Cour en février 1996 qu'elles étaient parvenues à un règlement. La Cour a rendu une ordonnance éteignant la procédure et rayant l'affaire du Rôle.

82. Auparavant en ce même mois de février, la Cour avait été interrompue dans ses délibérations concernant les avis consultatifs lorsque le Cameroun lui avait demandé d'indiquer des mesures interlocutoires dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria* (*Cameroun c. Nigéria*). Le Nigéria ayant soulevé en décembre 1995 des exceptions préliminaires contestant la compétence de la Cour et la recevabilité des prétentions du Cameroun, la Cour avait rendu le 10 janvier 1996 une ordonnance fixant les délais dans lesquels le Cameroun devait présenter ses observations et arguments. La procédure orale s'est tenue au début de mars. La Cour a rendu le 15 du même mois une ordonnance déterminant que les deux parties devaient respecter l'accord que leurs ministres des affaires étrangères respectifs avaient conclu le 17 février à Kara (Togo), arrêter totalement les hostilités dans la péninsule de Bakassi et veiller à ce que les forces armées qui pouvaient être présentes en cet endroit ne dépassent pas les positions où elles étaient établies avant le 3 février 1996, prendre toutes les mesures requises pour préserver dans la zone faisant l'objet du différend les éléments de preuve en l'espèce, et prêter toute l'assistance nécessaire à la mission d'enquête que l'ONU avait proposé d'envoyer dans la péninsule.

83. La Cour a commencé à la fin du mois d'avril la procédure orale concernant les exceptions préliminaires soulevées par la Yougoslavie dans l'affaire *Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* [*Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie (Serbie et Monténégro)*]. Dans un jugement rendu le 11 juillet 1996, elle a rejeté ces exceptions préliminaires (la cinquième par 11 voix contre 4, les autres par 14 voix contre une) et déterminé, par 13 voix contre 2, qu'elle était compétente, en vertu de l'article IX de la Convention pour la prévention

et la répression du crime de génocide, pour connaître de l'affaire, mais elle n'a pas retenu, par 14 voix contre une, les autres fondements de compétence que faisait valoir la Bosnie-Herzégovine. Elle a établi, par 13 voix contre 2, que la demande de cette dernière était recevable. Après le rendu de ce jugement, le Président de la Cour a fixé les délais pendant lesquels la Yougoslavie pouvait déposer son contre-mémoire.

84. Dans l'affaire *Compétence en matière de pêche* (*Espagne c. Canada*), le mémoire de l'Espagne et le contre-mémoire du Canada concernant la compétence de la Cour à connaître de cette affaire ont été présentés dans les délais — 29 septembre 1995 pour le premier, 29 février 1996 pour le second — que le Président de la Cour avait fixés par une ordonnance en date du 2 mai 1995. Le Gouvernement espagnol ayant par la suite souhaité être autorisé à présenter une réplique, ce à quoi le Gouvernement canadien était opposé, la Cour a rendu le 8 mai 1996 une ordonnance dans laquelle, considérant qu'elle était «suffisamment informée, à ce stade, des moyens de fait et de droit sur lesquels les parties se fondent au sujet de sa compétence en l'espèce et que la présentation, par celles-ci, d'autres pièces de procédure sur cette question, n'apparaît en conséquence pas nécessaire», elle a décidé de ne pas autoriser l'Espagne à présenter une réplique et le Canada une duplique sur la question de sa compétence, en réservant la suite de la procédure.

85. En mai 1996 également, le Botswana et la Namibie ont conjointement fait savoir à la Cour qu'ils avaient conclu un accord spécial pour porter devant elle leur différend au sujet de la délimitation et du statut juridique de l'île Kasikili/Sedudu. La Cour, dans une ordonnance rendue en juin, a fixé les délais pendant lesquels les parties pouvaient présenter respectivement un mémoire et un contre-mémoire.

86. Au Rôle des causes de la Cour étaient également inscrites pendant la période considérée les trois affaires suivantes :

- a) *Délimitation maritime et questions territoriales entre le Qatar et le Barheïn* (*Qatar c. Barheïn*);
- b) *Plates-formes pétrolières* (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*);
- c) *Projet de Gabčíkovo-Nagymaros* (*Hongrie/Slovaquie*).

87. Le juge Andrés Aguilar Mawdsley (Venezuela) étant décédé le 24 octobre 1995, M. Gonzalo Parra-Aranguren (Venezuela) a été élu le 28 février 1996 à ce siège vacant.

6. Le Secrétariat

88. L'application du plan de réforme générale de la gestion qui était exposé en détail dans mon rapport pour 1995 a beaucoup progressé au cours de la période considérée. La transformation de l'Organisation en une entité animée par le sens de sa mission, s'employant à obtenir des résultats et faisant preuve d'un dynamisme, d'une productivité et d'une efficacité accrues, est bien engagée.

89. La réforme est axée sur quatre secteurs stratégiques de la gestion — la structure des coûts, les ressources humaines, l'information et les technologies — et sur le programme de travail de l'Organisation. Ce cinquième domaine stratégique ne relève pas à proprement parler de la gestion, qui est essentiellement du ressort du Secrétaire général, mais plutôt de la réforme institutionnelle, dont l'objet est de simplifier les structures du Secrétariat et de rationaliser les très nombreux programmes et fonds ainsi que leurs rapports avec le Secrétariat; comme tel, il est du ressort à la fois du Secrétaire général et des États Membres. Les résultats déjà obtenus dans les cinq domaines retenus ont créé les conditions de nouveaux progrès le processus continue.

90. Des efforts importants ont été faits pour mieux gérer la structure des coûts de l'Organisation pendant l'année écoulée, au cours de laquelle j'ai proposé le premier budget-programme à croissance nominale zéro que l'Assemblée générale a approuvé. Je rappelle à cet égard que le crédit de 2 milliards 608 millions de dollars ouvert pour l'exercice biennal 1996-1997 tient compte d'un montant de 154 millions de dollars représentant les réductions de dépenses demandées par l'Assemblée générale en sus de la réduction de 98 millions déjà contenue dans mes propositions budgétaires. Par sa résolution 50/215, l'Assemblée a décidé que cette réduction de 154 millions de dollars — comprenant la diminution de 50 millions résultant du relèvement du pourcentage de postes vacants initialement prévu — serait opérée au cours de l'exercice. Dans le même temps, elle m'a prié de faire en sorte que les économies que je proposerais à cet effet soient réparties de façon juste, équitable et non sélective entre tous les chapitres du budget et a souligné que les programmes devraient être menés à bien avec le maximum d'efficacité et de productivité, étant entendu également que toutes les activités prescrites devraient être exécutées intégralement. Quelque temps après, il a de nouveau été demandé à l'Organisation de financer sans dépasser les crédits ouverts un montant de 35 millions de dollars environ représentant le coût d'activités nouvelles non inscrites au budget. Ces contraintes budgétaires supplémentaires, conjuguées à des perpétuelles incertitudes quant au montant des disponi-

bilités, ont nécessairement eu des répercussions sur le cours de la réforme.

91. J'ai décidé de procéder aux réductions exigées en opérant en deux temps. J'ai d'abord demandé aux directeurs de programme de réexaminer les programmes et activités dont ils étaient responsables et de m'indiquer où des coupes budgétaires étaient possibles et quelles seraient leurs incidences sur les programmes. J'ai ensuite engagé un processus distinct mais complémentaire consistant en une série d'études d'efficacité dont l'objet est d'accroître le rendement et l'efficacité des activités de l'Organisation.

92. Au cours de la première étape, il a fallu procéder à des compressions d'effectifs et à des transferts de personnel. Conduit dans un contexte de crise financière, ce processus a entraîné un surcroît de travail pour le Bureau de la gestion des ressources humaines, alors même que celui-ci devait poursuivre avec des effectifs réduits l'exécution des autres programmes et activités prescrits. Avec la collaboration des directeurs de programme et en consultation avec les représentants du personnel, le Bureau a dû modifier les mécanismes existants ou en concevoir d'autres pour pouvoir gérer les transferts de personnel, les départs volontaires et les licenciements, ceux-ci devant être réduits au minimum. On a veillé à ce que les réductions nécessaires ne compromettent pas les investissements importants que l'Organisation a faits dans le perfectionnement de son personnel et à ce que le plus grand nombre de fonctionnaires soient affectés à des postes où ils pourront continuer de participer à l'action menée par l'ensemble du Secrétariat.

93. Le tableau d'effectifs, qui comportait un chiffre record de 12 205 postes dans le budget-programme approuvé de l'exercice biennal 1994-1995, n'en compte plus que 10 159 dans celui de l'exercice 1996-1997. Étant donné qu'un millier de postes ne sont pas pourvus, conformément à la décision de l'Assemblée générale d'augmenter le pourcentage des postes vacants, l'Organisation dispose d'un effectif de 9 000 personnes environ. De nouvelles mesures de rationalisation devraient permettre de réduire encore le nombre de postes effectivement pourvus.

94. En ce qui concerne le deuxième volet de l'action menée pour comprimer les coûts, les travaux réalisés sous la supervision du Conseil de l'efficacité présidé par le Secrétaire général adjoint à l'Administration et à la gestion, M. Joseph Connor, ont déjà permis de trouver des moyens concrets d'accroître l'efficacité et la productivité de l'Organisation, ces moyens consistant à prendre des mesures de rationalisation pour réduire immédiatement les dépenses sans toucher aux programmes et activités approuvés; réorganisation à repenser les procédures, en les simplifiant principalement, de façon à améliorer la qualité des activités et services (du point de vue des délais d'exécu-

tion, entre autres aspects), enfin à refondre ou simplifier les structures organisationnelles. Le Groupe consultatif de la gestion et des finances, que j'ai créé en janvier 1994, joue en la matière le rôle de «centre stratégique» et, pour chacun des secteurs considérés, étudie les moyens les plus efficaces par rapport aux coûts d'exécuter les activités approuvées, s'efforce de rationaliser les programmes de travail et l'emploi des innovations technologiques, et examine de nouvelles initiatives visant à améliorer la gestion et à renforcer l'obligation redditionnelle et le contrôle.

95. Les mesures prises pendant l'année écoulée pour accroître l'efficacité ont permis de réaliser des économies substantielles. Les frais de voyage ont été réduits de 26 % au cours des six premiers mois de 1996. L'impression de documents et de publications a diminué de 27 % pendant la même période. À la fin de l'automne, 157 pays au moins ainsi que la majorité des missions des États Membres à New York pourront disposer de la version électronique dans toutes les langues officielles de plus de 270 000 documents des Nations Unies. D'autre part, le regroupement des achats de devises, effectué à partir de juillet, fera économiser plus d'un million de dollars au cours de l'exercice biennal. Les efforts portent actuellement sur les secteurs d'activité plus techniques : des groupes de travail spécialisés sont chargés de modifier les procédures et techniques utilisées dans leur domaine de compétence, afin d'améliorer la gestion et d'accroître l'efficacité. Ces efforts sont menés sur plusieurs fronts et portent notamment sur la réforme des achats, l'externalisation de certains services de conférence (impression, traitement de la documentation et autres); la mise en place d'un système de suivi du comportement professionnel et de planification des ressources humaines, l'élimination des doubles emplois et des chevauchements dans l'exécution des programmes, et l'utilisation de techniques de pointe.

96. Dans le domaine des ressources humaines, deuxième domaine stratégique de la gestion, on a cherché à atténuer l'impact éventuel des compressions d'effectifs découlant de l'application des résolutions 50/214 et 50/215 de l'Assemblée générale. On a notamment veillé à préserver les acquis en ce qui concerne le pourcentage de femmes occupant des postes d'administrateur ou de fonctionnaire de rang supérieur. Les postes soumis à la répartition géographique représentaient 35,1 % du total à fin juin 1996, soit 1 % de plus qu'un an auparavant. Aux postes de la classe D-1 et au-dessus, la proportion de femmes était de 17,9 %, en progression de 0,8 %. Au cours de la période considérée, 41,3 % des promotions ont été accordées à des femmes.

97. Le recrutement de débutants et de spécialistes continue, nul ne contestant que l'Organisation a régulièrement besoin de diversifier ses approches et ses compé-

tences. Une plus grande efficacité, associée à l'utilisation de techniques modernes, a permis de réduire de 30 % les dépenses de recrutement et de ramener les délais de huit à trois mois.

98. La mise en place d'un système de suivi du comportement professionnel est l'un des éléments qui a le plus contribué à améliorer le style de gestion de l'Organisation. Un outil important à cet égard est le nouveau système de notation qui met l'accent sur la planification du travail, la définition de priorités et la communication, ainsi que sur le suivi des résultats, à l'aide d'indicateurs permettant de comparer les objectifs convenus et les résultats obtenus. En dépit des retards dus aux contraintes budgétaires, 10 000 fonctionnaires environ répartis dans tous les lieux d'affectation ont été formés à l'emploi du nouveau système.

99. Il importe également au plus haut point de renforcer les fonctions de direction et de gestion, en encourageant un changement d'attitude qui aille dans le sens du nouveau style de gestion. Au cours de l'année écoulée, quelque 300 hauts fonctionnaires ont participé à un stage de gestion axé sur les relations humaines, destiné à faire prendre conscience aux participants de leurs points forts et de leurs points faibles en tant que gestionnaires. Ce stage sera prochainement organisé à l'intention des administrateurs des classes intermédiaires et l'on estime que d'ici à la fin de 1997 600 nouveaux participants auront pu le suivre. Un séminaire réservé aux secrétaires généraux adjoints et chefs de département du Siège, auquel j'ai participé, a été organisé au Siège, du 25 au 27 juillet 1996; son objet était de définir une position commune quant à la stratégie à mettre en oeuvre pour diriger et gérer l'Organisation et resserrer les liens de coopération et de collaboration entre les départements.

100. Les questions concernant l'égalité entre hommes et femmes et la diversité culturelle sont abordées au cours de ces stages et des mesures sont prises pour lutter contre le harcèlement, y compris le harcèlement sexuel. On a entrepris de réviser les normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux pour définir plus clairement les obligations et devoirs généraux des fonctionnaires des Nations Unies; les normes révisées seront présentées à l'Assemblée générale.

101. Le troisième domaine jugé d'une importance stratégique pour la gestion est l'information : il s'agit de faire en sorte que les gestionnaires disposent en temps opportun d'une information de meilleure qualité. Le Système intégré de gestion, dont la mise en place se poursuit au Siège et hors Siège, est un puissant facteur d'uniformisation de l'administration; il permet de gérer avec des techniques plus modernes et plus efficaces les informations nécessaires aux responsables des finances, des ressources humaines et des achats, de renforcer les

contrôles internes et de mieux faire respecter l'obligation redditionnelle.

102. En ce qui concerne les technologies, quatrième domaine stratégique retenu, on travaille à l'élaboration d'un plan stratégique couvrant le traitement des données, la bureautique et les télécommunications, qui sera appliqué dans tous les lieux d'affectation. Le plan prévoit l'établissement de normes dans chacun des trois domaines mentionnés — ce qui entraînera des économies d'échelle — et constitue un cadre qui permettra à tous les services du Secrétariat de mettre au point de manière coordonnée et cohérente les applications dont ils ont besoin pour leurs activités, tout en disposant de la souplesse voulue pour les adapter si nécessaire. En matière de traitement des données, par exemple, la complémentarité des applications ne pourra qu'accroître encore le degré d'intégration et de cohésion du Secrétariat.

103. L'un des apports importants des innovations technologiques est la possibilité d'assurer à distance, depuis le Siège, les services de traduction et de traitement de texte exigés par le traitement dans toutes les langues de la documentation des conférences mondiales. Ainsi, les services de référence, de traduction et de traitement de texte n'ont pas eu à envoyer de fonctionnaires dans les villes où se sont tenus le Neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime (Le Caire), la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing), la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Midrand, Afrique du Sud) et la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) (Istanbul). La documentation du Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien a également été traduite à distance.

104. Un autre élément important de la stratégie d'introduction de nouvelles technologies est le recours au système à disques optiques qui permet d'accéder facilement et très rapidement aux archives électroniques de l'ONU. Depuis que le système est installé, le nombre d'utilisateurs n'a cessé d'augmenter et est actuellement supérieur à 800. Si le rythme auquel les raccordements se multiplient se maintient, il est certain que l'objectif de 1 600 utilisateurs sera atteint avant la fin de 1997. Tous les documents publiés à New York et à Genève sont archivés sur le système dans toutes les langues.

105. Le cinquième objectif stratégique, qui touche à l'un des principaux aspects organisationnels de la réforme, a consisté à améliorer la gestion du programme de travail de l'Organisation, d'une part en définissant les priorités stratégiques dans le cadre du processus budgétaire, au cours duquel sont allouées les ressources nécessaires pour traduire ces priorités dans les faits et, d'autre part, en perfectionnant le système d'évaluation des résultats. J'ai

récemment présenté au Comité du programme et de la coordination le projet de plan à moyen terme pour la période 1998-2001. Dans la nouvelle présentation du plan, les objectifs sont clairement définis et l'on sait exactement par quel département chaque programme sera exécuté : les responsabilités sont parfaitement établies. On aura donc avec ce plan une base solide sur laquelle asseoir les propositions stratégiques d'emploi des ressources au cours des deux prochains exercices budgétaires. Des dispositions sont actuellement prises pour réactiver, en élargissant son champ d'application, le système d'évaluation des résultats, qui servira à déterminer si les directeurs de programme ont atteint leurs objectifs stratégiques prioritaires.

106. La réforme menée dans le secteur des achats pour améliorer la gestion et le respect de l'obligation redditionnelle est une autre des initiatives majeures prises au cours de l'année écoulée. À la suite des recommandations du Groupe de haut niveau composé d'experts en matière d'achats, la Division des achats et des transports a été réorganisée par type de produit, en un système de modules épaulés par une section centralisant les fonctions d'appui et de gestion, conformément aux techniques modernes de gestion. La mise en place de la nouvelle structure a permis non seulement de faire concorder compétences et produits, mais aussi, en simplifiant la structure hiérarchique, de supprimer des postes de supervision dont les titulaires ont pu être affectés aux activités d'achat proprement dites. Les membres du Groupe d'experts continuent de travailler directement avec les responsables de la Division des achats et des transports et leurs collaborateurs pour parachever rapidement la réforme. L'une de leurs priorités est la rédaction d'un projet de principes directeurs et de procédures relatifs aux achats qui sera examiné par le Secrétariat. La rédaction de ce texte devrait être menée à bon terme dans les derniers mois de 1996.

Le Bureau des services de contrôle interne

107. Le Bureau des services de contrôle interne, qui est dirigé par M. Karl Theodor Paschke, Secrétaire général adjoint, a publié son premier rapport annuel pendant la cinquantième session de l'Assemblée générale. Le débat que la Cinquième Commission a tenu sur ce rapport en décembre 1995 a confirmé que, dans l'ensemble, les États Membres étaient satisfaits des résultats obtenus par le Bureau depuis sa création. Le deuxième rapport annuel, qui portera sur les activités menées par le Bureau du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996, sera publié au cours de la cinquante et unième session de l'Assemblée.

108. En exerçant un contrôle interne énergique et efficace, le Bureau est non seulement devenu l'un des éléments clefs de l'efficacité de la gestion, mais a également

contribué à instaurer un style de gestion efficace et un environnement de travail satisfaisant dans toute l'Organisation. C'est pourquoi j'ai proposé de lui donner des moyens accrus dans le budget-programme de l'exercice biennal 1996-1997, en lui affectant 12 nouveaux postes. Les réductions budgétaires demandées par l'Assemblée générale n'ont pas permis de pourvoir immédiatement les 12 postes approuvés, mais il reste important d'étoffer les effectifs de la Section des investigations.

109. Dans sa résolution 48/218 B portant création du Bureau, l'Assemblée générale m'a prié de lui présenter un rapport sur les fonctions de contrôle interne des fonds et programmes opérationnels relevant de l'Organisation. À ma demande, le Bureau a réuni les informations nécessaires et rédigé un projet de rapport, qui a été soumis au chef de secrétariat de chacun des organismes concernés pour qu'il le transmette à l'organe directeur compétent. Plusieurs des organes directeurs intéressés ont déjà longuement examiné le rapport et la version définitive de celui-ci devrait être prête avant la fin de 1996.

110. Au cours de l'année écoulée, j'ai confié au Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne plusieurs missions dans des secteurs où il m'a semblé utile de connaître son opinion sur certains points et où je savais que son intervention personnelle contribuerait à accroître l'efficacité et l'efficacé de la gestion. Le Secrétaire général adjoint s'est rendu à plusieurs reprises au Centre pour les droits de l'homme à Genève, qui a été complètement réorganisé à la suite d'une inspection effectuée en 1993. Il s'est également rendu dans l'ex-Yougoslavie, avant et après la mise en place de la Force de mise en oeuvre (IFOR), pour faire le point de la situation de l'ONU et des opérations de liquidation des Forces de paix des Nations Unies (FPNU). En décembre 1995, il a effectué une mission auprès de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) afin de pouvoir me conseiller sur diverses questions de gestion, notamment sur le transfert du siège à Gaza. Il s'est également rendu au siège de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour enquêter sur des allégations faisant état de fraudes.

111. Au cours de la période considérée, le Bureau des services de contrôle interne a établi le rapport sur l'exécution du programme et l'a présenté au Comité du programme et de la coordination à sa session de printemps. Ce rapport met en relief la diversité des activités exécutées par l'Organisation au cours de l'exercice biennal 1994-1995. On y trouve des explications sur les modifications apportées au programme de travail, avec des indications quantitatives, et des informations sur le rôle respectif joué par les organes intergouvernementaux et le

Secrétariat à cet égard. Une autre initiative importante du Bureau est l'établissement de trois rapports sur l'application de ses recommandations par différents bureaux de l'Organisation; cette nouvelle approche systématique a quelque peu amélioré l'application des recommandations. J'ai demandé à chacun des bureaux intéressés de désigner un interlocuteur qui sera chargé d'assurer la liaison avec le Bureau des services de contrôle interne pour l'application des recommandations faites par celui-ci.

Le Bureau des affaires juridiques

112. Le Bureau des affaires juridiques, que dirige M. Hans Corell, a continué d'offrir des avis et une assistance juridiques pour tout ce qui concernait les problèmes soulevés par les décisions et activités des organes principaux et subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies, en particulier l'application de différents volets des décisions du Conseil de sécurité.

113. Pendant la période considérée, le Bureau des affaires juridiques a fourni à l'Organisation des services et un appui juridiques très diversifiés en consacrant des recherches aux problèmes de droit privé, de droit comparé et de droit international que soulèvent certaines des activités de l'Organisation des Nations Unies, en exprimant des opinions à ce sujet, en émettant des avis et en offrant des services juridiques touchant différents aspects des opérations de maintien de la paix (demandes en réparation auxquelles ce type d'opérations peut donner lieu, problèmes de personnel, questions administratives et autres problèmes de droit administratif, sous-traitance, achats, etc.). Le Bureau a aussi fourni des services analogues aux institutions spécialisées et aux organes subsidiaires des Nations Unies.

114. Le Bureau des affaires juridiques a aidé à interpréter le mandat des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, à rédiger des accords relatifs au statut des forces et au statut des missions, à définir les privilèges et immunités ainsi que les règles d'engagement de ces opérations et à émettre des avis sur ces questions. En particulier, la liquidation progressive de ces opérations a soulevé des problèmes juridiques complexes, notamment dans l'ex-Yougoslavie et au Rwanda où, dans les deux cas, le Bureau a été associé aux opérations de liquidation et à la mise en place d'une nouvelle présence des Nations Unies bien qu'au Rwanda, il n'ait pas encore été possible, comme nous l'avons indiqué plus haut, d'ouvrir le nouveau Bureau des Nations Unies dont le Gouvernement rwandais avait demandé la création. Le Bureau des affaires juridiques a également participé à l'interprétation du mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH)

ainsi qu'à l'examen des nouvelles règles d'engagement de cette mission que le Conseil de sécurité avait créée pour remplacer la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) dont le mandat était venu à expiration.

115. Le Bureau continue de fournir des avis et des services juridiques aux opérations et missions en cours en Angola, en Géorgie, au Guatemala, en Haïti, en Iraq et au Koweït, au Liban, au Tadjikistan et au Sahara occidental. Il a aussi pris part à l'élaboration et à la négociation d'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement kényen, portant sur les privilèges, immunités et facilités accordées aux missions de maintien de la paix, missions humanitaires et opérations analogues qui utilisent le Kenya comme base pour opérer dans les pays voisins.

116. Le Bureau a joué un rôle directeur lors de la première phase d'application de la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité qui a trait à la création d'un mécanisme devant permettre à l'Iraq de vendre du pétrole et des produits pétroliers sous la supervision de l'ONU pour se procurer les fournitures humanitaires dont son peuple a un besoin urgent. Le Conseiller juridique a dirigé l'équipe des Nations Unies qui, entre le 8 février et le 15 mai 1996, a eu quatre séries d'entretiens avec une délégation iraquienne. Le Bureau a aussi participé à l'élaboration du projet de mémorandum d'accord entre le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement iraquien, sur l'application de la résolution. Ces efforts ont abouti à la signature dudit mémorandum d'accord le 20 mai 1996, après quoi le Bureau a continué d'être associé à la phase préparatoire précédant l'application intégrale de la résolution. C'est ainsi que le Conseiller juridique a pris part aux réunions du Comité directeur interdépartemental chargé de coordonner les travaux des différents services du secrétariat concernés et émis des avis sur des questions juridiques connexes. Le Bureau a aussi envoyé des représentants participer à la mission technique qui, en juin 1996, s'est rendue en Iraq pour réexaminer certains arrangements logistiques et autres modalités pratiques. Le Bureau continue d'offrir une aide et des conseils juridiques aux différents comités des sanctions ainsi qu'à la Commission d'indemnisation des Nations Unies.

117. Le Bureau a élaboré, en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix, et à l'intention des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix, des directives relatives au respect du droit international humanitaire. En promulguant ces directives et en les faisant distribuer aux forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix, l'ONU se conforme à l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article premier des Conventions de Genève en l'occurrence de respecter et faire respecter les principes du droit international humanitaire. À la demande de l'Assemblée générale, le Bureau a

réalisé une étude juridique consacrée aux procédures à suivre pour faire droit aux plaintes de tierces parties en rapport avec les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ainsi qu'à la responsabilité de l'Organisation pour les activités imputables à ces opérations et au personnel qui leur est affecté.

118. Le Bureau des affaires juridiques a émis des avis touchant les nombreuses activités en rapport avec le Tribunal criminel international pour l'ex-Yougoslavie et avec le Tribunal international pour le Rwanda. Il a aussi été invité à donner son avis sur les relations qui peuvent s'établir entre ces tribunaux, les États tiers et le Conseil de sécurité. Il a participé, au nom du bureau du Procureur général, à la négociation d'un accord avec le Gouvernement de Bosnie-Herzégovine qui prévoit la création d'un bureau de liaison à Sarajevo. Dans le même ordre d'idées, il a négocié avec des représentants de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) un échange de lettres relatives au statut du bureau de liaison du Procureur du Tribunal international à Belgrade. Il a aussi donné au Conseil de sécurité des avis concernant les propositions d'amendement aux statuts du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal international pour le Rwanda, qui émanaient des juges affectés à chacune de ces deux instances. Le Bureau a également aidé à rédiger les statuts de la Commission internationale d'enquête au Burundi de même qu'il a émis des avis et exprimé des opinions quant au droit applicable par cette commission.

119. Le Bureau des affaires juridiques veille à ce que les décisions de l'Assemblée générale sur la participation de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et son statut au sein du système des Nations Unies soient appliquées de manière cohérente. Cette question continue de soulever des problèmes juridiques et politiques délicats.

120. Le Bureau a fini d'élaborer l'ensemble de principes régissant les enquêtes des Nations Unies en cas d'allégations de massacres dont le Secrétaire général avait demandé la rédaction, après avoir constaté qu'il n'existait pas de procédures généralement applicables aux enquêtes de ce type conduites par l'Organisation des Nations Unies. Ces principes ont été publiés en novembre 1995 et le Bureau des affaires juridiques les a fait distribuer dans tout le système des Nations Unies ainsi que dans les autres organismes et institutions qui s'occupent activement des droits de l'homme ou d'enquêtes criminelles.

121. Le Bureau des affaires juridiques a joué un rôle actif dans la conclusion d'accords de coopération avec l'Union interparlementaire et l'Organisation internationale pour les migrations. Il a aussi participé à la négociation d'accords de siège de conférence pour la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue en Chine, la

Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et leurs travaux préparatoires tout en offrant une assistance et des avis juridiques aux organes délibérants de ces réunions. Le Bureau a aussi fourni une aide juridique à la première Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. En outre, il a participé à la négociation d'accords avec le Gouvernement allemand pour le transfert à Bonn du siège du programme des Volontaires des Nations Unies. Il a également poursuivi les négociations qu'il avait engagées avec le Gouvernement japonais en vue de l'élaboration d'un accord-cadre type pour les conférences des Nations Unies tenues au Japon.

122. Le Bureau a représenté le Secrétaire général, lors des conflits du travail dont a eu à connaître le Tribunal administratif des Nations Unies, ainsi que l'Organisation lors de différentes procédures judiciaires et arbitrales. On notera notamment à ce propos qu'il a émis des avis concernant la réforme du système de justice interne et a élaboré, à l'intention des fonctionnaires des Nations Unies et d'autres agents de l'Organisation, un code de conduite qui, après avoir fait l'objet de consultations avec les directeurs de programme et les membres du personnel, sera présenté à l'Assemblée; donné à un groupe d'experts des conseils relatifs à la réforme du système d'achats; rédigé de nouveaux contrats types pour la location d'aéronefs ainsi qu'un bail important pour les locaux de l'Organisation des Nations Unies et du PNUD sis à New York et enfin, conçu des arrangements de franchise conventionnels pour les nouveaux bureaux de l'UNICEF à New York.

123. Une autre des tâches importantes confiées au Bureau des affaires juridiques consiste à assurer le secrétariat de la Sixième Commission de l'Assemblée générale, la Commission du droit international et d'organes juridiques ad hoc. L'adoption par l'Assemblée du Règlement type de conciliation des Nations Unies applicable aux différends entre États (résolution 50/50) est un pas important car ce règlement incorpore un certain nombre d'innovations et tient compte des résultats des travaux scientifiques les plus récents et de l'expérience acquise dans le domaine de la conciliation internationale. Il s'applique aux différends entre États, lorsque lesdits États ont expressément convenu de l'appliquer en partie ou dans son intégralité. L'Assemblée générale a décidé d'appeler l'attention des États sur le fait qu'il sera possible d'appliquer ce règlement, chaque fois qu'un différend surgira entre États et qu'il ne sera pas possible de le régler par voie de négociations directes. Le Secrétaire général est prié, dans la mesure du possible et conformément aux dispositions pertinentes du Règlement

type, de prêter son assistance aux États qui recourent à la conciliation sur la base dudit Règlement.

124. Un fait nouveau qui, dans ce contexte revêt un intérêt particulier est la décision prise par l'Assemblée générale de mettre sur pied un Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale ouverte à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'institutions spécialisées. Ce comité préparatoire dont le Bureau des affaires juridiques assure le secrétariat, a pour mandat d'examiner les grandes questions de fond et d'ordre administratif que soulève le projet de statut qui a été élaboré il y a deux ans par la Commission du droit international et de rédiger des textes qui une fois rassemblés, permettent d'aboutir à un projet de convention portant création d'une cour criminelle internationale qui puisse rencontrer l'agrément de la majorité avant d'être examiné par une conférence de plénipotentiaires. Le Comité préparatoire s'est réuni en mars, avril et août 1996. À l'issue de la réunion d'août, il fera rapport à l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session.

125. Durant la période considérée, le Bureau a aidé à mettre en oeuvre la Déclaration de 1994 sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international que l'Assemblée générale a réaffirmée dans sa résolution 50/53.

126. Le Bureau aide aussi la Commission du droit international à approfondir les travaux que cette dernière consacre à la codification et au développement progressifs du droit international. La Commission a adopté, à sa quarante-huitième session, une série de 20 articles qui constituent le corps du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité dont l'Assemblée générale a été saisie pour suite à donner.

127. Le Bureau assure aussi le secrétariat de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, qui a pour tâche d'encourager l'harmonisation et l'unification progressive du droit commercial international. À sa session de 1995, la Commission a achevé et soumis à l'Assemblée générale pour examen, le projet de convention des Nations Unies sur les garanties indépendantes et les lettres de crédit stand-by, visant à éliminer les incertitudes que fait peser l'utilisation de tels instruments et à empêcher les abus auxquels de telles utilisations peuvent donner lieu. Dans sa résolution 50/48 du 11 décembre 1995, l'Assemblée générale a adopté et ouvert à la signature le texte de ladite Convention.

128. À sa session de 1996, la Commission a adopté un autre texte législatif important, à savoir le projet de loi type de la CNUDCI sur certains aspects juridiques de l'échange de données informatisées (EDI) et des moyens connexes de communication des données qui vise à éliminer les obstacles d'ordre juridique qui s'opposent à l'utilisation des

techniques de communication modernes, dans le contexte d'activités commerciales. La Commission a aussi adopté un texte à caractère non législatif qui a pour but d'aider les spécialistes de l'arbitrage à recenser et à décrire brièvement certaines des questions pour lesquelles des décisions opportunes en matière d'organisation de procédures arbitrales pourraient être utiles.

129. Parmi les autres questions actuellement examinées par la Commission et par ses groupes de travail, on citera le problème des connaissances électroniques, l'insolvabilité transfrontière, le financement de créances et les plans de mise en oeuvre de projets construire-exploiter-transférer. Les demandes d'assistance auxquelles le Bureau des affaires juridiques a eu à faire face ont considérablement augmenté, notamment celles qui émanaient de pays nouvellement indépendants ou de pays en développement souhaitant qu'on les aide à moderniser leur législation commerciale et qu'on leur offre une formation et une assistance technique en ce qui concerne les textes juridiques issus des travaux de la Commission.

130. L'Office offre des avis et une aide variés dans les domaines qui ont trait au droit conventionnel et à certains aspects techniques des traités. Outre le mandat qui lui est conféré par l'Assemblée générale et conformément aux souhaits exprimés par certains États Membres, il est en train de mettre en place un programme d'informatisation complet destiné à faciliter, par le biais «de passerelles électroniques mondiales», la diffusion d'informations relatives aux traités prélevées dans la base de données des Nations Unies sur les traités. La publication intitulée «Traité multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général» qui existe maintenant sur support électronique et est quotidiennement mise à jour, peut désormais être consultée dans son intégralité sur le réseau des Nations Unies. Elle est aussi accessible sur Internet, à l'adresse suivante : <http://www.un.org/Depts/Treaty>, où on la consulte plus de 700 fois par semaine. Des versions anglaise et française de ce document continuent d'être publiées sur support papier.

131. Le *Recueil des Traités* de l'Organisation des Nations Unies est une publication importante dont la création a été décidée en application de l'Article 102 de la Charte. Jusqu'ici, 1 500 volumes ont été placés sur support électronique, mis en mémoire sur disque optique, indexés mécaniquement et sont maintenant accessibles sur le réseau des Nations Unies. L'Index cumulatif du *Recueil des Traités* de l'Organisation des Nations Unies sera, en même temps que le *Recueil des Traités* de la Société des Nations, mis lui aussi sous format électronique en 1996. On est en train de concevoir un index en texte intégral qui pourra être consulté par des moyens électroniques. On est aussi en train de tester des mécanismes devant permettre d'accéder en ligne directe, à partir de l'extérieur et moyen-

nant redevance pour certains utilisateurs, à la base de données relatives aux traités. On est aussi en train de concevoir un système qui permettra de déposer et d'enregistrer plus rapidement les traités auprès du Secrétariat et d'accélérer le processus de publication. Ce système permettra la publication assistée par ordinateur du *Recueil des Traités* de l'Organisation des Nations Unies et partant, de réduire sensiblement les dépenses et les frais de personnel.

132. La période actuelle est d'une grande importance pour l'évolution de la Convention de 1982 des Nations Unies sur le droit de la mer et de ses instruments connexes. On notera en particulier, que le nombre d'États parties à la Convention a rapidement augmenté, passant de 68 au moment de l'entrée en vigueur de cet instrument en novembre 1994 à plus de 100 en juillet 1996 et que ce chiffre inclut plusieurs grands pays industrialisés, que les derniers obstacles qui s'opposaient à la mise en place de l'Autorité internationale du fond des mers [Kingston (Jamaïque)] ont été levés, que cette instance a élu un secrétaire général et les 36 membres de son conseil, que les premières élections au Tribunal international du droit de la mer [Hambourg (Allemagne)] ont eu lieu le 1er août 1996, que l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention (1994) est entré en vigueur en juillet 1996, que l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en date du 10 décembre 1982 relative à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs a été adopté le 4 août 1995; et que les travaux préparatoires de la Commission des limites du plateau continental ont bien avancé.

133. Le Bureau a procédé à une évaluation d'ensemble des incidences que l'entrée en vigueur de la Convention pourrait avoir sur les instruments et programmes internationaux déjà en place ou prévus; cette évaluation sera présentée à l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session.

134. En 1996, le Bureau des affaires juridiques a fini d'assurer le secrétariat de l'Autorité internationale du fond des mers. Durant l'année écoulée, il a également convoqué quatre réunions d'États parties dont il a assuré le secrétariat et qui portaient sur la création du Tribunal international du droit de la mer et de la Commission des limites du plateau continental. Le budget pour 1996 du Tribunal international du droit de la mer a été adopté et l'élection des juges devant siéger à cette instance a eu lieu durant la cinquième réunion qui s'est tenue du 24 juillet au 2 août à New York. Les juges devraient prêter serment le 18 octobre 1996. L'élection des membres de la Commission a été reportée à

mars 1997. Le Bureau des affaires juridiques s'apprête, en étroite collaboration avec la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO et l'Organisation hydrographique internationale, à assurer le secrétariat de cette instance, et il a élaboré, à l'intention des participants à la réunion des États parties des recommandations relatives aux procédures devant être suivies par les États côtiers qui souhaiteraient demander à la Commission de repousser les limites de leur plateau continental au-delà de la ligne de base des 200 milles nautiques.

Le Département de l'information

135. Durant la période considérée, le Département de l'information, que dirige M. Samir Sanbar, s'est attaché à renforcer les moyens dont il disposait pour renseigner avec précision le public sur les activités de l'ONU et lui faire mieux connaître les efforts de l'Organisation, tout en s'employant à améliorer l'efficacité et à limiter les dépenses.

136. Au cours de l'année écoulée, le Département de l'information a cherché, par divers moyens, à renforcer sa collaboration avec les autres organes et organismes du système des Nations Unies. Il s'est aussi attaché à améliorer la coordination, par le biais du Comité commun de l'information des Nations Unies (CCINU). Certains des groupes de travail interdépartementaux et interorganisations qu'il avait créés pour faciliter la tenue des différentes conférences des Nations Unies ont maintenant un statut quasi officiel. En outre, il a organisé en janvier 1996 à Sanaa, avec le concours de l'UNESCO, un séminaire régional visant à promouvoir le pluralisme et l'indépendance des médias dans les pays arabes.

137. On a créé, au sein du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, un groupe de travail interdépartemental de haut niveau chargé de l'information dans le cadre des opérations de maintien de la paix et des autres missions sur le terrain, qui est composé de fonctionnaires du Département de l'information, du Département des affaires politiques, du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires humanitaires. Ce groupe a adopté des principes directeurs qui devraient permettre de rationaliser et d'uniformiser les méthodes suivies pour diffuser l'information au sein des différentes missions de l'Organisation, sitôt celles-ci créées. Un fichier de fonctionnaires de l'information disponibles pour des missions a été établi.

138. Le Département de l'information a contribué, grâce aux consultations tenues avec de hauts responsables de programmes et d'institutions spécialisées et des fonctionnaires de l'information au sein de ces instances, à mieux

sensibiliser le public aux problèmes de développement économique et social. Le programme de travail arrêté pour la première année de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique a privilégié les activités d'information et de communication. Le Département de l'information a pris, avec la participation de certains centres, les dispositions voulues pour assurer le lancement multimédia et par liaisons satellite, le 15 mars 1996, de l'Initiative spéciale, qui, avec le concours des médias du monde entier, a aidé à assurer une couverture exceptionnelle des efforts de développement menés en Afrique.

139. Durant l'année écoulée, l'Organisation des Nations Unies s'est employée, en consultation avec les gouvernements de certains pays hôtes, à fusionner les activités de ses centres d'information avec celles des bureaux de ses représentants/coordonnateurs résidents, mesure qui a permis de réaliser des économies non négligeables. Plus de 30 des 63 centres d'information des Nations Unies sont actuellement dirigés par des représentants/coordonnateurs résidents des Nations Unies tout en continuant de recevoir l'aide du Département de l'information. La fusion de 15 de ces centres est maintenant achevée.

140. La participation du Département au cycle de conférences mondiales spécialisées ainsi qu'à la série de manifestations marquant le cinquantième anniversaire de l'ONU a aidé l'Organisation à coopérer plus étroitement avec ses partenaires non gouvernementaux parmi lesquels figurent non seulement les organisations non gouvernementales, la communauté universitaire et les médias, mais aussi les organismes civiques, les responsables de mouvements de jeunesse et les dirigeants communautaires; ces groupes n'ont jamais fait autant appel aux services d'information de l'Organisation pour obtenir les informations dont ils avaient besoin pour assurer le suivi des conférences susmentionnées. Le Département s'emploie à renforcer ces liens de collaboration en suivant avec attention l'impact qu'ont les travaux qu'il mène en liaison avec les organisations non gouvernementales, ses publications, ses produits pour médias électroniques, son réseau de bibliothèques, ses centres d'information et ses services de visites guidées.

141. Parmi les résultats les plus remarquables obtenus par le Département en matière de publications, on citera la création, en un peu plus d'un an, de la série *Livres bleus* qui occupe une place importante dans le monde de l'édition internationale. À ce jour, 10 volumes traitant de questions telles que la contribution de l'Organisation des Nations Unies à la promotion de la femme, et les efforts déployés par l'Organisation lors des crises rwandaise, somalienne et irako-koweïtiennes ont été publiés. Ces ouvrages ont été vendus à plus de 14 000 exemplaires.

142. Des économies ont pu être réalisées grâce à l'adoption des mesures ci-après : introduction de techniques de publication assistées par ordinateur, recours accru aux services de reproduction interne et adoption de méthodes de recherche et de procédés de publication qui permettent aux différents services de tirer parti des travaux de leurs pairs ou de mettre en commun leurs installations techniques ou leurs ressources en personnel. L'utilisation de réseaux électroniques a permis au Département d'assurer une plus large diffusion de ses publications. Le Département de l'information que j'avais chargé de vendre et de commercialiser les publications de l'Organisation s'emploie actuellement à promouvoir ces ouvrages et à augmenter le pourcentage des ventes. C'est ainsi qu'au cours de l'année écoulée, 26 des 32 titres qu'il a publiés étaient destinés à la vente. Le fait que la Section des ventes ait fusionné avec le Département de l'information renforcera les liens qu'entretient cette section avec les établissements universitaires et de recherche ainsi qu'avec les éditeurs d'ouvrage et les centres d'information. Certains centres situés à Moscou, Tokyo et Athènes ont déjà conclu des accords qui prévoient la publication en langues russe, japonaise et grecque, de versions «grand public» des *Livres bleus*. Pour empêcher que ces publications ne fassent double emploi, le Département s'efforce actuellement de mieux coordonner son action avec celle du Secrétariat et des autres instances. Un résultat important obtenu dans ce domaine a été la fusion récente de *Development Business*, une publication bihebdomadaire du Département de l'information avec une publication concurrente de la Banque mondiale.

143. Le Département a fait de plus en plus largement appel aux moyens de diffusion électronique, et en particulier à la «United Nations Home Page» sur World Wide Web qui est consultée plus de 30 000 fois par jour. Cette page présente des conférences de presse, des renseignements de base concernant l'Organisation, le texte intégral de documents et de données statistiques importants et permet à l'ONU de réduire le nombre de ses tirages et le volume de la documentation imprimée diffusée dans les régions ayant déjà accès à des réseaux électroniques. Soucieux d'améliorer la coordination entre les différents départements et bureaux, le Département de l'information préside actuellement un groupe interdépartemental sur les questions en rapport avec Internet.

144. Bien qu'il fasse de plus en plus largement appel à Internet, le Département reste très fortement tributaire de la radio et de la télévision. Ses programmes de radio sont diffusés par quelque 1 800 organismes de radiodiffusion situés dans 160 pays, le programme le mieux connu étant le *World in Review*. Le fait que le Département ait pu vendre plus de 1 200 programmes d'informations télévisées qu'il avait lui-même produits, à des organismes de

télédiffusion du monde entier, témoigne de la faveur croissante dont jouissent les produits vidéo et les émissions de télévision de l'ONU.

L'Office des Nations Unies à Genève

145. L'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), dont le Directeur général est M. Vladimir Petrovsky, s'est occupé d'une série de problèmes en rapport avec les droits de l'homme, les opérations humanitaires, le désarmement et certaines questions de sécurité, tout en procédant à des restructurations visant à améliorer la qualité de ses services et à assurer une plus grande efficacité ainsi qu'une meilleure application de la résolution 50/215 de l'Assemblée générale relative au budget-programme de l'exercice biennal pour 1996-1997. Une étude de rentabilité a mis l'accent sur les trois objectifs suivants : rationalisation de tous les domaines d'activité liés à la documentation; utilisation plus judicieuse des techniques informatiques et amélioration de la gestion d'ensemble.

146. L'Office des Nations Unies à Genève a continué de renforcer les liens de travail qu'il avait noués avec les autres institutions spécialisées du système des Nations Unies ayant leur siège en Europe. Il s'est aussi attaché à apporter une contribution accrue aux efforts visant à faciliter les échanges entre les États Membres, les institutions susmentionnées et l'Organisation des Nations Unies, ce qui s'est traduit par une multiplication des visites que lui ont rendues de hauts responsables gouvernementaux, en particulier les chefs d'État ou de gouvernement de l'Afrique du Sud, de Chypre, de la France, de l'Italie, du Kazakhstan, de la Lettonie, de la Namibie et de l'Ukraine.

147. La coopération avec les organisations régionales et sous-régionales européennes s'est développée. Les réunions consultatives tripartites entre le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et les programmes de l'Organisation des Nations Unies ayant leur siège à Genève, ont gagné en efficacité grâce à la participation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de l'Organisation internationale pour l'immigration (OIM). Des efforts concertés et concrets ont été engagés, en particulier dans le domaine des techniques modernes à même de faciliter la mise en commun de l'information. En outre, l'Office a accru sa participation aux réunions ministérielles et techniques tenues par les organisations susmentionnées.

148. La contribution que l'Office a apportée aux efforts de reconstruction et de relèvement déployés par l'ONU dans les pays ayant connu des conflits, en participant à la mise en oeuvre du projet War-Torn Societies qui, exécuté sous les auspices de l'Institut de recherche des Nations

Unies pour le développement social, vise à définir des politiques novatrices et intégrées qui permettent de trouver une réponse aux problèmes complexes et interdépendants que posent les opérations de maintien de la paix, les opérations de secours, les efforts de relèvement et les activités de développement. L'Office a aussi participé à des réunions économiques importantes telles que le Forum de l'économie mondiale qui s'est tenu à Davos (Suisse).

149. En sa qualité de «facilitateur» chargé d'assurer le relais entre les pays en transition d'Europe et la Communauté d'États indépendants, l'Office a lancé, avec le concours de la Commission économique pour l'Europe et du PNUD, un projet de coopération visant à créer un fichier accessible où toutes les activités actuellement menées par l'ONU dans les pays susmentionnés seraient répertoriées. Dans le domaine du désarmement, l'Office a aussi organisé, à l'intention des médias, un séminaire consacré aux travaux de la Conférence du désarmement, aux négociations sur le traité d'interdiction complète des essais ainsi qu'à la Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques.

150. Au cours de la période allant de septembre 1995 à juin 1996, la Division des services de conférence a assuré le service de 6 515 réunions (dont 279 tenues en dehors de Genève). Des services d'interprétation ont été fournis pour 2 505 de ces réunions, mais non pour 4 010 autres réunions. Ce chiffre correspond à une augmentation de 2 % par rapport à la période précédente, durant laquelle l'Office avait assuré le service de 6 376 réunions dont 563 s'étaient tenues en dehors de Genève (2 529 avec services d'interprétation et 3 847 sans lesdits services). Le renforcement de la coopération entre les bureaux du Siège de l'Organisation des Nations Unies, l'Office des Nations Unies à Genève et l'Office des Nations Unies à Vienne ont permis de mettre davantage à profit les ressources dont disposent ces trois grands centres de conférence. L'Office des Nations Unies à Genève s'est aussi employé à améliorer la qualité de ses services par un recours accru aux nouvelles technologies. C'est ainsi que la Division des services de conférence est maintenant reliée à Internet, ce qui permet de transférer des fichiers d'un lieu d'affectation ou d'un centre de conférence à l'autre et d'accéder à des bases de données comme les glossaires terminologiques. Les données dont dispose la Division sont maintenant accessibles sur la page d'accueil Internet de l'Office.

151. Outre les réunions des organes qui ont leur siège à Genève, l'Office a accueilli d'importantes réunions politiques ou liées au maintien de la paix comme la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, les réunions de la Commission d'indemnisation des Nations Unies, la Conférence des États parties chargés de l'examen de la Conven-

tion sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, la Conférence des États parties chargés d'examiner la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination de même que les réunions de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Par ailleurs, le Plan d'action adopté à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme en 1993 a donné lieu à l'organisation de nouvelles réunions de groupe de travail qui se sont tenues à Genève.

152. La bibliothèque de Genève continue, en collaboration avec la Bibliothèque Dag Hammarskjöld qui se trouve au Siège, d'alimenter le système d'informations bibliographiques de l'ONU (SIBONU Plus) et possède son propre système de gestion intégré (URICA). Elle offre aussi un accès à plusieurs bases de données extérieures et a acquis, au cours de ces dernières années, une collection de CD-Roms. Elle vient d'installer au Palais des Nations un serveur qui devrait permettre d'accéder à environ 40 de ces CD-Roms par le biais du réseau FDDI. L'Office a commencé à produire ses propres CD-Roms.

153. Pour commémorer l'anniversaire de la dissolution de la Société des Nations ainsi que le transfert des avoirs de cette société à l'ONU, transfert qui a eu lieu le 18 avril 1946, la bibliothèque a mis au point des produits pour médias électroniques notamment une brochure audio qui se présente sous forme de disque compact. En outre, plusieurs expositions ont été organisées en collaboration avec l'Institut d'architecture de l'Université de Genève.

L'Office des Nations Unies à Vienne

154. L'Office des Nations Unies à Vienne, sous l'autorité du Directeur général, M. Giorgio Giacomelli, centralise les activités des Nations Unies dans les domaines du contrôle international des drogues, de la prévention de la criminalité et de la justice pénale, des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et du droit commercial international. Il constitue aussi un important lieu de réunion et un centre d'appui pour les opérations de maintien de la paix.

155. Pour faire face à la criminalité, qui apparaît de plus en plus comme une menace pour la souveraineté nationale, la stabilité, la démocratie et le développement, le Service de la prévention du crime et de la justice pénale de l'Office des Nations Unies à Vienne a été transformé en une division, comme il a été indiqué dans les résolutions 50/146 et 50/214 de l'Assemblée générale, de manière à mieux

promouvoir les stratégies de lutte contre la criminalité et renforcer la coopération internationale dans ce domaine.

156. Au cours de la période considérée, le Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale a dû faire face à des demandes plus nombreuses comme en témoignent son programme de travail pour les organes délibérants des Nations Unies, dont la Commission pour la prévention de la criminalité et la justice pénale, qui a plus que doublé ces dernières années, et les besoins auxquels il a répondu.

157. La Division a assuré la coordination d'une réunion de travail ministérielle sur la criminalité transnationale organisée, qui s'est tenue à Buenos Aires en novembre 1995, pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les participants devaient identifier des projets de coopération technique envisageables pour faciliter la mise en oeuvre des décisions de la Conférence ministérielle mondiale sur la criminalité transnationale organisée, qui a eu lieu à Naples en 1994. Deux projets ont été établis, l'un sur l'adaptation des instruments administratifs et juridiques à la prévention et au contrôle de la criminalité transnationale organisée, l'autre sur la lutte contre la corruption et la bonne gestion des affaires publiques. Par ailleurs, les ministres sont convenus de certains éléments clefs qui devraient figurer dans une nouvelle convention internationale relative à la criminalité transnationale organisée.

158. L'année dernière, la Division a entamé une étude sur la réglementation des armes à feu, conformément à la résolution 9 du neuvième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants (Le Caire, 29 avril-8 mai 1995) relative à la «Réglementation des armes à feu aux fins de la prévention de la délinquance et de la sûreté publique» et à la résolution 1995/27, section IV.A, du Conseil économique et social. Les résultats de cette étude devraient permettre à la Commission pour la prévention de la criminalité et la justice pénale, qui décide des orientations dans ce domaine, de disposer en 1997 d'informations à partir desquelles elle pourrait formuler des recommandations et des directives en vue de réduire les actes de violence commis avec des armes légères, qui tuent des centaines de milliers de personnes chaque année.

159. Au cours de sa cinquième session, la Commission a bien avancé ses travaux. Comme suite aux déclarations faites par les chefs d'État et de gouvernement lors de la réunion commémorative extraordinaire de l'Assemblée générale, elle a recommandé à cette dernière d'adopter la Déclaration des Nations Unies sur le crime et la sécurité publique. Elle a également recommandé l'adoption d'une résolution relative à la lutte contre la corruption qui contient le texte d'un code de conduite international pour agents publics et de résolutions concernant notamment l'élimination de la violence à l'égard des femmes, les

garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, l'application de la Déclaration politique de Naples et le Plan mondial d'action contre la criminalité transnationale organisée, le rôle du droit pénal dans la protection de l'environnement et les mesures de prévention du trafic international illicite d'enfants.

160. La question des droits des victimes de la criminalité et des victimes d'abus de pouvoir dans le contexte international a évolué depuis le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu en 1985. Lors d'une réunion consacrée à cette question en décembre 1995, un groupe d'experts a mis au point une stratégie en vue d'élaborer un manuel sur l'application de la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir et a adopté les principes garantissant les droits et les intérêts des victimes dans les affaires portées devant le tribunal pénal international dont la création était proposée. Il a également élaboré plusieurs projets de coopération technique.

161. Au cours de la période considérée, la Division de la prévention du crime et de la justice pénale a développé ses services consultatifs de manière à offrir des stages, des séminaires et des ateliers de formation sur des thèmes aussi divers que la formation des forces de police civile, l'amélioration du fonctionnement des organes chargés de la poursuite, la protection des droits de l'homme dans l'exercice de la justice pénale, l'administration de la justice pour mineurs, le traitement des délinquants, la réforme du système pénitentiaire et l'administration de la justice pénale. Elle a en outre lancé un premier programme de bourses dont ont déjà bénéficié sept participants de pays en développement.

162. De plus, la Division a diffusé les résultats de la cinquième enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale, publié plusieurs numéros de la *Revue internationale de politique criminelle*, du bulletin d'information des Nations Unies intitulé *Prévention du crime et justice pénale* et de *Trends Letter*, et élargi la gamme des documents électroniques accessibles par le Réseau d'information des Nations Unies sur la criminalité et la justice. Elle y a notamment ajouté tous les documents de la cinquième session de la Commission en anglais, espagnol et français, ainsi qu'une base de données sur l'extradition, l'entraide et l'aide judiciaires, et le transfert des détenus étrangers.

163. Au cours de la période considérée, le Bureau des affaires spatiales a reçu un nombre croissant de demandes d'États Membres qui souhaitaient avoir accès à des technologies spatiales applicables dans le cadre des programmes nationaux de développement économique et social et de protection de l'environnement. Il a également reçu davan-

tage de demandes d'appui dans de nombreux domaines, notamment pour organiser des ateliers et des stages de formation à l'intention de décideurs et de spécialistes, et fournir des services consultatifs techniques, en particulier pour l'utilisation de satellites de communication et l'exploitation des données d'observation de la Terre.

164. Dans le cadre de son programme d'application des techniques spatiales, le Bureau a organisé des ateliers, des stages de formation et des colloques sur divers aspects de la science et des techniques spatiales et leurs applications au développement économique et social. Il a fourni des services consultatifs techniques pour développer les capacités des pays en développement dans le domaine spatial, en collaborant notamment à l'élaboration et à l'exécution de projets pilotes sur les applications spatiales. Il a continué à assurer le secrétariat fonctionnel du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'Assemblée générale, de son Sous-Comité scientifique et technique et de son Sous-Comité juridique ainsi que de leurs organes subsidiaires. À sa trente-neuvième session, le Comité a notablement progressé en mettant au point le texte d'une déclaration de principes sur la mise en commun des avantages de la technologie spatiale.

165. La création de centres régionaux d'enseignement de la science et des techniques spatiales a progressé dans les pays en développement de chacune des régions relevant des commissions régionales. Ces centres dispenseront une formation dans les disciplines concernées et leurs applications. Le centre pour la région de l'Asie et du Pacifique a été inauguré en Inde en novembre 1995 et le premier cours d'une durée de neuf mois réunissant 26 étudiants a commencé en avril 1996. Le centre pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui sera accueilli par le Brésil et le Mexique, devrait être mis en service en 1996. Dans la région de l'Afrique, des centres pour les pays francophones et anglophones devraient être installés respectivement au Maroc et au Nigéria.

166. Les recommandations formulées lors de réunions de travail précédentes du Programme pour les applications des techniques spatiales ont favorisé l'essor de la coopération régionale. La première réunion de travail de l'ONU sur les sciences spatiales fondamentales, tenue en Inde en 1991, a conduit à la création à Sri Lanka d'un observatoire astronomique national, inauguré en janvier 1996, qui abritera un réflecteur expérimental acquis par le Bureau grâce à une subvention culturelle du Japon. À la suite d'autres réunions de travail sur les sciences spatiales fondamentales, le télescope de l'observatoire égyptien de Kottamia, le plus grand d'Afrique, a été remis en état et un observatoire astronomique a été installé au Honduras.

167. En 1995, le Bureau a développé encore la base de données informatiques de son service d'information spatiale

et sa page d'accueil sur Internet. Celle-ci propose des informations actualisées sur les travaux du Bureau et sur les activités de l'ONU dans le domaine de l'espace, ainsi que les informations communiquées par les États Membres sur leurs activités spatiales nationales. Comme en avaient convenu les participants à la dix-septième session de la Réunion interorganisations sur les activités spatiales tenue en février 1996, le Bureau a entrepris de coordonner le développement de l'utilisation d'Internet pour renforcer la coordination interorganisations et faire en sorte que les informations concernant les travaux des organismes des Nations Unies soient disponibles sur Internet.

168. Dans le cadre des services qu'il fournit aux organes délibérants, le Bureau a poursuivi la planification des travaux préparatoires des comités intergouvernementaux en vue de l'organisation d'une session extraordinaire du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE-III), ouverte à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Celle-ci aura lieu en 1999, à moins qu'il ne soit décidé de la reporter en 2000.

169. Enfin, au cours de la période considérée, la Division des services administratifs et services communs de l'Office des Nations Unies à Vienne a fourni des services administratifs et des services d'appui communs aux unités et programmes des Nations Unies basés à Vienne, ainsi qu'à l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), installé à Rome. Elle a également appuyé les opérations de maintien de la paix, assuré des services de conférence communs pour les réunions de l'Office et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et d'autres réunions des organismes des Nations Unies, et supervisé la fourniture de services communs au Centre international de Vienne. Entre le 1er août 1995 et le 1er juillet 1996, elle a planifié et assuré les services nécessaires aux 2 400 réunions qui ont été organisées à Vienne — soit environ 9 % de plus que l'année précédente. La normalisation des procédures de traduction à distance introduites en 1995 a permis de réaliser des économies substantielles.

L'Office des Nations Unies à Nairobi

170. L'Office des Nations Unies à Nairobi, créé le 1er janvier 1996, regroupe toutes les fonctions d'appui qu'assuraient jusque-là le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et les services communs, et s'est vu réaffecter l'ensemble des ressources consacrées aux tâches administratives. Il est chargé de fournir divers services administratifs au PNUE et à Habitat, notamment pour ce qui est de la gestion des ressources

humaines, des finances, des services de conférence, des services électroniques et des services d'appui (marchés, achats, voyages, gestion des bâtiments, sécurité, enregistrement et courrier).

171. La création de l'Office des Nations Unies à Nairobi a permis de rationaliser les services et de réaliser des économies d'échelle importantes. L'Office est dirigé par le fonctionnaire le plus élevé en grade à Nairobi, en l'occurrence la Directrice exécutive du PNUE.

Le Comité administratif de coordination

172. À la suite du lancement, le 15 mars 1996, de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique, décrite plus en détail ci-après dans le cadre des activités opérationnelles de développement, le Comité administratif de coordination s'est attaché à faire en sorte qu'elle soit mise en oeuvre efficacement et dans les meilleurs délais. Les chefs de secrétariat de toutes les institutions et organismes des Nations Unies ont réaffirmé leur appui sans réserve à cette initiative, qui s'inscrit dans l'action engagée par le système des Nations Unies, en vue de poursuivre la mise en oeuvre du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et de contribuer à la réalisation des objectifs prioritaires du développement qui ont été fixés par les gouvernements africains et qui figurent dans le Plan d'action du Caire de 1995 et dans d'autres plans régionaux.

173. Le Comité a noté avec satisfaction que les organes directeurs de nombreuses organisations s'étaient déjà mobilisés en faveur de l'Initiative. Il a examiné les mesures qui sont prises par les organisations, ainsi qu'aux niveaux national et régional. Il s'est félicité des progrès accomplis par les organismes chefs de file qui ont formulé, en accord avec les gouvernements africains et en collaboration avec les autres organisations concernées, des stratégies d'exécution pour les différents volets de l'Initiative. Il a souligné qu'il convenait de promouvoir un environnement économique favorable aux investissements, tant nationaux qu'étrangers, de renforcer les capacités en matière de formulation de politiques et de stimuler les activités productives. Il a également rappelé l'importance de certains thèmes intersectoriels clefs, tels que la prise en compte des questions d'équité entre les sexes, qui devront être abordés dans tous les volets de l'Initiative.

174. Les membres du Comité ont reconnu que les résultats de l'Initiative spéciale dépendraient en grande partie de l'efficacité de l'action menée conjointement au niveau national et se sont engagés à appuyer pleinement les coordonnateurs résidents de la région qui seront appelés à jouer un rôle clef à cet égard. Le Comité s'efforce de

renforcer les partenariats instaurés entre les organismes des Nations Unies, la société civile et la communauté des donateurs. Il a insisté sur la nécessité de prêter une attention particulière, lors de la mise en oeuvre de l'Initiative, à la situation des pays en proie à des conflits ou à d'autres types de crises, et d'y assurer la continuité entre les secours d'urgence et les mesures destinées à répondre aux besoins de développement à long terme. Il a reconnu que le financement des programmes exécutés dans le cadre de l'Initiative nécessiterait la réaffectation des crédits déjà ouverts et l'allocation de nouvelles ressources : la programmation commune devrait permettre de mieux tirer parti des ressources existantes et, partant, faciliter l'obtention de sources de financement supplémentaires. Enfin, le Comité a reconnu qu'il convenait d'évaluer soigneusement les progrès accomplis et d'en assurer le suivi aux niveaux national, régional et international, et d'élaborer des indicateurs de performance pertinents. Il a décidé de faire le point des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de l'Initiative à chacune de ses prochaines sessions.

175. Le Comité s'est félicité de l'initiative lancée conjointement par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en vue de proposer un cadre d'action pour résoudre les problèmes d'endettement des pays lourdement endettés et de prendre en compte le montant total de la dette de chacun des pays concernés. Il a souligné que le règlement des problèmes posés par l'endettement des pays africains serait déterminant pour l'amélioration de leurs perspectives de développement.

176. À sa dernière session, le Comité a examiné tout particulièrement les dispositions prises pour coordonner l'appui fourni dans le cadre du suivi au niveau national. Trois équipes de travail se consacrent actuellement à cette tâche, en procédant à partir des thèmes prioritaires communs aux plans d'action adoptés par les conférences. Les trois équipes ont des calendriers de travail précis. La première s'occupe des conditions propices au développement social et économique, la Banque mondiale étant l'organisation chef de file. La deuxième traite de l'emploi et des modes de subsistance, avec l'Organisation internationale du Travail comme organisme chef de file. La troisième s'occupe des services sociaux de base, sous la responsabilité du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Elle constitue le prolongement de l'équipe de travail interinstitutions qui avait été créée à l'origine pour coordonner le suivi immédiat de la Conférence internationale sur la population et le développement par le système des Nations Unies.

177. Renforcer la lutte contre la pauvreté, conformément aux objectifs et aux engagements décidés par ces conférences, en particulier le Sommet mondial pour le développement social, est l'un des buts fondamentaux communs à

tous ces mécanismes. Chaque équipe de travail apporte, dans le cadre de la mission qui lui a été confiée, sa propre contribution à la réalisation des grands objectifs mis en avant au cours de deux conférences mondiales récentes, à savoir la protection des droits de l'homme et la promotion de la femme. Les travaux de ces équipes tiendront également compte des conclusions d'Habitat II.

178. Le Comité a en outre décidé de créer un Comité interinstitutions sur les femmes, chargé de coordonner, à l'échelle du système, la mise en oeuvre de tous les aspects du Programme d'action adopté à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, et des recommandations sexospécifiques émanant d'autres conférences internationales récemment organisées par les Nations Unies.

179. Le Comité administratif de coordination a reconnu que l'accès universel aux services de communication et d'information était également un objectif intersectoriel important. C'est d'ailleurs le thème d'un nouveau projet interinstitutions, mené sous les auspices de l'Union internationale des télécommunications.

180. À sa dernière session, le Comité a continué d'examiner les résultats de la simplification et de la réorganisation de ses procédures, décidées en 1993. Ses membres ont estimé que la réorganisation avait amélioré sensiblement l'efficacité du Comité et de ses organes subsidiaires. Les efforts se poursuivent pour obtenir à tous les niveaux des résultats concrets et durables en termes de coordination des politiques et des programmes et d'élaboration d'initiatives communes dans les principaux domaines d'activité du système. Certaines des initiatives engagées sont décrites ci-après, dans le cadre des activités opérationnelles de développement.

181. Le Comité prend de nouvelles mesures pour pouvoir mieux encourager les chefs de secrétariat à analyser ensemble : le contexte dans lequel s'inscrivent la coopération internationale et le développement; l'évolution de la situation des organes intergouvernementaux et les actions que les différentes organisations devraient engager ensemble pour y faire face; les attentes des gouvernements des États Membres et du public en ce qui concerne l'efficacité et l'efficacité de la fourniture des services, notamment au niveau national, par une meilleure coordination de l'aide multilatérale et bilatérale, et la continuité des secours d'urgence, de l'aide au relèvement et de l'aide au développement. Le Comité prend également des mesures pour être mieux à même d'orienter et de contrôler le suivi systématique de ses conclusions et décisions à l'échelle du système.

182. S'agissant des organes subsidiaires du Comité, des mesures sont prises pour que leurs activités soient plus conformes aux orientations et plans spécifiques et pour en améliorer le rapport coût-efficacité global. Généraliser

l'utilisation des réseaux électroniques, mieux utiliser les installations de secrétariats financés conjointement, désigner plus souvent un organisme chef de file ou un maître d'oeuvre, constituer, en vue de tâches spécifiques, des groupes ou équipes de travail des institutions concernées, sont autant de moyens utilisés pour réduire le nombre de réunions interinstitutions, réaliser davantage d'économies et améliorer l'efficacité globale.

183. Au cours de la période considérée, le Comité a continué à suivre et à encourager les réformes entreprises dans l'ensemble du système, pour développer les arrangements interinstitutions au niveau national; suivre l'évolution de la situation financière à l'échelle du système; et améliorer la gestion du régime commun.

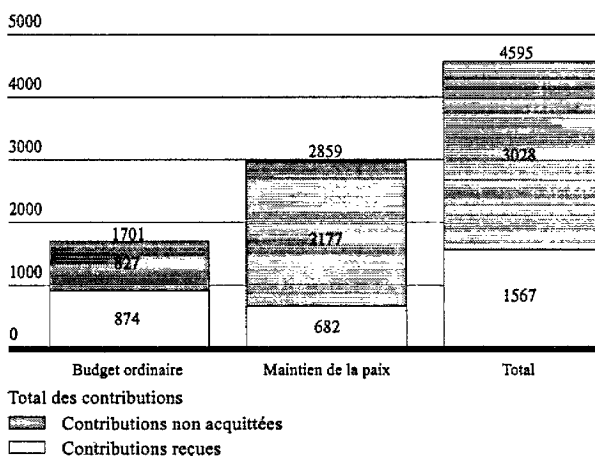
B. Donner à l'ONU une assise financière solide

184. Au 31 juillet 1996, le solde non acquitté des contributions dépassait 3 milliards de dollars, dont 0,8 milliard au titre du budget ordinaire et 2,2 milliards au titre des opérations de maintien de la paix (voir diagramme 7).

Diagramme 7

Etat des contributions (maintien de la paix et budget ordinaire)^{a, b}

En millions de dollars des Etats-Unis



^a Au 31 juillet 1996. Comprend les contributions non acquittées au titre des exercices précédents.

^b Au 31 juillet 1996. Ne comprend pas le total des contributions (34,8 millions de dollars), les contributions reçues (11 millions de dollars) et les contributions non acquittées (23,8 millions de dollars) au titre des tribunaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie.

Quatre-vingt-trois États seulement ont versé l'intégralité de leur contribution au budget ordinaire pour 1996.

185. À la fin de 1995, pour faire face à des besoins urgents de trésorerie dans le cadre du budget ordinaire, l'Organisation a dû emprunter aux comptes des opérations de maintien de la paix le montant record de 176 millions de dollars. Autre fait sans précédent, les fonds empruntés sur les comptes des opérations de maintien de la paix n'ont pas été remboursés à la fin de l'exercice de sorte que l'Organisation a commencé l'exercice 1996 avec une position de trésorerie négative.

186. Au cours de 1996, en raison du caractère imprévisible et irrégulier du paiement des contributions par les États Membres, l'Organisation s'est retrouvée à deux reprises — fin mai et fin juillet — avec une position de trésorerie négative. Elle a donc dû recourir de nouveau à un emprunt temporaire aux comptes des opérations de maintien de la paix de sorte qu'à la fin de 1996, elle devra 675 millions de dollars aux États Membres qui fournissent du matériel et des contingents. Le fait qu'au 24 juillet 1996, 80 États Membres avaient versé l'intégralité de leur contribution au budget ordinaire (contre 57 États à la même date l'année passée) et que l'Assemblée générale ait décidé de ne pas déduire des contributions dues au titre du maintien de la paix les crédits inutilisés pour des mandats antérieurs a permis d'améliorer la trésorerie de l'Organisation. À cet égard, je suis très sensible aux efforts déployés par de nombreux États. Malgré cela, la crise budgétaire ne cesse de s'aggraver et on prévoit déjà pour de nombreux mois à venir une situation persistante de trésorerie négative. Si des contributions supplémentaires substantielles ne sont pas versées avant la fin de l'année, le solde disponible total de l'Organisation (budget ordinaire et compte des opérations de maintien de la paix) tombera à un niveau dangereusement bas.

187. En février 1996, dans la déclaration que j'ai faite devant le Groupe de travail de haut niveau à participation non limitée sur la situation financière de l'Organisation, j'ai insisté sur la gravité de la crise et j'ai fait observer qu'il fallait prendre des mesures d'urgence tout en réfléchissant à une solution à long terme. Pour régler à court terme les problèmes de trésorerie, les États Membres doivent honorer leurs obligations, verser leurs contributions de l'exercice en cours et payer tous leurs arriérés. À plus long terme, il faut élaborer un nouveau barème des quotes-parts qui remporte l'adhésion de tous les États et qui, comme je l'ai expliqué au Groupe de travail, tienne compte du caractère mondial de l'Organisation. J'ai proposé que la quote-part totale ne dépasse pas 15 ou 20% du budget ordinaire de l'ONU, pour aucun État Membre, ce qui permettrait une répartition plus équilibrée des contributions et cadrerait mieux avec le principe d'une organisation au service de toutes les nations.

188. En mars 1996, dans une déclaration devant le Groupe de travail de haut niveau à participation non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies, j'ai souligné que le règlement de la crise financière à long terme passait aussi par une modification du processus budgétaire qui, dans son état actuel, est trop complexe et rigide. Il importe au plus haut point de le simplifier et de le recentrer afin qu'il devienne un instrument de gestion et de direction souple et efficace aussi bien pour le Secrétaire général que pour les États Membres. Le budget-programme devrait permettre d'affecter les ressources nécessaires aux domaines prioritaires tout en offrant la souplesse voulue pour répondre à l'évolution des besoins.

189. Le Groupe de travail de haut niveau à participation non limitée sur la situation financière de l'Organisation a clos ses travaux le 4 juin 1996 en approuvant un rapport qui sera soumis à l'Assemblée générale à sa cinquantième session. Le Groupe de travail de haut niveau à participation non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies a pour sa part achevé son rapport d'activité le 25 juillet 1996; ce rapport sera soumis à l'Assemblée générale à sa cinquantième session.

C. Le cinquantième anniversaire

190. Le secrétariat du cinquantième anniversaire, dirigé par Mme Gillian Martin Sorensen, a élaboré et mené à bien un ambitieux programme mondial d'activités et de produits commémoratifs. Tout un éventail de matériels d'information a été diffusé dans le monde entier, notamment des dossiers de presse, des bulletins et des plaquettes d'information, des messages télévisés et radiophoniques, des dossiers photographiques sur le thème «Les Nations Unies en action», une brochure sur la Charte ainsi que des affiches. Une exposition photographique a été organisée et plusieurs kiosques multimédia interactifs ont été mis en place. Des activités de sensibilisation ont été menées auprès des écoles, des médias, des associations pour les Nations Unies, du réseau des centres d'information des Nations Unies et des comités nationaux créés par plus de 150 gouvernements en vue de participer à la commémoration du cinquantième anniversaire. La plupart des produits et matériels en question ne sont pas «datés» et pourront donc être réutilisés dans les années à venir.

191. Les diverses activités menées dans le cadre du cinquantième anniversaire ont touché un public plus nombreux et plus varié que jamais dans l'histoire de l'Organisation. Outre la réunion commémorative extraordinaire, se sont tenus des conférences, des débats, des

concerts, des expositions, des concours de dissertations, des manifestations sportives, des services religieux et des rassemblements oecuméniques. Parmi les participants, on comptait des présidents, des premiers ministres, des membres de familles royales, des diplomates, des journalistes, des dignitaires de toutes les religions du monde, des universitaires, des représentants d'organisations non gouvernementales, des étudiants, des militaires de haut rang et des responsables nationaux et locaux. Les jeunes ont été les premiers bénéficiaires des activités et de très nombreux jeux de rôle ont été organisés pour mettre l'ONU en scène dans les lycées et dans les universités.

192. La réunion commémorative extraordinaire de l'Assemblée générale, qui s'est tenue au Siège du 22 au 24 octobre 1995, a été un événement historique. Grâce à une organisation minutieuse bien que très lourde, et à l'appui sans faille du personnel de l'ONU, de la ville de New York et des services de sécurité, les dirigeants de la planète ont pu se déplacer en toute sécurité et dignité, participer aux manifestations, exprimer leur opinion et, par leur présence même et dans leurs déclarations, réaffirmer l'attachement des plus hauts responsables politiques à l'Organisation des Nations Unies.

193. L'un des effets les plus importants du cinquantième anniversaire a été la multiplication des études consacrées à l'Organisation des Nations Unies. Des universitaires, des groupes de réflexion, des membres de gouvernements et de parlements, des anciens diplomates, des journalistes et des historiens ont enrichi, par leur expérience et leur acuité d'esprit, le dialogue intense et constructif mené à l'échelle mondiale sur l'avenir de l'Organisation et ont émis de nouvelles idées sur l'ONU et ses activités. Nombre de ces idées inspirent aujourd'hui les divers groupes de travail de l'Assemblée générale. La bibliographie du répertoire du Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies, qui est en cours d'élaboration, fait référence à près de 300 études et rapports établis au cours de l'année du cinquantième anniversaire.

194. La quasi-totalité des États Membres ont émis des timbres à l'occasion du cinquantième anniversaire et plus de 50 États Membres ont frappé des pièces commémoratives. Les recettes ainsi collectées continueront de bénéficier à l'Organisation pendant plusieurs années.

195. Les comités nationaux ont lancé des activités et des initiatives plus ou moins nombreuses. Cent cinquante-deux gouvernements ont créé des comités officiels tandis que d'autres ont travaillé en collaboration avec les associations pour les Nations Unies. Dans les rapports qu'ils continuent de présenter, beaucoup de pays indiquent que les activités qu'ils ont entreprises pour célébrer le cinquantième anniversaire se poursuivront encore longtemps, surtout dans les

écoles. Les universités, par exemple, n'ont jamais offert autant de conférences et de cours sur l'Organisation des Nations Unies et sur les organisations internationales.

196. Cette commémoration, qui a duré une année, est maintenant terminée et le secrétariat du cinquantième anniversaire a été dissous mais l'Organisation continue tous les jours de tirer profit des enseignements et des retombées de cette célébration qui, à une époque charnière de l'Histoire, a été prétexte à un débat novateur et prospectif sur l'Organisation des Nations Unies. L'anniversaire a également permis de faire le bilan des réalisations de l'Organisation au cours de ses cinquante premières années et de jeter les bases de son action pour les cinquante années à venir. Enfin, il a surtout contribué à mieux faire comprendre à un public plus large que l'ONU est une organisation mondiale unique, au service des États Membres et de leur peuple.

D. Université des Nations Unies (UNU)

197. Le Conseil de l'Université des Nations Unies a tenu sa quarante-deuxième session du 4 au 8 décembre 1995 à son siège de Tokyo. Les débats, menés par le Recteur Heitor Gurgulino de Souza, ont porté sur les priorités de travail de l'Université au seuil du XXI^e siècle.

198. En 1995, le Conseil a créé à Tokyo, près du siège de l'Université, l'Institut des hautes études de l'UNU, cinquième centre de formation et de recherche de l'Université qui traitera de certaines questions dont s'occupe l'Organisation. Les autres centres et programmes de l'UNU continuent d'accroître leurs activités afin de satisfaire la demande croissante de formation et de recherche interdisciplinaire de pointe. L'inauguration officielle de l'International Leadership Academy, située à Amman, a également constitué l'un des événements marquants de l'année.

199. Du 1^{er} septembre 1995 au 30 juin 1996, quelque 100 réunions d'universitaires ont été organisées dans le monde entier. Au 30 juin 1996, un total de 73 bourses avaient été octroyées pour une formation dans les centres de l'UNU et dans des institutions associées ou coopérantes. Les principaux domaines de formation sont l'énergie géothermique, la télédétection, la science et la technologie alimentaires, l'atténuation des risques liés aux séismes et aux cyclones, la biotechnologie ainsi que l'alimentation et la nutrition. En 1995, 73 % des boursiers de l'UNU ont été formés dans des institutions de pays en développement et 27 % dans des pays industrialisés. Depuis 1976, l'UNU a accordé plus de 1 420 bourses.

200. L'Université procède actuellement à l'évaluation de ses programmes de formation et de bourses afin d'élaborer

une stratégie visant à garantir une application cohérente et une répartition géographique appropriée des activités. Elle s'emploie en outre à accroître le lectorat des Presses de l'ONU et à améliorer l'efficacité de ses activités de diffusion. À cet égard, au cours de la période considérée, l'ONU a lancé, à New York et à Tokyo, une série de conférences appelées forums publics. L'objectif est de diffuser les résultats de la recherche menée dans le cadre de l'Université, de stimuler le débat sur les possibilités d'action et de permettre aux chercheurs et spécialistes d'échanger leurs vues sur les futurs domaines de recherche de l'Université. À ce jour, les travaux de l'ONU ont donné lieu à la publication de plus de 400 ouvrages, 6 revues scientifiques et de nombreuses communications et études.

201. Lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, l'ONU a publié un ouvrage intitulé *Women Encounter Technology: Changing Patterns of Employment in the Third World*. Avant la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), elle a convoqué, au cours de l'été 1995, une conférence sur les villes et leur avenir. Celle-ci a été immédiatement suivie par une Conférence sur les établissements humains dans un contexte politique et économique en évolution, qui a été organisée à

Helsinki en collaboration avec l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement. Lors de la Conférence elle-même, l'ONU a réuni un groupe d'étude sur le thème de la mondialisation et de l'avenir des villes, a présenté le volume *Habitat II and the Urban Economy* de la série UNU/WIDER «Research for Action», qui fait actuellement l'objet d'une large diffusion, et a organisé une exposition de livres de l'ONU.

202. Au 31 juillet 1996, les annonces de contribution au fonds de dotation de l'ONU, à son programme des opérations courantes ainsi qu'à d'autres programmes spécifiques s'élevaient au total à 318,27 millions de dollars, dont 289,8 millions avaient déjà été versés. Pour le premier semestre de 1996, un total de 16,4 millions de dollars avaient été promis et/ou versés au fonds de dotation et au programme des opérations courantes tandis que les programmes spécifiques avaient reçu un montant total de 1 235 637 dollars. L'ONU reste néanmoins confrontée à des difficultés financières dues à la baisse des revenus de placement de son fonds de dotation et à l'intensification de la concurrence pour obtenir des ressources de plus en plus limitées. Elle s'est efforcée tout au long de l'année de collecter davantage de fonds.

III

Établir les fondements de la paix : développement, action humanitaire et droits de l'homme

A. Mise en oeuvre de l'Agenda pour le développement

203. Le Groupe de travail ad hoc de l'Assemblée générale à composition non limitée chargé d'élaborer un Agenda pour le développement a clos ses travaux pour la quarante-neuvième session le 8 septembre 1995 et a présenté à l'Assemblée un rapport sur les progrès accomplis. Compte tenu de ce rapport, l'Assemblée a décidé que le Groupe de travail devrait poursuivre ses travaux durant sa cinquantième session, en vue de mettre au point le texte définitif de l'Agenda pour le développement, et lui faire rapport à ce sujet à sa cinquantième session.

204. Le Groupe de travail a tenu quatre sessions : la première du 20 janvier au 2 février 1996, la deuxième du 20 au 31 mai, la troisième le 12 juin et la quatrième du 17 au 21 juin 1996. Une cinquième session devrait avoir lieu du 3 au 6 septembre 1996. À la fin du mois de juillet, le Groupe de travail était parvenu à un accord quasi total sur les deux premiers chapitres de l'Agenda — «Cadre général et objectifs» et «Plan directeur et moyens d'application» — mais le troisième, «Questions institutionnelles et suivi», en était encore au stade de la négociation.

205. L'Agenda pour le développement a pour principaux objectifs de renforcer la coopération internationale pour le développement, d'accroître le rôle, les capacités et l'efficacité du système des Nations Unies dans ce domaine et de promouvoir le développement de manière intégrée. Le premier chapitre de l'Agenda précise la façon dont ces objectifs seront atteints.

206. Le deuxième chapitre examine les politiques et mesures à adopter ainsi que les moyens de les mettre en oeuvre. Il aborde la question essentielle de la mobilisation et de l'utilisation plus rationnelle des ressources consacrées au développement, qu'il s'agisse de ressources propres ou extérieures aux pays concernés.

207. Le troisième et dernier chapitre traite de l'amélioration du rôle, des capacités et de l'efficacité du système des Nations Unies. Il propose des réformes concernant, notamment, l'Assemblée générale, en particulier les deuxième et troisième Commissions, le Conseil économique et social, y compris les commissions techniques, les groupes d'experts, les commissions régionales, les fonds et programmes, les institutions spécialisées et le Secrétariat. Il étudie également les liens qui existent entre l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions multilatérales de développement, notamment les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du Commerce. Les propositions renvoient à la résolution 50/227 de l'Assemblée générale sur la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes ainsi qu'aux travaux du Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies.

208. D'une manière générale, l'Agenda pour le développement pourrait servir à fixer les grandes lignes de la coopération internationale pour le développement dans les années à venir. Il comprend de nombreux éléments nouveaux qui permettent de considérer le développement sous un angle beaucoup plus large que dans le passé, tout en reconnaissant les progrès accomplis en matière de coopération pour le développement, notamment dans le cadre de la dix-huitième session extraordinaire de l'Assemblée générale, de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement et des conférences qui se sont tenues récemment. La prise en compte des capacités des institutions dans la formulation des politiques et des mesures est une des particularités de l'Agenda pour le développement et montre combien la communauté internationale est résolue à maintenir le rôle central de l'Organisation dans la coopération internationale pour le développement.

B. Activités de développement à l'échelle mondiale

1. Départements du Secrétariat au Siège

Département de la coordination des politiques et du développement durable

209. Le Département de la coordination des politiques et du développement durable, placé sous la direction de M. Nitin Desai, fournit un appui au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires chargés des fonctions centrales en matière de coordination et de décision ainsi qu'aux Deuxième et Troisième Commissions de l'Assemblée générale. Le Département veille à ce que les questions économiques, sociales et écologiques soient prises en compte lors de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques, objectif essentiel de la mission du Département.

210. Le rapport sur l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (A/50/202-E/1995/76) a servi de base à l'étude préliminaire réalisée par le Conseil économique et social et à l'examen de politique générale mené par l'Assemblée générale qui a débouché sur l'adoption de la résolution 50/120, établissant un plan directeur pour les activités opérationnelles des trois prochaines années.

211. Dans cette résolution, l'Assemblée générale a abordé la question des ressources, de l'amélioration de la coordination, de la viabilité et de l'efficacité des activités opérationnelles de développement et établi des mécanismes pour en assurer la mise en oeuvre et le suivi. Elle a identifié les mesures à prendre afin de : renforcer le système des notes de stratégie de pays, le système des coordonnateurs résidents, et les capacités et l'exécution des projets par les pays; installer des locaux et des services administratifs communs; harmoniser les règles et procédures; accroître la viabilité et l'efficacité des activités opérationnelles.

212. Au cours de l'année 1995, j'ai écrit aux chefs d'État et de gouvernement en soulignant l'importance politique du Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague en mars 95, et des engagements pris à cette occasion, et j'ai proposé que l'on désigne des responsables nationaux pour la mise en oeuvre de ces engagements. Dans l'engagement 2 de la Déclaration de Copenhague, chaque État présent s'est engagé à arrêter d'urgence des politiques visant à atténuer sensiblement toutes les formes de pauvreté et à fixer une échéance pour l'élimination de l'extrême pauvreté en fonction de la situation nationale. Les réponses reçues à ce jour sont encourageantes.

213. À sa cinquantième session, l'Assemblée générale a examiné la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et elle a souligné, dans sa résolution 50/161, qu'il fallait, aussi bien sur le plan national qu'international, une nouvelle volonté politique implacable pour investir dans l'homme et dans son bien-être et réaliser ainsi les objectifs du développement social. L'Assemblée a décidé que la Commission du développement social serait chargée au premier chef du suivi et de l'examen de la mise en oeuvre du Sommet, tandis qu'il appartiendrait au Conseil économique et social d'orienter et de coordonner le suivi du Sommet mondial. L'Assemblée tiendrait une session extraordinaire en l'an 2000 aux fins d'examen et d'évaluation globale.

214. L'Assemblée générale avait décidé précédemment, dans sa résolution 48/183, de proclamer l'année 1996 Année internationale pour l'élimination de la pauvreté. Dans ma déclaration à l'occasion de l'inauguration de l'Année, le 18 décembre 1995, j'ai indiqué mon intention d'engager chaque pays à mettre en place, dans le courant de 1996, un mécanisme pour formuler une stratégie d'élimination de la pauvreté absolue, comme il est envisagé dans la Déclaration de Copenhague. Si l'on veut obtenir des résultats concrets, il faut consacrer à cette cause davantage de ressources, nationales et internationales.

215. L'objectif des activités menées au cours de l'Année a été de faire comprendre que la pauvreté peut et doit être éliminée partout dans le monde et de mettre en place des structures d'appui en vue de l'effort à long terme qui sera nécessaire pour concrétiser les engagements et les recommandations des grandes conférences des Nations Unies. J'informerai l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session des mesures prises par le système des Nations Unies pour exécuter le programme d'activités de l'Année et lui soumettrai des propositions d'activités à mener dans le cadre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006) qui a été proclamée par l'Assemblée dans sa résolution 50/107.

216. Afin de donner suite à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, l'Assemblée générale a examiné comment mettre en oeuvre la Déclaration et le Programme d'action de Beijing. La Division de la promotion de la femme a établi une série de rapports et prêté son concours pour les négociations qui ont abouti à l'adoption par l'Assemblée de deux résolutions sur la Conférence et son suivi. Bien que la crise financière de l'Organisation ait empêché de pourvoir les nouveaux postes approuvés par l'Assemblée générale et que le recrutement en vue de pourvoir les postes de niveau intermédiaire ait été suspendu, la Division a toutefois assuré les services de secrétariat de la quinzième session du Comité pour l'élimination de la

discrimination à l'égard des femmes, en janvier, et de la quarantième session de la Commission de la condition de la femme, en mars.

217. Le Secrétariat a commencé à préparer la session de 1997 de la Commission de la condition de la femme en procédant à une analyse des politiques et en réunissant des groupes d'experts et des séminaires afin d'alimenter les débats de la Commission. Une première réunion d'experts, sur la violence à l'égard des travailleuses migrantes, s'est tenue en mai 1996, à Manille, et a formulé des recommandations qui seront examinées par l'Assemblée générale. La deuxième réunion, sur l'information obtenue grâce aux réseaux informatiques, a eu lieu à New York en juin 1996 et a formulé des recommandations concernant Women Watch, un site Internet destiné à faciliter l'échange d'informations mondial pour l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. D'autres réunions de groupes d'experts porteront sur des questions telles que la participation des femmes au règlement des conflits, le rôle des femmes dans la mise en oeuvre d'Action 21, les femmes, la formation et l'éducation permanente, et les femmes et la prise de décisions économiques dans les sociétés transnationales et les institutions financières internationales.

218. Par sa résolution 50/81, l'Assemblée générale a adopté le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà qui définissait des objectifs et des mesures intégrés dans un cadre théorique général ainsi que des directives pratiques pour guider l'action aux niveaux national, régional et international.

219. Par sa résolution 50/141, l'Assemblée générale a approuvé le cadre conceptuel de l'Année internationale des personnes âgées, qui doit être célébrée en 1999. Les préparatifs de l'Année sont en cours. Un certain nombre d'États Membres ont lancé des débats nationaux et les organisations non gouvernementales internationales mettent en place des réseaux de collaboration. La première Conférence conjointe sur le vieillissement et la santé, organisée par le Secrétariat et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avec l'appui de grandes sociétés, a eu lieu du 29 avril au 1er mai 1996 au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Elle a réuni des spécialistes éminents de ces questions.

220. Les activités de suivi de l'Année internationale de la famille (1994) ont été marquées par un vif intérêt et une forte participation des organisations non gouvernementales. La Journée internationale des familles a été célébrée au Siège le 15 mai 1996 par une manifestation spéciale sur le thème «Familles : victimes de la pauvreté et du phénomène des sans-abri». Des manifestations similaires ont eu lieu dans le monde entier.

221. Le Bureau du Coordonnateur spécial pour l'Afrique et les pays les moins avancés a pris part à l'élaboration de l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique en fournissant des contributions et en participant aux réunions du Comité directeur du CAC chargé de l'Initiative et des groupes de travail connexes. Le Bureau a joué un rôle de premier plan dans la préparation de l'examen à mi-parcours du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, qui doit avoir lieu en septembre 1996. Il a fourni un appui de fond et des services de secrétariat pour la session d'organisation du Comité ad hoc plénier qui a eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 20 juin 1996.

222. Depuis l'adoption du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, les relations et la coopération entre le Bureau du Coordonnateur spécial et les organisations non gouvernementales ont été renforcées grâce à des consultations permanentes sur les grands problèmes liés au développement de l'Afrique et à des mécanismes intergouvernementaux. Parallèlement au débat de haut niveau du Conseil économique et social consacré en 1995 à la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour, une réunion a été organisée sur le thème : «Afrique en priorité : concertation entre les agents du développement», et une conférence des organisations non gouvernementales aura lieu en septembre 1996, avant l'examen à mi-parcours. En vue de cet examen, le Bureau a coordonné l'établissement du rapport de base sur le nouveau rôle des ONG dans le développement durable de l'Afrique.

223. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour résoudre les problèmes urgents qui freinent le développement de l'Afrique, le Bureau du Coordonnateur spécial a organisé à Tokyo, en octobre 1995, en collaboration avec le Gouvernement japonais et l'Université des Nations Unies, un colloque de haut niveau sur la paix et le développement et les conflits en Afrique, auquel ont participé 21 experts de renom qui s'occupent activement de la prévention des conflits et de la gestion et du règlement des conflits actuels. Le colloque a également abordé la question de la reconstruction après les conflits. Dans le cadre du suivi de l'atelier international sur le développement du secteur non structuré en Afrique, qui a eu lieu en juin 1995, le Bureau a formé une équipe de travail internationale chargée de concevoir un programme d'appui dans ce domaine.

224. Le Bureau a fourni une assistance pour la réunion d'un groupe d'experts africains à laquelle il a participé, qui avait pour but de favoriser la coopération entre les pays d'Afrique et les pays d'Asie, notamment du Sud-Est asiatique. La réunion a formulé des recommandations concrètes relatives à la coopération entre l'Asie et l'Afrique

et ses conclusions alimenteront les débats du deuxième forum Asie-Afrique qui doit se tenir au début de 1997.

225. La Convention sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, a été ouverte à la signature du 14 octobre 1994 au 13 octobre 1995 et signée par 114 États et par l'Union européenne. Au 1er août 1996, 37 États l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré. Elle entrera en vigueur trois mois après avoir obtenu 50 ratifications, ce qui devrait se produire en 1996, et la première session de la Conférence des Parties aura lieu probablement en 1997.

226. Dans sa résolution 49/234, l'Assemblée générale a autorisé le Comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification à continuer de se réunir pendant la période intérimaire précédant l'entrée en vigueur de la Convention afin de préparer la première session de la Conférence des Parties et de suivre la mise en oeuvre des dispositions de sa résolution relative aux mesures à prendre d'urgence pour l'Afrique et aux mesures intérimaires dans d'autres régions. Le Comité a tenu sa huitième session à Genève en février 1996. Sa neuvième aura lieu à New York en septembre 1996. L'Assemblée a prorogé le mandat du secrétariat intérimaire créé par la résolution 47/188 qui fournit de la documentation au Comité intergouvernemental de négociation, et poursuit ses activités de promotion pendant la période intérimaire en publiant divers matériels de relations publiques et en organisant des journées nationales de sensibilisation, de séminaires sous-régionaux et d'autres manifestations. Conformément à la résolution 49/115 de l'Assemblée générale, la Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse a été célébrée le 17 juin.

227. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques sera bientôt universelle puisque 157 États et une organisation d'intégration économique régionale y sont déjà parties et que d'autres vont le devenir. Lors de la première session de la Conférence des Parties (mars-avril 1995), le nombre des Parties était seulement de 118. Au 31 juillet 1996, la Convention comptait 160 ratifications au total.

228. Les communications nationales permettent de vérifier dans quelle mesure les pays développés parties à la Convention respectent les engagements de limiter les émissions de gaz à effet de serre et des négociations sont en cours pour renforcer ces engagements après l'an 2000. Les nouvelles données scientifiques recueillies par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, confirmant que les changements climatiques sont dus à l'activité humaine, ont relancé ces négociations, qui devraient s'achever en 1997. Les pays en développement parties à la Convention reçoivent une assistance financière

du Fonds pour la protection de l'environnement qui leur permet de faire face aux changements climatiques tout en poursuivant leur objectif de développement durable. Au 31 juillet 1996, le secrétariat de la Convention avait reçu 29 communications nationales des 36 Parties mentionnées à l'annexe I et quatre communications d'autres Parties. Vingt et une d'entre elles font l'objet d'un examen approfondi.

229. En outre, le secrétariat de la Convention est chargé par les Parties d'établir pour examen des synthèses des communications nationales. La deuxième de ces synthèses a été présentée à la Conférence des Parties à sa deuxième session (voir ci-dessous) et celle-ci a examiné les communications nationales de 33 Parties. Le document donne un aperçu de la mise en oeuvre de la Convention par les Parties ayant présenté des rapports; il met en lumière les tendances et les caractéristiques, les domaines de convergence et de divergence, les besoins de données, et décrit l'effet global des politiques et mesures adoptées. Il conclut que les Parties mentionnées à l'annexe I doivent redoubler d'efforts si elles veulent ramener leurs émissions de gaz à effet de serre aux niveaux de 1990 d'ici à l'an 2000.

230. Au 1er janvier 1996, le secrétariat permanent de la Convention avait été établi, ainsi que les arrangements administratifs nécessaires et son secrétaire exécutif avait été nommé. Les organes subsidiaires suivants se sont réunis à plusieurs reprises : Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, Organe subsidiaire de mise en oeuvre, Groupe spécial sur le Mandat de Berlin et Groupe spécial sur l'Article 13. La Conférence des Parties à la Convention a adopté à sa deuxième session (juillet 1996), des décisions relatives aux procédures : révision des principes directeurs pour la présentation et l'examen des communications nationales soumises par les États parties mentionnés à l'annexe I et adoption de principes directeurs pour l'établissement des communications initiales par les Parties qui ne figurent pas à l'annexe I (pays en développement). La Conférence a pris acte d'une déclaration des ministres et d'autres chefs de délégation présents à sa deuxième session, qui a été considérée par le Président comme la principale déclaration politique de la Conférence.

231. Le secrétariat a établi un forum consultatif qui permettra aux pays de mettre en commun l'expérience acquise en matière de conception, d'exécution et de suivi des projets sur le changement climatique; il a publié le troisième rapport du programme d'échange d'informations relatives à la Convention sur les changements climatiques qui vise à faciliter la fourniture d'une assistance aux parties et a lancé, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), un programme de formation aux procédures de la Convention.

Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques

232. Le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, dirigé par M. Jean-Claude Milleron, est, au Secrétariat, le principal service chargé de l'élaboration des données économiques et sociales et de l'analyse des politiques et tendances en matière de développement. Il réalise aussi des projets de coopération technique dans les domaines des statistiques et de la population.

233. Le Département a poursuivi tout au long de l'année son programme de publication d'une vaste gamme de données statistiques. Outre l'*Annuaire statistique et l'Annuaire démographique*, il a publié d'autres ouvrages importants, notamment l'*Annuaire des statistiques de l'énergie*, l'*Annuaire statistique du commerce international* et l'*Annuaire des statistiques industrielles*. Il a également publié des tableaux statistiques sur la production de produits de base, des indices relatifs à la production industrielle et à la construction, les exportations et les importations par pays, région et catégorie de produits, ainsi que des indices sur le commerce international, notamment les termes de l'échange des grandes régions, qui ont servi aux numéros mensuels et trimestriels du *Bulletin mensuel des statistiques*.

234. Le Département a également publié un glossaire de statistiques environnementales et apporté sa collaboration pour la deuxième session extraordinaire de la Conférence sur la théorie et la pratique de la comptabilité environnementale et économique intégrée de l'Association internationale de recherche sur le revenu et la fortune qui a eu lieu à Tokyo en mars 1996. Il a publié le deuxième numéro du bulletin d'information *Envstats* destiné aux spécialistes des statistiques sur l'environnement. Parmi les autres publications figurent une étude des pratiques nationales de notification des statistiques sur le commerce international, un manuel sur l'élaboration d'informations statistiques pour les programmes destinés aux handicapés et un manuel de statistique pour la mesure et l'évaluation de l'activité humaine s'appuyant sur une analyse approfondie des déficiences, incapacités et handicaps.

235. Dans le cadre de sa contribution à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), le Département a publié un *Recueil des statistiques* qui sert de base au *Rapport mondial sur les établissements humains*. La révision et l'actualisation des recommandations des Nations Unies concernant le recensement international de la population et de l'habitation sont en cours ainsi que la révision des lignes directrices pour la définition et la collecte de données statistiques sur les migrations internationales.

236. La deuxième édition de *Femmes dans le monde : des chiffres et des idées*, établie l'année dernière pour la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, reste la plus vendue des études de l'Organisation qui traitent de questions économiques et sociales. Dans le cadre du suivi de cette Conférence et du Sommet mondial pour le développement social, le Département met actuellement la dernière main à l'*Étude quadriennale sur la situation sociale dans le monde* qui doit être soumise à la Commission du développement social à sa session de 1997. On y examine en particulier comment utiliser les organismes économiques et sociaux et les divers moyens d'intervention pour maintenir la sécurité sociale, créer des emplois et lutter contre la pauvreté et la marginalisation. Le Département a renforcé ses capacités en ce qui concerne la mise à jour des informations sur la situation sociale et l'utilisation de nouvelles bases de données en matière de développement social.

237. L'*Étude sur la situation économique et sociale dans le monde, 1996* analyse les politiques d'investissement dans les pays développés, dans les pays en développement et dans les pays à économie en transition, et elle examine en particulier le cas des pays qui se trouvent dans la phase de consolidation de la paix après un conflit. Dans le cadre du suivi d'Habitat II, l'*Étude* fournit des informations très complètes sur les établissements humains, y compris des estimations et des prévisions concernant l'urbanisation mondiale. Elle traite également de l'élaboration des politiques visant à accroître les ressources pour la production d'électricité et les réserves en eau salubre.

238. L'*Étude* contient aussi des prévisions sur l'activité économique et le commerce mondiaux qui reposent comme la note du Secrétaire général intitulée «L'économie mondiale au début de 1996» (E/1996/INF/1), sur les perspectives économiques établies dans le cadre du projet LINK, réseau international de recherche économique représentant des instituts gouvernementaux et non gouvernementaux de plus de 70 pays. En tant qu'organe de liaison, le Département a mené à bien des études de projection et de perspective sur le développement et collaboré avec des experts des commissions régionales et d'autres organisations multilatérales de développement qui fournissent des données sur les pays qui ne sont pas directement représentés. Au cours de l'année écoulée, le Département a organisé deux réunions de ce réseau, l'une à Pretoria (Afrique du Sud) et l'autre à New York, afin de collaborer à la préparation de prévisions à court terme pour l'Assemblée générale et le Conseil économique et social.

239. Le Département a continué d'étudier la mise en oeuvre des lignes directrices internationales révisées sur le nouveau système de comptabilité nationale (SCN). Il a

publié le troisième numéro de *SNA News and Notes*, bulletin d'information du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale. À cet égard, on a défini des repères qui permettront de suivre et de mesurer les progrès accomplis par les pays. Le Département a coordonné l'examen de problèmes critiques en matière de statistiques économiques, notamment la qualité, l'actualité et la pertinence des données. Son rôle essentiel a été de promouvoir une coopération directe et des consultations entre les pays, surtout avec les organismes statistiques nationaux qui sont les mieux placés pour donner des avis techniques ou pratiques.

240. Le Département a poursuivi son analyse des aspects micro-économiques de l'économie mondiale et des problèmes du développement économique en relation avec les forces du marché. À propos du rôle des entreprises dans le développement, il a étudié les principaux facteurs de l'investissement commercial dans les pays développés et en développement, dans les pays à économie en transition et dans ceux qui sortent d'un conflit, et analysé la privatisation des réseaux nationaux d'approvisionnement en eau dans les pays développés et les pays en développement. Ont été étudiées également l'évolution des marchés du travail et de l'éventail des salaires dans le monde, l'implantation de l'activité économique, l'activité des entreprises dans les pays à économie en transition et la libéralisation des marchés dans l'optique du développement économique.

241. Répondant à la demande de l'Assemblée générale, le Département a entrepris, en consultation avec le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, plusieurs études générales sur la mondialisation de la finance et ses incidences sur le processus du développement, le problème de la dette extérieure des pays en développement, le transfert net des ressources financières entre les pays, les mesures économiques coercitives et l'assistance économique aux pays touchés par des sanctions imposées par le Conseil de sécurité. Des rapports sur ces questions ont été présentés à l'Assemblée au cours de sa cinquantième session.

242. Dans le domaine de la population, le Département a fourni comme il en est chargé, des services de secrétariat à la Commission de la population et du développement ainsi que des analyses actualisées des tendances et des politiques démographiques; il a en outre diffusé des informations et coordonné les activités. Avec la revitalisation et l'élargissement de la Commission qui est passée de 27 à 47 membres, conformément à la décision 1995/320 du Conseil économique et social, les services requis pour les réunions annuelles ont plus que doublé. Cet élargissement ne s'est accompagné

d'aucune augmentation des ressources disponibles pour les services de secrétariat. Certes, l'amélioration de la productivité obtenue grâce aux mesures de rationalisation a permis de répondre aux besoins de la vingt-neuvième session de la Commission, mais il a fallu réaffecter des ressources qui étaient destinées à d'autres activités, et repousser l'examen de questions hautement prioritaires du programme de travail sur la population.

243. À sa vingt-neuvième session, tenue du 26 février au 1er mars, la Commission a étudié le thème retenu pour 1996, les droits liés à la procréation et la santé génésique, notamment l'information, l'éducation et la communication en matière de population, et a examiné le rapport *World Population Monitoring, 1996*, établi par le Département. Ce rapport était le premier d'une nouvelle série de rapports annuels qui porteront sur des thèmes du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. La Commission a confirmé que sa trentième session (1997) serait consacrée aux migrations internationales et en particulier sur le sexe, l'âge et les liens entre migrations et développement.

244. Le Département a poursuivi la révision 1996 des *World Population Prospects*, les estimations et projections officielles des Nations Unies en matière de population pour tous les pays du monde. Étant donné l'extension de l'épidémie de sida, des données sur l'impact démographique de la maladie ont été incorporées dans les projections pour 28 pays.

245. Des études ont aussi été réalisées sur l'éducation des femmes et le comportement procréateur, l'utilisation de contraceptifs, la condition de la femme et la survie de l'enfant, les migrations internationales, l'urbanisation, l'avortement, les politiques en matière de population, les relations entre la population et l'environnement et l'impact démographique de la pauvreté. Ces études ont permis de suivre la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Par le biais du Service de coordination du Réseau d'information en matière de population (POPIN), le Département a utilisé Internet pour élargir, rapidement, de façon peu coûteuse, la diffusion d'informations dans le domaine de la population. Ainsi, tous les documents de la Commission de la population et du développement et les principales estimations et projections officielles des Nations Unies en matière de population sont désormais actualisées en permanence sur Internet.

246. Le Département a établi un service d'assistance qui centralise les informations sur les classifications internationales et aide les utilisateurs de la classification internatio-

nale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique. Ce service est accessible par courrier électronique sur Internet et par courrier postal, télécopie, téléphone, etc. Le Groupe d'experts des classifications internationales, à sa deuxième réunion (juin 1996), a établi un plan d'action stratégique pour ses futurs travaux sur les aspects économiques et sociaux des classifications internationales.

247. La coordination du Programme de comparaison internationale a été poursuivie afin d'obtenir des données comparables sur les parités de pouvoir d'achat et le produit réel. Des ateliers de formation ont été organisés dans plusieurs régions avec la Banque mondiale pour limiter la quantité d'informations afin d'améliorer la couverture nationale des données. Le Programme publie régulièrement des circulaires d'information pour promouvoir l'échange d'information entre producteurs et utilisateurs des résultats.

248. Le Département a poursuivi la refonte progressive de ses bases de données statistiques par le biais de son projet UNESIS (Système de gestion de l'information économique et sociale des Nations Unies) et continué d'appliquer les nouvelles techniques de publication assistée par ordinateur et d'établissement de réseaux pour l'accès aux bases de données et la diffusion d'informations. De nouveaux CD-ROMS ont été publiés pour l'*Annuaire statistique*, la *Base de données sur les indicateurs et statistiques concernant les femmes* (Wistat) et le *Système de comptabilité nationale, 1993*, importante publication sur les méthodes comptables. La page d'accueil de l'Organisation des Nations Unies sur Internet propose des extraits du *Bulletin mensuel des statistiques* et le Département collabore activement avec le Département de l'information et le Comité des publications à l'élaboration de normes et de principes directeurs pour la publication assistée par ordinateur et la diffusion sur les réseaux.

249. Le Département a continué de renforcer la base de données sur le commerce des produits de base (Comtrade) pour stocker et extraire l'information conformément au Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises et à la Classification type pour le commerce international, Révision 3. On vérifie désormais la concordance entre les données globales sur les importations et exportations et les informations fournies par le Fonds monétaire international afin de faciliter la notification par les États Membres. Le Département a établi un projet de concepts et définitions révisés pour les statistiques relatives au commerce international des marchandises et organisé une réunion d'experts pour actualiser les méthodes utilisées par l'ONU, compte tenu de l'évolution du commerce international, et pour aider les gouvernements, par des directives et des conseils, à exécuter leurs projets de développement.

Département des services d'appui et de gestion pour le développement

250. Le Département des services d'appui et de gestion pour le développement, dirigé par M. Jin Yongjian, s'est essentiellement consacré à fournir aux gouvernements des orientations et conseils techniques et opérationnels «en amont» pour les soutenir dans leurs efforts de développement au niveau national.

251. Le Département a continué d'accorder une attention, toujours plus grande, à l'identification, à la formulation et au suivi effectif de programmes de coopération technique, en mettant l'accent sur l'évolution des besoins particuliers des pays bénéficiaires dans les domaines suivants : administration publique et gestion du développement (conduite des affaires publiques et administration publique, finances publiques et gestion d'entreprise, planification du développement et politiques en la matière); et gestion de l'environnement et développement social (aide à la planification et à la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et de l'énergie et gestion du développement social). Compte tenu de sa polyvalence et des grands moyens techniques dont il dispose, le Département a largement contribué à la formulation de programmes de coopération technique intersectoriels portant sur des thèmes de développement prioritaires étroitement liés.

252. Le Département est, de plus en plus souvent, invité à répondre aux besoins spécifiques des pays en crise en aidant ces derniers à reconstruire les services publics qui leur permettraient de fournir des services de base durables à leurs populations ou de rétablir ces services et d'enrayer ainsi tous risques de conflit. Le Département a prêté son concours dans les domaines suivants : reconstruction des institutions de l'État; mise en oeuvre de programmes de protection sociale, de projets pilotes de reconstruction de caractère multisectoriel et de programmes de redressement économique; élaboration de plans pour faire face à la démobilisation; fourniture d'une assistance aux groupes vulnérables, en particulier les femmes; satisfaction des besoins en eau, en énergie et en infrastructure matérielle; promotion de la participation populaire aux activités de relèvement; et activités autonomes de reconstruction. Le colloque sur les stratégies de reconstruction au lendemain des conflits, organisé par le Département en juin 1995, a été l'occasion d'un échange d'idées sur ces questions. Le Département a également renforcé ses liens avec le PNUD, le Département des affaires humanitaires, le Département des opérations de maintien de la paix et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

253. La reprise de la cinquantième session de l'Assemblée générale sur l'administration publique et le développe-

ment, dont le Département a assuré l'organisation et les services fonctionnels, et au cours de laquelle plusieurs questions intersectorielles ont été examinées, a été l'un des événements marquants du début de l'année 1996. Cette session a été précédée de six réunions régionales consacrées au rôle de l'administration publique dans le développement social (Stockholm), dans les économies en transition (Berlin), au lendemain des conflits (Rome), dans le développement économique (Manille), dans la protection de l'environnement (Rio de Janeiro), et dans l'amélioration du rendement (Windhoek). Au cours de cette rencontre historique, à laquelle ont pris part des délégations de 72 pays, l'Assemblée générale a adopté une résolution (50/225) traduisant le consensus autour de la nécessité, pour les États, de renforcer leur administration publique et leurs capacités de gestion financière, et réitérant fortement la nécessité de renforcer l'assistance que l'Organisation des Nations Unies fournit aux gouvernements dans ce domaine.

254. Les activités du Département dans le domaine de la gestion et de l'administration publiques ont deux principaux objectifs : faire connaître et faire apprécier, dans le monde entier, le rôle indispensable joué par l'administration publique dans le processus de développement; et renforcer l'administration publique et les mécanismes de gestion des affaires publiques dans les pays en développement et les pays en transition. Le Rwanda et le Viet Nam sont deux pays où le Département a mené de telles activités. Au Rwanda, l'accent a été mis sur la gestion économique et le système judiciaire; au Viet Nam, le Département a concentré son attention sur les règlements financiers et les ressources humaines, juridiques et institutionnelles du service public.

255. Le Département continue d'apporter, sur demande, une aide technique pour l'administration et l'observation des processus électoraux. Il a chargé des observateurs de surveiller les élections présidentielles et législatives en Côte d'Ivoire et en République-Unie de Tanzanie, a aidé le Brésil à se procurer l'équipement nécessaire en vue des futures élections, et a participé à l'organisation réussie des élections au Sierra Leone. Il a aidé le Gouvernement gambien à organiser les élections de 1996 et à acquérir le matériel nécessaire au déroulement du scrutin, et il aide actuellement le Gouvernement guyanien à établir un budget et à coordonner l'assistance fournie sous forme de dons en vue des élections nationales de 1997. En octobre 1995, un projet, élaboré en coopération avec le Bureau régional du PNUD pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants en vue de promouvoir et de renforcer la démocratie, la bonne conduite des affaires publiques et la participation populaire en Europe centrale et dans la Communauté d'États indépendants, est devenu opérationnel.

256. En ce qui concerne la gestion des entreprises et des finances publiques, les principales questions auxquelles le Département s'intéresse concernent, notamment, l'intensification de la mobilisation des ressources aux fins du développement, l'amélioration de la gestion financière, et la création de conditions favorables aux investissements privés et, par suite, au développement rapide du secteur privé. Des projets de grande envergure ont été lancés dans les domaines suivants : formation à l'administration fiscale, à la gestion financière et à la comptabilité publique et à la vérification comptable à l'Union économique et monétaire de l'Ouest africain; gestion de l'aide et justification de l'emploi de cette aide au Nigéria; gestion de l'aide, gestion des dépenses publiques et mobilisation des ressources dans les territoires occupés; administration des recettes, gestion des dépenses et formation en Haïti; reconversion des entreprises militaires en Chine; gestion des transformations économiques et techniques dans le secteur privé en Éthiopie; et administration des recettes en Jordanie.

257. L'assistance technique et les services consultatifs du Département en matière de politiques macro-économiques et de développement des économies en transition sont de plus en plus demandés. Le Ministère de l'économie de la Fédération de Russie, où le Département a effectué deux missions pour doter le Ministère d'un système d'information et de prévisions macro-économiques, a demandé au Département d'élaborer un projet d'une valeur de 5 millions de dollars à soumettre à l'Union européenne pour financement. Le Département a également organisé, à l'intention des pays en transition, plusieurs ateliers sur la coopération technique, et plus particulièrement le développement dans le nord-est de l'Asie et le long du «nouveau pont continental entre l'Europe et l'Asie».

258. Les activités du Département dans les domaines de la gestion de l'environnement et du développement social ont porté essentiellement sur des projets opérationnels et des services consultatifs concernant les secteurs suivants : ressources minérales et ressources en eau, cartographie, infrastructure matérielle, énergie, et développement social et rural. Une importance particulière a été accordée à l'intégration du développement, y compris ses aspects sociaux, les politiques de gestion durable de l'environnement, ainsi que l'intégration verticale des entreprises locales et communautaires dans les politiques nationales et régionales.

259. Dans le cadre de la mise en oeuvre d'Action 21, le Département s'est vu confier un rôle de premier plan dans l'élaboration de stratégies de développement intégré des ressources en eau. En coopération avec le PNUD, il a fourni une assistance à un certain nombre de pays, dont

Bahreïn, la Bolivie, le Burkina Faso, la Chine, l'Inde, la Jordanie, le Maroc, le Népal, le Pérou, le Sénégal et le Yémen, dans divers domaines (évaluation sectorielle, études diagnostiques, programmes relatifs aux bassins hydrographiques). Le Département a procédé à une évaluation des ressources en eau disponibles en utilisant des techniques modernes et des logiciels de pointe. À la mi-1995, il a publié son *Groundwater Software for Windows* (logiciel sur les eaux souterraines pour Windows); des exemplaires en ont été vendus ou distribués gratuitement à des pays en développement.

260. Le Département s'est également intéressé à la protection des ressources en eau contre la contamination et l'exploitation excessive, en particulier dans les pays en transition économique.

261. Exemple de coopération technique intégrée, le Département exécute au Yémen un projet de gestion des ressources en eau de quatre ans, d'un coût de 4 millions de dollars, cofinancé par le Gouvernement néerlandais, avec le concours attendu de la Banque mondiale. Ce projet vise à remédier à la pénurie aiguë d'eau que connaît le pays en raison d'une demande excessive, de la surexploitation des eaux souterraines et de la détérioration de la qualité de l'eau, le but étant de développer les capacités nationales dans ce secteur en aidant le Gouvernement yéménite à créer une autorité nationale responsable de la planification et de la gestion des ressources en eau.

262. Le colloque sur les sociétés, les collectivités et le développement social durable dans le secteur minier (New York, mai 1996) a été l'occasion d'établir un dialogue entre le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les milieux universitaires et la communauté internationale, sur les liens qui existent entre les ressources minérales et le développement social.

263. Au Guyana, le Département, en collaboration avec l'Agence pour la protection de l'environnement des États-Unis (United States Environmental Protection Agency), a procédé à un audit écologique après que la rupture du barrage du bassin de réception des résidus d'une grande mine d'or eut entraîné un déversement de cyanure. Au Cameroun, dans le cadre du plan national pour la gestion de l'environnement, une assistance technique a été fournie sous la forme d'un diagnostic de l'impact des opérations minières sur l'environnement. Au Burkina Faso, un forum international sur l'industrie minière (PROMIN '95), financé par le PNUD, a été organisé conjointement par le Gouvernement burkinabè et le Département. Au Viet Nam, une assistance a été fournie à l'occasion de l'institution d'une nouvelle législation sur les mines et d'un cadre administratif pour son application effective. En ce qui concerne l'industrie extractive à petite échelle, l'Éthiopie, le Mozambique

et la République centrafricaine ont bénéficié d'une assistance technique.

264. En Éthiopie, un levé électromagnétique, magnétique et radiométrique hélicoptère a récemment été effectué dans le cadre d'un projet lancé par le Département. L'ensemble de données finales, obtenues au moyen de techniques de pointe, comprend des données géophysiques précises à haute résolution, adaptées expressément aux besoins du secteur de la prospection minière. L'ensemble de données numériques, qui comprend des données géologiques complètes, est un outil précieux de recherche de nouveaux gisements de minéraux, qui servira de modèle pour des levés similaires dans d'autres zones de protection du pays ou de la région. En Éthiopie, un projet d'assistance technique a été mis sur pied pour mettre en valeur les ressources minières du pays, promouvoir les investissements dans ce secteur, et former les spécialistes nationaux à l'industrie extractive à petite échelle. Grâce à ces efforts, la communauté internationale dispose maintenant de renseignements sur les ressources minières de l'Éthiopie, si bien que plusieurs investisseurs nationaux et étrangers ont sollicité des permis d'exploitation minière.

265. En coopération avec le Service chargé des levés et de la cartographie en Malaisie, le Département a organisé (à Kuala Lumpur, en juillet 1995) une réunion internationale sur la mise en place du Comité régional permanent chargé de l'infrastructure des systèmes d'information géographique (SIG) pour l'Asie et le Pacifique. La mise en place d'une telle infrastructure devrait permettre : d'établir des bases de données fondamentales normalisées d'appoint à des produits d'information très utiles, afin d'éviter tout double emploi inutile de coûts et d'efforts dans l'établissement et la tenue à jour des données; de faciliter l'accès aux données et leur utilisation; et de permettre à tous les utilisateurs d'intégrer d'autres données d'application spécifique.

266. En décembre 1995, au Caire, le Département a également organisé, en collaboration avec l'Organisation des capitales et villes islamiques et sous les auspices du Gouvernement égyptien, le Séminaire international sur les systèmes d'information géographique, la viabilité à long terme des villes et l'environnement. Le Séminaire, qui s'inscrivait dans le cadre des préparatifs d'Habitat II, a été l'occasion de réfléchir sur les systèmes d'information géographique comme moyen efficace de gérer les zones urbaines, la promotion de ces systèmes et des normes d'utilisation collective des données, et les moyens de faire mieux connaître les systèmes d'information géographique et de coordonner les activités des gouvernements et des organismes pouvant tirer parti de l'utilisation de cette technique.

267. En collaboration avec le Gouvernement indonésien et la Fédération internationale des géomètres, le Département a organisé une réunion internationale des spécialistes des cadastres, qui s'est tenue en mars 1996 à Bogor (Indonésie). Selon la Déclaration de Bogor, un régime cadastral viable doit permettre de procéder aux trois principales opérations (détermination des titres de propriété, cession et mutation (subdivision ou remembrement) de terres) d'une manière efficace et sûre, et à un coût et dans des délais raisonnables, à titre d'appoint à un marché foncier dynamique.

268. En octobre 1995, la Conférence internationale sur la mise en valeur et l'utilisation du méthane provenant de gisements houillers a été organisée à Beijing pour diffuser les résultats de deux projets novateurs exécutés en Chine. Les participants à la Conférence ont fait le point des projets chinois d'enlèvement du méthane des bassins houillers et ont examiné les incidences de l'importation de technologies de pointe, de la multiplication des investissements offshore et de la promotion de l'utilisation du méthane provenant de gisements houillers dans d'autres pays en développement.

269. Le Département a concouru à l'établissement de plusieurs rapports nationaux sur le développement humain dans des pays d'Europe centrale et orientale. En tant que membre de l'Équipe spéciale du CAC sur le développement rural, il a également établi un rapport sur le micro-investissement et le crédit rural, qui a été présenté à la réunion de l'Équipe spéciale qui s'est tenue le 14 mai 1996 à Genève.

270. Le Département a participé à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, en particulier aux débats consacrés aux besoins essentiels (eau, services sanitaires, etc.). Un numéro spécial de *Natural Resources Forum*, revue trimestrielle publiée par les fonctionnaires du Département, est consacré au thème «Femmes et gestion des ressources naturelles». Le Département a aidé certains pays en transition économique à se doter de services de l'intégration des femmes dans le développement.

271. Le Département a largement contribué à la Conférence internationale sur la gestion des ressources en eau en faveur des grandes villes, qui s'est tenue en mars 1996 à Beijing, dans le cadre des préparatifs d'Habitat II. Il coparraine, avec le PNUD, le dialogue engagé à Habitat sur les ressources en eau et participe activement au dialogue sur les ressources énergétiques.

272. En 1995, plus de 1 400 projets de coopération technique lancés par le Département dans une douzaine de secteurs techniques étaient en cours d'exécution. Les dépenses engagées au titre de ces projets s'élevaient à 80,1 millions de dollars provenant de sources diverses (PNUD : 34,6; fonds d'affectation spéciale : 36,2; Fonds des Nations

Unies pour la population : 4,8; programme ordinaire de coopération technique de l'ONU : 4,5).

273. D'un point de vue géographique, le Département a, dans le cadre de son programme, consacré 31,3 millions de dollars à l'Afrique; 12,2 millions de dollars à l'Asie et au Pacifique; 19,1 millions de dollars à des programmes mondiaux et interrégionaux; 11,1 millions de dollars aux États arabes; 4,1 millions de dollars aux Amériques; et 2,3 millions de dollars à l'Europe. L'Afrique a bénéficié du plus grand nombre de projets, soit 39,1 % du nombre total.

2. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

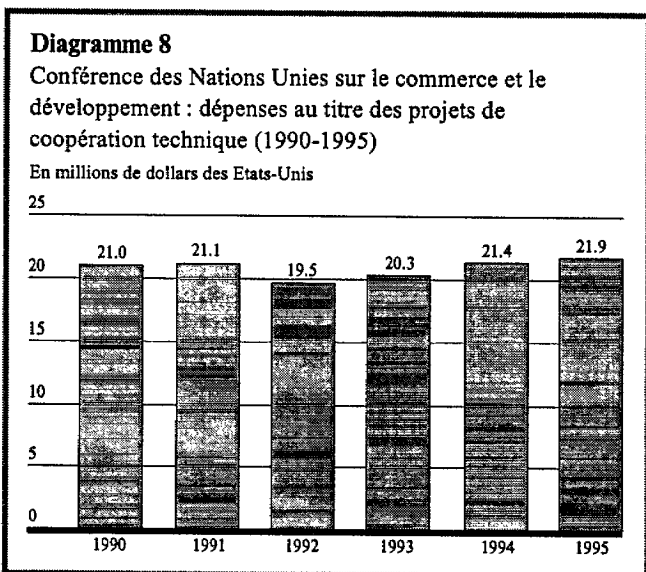
274. Au cours de l'année écoulée, les travaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, menés sous la direction de son Secrétaire général M. Rubens Ricupero, ont été dominés par la quarante-deuxième session du Conseil du commerce et du développement et de ses organes subsidiaires, par la finalisation des préparatifs de la neuvième session de la Conférence et par la Conférence elle-même, qui s'est tenue à Midrand (Afrique du Sud) du 27 avril au 11 mai 1996.

275. Lors de la première partie de sa quarante-deuxième session, le Conseil du commerce et du développement a notamment examiné les différentes perspectives offertes par la libéralisation de l'économie mondiale et les diverses conséquences des réformes macro-économiques, en particulier celles qu'entreprennent les pays en développement. Le Conseil s'est déclaré satisfait du *Rapport sur le commerce et le développement, 1995* — qui a servi de toile de fond aux discussions — car il témoignait d'une grande qualité analytique et de la volonté d'aborder les questions délicates sous un angle nouveau. La stagnation économique des pays les moins avancés (PMA) et les difficultés persistantes de l'Afrique ont particulièrement retenu l'attention.

276. Le Conseil a tenu une session extraordinaire en décembre 1995, afin de faire le bilan du fonctionnement de la CNUCED depuis la huitième session de la Conférence. Les participants ont confirmé la validité générale de l'orientation adoptée au cours des quatre années écoulées mais ont estimé qu'il existait des possibilités de remodeler le mécanisme intergouvernemental de la CNUCED afin de mieux l'adapter aux nécessités d'une économie mondiale en mutation rapide. Une série de recommandations expresses sur la structure intergouvernementale de la CNUCED ont été adoptées et soumises à la Conférence. Ces recommandations portaient sur le nombre, la durée et les thèmes des

réunions du Conseil et sur le nombre d'organes subsidiaires.

277. En avril 1996, le Secrétaire général de la CNUCED a annoncé une restructuration majeure du secrétariat de la CNUCED, qui ramènerait de neuf à quatre le nombre de divisions et réduirait le nombre de postes de haut niveau. Cette restructuration n'est pas directement liée à la crise financière mais devrait, en créant une synergie entre les domaines du programme de travail, contribuer à atténuer les difficultés découlant de la crise budgétaire. Le montant des dépenses de la CNUCED pour le financement de projets de coopération technique en 1995 correspond pratiquement à celui des années précédentes (voir le diagramme 8).



278. Les préparatifs intergouvernementaux de la neuvième session de la Conférence sont entrés dans leur phase finale avec une réunion du Conseil du commerce et du développement et de son comité plénier (26 février au 29 mars 1996). Le Comité s'est réuni pour préparer un texte préalablement négocié sur les quatre grands thèmes de l'ordre du jour de la neuvième session de la Conférence : politiques et stratégies de développement dans une économie mondiale de plus en plus interdépendante dans les années 90 et au-delà; promotion du commerce international en tant qu'instrument de développement dans le monde de l'après-Cycle d'Uruguay; promotion du développement et de la compétitivité des entreprises dans les pays en développement et les pays en transition; incidences institutionnelles sur les travaux futurs de la CNUCED. Pour ses travaux, le Conseil était saisi des conclusions d'une série de réunions ministérielles régionales et de séminaires thématiques organisés au titre des préparatifs de la neuvième session de

la Conférence, ainsi que d'un rapport (TD/366) préparé par le Secrétaire général de la CNUCED.

279. La neuvième session de la CNUCED avait pour thème la «Promotion de la croissance et du développement dans une économie internationale en voie de mondialisation et de libéralisation». La Conférence a fixé des priorités de développement et adopté un texte de 30 pages «Un partenariat pour la croissance et le développement» contenant une série de recommandations. Elle a également adopté la Déclaration de Midrand, qui fournit un cadre politique solide à la coopération internationale en matière de développement et à la CNUCED en tant que centre de coordination, au sein de l'Organisation des Nations Unies, pour l'examen intégré du développement et des questions connexes dans les domaines du commerce, des finances, de la technologie, des investissements et du développement durable. La Déclaration engage les pays développés, les pays en développement et les pays les moins avancés à renforcer leurs liens de partenariat et souligne l'intérêt que présente la participation de la société civile au partenariat pour le développement.

280. La Conférence, à sa neuvième session, a en outre décidé de procéder à d'importantes réformes institutionnelles du mécanisme intergouvernemental afin d'axer son action sur quelques questions prioritaires touchant le commerce et le développement. Le Conseil du commerce et du développement, organe exécutif de la CNUCED, doit veiller à ce que, globalement, les activités de la CNUCED soient cohérentes. Il se réunira une fois par an en session ordinaire pour examiner sous l'angle du commerce et du développement les questions concernant l'interdépendance et l'économie mondiale. Le Conseil a en outre fait le bilan des progrès de l'application du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés et du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, en accordant une attention particulière à l'étude des enseignements tirés des succès enregistrés en matière de développement.

281. Le Conseil du commerce et du développement a également été doté des organes subsidiaires suivants : Commission du commerce des biens et services, et des produits de base; Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes; Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement. Ces commissions réaliseront des travaux directifs intégrés dans leurs domaines de compétence respectifs et se réunissent une fois par an, à moins que le Conseil n'en décide autrement. Chaque commission organisera de brèves réunions d'experts, au maximum 10 fois par an.

282. La Réunion intergouvernementale de haut niveau pour l'examen global à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés a eu lieu à New York du 26 septembre au 6 octobre 1995. La réunion a permis de définir les modalités pratiques de la mise en oeuvre accélérée du Programme adopté à Paris en 1990. Dans une déclaration, les participants ont adopté une Déclaration dans laquelle ils ont réaffirmé leur volonté résolue d'accélérer la croissance économique et le développement social dans les pays les moins avancés. Le rapport annuel sur les pays les moins avancés a été publié en mars 1996 et contient une analyse économique détaillée et des statistiques sur les 40 pays les moins développés.

283. En septembre 1995, plus de 80 représentants de centres commerciaux venus du monde entier ont participé à la première réunion internationale des membres du Réseau mondial des centres commerciaux. Officiellement lancé en 1994 à l'occasion du Colloque international des Nations Unies sur l'efficacité des échanges, le Réseau est rapidement devenu l'un des principaux instruments des échanges commerciaux informatisés. À la fin de l'année 1995, 47 centres commerciaux étaient opérationnels dans 27 pays.

284. La troisième Conférence des Nations Unies chargée de revoir tous les aspects de l'ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives s'est tenue en novembre 1995 sous les auspices de la CNUCED. Cet ensemble de principes et règles, adopté en 1980, est l'unique instrument international utilisable à l'échelle universelle en matière de politique de concurrence. La Conférence a affirmé le rôle fondamental du droit et de la politique de la concurrence au regard d'un développement économique satisfaisant et la plupart des États membres étaient d'avis que les échanges et la concurrence devaient demeurer un domaine d'activité prioritaire de la CNUCED.

285. En décembre 1995, la CNUCED a publié le *World Investment Report, 1995*, qui a trait aux sociétés transnationales et à la compétitivité. Ce rapport est la principale source d'information sur les tendances des investissements étrangers directs et les activités des sociétés transnationales.

286. En ce qui concerne la privatisation et le développement des entreprises, la CNUCED a organisé en Ouzbékistan, en coopération avec le Gouvernement de l'Ouzbékistan, le PNUD et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, une conférence commerciale internationale sur la privatisation (octobre 1995), qui a eu des résultats très positifs; quelque 15 accords et ententes commerciaux ont été signés. Cette conférence a ouvert une nouvelle voie aux activités de la CNUCED en réunissant pour la première fois des représentants de gouvernement,

des dirigeants d'entreprises internationales et des organisations actives dans le domaine des échanges internationaux.

287. La Commission permanente du développement des secteurs de services, à sa troisième session en septembre 1995, a examiné les moyens d'améliorer l'accès aux réseaux d'informations et aux filières de distribution, ainsi que leur utilisation. Elle a également évalué les incidences d'une libéralisation progressive des importations de services sur le développement de secteurs de services compétitifs. La commission a convenu que la CNUCED devrait adopter une démarche pragmatique viable afin d'élargir l'accès des pays en développement aux réseaux d'information et de distribution et de leur permettre de les utiliser davantage. Elle s'est en outre réunie en novembre 1995 pour étudier les moyens de renforcer le secteur de l'assurance dans les pays en développement afin de leur permettre de tirer parti du processus de libéralisation.

288. La première session du Groupe de travail spécial sur les perspectives commerciales dans le nouveau contexte du commerce international s'est tenue en octobre 1995. Le Groupe a analysé les perspectives découlant de la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay et les moyens de donner effet aux dispositions spéciales en faveur des pays les moins avancés figurant dans l'Acte final du Cycle d'Uruguay. À sa deuxième session (février 1996), le Groupe de travail a adopté une série de recommandations appelant à mettre en oeuvre les dispositions du Cycle d'Uruguay et reconnaissant la nécessité d'aider les économies fragiles afin de leur permettre de profiter des avantages des Accords.

289. Le Comité spécial des préférences a tenu sa vingt-deuxième session en octobre 1995 avec pour objectif la revitalisation du Système général de préférences (SGP). Le Comité a méthodiquement examiné le système à la lumière des résultats des négociations d'Uruguay et de l'érosion des marges préférentielles accordées aux pays en développement qui en découlait. Plusieurs propositions ont été adoptées en vue de revitaliser et d'élargir le système.

290. La Commission permanente des produits de base, à sa quatrième session en novembre 1995, a examiné les questions liées à la diversification et à l'environnement. Elle a reconnu que la CNUCED était l'instance appropriée pour débattre de l'incidence des coûts et avantages environnementaux sur les prix des produits et d'autres modalités d'internationalisation, y compris de nouvelles approches de la coopération internationale dans ce domaine. Les États membres estimaient que les activités futures de la CNUCED en ce qui concernait les produits de base ne devraient se poursuivre qu'avec la participation active d'entreprises et d'experts compétents en la matière. La Conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel s'est réunie le 28 mars 1996 et a décidé de repousser au

31 juillet 1996 la date limite de signature de l'Accord international sur le caoutchouc naturel.

291. Le Groupe de travail spécial sur le commerce, l'environnement et le développement, à sa troisième et dernière session en novembre 1995, a consacré l'essentiel de ses débats à la nécessité de veiller à la transparence et à la cohérence lors de l'élaboration de politiques environnementales et commerciales complémentaires.

292. Le Groupe de travail spécial chargé d'étudier la question de l'ajustement structurel pour la transition en vue du désarmement s'est réuni en novembre 1995 et a recommandé que le Conseil du commerce et du développement, dans le cadre de la préparation de la neuvième session de la Conférence, étudie s'il conviendrait d'envisager l'établissement d'un programme de travail sur l'ajustement structurel pour la transition vers le désarmement.

3. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

293. Le PNUE, que dirige Mme Elizabeth Dowdeswell, a entrepris des réformes administratives et structurelles afin d'améliorer l'exécution des programmes et d'être à même de s'acquitter efficacement des tâches importantes que lui a confiées la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement.

294. Le Programme participe à l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique et fait partie de son Comité directeur. En qualité de président du groupe de travail chargé de la question de l'eau, il s'emploie à faire prévaloir une approche équitable de la gestion des ressources en eau dans les collectivités africaines; ainsi, il a proposé qu'à l'avenir, tous les plans, politiques et programmes relatifs à l'eau soient évalués sous l'angle de la rentabilité économique, de la durabilité du point de vue de l'environnement et de l'équité. Au Burundi et au Rwanda, il a mis ses ressources en commun avec celles du PNUD pour financer la remise en état de l'environnement endommagé par la guerre. À la demande du Gouvernement rwandais, les deux organismes ont tenu un atelier sous-régional sur le développement durable à Kigali, en septembre 1995. En décembre de la même année, le PNUE a organisé, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la sixième session de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement.

295. Dans la région de l'Asie et du Pacifique, le PNUE a coparrainé, avec le PNUD, la Banque asiatique de développement et le Gouvernement thaïlandais, la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement

en Asie et dans le Pacifique qui a réuni pour la première fois en Asie des ministres de l'environnement, des responsables de haut niveau et des directeurs de sociétés. Tenue à Bangkok en novembre 1995, la Conférence a adopté le Programme d'action régional 1996-2000 pour un développement écologiquement rationnel et durable. En consultation avec les gouvernements et les médias, le PNUE a par ailleurs élaboré, pour la période allant de 1995 à 2000, la première stratégie d'information et de communication pour l'Asie et le Pacifique dans le domaine de l'environnement. En vue d'appuyer les activités d'information menées par les pouvoirs publics et par les organisations non gouvernementales, il a produit un manuel intitulé «Strategies for Environmental Citizenship» (Stratégies pour un civisme de l'environnement).

296. Le PNUE a participé à Sofia, en octobre 1995, à la Conférence ministérielle sur l'environnement pour l'Europe qui l'a chargé de diriger, avec le Conseil de l'Europe, la mise en oeuvre de la stratégie paneuropéenne de protection de la diversité biologique et de la diversité des sites en organisant un forum et en formant une équipe spéciale à cet effet. Il a communiqué à la Conférence les conclusions d'une réunion consacrée aux incidences des activités militaires sur l'environnement en Europe. Il a en outre élaboré un cadre pour la gestion écologique intégrée de la mer Caspienne et examiné la mise en oeuvre d'Action 21 dans le domaine des ressources en eau.

297. Le PNUE a prêté son concours pour l'organisation de la neuvième réunion des Ministres de l'environnement de l'Amérique latine et des Caraïbes à La Havane en septembre 1995. Cette réunion a été suivie par une réunion intersessions du Comité des Ministres de l'environnement (Mexico, mai 1996) au cours de laquelle le PNUE a été prié de mettre en place un mécanisme de coordination pour tous les projets environnementaux exécutés au niveau régional par des organismes des Nations Unies. Le PNUE a par ailleurs augmenté la diffusion dans la région de son supplément de presse bimensuel «Tierramerica», qui devrait compter plus de 3 millions de lecteurs à la fin de 1996.

298. Au Moyen-Orient, le PNUE a participé au processus de paix par l'intermédiaire des groupes de travail multilatéraux sur les ressources en eau et l'environnement. Il a également participé à des réunions interinstitutions en faveur du développement socio-économique de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

299. En 1995-1996, huit nouveaux États ont ratifié la Convention sur le commerce international des espèces menacées de la faune et de la flore sauvages, portant à 132 le nombre des États contractants. Trois nouveaux États ont ratifié la Convention sur la conservation des espèces

migratrices appartenant à la faune sauvage, portant à 47 le nombre des États parties à cette convention.

300. Neuf nouveaux États ont ratifié la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, portant à 157 le nombre des Parties contractantes. Dix nouveaux États ont ratifié le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, portant à 156 le nombre des États parties à ce protocole. La dernière réunion des États parties au Protocole de Montréal, tenue à Vienne en décembre 1995, a approuvé des ajustements à ce protocole destinés à renforcer la lutte contre les émissions de substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Le Fonds pour l'environnement mondial aide les pays à économie en transition à appliquer les mesures antipollution prévues par le Protocole. À la fin de décembre 1995, un budget de 425 millions de dollars a été approuvé par le fonds multilatéral destiné à faciliter l'application du Protocole de Montréal pour l'exécution de 1 200 projets dans 93 pays. Grâce à cette assistance, certains pays en développement pourraient achever le retrait progressif des substances qui appauvrissent la couche d'ozone bien avant l'échéance mondiale fixée à 2010.

301. Vingt et un nouveaux États ont ratifié la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, ce qui porte à 101 le nombre des Parties contractantes. La troisième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Bâle (Genève, septembre 1995) a décidé d'amender la Convention pour tenir compte de ce que chacun des États parties de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et de l'Union européenne, ainsi que le Liechtenstein, ont interdit tous les mouvements transfrontières de déchets dangereux à des fins d'élimination définitive dans d'autres États. En outre, tous les mouvements transfrontières de déchets dangereux à des fins de récupération, de recyclage, de valorisation, de réutilisation directe ou d'emplois de remplacement dans d'autres États devront être progressivement réduites d'ici au 31 décembre 1997, et seront interdits à partir de cette date.

302. Cinquante-quatre nouveaux États ont ratifié la Convention sur la diversité biologique, portant à 152 le nombre des États contractants. La première réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques de la Convention, tenue à Paris en septembre 1995, a élaboré le programme de travail de la Convention pour 1995-1997, lequel a ensuite été approuvé par la Conférence des Parties à sa deuxième réunion (Jakarta, novembre 1995). Celle-ci a décidé que son secrétariat serait installé à Montréal et elle a invité le PNUE à prendre contact avec la Commission du développement durable en vue d'organiser une réunion de travail intergouvernementale ouverte à tous sur les relations entre

la Convention et les autres conventions internationales connexes. Un rapport d'évaluation de la biodiversité dans le monde et un résumé à l'intention des décideurs ont été présentés à la Conférence, offrant pour la première fois un bilan scientifique complet en matière de biodiversité.

303. Au cours d'une conférence intergouvernementale tenue à Washington en novembre 1995, 110 gouvernements ont adopté le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et décidé que le PNUE devrait en assurer le secrétariat. Dans ce nouveau rôle, le PNUE mettra en oeuvre un plan d'action détaillé en vue de faire face aux menaces que font peser les activités terrestres, notamment l'utilisation de polluants organiques persistants et le déversement des eaux usées municipales sur le milieu marin et les zones côtières et sur les bassins fluviaux concernés. En juillet 1996, le Conseil économique et social a recommandé qu'un projet de résolution approuvant le Programme d'action mondial soit présenté pour adoption à l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session.

304. En mai 1995, à sa dix-huitième session, le Conseil d'administration du PNUE a déclaré que les polluants organiques persistants représentaient un grave danger pour la santé et l'environnement et entrepris d'évaluer les informations disponibles pour les 12 plus importants d'entre eux dans le cadre du Programme interorganisations pour la gestion économiquement rationnelle des substances chimiques. Il a également assuré la coordination entre les évaluations en cours de ces polluants et le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres. L'évaluation a été achevée à Manille en juin 1996, lors d'une réunion du groupe de travail spécial sur les polluants organiques persistants établi par le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique. D'après les résultats de cette étude, le Forum réuni à Manille, a estimé qu'il y avait lieu de lancer une initiative mondiale pour diminuer ou supprimer les émissions de ces polluants et il a recommandé que cette initiative comporte un mécanisme juridiquement contraignant.

305. Le PNUE a joué un rôle moteur dans la mise en oeuvre de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens. Dans le cadre de son programme relatif aux mers régionales, il a facilité l'organisation d'ateliers régionaux et fourni une assistance technique aux régions; il a également apporté un appui technique et financier au huitième colloque de l'Initiative qui s'est tenu à Panama en juin 1996.

306. Le PNUE a continué d'appuyer quant au fond le Comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une convention internationale pour la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la

sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, et de contribuer à ses travaux. À sa septième session, tenue à Nairobi en août 1995, le Comité a examiné l'application de la résolution de l'Assemblée générale relative aux mesures à prendre d'urgence pour l'Afrique, et débattre de l'organisation et de l'emplacement du siège du secrétariat permanent de la Convention, et de la création d'un comité scientifique et technique.

307. Comme suite à la recommandation d'Action 21 selon laquelle le PNUE devrait s'attacher à coordonner les tâches prescrites par un nombre croissant d'instruments juridiques internationaux et axer son attention sur le fonctionnement des secrétariats des conventions relatives à l'environnement, on a organisé en juillet 1995 et en janvier 1996 des réunions qui ont permis de progresser considérablement sur les questions de fond et sur les questions administratives d'intérêt commun.

308. Le Conseil d'administration a également prié la Directrice exécutive de mettre les compétences du PNUE en matière de forêts à la disposition du Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts de la Commission du développement durable. Le PNUE est l'organisme chef de file pour l'élément de programme du Groupe qui concerne les besoins et exigences des pays à faible couvert forestier, sur lequel un rapport a été présenté au Groupe à sa deuxième session, tenue à Genève en mars 1996.

309. Dans le domaine de la sécurité biotechnologique, la Consultation mondiale d'experts, tenue au Caire en décembre 1995, a adopté les Directives techniques internationales relatives à la prévention des risques biotechnologiques, après que les diverses parties intéressées, y compris les représentants de l'industrie biotechnologique, soient parvenues à un consensus. En relation avec ces directives, le PNUE a élaboré un programme de renforcement des capacités qui sera présenté aux donateurs potentiels.

310. La onzième réunion plénière du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, tenue à Rome en décembre 1995, a approuvé le deuxième rapport d'évaluation de 1995. Rédigé par près de 2 000 experts scientifiques et techniques éminents de quelque 130 pays, ce rapport étudie les causes des changements climatiques mondiaux. Le PNUE a contribué aux travaux du Groupe d'experts en introduisant une composante climatique dans ses activités en faveur de la biodiversité, de la lutte contre la désertification, de la protection de l'environnement marin et de la promotion de modes durables de production et de consommation.

311. Conformément à la décision prise par le Conseil d'administration à sa dix-huitième session, le PNUE, en sa qualité de partenaire du Programme climatologique mondial, coordonne les activités internationales menées au titre

du thème 3 du Programme pour le climat («Études des incidences climatiques et des mesures à prendre pour réduire la vulnérabilité»). Dans le cadre général du Programme mondial concernant l'étude des incidences du climat et les stratégies d'adaptation qui est un volet du Programme climatologique mondial avec un financement du Fonds pour l'environnement mondial, le PNUE a réalisé des études par pays sur les sources et les puits de gaz à effet de serre, le coût de la réduction des émissions, les incidences climatiques et l'adaptation à l'évolution du climat.

312. En avril 1996, le PNUE a présenté à la quatrième session de la Commission du développement durable une étude des systèmes d'information relatifs aux techniques écologiquement rationnelles à titre de contribution aux débats sur le transfert de ces techniques. La Commission l'a invité à poursuivre ses travaux en vue de réunir les systèmes et les sources d'information au sein d'un réseau pour améliorer leur compatibilité et renforcer leur coopération. Elle l'a prié aussi d'envisager l'établissement d'un répertoire de ces systèmes qui serait actualisé régulièrement et mis à la disposition du public sur papier ou disquette et sur les réseaux internationaux comme Internet.

313. Une charte internationale du tourisme durable élaborée sur la base d'Action 21 a été adoptée par la Conférence mondiale sur le tourisme durable qui s'est tenue aux îles Canaries en avril 1995 et sera bientôt appliquée. Conçue en collaboration avec le PNUE par des associations de tourisme, des entreprises et des gouvernements, elle devrait se révéler très utile.

314. Comme le Conseil d'administration l'en a prié à sa dix-huitième session, le PNUE a organisé à Bruxelles en mars 1996, en coopération avec l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la première session de négociation en vue de l'élaboration d'une convention sur le principe de l'information et du consentement préalable pour l'échange de renseignements sur le commerce international des pesticides et de certaines substances chimiques dangereuses. Une réunion d'experts nommés par les gouvernements a été organisée à Copenhague en avril 1996 pour examiner les autres mesures à prendre pour la gestion rationnelle des substances chimiques dangereuses.

315. S'agissant de la responsabilité et de l'indemnisation en cas de dommages causés à l'environnement du fait d'opérations militaires, le PNUE a réuni à nouveau un groupe d'experts sur ce sujet à Genève, en septembre 1995 et à Londres, en mai 1996. Ces experts ont approuvé un ensemble de conclusions qui faciliteront les travaux de la Commission d'indemnisation des Nations Unies et l'élaboration d'un régime international de responsabilité et d'indemnisation des dommages causés à l'environnement.

316. Le PNUE met actuellement au point un nouveau rapport sur l'état de l'environnement — dans la série Perspectives mondiales en matière d'environnement — qui indiquera les priorités retenues par les organes régionaux chargés d'élaborer la politique environnementale, analysera les rapports de cause à effet, mettra en évidence les nouveaux problèmes et présentera, le cas échéant, d'autres solutions. Il sera établi sur la base d'une évaluation régionale à laquelle seront associés des décideurs, des institutions et des experts régionaux par l'intermédiaire d'un réseau mondial regroupant une vingtaine de centres collaborateurs.

317. Grâce à la collaboration du PNUE avec le secteur des assurances, 23 grandes compagnies d'assurances ont signé une déclaration d'engagement en faveur de l'environnement. Cette déclaration a pris effet en novembre 1995 et un premier atelier a été organisé à Londres en mai 1996 afin de définir ses modalités d'application. Cosigné et appuyé par le PNUE, cet accord témoigne de l'importance de l'engagement de ce secteur au service du développement durable.

318. Dans le cadre du suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, le PNUE a entrepris avec ses partenaires du système des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, d'élaborer des directives pour la prise en compte du rôle spécifique des femmes dans les projets de lutte contre la désertification et en ce qui concerne la biodiversité de mettre à profit les connaissances des femmes autochtones.

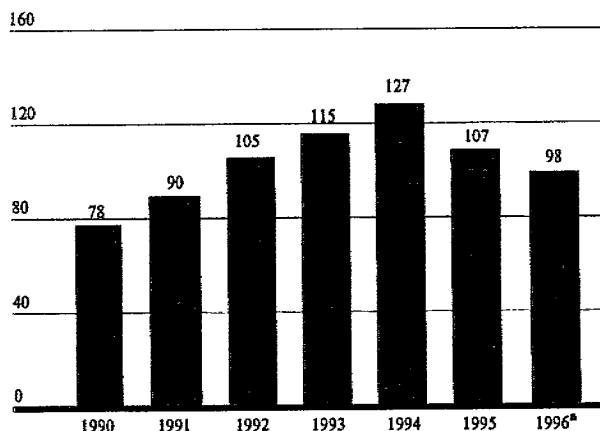
319. Le Forum mondial des jeunes, organisé par le PNUE à San Francisco (États-Unis d'Amérique) en août 1995, a connu un succès sans précédent puisqu'il a réuni 459 délégués venus de 60 pays. Plus de 800 enfants de 83 pays ont participé à la Conférence internationale des enfants qui s'est tenue à Eastbourne (Royaume-Uni), en octobre 1995 : c'était la première fois que des enfants du monde entier se réunissaient pour exprimer leurs préoccupations au sujet de l'environnement mondial.

320. À sa dix-huitième session, le Conseil d'administration du PNUE a approuvé un programme d'activité correspondant à un budget de 90 à 105 millions de dollars pour l'exercice biennal 1996-1997 (voir diagramme 9). Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue en 1992, le PNUE doit répondre à de nouvelles attentes qui n'ont pas eu pour contrepartie d'augmentation sensible de ses ressources financières. La nouvelle baisse attendue des contributions volontaires au Fonds pour l'environnement du PNUE et le caractère imprévisible des versements sont les principales contraintes qui pèsent sur l'avenir du Programme et sur sa capacité de servir efficacement la communauté internationale.

Diagramme 9

Programme des Nations Unies pour l'environnement : total des ressources (1990-1996)

En millions de dollars des États-Unis



*Estimations.

4. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

321. Continuant d'axer son action sur trois grands domaines prioritaires, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), que dirige M. Wally N'Dow, a fourni une assistance technique aux États Membres pour formuler et appliquer des politiques et programmes durables en matière d'établissements humains; renforcé les moyens dont disposent les secteurs public et privé et les groupes communautaires aux niveaux national et local pour améliorer les conditions de vie dans les établissements humains en milieu rural comme dans les zones urbaines, en fournissant des logements, une infrastructure et des services adéquats, en particulier aux pauvres et aux défavorisés; et sensibilisé la communauté internationale à l'importance de l'évolution des établissements humains dans la réalisation des objectifs de croissance économique durable, de protection de l'environnement, d'atténuation de la pauvreté, d'équité sociale et d'égalité entre hommes et femmes. Ces grands thèmes ont été repris par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat), qui s'est tenue à Istanbul, du 3 au 14 juin 1996.

322. Grâce à ce dynamisme, Habitat II a réussi à être la conférence du partenariat, des solutions et de l'engagement en faveur du développement durable des établissements humains dans un monde en voie d'urbanisation. Elle a réuni des délégations de 171 pays. Plus de 16 400 participants au

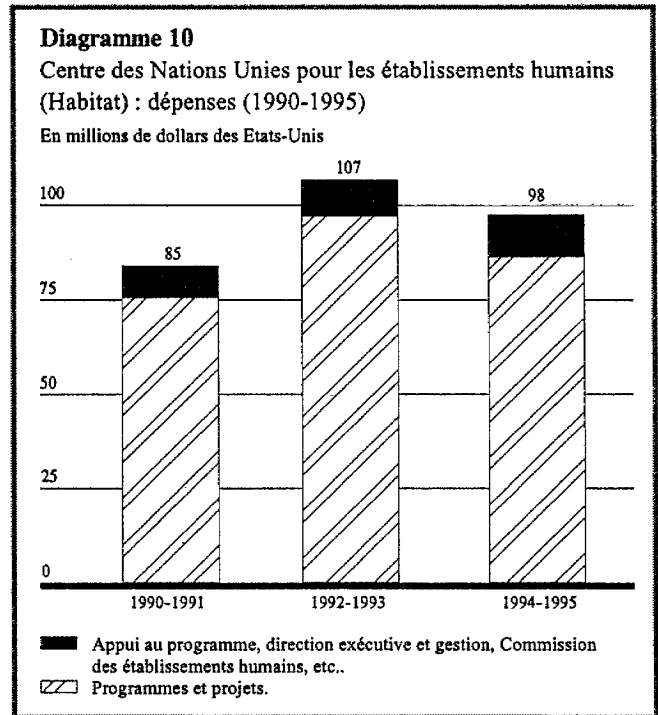
total, dont 8 000 représentant des organisations non gouvernementales, ont assisté soit à la Conférence proprement dite, soit au Forum des ONG, soit encore à des activités connexes, toutes manifestations abondamment couvertes par les médias à l'échelle mondiale. Presque tout le système des Nations Unies était représenté et la plupart des organisations participantes ont parrainé de nombreuses activités parallèles.

323. La Conférence présentait cette caractéristique exceptionnelle qu'elle était ouverte aux organismes et institutions de la société civile. Comme le Centre l'avait suggéré, les collectivités locales, les organisations non gouvernementales et le secteur privé étaient représentés au sein de la plupart des délégations nationales. Grâce à un processus d'audition des partenaires, les représentants des autorités municipales et locales, le secteur privé, des parlementaires, des syndicats, des organismes et fondations scientifiques, des organisations non gouvernementales et des associations locales ont pu faire entendre leur voix. La Conférence et l'Assemblée mondiale des villes tenue parallèlement, ont rassemblé plus de 500 maires de grandes agglomérations; un véritable partenariat a donc commencé de se forger entre les maires et les associations de collectivités locales d'une part, et le système des Nations Unies d'autre part, ce qui sera d'une importance décisive pour les activités de suivi.

324. L'approche intégrative adoptée pour les préparatifs et les débats a conduit la Conférence à approuver un plan d'action mondial, le Programme pour l'habitat, qui reflète les vues et les recommandations de toutes les parties concernées. Ce plan comprend des programmes détaillés axés sur le développement économique et social et la durabilité de l'environnement dans le monde urbanisé du XXI^e siècle.

325. Pendant la période considérée, le Centre a poursuivi son action dans d'autres secteurs. Ses activités de coopération technique, menées dans 83 pays, ont porté sur les domaines suivants : gestion des affaires publiques urbaines, planification écologique et gestion de l'environnement, reconstruction après les catastrophes, politique du logement et atténuation de la pauvreté en milieu urbain. Parmi les grands programmes interrégionaux en cours d'exécution, il faut citer le Programme de gestion des services urbains (en association avec le PNUD et la Banque mondiale), le Programme d'urbanisation durable (en association avec le PNUE) et le Programme d'élaboration d'indicateurs du logement et des zones urbaines. Pour l'exercice biennal 1994-1995, le montant total des dépenses du Centre s'est élevé à 97,9 millions de dollars (voir diagramme 10).

326. Comme les années précédentes, l'Afrique a occupé une place prépondérante dans les activités de coopération. Des accords de cofinancement passés avec plusieurs gouvernements ont permis au Centre de développer la



recherche appliquée interrégionale sur les points suivants : développement communautaire, infrastructure environnementale, rôle spécifique des hommes et des femmes, remise en état des établissements humains et mise en oeuvre d'Action 21 au niveau local. Il a également développé ses programmes destinés à renforcer les capacités des autorités locales, en particulier dans les pays à économie en transition ainsi qu'en Afrique et en Amérique latine.

327. En tant qu'organisme de référence du système des Nations Unies pour la recherche et l'information dans le domaine des établissements humains, le Centre a mené à bien un certain nombre d'initiatives importantes. Il a notamment publié le deuxième Rapport sur la situation des établissements humains dans le monde, qui traite des problèmes de fond liés à l'urbanisation, et achevé un recueil des statistiques des établissements humains détaillé, en collaboration avec la Division de statistique du Secrétariat de l'ONU.

328. Le Centre a assuré la coordination des activités marquant la célébration de la Journée mondiale de l'eau en 1996 et participé à l'organisation de la conférence internationale sur la terre et la sécurité de jouissance qui s'est tenue en Inde en janvier 1996, dans le but, notamment, de lancer un programme interinstitutions sur la terre et la gestion des sols.

329. À la suite d'une initiative novatrice de la Commission des établissements humains, Habitat a entrepris, en collaboration avec le Centre pour les droits de l'homme et

d'autres entités des Nations Unies, d'examiner la question du logement et de l'accès au logement sous l'angle des droits de l'homme, à la lumière des instruments existants comme la Déclaration universelle des droits de l'homme. Grâce à ces efforts, les gouvernements se sont engagés, au cours d'Habitat II, à assurer progressivement la pleine jouissance du droit à un logement adéquat.

330. Afin d'améliorer l'élaboration et la gestion des programmes nationaux après la Conférence d'Istanbul, le Centre a décidé d'ouvrir des bureaux en Asie et en Amérique latine avec l'appui des gouvernements hôtes. Cette initiative s'inscrit dans une série de réformes et de réorganisations internes destinées à accroître l'efficacité et le rapport coût-efficacité.

C. Activités de développement à l'échelle régionale

331. Les cinq commissions régionales jouent un rôle déterminant dans l'amélioration du niveau de développement économique et social de leurs régions respectives, ainsi que dans le renforcement des relations entre les pays, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Au cours de l'année écoulée, les responsabilités des commissions régionales se sont encore accrues au fur et à mesure de la décentralisation des activités de l'Organisation. Conformément au processus de réforme mis en oeuvre à l'échelle du système, les commissions ont poursuivi l'examen de leurs activités, l'ajustement de leurs priorités, la restructuration de leurs programmes et la réorganisation de leur personnel afin d'accroître l'efficacité et la rentabilité.

1. Commission économique pour l'Afrique (CEA)

332. La modeste amélioration de l'activité économique en Afrique contrebalancée par d'autres facteurs et les réformes majeures entreprises sur le plan des programmes, de la structure organisationnelle et des pratiques de gestion ont défini l'orientation des travaux de la CEA, menés sous la direction de son Secrétaire exécutif, M. K. Y. Amoako.

333. La Commission a entrepris des études sur un certain nombre de questions, y compris l'amélioration de la sécurité alimentaire pour lutter contre la pauvreté; l'amélioration du financement et du fonctionnement des transports et des communications; le développement de l'approvisionnement en énergie au niveau sous-régional; la mise en oeuvre de stratégies de commercialisation pour développer l'exploitation minière; les problèmes et perspectives de

l'irrigation à grande échelle en Afrique; la prise en compte des questions d'environnement dans la planification et les politiques agricoles; l'amélioration du fonctionnement du secteur public, notamment en matière de politique fiscale; et l'amélioration du financement public du développement rural.

334. La Commission a continué de prêter un appui aux programmes régionaux de renforcement des capacités, notamment la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique. Les efforts déployés en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ont permis de faire progresser l'application du Traité d'Abuja portant création de la Communauté économique africaine, notamment la préparation de plusieurs protocoles au Traité.

335. La CEA a organisé une conférence internationale sur le thème «Relance de l'investissement privé en Afrique : défis et opportunités», à Accra, en juillet 1996, qui a réuni près de 650 participants des secteurs public et privé africains ainsi que des chefs d'entreprise d'autres pays. La conférence a été organisée en coopération avec le PNUD, la Coalition mondiale pour l'Afrique, la Table ronde des hommes d'affaires africains, la Banque mondiale et des donateurs bilatéraux tels que les Gouvernements japonais et de la République coréenne, l'Agence suédoise de développement international, Overseas Development Administration (Royaume-Uni) et le Centre de recherche pour le développement international (Canada).

336. La Table ronde réunissant des chefs d'État et de gouvernement ou de hauts responsables politiques de huit pays d'Afrique ainsi que six chefs d'entreprise de pays d'Afrique et autres a été l'une des principales manifestations. Autre initiative importante : l'inauguration du Forum sur les marchés de capitaux en Afrique, groupe de soutien réunissant des spécialistes du commerce des titres en bourse, des professionnels de sociétés de crédit-bail et d'institutions financières telles que sociétés de courtage et fonds d'investissement de divers pays.

337. Dans le cadre des activités de suivi du cycle des conférences mondiales, la CEA a développé la collaboration avec les autres organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales régionales. Conformément au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), tenue au Caire en 1994, la CEA a réuni un atelier d'experts et d'ONG consacré à l'application de la Déclaration de Dakar-Ngor et a participé aux missions conjointes de la CEA, de l'OUA et de la Banque africaine de développement, organisées par la Commission africaine de la population afin d'évaluer les expériences de certains États Membres au sujet de l'application de la Déclaration de Dakar-Ngor et du Programme

d'action du Caire. La CEA a également convoqué à Addis-Abeba, en octobre 1995, un séminaire à l'intention de hauts fonctionnaires afin d'analyser les incidences sociales du VIH/sida sur la famille et les ménages africains.

338. Dans le cadre de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, la CEA a réuni le bureau de la cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes, qui avait élaboré le Programme d'action africain devant être présenté à ladite Conférence. Le principal objectif était de mettre au point un plan visant à accélérer l'application du Programme d'action mondial et du Programme d'action régional en Afrique. Ce plan sera communiqué aux organes nationaux, aux ministères concernés, aux ONG et aux instituts de recherche et de formation. La CEA a également coorganisé le premier forum mondial consacré aux foires commerciales et aux investissements (tenu à Accra, en juin-juillet 1996), qui a permis aux femmes chefs d'entreprise d'établir des contacts, d'améliorer leurs compétences, d'échanger des informations, d'élargir leurs débouchés et de forger des partenariats pour développer le commerce et les possibilités d'investissements.

339. La Conférence des ministres africains responsables du développement humain et le Comité ministériel des Quinze chargé d'en assurer le suivi constituent le dispositif intergouvernemental de surveillance de l'application du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social en Afrique. À la première réunion du Comité ministériel (Addis-Abeba, novembre 1995), plusieurs États Membres ont présenté des rapports nationaux sur l'état du développement humain dans leur pays.

340. Le Comité directeur de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique, créé en mars, est coprésidé par le Directeur exécutif de la CEA et l'Administrateur du PNUD. À ce titre, la CEA jouera un rôle de premier plan dans plusieurs domaines prioritaires, y compris la coopération Sud-Sud, le renforcement de la société civile et du secteur non structuré et l'exploitation de la technologie de l'information aux fins du développement.

341. Pendant la période concernée, la CEA a procédé à un examen approfondi de ses systèmes de programmation budgétaire, de la gestion des ressources humaines, de l'évaluation des compétences et de sa stratégie en matière de communication. La nouvelle orientation des activités de la CEA est indiquée dans le document intitulé *Mieux servir l'Afrique : orientations stratégiques pour la Commission économique pour l'Afrique* et porte sur cinq thèmes majeurs : faciliter l'analyse des politiques économiques et sociales, garantir la sécurité alimentaire et le développement durable, améliorer la gestion du développement, exploiter l'information aux fins du développement et promouvoir la coopération et l'intégration régionales. Il faut ajouter également deux questions interdisciplinaires, la

question des disparités entre les sexes et le renforcement des capacités.

342. Le processus de réforme de la CEA a fait l'objet de consultations approfondies, tout d'abord avec le personnel de la Commission, puis avec 40 experts africains de haut niveau représentant les secteurs public et privé, l'enseignement, la société civile et le bureau de la Commission. La dernière étape a été marquée par une réunion, début avril, avec les principaux partenaires de la CEA : les représentants des organismes des Nations Unies, les donateurs bilatéraux des pays développés et en développement et certaines fondations internationales. La Commission, à sa trente et unième session, et la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification, à sa 22e réunion, qui s'est tenue du 30 avril au 8 mai 1996, ont adopté le document dans lequel figurent les nouvelles orientations.

343. À sa trente et unième session, la Commission a également adopté l'Initiative pour la société africaine à l'ère de l'information qui vise à accélérer l'entrée de l'Afrique dans le système mondial d'information. Cette Initiative a été élaborée par un groupe de travail de haut niveau sur les technologies de l'information et de la communication pour l'Afrique, créé en 1995, à la demande de la Conférence des ministres. En outre, deux manifestations ont eu lieu lors de la session : une table ronde sur le Programme-cadre pour la mise en place et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique, qui a marqué l'aboutissement de deux années de consultations (le document final devrait être publié à une date ultérieure) ainsi qu'un forum de haut niveau sur les dépenses publiques et la pauvreté. Ce forum a examiné, dans le contexte de ressources gouvernementales limitées, divers principes et mesures visant à ce que les fonds publics servent à prévenir et à éliminer la pauvreté.

344. Plusieurs des activités relevant du mandat de la Commission ont été supprimées, différées ou réduites et des dispositions ont été prises en vue d'utiliser plus efficacement les ressources budgétaires, notamment celles allouées pour les frais de voyage, les réunions et la documentation.

2. Commission économique pour l'Europe (CEE)

345. Sous la direction de son Secrétaire exécutif, M. Yves Berthelot, la CEE continue de promouvoir et de faciliter l'harmonisation des politiques, des normes et des pratiques entre les pays de la région et de renforcer leur intégration et leur coopération. Elle s'emploie à atteindre cet objectif par l'analyse des politiques et le dialogue sur les questions macro-économiques et sectorielles; l'élabora-

tion de conventions, de normes et de règles; et grâce à un programme d'assistance aux pays en transition.

346. Compte tenu du nouveau contexte dans cette région, la Commission, à sa session extraordinaire de septembre 1995, a créé un Groupe de travail spécial chargé de définir des orientations stratégiques pour ses activités futures. Le Groupe de travail a été créé conformément à la décision prise par la Commission en avril 1995, d'adopter lors de la session de son cinquantième anniversaire, en avril 1997, une déclaration sur le renforcement de la coopération économique en Europe. Pour obtenir les informations nécessaires au Groupe de travail pour s'acquitter de ses tâches, un questionnaire a été envoyé à tous les gouvernements membres de la CEE. Le Groupe de travail analyse actuellement les réponses et des négociations ont lieu entre les États membres. Des modifications seront ensuite apportées au programme de travail et à l'organisation du secrétariat.

347. La CEE a renforcé ses relations avec les organisations concernées de la région, telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Union européenne, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le Conseil de l'Europe et des organisations sous-régionales comme la Coopération économique de la mer Noire, la Communauté d'États indépendants, l'Initiative d'Europe centrale et le Conseil des États baltes. Les relations avec le secteur privé se sont également développées, compte tenu de l'intérêt croissant que manifestent les entreprises privées à l'égard de la CEE. Par exemple, lors de la session annuelle de la CEE en avril 1996, plusieurs dirigeants de grandes entreprises ont participé à des tables rondes avec de hauts fonctionnaires gouvernementaux pour discuter de la coopération dans le contexte d'un développement industriel durable. L'augmentation de la contribution financière des milieux d'affaires au Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique de la CEE, «Industrie : changement structurel et développement», témoigne du resserrement des liens avec le secteur privé.

348. Les résultats des analyses économiques effectuées par la CEE sont diffusés dans plusieurs publications annuelles et thématiques. Le *Bulletin économique pour l'Europe*, vol. 47 (1995) et l'*Étude sur la situation économique de l'Europe en 1995-1996* présentent toujours des analyses annuelles détaillées de la conjoncture économique en Europe, en Amérique du Nord et dans les États de l'ex-Union soviétique. Ces deux publications accordent une large place à l'évolution de la situation dans les pays en transition d'Europe orientale et de l'ex-Union soviétique et aux progrès réalisés dans la transition vers une économie de marché.

349. L'*Étude sur la situation économique de l'Europe* a servi de document de référence aux conseillers économiques auprès des gouvernements des États membres de la CEE pour leur échange d'informations annuel sur l'évolution des économies nationales ainsi que sur les politiques et les programmes mis en oeuvre. En ce qui concerne le développement durable, l'évaluation de la situation dans les pays en transition s'est poursuivie (en coopération avec le Comité des politiques de l'environnement) et un atelier sur les instruments économiques des politiques de l'environnement : la réponse du secteur privé a été organisé par les Gouvernements tchèque, finlandais, hongrois, norvégien et roumain en coopération avec l'OCDE et la FAO.

350. Les projets relatifs à la population dans les domaines des migrations internationales, de la fécondité, de la santé en matière de reproduction et du vieillissement de la population, exécutés avec l'assistance financière du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) de 1992 à 1995, ont été menés à bien et évalués par une équipe indépendante. La CEE et le FNUAP ont également collaboré à la formulation d'un programme relatif à la population pour la période allant de 1996 à 1999, dans le cadre du suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement et de la Conférence européenne sur la population dans les pays en transition. La CEE a également publié les Nos 6 et 7 du *Bulletin d'information sur les migrations internationales*, publication semestrielle, où figurent des informations actualisées sur les flux de migration, la législation et les réunions dans la région.

351. Pendant la période concernée, la CEE a renforcé ses activités dans le cadre de la Conférence des statisticiens européens grâce à la publication de son premier annuaire statistique, seul ouvrage comprenant les profils statistiques des 55 États Membres ainsi que des informations comparatives sur la vie sociale et économique de la région. En outre, un volume de statistiques ventilées par sexe a été publié en collaboration avec EUROSTAT, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et Statistics Sweden. La Commission a également recueilli un grand nombre d'informations essentielles sur les économies de tous les pays en transition qui accordent un rang de priorité élevé à l'assistance technique fournie par la CEE dans le domaine de la statistique.

352. Le programme pour la facilitation du commerce mis en oeuvre par la CEE continue de progresser dans l'élaboration de messages conformes aux règles de l'ONU en ce qui concerne la transmission électronique des données pour l'administration, le commerce et le transport (EDIFACT) et a publié deux nouveaux répertoires EDIFACT. Par ailleurs, six répertoires de recommandations sur la facilitation du commerce ont été révisés, notamment une recom-

mandation sur les unités de mesure dont la portée a été considérablement élargie; la mise à jour des recommandations existantes a ainsi beaucoup progressé. Un site important a été créé sur le Web (<http://www.unicc.org/unece/-trafix>), lequel permet de disposer de toutes les recommandations pour la facilitation du commerce ONU/CEE ainsi que d'informations très complètes sur EDIFACT.

353. Le secrétariat a mené à bien une étude sur le commerce et les investissements dans les pays en transition dont les résultats ont été exploités pendant la session du Comité pour le développement du commerce et par un forum international auquel ont participé des représentants des gouvernements ainsi que des secteurs public et privé. La diffusion d'informations juridiques, statistiques et autres données pertinentes à l'intention des investisseurs et des hommes d'affaires de la CEE s'est poursuivie grâce à la publication trimestrielle *East West Investment News*.

354. Pour faciliter la diffusion et l'exploitation des normes agricoles, un site Web a été créé, et est actuellement mis à jour et complété. Plusieurs nouveaux documents et études ont été publiés au cours de l'année, toujours en coopération étroite avec les organisations concernées, notamment l'OCDE, la FAO, le Codex Alimentarius, l'Union européenne et l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

355. Le secrétariat du Comité du bois de la CEE a achevé une étude sur les prévisions de l'offre et de la demande en produits ligneux et forestiers pour les 30 prochaines années intitulée, «Tendances et perspectives du bois en Europe pour le XXI^e siècle» et a commencé ses travaux dans le cadre de l'évaluation des ressources forestières pour l'an 2000, initiative internationale au sein de laquelle le Comité est chargé des forêts tempérées et boréales.

356. Dans le domaine de l'industrie et de la technologie, une analyse des principales modifications intervenues dans les politiques scientifiques et technologiques des États membres de la CEE a été entreprise et un certain nombre de publications ont paru, notamment le *Bulletin annuel du commerce des produits chimiques et du marché de l'acier*, *World Engineering Industries and Automation — Performance and Prospects*, *World Industrial Robots*, une mise à jour du *Répertoire des producteurs et des produits chimiques*, une *Étude semestrielle sur la ferraille de fer et d'acier*, une *Étude sur la privatisation et les changements de direction dans l'industrie sidérurgique* et le *Répertoire des organes concernés par la sidérurgie et l'environnement*.

357. Les activités relatives au charbon ont été axées sur les questions de restructuration des industries minières, les procédés propres d'utilisation du charbon et l'élaboration de directives, catégories et normes internationales pour une

exploitation et une utilisation durable des combustibles solides. Dans le domaine de l'énergie électrique, les activités ont porté pour l'essentiel sur le processus de réforme économique dans les pays d'Europe centrale et orientale, la protection de l'environnement et l'interconnexion des réseaux électriques internationaux. Un symposium a été organisé sur la production d'énergie électrique à partir du charbon, ses aspects écologiques et son acceptation par l'opinion. Une étude sur les perspectives de la demande de gaz naturel pour la production d'électricité et les incidences sur l'industrie du gaz et de l'énergie électrique a été préparée. Un glossaire sur les ressources nationales en gaz a été achevé et une étude sur les mesures pour une utilisation rationnelle du gaz et la consommation des ménages a été réalisée. Le Centre de promotion du gaz, programme de coopération technique, fonctionne depuis un an et a organisé quatre séminaires de formation, a fait paraître quatre publications et a entrepris l'élaboration de manuels de formation et d'une base de données sur le gaz naturel.

358. Des réunions d'information sur les foires commerciales ont eu lieu en Bulgarie, dans la République tchèque, en Slovaquie et en Suisse, dans le cadre du programme «Rendement énergétique 2000». Un projet d'assistance pour préparer la création de zones pilotes consommant moins d'énergie en Bulgarie, en République tchèque, en Hongrie et dans la Fédération de Russie, financé par le Fonds pour l'environnement mondial du PNUD, a été mené à bien. Un projet a été lancé conjointement avec le programme SAVE de l'Union européenne pour élaborer des normes en matière de rendement énergétique. De nouvelles études sur les mécanismes financiers des investissements destinés à rationaliser la consommation d'énergie dans la Fédération de Russie ont été réalisées en collaboration avec la BERD, la Banque mondiale, les banques d'affaires russes et les pays occidentaux. Une étude de la situation et des politiques énergétiques dans la région de la CEE, portant essentiellement sur les pays en transition, et une analyse des politiques et prévisions énergétiques ainsi que des émissions de CO₂, ont été réalisées. Un atelier sur les utilisations de l'énergie solaire a été organisé à Bet Berl (Israël).

359. La troisième Conférence ministérielle sur l'environnement pour l'Europe, tenue à Sofia en octobre 1995 et coordonnée par la CEE, a été l'une des réunions importantes de la période considérée. Lors de la Conférence, les ministres ont réaffirmé le rôle essentiel de la CEE dans ce processus et l'ont invitée à coordonner les travaux de la prochaine Conférence ministérielle sur l'environnement pour l'Europe, qui se tiendra au Danemark en 1998. Avant cette date, un projet de convention sur l'accès aux informations relatives à l'environnement et la participation du

public au processus de décision correspondant sera négocié sous les auspices de la CEE.

360. Avec le soutien politique de la Conférence ministérielle de Sofia, la CEE élabore un programme pour évaluer les résultats obtenus dans le domaine de l'environnement, à l'échelon national, et analyser la situation de l'environnement et les pratiques écologiques par rapport aux politiques et objectifs nationaux ainsi qu'aux engagements internationaux correspondants. La Conférence de Sofia a également appelé à un renforcement de l'application et du respect des conventions transfrontières élaborées par la CEE dans le domaine de l'environnement, notamment en ce qui concerne la pollution atmosphérique, la gestion de l'eau, l'évaluation d'impact sur l'environnement et les accidents industriels. Au titre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, dont le suivi est assuré par la CEE, trois nouveaux protocoles relatifs aux polluants organiques persistants (POP), aux métaux lourds et aux composés azotés sont en cours de négociation. La Convention sur la pollution atmosphérique a été présentée lors des réunions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Organisation mondiale de la santé.

361. Les activités de la CEE dans le domaine des transports intérieurs ont contribué à assurer l'intégration de l'Europe grâce à l'élaboration de normes et de règles uniformes relatives au transport, à la facilitation du passage des frontières ainsi qu'au tracé de réseaux routiers, ferroviaires, fluviaux et de transport combiné cohérents. Les normes applicables à l'infrastructure routière, ferroviaire et de transport combiné en Europe, définies dans les accords correspondants de la CEE, ont été étendues aux pays d'Asie centrale et du Caucase membres de la CEE. Un Accord européen sur les principales voies navigables d'importance internationale a été adopté, lequel complète l'ensemble d'instruments internationaux déjà en vigueur pour améliorer les infrastructures de ces réseaux en Europe. La Commission a continué de progresser considérablement dans l'élaboration, la mise à jour et la révision des normes techniques applicables au transport international de marchandises dangereuses par route et par voie navigable intérieure ainsi que dans l'harmonisation avec les normes régissant le transport ferroviaire, maritime et aérien de ces marchandises. La Commission a également commencé les travaux relatifs à l'élaboration d'un accord européen sur le transport international de marchandises dangereuses par voies navigables intérieures.

362. La Commission a aussi progressé dans l'harmonisation des normes et règles internationales applicables à la construction des véhicules routiers, lesquelles couvrent un large éventail de paramètres concernant la sécurité active et

passive, la protection de l'environnement, la consommation d'énergie et la levée des obstacles techniques au commerce. L'accord au titre duquel s'effectuaient ces travaux a été mis à jour pour harmoniser les procédures et accroître leur efficacité; l'objectif est d'obtenir que tous les pays appliquent cet accord et un projet d'accord mondial est à l'étude. La Commission a accordé une large place à la sécurité routière, notamment à l'harmonisation, au niveau international, des différents codes de la route et de la signalisation routière par une révision des instruments juridiques concernés et l'adoption de recommandations pertinentes. Dans le domaine de la facilitation des transports, les activités se sont poursuivies en vue de procéder à une révision importante de la Convention TIR (1975) pour lutter contre la recrudescence des fraudes et du crime organisé tout en évitant que le transport international routier et le commerce en Europe ne soient entravés par des procédures douanières rigides et coûteuses.

363. Les travaux préparatoires de la Conférence régionale sur les transports et l'environnement, qui doit se tenir à Vienne, en novembre 1997, se poursuivent également en étroite coopération avec l'Union européenne, la Conférence européenne des ministres des transports et d'autres organisations internationales.

3. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

364. La vingt-sixième session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a eu lieu à San José du 15 au 20 avril 1996. Le secrétariat de la Commission, placé sous la direction du Secrétaire exécutif, M. Gert Rosenthal, a présenté aux gouvernements de la région deux rapports intitulés : «Consolider le développement : les interactions entre la macro-économie et la micro-économie» et «Quinze années d'expérience économique : l'Amérique latine et les Caraïbes». Ces rapports montrent qu'après une décennie de réforme et d'ajustements structurels fondamentaux, la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont augmenté leurs taux de croissance, réduit les pressions inflationnistes et stabilisé leur environnement macro-économique.

365. La réforme de la CEPALC a été opérée dans trois domaines : le contenu et la portée du programme de travail, les rapports de la CEPALC avec ses États membres et, en dernier lieu, l'organisation, le style de gestion, voire les attitudes et l'éthique professionnelle, l'objectif étant d'obtenir une efficacité et une efficacité accrues.

366. Avec l'évolution de la situation de la région et de son environnement extérieur, la Commission a modifié son

message pour l'adapter aux questions d'actualité, par exemple la dette et l'ajustement économique dans les années 80 et le développement durable et la mondialisation dans les années 90.

367. En ce qui concerne les relations entre la CEPALC et ses États membres, la Commission s'est efforcée de maintenir un dialogue permanent avec les autorités et les experts nationaux, pour s'informer auprès d'eux et leur faire part de la position officielle de la Commission. Un grand nombre d'acteurs nationaux interviennent dans ce dialogue (ministères des finances, de l'économie, du commerce, de l'environnement et de la planification) à laquelle participent également des universitaires. Les missions effectuées dans les pays (et la présence de bureaux sous-régionaux dans certains des plus grands d'entre eux), la tenue de séminaires et de réunions d'experts gouvernementaux ainsi que les voyages de hauts fonctionnaires au siège de la CEPALC sont autant d'éléments importants de cette collaboration.

368. Au cours des cinq dernières années, la CEPALC a déployé des efforts considérables pour améliorer l'efficacité et le rendement de son secrétariat. Elle poursuivra cet effort et l'institutionnalisera avec son nouveau programme sur l'efficacité. La Commission a en outre décidé à sa dernière session ordinaire de créer un groupe de travail spécial ouvert à tous ses États membres, qui serait chargé de définir des priorités dans le cadre du programme de travail approuvé et de recommander des orientations stratégiques pour les activités à venir. Ce groupe de travail s'est réuni à Santiago en juillet 1996.

369. La CEPALC a donc consenti un considérable effort d'adaptation. Sur le fond, elle a actualisé son travail d'analyse pour refléter les problèmes prioritaires liés aux activités de développement menées en Amérique latine et dans les Caraïbes et à la coopération intrarégionale et internationale. Sur le plan de l'organisation, elle s'efforce d'utiliser au mieux les ressources mises à sa disposition et de respecter, dans l'exécution de son programme de travail, des normes rigoureuses d'efficacité et de rendement. Cet effort de modernisation de ses activités et de ses méthodes a été entrepris en consultation avec les gouvernements membres, notamment dans le cadre des réunions biennales de la Commission.

370. Au cours de l'année écoulée, la CEPALC a continué de réunir des responsables gouvernementaux, des universitaires et des membres d'organisations non gouvernementales. Outre ses séminaires et réunions de groupe d'experts habituels, le secrétariat a organisé la onzième réunion ordinaire du Comité de coopération économique pour l'Amérique centrale (Antigua, Guatemala, septembre 1995),

la Réunion régionale chargée de préparer, au niveau de l'Amérique latine et des Caraïbes, Habitat II (Santiago, novembre 1995), ainsi que la vingt-deuxième réunion des présidents de la Conférence régionale sur la participation des femmes au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (Santiago, mai 1996).

371. La Commission continue de fournir à ses États membres une assistance sur des sujets tels que la réforme du secteur public (et plus particulièrement la réforme du système de planification et d'élaboration du budget et les expériences de décentralisation dans des pays de la région); la réforme des marchés financiers (et plus particulièrement la participation de la région aux marchés financiers internationaux, la planification financière et monétaire à court terme, et le système financier et la justice sociale dans le cadre de modes de production en évolution); la nature de l'innovation et son application au secteur de la production (et plus particulièrement le renforcement des capacités technologiques et de la région) de sa compétitivité sur les marchés internationaux; le processus de libéralisation du commerce dans la région (et en particulier son influence sur les principales variables macro-économiques et l'évaluation globale des politiques de promotion des exportations suivies par les pays de la région); les stratégies d'atténuation de la pauvreté (activités entreprises pour donner suite au Sommet mondial pour le développement social); et les activités entreprises en application d'Action 21 (plus particulièrement, la gestion écologiquement viable des ressources naturelles, divers secteurs d'activité et l'élaboration de statistiques et d'une comptabilité environnementale).

372. Avec l'Organisation des États américains et la Banque interaméricaine de développement, le secrétariat de la CEPALC a également aidé ses États membres à appliquer les décisions prises par 34 chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet des Amériques (Miami, décembre 1994). Le Secrétaire exécutif a participé à la Réunion des chefs d'État du Groupe de Rio (Quito, septembre 1995) et à la cinquième Conférence ibéro-américaine des chefs d'État et de gouvernement (Bariloche (Argentine), octobre 1995).

373. La Commission a également continué de s'acquitter du rôle qui lui revient en ce qui concerne le suivi de la situation économique et sociale de la région. À cette fin, elle a, comme les années précédentes, publié les ouvrages suivants : *Preliminary Overview of the Economy of Latin America and the Caribbean*, *Étude sur la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes*, *Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes* et *Social Panorama of Latin America*.

4. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

374. Sur fond de restructuration profonde des secteurs de la production, du commerce, des techniques et de l'environnement social et physique de la région de l'Asie et du Pacifique, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique dirigée par Adrianus Mooy, a continué à suivre, examiner et analyser le développement économique et social de la région et à diffuser les informations requises aux responsables politiques notamment. À sa cinquante-deuxième session, tenue à Bangkok du 17 au 24 avril 1996, elle a décidé de poursuivre son travail d'analyse et d'assistance technique consacré à plusieurs aspects de la réforme et de la gestion macro-économiques et à leur impact sur les économies de la région, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

375. En ce qui concerne la réforme macro-économique et la gestion, l'accent a été mis sur les pays en transition, les pays les moins avancés, les pays enclavés et les pays insulaires du Pacifique. L'assistance technique et les services consultatifs ont revêtu les formes suivantes : ateliers nationaux sur les réformes macro-économiques des économies en transition des républiques d'Asie centrale, mobilisation des ressources financières du secteur privé pour le développement des infrastructures dans la péninsule indochinoise, fourniture d'une assistance à des pays tels que l'Ouzbékistan et le Viet Nam pour la formulation de modèles de simulation macro-économique, utilisation plus efficace de l'aide extérieure par les pays les moins avancés, et renforcement de la coopération dans le domaine du commerce et des investissements entre les pays insulaires du Pacifique et les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est dans les années 90.

376. Dans le domaine du commerce et des investissements internationaux, l'assistance technique a porté principalement sur les problèmes que pose l'application des accords issus des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, l'intégration dans le système commercial international des économies des pays de la région qui ne sont pas membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le commerce et les investissements à l'intérieur de la région, la facilitation du commerce et l'efficacité commerciale, la promotion d'un réseau d'instituts de recherche sur le commerce, et la promotion des échanges commerciaux. La Commission s'est également attachée à mettre en place des systèmes informatiques dans la région, notamment le Réseau régional d'information commerciale (TISNET), le Système micro-informatique d'information et d'analyse sur les produits de base (MICAS), le Service régional Asie-Pacifique d'information et de promotion en

matière d'investissements, et le site miroir de Bangkok pour les échanges d'informations pour la facilitation du commerce (TraFIX). La Commission a également décidé d'organiser, en collaboration avec la CNUCED et le PNUD et avec la participation de l'OMC, une réunion entre hauts responsables des politiques commerciales qui doit se tenir à Jakarta en septembre 1996 afin de préparer la première Réunion ministérielle de l'OMC devant avoir lieu à Singapour en décembre 1996.

377. La CESAP a continué à mettre en oeuvre un programme d'activités fondé sur le Plan d'action de Séoul pour la promotion de la restructuration industrielle en Asie et dans le Pacifique. Elle a avancé dans l'exécution du Programme d'action pour la coopération économique régionale dans le domaine des transferts de technologie liés à des investissements et approuvé la tenue en 1997 d'une réunion des ministres de l'industrie et des techniques. La première session du Sous-Comité pour le développement industriel et technologique du Comité interinstitutions régional pour l'Asie et le Pacifique a eu lieu en juillet 1996.

378. À sa cinquante-deuxième session, la Commission était saisie d'une étude sur la dépaupérisation rurale et le développement durable en Asie et dans le Pacifique, thème auquel était consacrée la session. Le lien entre la pauvreté urbaine et divers aspects du secteur non structuré qui occupe la plupart des pauvres en milieu urbain a été étudié en vue de formuler des recommandations visant à mieux exploiter les possibilités de dépaupérisation qu'offre ce secteur. Des activités fondées sur la notion de jumelage ont été lancées pour renforcer la coordination au niveau des districts et améliorer la conception des politiques dans les pays de l'Association sud-asiatique de coopération régionale. Les activités menées dans le cadre du programme régional du PNUD sur les transports et les communications ont été revues et comportent désormais des projets pilotes dans des zones rurales et des zones urbaines. Les États membres ont en outre analysé les conclusions d'une étude sur les expériences menées par certains pays de la région qui sont parvenus à industrialiser des zones rurales et y introduire certaines techniques afin de créer des emplois et des revenus intéressants et améliorer la qualité de la vie.

379. La Commission a entrepris des activités en application de sa résolution 51/7 sur la Déclaration et le Plan d'action de Jakarta en faveur de la promotion de la femme en Asie et dans le Pacifique. Dans le cadre du Comité régional interinstitutions pour l'Asie et le Pacifique, un Sous-Comité pour la promotion de la femme a été créé afin de faciliter les activités communes entre les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies. Au niveau sous-régional, des ateliers sur le réseau d'information des

femmes dans les États d'Asie centrale et sur la promotion de la participation économique des femmes en Indochine ont été organisés.

380. Afin de préparer la contribution de la région à Habitat II, la CESAP a convoqué le deuxième Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation pour une réflexion sur l'instauration d'une collaboration efficace entre le gouvernement, la société civile, les médias et le secteur privé. Le compte rendu des travaux du Forum a été présenté à Habitat II. La Commission s'est également déclarée préoccupée par l'aggravation de la pollution atmosphérique dans des agglomérations urbaines de la région et du fait que d'ici à l'an 2010, l'Asie compterait 10 des 20 plus grandes villes du monde. Elle a demandé des activités visant à l'élaboration de politiques intégrées englobant la qualité de la vie en ville, l'énergie, l'industrie et les transports.

381. La Commission a entrepris diverses activités en application de l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP. Des mesures préliminaires ont également été prises en prévision de la cinquième Conférence ministérielle sur le développement social en Asie et dans le Pacifique qui doit se tenir aux Philippines en 1997 pour faire le point des progrès accomplis dans l'exécution de l'Agenda régional pour le développement social et du Programme d'action adopté par le Sommet mondial pour le développement social.

382. La Commission a entrepris une série d'activités en application de sa résolution 48/3 sur la Décennie Asie-Pacifique pour les handicapés (1993-2002). Elle a continué à appuyer les efforts déployés par les pays pour atteindre les objectifs fixés et appliquer les recommandations du Programme d'action de la Décennie adopté lors de la Réunion tenue en juin 1995 pour examiner les progrès accomplis durant la première phase de la Décennie, et approuvé en septembre 1995 par le Comité pour la dépauvrisation par la croissance économique et le développement social à sa deuxième session. La treizième session du Sous-Comité sur les problèmes concernant les handicapés du Comité régional interinstitutions pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue en mai 1996.

383. En application de la Déclaration de Bali sur la population et le développement durable et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, la première session du Sous-Comité interorganisations sur la population et le développement en Asie et dans le Pacifique a été organisée en novembre 1995. Le Réseau d'information en matière de population pour l'Asie et le Pacifique (POPIN) s'est attaché à perfectionner les compétences techniques de ses membres dans le domaine de la constitution de bases de données; à améliorer

la gestion des informations sur la population et son réseau; et à diffuser des informations.

384. L'une des grandes activités du sous-programme sur l'environnement et le développement durable a été l'organisation de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique qui s'est tenue en novembre 1995. À sa cinquante-deuxième session, la Commission a approuvé les recommandations de la Conférence, la Déclaration ministérielle et le Programme d'action régional pour un développement écologiquement rationnel et durable (1996-2000) et demandé qu'ils soient mis en oeuvre sans tarder. Le travail remarquable que représente l'état de l'environnement en Asie et dans le Pacifique a été porté à l'attention de la Conférence.

385. Des audits industriels ont été menés dans certains pays sur la réduction des déchets, la mise en valeur des ressources naturelles, l'évolution du climat et la lutte contre la désertification. Un séminaire de formation sur le renforcement des capacités dans le domaine de la gestion écologique des zones littorales a eu lieu à Bangkok et une démonstration de modélisation de l'environnement côtier a été faite au cours de ce séminaire. Par ailleurs, un séminaire régional sur l'identification et l'évaluation des formules les moins coûteuses pour réduire les émissions de gaz à effet de serre a été organisé avec la Banque asiatique de développement. La Commission a continué à coopérer étroitement avec le Forum Asie-Pacifique des journalistes spécialistes des questions d'environnement pour sensibiliser les habitants de la région au problème de l'environnement, ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales, le secteur privé et d'autres organisations régionales et organismes des Nations Unies.

386. La CESAP est en train d'établir une étude régionale sur les incidences qu'ont les mesures de protection de l'environnement sur la compétitivité commerciale relative de certains secteurs écologiquement vulnérables, tournés vers l'exportation et dont une part considérable de la production est assurée par de petites et moyennes entreprises. Cette étude est menée en collaboration avec la CNUCED et elle sera examinée par un groupe d'experts dans le courant du second semestre de 1996.

387. En application des recommandations d'Action 21 relatives aux ressources en eau douce, la Commission a organisé des réunions de groupe d'experts et établi des publications sur la gestion intégrée des ressources en eau et leur protection, la qualité de l'eau et les écosystèmes aquatiques d'Asie et du Pacifique. L'un des projets en cours d'exécution vise à promouvoir le rôle que jouent les femmes dans la protection et la gestion des ressources en eau. Afin de contribuer au recensement des ressources

mondiales en eau douce qui est en cours, la CESAP a établi un guide des ressources en eau, de leur utilisation et de leur gestion en Asie et dans le Pacifique. Ce guide, qui est le premier ouvrage de ce type, pour la région, couvre 45 pays ou zones. D'autres projets ont été consacrés aux politiques de fixation du prix de l'eau et à une gestion viable de la demande en eau.

388. La Commission a accordé un degré élevé de priorité au Programme régional d'application des techniques spatiales au développement durable en Asie et dans le Pacifique qu'avait lancé la Conférence ministérielle consacrée à ce sujet qui s'est tenue à Beijing en 1994. Au niveau opérationnel, 14 séminaires ou conférences ont été organisés à l'intention de plus de 500 participants originaires des États membres et deux stages de formation de trois mois ont été offerts à 30 participants de 20 pays. Des bourses de neuf mois à un an ont été octroyées à 16 participants de 10 pays différents.

389. Dans le domaine des ressources minérales, les activités sont restées centrées sur l'évaluation des ressources potentielles des pays les moins avancés et des pays en transition de la région. La Commission a achevé et publiera prochainement son étude sur les ressources minérales potentielles et la politique par le Viet Nam et les pays les moins avancés d'Asie ainsi que deux volumes de l'*Atlas of Mineral Resources*, consacrés à la géologie, aux ressources minérales et aux nouvelles orientations. Deux autres volumes consacrés aux pays en transition de la région, à savoir le Kirghizistan et le Tadjikistan, doivent être établis en 1996 et 1997 respectivement. D'autres travaux sur les ressources minérales visent à promouvoir les investissements étrangers directs dans les industries extractives et à renforcer les capacités nationales de prospection; à cet égard, des services consultatifs ont été fournis à plusieurs États membres.

390. Dans le domaine des affaires maritimes, la CESAP a poursuivi ses travaux sur des ressources non biologiques de la zone littorale de la région Asie-Pacifique. Elle a notamment publié un ouvrage intitulé *Towards Integrated Coastal Management in Asia*, premier volume d'une série consacrée à la mise en valeur et à la gestion des ressources non biologiques dans les zones côtières de la région Asie-Pacifique et continué son évaluation du potentiel en ressources minières et pétrolières des zones littorales des pays de l'Asie du Nord-Est. Le troisième séminaire régional de formation sur l'enlèvement et l'élimination de plates-formes et d'installations vétustes au large des côtes pour la production de pétrole et de gaz se trouvant sur le plateau continental et dans les zones économiques exclusives des États membres de la région Asie et Pacifique a eu lieu à Bangkok en septembre 1995.

391. Dans le cadre du sous-programme sur les transports et les communications, la Commission a continué à appuyer vigoureusement la facilitation des transports terrestres et l'exécution du projet de développement de l'infrastructure des transports terrestres en Asie (ALTID), qui comprend les projets relatifs à la Route d'Asie et au chemin de fer transasiatique. D'importantes études ont été achevées à la fin de 1995. Elles portaient sur les sujets suivants : faisabilité du raccordement des réseaux ferroviaires chinois, mongole, kazakh, russe et coréen; développement des liaisons terrestres entre le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et les ports iraniens, pakistanais et chinois; mise au point d'un réseau d'autoroutes en Asie; problèmes techniques de changement de l'écartement des rails qui se posent dans les chemins de fer de la région; sécurité routière dans la région; chemin de fer transasiatique dans la péninsule indochinoise et dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (phase II). Un séminaire avec voyage d'étude sur la gestion de l'entretien des locomotives et du matériel roulant a également été organisé à Changzhou, en septembre 1995. Des études sur les couloirs de transport terrestre entre l'Asie centrale et l'Europe et entre l'Asie centrale, la Chine et l'Iran de même que des études consacrées à d'autres problèmes de transport sont bien avancées.

392. Des progrès considérables ont été accomplis dans les préparatifs de la Conférence ministérielle sur les infrastructures qui doit se tenir à New Delhi en octobre 1996 pour lancer le Plan d'action de New Delhi et faire le bilan de la phase II (1992-1996) de la Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique. Un programme régional d'action qui figure en annexe au Plan d'action de New Delhi a été formulé et affiné à plusieurs occasions par la CESAP, en collaboration avec la CNUCED, l'OIT, l'OACI, l'UIT, l'UPU, l'OMI et la Télécommunauté de l'Asie et du Pacifique. La Commission a approuvé ce plan à sa cinquante-deuxième session. Une réunion préparatoire régionale de la Conférence a eu lieu à Kuala Lumpur en juillet 1996.

393. Plusieurs réunions ont été consacrées au développement touristique : les deuxième et troisième réunions du Groupe de travail sur le tourisme dans le bassin du Mékong (Vientiane, décembre 1995, et Pattaya, avril 1996); un atelier national sur la planification intégrée du tourisme (Nauru, octobre 1995); un atelier national sur la planification stratégique de la commercialisation du tourisme (Îles Marshall, novembre 1995); et un atelier national sur le marché japonais du voyage (Vientiane, mars 1996). La Commission a également fourni des services consultatifs à ses États membres et publié des études.

394. Comme les années précédentes, les activités opérationnelles du sous-programme sur les statistiques ont consisté à aider les pays à renforcer et consolider leur capacité nationale en matière de statistiques. Des services consultatifs ont été fournis dans des domaines tels que la comptabilité nationale, les recensements et les enquêtes sur la population, ainsi que le traitement de données. La Commission a continué à encourager le transfert, l'échange et la diffusion de compétences statistiques, dans le cadre de réunions techniques, de stages et d'ateliers. La création du système d'information statistique de la CESAP a continué à faire l'objet d'un travail intense. Un aperçu sous-régional a été publié pour les pays de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) ainsi qu'un certain nombre de dossiers sur les femmes dans différents pays. L'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique a organisé dans les pays membres de la Commission des cours sur l'analyse et l'interprétation des données d'enquêtes et de recensement, la conception de services informatiques, la diffusion de statistiques, les statistiques économiques, les enquêtes par sondage sur les indicateurs du développement humain et les opérations statistiques.

395. Dans le cadre du sous-programme sur les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires en développement, un projet sur l'identification des contraintes institutionnelles à prendre en compte lors de la mise en oeuvre des politiques macro-économiques est en cours d'exécution. Ce projet analyse le rôle de la stabilité macro-économique, la mise en oeuvre de politiques monétaires et financières, la gestion des taux de change et la coordination de ces politiques pour formuler des recommandations visant à améliorer les arrangements institutionnels. Afin de faciliter la participation des femmes au processus de développement dans les pays les moins avancés, un projet visant à améliorer l'accès des femmes aux établissements de financement et de crédit officiels a été lancé pour examiner les obstacles rencontrés à cet égard, recenser les caractéristiques essentielles des programmes de crédit et recommander la mise en oeuvre de certaines politiques visant à octroyer des crédits aux femmes.

396. La troisième session de l'Organe spécial pour les pays en développement insulaires du Pacifique tenue en 1995 a estimé que l'assistance de la CESAP était nécessaire pour intensifier et diversifier les liens commerciaux et les investissements, en particulier avec les pays asiatiques, et pour mettre en oeuvre le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires adopté à la Barbade en 1994. La Commission a entrepris une étude sur le potentiel d'exportation de Fidji vers les pays d'Asie et elle a aidé la Chambre de commerce et d'investissements

de Fidji à mettre en place un groupe de recherche. Elle a également entrepris un projet de deux ans sur le renforcement de la coopération et dans le domaine des échanges et des investissements entre les pays insulaires du Pacifique et ceux de l'Asie de l'Est et du Sud-Est dans les années 90.

397. Pendant toute la période considérée, le Centre des activités opérationnelles de la CESAP dans le Pacifique a fourni aux pays insulaires du Pacifique des services consultatifs et une assistance technique sur la programmation du développement, les activités des banques centrales, la formulation de politiques macro-économiques, les systèmes financiers, la promotion du commerce, le développement des infrastructures portuaires et la gestion macro-économique. Le Centre a également fourni, sur demande, des services consultatifs pour des périodes de courte durée.

5. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)

398. La CESAO, sous la direction de M. Hazem El-Beblawi, a continué de s'intéresser de près aux incidences du processus de paix, des politiques de libéralisation du commerce mondial sur ses pays membres, de la création récente de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur la région, ainsi qu'aux questions relatives à l'énergie, à l'eau, à la technologie, à l'environnement et aux autres secteurs économiques et sociaux et au suivi des conférences mondiales.

399. Les principales activités de la CESAO se sont articulées autour de ses cinq sous-programmes thématiques : i) gestion des ressources naturelles et de l'environnement; ii) amélioration de la qualité de la vie; iii) développement et coopération économiques; iv) développement régional et changements mondiaux; et v) questions spéciales et programmes spéciaux. Un rapport sur le rôle, l'importance, les perspectives et les activités de la CESAO en 1995 a été publié en juin 1996. Il est désormais prévu de publier ce rapport tous les deux ans. Outre les activités menées dans le cadre de son programme de travail ordinaire, la CESAO a rendu des services consultatifs à ses États membres dans les domaines de l'agriculture, du traitement des données, de l'énergie, de l'environnement, de l'industrie, de la comptabilité nationale, du développement social, des transports et des ressources en eau et au sujet de questions concernant l'OMC/GATT.

400. Les États membres de la CESAO ont continué à lui faire part de leurs vues et observations sur l'ensemble de ses activités. Le Comité consultatif au niveau des ambassadeurs a tenu une réunion le 7 avril 1996.

401. La CESAO a continué à jouer son rôle de coordonnateur à l'échelon régional et, suivant en cela les conclusions d'une réunion régionale officieuse de coordination tenue en avril 1995, elle a organisé deux réunions du Groupe régional de coordination interinstitutions, les 14 octobre 1995 et 16 janvier 1996 respectivement. À cette occasion, il a été créé un mécanisme régional de coordination interinstitutions dont les premiers résultats tangibles sont des échanges d'informations et des accords de création d'équipes de travail. En novembre 1995, le Comité de statistique de la CESAO, organe intergouvernemental spécialisé, a tenu sa première réunion à Amman.

402. Dans le cadre du sous-programme relatif aux ressources naturelles et à l'environnement, la CESAO a publié un nouveau numéro de son *Energy Bulletin* ainsi qu'une étude analytique de projets récents concernant le pétrole et le gaz naturel dans certains États membres (Jordanie et Yémen); une évaluation de la qualité des ressources en eau dans la région; une étude sur l'élaboration de politiques de conservation et de stratégies pour le secteur agricole (cas de la République arabe syrienne); et une étude sur la promotion de techniques de production moins polluantes dans l'industrie du pétrole et du gaz et dans les industries connexes de la région de la CESAO. Elle a en outre été saisie d'un rapport sur la mise en place de mécanismes appropriés de promotion de la coopération régionale dans le secteur de l'eau.

403. La CESAO a aussi organisé deux réunions de groupes d'experts et deux ateliers de formation au cours de la période considérée : réunions de groupes d'experts sur les incidences de l'application d'Action 21 sur la gestion intégrée des ressources en eau de la région (Amman, octobre 1995) sur la création d'un réseau d'établissements de formation dans le domaine de l'eau dans la région (Amman, novembre 1995); séminaires de formation à l'utilisation des techniques de télédétection et du système d'information géographique (SIG) en hydrologie et en hydrogéologie (Amman, décembre 1995) et à la gestion des ressources en eau dans les exploitations agricoles (Kafr Al-Shaikh, Égypte, mai-juin 1996). La mise en oeuvre de deux projets opérationnels, portant, l'un sur l'évaluation des ressources en eau à l'aide de techniques de télédétection, et l'autre, sur l'étude des couches basaltiques communes à la Jordanie et à la République arabe syrienne qui s'est poursuivie en 1995, devrait s'achever au cours de l'exercice biennal 1996-1997.

404. Dans le cadre de son sous-programme relatif à l'amélioration de la qualité de la vie, la CESAO s'est intéressée de près aux aspects sociaux du développement, notamment à la question de l'élimination de la pauvreté et, dans ce contexte, a été amenée à réaliser des études et monographies sur la pauvreté en Asie occidentale envisagée

sous une optique sociale : les femmes et la pauvreté en Asie occidentale; les incidences de certaines politiques macro-économiques et sociales sur la pauvreté en Égypte, en Jordanie et en République du Yémen et la pauvreté en Asie occidentale, son étendue et les moyens de l'atténuer, ainsi que d'autres études traitant des incidences de l'accroissement de la population et de l'urbanisation sur les schémas de consommation alimentaire en Jordanie et de l'état et des perspectives de la vulgarisation agricole au Yémen.

405. Par ailleurs, la CESAO a publié les documents ci-après : 43e numéro de la publication annuelle *Population Bulletin*, de son bulletin biennal *Demographic and related socio-economic data Sheets*, et des études portant sur le développement humain et la spécificité socioculturelle dans le monde arabe, les dimensions sociales du développement humain, l'évolution des valeurs dans la famille arabe, les perspectives régionales des établissements humains dans les pays de la CESAO et les aspects techniques et sociaux de l'amélioration et de la revitalisation des établissements humains de la ville de Thula (Yémen) ainsi que deux numéros de sa lettre d'information semestrielle sur les établissements humains dans le monde arabe. Enfin, elle a publié les actes de la réunion du Groupe d'experts chargé de préparer la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) qui s'est tenue à Amman, en janvier 1995.

406. La CESAO a organisé une réunion d'experts consacrée à la gestion d'entreprises et à l'adaptation de compétences en la matière dans un monde en évolution (Barheïn, novembre 1995) ainsi qu'un atelier sur le suivi et l'évaluation des projets de développement rural (Amman, septembre 1995).

407. En coopération avec le PNUD, la CESAO a mis au point un document de projet sur l'assistance préparatoire à l'appui régional aux efforts nationaux de développement durable. De même, elle a mis en chantier un projet financé par le Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND), qui vise à créer un centre de formation à l'informatique à l'intention de jeunes filles aveugles à Amman, et a créé et tient à jour des bases de données statistiques sur la main-d'oeuvre, les statistiques sociales, les établissements humains, les femmes (à l'intention de ses États membres) et les femmes arabes (Arab Women: Statistical Database), assortie d'une publication du même nom.

408. Dans le cadre de son sous-programme sur le développement et la coopération économique, la CESAO a publié l'édition annuelle d'une étude multidisciplinaire intitulée *Étude de l'évolution économique et sociale dans la région de la CESAO*, avec le concours de la plupart de ses

services; un ouvrage — achevé en même temps que l'étude — consacré aux marchés boursiers dans la région de la CESAO, ainsi qu'une étude analytique de l'évolution de la situation et des questions concernant le commerce extérieur et la balance des paiements des pays de la région de la CESAO, une étude de l'évolution de la situation et des tendances sur les marchés monétaires et financiers de la région de la CESAO, une étude sur la relance de la recherche-développement dans la région de la CESAO; et une étude sur les aspects technico-économiques de l'application à des fins commerciales de la nouvelle technologie des matériaux, dans les États membres de la CESAO.

409. La CESAO a également publié la sixième édition de son *Transport Bulletin* et réalisé des études concernant la stratégie régionale de développement des transports multimodaux; un modèle de tarification des charges portuaires applicables à la région de la CESAO (étude entreprise en coopération avec la CESAP, le port jordanien d'Aqaba ayant servi de port de référence); les incidences du programme d'ajustement structurel sur la production et la consommation alimentaires en Égypte; l'intégration agricole entre l'Iraq, la République arabe syrienne, le Liban et la Jordanie et l'évolution récente des activités et des perspectives de l'industrie manufacturière dans la région de la CESAO (1994). Elle a en outre publié la dix-septième édition de son bulletin sur l'agriculture et le développement en Asie occidentale, consacrée aux politiques et à la planification, aux problèmes agricoles actuels et à la sécurité alimentaire, ainsi que quatre séries statistiques : *Statistical Abstract of the ESCWA Region* (Fiches statistiques concernant la région de la CESAO) (No 15); *Prices and Financial Indicators in the ESCWA Region* (Prix et indicateurs financiers dans la région de la CESAO) (No 13); *National Accounts Studies of the ESCWA Region* (Études sur la comptabilité nationale dans les pays de la région de la CESAO) (No 15); et *Bulletin of Industrial Statistics for the Arab Countries, 1995* (Bulletin de statistiques industrielles pour les pays arabes, 1995) (No 2).

410. De même, la CESAO a organisé des réunions de groupes d'experts sur la relance de la recherche-développement dans la région de la CESAO (Hurghada, Égypte, septembre 1995) et sur les aspects technico-économiques de l'application de la nouvelle technologie des matériaux dans la région (Al Ain, Émirats arabes unis, octobre 1995), ainsi que des ateliers régionaux de formation de formateurs à la planification de projets et aux questions relatives à l'environnement (Ankara, septembre 1995), à l'analyse des politiques alimentaires et agricoles (Amman, octobre 1995) et à l'analyse et à la gestion du secteur agricole (Al Ain (Émirats arabes unis), décembre 1995). Les deuxièmes conférence et exposition arabes sur l'électronique, l'informatique et l'industrie des communications dans les pays

arabes, organisées en coopération avec l'Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières, l'ONUDI et d'autres organisations, se sont tenues au Caire en novembre 1995.

411. La CESAO a aussi créé et gère des bases de données sur les statistiques industrielles concernant les pays arabes et sur les sociétés transnationales et procédé aux préparatifs de la réunion de 1996 sur la Chine et le monde arabe — consacrée à l'accroissement des flux inter-régionaux de biens et services — et préparé les profils de pays sur les flux de biens, de services et d'investissements devant être publiés en 1996.

412. Dans le cadre de son sous-programme sur le développement régional et les changements mondiaux, la CESAO a étudié les facteurs exogènes et les changements mondiaux qui influent sur la région et publié en cinq volumes une étude multidisciplinaire sur les incidences de la création du marché unique européen sur les États membres de la CESAO (Vol. I : commerce extérieur; Vol. II : agriculture; Vol. III : commerce des produits manufacturés; Vol. IV : banques et finances; et Vol. V : science et technologie) accompagnée d'un résumé et de recommandations — ainsi que d'autres études sur la privatisation dans les pays du Golfe, la privatisation dans les pays États membres de la CESAO dont l'économie est plus diversifiée et les stratégies et politiques industrielles dans la région dans un environnement international et régional en mutation.

413. La CESAO a organisé une réunion d'experts sur les stratégies et politiques industrielles dans un environnement international et régional en mutation consacrée principalement aux questions de politique macro-industrielle (Bahreïn, novembre 1995), ainsi qu'un atelier sur les incidences de l'application de la norme ISO 9000 dans l'industrie du ciment (Abu Dhabi, 19-24 mai 1996).

414. Dans le cadre de son sous-programme relatif aux questions spéciales et programmes spéciaux, la CESAO s'est notamment intéressée au processus de paix au Moyen-Orient, aux problèmes des territoires occupés et des pays les moins avancés et a procédé à l'examen et à l'évaluation des établissements de crédit agricole dans les territoires palestiniens, à l'évaluation du système de culture dans la bande de Gaza et de ses perspectives de développement, à une étude sur les conditions d'investissement dans le secteur industriel au Yémen et à la mise au point d'un répertoire de données sur les exploitations agricoles des territoires occupés.

415. Le secrétariat de la CESAO a participé à la réunion plénière du Groupe de travail sur le développement économique régional, qui s'est tenue à Amman le 8 mai 1996. Assistent aux réunions du Groupe de travail consécutives au

Sommet d'Amman, tenu en octobre 1995, les pays appartenant à différentes régions du monde qui sont parties au processus de paix au Moyen-Orient. La CESAO a aussi été chargée au premier chef par le Secrétaire général, conformément à la résolution 50/22 C de l'Assemblée générale, d'effectuer une mission technique spéciale au Liban en vue d'établir un rapport sur les pertes matérielles et humaines et les dégâts causés par les hostilités dans ce pays (27 mai-10 juin 1996). En outre, elle a participé à la troisième réunion interinstitutions des Nations Unies pour les territoires palestiniens occupés, organisée par le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés (Gaza, avril 1996), et établi des documents de projets relatifs à la création de pépinières d'entreprises dans lesdits territoires, une en Cisjordanie et une autre dans la bande de Gaza.

D. Activités opérationnelles de développement

416. Des activités opérationnelles de développement ont été menées par un certain nombre d'entités des Nations Unies — le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), le Bureau de l'ONU pour les services d'appui aux projets. Des programmes de coopération technique ont été entrepris aussi par le Secrétariat de l'ONU, essentiellement dans le cadre du Département des services d'appui et de gestion pour le développement. On a fait en sorte que ces activités soient, autant que possible, réalisées en commun par les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies, y compris les institutions de Bretton Woods.

1. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

417. Le PNUD est le principal organisme des Nations Unies chargé de financer et de coordonner l'assistance technique au développement. Son administrateur, M. James Gustave Speth, a été également chargé par le Secrétaire général de remplir les fonctions de coordonnateur pour le développement économique et social.

418. Les objectifs opérationnels que le PNUD s'est fixés pour 1996-1997 se répartissent entre cinq domaines prioritaires. Il s'agit tout d'abord d'épauler les pays qui cherchent à assurer un développement humain sans danger pour

l'environnement, et pour cela de renforcer les services du siège et les bureaux extérieurs. Le PNUD est résolu à consacrer à peu près 90 % de ses ressources de base aux pays où le revenu annuel par habitant est inférieur à 750 dollars; il affecte 60 % de ses ressources aux pays les moins avancés.

419. Préférant l'approche-programme, qui privilégie les initiatives de vaste portée venant des pays eux-mêmes et les stratégies intéressant l'ensemble d'un secteur, à l'éparpillement des ressources entre une multitude de petits projets, le PNUD a adjoint à ses bureaux de pays des spécialistes de grandes questions comme le sida, l'économie ou le développement durable. Il a aussi accentué la décentralisation vers ces bureaux extérieurs, où est maintenant affecté 85 % de son personnel. Il a par ailleurs réorganisé les services du siège de façon à mieux répondre aux besoins et priorités des pays et à renforcer la synergie entre les fonds et programmes spéciaux qu'il administre — le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), les Volontaires des Nations Unies (VNU), le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), le Bureau de la lutte contre la désertification et la sécheresse et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

420. Une autre priorité du PNUD consiste à concrétiser au mieux, de façon à assurer une bonne réalisation, les nouveaux arrangements de programmation que le Conseil d'administration a approuvés en 1995 en réaffirmant (décision 1996/7) que le cadre définissant les paramètres de la coopération est le document central dans la programmation par pays et que c'est au premier chef au gouvernement bénéficiaire qu'il appartient de l'établir, en consultant le PNUD.

421. Par ailleurs, le PNUD plaide pour un développement humain sans danger pour l'environnement, s'employant à susciter des noyaux d'appui et à mobiliser les ressources nécessaires. Il préside à l'élaboration du *Rapport mondial sur le développement humain*, qui appelle l'attention générale sur les grands domaines de développement, et il a facilité l'établissement d'une trentaine de monographies de pays sur le sujet, dont 22 pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants. Le rapport mondial de 1996, qui traite de la croissance économique et des inégalités à l'intérieur des pays et entre eux, est paru en juillet 1996 à Tokyo; des manifestations et rencontres ont été organisées dans de nombreuses villes du monde pour le lancer au niveau régional ou national. Le PNUD réunit des tables rondes pour aider les pays, notamment ceux qui se trouvent dans des conditions critiques, à recueillir des fonds (voir ci-après, par. 429). Il a aussi entrepris de resserrer sa coopération avec les organisations non gouvernementales et les organisations civiles de toute nature.

422. Le PNUD cherche enfin à établir des alliances plus étroites avec les autres organismes des Nations Unies et à opérer plus efficacement dans les pays qui se trouvent dans une situation critique ou d'autres conditions particulières. Il a pris une très grande part à deux nouveaux programmes réalisés par l'ensemble des organismes des Nations Unies sous l'égide du Comité administratif de coordination — l'Initiative spéciale en faveur de l'Afrique, lancée en mars 1996, et le plan de suivi intégré des conférences des Nations Unies — qui ont été conçus pour obtenir dans un laps de temps déterminé des résultats concrets directement adaptés aux conditions propres aux pays bénéficiaires.

423. Le PNUD veille aussi de très près à la gestion et au bon fonctionnement du réseau de coordonnateurs résidents, où, au mois de décembre 1995, on dénombrait 45 coordonnateurs qui venaient d'un autre organisme ou y avaient travaillé. Les tâches des coordonnateurs et des représentants résidents ont été définies plus rigoureusement, les besoins propres du pays étant cernés de façon plus précise. Parallèlement, les institutions spécialisées, reconnaissant l'importance des coordonnateurs résidents, ont renforcé le rôle de ceux-ci, en agissant notamment dans le cadre du Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations et du Comité administratif de coordination, et le PNUD a créé au siège un bureau spécial chargé de les assister. Pour la première fois, le budget des programmes comporte une provision expressément destinée à faciliter l'exécution des tâches du coordonnateur résident. Enfin, le PNUD a établi avec d'autres organismes des Nations Unies des programmes de formation continue qui doivent permettre aux coordonnateurs et aux représentants résidents de se requalifier en cours de carrière.

424. Le PNUD travaille maintenant avec les entités qui s'occupent des réfugiés, personnes déplacées et autres victimes d'événements dramatiques, entre autres le Département des affaires humanitaires et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Selon les nouvelles dispositions de programmation, une fraction considérable du budget de ses programmes a été réservée aux opérations de reconstruction, de réintégration et de réconciliation à entreprendre dans les pays qui ont été déchirés par des événements critiques ou pour les populations vivant dans des conditions particulières. D'importantes activités ont ainsi été réalisées ou sont en cours dans plusieurs régions du monde (Angola, Burundi, Cambodge, Éthiopie, Gaza et Cisjordanie, Libéria, Mozambique, Rwanda, Sierra Leone et Amérique centrale).

425. Le PNUD aide les pays du continent africain à définir leurs objectifs, leurs stratégies et leur politique de développement et à rassembler les moyens nécessaires pour les concrétiser. Avec le Secrétaire exécutif de la CEA, il

coordonne les opérations de l'Initiative spéciale des Nations Unies en faveur de l'Afrique pour atteindre les objectifs du nouvel Ordre du jour pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Il aide les pays à se doter de moyens de gestion économique, soutient l'action communautaire, forme les responsables des pouvoirs publics et épaulé l'Initiative pour le renforcement des capacités en Afrique, le programme des études prospectives nationales à long terme et les opérations d'analyse et de programmation de la coopération technique menées par les pays (NATCAP).

426. En ce qui concerne l'activité sur les questions de gouvernance, le PNUD préside le Groupe de travail sur la réforme de la fonction publique constitué dans le cadre du Programme spécial d'assistance à l'Afrique qui est réalisé sous la direction de la Banque mondiale. Il a coordonné en 1995 l'élaboration des «Principes directeurs concernant la réforme de la fonction publique en Afrique», document qui devrait encourager les donateurs à accorder leur aide. Il a aussi apporté son concours dans les diverses phases de l'organisation d'élections dans une trentaine de pays africains.

427. En Afrique, le Bureau régional du PNUD a facilité la participation de responsables, d'organisations non gouvernementales et d'associations féminines à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing en septembre 1995. Le PNUD a par ailleurs aidé, sur le plan technique et autrement, quelque 25 pays à établir des rapports, point de départ d'une publication sur l'évolution de la condition de la femme africaine. Des colloques ont été organisés dans 18 pays pour sensibiliser les planificateurs, décideurs et autres responsables à la question de la prise en compte spécifique des femmes dans l'oeuvre de développement et pour appeler de façon générale l'attention des pays sur cette question des femmes. Le PNUD a lancé avec UNIFEM un programme de renforcement des capacités devant permettre d'établir une stratégie intégrée pour que les femmes soient systématiquement prises en considération dans la planification et la programmation du développement. Avec le concours d'autres bureaux régionaux, il a organisé deux réunions d'étude sur la situation des femmes en période de conflit; une autre réunion, traitant de l'impulsion que peuvent donner les femmes en Afrique, a permis à des femmes d'Afrique du Sud, du Kenya, du Mali, d'Ouganda et du Sénégal de confronter leurs expériences et a abouti à l'établissement d'un répertoire du réseau d'information sur l'intégration des femmes au développement, qui sera relié à l'Internet.

428. Le PNUD s'est tout particulièrement intéressé cette fois encore au secteur privé en Afrique, et d'abord à l'implantation de petites et moyennes entreprises. Des

rencontres de sensibilisation ont été organisées pour stimuler l'esprit d'entreprise, de même que deux grandes réunions régionales, respectivement au Botswana et au Cameroun, qui ont débouché sur des initiatives en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Le Bureau régional a entrepris d'implanter sur le continent le programme «Entreprises technologiques» que le PNUD finance en Amérique latine, afin que se développe un réseau entre pays.

429. Le PNUD a organisé en 1995 un certain nombre de tables rondes (Angola, Burkina Faso, Gambie, Lesotho, Namibie, Rwanda, Seychelles) et de réunions sectorielles (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Mali, Niger). Les tables rondes tenues en Angola et en Namibie étaient ouvertes au secteur privé et aux organisations non gouvernementales, rompant ainsi avec l'usage qui jusqu'à présent réservait ces réunions aux seuls gouvernements et donateurs. Le PNUD a établi au Mozambique, à la demande du Gouvernement et de quelques donateurs, un système de regroupement qui permet d'unifier davantage les modes d'opération des bailleurs de fonds, l'aide pouvant ainsi être dégagée sans conditions et les activités concentrées dans le cadre des projets du PNUD. Des contributions totalisant plus de 617 millions de dollars ont été annoncées au profit du Rwanda lors d'une réunion de donateurs qui s'est tenue en juin 1996 à Genève.

430. Le PNUD a participé à la lutte contre la pauvreté dans plusieurs pays de la région Asie et Pacifique, notamment l'Indonésie, la Mongolie, la Thaïlande et le Viet Nam. Une fois revue la conception de son soutien au Programme de réinstallation et de réinsertion des populations au Cambodge (CARERE), un projet de relèvement et de remise en état de zones (CARERE II), portant sur quatre ans et représentant 40 millions de dollars, a été approuvé en novembre 1995. L'appui du Groupe consultatif mixte des politiques a permis d'obtenir du Fonds international de développement agricole (FIDA) 500 000 dollars de financement parallèle pour un programme de lutte contre la pauvreté dans le sud-ouest de la Chine, initiative de crédit rural géré par le Bureau du PNUD à Beijing. Le PNUD a défini au début de 1996 pour l'Afghanistan une stratégie de lutte contre la pauvreté, lutte à mener au niveau des communautés et appuyée sur le respect des droits de l'homme et la reconstruction sociale, rurale et urbaine.

431. Le PNUD était l'un des organisateurs de la première des réunions ministérielles (qui a eu lieu en l'occurrence en novembre 1995 à Bangkok) tenues par les gouvernements d'une région pour donner suite à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Il travaille avec le Gouvernement bhoutanais à l'élaboration d'un plan national de préservation de la diversité biologique. Le projet régional lancé sous les auspices du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour endiguer et prévenir

la pollution marine dans les mers d'Extrême-Orient a fait à la fin de 1995 l'objet d'un examen tripartite; il sera peut-être décidé en 1996 de l'étendre à de nouvelles zones. Les autres activités concernant l'environnement comprennent des opérations en Inde, où le PNUD a versé une subvention de 1,7 million de dollars provenant du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal pour épauler l'élimination progressive des chlorofluorocarbones, l'élaboration d'une stratégie du développement durable en République islamique d'Iran et un examen-bilan, effectué en mai 1995, du programme de préservation de la diversité biologique dans le Pacifique Sud qui est réalisé sous les auspices du FEM.

432. On devrait achever en 1996 le tour d'horizon des moyens structurels que possède le Bangladesh pour intégrer systématiquement la question des femmes dans sa planification et sa programmation du développement. De nouvelles activités ont été lancées en 1996 en Inde, aux Maldives, au Myanmar et au Samoa pour encourager cette démarginalisation des femmes.

433. Trois accords visant la mise en valeur économique du bassin du fleuve Tumen, dans le nord-est de l'Asie, ont été signés le 6 décembre 1995 au Siège de l'ONU, marquant l'aboutissement de trois années de négociations menées avec l'aide du PNUD. Deux de ces accords qui feront date établissent les premières institutions intergouvernementales pour le développement de la région, le troisième un organisme de coopération pour la protection de l'environnement.

434. Un important travail a été fait dans plusieurs États arabes (Algérie, Égypte, Liban, Maroc, Tunisie) pour mettre en oeuvre des programmes de développement humain sans danger pour l'environnement. Une première réunion d'étude sur cet aspect du développement a été organisée au Liban en octobre 1995 et des activités pilotes en vue de l'établissement d'un réseau du développement durable sont réalisées au Maroc et en Tunisie. Le programme d'assistance technique pour la protection de l'environnement dans le bassin méditerranéen est un notable exemple d'ensemble de projets axés sur le renforcement des moyens d'action et la préparation aux investissements (représentant 80 millions de dollars).

435. En Somalie, les programmes au niveau communautaire se sont poursuivis dans un climat d'incertitude politique. Au Soudan, les plans de développement zonal, dont le PNUD avait fait valoir lors du Sommet mondial pour le développement social qu'ils constituent le moyen par excellence de lutte contre la pauvreté, sont restés les principaux éléments du programme de pays. Au Liban, le PNUD a continué d'épauler le programme de réintégration des populations déplacées entrepris par le Gouvernement;

il consacre 1 million de dollars à ces activités, qui facilitent la réinstallation des quelque 450 000 personnes déplacées, pourvoient aux premiers besoins des collectivités en matière de santé et d'enseignement et aident au relèvement grâce à la construction de logements à bas prix et à la formation à des projets sources de revenu.

436. Le PNUD a renforcé en 1995 son action en Europe et dans la Communauté d'États indépendants en approuvant 12 programmes de pays. Bien qu'il ne dispose pour cette région que de moyens humains et financiers nettement inférieurs à ceux qu'il peut consacrer à ses autres bénéficiaires, il a lancé des activités axées sur la gestion, la mise en place de moyens permettant de nouvelles modalités de coopération pour le développement, le renforcement du processus de démocratisation et la coopération et la sécurité régionales. C'est ainsi qu'une première conférence sur la coopération en Asie centrale s'est tenue en juin 1995 au Kirghizistan et qu'il a organisé en septembre à Nougous une Conférence sur le développement durable des États du bassin de la mer d'Aral. Des groupes consultatifs ont également été réunis pour étudier des questions intéressant l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'ex-République yougoslave de Macédoine.

437. Une mission du PNUD en Bosnie-Herzégovine a élaboré en décembre 1995 un accord de base type en matière d'assistance, dont la signature était le préalable indispensable à l'ouverture d'un bureau du PNUD dans le pays. En janvier, le Conseil d'administration a recommandé que le PNUD consacre au moins 5 millions de dollars à l'assistance à la Bosnie-Herzégovine.

438. Le PNUD a fourni des moyens de financement pour que des représentantes de la région puissent participer à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes; il a aussi organisé à cette occasion le voyage de Varsovie à Beijing par train spécial, le Beijing Express, de 200 personnes qui ont aussi pu acquérir durant ce voyage des éléments de formation à diverses techniques.

439. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, le PNUD a contribué en El Salvador, au Guatemala, à Haïti et au Nicaragua aux processus de paix soutenus par l'ONU, et en particulier à la mise en place des institutions qui fondent une société démocratique, en coordonnant son action avec les autres entités qui oeuvrent pour le développement. Il a établi avec une dotation de 11 millions de dollars du Gouvernement espagnol un fonds d'affectation spéciale pour la promotion de la paix en Amérique centrale et a fourni des moyens de financement pour une conférence sur la gestion des affaires publiques et le développement qui a été organisée en septembre 1995 à Santiago.

440. Plusieurs grands projets axés sur l'environnement ont été menés au Brésil, au Guatemala et au Mexique. Le FEM, devenu opérationnel en 1995, a approuvé 11 projets, représentant au total 15 350 000 dollars, prévus par le PNUD pour la région. Cinq de ces projets sont conçus pour aider les pays à remplir les obligations qu'ils ont contractées en signant la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; un autre doit favoriser le dialogue entre les pays signataires du Traité en vue de la coopération amazonienne afin que les richesses et l'habitat forestiers du bassin amazonien soient rationnellement exploités.

441. Le PNUD n'a pas seulement des activités régionales, il est aussi associé à diverses initiatives qui portent sur plusieurs régions à la fois ou s'étendent à l'ensemble du monde. C'est ainsi qu'il participe au programme conjoint des Nations Unies pour la lutte contre le VIH/sida dans le cadre de son programme «sida et développement» — on peut citer par exemple son action en Ouganda, où à la fin de 1995 il avait financé 116 microprojets pour 20 districts et les frais de scolarité de 3 500 orphelins. Il coopère aussi avec l'Institut international de recherche sur les vaccins établi en République de Corée, réalise avec la Banque mondiale un programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement et aide à renforcer les moyens d'exploiter les ressources en eau et d'assurer la production alimentaire sans nuire à l'environnement, à tirer parti des possibilités élargies qu'offre la technique, à assurer la formation à la question des changements climatiques et à développer l'aquaculture et le secteur privé. Le PNUD a par ailleurs lancé avec le Comité international olympique, lors des Jeux olympiques de 1996, un appel qui a contribué à rallier dans le monde des soutiens aux actions lancées dans le cadre de l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté (1996).

442. Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) finance la lutte contre la pauvreté dans les pays les moins avancés. En 1995, de nouveaux programmes ont été mis sur pied pour le Cambodge et le Togo et il a été procédé à huit évaluations de projets. Huit donateurs ont annoncé en mai 1996, lors de la session annuelle du Conseil d'administration, qu'ils verseraient pendant trois ans au FENU des montants fixés d'avance. Le Fonds autorenouvelable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles a été relancé avec l'aide du Gouvernement japonais.

443. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) a largement contribué aux préparatifs et aux travaux de la quatrième Conférence sur les femmes et du Forum d'organisations non gouvernementales qui s'est

tenu parallèlement, apportant son concours dans 120 rubriques d'activité différentes, notamment en aidant des associations féminines communautaires, en faisant paraître des publications sur ses réalisations et les leçons de l'expérience, en prenant à sa charge des frais de participation au Forum, en organisant des séminaires sur la meilleure manière de participer aux conférences mondiales des Nations Unies et en intensifiant sa campagne dans les médias.

444. Le PNUD a beaucoup contribué à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) aux niveaux national et international. Il a participé avec le Centre de recherches internationales pour le développement et le Gouvernement néerlandais au financement d'une nouvelle structure, inaugurée en juillet 1996, qui offrira aux organisations non gouvernementales, aux groupes communautaires au secteur privé et aux autres interlocuteurs intéressés partout dans le monde une assistance technique et une information sur l'agriculture en zone urbaine. Une autre structure, conçue celle-là pour favoriser l'investissement privé dans les zones urbaines, a été créée lors d'Habitat II; elle doit générer 1 milliard d'investissements dans les moyens d'assurer une bonne gestion de l'eau, de l'énergie et des déchets.

445. En 1995, les Volontaires des Nations Unies (VNU) étaient 3 263 (personnel spécialisé et agents locaux), de 134 nationalités, à oeuvrer dans 139 pays. Leurs activités prioritaires étaient la lutte contre la pauvreté, le soutien aux processus de paix et de démocratisation, l'assistance aux pays en transition et la consolidation de la société civile. Le personnel spécialisé a participé aux opérations de paix ou de protection des droits de l'homme des Nations Unies au Guatemala, à Haïti et au Rwanda. Les Volontaires ont aussi contribué au processus de paix au Moyen-Orient par leur propre programme TOKTEN (transfert des connaissances par l'intermédiaire des expatriés) et dans le cadre du programme d'assistance au peuple palestinien. Les Casques blancs, corps nationaux de volontaires pouvant à tout moment détacher des équipes d'assistance, qui ont été créés sur une initiative lancée en 1993 par le chef de l'État argentin, sont devenus opérationnels en 1995. Le Programme de services consultatifs de courte durée (UNISTAR), qui est axé sur le développement du secteur privé, a été de plus en plus orienté vers les pays en transition, où 124 missions, réparties entre 18 pays, ont été effectuées en 1995. Le siège des VNU a été transféré de Genève à Bonn en juin 1996. Le Conseil d'administration avait marqué en mai, lors de sa session annuelle, le vingt-cinquième anniversaire de ce programme.

446. Le Bureau de la lutte contre la désertification et la sécheresse aide 43 pays à préparer les mesures d'application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique. Le FEM, pour sa part, s'occupe des mesures concernant les changements climatiques, la préservation de la diversité biologique, les eaux internationales et l'appauvrissement de la couche d'ozone; les 55 projets pilotes autorisés par ses donateurs de 1991 à 1994, qui représentent globalement 242,5 millions de dollars, ont tous été approuvés en septembre 1995 et 53 sont maintenant en cours d'exécution. Le PNUD a fourni en 1995, comme prescrit par le Comité exécutif du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, 32,4 millions de dollars d'assistance à 41 pays afin qu'ils éliminent les substances qui détruisent l'ozone; un montant supplémentaire de 16,5 millions de dollars, devant financer 47 nouveaux projets dans 15 pays, a été approuvé en 1996. Le fonds Capacités 21, qui aide les pays à se doter des moyens requis pour intégrer les principes d'Action 21 dans leurs plans de développement, a financé en 1995 des programmes dans 44 pays; les contributions annoncées s'établissaient à la fin de l'année à 51,7 millions de dollars.

447. Les nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement ont été approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/119. Le PNUD assiste les pays dans quatre domaines, qui font chacun l'objet d'un sous-programme du Groupe spécial qui s'occupe de cette question : sensibilisation et information; adéquation des moyens d'action aux besoins et réunions d'étude sur des questions précises; études et évaluations; renforcement des capacités. L'Administrateur a signé en avril 1996 un accord portant création d'un nouveau fonds d'affectation spéciale conçu pour faciliter la coopération technique et économique entre pays en développement.

448. Incidence directe des négociations historiques de paix entre le Gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le Programme d'assistance au peuple palestinien a été élargi en 1995. Le PNUD, collaborant étroitement avec le Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés, a établi des formules de financement que les donateurs peuvent adopter pour faciliter le développement économique et social indispensable à l'établissement d'un climat de paix et de stabilité. La stratégie qui guidera pendant trois ans l'action menée en Cisjordanie et dans la bande de Gaza a été définie en 1995 dans le cadre des objectifs généraux de ce programme. La création d'emplois est l'une des priorités et un

programme en cours a déjà permis d'offrir 75 000 journées de travail dans la bande de Gaza. Les fonds consacrés à cette assistance ont été de l'ordre de 34 millions de dollars en 1995, soit 50 % de plus qu'en 1994.

449. Le PNUD a fourni une aide au Bangladesh, au Guyana, à la Mongolie, à Montserrat et au Yémen, éprouvés vers le milieu de l'année 1996 par des catastrophes naturelles. Il épaula un nouveau programme qui aide les pays à atteindre les objectifs de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles et qui a permis de renforcer l'organisation préventive au Cambodge, au Laos et en Mongolie. Le PNUD a aussi fourni des moyens de financement pour que 40 responsables et autres personnes venus de toutes les régions puissent assister à une conférence internationale sur l'organisation des secours d'urgence et l'hébergement des populations sinistrées tenue en mai 1996.

450. Le PNUD a poursuivi la réorganisation entreprise afin de pouvoir assurer plus efficacement des services de meilleure qualité. Il a adopté au début de 1995 un cadre d'orientation qui définit à la fois sa nouvelle mission, ses objectifs et ses stratégies et il a fait le point des résultats de l'année dans le plan 1996-1997, qui a été publié en mai 1996. Une nouvelle stratégie de la gestion des ressources humaines, qui met l'accent sur les activités de perfectionnement du personnel, les conseils d'organisation des carrières et la promotion de la représentation féminine dans les effectifs, a été approuvée à la fin de 1995 aux échelons supérieurs de l'administration. Les cycles de programmation ont été harmonisés avec les opérations d'autres organismes des Nations Unies dans 27 pays et le sont déjà largement dans 55 autres. L'Administrateur a introduit en mai 1996 une approche structurée de la réforme du PNUD; un comité spécial et une initiative intitulée «PNUD 2001» relevant l'un et l'autre du Conseil d'administration ont été établis pour définir le sens général de la refonte et fixer des buts précis.

451. En six ans, de 1992 à 1997, le PNUD aura réduit son budget administratif de 12 % en termes réels, le personnel permanent du siège de 31 % et l'ensemble de ses effectifs permanents de 15 %. Il a aussi renforcé la rigueur comptable interne en faisant faire par des sociétés d'audit internationales des contrôles de gestion indépendants dans ses bureaux d'Asie et d'Afrique, en instituant pour l'appréciation du comportement professionnel, le recrutement, l'avancement et les affectations des règles transparentes et des évaluations d'homologues, et en fixant les objectifs à atteindre pour assurer dans ses effectifs une représentation féminine égale à la représentation masculine. Enfin, le PNUD est maintenant l'entité qui fait le plus d'évaluations pour la base de données du Comité d'aide au dévelop-

pement (CAD) de l'OCDE, ayant évalué plus de 1 200 projets et programmes.

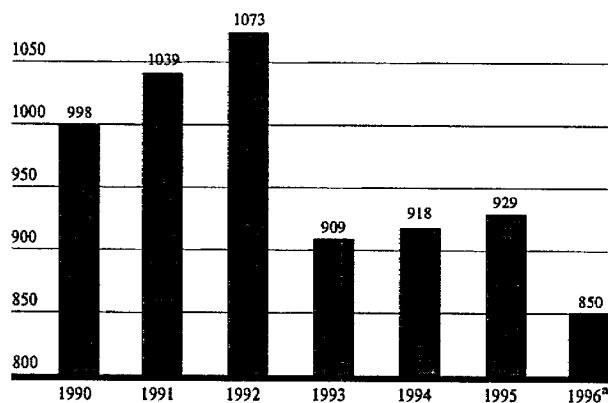
452. On estime à 8,2 milliards de dollars le montant des fonds dont le PNUD dispose pour le cinquième cycle de programmation (1992-1996), soit des ressources considérablement supérieures au chiffre initial et au chiffre révisé, qui étaient de l'ordre de 7,5 milliards de dollars. Cela est dû à une nette augmentation de la participation aux coûts et des fonds à affectation spéciale, qui atteignent quelque 3,2 milliards de dollars. La dotation comprend par ailleurs 4,7 milliards de dollars de ressources de base, ce qui est encore bien inférieur aux 6,3 milliards qu'avait prévus le Conseil d'administration dans sa décision 90/34, lorsqu'il avait souhaité une augmentation de 8 % par an pendant le cinquième cycle, et 2 millions de dollars de recettes diverses. On prévoit en outre que les fonds et structures administrés par le PNUD (FENU, UNIFEM, VNU, Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles, Bureau de la lutte contre la désertification et la sécheresse, Compte de l'énergie) recevront durant le cinquième cycle 374 millions de dollars de ressources de base et de contributions à des fins spéciales.

453. Les ressources de base versées par les États membres en 1995 se sont établies à 928,6 millions de dollars (voir diagramme 11). Les autres apports — dotation des fonds administrés par le PNUD et des fonds d'affectation

Diagramme 11

Contributions volontaires au Programme des Nations Unies pour le développement (ressources de base) (1990-1996)

En millions de dollars des États-Unis



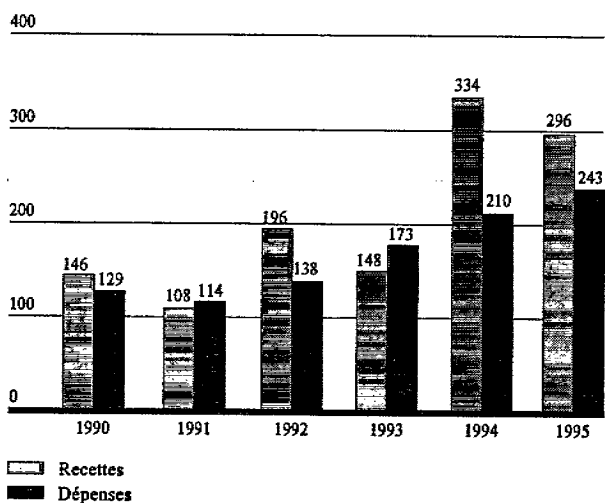
^aMontant prévu.

spéciale, participation aux coûts, contributions de contrepartie versées en espèces par les gouvernements — ont porté le montant total géré par le PNUD à plus de 1,8 milliard de dollars (voir diagramme 12). La participation aux coûts a représenté à elle seule 600 970 000 dollars (voir diagramme 13). Le coût des activités extérieures de coopération technique a été de l'ordre de 1 014 200 000 dollars. Les ressources de base versées pour 1996 devraient s'établir à 850 millions de dollars.

Diagramme 12

Etat récapitulatif des activités financières : fonds et fonds d'affectation spéciale administrés par le Programme des Nations Unies pour le développement (1990-1995)

En millions de dollars des Etats-Unis



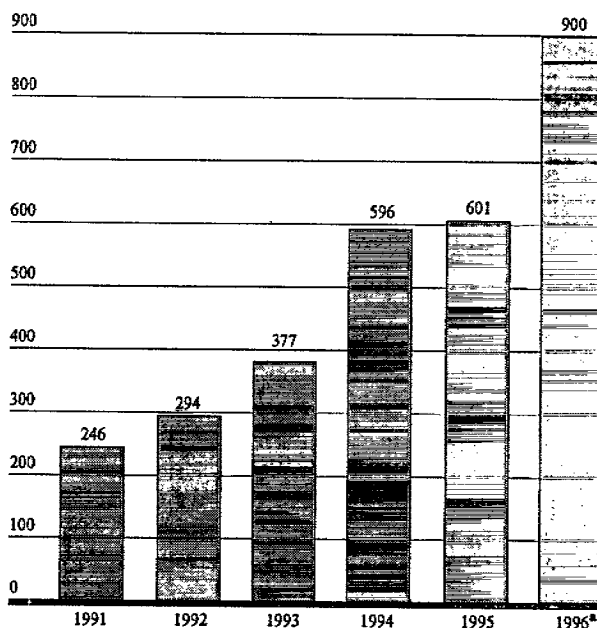
454. Parmi les donateurs siégeant au CAD, le Japon et les Pays-Bas ont annoncé une contribution plus importante pour 1996, d'autres pays — Allemagne, Australie, Belgique, Danemark, Espagne, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Suisse — verseront un montant égal à celui de 1995; la Nouvelle-Zélande et le Portugal ont versé une contribution nettement plus importante qu'en 1995, tandis que les États-Unis ont diminué la leur.

455. Il faut aussi noter que plusieurs pays bénéficiaires de programmes ont décidé d'augmenter leurs apports en 1996 (Bénin, Costa Rica, Honduras, Inde, Mauritanie, Namibie, Philippines, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Turquie, Viet Nam). Plusieurs autres, dont certains connaissent pourtant de graves problèmes économiques, ont repris leurs versements (Djibouti, Kenya, Nicaragua, Niger, Soudan, Ukraine, Yémen, Zambie). Andorre et la Slovénie ont, en 1995, annoncé pour la première fois des contributions.

Diagramme 13

Recettes du Programme des Nations Unies pour le développement au titre de la participation aux coûts (1991-1996)

En millions de dollars des Etats-Unis



* Chiffre prévu.

2. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

456. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) célèbre son cinquantième anniversaire en 1996. Cette commémoration offre également l'occasion de rappeler que le bien-être des enfants s'est plus amélioré au cours des cinq dernières décennies qu'à tout autre moment de l'histoire. Lorsque l'UNICEF a été créé, en 1946, les décès massifs d'enfants étaient encore considérés comme un fait inéluctable dans une grande partie du monde. Aujourd'hui, ce fatalisme a largement disparu et la mortalité infantile a été réduite de moitié. En 10 ans seulement, c'est-à-dire entre les premières années 80 et les années 90, la couverture vaccinale mondiale contre les six principaux responsables de la mortalité infantile est passée de 10 à plus de 80 %, ce qui a permis de sauver des millions de jeunes vies. De grands progrès ont d'ores et déjà été réalisés dans l'accomplissement des objectifs fixés au Sommet mondial pour les enfants qui s'est tenu en 1990, première manifestation de cette envergure qui ait jamais eu lieu dans le monde. À l'orée du XXI^e siècle, les enfants occupent une

place de premier plan dans les programmes d'action touchant aux droits de l'homme et au développement, tant au niveau international que national.

457. Sous la conduite de la Directrice générale, Mme Carol Bellamy, l'UNICEF est en train d'apporter des solutions aux énormes problèmes auxquels les enfants et leurs familles se trouvent encore confrontés, conformément aux objectifs fixés au Sommet mondial pour les enfants et aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant.

458. En juin 1996, le Conseil d'administration de l'UNICEF a approuvé le plan à moyen terme pour la période 1996-1999, qui servira de cadre modulable pour l'action à entreprendre. Ce plan nécessite de la part de l'UNICEF une attitude résolument tournée vers l'avenir pour aider les États à appliquer les principes inscrits dans la Convention relative aux droits de l'enfant, qui a maintenant reçu une consécration pratiquement universelle. En 1995-1996, le Conseil d'administration a réexaminé les stratégies des programmes relatifs à l'éducation, à la santé, à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement et aux services de secours d'urgence. Ces examens, qui ont pour but d'orienter les activités des programmes jusqu'à l'an 2000, se sont appuyés sur les résultats obtenus ces dernières années dans le cadre des activités de promotion des objectifs fixés au Sommet mondial pour la fin de la décennie, sur l'analyse des stratégies réalisée par le Conseil d'administration à la suite de l'évaluation de l'UNICEF effectuée par plusieurs donateurs en 1992 et sur les premières dispositions prises pour que la Convention relative aux droits de l'enfant serve de cadre aux programmes de l'UNICEF.

459. Les résultats des engagements politiques pris au Sommet mondial pour les enfants en vue de donner aux enfants un avenir meilleur deviennent de plus en plus visibles, malgré les conflits civils qui déchirent les populations et les catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme qui frappent de nombreux pays. À la fin de 1995, quelque 150 pays en développement avaient terminé, ou bien avancé, la mise en place de programmes d'action nationaux afin d'atteindre les objectifs clefs inscrits dans la Déclaration adoptée à l'issue du Sommet dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'éducation ainsi que de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Des actions spéciales avaient été conçues à l'intention des jeunes filles afin de combattre les comportements sexistes.

460. En 1995, l'UNICEF coopérait à la réalisation de programmes dans 149 pays, dont 46 en Afrique, 37 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 34 en Asie et dans le

Pacifique, 14 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et 18 en Europe centrale et orientale, dans la Communauté d'États indépendants et les États baltes. Environ 75 % des dépenses au titre de ces programmes ont été effectuées dans les pays à faible revenu, et 36 % en Afrique, ce qui représente quelque 292 millions de dollars sur un total de 804 millions. Le quatrième numéro du *Progrès des Nations*, qui dressait un bilan des succès et des échecs de l'action en faveur de l'enfance dans le monde, a confirmé la tendance manifestée par les gouvernements d'accorder un rang de priorité élevé au suivi des progrès enregistrés en faveur des enfants, et fourni des données actualisées sur les indicateurs permettant d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Sommet, en établissant un classement des pays en fonction des résultats obtenus.

461. L'une des grandes priorités de l'UNICEF demeure la prévention de la morbidité et de la mortalité, par le biais notamment de la vaccination ainsi que de la prévention et du traitement des grandes maladies transmissibles telles que le paludisme, les maladies diarrhéiques, la pneumonie et la rougeole. La couverture vaccinale a été maintenue à travers le monde à quelque 80 % en moyenne, voire plus. Toutefois, en Afrique, la moyenne régionale est restée par trop faible; elle n'était que de 41 % en Afrique occidentale et centrale. Les efforts déployés dans le monde pour éradiquer la poliomyélite se sont poursuivis, et 145 pays sur 213 ont notifié l'absence de cas de poliomyélite en 1993. La dracunculose a diminué de 95 % au cours des 10 dernières années, et le ver de Guinée n'est plus endémique que dans 16 pays d'Afrique, au Yémen et dans de petites régions de l'Inde.

462. En 1995, l'UNICEF a révisé ses politiques et stratégies relatives à la santé de la femme afin d'exploiter les nouvelles connaissances acquises au niveau international pour ce qui concerne les soins de santé maternelle et les résultats obtenus dans le cadre des programmes. Son action de soutien s'est concentrée sur la réduction de la mortalité maternelle, en facilitant avant tout l'accès à des soins de qualité avant, pendant et après l'accouchement. L'UNICEF a réorienté ses efforts dans le sens d'un renforcement du rôle des sages-femmes professionnelles et a fait une plus large place à la diffusion de messages de promotion de la santé axés sur des questions concernant les femmes, la planification familiale, l'allaitement au sein, la violence et les mutilations génitales, par exemple. La stratégie de l'UNICEF en matière de santé aborde désormais la santé des jeunes comme une question relevant des droits de l'enfant et accorde une plus grande importance aux problèmes de santé des adolescents.

463. La pandémie de VIH/sida a continué de s'étendre et a inversé la tendance à la baisse de la mortalité infantile dans plusieurs pays. L'UNICEF est l'un des organismes coparrainant le nouveau Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et participe à l'exécution de programmes essentiels en matière de santé sexuelle et génésique, de santé des jeunes, de santé scolaire et de communication.

464. La réduction de la malnutrition infantile est demeurée un volet essentiel de nombreux programmes de pays de l'UNICEF, et la préparation du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 s'est accélérée. Des progrès ont été réalisés partout dans le monde en vue d'une iodisation universelle du sel, et 14 pays ont mis en place diverses activités afin de tirer parti des innovations apportées dans la distribution de vitamines A et d'en suivre les effets bénéfiques sur les plans de la mortalité et de la morbidité. En collaboration avec d'autres institutions, l'UNICEF a étudié les moyens d'accroître la teneur en oligoéléments des aliments. En 1995, on dénombrait 4 000 hôpitaux réservant un bon accueil aux bébés dans 170 pays.

465. En Amérique latine, au Moyen-Orient et en Asie orientale, la plupart des pays avaient atteint les objectifs fixés pour le milieu de la décennie en ce qui concerne l'enseignement primaire pour tous et la réduction des disparités entre les sexes. En Afrique, toutefois, les progrès ont été irréguliers et, dans bien des cas, la situation s'est même dégradée. L'année 1995 a été déclarée année de l'éducation des filles, car celle-ci est considérée comme l'élément central du développement durable, de l'équilibre démographique et de l'émancipation de la femme. L'enseignement primaire des filles a été le principal élément du soutien à l'éducation apporté par l'UNICEF en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En collaboration avec l'UNESCO, le PNUD et la Banque mondiale, l'UNICEF a accueilli à Amman, en juin 1996, une réunion qui devait évaluer les progrès accomplis depuis la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, tenue à Jomtien (Thaïlande) en 1990.

466. L'UNICEF consacre près de 40 % de ses ressources humaines à l'Afrique subsaharienne. Il s'emploie maintenant à approfondir et à mettre en oeuvre l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique, à tirer les enseignements des résultats obtenus dans le cadre des programmes, à généraliser la diffusion des «meilleures pratiques suivies», à définir les caractéristiques propres à l'Afrique en ce qui concerne les questions relatives aux droits des enfants et à élaborer une stratégie de mobilisation des ressources. Certaines évolutions positives ont été enregistrées, notamment une plus grande stabilité politique dans certains pays, une couverture vaccinale proche des 80 % fixés comme objectif dans la

moitié des pays d'Afrique subsaharienne, des progrès appréciables dans l'élimination du ver de Guinée, la maîtrise des troubles dus à une carence en iode, 80 % des pays africains ayant adopté ou étant sur le point d'adopter une législation sur l'iodisation du sel, et une augmentation plus forte que prévue des taux d'utilisation de la réhydratation par voie orale dans un certain nombre de pays. Cela dit, les perspectives en Afrique subsaharienne restent bien sombres, avec des taux de croissance économique faibles, voire négatifs, la prolongation de situations d'urgence complexes et la fragmentation des pays et des sociétés.

467. L'UNICEF s'efforce d'intégrer de plus en plus dans l'ensemble de ses programmes le cas des enfants qui se trouvent dans des situations particulièrement difficiles. Les questions liées à la protection de l'enfant auxquelles elle accorde une priorité sont notamment le travail des enfants, la protection des enfants dans les situations de conflit armé, l'exploitation sexuelle des enfants, l'incapacité chez l'enfant, les enfants et familles touchés par le sida, et les enfants des rues. En 1995, l'UNICEF a apporté une assistance dans 21 situations d'urgence complexes afin de répondre aux besoins de protection particuliers des enfants et des femmes particulièrement vulnérables, y compris les enfants non accompagnés, les personnes déplacées dans leur propre pays, les enfants soldats ainsi que les enfants et les femmes maltraités. Il a consacré 25 % des dépenses au titre de ses programmes pour assurer des services vitaux aux enfants et aux femmes dans des situations d'urgence. L'Afrique est demeurée le continent où les besoins sont les plus grands.

468. Afin de répondre aux besoins psychosociaux des enfants en situation difficile, l'UNICEF a aidé 16 pays à organiser des systèmes d'orientation psychologique et à instaurer l'environnement familial et communautaire nécessaire à leur rétablissement. En matière de nutrition, il a fourni des aliments d'appoint en Afghanistan, au Burundi, au Rwanda et en Sierra Leone. Au Rwanda, il a réparé des établissements de soins et a réussi à assurer la couverture vaccinale d'avant la guerre. Au Burundi, il a apporté un soutien décisif pour la réalisation d'un nouveau programme de lutte contre les infections respiratoires aiguës et les maladies diarrhéiques. En Afghanistan et en Angola, des campagnes de vaccination systématique ont été organisées. Au Libéria et dans l'ex-Yougoslavie, les soins de santé primaires ont été l'une des grandes priorités. L'UNICEF a fourni des équipements d'approvisionnement en eau et d'assainissement en Afghanistan, en Angola, au Burundi, au Rwanda et en Sierra Leone. Des programmes d'éducation ont été organisés en Afghanistan, en Angola, en Bosnie-Herzégovine, au Burundi, au Rwanda et en Sierra Leone.

469. Le Bureau des programmes d'urgence de l'UNICEF a pris des mesures particulièrement importantes pour renforcer sa capacité d'intervention en cas de situation d'urgence et a notamment, dans ce contexte, procédé à un examen des enseignements acquis, mis au point une démarche à suivre pour assurer un ensemble de services, créé des équipes d'intervention rapide, conclu des mémorandums d'accord avec des partenaires faisant partie du système des Nations Unies, y compris le HCR et le PAM, élargi les accords de coopération avec les ONG, formé plus de 300 membres de son personnel à la gestion des situations d'urgence, accru et amélioré ses moyens d'achat et renforcé les systèmes de sécurité interne et de communication. L'UNICEF a continué de collaborer étroitement avec d'autres organismes des Nations Unies, en particulier le Département des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU, le HCR, le PAM et le PNUD.

470. La Convention relative aux droits de l'enfant a reçu l'adhésion d'un plus grand nombre d'États que tout autre traité relatif aux droits de l'homme. À l'heure actuelle, 187 États ont ratifié la Convention, deux l'ont signée mais ne l'ont pas ratifiée, et quatre ne l'ont pas signée. L'UNICEF fournit une aide technique à de nombreux pays qui mettent leur législation nationale en harmonie avec la Convention et a apporté son appui pour la formation de magistrats et autres fonctionnaires de la justice pour mineurs. Il a prêté son concours au Comité des droits de l'enfant qui, à la fin de 1995, avait procédé à l'examen des rapports présentés par 43 gouvernements.

471. L'UNICEF continue à oeuvrer en faveur de la mise en place de mécanismes de suivi et de coordination permettant de superviser l'application de la Convention. Avec son appui, certains pays ont créé des services ou systèmes de collecte régulière de données afin d'améliorer l'observation continue de la situation des enfants et de définir des indicateurs pour mesurer l'amélioration de cette situation. L'UNICEF a organisé la quatrième mission annuelle officielle sur le terrain du Comité des droits de l'enfant qui s'est rendu en octobre en Asie du Sud pour rencontrer des représentants des gouvernements, des ONG et d'autres partenaires.

472. Les services de l'UNICEF sont en train d'adopter une approche situant les activités de programme et les activités de plaidoyer dans la perspective des droits de l'enfant. Ils procèdent à la révision des directives applicables au Programme afin que la Convention puisse servir de cadre pour les programmes de pays. Un comité directeur interdivision a été créé au siège de l'UNICEF pour formuler des stratégies sur les nouvelles questions relatives aux droits de l'enfant. L'une de ses premières tâches a été d'élaborer pour l'UNICEF une politique d'achat compatible avec la Convention; cette politique est d'ores et déjà

appliquée. Un groupe de travail est en train de définir une position unifiée de l'UNICEF concernant le travail des enfants et, à cet effet, a rencontré ses homologues du BIT. L'UNICEF a commencé à former son propre personnel afin que ses programmes et priorités soient véritablement établis dans l'esprit de la Convention.

473. L'UNICEF a réalisé de multiples activités en faveur de l'enfance, des conférences, séminaires, ateliers de formation et colloques, par exemple, afin de mieux faire connaître et respecter les droits de l'enfant partout dans le monde. Il a pris contact avec les médias afin d'en mobiliser l'appui pour la défense des droits de l'enfant. Lors d'une réunion tenue avec l'UNICEF en novembre 1995, le Parlement européen a approuvé une Stratégie européenne en faveur des enfants, avant de l'adopter en janvier 1996. L'UNICEF a contribué à faire adopter par l'Assemblée générale des Nations Unies des résolutions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'enfant. Il continue d'apporter son concours à la réalisation d'une étude approfondie sur l'impact des conflits armés sur les enfants, réalisée par Graça Machel et le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat, en application de la résolution 48/157 de l'Assemblée générale.

474. Le Conseil d'administration de l'UNICEF a adopté un énoncé de mission au début de 1996, à la définition duquel les membres du personnel, les gouvernements et les comités nationaux ont largement participé. Le 30 juillet 1996, l'UNICEF a officiellement adopté ses Principes régissant les engagements et le comportement professionnel du personnel. Ensemble, ces deux documents constituent le fondement des diverses activités entreprises pour renforcer les systèmes de gestion, améliorer l'efficacité des méthodes de travail et définir des normes pour le suivi de l'exécution du travail dans toute l'organisation.

475. Un Comité directeur, une Équipe spéciale chargée de la gestion, des conseils consultatifs et huit équipes de perfectionnement des méthodes de gestion se sont efforcés d'améliorer la gestion de l'UNICEF sous la direction et avec le soutien du Conseil d'administration de l'organisation. Le but est de susciter une grande confiance de la part du public et de la maintenir à ce niveau élevé en mettant l'accent sur les résultats, l'optimisation des ressources et la transparence de la prise de décisions.

476. L'UNICEF a coopéré avec ses partenaires au sein du Comité administratif de coordination en vue de créer trois groupes de travail interinstitutions chargés de coordonner les actions entreprises au niveau de l'ensemble du système pour atteindre les buts et objectifs prioritaires sur lesquels ont débouché les récentes conférences internationales. L'UNICEF a alors participé activement à ces groupes de travail, contribuant au suivi de la Conférence internatio-

nale sur la population et le développement, du Sommet mondial pour le développement social et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. De plus, il est membre du Comité interinstitutions relativement récent sur les femmes, créé pour assurer la mise en application du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. L'UNICEF a participé activement à la préparation de la Conférence Habitat II et à la Conférence elle-même, ainsi qu'à la préparation du Sommet mondial de l'alimentation.

477. L'UNICEF tire ses revenus des contributions volontaires versées par des sources gouvernementales et des sources non gouvernementales. Ces revenus se sont chiffrés au total à 1 milliard 11 millions de dollars pour 1995, soit une légère augmentation par rapport au 1 milliard 6 millions reçu en 1994 (voir diagramme 14). Les contributions de sources gouvernementales ont représenté 65 % du total, soit quelque 661 millions de dollars, les 350 millions de dollars restants provenant de sources non gouvernementales, dont 301 millions (30 %) des comités nationaux pour l'UNICEF. Les dépenses de l'UNICEF en 1995 se sont élevées à 1 milliard 23 millions de dollars, dont 804 millions au titre de l'aide directe aux programmes. L'UNICEF a également reçu 105 millions de dollars au titre des comptes spéciaux, principalement pour couvrir les frais des biens et services achetés et fournis par le Fonds pour le compte de gouvernements ou autres entités extérieures. L'UNICEF a reçu au total 1 milliard 116 millions de dollars pour les programmes et la fourniture de biens et services.

3. Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

478. Pour le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'année écoulée a été une période de changement et de transition au cours de laquelle il s'est efforcé d'apporter une solution aux problèmes recensés par la Conférence internationale sur la population et le développement tenue au Caire en 1994 et de tirer parti des possibilités offertes. Sous la direction de Mme Nafis Sadik, le FNUAP a redéfini les orientations de ses programmes et son système d'affectation des ressources, ses principes directeurs et ses procédures de programmation, ainsi qu'un certain nombre de ses méthodes de financement et de gestion pour tenir compte des nouvelles priorités qui se sont fait jour à la suite de la Conférence internationale. En collaboration étroite avec tous les pays, le système des Nations Unies et les acteurs de la société civile, le FNUAP a entrepris d'appliquer les recommandations du Programme d'action de la Conférence du Caire. En 1995, il a offert un appui à 150 pays : 45 en Afrique, 34 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 42 en Asie et dans le Pacifique et 29 dans les États arabes et en Europe.

479. Les mesures adoptées par le FNUAP pour honorer les engagements pris lors du Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague, et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing, et pour appliquer les politiques décidées à ces occasions s'inscrivent dans le cadre plus général de son mandat et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Le Programme d'action de Beijing, en particulier, renforce les principes clefs et les objectifs définis lors de la Conférence du Caire et recense plusieurs domaines d'intervention, y compris la reconnaissance des droits en matière de reproduction et de sexualité en tant que droits fondamentaux, l'égalité entre les sexes, l'autonomisation des femmes, la responsabilité masculine et l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des petites filles.

480. Pour atteindre ces objectifs, le Conseil d'administration du PNUD/FNUAP a approuvé, dans sa décision 95/15, trois nouveaux domaines prioritaires pour le FNUAP : la santé en matière de reproduction, y compris la planification familiale et l'hygiène sexuelle, les stratégies relatives à la population et au développement, et les activités de plaidoyer. Le choix de ces trois domaines prioritaires permet au FNUAP de mieux cibler sa programmation et de tirer parti de ses avantages comparatifs et de son expérience dans le domaine de la population et du développement. Il lui permet également d'aborder de manière globale les besoins spécifiques de chaque pays en matière de population.

Diagramme 14

Recettes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (1990-1995)

En millions de dollars des États-Unis

1050

1000

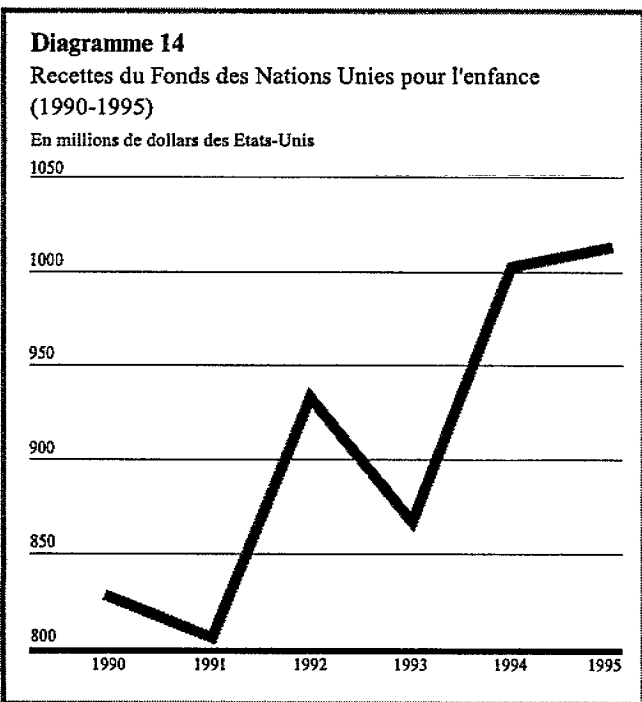
950

900

850

800

1990 1991 1992 1993 1994 1995



481. Au cours de l'année passée, le Fonds a lancé un certain nombre d'initiatives en vue d'approfondir son action dans le domaine de la santé génésique et notamment de faciliter l'accès aux informations et aux services de planification familiale, de lutter contre les infections de l'appareil génital, y compris les maladies sexuellement transmissibles, et de les traiter, de généraliser le dépistage des autres problèmes de santé génésique, de faire de la prévention concernant la contamination par le VIH/sida, de lutter contre l'infécondité et d'offrir un traitement approprié, d'éviter les avortements et, enfin, de décourager les pratiques dangereuses comme la mutilation génitale des femmes. Ces initiatives ont pris différentes formes : séminaires et réunions internationales, série de rapports techniques consacrés aux thèmes de la Conférence du Caire, révision des directives de programmation, études et formation du personnel des services extérieurs à l'application des nouvelles directives.

482. Conformément aux recommandations formulées lors des Conférences du Caire et de Beijing, le FNUAP s'est interrogé sur les moyens qu'il pourrait mettre en oeuvre pour encourager les hommes à faire preuve du sens des responsabilités dans le domaine de la santé génésique. Cette réflexion a abouti à la publication, en novembre 1995, d'une étude (rapport technique 28 : «Rôle des hommes dans le domaine de la santé en matière de reproduction, y compris la planification familiale et la santé en matière de sexualité»), dont les conclusions ont été intégrées aux nouvelles directives destinées au personnel des services extérieurs.

483. Le FNUAP a participé à un certain nombre de réunions et de consultations et en a lui-même organisé plusieurs. On peut citer par exemple le Colloque sur les migrations internes et l'urbanisation dans les pays en développement : répercussions sur Habitat II (janvier 1996) organisé par le FNUAP, et la Réunion consultative d'experts sur l'application des procédures d'évaluation rapide dans les programmes de population (décembre 1995). Le Fonds a également élaboré nombre de notes d'information et de rapports techniques sur des thèmes tels que la pauvreté et l'affectation des ressources du FNUAP, le rapport entre les taux de mortalité et de fécondité en Afrique subsaharienne, et le rôle joué par les programmes de planification familiale dans la baisse du taux de fécondité dans la région. Par ailleurs, le Fonds a continué l'élaboration d'un projet de suivi des indicateurs clefs relatifs aux programmes de planification familiale et de santé génésique. Il a mis à l'essai un instrument de collecte des données au Honduras, en Inde et au Népal et a suivi l'application d'un projet visant à définir les facteurs de réussite des programmes de planification familiale, mis en

oeuvre par la London School of Hygiene and Tropical Medicine.

484. Concernant les activités de plaidoyer, le FNUAP s'est efforcé d'expliquer clairement les messages et les thèmes de la Conférence internationale sur la population et le développement afin de mobiliser l'appui politique et les ressources financières nécessaires à la réalisation des objectifs de la Conférence. Il a également oeuvré en faveur des droits fondamentaux, y compris les droits de la femme, et des questions de développement comme l'éducation, l'élimination de la pauvreté, les services de santé de base, l'autonomisation des femmes et la participation populaire.

485. Le FNUAP a publié de nombreux documents d'information sur divers supports, y compris une nouvelle série d'affiches sur les thèmes de la Conférence du Caire. Des messages ont été diffusés sur les réseaux nationaux de télévision dans le monde entier. Le Fonds a également publié son rapport annuel sur l'état de la population mondiale, qui est consacré aux tendances actuelles de l'urbanisation et de la répartition de la population et à leur lien avec les questions relatives aux établissements humains, et qui a constitué l'un des principaux apports à Habitat II. Il a publié un autre rapport annuel, «Aids Update», qui fait le point sur l'assistance offerte par le FNUAP à l'appui des activités de prévention et de contrôle du VIH/sida entreprises en harmonie avec les politiques et programmes nationaux relatifs au sida et dans le cadre de la stratégie mondiale du Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le VIH/sida.

486. Le FNUAP a également concentré ses efforts d'information sur l'éducation. Ainsi, il a financé l'élaboration de nouveaux programmes d'enseignement mieux adaptés et l'introduction de méthodes d'enseignement participatives dans le système scolaire de 79 pays. L'objectif était de contribuer à modeler les mentalités pour valoriser la petite fille et encourager le libre choix, le comportement sexuel responsable et la bonne gestion de l'environnement.

487. Dans le domaine du renforcement des institutions, le FNUAP a continué d'offrir des formations et d'encourager l'utilisation accrue de l'informatique dans le but d'améliorer les compétences théoriques, pratiques et administratives de son personnel, au Siège comme sur le terrain. Les activités visaient à permettre au personnel des bureaux de pays de faire face aux responsabilités supplémentaires qui leur incombaient du fait de la décentralisation du pouvoir d'approbation. Par ailleurs, le personnel des bureaux de pays a bénéficié d'ateliers spéciaux de formation dans les domaines suivants : gestion financière, achats et gestion du personnel et activités de plaidoyer, notamment en ce qui

concerne les stratégies de pays liées à la Conférence du Caire, et l'intégration des questions relatives aux femmes dans le processus de programmation.

488. Dans sa décision 50/438, l'Assemblée générale a approuvé l'accord conclu entre le PNUD et le FNUAP en vue de donner aux directeurs de pays résidents du FNUAP le titre de représentants du Fonds. Ce changement accroît l'autorité, l'efficacité et la notoriété du FNUAP au niveau des pays et contribue à renforcer la collaboration et la complémentarité entre les organismes des Nations Unies dans leurs efforts pour appuyer l'application par les gouvernements du Programme d'action de la Conférence du Caire. Il permet également aux représentants du FNUAP, qui résident dans quelque 66 pays, de jouer un rôle plus efficace en tant qu'élément du système des coordonnateurs résidents des Nations Unies, et renforce ainsi la cohérence et l'efficacité des activités opérationnelles du système.

489. Pour faire concorder les priorités des programmes du FNUAP et ses ressources financières, le Conseil d'administration a, dans sa décision 96/15, approuvé une nouvelle méthode d'allocation des ressources fondées sur les buts et objectifs du Programme d'action. La nouvelle méthode tient compte du niveau de réalisation des objectifs de la Conférence du Caire dans chaque pays et de l'existence d'un continuum de besoins, selon que les pays sont encore loin d'avoir réalisé les objectifs fixés ou qu'ils les ont déjà atteints ou même dépassés. La méthode est particulièrement adaptée aux besoins des pays à faible revenu, des pays les moins avancés et de l'Afrique.

490. À sa session annuelle, en mai 1996, le Conseil d'administration, dans sa décision 96/27, a demandé que lui soit présentée en 1998 une étude sur la capacité d'absorption et l'utilisation des ressources financières allouées aux programmes de population dans les pays bénéficiaires, en particulier dans la plupart des pays africains, surtout dans les moins avancés. Par ailleurs, dans sa décision 96/28, le Conseil d'administration a approuvé la déclaration de mission du FNUAP en tant qu'instrument d'information.

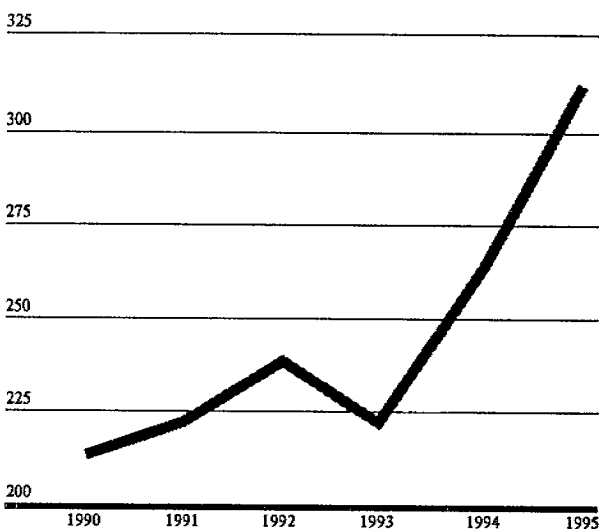
491. Le FNUAP participe à l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique. Comme par le passé, le Fonds donne la priorité au renforcement des capacités des pays. Les programmes du FNUAP pour l'Afrique appuient l'Initiative spéciale en aidant les pays à appliquer les principes énoncés lors de la Conférence et à réaliser les objectifs fixés en matière de santé génésique, y compris la planification familiale, et en tenant compte des questions de population lors de la planification du développement. Le FNUAP oeuvre pour que les questions relatives à la population et aux femmes soient considérées comme des questions intersectorielles qui doivent être prises en compte dans tous les éléments de l'Initiative spéciale.

492. Les revenus du FNUAP, qui étaient de 265,3 millions de dollars en 1994, se sont élevés à 312,6 millions de dollars en 1995, soit une augmentation de 17,8 % (voir diagramme 15). Les dépenses totales au titre des projets financées par prélèvement sur les ressources ordinaires sont passées de 201,4 millions de dollars en 1994 à 230,9 millions de dollars en 1995, soit une augmentation de 14,6 %. Les dépenses au titre des programmes de santé génésique et de planification familiale et des activités

Diagramme 15

Contributions volontaires au Fonds des Nations Unies pour la population (ressources de base et autres ressources) (1990-1995)

En millions de dollars des Etats-Unis



connexes (à savoir l'information, l'éducation et la communication) ont représenté les deux tiers de l'ensemble des dépenses consacrées aux projets.

493. En 1995, l'Afrique a bénéficié de 31,7 % des ressources affectées par le FNUAP à ses programmes et la région Asie-Pacifique de 31,1 %. L'Amérique latine et les Caraïbes ont reçu 13,9 % et les États arabes et l'Europe 11,4 %. L'aide au titre des programmes inter-régionaux et mondiaux a absorbé 11,9 % des ressources. Le Fonds a continué de consacrer plus de 70 % de ses ressources aux pays ayant le plus besoin d'assistance, et plus particulièrement aux pays en développement les plus pauvres. En 1995, l'assistance du FNUAP a bénéficié à 58 pays prioritaires : 32 en Afrique, 17 en Asie et dans le Pacifique, 5 en Amérique latine et les Caraïbes et 4 dans les États arabes.

4. Programme alimentaire mondial (PAM)

494. Dirigé par Mme Catherine Bertini, le PAM est en première ligne pour ce qui est de la lutte contre la faim et la pauvreté que mène le système des Nations Unies. Sa mission comprend trois volets : sauver des vies, favoriser l'épanouissement humain et faciliter l'autonomie économique.

495. En 1995, le PAM a offert une assistance à 50 millions de personnes, dont la moitié se trouvait dans des situations d'urgence. Parmi les bénéficiaires, 7 millions étaient des réfugiés, 14 millions des personnes déplacées dans leur propre pays et près de 4 millions étaient victimes de la sécheresse et d'autres catastrophes naturelles. S'appuyant sur son réseau de bureaux extérieurs et son expérience en matière de transport, de logistique et d'achat pour faire face aux pénuries alimentaires, le PAM a fourni plus de 1,6 million de tonnes de vivres au cours de 89 opérations de secours.

496. Pour ce qui est du développement, l'aide alimentaire du PAM a été un moyen efficace de fournir des ressources aux populations pauvres, d'encourager l'action collective des communautés démunies et de bâtir un patrimoine à long terme. En 1995, l'aide alimentaire fournie par le PAM a bénéficié à quelque 25 millions de pauvres et d'affamés, soit à peu près le même nombre que l'année antérieure. Au total, 950 000 tonnes de vivres ont été distribuées dans le cadre de 204 projets lancés dans 81 pays.

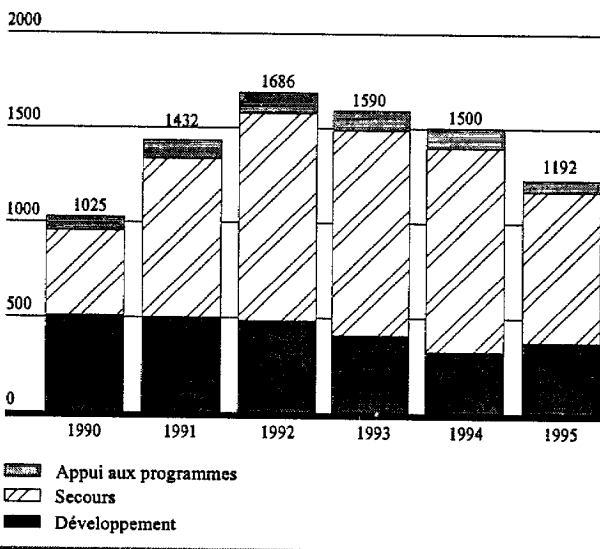
497. Le portefeuille de projets du PAM a bénéficié principalement à l'Afrique (56 %), suivie par l'Asie (28 %), les Amériques (12 %) et l'Europe de l'est et l'ex-URSS (4 %). La composition du portefeuille a été très différente selon les régions. C'est dans les Amériques que la part consacrée à l'aide au développement a été la plus importante (99 %). En Asie, les ressources affectées au développement ont représenté 80 % du montant total. En Afrique, les opérations de secours ont absorbé 60 % des ressources, contre 100 % en Europe de l'Est et en ex-URSS.

498. L'aide alimentaire mondiale, qui avait atteint le chiffre record de 17 millions de tonnes en 1993, est tombée à 9,5 millions de tonnes en 1995. Inévitablement, le PAM a été touché par cette brusque diminution de l'approvisionnement, même si sa part de l'aide alimentaire mondiale a augmenté pour atteindre presque 30 % contre 22 % en 1993. Le montant total des ressources mises à la disposition du Programme est tombé de 1,5 milliard de dollars en 1994 à 1,2 milliard de dollars en 1995 (voir diagramme 16).

Diagramme 16

Dépenses du Programme alimentaire mondial (1990-1995)

En millions de dollars des Etats-Unis



499. Pour maintenir toutes les activités des projets de développement existants, il aurait fallu disposer de 1,4 milliard de tonnes de vivres. Or, le PAM n'a pu en offrir que 950 000 tonnes. Cette pénurie l'a amené à désengager les ressources initialement affectées à certains projets opérationnels, à limiter les augmentations budgétaires pour les projets approuvés et à renoncer à prolonger l'exécution de plusieurs projets. Au moment de prendre ces décisions, la priorité a été donnée aux projets les plus efficaces, aux pays les moins avancés et aux pays à faible revenu et à déficit alimentaire.

500. Les appels relatifs à l'aide alimentaire d'urgence ont été mieux entendus. Les donateurs ont fourni 85 % du montant estimatif des activités de secours, permettant ainsi au Programme d'offrir suffisamment de vivres dans la plupart des situations d'urgence. Toutefois, dans un certain nombre de cas (République populaire démocratique de Corée, Iraq, Libéria et Sierra Leone), les ressources disponibles n'étaient pas suffisantes : le PAM a alors dû puiser dans la petite quantité de ressources disponibles d'avance et utiliser des contributions non liées pour combler le déficit ou alléger en partie les souffrances des populations.

501. En 1995, le PAM a acheté pour 250 millions de dollars de produits alimentaires dans près de 70 pays. Plus de la moitié des produits alimentaires ont été achetés dans

des pays en développement, ce qui présente l'avantage de garantir une livraison rapide, de réduire des coûts de transport, d'offrir des produits mieux adaptés aux habitudes de consommation locales, et de renforcer le commerce Sud-Sud.

502. Étant donné qu'elles jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire du foyer, les femmes ont reçu, au cours des dernières années, une part de plus en plus importante de l'assistance alimentaire du PAM. En 1995, les femmes représentaient 60 % des bénéficiaires des projets de valorisation des ressources humaines financés par le PAM et 30 % des bénéficiaires des projets «vivres contre travail». La quatrième Conférence mondiale sur les femmes a offert l'occasion d'intensifier les activités dans ce domaine. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence, le PAM a procédé à une analyse critique de ses activités et a étudié les moyens d'utiliser l'aide alimentaire pour mieux répondre aux préoccupations propres aux femmes. Le PAM s'est rendu à Beijing avec la volonté d'améliorer l'égalité des hommes et des femmes devant l'accès à la nourriture et de répondre aux besoins nutritionnels spécifiques des femmes et des enfants. Guidés par une équipe spéciale de hauts responsables, tous les bureaux de pays et les divisions du siège ont contribué à l'élaboration d'un plan d'action qui permettra au PAM d'honorer ses engagements au cours de la période 1996-2001.

503. Dès qu'il le peut, le PAM renforce systématiquement le lien entre les opérations de secours et les activités de développement, en cherchant d'emblée à orienter les activités de secours de manière à favoriser le développement. En 1995 et 1996, il a ainsi appuyé, par l'offre d'une aide alimentaire, la réinstallation, le rapatriement et la réinsertion des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays, ainsi que la démobilisation des soldats. Par ailleurs, les projets «vivres contre travail» ont permis la reconstruction des infrastructures détruites par la guerre et la remise sur pied des facteurs de production. Un certain nombre de projets de développement bénéficiant de l'assistance du PAM ont été lancés ou reformulés pour aider les populations les plus vulnérables des régions sortant d'une situation d'urgence, tandis que d'autres, destinés aux populations des régions sujettes aux catastrophes naturelles, ont été consacrés à la prévention et à la planification préalables.

504. Le PAM a continué d'accorder la priorité au renforcement de la coordination à tous les stades des opérations d'assistance humanitaire : évaluation des besoins, appels, mise en oeuvre, suivi et évaluation. En 1995, il a entrepris des missions communes d'évaluation avec le HCR dans 10 pays et régions concernés par le

problème des réfugiés, et avec la FAO dans 17 pays et régions touchés par des catastrophes naturelles. Dans le cadre des efforts déployés par le Programme en collaboration avec ses organisations partenaires pour sensibiliser la communauté internationale aux questions humanitaires et harmoniser les stratégies d'intervention, le Directeur exécutif du PAM a participé au Sommet humanitaire de Madrid (décembre 1995), à la session du Conseil économique et social sur les capacités du système des Nations Unies dans le domaine de l'aide humanitaire (juin 1995) et à la Conférence du Comité international de la Croix-Rouge (septembre 1995). Par ailleurs, le PAM entretient une collaboration étroite avec plus de 1 000 ONG nationales et internationales. En juillet 1996, le Directeur exécutif a conclu un mémorandum d'accord sur des accords pratiques de collaboration avec quatre organisations non gouvernementales.

505. En 1995, le processus de réforme et de revitalisation a continué bon train. Le Conseil d'administration du PAM a approuvé un plan stratégique et financier à moyen terme sur quatre ans, directement lié aux décisions de politique générale du Conseil d'administration, qui comprend un aperçu général des activités et opérations du PAM, différents scénarios, pour chaque grande catégorie d'activité (projets de développement, opérations de secours prolongées et opérations d'urgence), une affectation souple des ressources à consacrer à l'administration et au soutien au programme, cinq priorités, applicables tant aux opérations qu'à la gestion, et les modalités d'application des décisions clefs.

506. Afin que la base de ressources soit plus saine et plus prévisible, le Conseil d'administration a approuvé de nouvelles politiques d'affectation des ressources et de financement qui visent à assurer la récupération intégrale des sommes engagées et un meilleur niveau de responsabilité et de transparence de la gestion. La modernisation des méthodes de gestion du PAM s'est poursuivie, avec des initiatives telles que le Programme d'amélioration de la gestion financière. Au titre de ce programme, plusieurs grandes initiatives ont été prises pour identifier les possibilités d'économie et réduire les coûts, par exemple dans le transport et la livraison des vivres.

507. En 1996, l'ancien organe directeur du Programme, le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire, est devenu le Conseil d'administration du PAM, conformément à la résolution 48/162 de l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration a tenu sa première session en janvier 1996 et sa deuxième session et sa session annuelle en mai 1996. Toutes ces sessions ont été organisées au siège du PAM, comme prévu par l'Assemblée générale.

5. Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID)

508. Les problèmes de la toxicomanie et du trafic de drogue sont restés préoccupants pendant toute la période considérée, n'épargnant pratiquement aucun pays. Le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), placé sous la direction de M. Giorgio Giacomelli, s'est attaché à réduire tant la demande que le trafic.

509. En 1995, le PNUCID a aidé les gouvernements à se doter des moyens structurels indispensables à l'élaboration et à la mise en oeuvre durable de stratégies et de plans-cadres contre la drogue. Il a aidé 29 États africains à renforcer les capacités opérationnelles des organes interministériels chargés de la planification et de la coordination de leur politique. Les cinq États de la CEI en Asie centrale, les États baltes, l'Europe de l'Est et du Sud et certains pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie du Sud-Ouest, tels que le Népal et le Viet Nam, ont également reçu une aide. Le PNUCID a aussi conseillé et soutenu 28 pays dans la préparation et la mise en place de plans-cadres nationaux contre la drogue et 20 pays dans la formulation et l'application de leurs lois et réglementations dans ce domaine.

510. Le PNUCID a aidé à former aux techniques de la lutte contre les stupéfiants et aux problèmes de la réduction de la demande 105 agents des services de répression en Afrique orientale et australe et 132 responsables de pays d'Afrique occidentale. Environ 500 agents des services de police, des douanes et de la sécurité portuaire et aéroportuaire de plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont été formés au contrôle des précurseurs, aux techniques d'enquête et à la collecte et à l'analyse d'informations.

511. Des réunions des chefs des services nationaux de répression ont été organisées pour l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que le Proche et le Moyen-Orient. Elles ont permis de convenir de moyens de renforcer la coopération contre le trafic de drogue et les réseaux de trafiquants. Des séminaires pour l'Afrique et l'Amérique latine ont été organisés respectivement en Tunisie et à Santiago pour soutenir l'action de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. En février 1996, le PNUCID a convoqué une réunion d'experts pour examiner les moyens de lutter contre le trafic maritime de drogue.

512. Le PNUCID a aidé les gouvernements à renforcer leurs capacités de collecte et d'analyse de données sur la toxicomanie, essentielles à l'élaboration de programmes de réduction de la demande axés sur les groupes les plus exposés au phénomène de la drogue. Afin que les pays

soient mieux à même d'apprécier les situations, il a organisé à Vienne en septembre 1995 une réunion d'experts pour étudier et actualiser la méthode d'évaluation rapide. Grâce à cette méthode, des tableaux de la toxicomanie ont pu être dressés ou complétés en peu de temps dans plusieurs pays (Bangladesh, Chili, Équateur, Éthiopie, Kenya, Myanmar, République tchèque et Turquie).

513. Le PNUCID a envoyé en Afghanistan une mission multidisciplinaire chargée d'élaborer pour ce pays une stratégie et un programme d'assistance contre la drogue. L'enquête *in situ* sur la culture illicite du pavot à opium qu'il a réalisée en 1994/95 a confirmé que l'Afghanistan est en Asie du Sud-Ouest le plus important producteur illicite d'opiacés du Croissant d'or.

514. Les efforts faits par le PNUCID pour encourager les cultures de remplacement ont donné de bons résultats. Dans la province frontalière du nord-ouest du Pakistan, cette action, associée à des mesures de répression du Gouvernement, a permis de ramener les surfaces de culture illicite du pavot à opium de 7 329 hectares en 1992/93 à 5 215 hectares en 1994/95. En République démocratique populaire lao, grâce à un projet soutenu par le PNUCID dans la région spéciale de Xai Som Boum, la production d'opium est passée de 3,5 tonnes en 1989 à moins de 100 kilogrammes en 1994/95, et le nombre des opiomanes a chuté de 50 %. En Bolivie, en Colombie et au Pérou, les efforts du PNUCID ont permis d'éliminer environ 10 000 hectares de cultures illicites de cocaïers et de proposer des activités de remplacement rémunératrices à environ 33 000 familles paysannes. Des programmes ont également été lancés dans les principales régions productrices d'opium du Viet Nam et du Myanmar, ce dernier étant le principal producteur illicite d'opiacés du Triangle d'or.

515. En 1995, le PNUCID a coopéré notamment avec les autorités sanitaires de divers pays (Bahamas, Barbade, Brésil, Colombie, Jamaïque, République dominicaine et Trinité-et-Tobago), organisant des séminaires de formation sur le traitement, la rééducation et la réinsertion sociale des toxicomanes. Il a également lancé dans les Caraïbes un programme d'étude de la toxicomanie afin que les gouvernements et les organisations non gouvernementales des pays anglophones de la région puissent opposer à ce phénomène des activités de prévention, de traitement et de rééducation.

516. En 1995, des programmes d'éducation au problème de la drogue ont été introduits dans les écoles d'un certain nombre de pays ou territoires (Anguilla, Antilles néerlandaises, Bahamas, Barbade, Bolivie, Colombie, Dominique, îles Turques et Caïques, îles Vierges britanniques, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago) et plus de 650 000 enfants en ont bénéficié. Les programmes d'éducation préventive, y compris des activités rémunératrices entreprises dans un

cadre extrascolaire, concerneront environ 100 000 enfants des rues dans plusieurs de ces pays et dans d'autres.

517. En Asie du Sud-Est, les six signataires du mémorandum d'accord de mai 1995 sur le contrôle des drogues illicites — le Cambodge, la Chine, le Myanmar, la République démocratique populaire lao, la Thaïlande et le Viet Nam — se sont réunis à Yangon en mai 1996 pour faire le point des progrès accomplis en matière de coopération intergouvernementale. Les deux premiers projets prévus portant sur le contrôle des précurseurs et la réduction de la demande dans les communautés des hauts plateaux ont été lancés. En Asie du Sud-Ouest, le PNUCID a intensifié après la signature du mémorandum d'accord sa coopération avec l'Association sud-asiatique de coopération régionale et avec l'Organisation de coopération économique, prêtant son assistance technique pour les réunions d'étude et participant à l'élaboration de plans contre la drogue.

518. Dans la région du Pacifique, le PNUCID a lancé un projet de trois ans pour appuyer le plan de formation à la répression des stupéfiants mis en place par le Forum du Pacifique Sud. Il a collaboré avec le Secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine à l'établissement du Plan d'action africain de lutte contre la drogue 1997-2001, que les États membres de l'OUA, lors du Sommet de Yaoundé en 1996, se sont engagés à traduire en stratégies nationales et sous-régionales avec un surcroît de soutien de la part du PNUCID. En Europe, celui-ci a notamment profité de la restauration de la paix dans l'ex-Yougoslavie pour relancer une action systématique contre la drogue dans les pays concernés.

519. En 1995, le PNUCID a soutenu des initiatives et des programmes répondant à l'article 12 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1988) et à d'autres dispositions concernant la surveillance des précurseurs et produits chimiques essentiels utilisés dans la fabrication de drogue. Il a organisé deux ateliers en Asie du Sud-Est et a contribué à la mise en place de mécanismes de surveillance des précurseurs dans d'autres régions, notamment en Bolivie, en Colombie et au Pérou.

520. Le PNUCID a formé dans son laboratoire 21 techniciens de 16 pays aux méthodes d'identification et d'analyse des drogues sur des échantillons prélevés lors de saisies et des spécimens biologiques. Il a organisé deux réunions consultatives à l'intention des États baltes et des cinq États de la CEI en Asie centrale, afin que les laboratoires puissent mieux coopérer lors de l'établissement de preuves judiciaires.

521. Le PNUCID a achevé une étude sur la menace mondiale que représentent la fabrication, le trafic et l'abus des stimulants, gamme de substances psychotropes à base

d'amphétamine. Un groupe d'experts et la Commission des stupéfiants ont estimé qu'il était urgent que la communauté internationale se penche sur cette question. Lors d'une réunion internationale prévue pour novembre 1996, le PNUCID invitera les responsables politiques à envisager l'adoption de mesures pour empêcher la fabrication illicite et le trafic de ces substances.

522. La Commission des stupéfiants a approuvé en décembre 1995 le projet de budget 1996-1997 du PNUCID. Ce budget de 152 448 500 dollars reflète une suppression des bureaux extérieurs et des activités de projet au siège. Le PNUCID est tributaire pour son financement de quelques grands bailleurs de fonds — 90 % du total des contributions volontaires pour l'exercice biennal 1994-1995 ont été fournis par sept États et la Commission européenne. Il devra bénéficier d'un certain niveau de ressources, sur lequel il puisse effectivement compter et pendant suffisamment longtemps, pour s'acquitter durablement et efficacement de son mandat.

523. En février 1995, le PNUCID et le Comité international olympique (CIO) ont signé un mémorandum d'accord sur le thème «le sport contre la drogue», qui mettait en lumière le rôle que peuvent jouer les sportifs dans la campagne contre la toxicomanie. Dans le cadre de cet accord de collaboration, le PNUCID a organisé à Vienne en juin 1996, une première exposition, suivie d'autres à Atlanta, où se sont déroulés en juillet et août 1996 les centièmes Jeux olympiques et à New York.

6. Bureau de l'ONU pour les services d'appui aux projets

524. Le Bureau de l'ONU pour les services d'appui aux projets, dont le Directeur exécutif est M. Reinhart Helmke, est une entité entièrement autofinancée, qui tire ses revenus des services qu'elle fournit et est habituée à gérer ses activités en fonction de ses contraintes budgétaires, tout en s'adaptant sans cesse aux forces du marché et à la demande en matière d'activités de développement.

525. Le Bureau a introduit en octobre 1995 un nouveau système qui doit lui permettre de mieux répondre à ce qu'on attend de lui, d'améliorer la qualité de ses services et d'en réduire le coût sans nuire aux prestations. Ce système consiste à former avec du personnel compétent des équipes autonomes, sous direction unique, qui s'occupent de clients et de portefeuilles déterminés. Cette réorganisation, qui est essentiellement le résultat des idées du personnel sur tous les aspects de la conception à la concrétisation, a donné une nouvelle dimension à la gestion des ressources humaines. De même, le deuxième plan d'activité du Bureau, à réaliser en 1996, comprend l'élaboration d'un

système simple d'évaluation des performances et d'incitation, la détermination des besoins en matière de formation et une redéfinition des grandes catégories de postes.

526. Le Bureau décentralise parce qu'il considère qu'il est très important pour l'efficacité et la productivité de maintenir ses services à proximité des opérations de projet. C'est pourquoi le Comité de coordination de la gestion a récemment approuvé la recommandation du Directeur exécutif préconisant de créer à Genève un Groupe de la reconstruction et de la durabilité qui commencera à fonctionner en juillet 1996, et de transférer à Copenhague avant la fin de l'année le Groupe chargé des achats pour les projets.

527. En 1995, le Bureau a commencé à fournir des services d'appui aux projets et des services de gestion à des organismes des Nations Unies autres que ses clients habituels (PNUD, FNUAP, Fonds d'équipement des Nations Unies, PNUCID, FIDA) et depuis novembre 1995, il a signé des accords avec le HCR, l'UNICEF, l'OIT, l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale, l'OMM, le secrétariat de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes (Département des affaires humanitaires) et le Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/sida. Des accords similaires sont en cours de négociation avec le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix, le Programme alimentaire mondial, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Centre pour les droits de l'homme. Même si ces accords restent relativement modestes en termes financiers, ils montrent bien que les exigences d'efficacité et de rentabilité qui se manifestent maintenant dans tout le système des Nations Unies s'appliquent concrètement.

528. Au cours de sa première année d'existence en tant qu'entité indépendante, le Bureau a fait la preuve de la viabilité de son principe d'autofinancement. Ses projections de revenus et ses prévisions de dépenses administratives se sont révélées exactes. Le modèle de gestion financière qu'il a introduit en septembre 1995 garantit une plus grande transparence dans l'établissement, le suivi et l'examen du budget. Du fait que les données évoluent, elles sont traitées plusieurs fois, ce qui nécessite un contrôle fréquent et régulier du portefeuille de projets et des prestations effectives. Ce modèle, qui a été analysé et approuvé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, est différent de ceux utilisés par le passé; le Comité de coordination de la gestion en examine systématiquement les principales variables.

529. À la fin de l'année 1995, le Bureau avait un portefeuille de projets qui dépassait un milliard de dollars, dont 423,3 millions pour les nouveaux projets dont l'exécution avait été décidée et qui avaient été lancés durant l'année.

C'est ainsi qu'il a consacré 382,9 millions de dollars de services et autres apports à 1 873 projets de développement dans le monde. Les achats d'équipements et de marchandises représentaient 35 % des dépenses, le coût du personnel affecté aux projets 29 % et les services et travaux 28 %. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes a bénéficié de la majeure partie de ces dépenses, soit 32 %, suivie de près par l'Afrique avec 24 %. L'évolution constante des activités du Bureau en Europe et dans les pays en transition transparait dans l'augmentation de 43 % des dépenses pour cette région de 1994 à 1995.

530. Le portefeuille de projets du Bureau reste très diversifié. Notamment, on constate une augmentation de la demande en services pour la reconstruction après un conflit. La phase II du programme de réinstallation et de réintégration au Cambodge a été lancée en 1995 et de nouveaux projets ont été entrepris au début de 1996 en Bosnie-Herzégovine, au Burundi, à Djibouti, dans la région des Grands Lacs en Afrique et au Rwanda. Dans le domaine de la protection de l'environnement, le Bureau renforce, en collaboration avec le PNUD, son expérience déjà étendue de l'exécution de projets financés par le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal. Entre septembre 1995 et juin 1996, il a commencé à réaliser 77 nouveaux projets du Fonds, fournissant aux usines des pays en développement l'éventail de technologies nécessaires pour éliminer progressivement de leurs processus de fabrication les émissions de substances nocives pour la couche d'ozone.

7. Programmes communs de développement

531. Alors que les ressources diminuent et que les défis à relever sont de plus en plus complexes, il est plus que jamais indispensable que les organisations multilatérales et les autres partenaires, y compris les institutions de Bretton Woods, collaborent et coopèrent dans les actions de développement. Les idées et les ressources doivent être exploitées de la façon la plus efficace et la plus rentable. Au cours de l'année écoulée, les organismes des Nations Unies ont continué de renforcer leurs programmes communs et de susciter de nouvelles synergies dans plusieurs domaines qui préoccupent en priorité le monde.

532. Le rôle vital joué par l'ONU dans la recherche d'un consensus sur les objectifs et les politiques du développement et dans l'établissement d'une coopération internationale qui permette de maintenir durablement ce développement a été admis par les sept principaux pays industrialisés réunis à Lyon en juin 1996 pour leur sommet annuel. Dans leur communiqué économique, ces pays ont encouragé

l'ONU à déterminer ce que peut être sa fonction, en recensant ses atouts spécifiques, à élargir son cadre opérationnel et à assurer une coordination véritable à tous les niveaux. Parmi les principaux exemples de programmes de développement réalisés en commun, on peut citer l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique, le Programme commun et coparrainé des Nations Unies sur le VIH/sida, le Fonds pour l'environnement mondial, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et le Groupe intergouvernemental sur les forêts. Chacun de ces programmes est brièvement décrit ci-après.

Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique

533. Lancée en mars 1996, l'Initiative spéciale des Nations Unies en faveur de l'Afrique, qui portera sur 10 ans et représentera 25 milliards de dollars, est la plus importante activité jamais entreprise en coordination par les organismes du système. Élaborée en étroite collaboration avec les gouvernements africains et les organisations régionales, elle a été conçue pour maximiser les effets de l'appui fourni par les Nations Unies au développement de l'Afrique. Les institutions de Bretton Woods y sont pleinement associées, ainsi que des partenaires non traditionnels tels que les chefs d'entreprises et la société civile. Un comité directeur, coprésidé par l'Administrateur du PNUD et le Secrétaire exécutif de la CEA, a été créé pour garantir une application efficace et coordonnée.

534. L'Initiative a été précédée d'une année de sensibilisation, afin de faire de l'Afrique l'une des priorités des préoccupations internationales et de relancer les efforts de développement du continent. L'Initiative a donc été l'un des grands sujets des travaux de plusieurs réunions internationales et africaines importantes, notamment la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Habitat II et le Sommet de l'OUA. J'ai présidé le 2 juillet 1996 à Genève une consultation officielle avec les donateurs pour examiner les progrès accomplis et maintenir le soutien à cette entreprise.

535. Les activités opérationnelles prévues dans le cadre de l'Initiative spéciale sont axées sur 14 éléments concernant les secteurs suivants : éducation de base, santé de base, organisation et gestion publiques, sécurité alimentaire, eau et assainissement, consolidation de la paix, informatique. Dans tous ces domaines, l'Initiative vise à concrétiser les engagements politiques pris par le passé, tel que le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et le Plan d'action à l'échelle du système pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Un ou plusieurs organismes

ont été chargés de donner l'impulsion pour mobiliser des ressources et de coordonner les actions dans chacun de ces grands domaines. Au niveau local, c'est essentiellement aux gouvernements, à la société civile et aux équipes d'appui de l'ONU qu'il appartiendra d'agir.

Programme commun et coparrainé des Nations Unies sur le VIH/sida

536. Le programme des Nations Unies sur le VIH/sida résulte des efforts communs de l'UNICEF, de la Banque mondiale, du PNUD, du FNUAP, de l'OMS et de l'UNESCO. L'adoption en novembre 1995 d'un budget-programme de 120 millions de dollars pour l'exercice biennal 1996-1997, d'un plan stratégique pour la période 1996-2000 et de modalités d'exécution au niveau des pays a permis de l'appliquer intégralement dès janvier 1996. Un memorandum d'accord a été signé début 1996 par les chefs des administrations des six organismes qui le coparrainent.

537. Au 1er juillet 1996, le nombre d'adultes et d'enfants contaminés par le VIH/sida était estimé à 21,8 millions; celui des décès causés par la maladie depuis le début de la pandémie mondiale était évalué à plus de 5,8 millions. On prévoit que plus de 3,1 millions de nouveaux cas d'infection seront dépistés en 1996, soit plus de 8 500 par jour — 7 500 adultes et 1 000 enfants. Le programme englobe une assistance technique, l'éducation, des campagnes de sensibilisation, la collaboration avec les organisations non gouvernementales et les personnes contaminées et la recherche de fonds.

538. L'une des activités du programme consiste à mettre en place des réseaux mondiaux, régionaux et nationaux d'échange de données d'expérience et d'informations, ainsi que des équipes spéciales chargées de questions spécifiques à l'échelle mondiale ou régionale. Des équipes techniques intrarégionales sont actuellement établies en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire et en Thaïlande; on déterminera par la suite dans quels pays d'Amérique latine et d'Europe il conviendra d'en créer d'autres. Des groupes de travail ont été constitués dans 17 zones critiques et le personnel du programme s'est entretenu avec les responsables politiques, économiques et sociaux de plus de 50 pays pour discuter des dimensions de l'épidémie. Le programme a coparrainé la onzième Conférence internationale sur le sida, tenue à Vancouver en juillet 1996, à laquelle ont participé plus de 15 000 délégués.

Fonds pour l'environnement mondial

539. Le Fonds pour l'environnement mondial a été créé par la Banque mondiale en 1991. En 1992, à la suite de la

Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, il a été restructuré et le PNUD et le PNUE sont devenus les partenaires de la Banque pour l'administrer. La restructuration comprenait la mise en place d'un nouveau fonds d'affectation spéciale doté de ressources. En juillet 1996, le nombre d'États qui versaient des contributions s'établissait à 156, les montants annoncés atteignant 2 milliards de dollars pour la période juin 1994 à juin 1997. L'environnement constitue le seul domaine à avoir bénéficié de nouveaux apports financiers destinés à répondre aux besoins supplémentaires d'Action 21.

Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale

540. Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale est présidé par la Banque mondiale et comprend la FAO et le PNUD. Il coopère avec les gouvernements, les fondations privées et les organismes de développement pour assurer le financement de la recherche internationale sur l'amélioration des cultures et de la production animale dans les pays en développement, notamment en fournissant un appui aux centres de recherche nationaux et régionaux.

Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts

541. Le Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts a été créé en 1995 à la demande de la Commission du développement durable. La FAO, le PNUE, le PNUD, la Banque mondiale, l'Organisation internationale des bois tropicaux et le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique en sont membres. Son secrétariat est situé au Siège de l'ONU à New York. Le Groupe doit présenter un important rapport sur ses travaux à la cinquième session de la Commission du développement durable, en 1997.

E. L'impératif humanitaire

542. Ces cinq dernières années, la communauté internationale a dû trouver les moyens de répondre à la fois à la multiplication des crises humanitaires et à la complexité croissante des problèmes posés. Les zones de conflit à travers le monde ne sont plus nécessairement celles où des États s'affrontent militairement, mais, de plus en plus souvent, les lieux de guerres civiles ou de conflits ethniques qui se déroulent à l'intérieur des frontières d'un État et qui infligent à une grande partie de la population souffrances, privations et destruction.

543. L'action humanitaire a été adaptée en fonction de ce nouvel état de fait. Assurer la réadaptation des enfants sur les plans psychique et social, démobiliser les combattants et assurer leur réinsertion, reconstruire les équipements sociaux et éducatifs et fournir les autres éléments indispensables à la reprise d'une vie normale font maintenant partie des objectifs clefs des programmes humanitaires. De nombreux intervenants, particulièrement des organisations non gouvernementales, ont joué un rôle de premier plan à cet égard. La multiplication des interlocuteurs, ainsi que leur diversité, ont compliqué considérablement la tâche de ceux qui doivent mettre d'accord l'ensemble des pourvoyeurs de secours et coordonner leur action.

544. Le phénomène des situations d'urgence «oubliées» pose un autre problème auquel la communauté internationale doit s'attaquer. De nouvelles crises éclatent, captent l'attention de la planète et absorbent son énergie, et celles de la veille passent à l'arrière-plan alors qu'aucune solution n'est en vue. Elles continuent de causer les mêmes souffrances, mais la communauté internationale s'en désintéresse. J'ai essayé à plusieurs reprises, au cours de l'année écoulée, d'appeler l'attention du monde sur ces crises qui perdurent, et je continuerai de le faire. En octobre 1995, j'ai prié le Coordonnateur des secours d'urgence de se rendre dans trois pays se trouvant dans de telles situations — Afghanistan, Libéria et Sierra Leone — afin d'y examiner les besoins humanitaires et de relancer les efforts de solidarité internationale en faveur des populations touchées. Il ne faut pas laisser ces situations oubliées tomber dans l'abandon.

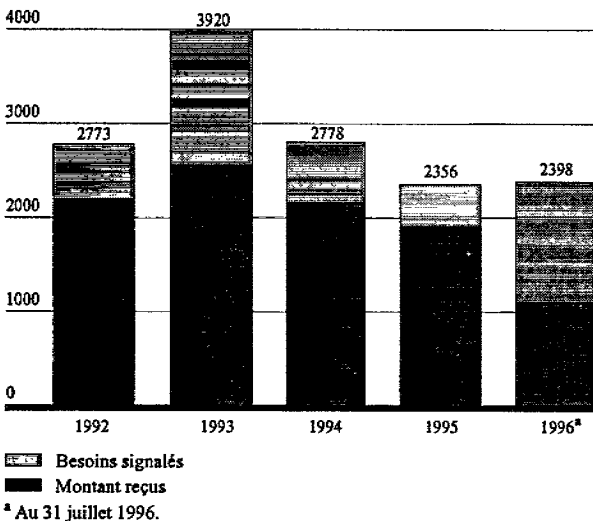
545. Le succès de notre réponse collective aux crises humanitaires dépend en grande partie des moyens humains, matériels et financiers dont nous disposons. De septembre 1992 à avril 1996, l'ONU a lancé 64 appels interinstitutions visant à recueillir environ 11 milliards de dollars pour financer des programmes de secours (voir diagramme 17). La communauté internationale y a répondu avec générosité : les organisations intéressées ont recueilli près de 7 milliards de dollars de dons, soit presque 64 % du montant souhaité.

546. Les appels interinstitutions lancés depuis mon dernier rapport — en faveur de l'Angola, de l'Afghanistan, de la région du Caucase, de la République centrafricaine, de la République populaire démocratique de Corée, de la Fédération de Russie (Tchéchénie), de la région des Grands Lacs, de l'Iraq, du Liban, du Libéria, de la Sierra Leone, du Soudan et de l'ex-Yougoslavie — ont visé à apporter une aide à quelque 23,3 millions de personnes. Sur les 2,4 milliards de dollars demandés lors des 13 appels lancés depuis septembre 1995, un montant total de 1,1 milliard de dollars a été promis ou reporté à ce jour. Les contributions s'établissent en moyenne à 47 % du montant

Diagramme 17

Appels globaux interinstitutions des Nations Unies en matière d'aide humanitaire (1992-1996)

En millions de dollars des États-Unis



des besoins, mais le pourcentage est extrêmement variable : il s'échelonne de 73 %, dans le cas du Libéria, à zéro, dans celui de la République centrafricaine. Deux des appels — ceux qui concernent l'ex-Yougoslavie et la région des Grands Lacs — représentent à eux seuls à peu près 1,5 milliard de dollars, soit 60 % du total actuel des besoins de financement.

547. On a assisté, ces quatre dernières années, à une augmentation régulière du nombre de catastrophes naturelles, dont l'incidence a augmenté d'environ 10 % par an (voir tableau 3). Le montant des dons et contributions d'urgence effectués par l'intermédiaire du Département des affaires humanitaires a plus que doublé sur cette période, de même que le nombre d'envois de produits de secours d'urgence prélevés sur le stock du Département à Pise, en Italie.

548. Entre le 1er septembre 1995 et le 1er juillet 1996, le Département des affaires humanitaires a prêté assistance à 36 États Membres pour les aider à faire face aux conséquences de 53 catastrophes naturelles ou crises écologiques. Dans 24 cas, les pays touchés par les catastrophes ont demandé au Département de lancer pour eux des appels à l'aide internationale. Le Département a publié quelque 115 rapports de situation et rapports d'information pour faire connaître au monde les conséquences des désastres et les besoins qui en découlaient. La communauté internationale a fait état de plus de 104 millions de dollars de contri-

Tableau 3

Catastrophes naturelles : nombre de victimes, montant des dommages et contributions

	1992	1993	1994	1995
Nombre de catastrophes	54	68	75	82
Nombre de morts	6 971	13 542	7 572	12 746
Nombre de disparus	258	1 631	1 989	1 461
Montant des dommages ^a	2,1	15,8	9,0	117,0 ^b
Contributions signalées au Département des affaires humanitaires ^c	257,4	77,5	114,0	104,7
Contributions acheminées par le Département des affaires humanitaires ^c	3,7	4,3	7,6	7,4

^a En milliards de dollars des États-Unis.

^b Dont 96 milliards de dollars d'aide accordée à la suite du tremblement de terre de Kobe (Japon).

^c En millions de dollars des États-Unis.

butions à l'intention des pays touchés. Dans le même temps, le Département a organisé 97 envois de secours d'urgence depuis l'entrepôt de Pise, acheminant pour plus de 6,4 millions de dollars de fournitures de secours attendues d'urgence. Les équipes de réserve des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe (Département des affaires humanitaires), composées de spécialistes de la gestion des situations d'urgence, ont effectué neuf missions hors siège entre septembre 1995 et juillet 1996, se rendant sur les lieux de catastrophes pour apporter leur soutien aux autorités locales et aux coordonnateurs des Nations Unies.

549. La prévention des catastrophes naturelles demeure une des activités centrales du Département. En 1995, pour la première fois depuis son lancement, la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles a fait l'objet d'un débat à la session de fond du Conseil économique et social, ainsi qu'à l'Assemblée générale, au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Environnement et développement durable». Cependant, bien que l'idée selon laquelle il faut aider les pays du monde entier à atténuer les incidences sociales et économiques des catastrophes soit largement acceptée, l'alimentation du fonds d'affectation spéciale de la Décennie reste problématique.

550. Dans sa résolution 48/157, l'Assemblée générale m'a prié de nommer un expert chargé d'étudier les répercussions des conflits armés sur les enfants. Dans le cadre défini par la Convention relative aux droits de l'enfant et avec l'appui du Centre pour les droits de l'homme (Secrétariat de l'ONU) et de l'UNICEF, l'expert, Mme Graça Machel, a entrepris des recherches et des consultations à

l'échelon mondial auxquelles ont participé gouvernements, organes de l'ONU, institutions spécialisées, organisations régionales et toutes les composantes de la société civile. Son rapport final porte sur tout un éventail de questions, notamment la réadaptation physique et psychologique des enfants touchés par les conflits armés et leur réinsertion sociale; le phénomène des enfants soldats; l'impact des conflits armés sur les femmes et les petites filles; les besoins d'instruction en situation de crise; la question de savoir si les normes existantes en matière de droits de l'homme et d'action humanitaire s'appliquent et sont adaptées. Dans chacun de ces domaines, l'expert formule des recommandations. Les États Membres devraient examiner attentivement son rapport et ses recommandations en vue de faire en sorte qu'il y soit donné suite de manière efficace.

1. Perfectionnement des outils de l'action humanitaire

551. L'évolution des conditions dans lesquelles l'aide humanitaire est distribuée a obligé les organismes des Nations Unies à adapter et perfectionner continuellement leurs modalités d'intervention et à élaborer des politiques propres à guider leur action face à de nouveaux problèmes — par exemple, comment négocier l'accès aux populations touchées, préserver la neutralité de l'aide humanitaire, s'attaquer au problème de la prolifération des mines terrestres ou répondre aux besoins des personnes déplacées dans leur propre pays.

552. D'autre part, dans sa résolution 1995/56 sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire, le Conseil économique et social a expressément prescrit au Département des affaires humanitaires de collaborer avec les organismes des Nations Unies pour déterminer en quoi les arrangements actuels sont incomplets ou mal équilibrés, afin d'améliorer la capacité de réaction de l'ensemble. Sous la direction de M. Yasushi Akashi, le Département mène cette opération au terme de laquelle le Comité permanent interorganisations prendra des décisions quant aux mesures à prendre pour renforcer la capacité de réaction. Afin de garantir que l'opération soit pleinement participative et transparente, le Département prend actuellement l'avis des organismes intéressés et a régulièrement organisé des réunions avec les États Membres (comme il est également prévu dans la résolution 1995/56) pour les tenir informés de progrès accomplis.

553. Les donateurs cherchent de plus en plus à savoir si l'aide humanitaire est dépensée judicieusement et quels sont les résultats obtenus, comme le montre la grande étude pluridonateurs récemment effectuée sur le Rwanda. Les

organisations humanitaires ont fait des efforts pour renforcer l'efficacité de leurs services de contrôle et d'évaluation. Afin de permettre de mieux analyser l'action humanitaire, le Département des affaires humanitaires publiera tous les ans deux ou trois études des enseignements tirés des missions, axées principalement sur la coordination d'opérations récentes et sur certains domaines d'activité.

554. Le Département des affaires humanitaires continue à développer le Système d'alerte rapide dans le domaine humanitaire. Grâce à la base de données, il peut braquer son attention sur les situations inquiétantes dès leur apparition, à la fois dans ses échanges avec ses partenaires humanitaires, notamment les ONG, et dans les rapports qu'il entretient avec le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix au titre du «Cadre de coordination» mis en place par les trois départements, en décembre 1995, dans le but d'améliorer la coordination du Secrétariat dans les interventions d'urgence et les opérations humanitaires.

555. Le Département des affaires humanitaires met également en place, à l'échelon mondial, un réseau international de communication et de gestion de l'information baptisé *Relief Web*; celui-ci est destiné à être le principal gisement d'information dont dispose la communauté humanitaire pour gérer l'action menée face aux crises humanitaires. Il s'agit essentiellement de créer un système d'information en ligne, accessible à tous par l'intermédiaire des réseaux existants; de mettre en place des centres d'information régionaux qui puissent fournir des informations complexes sur les situations d'urgence; de favoriser l'adoption de normes communes en matière de collecte, d'analyse, d'intégration, d'échange et de diffusion de l'information; d'adopter un système d'alerte qui garantisse des réactions rapides et efficaces dans le domaine humanitaire.

556. Ces dernières années, le Conseil de sécurité a parfois eu recours à des sanctions non militaires, comme le prévoit le Chapitre VII de la Charte. Ces mesures ont eu dans les pays visés des répercussions involontaires sur certaines populations civiles, en particulier sur des groupes vulnérables. Afin de permettre de mieux connaître les répercussions humanitaires de ce type de sanction, le Comité permanent interorganisations a fait faire une étude qui, à partir d'un tour d'horizon de la question, a fait ressortir les moyens de réduire, si possible au minimum, l'antinomie entre l'objectif principal des sanctions, qui est de rétablir la paix, et leur incidence néfaste sur les groupes vulnérables. Il y était notamment recommandé que le Conseil de sécurité prévoie des dérogations au régime des sanctions pour les besoins humanitaires, et qu'avant d'imposer des sanctions il soit prévenu des répercussions

qu'elles risquent d'entraîner sur le plan humanitaire. Le Comité permanent interorganisations a examiné cette étude et retenu trois points sur lesquels y donner suite : les dérogations applicables aux besoins humanitaires; la mise en place d'un système permettant au Conseil de sécurité d'être informé à temps des répercussions possibles des sanctions; la poursuite des travaux visant à élaborer une méthode et des indicateurs qui permettent de se faire une idée des retombées des sanctions sur le plan humanitaire.

557. Comme il était noté dans le rapport de l'an dernier, le rapport entre secours et développement est complexe, particulièrement dans les situations de conflit, et il faut se donner la peine de l'analyser pour assurer la synergie des différentes interventions. On s'est donné beaucoup de mal, depuis un an, pour trouver les meilleurs moyens de créer un lien entre, d'un côté, les interventions de secours et les activités relatives au développement, et, de l'autre, les activités menées après les conflits pour consolider la paix. On s'est concentré principalement sur les programmes de redressement mis en place après les conflits, qui peuvent contribuer fortement au bon déroulement du processus de paix. On s'aperçoit de plus en plus, par exemple, que les programmes de redressement peuvent être un élément utile dans les pourparlers de paix, ou aider à préserver des îlots de tranquillité — même pendant le déroulement des conflits. Dans les organismes des Nations Unies, on s'accorde généralement à penser que si l'on ne veut pas que la phase de l'action en faveur du développement soit considérablement retardée — ce qui pourrait être fatal pour la paix elle-même — les préparatifs des programmes de redressement qui seront lancés une fois les conflits terminés doivent être entrepris alors que ceux-ci font encore rage, même en pleine phase d'action humanitaire. Début 1996, le Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations a entrepris un examen d'ensemble des moyens dont dispose le système des Nations Unies pour contribuer, par ses activités de reconstruction entreprises après les conflits, à la consolidation de la paix.

558. Dans ses résolutions 49/139 B de décembre 1994 et 50/19 de novembre 1995, l'Assemblée générale s'est déclarée très favorable à l'initiative des «Casques blancs». Le Gouvernement argentin s'est employé très activement à faire avancer la mise en oeuvre de cette initiative, en contribuant 1 million de dollars au compte du programme des Volontaires des Nations Unies et en envoyant plusieurs équipes de volontaires argentins comme spécialistes en Angola, en Arménie, à Gaza, en Haïti et à la Jamaïque. Le Département des affaires humanitaires a collaboré avec le Gouvernement argentin à la mise en oeuvre de l'initiative, et il a élaboré un projet de directives générales relatives à la sélection des volontaires et au déploiement des équipes. Le Comité permanent interinstitutions s'est concentré sur

les questions du financement et du déploiement sur le terrain, dans l'intention, d'une part, de donner aux partenaires humanitaires des indications sur la manière de prendre en compte ce nouvel élément qui entre en jeu dans la distribution de l'aide humanitaire, et, de l'autre, de proposer des principes clairement définis concernant l'organisation de la collaboration entre le Département des affaires humanitaires et les Volontaires des Nations Unies.

559. Grâce à la participation des États Membres, l'équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe a continué de contribuer à accroître la transparence et l'efficacité des activités d'évaluation et de coordination du Département des affaires humanitaires et d'aider à mieux mobiliser les ressources internationales et à les utiliser plus efficacement pour faire face aux situations d'urgence. Fin 1995, l'Équipe comprenait des membres venant de 18 pays et elle avait été mobilisée 17 fois pour faire face à des situations d'urgence survenues subitement. Pour répondre aux besoins en la matière, des mesures ont été prises en vue de mettre en place un programme d'appui à la coordination sur le terrain, ainsi que des arrangements prévisionnels avec les États Membres permettant d'obtenir un appui technique et logistique.

560. Pour ce qui est des catastrophes naturelles, la dynamique créée par la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, tenue à Yokohama, au Japon, en mai 1994, a été entretenue et sa portée a été élargie sur le plan des principes. De ce fait, la Stratégie de Yokohama pour un monde plus sûr : Directives pour la prévention des catastrophes naturelles, la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets, notamment son plan d'action, ont débouché sur un ensemble cohérent d'activités sectorielles et plurisectorielles à tous les niveaux. En mars 1996, le Comité scientifique et technique de la Décennie a dressé le bilan des deux premières années de l'action consécutive à la Conférence de Yokohama et établi des directives et recommandations relatives à la mise en oeuvre de la Décennie en général et à celle de la stratégie et du plan d'action de Yokohama en particulier. L'accent sera mis sur l'interdépendance entre les effets des catastrophes naturelles et un développement durable sur les plans économique et social, ainsi que sur le perfectionnement des systèmes d'alerte rapide en cas de catastrophe naturelle ou écologique.

561. Ces cinq dernières années, les activités du programme de formation à la gestion des catastrophes (Département des affaires humanitaires et PNUD) ont été axées principalement sur le renforcement des institutions, la mise en contact d'institutions et d'individus pour former des réseaux, la production et la diffusion de documents pédagogiques, la formation de formateurs et l'organisation de séminaires. Le programme a produit toute une documen-

tation pédagogique, créé un réseau regroupant six institutions régionales de collaboration et constitué un noyau interinstitutions composé de 55 formateurs appartenant aux différents organismes des Nations Unies. Jusqu'à présent, plus de 70 pays ont pu bénéficier de séminaires organisés à l'échelon national ou sous-régional. En 1995-1996, des séminaires par pays ont eu lieu en Azerbaïdjan, à Cuba, en Érythrée, à Madagascar, au Mozambique, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Zaïre, et des séminaires sous-régionaux ont été organisés pour les pays de l'Union du Maghreb arabe et de la Commission de l'océan Indien.

562. Une réunion de concertation interinstitutions sur la formation aux opérations humanitaires a eu lieu en juin 1995, débouchant sur le lancement de l'initiative de formation pour les situations d'urgence complexes. Depuis, des progrès considérables ont été accomplis : production de documents pédagogiques sur la coordination des opérations humanitaires et l'établissement de plans d'urgence, et analyse conjointe des besoins et des priorités en matière de formation.

2. Coopération avec les arrangements ou organismes régionaux

563. On a continué de coopérer, sur la base de la participation aux coûts, pour ce qui est de l'achat, du stockage et de l'acheminement des secours, notamment en ce qui concerne la gestion conjointe de stocks de produits de secours d'urgence. Grâce aux mémorandums d'accord sur l'utilisation coopérative de l'entrepôt du Département des affaires humanitaires à Pise, signés en 1994 avec l'OMS et en 1995 avec le PAM, l'entrepôt est mieux à même de réagir rapidement et de manière satisfaisante en cas de catastrophe.

564. Le Département des affaires humanitaires, avec d'autres organismes des Nations Unies, a aidé le Bureau des services d'achats interorganisations du PNUD à bâtir un recueil des spécifications de base concernant les articles de secours. Il a été convenu que les différents organismes aideraient le Bureau à tenir et mettre à jour la partie du catalogue pour laquelle ils 'avaient été désignés comme «chef de file». Le Département est responsable de la section relative aux télécommunications.

565. En application de la résolution 7 de la Conférence mondiale de développement des télécommunications de l'UIT (Buenos Aires, 1994), de la résolution 36 de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Kyoto, 1994) et de la recommandation formulée par le Secrétaire général dans son rapport pour 1995 au Conseil économique et social, le Département des affaires humanitaires réunit régulièrement le Groupe de travail sur les télécommuni-

cations d'urgence et subvient aux besoins de son secrétariat. Des progrès appréciables ont été accomplis sur les deux points qui intéressent le Groupe de travail et le projet correspondant du Département, à savoir, d'une part, la définition d'un mécanisme de coordination pour les réseaux de télécommunication utilisés, en situation d'urgence, par les organismes des Nations Unies et les autres intervenants, et, de l'autre, l'établissement d'un projet de convention internationale visant à faciliter les télécommunications pour la fourniture d'une aide humanitaire en situation d'urgence. La mise en place du mécanisme de coordination sera terminée au cours de l'été 1996, ainsi que l'élaboration d'une démarche commune visant à obtenir des tarifs plus bas, ce qui devrait permettre de réaliser des économies substantielles.

566. Dans le cadre du projet du Département des affaires humanitaires pour la mise en oeuvre de moyens civils et militaires à l'occasion d'opérations de secours déclenchées pour faire face à des catastrophes, on a continué de prendre des dispositions visant à renforcer la coopération entre le Département et l'OTAN, l'Union européenne occidentale (UEO) et l'Organisation interaméricaine de défense. Un groupe de travail où 30 pays étaient représentés a mis la dernière main à un manuel opérationnel sur l'utilisation des moyens en question, destiné à améliorer l'efficacité des activités de prévoyance et de gestion des situations de crise à l'échelon opérationnel. Ont également été achevés un document de référence sur la coordination des opérations aériennes à des fins humanitaires et un premier jeu de modules de formation à la mise en oeuvre de moyens civils et militaires.

567. Depuis début 1995, le Département des affaires humanitaires a cherché, en coordination avec le Comité permanent interinstitutions, à trouver la meilleure manière d'utiliser les moyens civils et militaires pour appuyer les opérations humanitaires de toute sorte. Cela a abouti en mars 1996 à la création par le Comité permanent, au sein du Département, d'un Groupe des moyens de défense civils et militaires qui doit centraliser les services offerts, en la matière, aux organismes des Nations Unies et aux départements de l'ONU. Ce groupe ne remplace pas les mécanismes dont disposent déjà lesdits organismes et départements pour faire face aux situations d'urgence, mais doit constituer un service d'appui commun permettant une approche intégrée de la question. Il prendra à son compte le projet relatif à la mise en oeuvre des moyens civils et militaires.

568. Un accord type entre l'ONU et les gouvernements d'États Membres, concernant des mesures visant à accélérer l'importation, l'exportation et le transit des envois de secours et des biens des agents des services de secours en cas de catastrophe, a été établi en collaboration avec

l'Organisation mondiale des douanes et les organismes des Nations Unies intéressés, ainsi que les organisations de secours internationales et nationales. Sur la base de ce document, le Département des affaires humanitaires négocie actuellement des accords bilatéraux avec des gouvernements pour l'application des mesures recommandées.

569. Le Département et le PNUE ont continué à renforcer l'aide humanitaire et l'assistance environnementale apportées aux pays se trouvant face à une situation d'urgence qui présente un danger pour l'environnement. Le Groupe mixte de l'environnement a reçu pour mission de faire en sorte que la communauté internationale réagisse plus efficacement face aux catastrophes écologiques, ce à quoi il doit parvenir en jouant le rôle d'intermédiaire entre les pays touchés et les pays donateurs, en centralisant l'information et en servant de centre nerveux pour donner l'alerte ou annoncer les catastrophes. Ces moyens de réaction intégrés permettent d'apporter une aide internationale aux pays frappés par des éco-urgences telles que déversement de produits chimiques, marée noire, accident industriel, incendie de forêt ou autre situation d'urgence subite. Le Groupe a déjà répondu à des demandes d'aide formulées par l'Albanie, la Barbade, le Chili, Djibouti, l'Équateur, la Fédération de Russie, le Guyana, le Monténégro, le Mozambique, les Philippines, la Roumanie, le Rwanda, les Seychelles, la Slovénie, la Turquie et l'Ukraine.

3. Opérations d'urgence

a) Caucase

570. Aucun progrès significatif n'a été accompli dans les négociations politiques relatives à la situation en Abkhazie/Géorgie et dans la région du Haut-Karabakh (Azerbaïdjan). L'avenir demeure donc incertain pour plus d'un million de réfugiés et de personnes déplacées, dont plus de 900 000 (250 000 en Arménie, 405 000 en Azerbaïdjan et 250 000 en Géorgie) ont reçu une aide des organismes des Nations Unies au cours de la période considérée.

571. L'Organisation des Nations Unies et ses partenaires pour l'action humanitaire ont poursuivi leurs efforts dans le cadre du deuxième appel interinstitutions en faveur de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, afin de couvrir les besoins humanitaires de ces pays pendant la période allant du 1er avril 1995 au 31 mars 1996. Au 29 décembre 1995, les contributions reçues de la communauté internationale s'élevaient à 71 millions de dollars, soit 60 % du montant requis. Compte tenu du déficit constaté, un nouvel appel a été lancé en février 1996 afin de réunir les

37 millions de dollars nécessaires au financement des opérations humanitaires pour les cinq premiers mois de 1996.

572. En février et mars 1996, les Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les gouvernements donateurs ont procédé ensemble à une évaluation des besoins humanitaires de la région. Le Département des affaires humanitaires a ensuite convoqué une réunion, tenue en mars à Tbilissi, au cours de laquelle les partenaires humanitaires, notamment de hauts responsables des États donateurs, et des représentants des autorités des trois pays du Caucase ont examiné les résultats de l'évaluation. Il sont parvenus à la conclusion que, si la phase d'urgence avait été dépassée dans les trois pays, une assistance humanitaire n'en restait pas moins indispensable pour satisfaire les besoins les plus pressants des groupes vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. En conséquence, l'ONU a lancé en mai un appel interinstitutions visant à réunir les 101 millions de dollars nécessaires au financement des secours humanitaires entre le 1er juin 1996 et le 31 mai 1997.

b) Tchernobyl

573. L'ONU reste profondément préoccupée par les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl pour les populations du Bélarus, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine, et reste déterminée à prendre les mesures qui s'imposent pour atténuer les souffrances qu'elles continuent d'endurer. L'accident du 26 avril 1986 a provoqué de véritables tragédies nationales dans les trois pays touchés : plus de 400 000 personnes déplacées, grave détérioration des conditions sociales, contamination radioactive et risques encore réels aujourd'hui pour la santé tant physique que psychologique d'un grand nombre de personnes. Les autorités du Bélarus, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine dépensent elles-mêmes des ressources considérables pour combattre les multiples effets de la catastrophe, mais il n'en reste pas moins urgent de leur fournir une aide supplémentaire, notamment dans le cadre d'une action concertée de la communauté internationale.

574. Dès le début, les organismes des Nations Unies ont conjugué leurs efforts. Par l'intermédiaire du Département des affaires humanitaires, l'ONU continue de jouer un rôle primordial, en collaboration avec un certain nombre de pays, d'organisations internationales telles que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Union européenne et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et des organisations non gouvernementales qui fournissent une assistance de haute qualité dans leurs domaines respectifs.

575. Dans sa résolution 50/134, l'Assemblée générale a proclamé le 26 avril 1996 Journée internationale du dixième anniversaire de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl. À cette occasion, un certain nombre de conférences et de réunions importantes ont été organisées par les trois pays touchés, ainsi que par l'AIEA, l'OMS et l'Union européenne. Les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl continueront de figurer à l'ordre du jour de la communauté internationale. Malheureusement, les ressources du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour Tchernobyl sont pratiquement épuisées et, sans une nouvelle mobilisation de la communauté internationale, l'ONU n'aura peut-être pas les moyens de poursuivre ses efforts.

c) Fédération de Russie

576. Au début 1995, à la demande du Gouvernement de la Fédération de Russie, les organismes des Nations Unies ont lancé un programme d'assistance humanitaire destiné aux quelque 220 000 personnes déplacées au Daghestan, en Ingouchétie et en Ossétie du Nord en raison des combats en Tchétchénie. Un montant d'environ 24 millions de dollars devait être réuni en 1995 pour financer ce programme coordonné par le Département des affaires humanitaires, auquel participent le HCR, le PAM, l'UNICEF, l'OMS et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les donateurs ayant généreusement répondu à l'appel qui leur était lancé, 90 % des besoins ont pu être couverts et une aide considérable a pu être apportée sous forme de denrées alimentaires, d'articles ménagers et de matériel médical.

577. En avril 1996, un appel interinstitutions a été lancé pour financer un programme d'aide humanitaire à plus petite échelle en faveur de quelque 92 000 personnes déplacées par les combats qui se poursuivent en Tchétchénie. Il s'agit de réunir 13 millions de dollars pour financer les activités du HCR, de l'OMS, du PAM et du Département des affaires humanitaires de janvier à décembre 1996, et celles du PAM de janvier 1996 à mars 1997.

d) Sri Lanka

578. À la fin de 1995, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du Sri Lanka par le conflit armé était de l'ordre de 720 000. En outre, on estimait qu'il y avait en plus 290 000 personnes qui souffraient des retombées économiques du conflit. L'accord de cessation des hostilités, entré en vigueur le 6 janvier 1995, est devenu caduc lorsque des installations militaires du Gouvernement ont été attaquées. En octobre 1995, le Gouvernement a lancé une offensive qui s'est soldée par la prise de la ville de Jaffna,

capitale de la province du Nord, et par l'exode massif de 400 000 à 500 000 personnes, dont beaucoup étaient déjà déplacées, de Jaffna dans des centres d'hébergement ou d'autres parties de la province où elles ont pu trouver logement de fortune chez des amis ou des membres de leur famille. La province de l'Est et les districts proches des zones de conflit comptent aussi un grand nombre de personnes déplacées ou confrontées à des difficultés économiques.

579. Le Gouvernement sri-lankais n'a pas officiellement demandé au système des Nations Unies de participer à une opération de secours accélérée, mais il a prié les divers organismes présents de poursuivre les activités en cours. Le HCR vient en aide aux réfugiés qui rentrent chez eux et aux personnes déplacées hébergées dans des centres d'accueil, et met en oeuvre de petits projets communautaires par l'intermédiaire de bureaux extérieurs établis dans les zones touchées par le conflit. Depuis 1987, le PAM fournit une aide alimentaire d'urgence à quelque 55 000 personnes déplacées hébergées dans des centres d'accueil situés en dehors des zones de conflit, et suit de près la situation alimentaire des personnes récemment déplacées dans les zones de conflit. L'UNICEF fournit des secours divers, notamment de l'eau et des installations sanitaires, des fournitures médicales et du matériel didactique, appuie un programme communautaire d'aide aux enfants souffrant de traumatismes et soutient dans les écoles un programme éducatif de formation au règlement des conflits.

580. Le PNUD avait envisagé de mettre en oeuvre un programme de reconstruction et de réconciliation mais a dû y renoncer lorsque le processus de paix a été interrompu. Il fournit au Gouvernement un appui institutionnel pour la coordination des secours. La crise risque de se prolonger et pourrait même empirer car le conflit se poursuit et la sécheresse ne fait qu'exacerber le problème du déplacement.

e) Soudan

581. Dans mon rapport du 22 septembre 1995 sur l'assistance d'urgence au Soudan, j'ai noté avec satisfaction que l'opération Survie au Soudan avait pris de l'ampleur, en ce sens que les activités étaient techniquement plus diversifiées et touchaient davantage de personnes dans le besoin. J'ai félicité les parties intéressées dont l'action avait abouti à ces résultats. Le rapport passait également en revue les obstacles qui entravaient le déroulement de l'opération, notamment les enlèvements, les malversations et le climat d'insécurité dans lequel devait travailler le personnel des organismes de secours, l'absence de progrès en ce qui concerne la conclusion d'un nouvel accord sur l'accès humanitaire, l'insuffisance des moyens de finance-

ment et leur versement tardif par les donateurs, et un désaccord persistant sur les procédures opérationnelles qui affecte les principaux partenaires de l'opération.

582. Cependant, depuis l'année dernière, les difficultés se sont multipliées car le Gouvernement soudanais a adopté de nouvelles mesures qui rendent plus difficile l'accès aux populations touchées. De telles mesures sont en contradiction avec les déclarations répétées du Gouvernement, qui s'est engagé à maintes reprises devant l'Assemblée générale à faciliter les efforts humanitaires des organismes des Nations Unies. À la fin du mois de novembre 1995, le Gouvernement a décrété une interdiction générale s'appliquant à tous les vols de l'opération. Cette interdiction — que j'avais publiquement condamnée dans un communiqué de presse du 4 décembre — a été levée au début de décembre, sauf dans certaines zones à la frontière ougandaise.

583. Au milieu de 1996, la situation s'était encore aggravée. À la suite de bombardements sans précédent, effectués en février par des avions gouvernementaux contre des zones d'activité de l'opération Survie, j'avais publiquement condamné ces actions. En avril 1996, lorsqu'on avait voulu modifier les procédures opérationnelles, le Gouvernement avait tardé à approuver les vols du mois et provisoirement interdit de vol l'un des Buffalo de l'opération Survie. L'Hercules C-130 étant également interdit de vol, moins de 20 % des secours alimentaires et non alimentaires avaient pu être livrés. En mai et juin, dans le sud du pays, les restrictions imposées par les autorités soudanaises ont créé de telles difficultés que 14 % seulement des secours nécessaires ont pu être acheminés à partir de la base de l'opération, située dans le nord du Kenya. En mars et en juillet, dans des communiqués de presse, j'ai exprimé mes graves préoccupations au sujet des bombardements par le Gouvernement contre des zones, situées dans le sud du Soudan, où l'opération Survie acheminait des secours. J'ai spécifiquement mentionné des incidents survenus à Akuer, Paluer et Maridi.

584. L'accès restant difficile, j'ai publié le 15 juillet un communiqué de presse dans lequel j'ai appelé l'attention sur les diverses restrictions imposées par le Gouvernement soudanais, y compris l'interdiction, imposée en juillet 1995, d'utiliser certains avions, et celle de se rendre dans certaines zones des monts Nuba pour y procéder à une indispensable évaluation des besoins humanitaires, dans certaines localités où sévissaient le choléra et de graves maladies diarrhéiques, et à Pochalla, dans le sud du pays, où quelque 15 000 personnes étaient, depuis la fin du mois de juin, privées de tous secours en raison d'inondations sans précédent. Le 19 juillet, j'ai condamné une série d'attaques lancées contre le camp de réfugiés d'Acholi-pii, situé près de Kitgum, dans le nord de l'Ouganda; 107 réfugiés

soudanais, pour la plupart des femmes et des enfants, y avaient trouvé une mort brutale. Les événements ont pris une tournure un peu plus encourageante quand le Gouvernement a autorisé la reprise des vols du C-130 en juillet et levé au mois d'août les restrictions frappant d'autres appareils.

585. Au deuxième trimestre de 1996, des factions rebelles, et notamment le Mouvement de libération du peuple soudanais (MLPS), ont commencé à interdire à l'opération Survie l'accès de certaines destinations. Cette attitude des rebelles a placé l'opération dans une position plus difficile encore pour répondre aux besoins des populations à risque dans les zones de conflit. Ces restrictions décidées par le MLPS, quoique moins sévères que celles imposées par le Gouvernement, constituaient une violation des Accords relatifs à l'apport de l'assistance humanitaire par l'opération Survie au Soudan, conclus en mars et en mai 1994 avec l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement et entérinés par le MLPS.

586. Au début février 1996, le Département des affaires humanitaires a lancé l'appel interinstitutions de 1996 en faveur du Soudan, grâce auquel les organismes des Nations Unies (FAO, PNUD, HCR, UNICEF, PAM et OMS) espéraient réunir 107,6 millions de dollars afin de satisfaire les besoins humanitaires toujours pressants de 4 250 000 personnes. Malheureusement, en avril 1996, les contributions annoncées étaient très faibles, même par rapport à celles de 1995 qui n'ont couvert que 50,2 % des besoins et étaient déjà bien inférieures à celles des années précédentes. C'est pourquoi le Département des affaires humanitaires a décidé de débloquer, comme le lui avait demandé l'UNICEF au mois de mars, une avance de 900 000 dollars provenant du Fonds central autorenouvelable d'urgence au titre du soutien logistique aux activités de l'opération dans le secteur sud. En juillet 1996, la situation ne s'était pas améliorée : les donateurs n'avaient versé que 20,9 % du montant demandé. En conséquence, il a fallu restreindre nombre d'activités d'une importance cruciale, en particulier dans le sud du pays.

587. Au début du second semestre de 1995, le Gouvernement soudanais a indiqué qu'il préférerait que le centre de l'opération soit transféré du nord du Kenya en territoire soudanais. Le Département des affaires humanitaires lui a fait savoir que l'évaluation officielle de l'opération Survie au Soudan offrirait l'occasion d'examiner sous différents aspects les problèmes d'efficacité et d'efficacité pratique, et notamment d'envisager le transfert de ses installations. Cet arrangement a prévalu tout au long des phases initiales de l'évaluation, entamée en novembre dernier. Grâce à la flexibilité dont a fait preuve le Gouvernement soudanais et à l'appui financier fourni en temps utile par les donateurs,

un rapport devrait pouvoir être distribué en septembre au Gouvernement, au MLPS, aux donateurs et aux organismes de secours, afin que chacun puisse formuler des observations en prévision des réunions qui auront lieu avec les donateurs, en septembre à Genève, puis avec le Gouvernement à Khartoum et avec le MLPS à Nairobi.

588. Depuis décembre 1992, le Département des affaires humanitaires organise des pourparlers indirects entre les parties intéressées pour tenter d'assurer à l'opération Survie au Soudan un meilleur accès aux populations auxquelles les secours sont destinés. Le dernier accord, conclu en mai 1994, garantissait l'accès à un beaucoup plus grand nombre de zones se trouvant sous le contrôle exclusif de l'une quelconque des parties. Cependant, il est apparu nécessaire de poursuivre les discussions afin d'étendre la portée de l'accord pour qu'il s'applique à d'autres secteurs situés dans des zones de ce type ainsi qu'à des secteurs dont l'accès implique le franchissement des lignes par les convois ou l'entrée dans des zones de conflit. En avril 1996, M. Vieri Traxler, Envoyé spécial du Secrétaire général pour les affaires humanitaires au Soudan, a été invité à effectuer une mission à Khartoum et à Nairobi pour y organiser des pourparlers tripartites. Dans le cadre de ces nouvelles négociations, il était prévu de revoir les accords signés à Nairobi en mars et en mai 1994, d'essayer d'amener les parties à réaffirmer leur attachement aux principes énoncés dans ces accords, et de procéder à une évaluation de leur application, ainsi qu'à un examen des dispositions susceptibles d'être améliorées ou renforcées.

589. Malheureusement, étant donné l'évolution de la situation, les pourparlers n'ont pu avoir lieu comme prévu. Tout d'abord, un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir au Soudan. Ensuite, et surtout, les réalignements intervenus dans les alliances politiques ont abouti à la signature d'un accord de paix entre le Gouvernement et certaines des factions du Sud. Dans ces conditions, il devenait difficile d'identifier tous les interlocuteurs représentant les diverses parties et jouissant d'une autorité qui rende leur participation indispensable au succès des négociations. Afin de faciliter une reprise des pourparlers, l'Envoyé spécial et le personnel de l'opération Survie au Soudan élaborent actuellement un projet d'accord, qui sera présenté au Gouvernement et aux autres parties considérées comme des interlocuteurs utiles.

590. La fragmentation des mouvements du Sud a des répercussions sur l'opération dans la mesure où elle accroît l'insécurité et où elle favorise, de la part du Gouvernement et de ces mouvements, une vision de plus en plus restrictive de l'application des principes humanitaires. Pour les organisations humanitaires internationales présentes au Soudan, cette tendance s'est notamment traduite, au cours des 12 à 15 derniers mois, par une multiplication des

problèmes de sécurité et par une attitude plus agressive, tant du Gouvernement que des principaux mouvements du Sud qui insistent pour que les activités humanitaires soient menées selon des modalités plus compatibles avec leurs stratégies politiques respectives. La guerre civile se prolongeant, il est devenu de plus en plus malaisé d'obtenir que les parties s'en tiennent à une conception objective, c'est-à-dire apolitique, des activités humanitaires.

Opérations de secours liées à des catastrophes naturelles

République démocratique populaire de Corée

591. La situation d'urgence humanitaire en République démocratique populaire de Corée demeure très préoccupante. Divers organismes et programmes des Nations Unies, tels que la FAO, le PNUD, l'UNICEF, l'OMS, le PAM et le Département des affaires humanitaires, continuent d'aider le Gouvernement à répondre aux besoins alimentaires de la population.

592. En juillet et en août 1995, des pluies exceptionnellement abondantes ont provoqué des inondations sans précédent qui, d'après les estimations du Gouvernement, ont causé des dommages s'élevant à 15 milliards de dollars et touché 5,2 millions de personnes. Le 25 août, le Département des affaires humanitaires a, au nom du Gouvernement, demandé à la communauté internationale d'intervenir.

593. Ensuite, du 29 août au 9 septembre, le Département a conduit une mission d'évaluation interinstitutions dans les provinces les plus durement touchées (Pyongyang Nord, Chagang et Hwanghae Nord). Le 5 septembre, il a lancé un appel commun des Nations Unies afin de réunir un montant total de 15,7 millions de dollars (porté ensuite à 20,1 millions) pour répondre, dans un premier temps, aux besoins immédiats de quelque 500 000 personnes sans abri. Au 16 mars 1996, la communauté internationale avait versé plus de 30 millions de dollars, dont 9 millions en réponse à l'appel des Nations Unies.

594. En avril, le Gouvernement a demandé au Département des affaires humanitaires de lancer un appel interinstitutions des Nations Unies, et un projet a été établi, en consultation avec le Gouvernement, sur la base des informations fournies par des organismes des Nations Unies. L'appel a été lancé le 6 juin 1996, l'objectif étant de réunir un montant de 43,6 millions de dollars pour apporter une aide d'urgence à la République démocratique populaire de Corée entre le 1er juillet 1996 et le 31 mars 1997. La plus grande partie des fonds (soit 26 millions de dollars) servira à acheter des denrées alimentaires, dont le pays a le plus pressant besoin. Il faudra plus de 10 millions de dollars

pour assécher les terres arables, opération essentielle à la reprise d'une production normale, et un peu moins de 6 millions de dollars pour rétablir les services de santé de base dont le fonctionnement a été interrompu ou dont les infrastructures ont été détruites par les inondations. La communauté internationale a généreusement répondu à l'appel dans sa phase initiale et plus de 17 millions de dollars ont déjà été réunis.

4. Opérations de secours au Proche-Orient (UNRWA)

595. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) — qui est l'organisme des Nations Unies le plus actif en Cisjordanie et dans la bande de Gaza — a continué de se concentrer sur l'appui constructif à apporter au processus de paix au Moyen-Orient et l'amélioration de la situation socio-économique de la communauté des réfugiés palestiniens. Le mandat de l'UNRWA a été prorogé jusqu'au 30 juin 1999 par la résolution 50/28 A de l'Assemblée générale. En janvier 1996, j'ai nommé le Secrétaire général adjoint Peter Hansen Commissaire général de l'UNRWA; le siège de l'Office se trouve à Gaza et à Amman.

596. Compte tenu des progrès du processus de paix, l'UNRWA s'est efforcé de renforcer ses relations avec l'Autorité palestinienne et a continué de coordonner ses services avec ceux de l'Autorité, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, dans les domaines de l'éducation, de la santé, des services de secours et d'assistance sociale, grâce à des mécanismes tant officiels qu'officieux de coordination, à des contacts de haut niveau, à la mise en commun de ressources humaines, à la planification commune et à l'adoption, dans tous les cas possibles, des normes de l'Autorité.

597. L'Office a continué d'apporter une aide spécifique à l'Autorité palestinienne, notamment en lui fournissant une assistance technique, en lui faisant partager les informations en sa possession, en lui donnant accès à des services médicaux d'urgence et en mettant à sa disposition des bâtiments et des véhicules. L'Office a également transféré à l'Autorité un camp de réfugiés inutilisé situé dans la région de Jéricho. Dans le cadre du processus électoral palestinien, l'UNRWA a participé à l'inscription des électeurs sur les listes, et au transport du matériel électoral, et prêté des locaux dans lesquels les bureaux de vote ont été installés. Il s'est associé aux mécanismes de coordination de l'aide multilatérale du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés. L'autorisation donnée à l'UNRWA par l'Assemblée

générale, dans sa résolution 49/21 O, de prélever des fonds sur les contributions volontaires versées par des donateurs pour couvrir les traitements et autres frais de premier établissement de la force de police palestinienne, a pris fin en décembre 1995, le dernier décaissement datant de juillet 1995.

598. Le siège de Vienne de l'UNRWA a été transféré dans la zone d'opération conformément à la décision prise par le Secrétaire général en juin 1994 et à la résolution 49/35 A de l'Assemblée générale. Après le transfert préliminaire de certaines activités et d'une partie du personnel à Gaza, la construction d'un nouveau bâtiment pour les bureaux du siège a été entreprise en octobre 1995 et achevée en juillet 1996 — c'est à ce moment-là qu'a eu lieu le transfert des services de Vienne. La Commission consultative de l'UNRWA, composée de 10 membres, devait être reconstituée à Amman. Dans le cadre de ce transfert, les sérieuses limitations imposées aux opérations de l'UNRWA en Cisjordanie et dans la bande de Gaza du fait des mesures de sécurité adoptées par les autorités israéliennes ont suscité de graves préoccupations.

599. L'UNRWA a continué de développer le Programme pour la mise en oeuvre de la paix qu'il avait instauré en 1993 afin d'améliorer les infrastructures, de stabiliser les conditions socio-économiques et de créer des emplois pour les réfugiés dans ses cinq domaines d'activité. En juin 1996, l'UNRWA avait reçu au titre de ce programme des contributions et annonces de contributions d'un montant total de 192,6 millions de dollars. Dans le cadre des 276 projets financés, des installations ont été construites pour l'UNRWA, puis entretenues et modernisées, des logements pour réfugiés ont été réparés et remis en état, l'infrastructure d'hygiène du milieu a été améliorée et le programme de création de revenus a été renforcé. Les travaux de construction et d'équipement de l'hôpital européen de Gaza, qui comptera 232 lits, se sont poursuivis et devraient s'achever avant la fin 1996. Vers la fin de la période considérée, il a été décidé que l'hôpital serait par la suite intégré au système de santé de l'Autorité palestinienne.

600. Grâce à ses programmes d'assistance ordinaires, l'UNRWA a fourni à 3,3 millions de réfugiés palestiniens inscrits auprès de l'Office et installés en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza des services essentiels dans les domaines de l'éducation, de la santé, et des secours et de l'assistance sociale. Dans le cadre de son programme spécial d'aide aux plus démunis, l'Office a fourni des biens de première nécessité aux familles de réfugiés ne comptant pas d'homme médicalement apte à pourvoir à leurs besoins et ne disposant pas d'autres revenus suffisants pour couvrir leurs besoins élémentaires. Quelque 179 178 réfugiés ont reçu des rations alimentaires et une aide en matière de soins

de santé, et ont pu bénéficier d'une assistance supplémentaire — remise en état des abris, dons d'urgence en espèces, initiatives visant à atténuer la pauvreté et accès préférentiel à des centres de formation.

601. Au cours de l'année scolaire 1995-1996, 421 854 élèves ont fréquenté les 637 écoles de l'UNRWA, essentiellement aux niveaux élémentaire et préparatoire, et 5 449 places ont été offertes dans ses huit centres de formation. Grâce au réseau de 121 centres de santé et antennes sanitaires, qui comprend notamment un hôpital de 43 lits à Kalkiliya, dans la bande de Gaza, 6,6 millions de consultations médicales ont été assurées au cours de l'année. Dans le domaine de l'hygiène du milieu, des services d'élimination des effluents et des ordures, de gestion des eaux usées et d'approvisionnement en eau potable ont été fournis à plus de 1 million de réfugiés installés dans 59 camps. Des services sociaux divers ont été fournis à plus de 25 000 réfugiés grâce au programme pour les femmes, au programme de reconstitution du tissu communautaire et à des centres de jeunes financés par l'UNRWA. Dans le cadre du programme de création de revenus, des prêts d'une valeur totale de 4,4 millions de dollars ont été accordés à 1 640 entreprises, principalement dans la bande de Gaza.

602. L'UNRWA a fourni une assistance humanitaire d'urgence en fonction des besoins et si possible dans la limite des ressources disponibles. Afin d'atténuer les difficultés socio-économiques dues au bouclage prolongé de la Cisjordanie et de la bande de Gaza imposé en février 1996, l'UNRWA a lancé en mars un programme d'urgence de création d'emplois grâce auquel 2 500 participants ont obtenu un emploi provisoire rémunéré. Afin de répondre aux besoins humanitaires apparus à la suite des combats qui ont éclaté dans le sud du Liban en avril, l'UNRWA a procédé, avec l'aide de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, à des distributions d'urgence de denrées alimentaires de base et de biens de première nécessité dans les régions de Saida et de Tyre. Quelque 600 personnes déplacées ont été temporairement hébergées dans quatre écoles de l'UNRWA. Par ailleurs, l'UNRWA et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont suivi la situation des Palestiniens qui avaient dû quitter la Jamahiriya arabe libyenne et campaient à la frontière égypto-libyenne. Les Palestiniens bloqués entre l'Égypte et la bande de Gaza ont également bénéficié de secours d'urgence.

603. La situation financière de l'UNRWA a continué d'empirer, 1995 étant la troisième année consécutive pour laquelle un déficit budgétaire a été enregistré. Le budget ordinaire et le budget de trésorerie pour les opérations d'urgence étaient de 632 millions de dollars pour l'exercice biennal 1994-1995 et de 692 millions de dollars pour l'exercice biennal 1996-1997, une grande partie de l'aug-

mentation étant imputable à la constitution d'une réserve de 25,4 millions de dollars pour les indemnités de cessation de service à verser à 22 000 fonctionnaires lors de la dissolution de l'UNRWA. L'exercice 1995 s'est soldé par un déficit de financement de 8,4 millions de dollars, ce qui a fait tomber le fonds de roulement à 8,2 millions de dollars. L'UNRWA a donc été contraint de reconduire en 1996 des mesures d'économie initialement imposées en 1993 et, en juin 1996, il a procédé à de nouvelles réductions de dépenses d'un montant de 9 millions de dollars en prévision d'un important déficit pour l'exercice en cours. Outre le déficit qu'enregistre le budget ordinaire de l'Office, les budgets spéciaux pour le transfert du siège et pour l'hôpital européen de Gaza sont également en déficit.

F. Protection et réinstallation des réfugiés

604. À la fin de 1995, 26,1 millions de personnes relevaient de la compétence du HCR. Un peu plus de la moitié (13,2 millions) était des réfugiés, le reste étant constitué de rapatriés (3,4 millions), de personnes déplacées dans leur propre pays (4,6 millions) et d'autres personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire (4,8 millions). En l'absence d'exodes massifs de réfugiés, le HCR, dirigé par Mme Sadako Ogata, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, s'est consacré, en 1995 et au premier semestre de 1996, à consolider les programmes et mécanismes mis en place pour faire face aux précédentes situations d'urgence, à rechercher et mettre en oeuvre des solutions durables — rapatriement volontaire, intégration sur place ou réinstallation — et à élaborer des stratégies préventives.

605. Le nombre de réfugiés a continué de diminuer légèrement au cours de la période considérée, mais la charge réelle, potentielle ou apparente, que représentent l'assistance aux réfugiés et leur protection, n'en demeure pas moins préoccupante. De nombreux gouvernements continuent de reconnaître le droit d'asile en tant qu'instrument indispensable de la protection internationale des réfugiés et de se montrer prêts à accueillir des réfugiés en coopération avec le HCR. D'autres, en revanche, ont fermé leurs frontières aux demandeurs d'asile, les ont contraints à retourner dans leur pays d'origine ou leur ont accordé seulement certains droits fondamentaux. Cette situation souligne une fois de plus qu'il faut, d'une part, renforcer l'institution du droit d'asile et, d'autre part, rechercher des solutions nouvelles qui tiennent compte des besoins de protection des réfugiés et des préoccupations légitimes des pays d'asile et d'origine.

606. Le HCR ne ménage aucun effort pour s'assurer que les besoins particuliers des femmes et des enfants réfugiés sont dûment pris en compte. En mars 1996, le HCR et l'UNICEF ont signé un mémorandum d'accord qui définit les populations bénéficiaires (réfugiés, rapatriés, personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et populations locales affectées) dont s'occupent les deux organismes. Ce mémorandum traite des activités de plaidoyer, de la promotion et de l'élaboration des stratégies, dans la perspective notamment de la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que des activités opérationnelles, de la réinsertion et de la réadaptation.

607. Le HCR accorde une attention particulière à la coordination de ses activités avec celles d'autres organismes des Nations Unies, notamment dans le cadre de la résolution 1995/56 du Conseil économique et social relative au renforcement de la coordination de l'assistance humanitaire d'urgence. En outre, le HCR participe activement à des consultations interorganisations parallèles, sous l'égide du Département des affaires humanitaires et du Comité permanent interinstitutions. Comme suite à la résolution 1995/56, le Comité exécutif du HCR a structuré son action autour des thèmes suivants : interventions d'urgence, recherche de solutions, prévention et protection.

1. Interventions d'urgence

608. En ce qui concerne la situation des réfugiés, aucune nouvelle crise de l'ampleur de celles des années précédentes n'a éclaté en 1995, ce qui permet d'espérer l'instauration d'une période de plus grande stabilité internationale. Cela étant, les situations d'urgence héritées des dernières années ont continué de poser divers problèmes. Poursuivant son action en Bosnie-Herzégovine, le HCR a dû faire face à toute une série de crises qui ont atteint leur paroxysme avec la chute des enclaves musulmanes de l'est en juillet 1995 et l'exode forcé de 36 000 personnes. D'autres déplacements massifs se sont produits en août 1995, avec l'exode d'environ 200 000 réfugiés de la Krajina, en Croatie, vers la République fédérative de Yougoslavie. Dans le nord du Caucase, où le Haut Commissariat avait envisagé d'abandonner progressivement son opération d'urgence en faveur des populations déplacées de Tchétchénie (Fédération de Russie) à la fin de 1995, l'évolution de la situation a entraîné un afflux supplémentaire de personnes vers les républiques autonomes voisines obligeant le HCR à maintenir son assistance humanitaire. Le Haut Commissariat est également intervenu en Guinée, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda.

609. Dans ce contexte, le HCR a été amené à harmoniser les divers arrangements de prévoyance, de planification

préalable et d'intervention mis en place depuis 1991, qui sont complétés par des arrangements prévisionnels externes. Par ailleurs, le Haut Commissariat a établi des fichiers de recrutement en collaboration avec les Conseils danois et norvégien pour les réfugiés, les Volontaires des Nations Unies et le Fonds suédois d'aide à l'enfance (Rädda Barnen/Save the Children Fund). En 1995, il a instauré un nouveau dispositif d'intervention d'urgence avec le REDR Australie (Fichier d'ingénieurs pour les secours en cas de catastrophe), qui a accepté de fournir des ingénieurs pour des situations d'urgence.

610. En étroite coordination avec le Département des affaires humanitaires, le HCR a considérablement progressé dans la mise au point d'ensembles complets de services collectifs pour des interventions en cas d'urgence exceptionnelle. Dans une optique similaire, des mesures sont actuellement prises pour mieux évaluer les dispositifs d'interventions traditionnels des organisations non gouvernementales dans les situations d'urgence. Par ailleurs, le HCR s'est lancé dans l'élaboration d'une base de données à laquelle contribueront 30 organisations non gouvernementales parmi les plus importantes.

611. Ces dernières années, les pays d'asile se préoccupent de plus en plus des incidences sur l'environnement d'une forte présence de réfugiés. Le HCR a pris des mesures pour que les opérations d'assistance humanitaire soient écologiquement viables et qu'elles contribuent au développement. A sa quarante-sixième session, en 1995, le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a adopté une nouvelle politique sur l'environnement qui vise à mieux tenir compte des problèmes écologiques durant les opérations d'assistance aux réfugiés. De nouveaux principes directeurs ont été élaborés pour donner effet à cette politique.

2. La recherche de solutions

612. Le HCR considère que le rapatriement librement consenti est la meilleure solution durable au problème des réfugiés. L'évolution de la situation dans de nombreuses régions du monde laisse espérer qu'il deviendra une réalité pour beaucoup de réfugiés. En 1995, plus d'un million d'entre eux, dont 450 000 avec l'aide du HCR, sont rentrés dans leur pays d'origine, essentiellement en Afghanistan, au Myanmar et au Rwanda. A la fin de l'année, le HCR prêtait assistance à quelque 2,7 millions de rapatriés.

613. Après la signature de l'Accord de paix de Dayton en novembre 1995, la situation tragique des 2 millions de personnes déplacées et réfugiés bosniaques semblait être proche du dénouement. Les Parties à l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine ont chargé le HCR

d'organiser et de suivre le rapatriement des nombreux Bosniaques qui pouvaient désormais envisager de rentrer chez eux. En mars 1996, le HCR a présenté un plan opérationnel définissant les conditions requises pour le rapatriement et les principes qui devaient régir le retour des réfugiés et des personnes déplacées. En juin 1996, lors de la Conférence d'examen à mi-parcours du Conseil de mise en oeuvre de la paix, qui s'est tenue à Florence, le Haut Commissaire a présenté les 18 domaines prioritaires d'un plan international de reconstruction, qui permettrait à 165 000 personnes supplémentaires de rentrer cette année dans leurs foyers endommagés par la guerre. Toutefois, le HCR s'est déclaré préoccupé par la lenteur de l'application de la composante civile du plan de paix et par ses répercussions sur le rapatriement des réfugiés. Plus de sept mois après la signature de l'Accord, seulement 70 000 à 80 000 réfugiés et personnes déplacées étaient rentrés chez eux.

614. Dans la région africaine des Grands Lacs, les chances de trouver une solution durable aux problèmes des réfugiés sont restées bien maigres. Bien que 750 000 réfugiés tutsis des premiers temps soient maintenant rentrés chez eux, tout comme 400 000 réfugiés hutus plus récents, le retour des 1,7 million de réfugiés restants s'est ralenti. Les commissions tripartites pour le rapatriement volontaire, associant le Rwanda, le HCR et, respectivement, le Burundi, la République-Unie de Tanzanie et le Zaïre, ont étudié les moyens de faciliter le rapatriement en menant de vastes campagnes d'information, en isolant ceux qui pourraient exercer des pressions sur les réfugiés et en procédant à des visites dans le pays. Toutefois, les actes d'intimidation dans les camps de réfugiés, l'insécurité et les tensions accrues aux frontières et l'absence d'un règlement politique global ont continué de faire obstacle au rapatriement massif des réfugiés rwandais. En outre, l'escalade de la violence au Burundi a aggravé la situation. En juillet dernier, plus de 12 000 réfugiés ont été refoulés vers le Rwanda. Face à la détérioration de la situation au Burundi, le HCR a renforcé ses plans et mesures d'intervention en cas d'urgence.

615. En Asie du Sud-Est, la conclusion du Plan d'action global pour les réfugiés indochinois, qui était prévue en juin 1996, a marqué la fin d'un chapitre ouvert dans les années 70. En Amérique centrale et en Amérique du Nord, la décision des autorités mexicaines, à la fin de 1995, d'autoriser l'installation locale des réfugiés guatémaltèques qui ne souhaitaient pas rentrer chez eux a ouvert la voie vers le règlement du seul et dernier problème de réfugiés dans cette région.

616. Le rapatriement librement consenti des réfugiés a généralement lieu au lendemain de conflits. Après une lutte fratricide, la paix est forcément fragile et nécessite un soutien permanent. L'assistance à court terme que fournit le HCR en vue de faciliter la réinsertion économique et sociale des rapatriés doit s'inscrire dans le cadre plus large d'une stratégie

de reconstruction et de redressement qui assure la continuité entre les premiers efforts de relèvement et le développement durable. À cet effet, le HCR s'est efforcé de nouer des liens plus étroits avec les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires de développement. Au Mozambique, où le rapatriement librement consenti de 1,7 million de réfugiés s'est achevé l'année dernière, la collaboration ainsi menée a été très riche d'enseignements. Le PNUD et le HCR ont convenu de bases pour les initiatives interorganisations en vue de faciliter la transition entre l'assistance humanitaire et le développement durable. Le nouveau protocole d'accord conclu entre le HCR et l'UNICEF et la nouvelle version de l'accord passé en 1994 avec le PAM mettent l'accent sur la nécessité de renforcer les liens entre les institutions. Enfin, le HCR a poursuivi ses consultations avec la Banque mondiale et les banques régionales de développement.

617. Les droits de l'homme doivent également occuper une place centrale dans les activités de consolidation de la paix après les conflits. Le HCR a collaboré avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme dans le cadre des opérations menées par l'Organisation, par exemple en Bosnie-Herzégovine, au Cambodge, en El Salvador et au Rwanda, afin d'intégrer les préoccupations relatives aux droits de l'homme à la protection des réfugiés et au suivi des rapatriés. Il a aussi renforcé sa collaboration avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, surtout au niveau des opérations sur le terrain. En outre, la délégation du HCR au Rwanda et l'Opération des droits de l'homme au Rwanda ont signé en 1995 un accord visant à améliorer la complémentarité de leur action dans les domaines du renforcement des capacités et du suivi. Le HCR maintient par ailleurs des contacts permanents avec des groupes de travail, des rapporteurs, des experts et des observateurs qui s'occupent des droits de l'homme.

3. Prévention des exodes

618. Au cours des dernières années, plusieurs facteurs ont amené à repenser le problème des réfugiés. Premièrement, les conflits internes et les crises humanitaires complexes grèvent lourdement les mécanismes internationaux de secours; deuxièmement, les pays hôtes et les pays donateurs sont de plus en plus préoccupés par le coût, notamment financier, d'une protection et d'une assistance illimitées dans le temps; enfin, on a pris conscience que les mouvements de réfugiés pouvaient constituer une grave menace contre la sécurité nationale, régionale, voire internationale, en particulier lorsque, dans les pays d'asile, l'économie est précaire, l'environnement fragile et l'équilibre ethnique délicat.

619. La communauté internationale a ainsi été conduite à reconnaître que le mandat du HCR, qui était de trouver des

solutions durables au problème des réfugiés, pouvait légitimement s'étendre à la prévention de situations qui entraînent des mouvements de réfugiés, par le biais d'activités opérationnelles entreprises dans les pays d'origine, comme le renforcement des capacités et le développement des institutions. À sa quarante-sixième session, en 1995, le Comité exécutif a invité le HCR à intensifier ses activités de renforcement des capacités nationales. Selon les circonstances, le HCR a fourni des conseils aux gouvernements ou les a aidés à renforcer leurs capacités administratives, judiciaires et juridiques.

620. Concernant la recherche de solutions et la prévention, le HCR s'est attaché à stimuler, en collaboration avec les organisations gouvernementales et les gouvernements intéressés, l'élaboration d'une stratégie globale de règlement des problèmes relatifs aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées ou contraintes à changer de domicile dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins. En collaboration avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Organisation internationale pour les migrations, le HCR a organisé une conférence régionale en mai 1996. Les 12 États de la CEI, d'autres pays intéressés et des organisations intergouvernementales ont participé au processus préparatoire et à la conférence elle-même. Ils ont approuvé un programme d'action et un plan de suivi visant à gérer les flux migratoires et à renforcer les capacités des institutions pour prévenir les déplacements massifs.

621. Cette conférence régionale a mis en évidence la nécessité de résoudre les problèmes d'apatridie dans le cadre de stratégies préventives. Conscient que ces problèmes touchent d'autres régions du monde, le HCR a joué un rôle plus actif dans les débats régionaux visant à régler certaines questions de nationalité. En 1995, le Comité exécutif a adopté une conclusion sur la prévention et la réduction des cas d'apatridie et sur la protection des apatrides. Soulignant que la prévention et la réduction de l'apatridie ainsi que la protection des apatrides sont importantes pour la prévention des situations de réfugiés, le Comité exécutif a encouragé le HCR à poursuivre ses activités en faveur des apatrides et, en particulier, à promouvoir activement l'adhésion aux conventions relatives à l'apatridie.

4. Financement des activités du HCR

622. En 1995, le HCR a reçu au total 1,3 milliard de dollars de contributions volontaires au titre de ses programmes généraux et de ses programmes spéciaux. Au 22 juillet 1996, il avait reçu 620,7 millions de dollars sur les 1,4 milliard de dollars nécessaires.

G. Protection et promotion des droits de l'homme

623. Lors du cinquantième anniversaire de l'Organisation, les États Membres ont réaffirmé que les droits de l'homme étaient au coeur des préoccupations de l'Organisation et de la communauté internationale en général. La protection et la promotion des droits de l'homme constituent pour l'Organisation un formidable défi et une énorme responsabilité.

1. Activités du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

624. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme, M. José Ayala Lasso, a intensifié son action sur le terrain et s'est attaché à réformer les mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. En 1995, il a commencé à réorganiser le Centre pour les droits de l'homme et a en restructuré le programme de travail afin de lui permettre d'atteindre ses objectifs de manière plus efficace et plus rationnelle. Une analyse a d'abord été effectuée par le personnel du Centre puis un cabinet de consultants a été chargé d'examiner l'organisation et les pratiques actuelles. On a ainsi pu déterminer quelle forme devrait prendre l'appui que le Centre apporterait au programme relatif aux droits de l'homme. Ceci a permis d'élaborer un plan de réforme, l'accent étant mis sur cinq domaines, dans le cadre d'une nouvelle structure administrative qui prévoit trois grands services. Le plan de réforme est exposé dans un rapport qui a été présenté à la Cinquième Commission en juin 1996.

625. Les questions relatives aux droits de l'homme ont figuré dans tous les principaux programmes d'activités mondiaux et à l'ordre du jour de toutes les grandes conférences de l'Organisation des Nations Unies. Lors du Sommet mondial pour le développement social (Copenhague), de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing) et de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II/Istanbul), le Haut Commissaire a pris des mesures pour que le niveau élevé des normes fixées par l'Organisation en matière des droits de l'homme soit maintenu et que les documents finals s'en fassent l'écho. Il a également privilégié le renforcement de la coopération et de la coordination dans le domaine des droits de l'homme, en particulier sur le terrain. Enfin, le Haut Commissaire a abordé les questions relatives aux droits de l'homme lors de réunions du Mouvement des pays non alignés, du Groupe des sept pays les plus industrialisés, de l'Organisation des États américains, de l'Organisation

de l'unité africaine, de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, de l'Union européenne, de la Communauté d'États indépendants, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, du Groupe de Rio et d'autres grandes réunions régionales et sous-régionales.

626. La Déclaration et le Programme d'action de Vienne encouragent la création ou le renforcement d'institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme. De plus en plus d'États Membres sollicitent l'assistance du Centre pour les droits de l'homme qui, par ailleurs, collabore activement avec des établissements de recherche, des instituts universitaires et des centres pour les droits de l'homme.

627. Une réunion d'experts sera organisée en novembre 1996 afin d'étudier les modalités pratiques d'intervention pour faire respecter le droit au développement et de conseiller le Haut Commissaire sur la façon la plus efficace de garantir ce droit. Toujours dans le même domaine, une réunion avec les commissions régionales a eu lieu au Siège de l'ONU en juillet et des réunions avec les institutions financières internationales et la Banque mondiale ont été consacrées à l'examen des incidences des politiques économiques et de développement sur les droits de l'homme.

628. En vue de renforcer la coordination entre les divers mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, le Haut Commissaire s'est adressé aux présidents des organes créés en vertu de traités, à l'occasion de leur sixième réunion en septembre 1995, et a pris la parole lors de la troisième réunion des rapporteurs spéciaux, représentants, experts et présidents du programme des services consultatifs et procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme, en mai 1996.

2. Services consultatifs et coopération technique

629. Au cours de la période considérée, les programmes de services consultatifs et de coopération technique ont été considérablement renforcés, conformément aux directives de l'Assemblée générale, de la Commission des droits de l'homme et de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. Plusieurs initiatives relatives à la gestion des programmes ont été prises concernant notamment la formation du personnel à la formulation, la gestion et l'évaluation de projets. De nouvelles directives et modalités ont été définies et appliquées sur la base des méthodes et procédures en vigueur dans d'autres organismes et programmes des

Nations Unies. La gestion financière du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, qui finance la plupart des activités conduites dans le cadre du programme, a été améliorée grâce à la nomination d'un coordonnateur du Fonds et à l'élaboration de procédures normalisées de contrôle et d'établissement de rapports financiers.

630. Les demandes d'assistance au titre du programme ont augmenté de façon spectaculaire au cours de ces dernières années. La période 1995-1996 n'a pas fait exception à la règle. Le programme qui gère 71 projets, dont certains sont encore en attente, comprend plusieurs volets : élaboration et mise en oeuvre de plans d'action nationaux pour la protection et la promotion des droits de l'homme; création et renforcement d'institutions nationales s'occupant des droits de l'homme; aide à l'intégration des normes relatives aux droits de l'homme dans les politiques et législations nationales; renforcement de l'administration de la justice; promotion des droits de l'enfant; formation aux droits de l'homme à l'intention de divers groupes professionnels (y compris des fonctionnaires de l'Organisation); formation à la rédaction de rapports à établir en application de traités; et éducation, information et documentation relatives aux droits de l'homme.

631. Ces dernières années, le Centre pour les droits de l'homme a établi une présence sur le terrain dans plusieurs pays en vue de l'exécution de projets de coopération technique et de la fourniture de services consultatifs. En 1995-1996, les bureaux de pays les plus actifs ont été ceux du Cambodge, du Malawi et de la Mongolie. L'opération actuellement menée au Cambodge est la plus importante du programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. En février 1996, le Haut Commissaire a signé un mémorandum d'accord avec le Gouvernement cambodgien concernant l'exécution d'un programme biennal de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Le Centre pour les droits de l'homme a également des bureaux de pays au Burundi, au Rwanda et en ex-Yougoslavie (voir les paragraphes ci-après). Si la majorité des projets concernent tel ou tel pays, diverses activités régionales et mondiales ont été lancées ou poursuivies au cours de la période considérée. On citera notamment un programme régional et un programme mondial de formation de la police et des forces militaires et un programme régional de formation des directeurs de prison (Amérique latine et Caraïbes); un programme mondial de formation d'avocats et de magistrats et un programme mondial d'éducation aux droits de l'homme qui s'inscrit dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

3. Action sur le terrain en faveur des droits de l'homme

632. L'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine engage les parties à garantir à toutes les personnes placées sous leur juridiction les droits de l'homme et les libertés fondamentales internationalement reconnus. En outre, il invite le Haut Commissaire aux droits de l'homme, la Commission des droits de l'homme et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à surveiller de près la situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, notamment par la création de bureaux locaux et l'envoi sur place d'observateurs, de rapporteurs et autres personnes compétentes qui y résideront à demeure ou y effectueront des missions.

633. Lors de la Conférence sur la mise en oeuvre de la paix, qui s'est tenue à Londres en décembre 1995, le Haut Commissaire a décrit les grandes lignes de sa participation au processus de paix : il développera l'offre de formation au personnel international chargé de surveiller la situation des droits de l'homme et de mener d'autres activités connexes; il mettra un petit nombre d'experts des droits de l'homme à la disposition du Haut Représentant chargé d'assurer le suivi des aspects civils de l'Accord de paix; et il continuera d'appuyer les travaux du Rapporteur spécial et de l'expert responsable du dispositif spécial pour l'examen du problème des personnes disparues sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, qui ont l'un et l'autre été nommés par la Commission des droits de l'homme. Parallèlement, le Haut Commissaire a décidé de maintenir et, si possible, de renforcer la présence d'experts sur le terrain, qui sont actuellement au nombre de 11.

634. Comme suite aux décisions prises par la Commission des droits de l'homme, le Haut Commissaire a entrepris de lancer l'Opération des droits de l'homme au Burundi dans le cadre d'une action qu'il a entreprise en juin 1994. Les observateurs dépêchés au Burundi prendront part aux efforts visant à prévenir et à limiter les atteintes aux droits de l'homme et la violence interethnique. Ils auront pour mission de porter à l'attention des autorités les cas présumés de violation, de recommander des mesures correctives, de surveiller l'évolution de la situation et, de manière plus générale, de contribuer à l'instauration d'un climat de paix, de confiance et de tolérance entre toutes les composantes de la population burundaise, en coopération avec tous les acteurs concernés, y compris des organismes et des programmes internationaux et des organisations non gouvernementales locales. Un premier groupe de cinq observateurs est arrivé à Bujumbura en avril 1996. En fonction des conditions de sécurité, de la situation politique et des ressources financières disponibles, d'autres groupes viendront renforcer l'Opération, d'abord à Bujumbura puis,

si possible, dans l'ensemble du pays. Pour le moment, on envisage d'envoyer au Burundi au maximum 35 observateurs au maximum. L'accord du Gouvernement sera demandé à chaque fois.

635. L'Opération des droits de l'homme au Rwanda est entrée dans sa deuxième année en octobre 1995. Avec le départ de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), en mars 1996, les activités de suivi et d'établissement de rapports revêtent un caractère particulièrement important, surtout en ce qui concerne le retour des réfugiés du Zaïre. Au niveau local, le personnel de l'Opération travaille au quotidien avec des fonctionnaires de justice, notamment des magistrats et des membres de la police judiciaire. Sa mission est multiple : il est chargé de faciliter l'acheminement de l'aide matérielle, d'aider à régler les problèmes relatifs aux droits de l'homme et d'assurer la liaison entre les responsables militaires et administratifs lorsqu'il y a absence de coopération.

636. Comme suite à la recommandation du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre et aux résolutions ultérieures de la Commission des droits de l'homme, le Centre pour les droits de l'homme s'est employé à établir un bureau des droits de l'homme chargé de surveiller de près la situation des droits de l'homme dans l'ensemble du pays et de conseiller les autorités nationales et les organisations non gouvernementales au sujet de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

637. Dans sa résolution 1036 du 12 janvier 1996, le Conseil de sécurité a déclaré appuyer sans réserve l'élaboration du programme concret de protection et de promotion des droits de l'homme en Abkhazie (Géorgie), que j'ai préconisée dans mon rapport du 2 janvier 1996, et a invité les autorités abkhazes à apporter leur plein concours aux initiatives prises à cette fin. Le Haut Commissaire a dépêché une mission à Tbilissi et à Soukhoumi en février 1996. Cette mission a défini les objectifs, les mécanismes d'application, les projets et les activités ainsi que la structure administrative d'un programme dont la mise en oeuvre a commencé.

4. Activités de la Commission des droits de l'homme et de ses organes subsidiaires

638. La session de 1996 de la Commission des droits de l'homme a de nouveau mis en évidence le rôle essentiel que la communauté internationale et les populations du monde entier ont confié à l'Organisation des Nations Unies. Plus de 2 300 personnes ont participé aux travaux de la

Commission. Dans l'allocution que j'ai prononcée lors de la séance d'ouverture, j'ai rappelé certaines de mes positions concernant la démocratie et les droits de l'homme. La Commission traite d'un large éventail de problèmes, dont certains comptent parmi les plus délicats que la communauté internationale ait à régler. Il y a parfois des désaccords, mais il est rassurant de constater que, cette année, plus de 90 % de ses résolutions ont été adoptées par consensus.

639. La Commission élabore actuellement de nouvelles normes internationales qui visent à mieux protéger les droits des enfants et à reconnaître et protéger les droits des populations autochtones. Elle prête également une attention particulière au problème du racisme et aux droits des minorités et oeuvre pour que les droits des femmes aient la place qu'ils méritent dans l'activité de l'Organisation. Cette année encore, elle a examiné de nombreux rapports sur la situation des droits de l'homme dans différents pays et a été informée de violations des droits de l'homme telles que des exécutions sommaires et arbitraires, des cas de torture et des disparitions. Chaque année, la Commission dépêche des missions dans une trentaine de pays et lance aux gouvernements des appels urgents concernant plus de 1 500 cas présumés de violations graves des droits de l'homme.

5. Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

640. Les organes créés en vertu de traités ont vu leurs activités s'intensifier de manière considérable, en raison de l'augmentation du nombre de ratifications, mais aussi de leur plus grande notoriété. Au cours des 12 derniers mois, 44 nouvelles ratifications, adhésions ou successions au total ont été enregistrées pour les sept principaux instruments

internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille a reçu sept ratifications ou adhésions; il en faut encore 13 pour qu'elle puisse entrer en vigueur. La Convention relative aux droits de l'enfant compte maintenant 187 États parties.

6. Justice sociale

641. Lors du cinquantenaire de l'Organisation, on s'est à nouveau accordé à reconnaître que, sans justice sociale, on ne pourrait réaliser l'un des objectifs de la Charte, à savoir favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. Il n'existe pas de plus grande négation de la justice sociale que l'extrême pauvreté et l'exclusion. J'ai vu l'une et l'autre, à New York comme à Genève, lorsque j'ai rencontré des familles du monde entier qui vivaient dans une extrême pauvreté. Je les ai encouragées à venir à l'ONU pour que nous oeuvrions ensemble à combattre ce fléau.

642. Dans le cadre du programme relatif aux droits de l'homme, on a étudié le phénomène de l'extrême pauvreté, formulé des recommandations et traité de nombreux autres problèmes essentiels liés au respect des droits économiques, sociaux et culturels de chacun. La Commission des droits de l'homme pour sa part a contribué à promouvoir le droit au développement en adoptant par consensus une résolution sur ce sujet, dans laquelle elle a prié les États de présenter spontanément des rapports et a créé un groupe spécial d'experts chargé d'élaborer une stratégie globale pour la promotion et la réalisation du droit au développement.

IV

Prévenir, maîtriser et régler les conflits

A. Mise en oeuvre de l'Agenda pour la paix

643. Au cours de sa cinquantième session, l'Assemblée générale a continué d'accorder un rang de priorité élevé aux recommandations formulées dans l'«Agenda pour la paix» (A/47/277-S/24111) et dans le «Supplément à l'Agenda pour la paix» (A/50/60-S/1995/1). Le Groupe de travail officiel à participation non limitée de l'Assemblée pour l'Agenda pour la paix a poursuivi les délibérations qu'il consacre aux quatre secteurs clefs précédemment circonscrits : diplomatie préventive et rétablissement de la paix; consolidation de la paix après les conflits; coordination; sanctions imposées par l'ONU. Afin de faciliter sa tâche et celle de ses quatre sous-groupes, certains de mes collaborateurs immédiats ont fait le point à plusieurs occasions avec leurs membres. Le Groupe de travail avait tenu plus de 82 séances à la fin juillet 1996, et il était prévu qu'il présente des projets de résolution à l'Assemblée avant la fin de la cinquantième session.

644. En continuant de s'intéresser activement à l'«Agenda pour la paix» et à son «Supplément», l'Assemblée générale a de nouveau donné la preuve de sa conviction qu'il vaut mieux prévenir les conflits au moyen de mécanismes d'alerte rapide, de diplomatie discrète et, dans certains cas, de déploiement préventif, que d'avoir à lancer d'importantes opérations politico-militaires pour régler les conflits une fois qu'ils ont éclaté. Afin que l'ONU puisse agir à temps et contribuer à prévenir des crises ou en atténuer les effets destructeurs, il importe que les divers éléments de l'Organisation aient de bonne heure une perception commune de la nature du problème et des options offertes en matière de prévention. Ainsi que je l'indiquais dans le «Supplément», il est donc essentiel que les services compétents du Secrétariat fonctionnent comme un tout sous l'autorité et le contrôle du Secrétaire général.

645. Au cours de la période à l'examen, les trois départements du Secrétariat qu'intéressent principalement la prévention, la maîtrise et le règlement des conflits, soit le

Département des affaires politiques, le Département des affaires humanitaires et le Département des opérations de maintien de la paix, ont continué de mener leurs activités respectives en liaison étroite dans le cadre du mécanisme de coordination. Comme je le signalais dans mon rapport précédent, ce mécanisme est régi par un organigramme de mesures allant de l'observation de routine et de l'analyse rapide des faits nouveaux intervenant dans le monde à la mise au point de modalités d'action préventive et d'établissement des faits ainsi que de planification et d'exécution des opérations sur le terrain, en passant par les activités d'évaluation et de bilan. La base de données du système d'alerte rapide dans le domaine humanitaire, constituée par le Département des affaires humanitaires et à laquelle auront prochainement accès le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix, facilitera considérablement cette tâche.

646. Un Groupe de supervision créé en décembre 1995 afin d'améliorer encore le mécanisme de coordination et de veiller à ce que la mise en oeuvre des mesures décrites plus haut ne soit pas abandonnée au hasard ou à l'initiative individuelle se réunit chaque semaine, passe en revue les situations de crise potentielles et existantes sur la base des éléments d'information réunis à son intention par les fonctionnaires désignés à cet effet, et détermine, le cas échéant, s'il y a lieu de procéder aux consultations interdépartementales que prévoit le mécanisme; dans l'affirmative, il veille à ce que les consultations voulues s'engagent sans tarder. Le Groupe de supervision n'entreprend pas lui-même d'analyses orientées vers l'alerte rapide ni ne définit d'orientations : il a pour objectif premier de s'assurer que les consultations à entreprendre dans le cadre du mécanisme débutent dans les délais les meilleurs.

647. Des dispositions ont également été prises pour améliorer la coordination au niveau des pays, la planification préalable aux missions et les évaluations et bilans de fin de mission.

648. Chargé de veiller à la continuité des consultations entre le Secrétaire général et le Conseil de sécurité, ainsi

que d'aider ce dernier à se tenir au fait, en particulier dans le domaine des opérations de maintien de la paix, l'un de mes conseillers spéciaux, M. Chinmaya Gharekhan, demeure mon représentant personnel au Conseil. Les gouvernements des pays qui fournissent des contingents tiennent eux aussi, ce qui se conçoit sans peine, à être pleinement informés, et je continue donc d'organiser régulièrement des réunions d'information à leur intention et de m'entretenir avec eux au sujet des opérations qui les intéressent. Les membres du Conseil de sécurité ont été conviés à prendre part à ces réunions, que le Conseil a décidé d'officialiser. Il importe néanmoins que cette réforme n'amène pas à estomper les distinctions entre les trois formes suivantes d'autorité : direction politique d'ensemble, qui relève du Conseil de sécurité; direction exécutive et exercice du commandement, qui sont du ressort du Secrétaire général; commandement sur le terrain, que je confie au chef de la mission.

649. Je m'emploie de longue date à favoriser une coopération et une coordination plus étroites entre l'ONU et les organisations régionales, en particulier pour ce qui a trait à la diplomatie préventive, ainsi qu'au rétablissement et au maintien de la paix. Ce type de coopération a été favorablement accueilli tant par l'Assemblée générale que par le Conseil de sécurité. Afin d'en tirer le meilleur parti, j'ai convoqué au Siège le 1er août 1994 la première réunion de haut niveau à laquelle aient jamais été conviés l'Organisation et les organismes et arrangements régionaux avec lesquels elle a acquis une expérience opérationnelle de la coopération au rétablissement et au maintien de la paix. J'ai convoqué les 15 et 16 février 1996 une réunion semblablement conçue à laquelle ont pris part 13 organismes régionaux, qui y ont débattu avec fruit de nouveaux moyens pratiques et efficaces d'oeuvrer en collaboration.

B. Diplomatie préventive et rétablissement de la paix

650. C'est au Département des affaires politiques, que dirige M. Marrack Goulding, qu'incombe la responsabilité première de l'action préventive et du rétablissement de la paix.

651. Les États Membres continuent d'attacher beaucoup d'importance à la diplomatie préventive et au rétablissement de la paix, dans lesquels ils voient les moyens les moins coûteux d'empêcher les différends de se produire, d'éviter que les litiges existants ne se transforment en conflits et de contenir et régler les conflits ouverts. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité continuent de demander que je poursuive les efforts entrepris et de me charger de

nouveaux mandats dans ce domaine. Mes représentants et envoyés spéciaux et autres émissaires s'emploient activement, qu'ils séjournent sur place ou non, à m'aider à exécuter ces mandats politiques en Afghanistan, au Burundi, au Cambodge, à Chypre, en El Salvador, en Géorgie, au Guatemala, en Haïti, au Libéria, au Myanmar, en Sierra Leone, en Somalie, au Tadjikistan, au Timor oriental et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, liste à laquelle on espère prochainement voir s'ajouter le Rwanda.

652. La diplomatie préventive intéresse tout particulièrement les États Membres, qui y voient un moyen de parer à la souffrance des hommes, de même qu'une formule permettant, un conflit ayant déjà éclaté, de le régler à moindre coût que par le biais d'opérations politico-militaires. Je n'en suis pas moins parvenu à la conclusion que l'activité que nous désignons sous le nom de «diplomatie préventive» devrait être rebaptisée «action préventive». Encore que la diplomatie constitue un moyen éprouvé de prévenir les conflits, l'expérience que l'ONU a acquise ces dernières années montre que plusieurs autres modalités d'action — déploiement préventif, désarmement préventif, action humanitaire préventive et consolidation de la paix préventive — peuvent avoir un effet des plus utiles et s'étendre, pourvu que le gouvernement ou les gouvernements concernés y consentent, à une vaste gamme de mesures axées sur la gestion des affaires publiques, la protection des droits de l'homme et le développement économique et social.

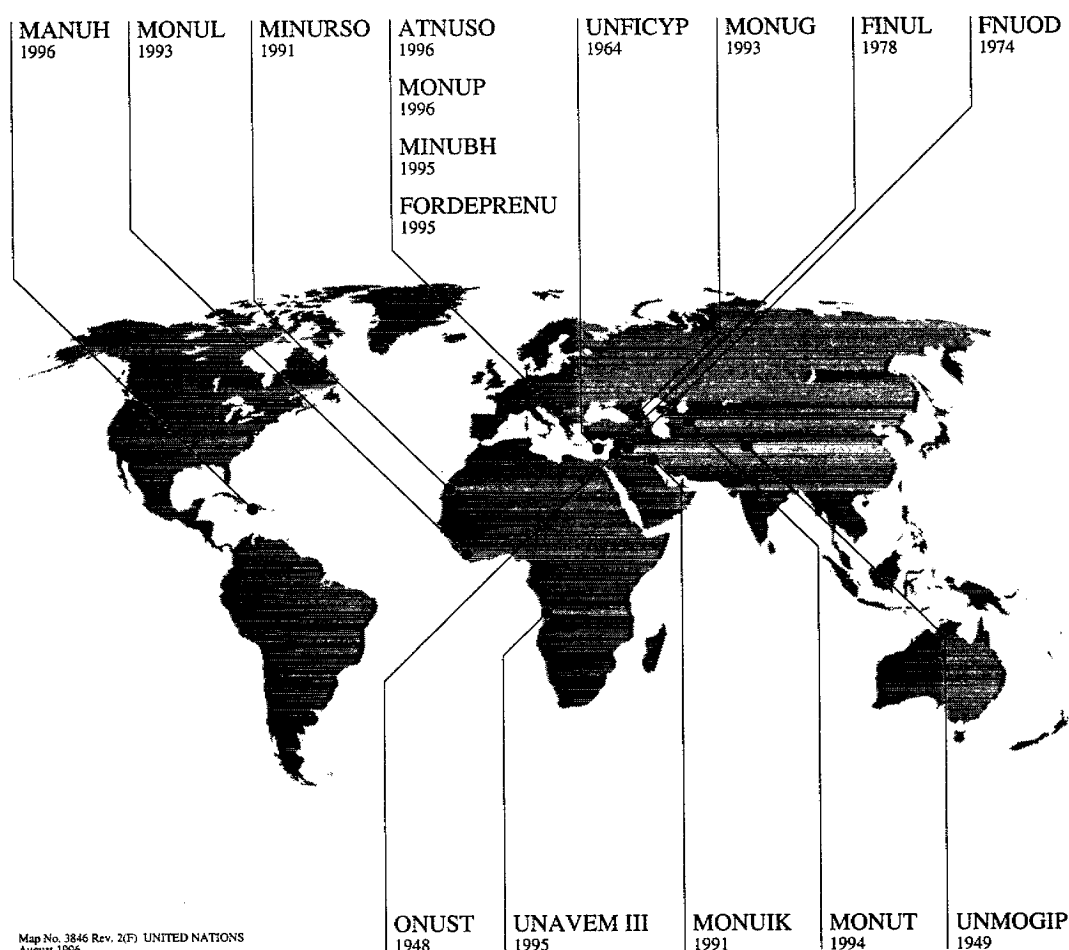
653. La notion de «rétablissement de la paix» doit elle aussi être définie. Au sens où l'emploie l'ONU, elle désigne l'utilisation de moyens diplomatiques en vue de persuader les parties en conflit à mettre fin aux hostilités et à négocier un règlement pacifique de leur différend. De même que dans l'action préventive, l'ONU ne peut jouer un rôle que si les parties au différend conviennent qu'il y a lieu qu'elle le fasse. Le rétablissement de la paix exclut donc que l'on ait recours à la force contre l'une des parties afin de faire cesser les hostilités, activité désignée sous le nom d'«imposition de la paix» dans le jargon des Nations Unies.

654. L'année écoulée a été marquée par un certain nombre de crimes terroristes inqualifiables qui ont amené la communauté internationale à se préoccuper plus activement de prendre des mesures efficaces contre les auteurs d'attentats et leurs commanditaires. Rien n'aurait mieux pu montrer que la communauté internationale est résolue à agir que le Sommet des artisans de la paix tenu à Sharm el-Sheikh (Égypte) le 13 mars 1996 afin de faire face aux actes de violence commis au Moyen-Orient. Le Sommet a mis l'accent sur la nécessité de mieux coordonner les

efforts visant à mettre fin aux actes de terreur et de couper les groupes terroristes de leurs sources de financement. J'y ai moi-même fait valoir le rôle précurseur que l'Assemblée générale avait joué en adoptant le 9 décembre 1994 la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international qu'elle a réaffirmée dans sa résolution 50/53 du 11 décembre 1995. L'adoption de cette résolution faisait

de l'ONU la seule tribune mondiale où les pays aient eu la possibilité de se réunir pour lutter ensemble contre le terrorisme et montrait ainsi que les États pouvaient tirer grand parti des décisions de l'Assemblée générale pour lutter contre la menace que le terrorisme fait peser sur la planète. L'ONU est prête à servir de mécanisme pour la mobilisation internationale contre le terrorisme.

Opérations de maintien de la paix au 31 juillet 1996



Map No. 3846 Rev. 2(F) UNITED NATIONS
August 1996

Department of Public Information
Cartographic Section

C. Maintien de la paix

655. Face aux tensions qui ont continué de perturber les relations entre les États et aux conflits armés qui sévissent à l'intérieur d'un même pays, le maintien de la paix est resté pour l'ONU une activité dynamique et astreignante. Le nombre des Casques bleus a très fortement diminué, tombant de 67 269 en juillet 1995 à 25 296 en juillet 1996, mais leurs tâches demeurent tout aussi complexes (voir tableau 4). Le Département des opérations de maintien de la paix que dirige

Tableau 4

Soldats, observateurs militaires
et membres de la police civile affectés
aux opérations de maintien de la paix
au 31 juillet 1996

	Soldats	Observateurs	Policiers	Total
ONUST	—	173	—	173
UNMOGIP	—	44	—	44
UNFICYP	1 202	—	33	1 235
FNUOD	1 043	—	—	1 043
FINUL	4 489	—	—	4 489
MONUIK	936	238	—	1 174
UNAVEM	6 392	408	254	7 054
MINURSO	47	212	26	285
FPNU	79	—	—	79
ATNUSO	4 636	100	441	5 177
MINUBH	3	50	1 641	1 694
FORDEPRENU	1 044	36	26	1 106
MONUP	—	28	—	28
MONUG	—	122	—	122
MINUHA	1 267	—	272	1 539
MONUL	1	9	—	10
MONUT	—	44	—	44
Total	21 139	1 464	2 693	25 296

M. Kofi Annan, a tiré parti de la clôture ou de la compression de certaines opérations pour faire le point et mettre les enseignements de ces quelques dernières années à bon usage.

656. La plupart des 16 opérations de maintien de la paix actuellement déployées doivent s'acquitter de missions extrêmement difficiles du fait que le plus grand nombre des conflits d'aujourd'hui se déroulent à l'intérieur des États, mettant aux prises non seulement des armées régulières, mais aussi des milices et des civils aux chaînes de commandements mal définies. Certains de ces conflits vont de pair avec l'effondrement des structures étatiques et de l'ordre public. Les accords de cessez-le-feu, lorsqu'il en est conclu, sont souvent fragiles. Exacerbées par l'obstruction délibérée des efforts de secours imputables aux parties en conflit, les situations d'urgence humanitaire sont devenues monnaie courante. Ceux des règlements de paix négociés qui aboutissent doivent

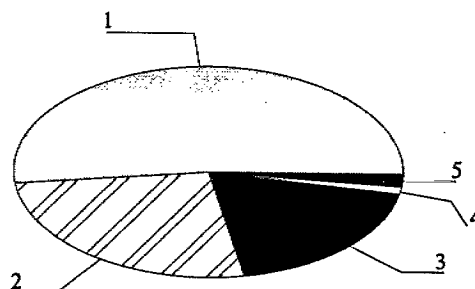
s'étendre à des questions d'ordre militaire, politique, humanitaire et sociétal très diverses. Ils ne s'exécutent pas d'eux-mêmes, seules l'énergie et la ténacité des missions de maintien de la paix de l'ONU permettant dans bien des cas de les faire respecter. Les règlements ne tiennent du reste qu'au prix de programmes à long terme mettant à contribution bien des éléments différents du système des Nations Unies auquel revient le soin de s'attaquer aux causes profondes du conflit et de promouvoir la réconciliation nationale.

657. Dans des circonstances aussi difficiles et lourdes de danger, les opérations des Nations Unies jouent un rôle stabilisateur qui peut aider à empêcher qu'une situation tendue ne se détériore au point de mener à l'affrontement. Je suis reconnaissant aux hommes et aux femmes qui servent la communauté internationale et font ainsi pencher la balance de telle sorte, littéralement, que la paix l'emporte sur la guerre (voir diagrammes 18, 19 et 20). Je tiens tout particulièrement à reconnaître la dette contractée envers ceux qui ont sacrifié leur vie à cette cause.

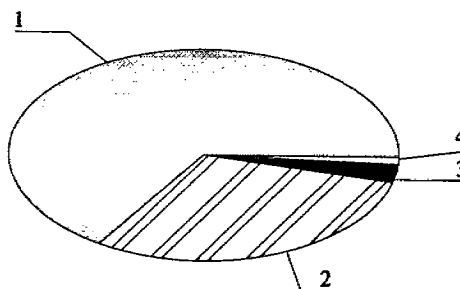
Diagramme 18

Personnel civil des missions de maintien de la paix
(1995 et 1996)

1995



1996

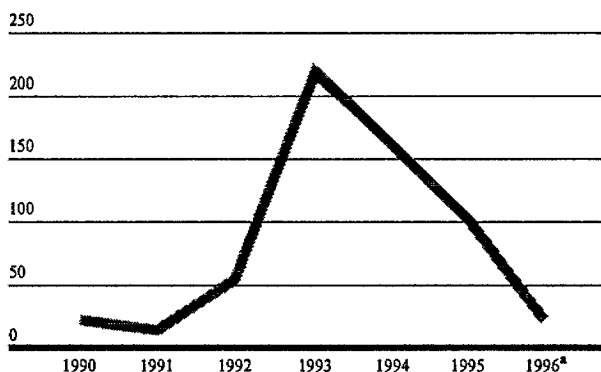


- 1 Personnel local (1995 : 4 288; 1996 : 4 907)
- 2 Personnel international (1995 : 2 124; 1996 : 2 246)
- 3 Personnel contractuel (1995 : 1 572; 1996 : 224)
- 4 Volontaires des Nations Unies (1995 : 79; 1996 : 37)
- 5 Personnel temporaire (1995 : 228)

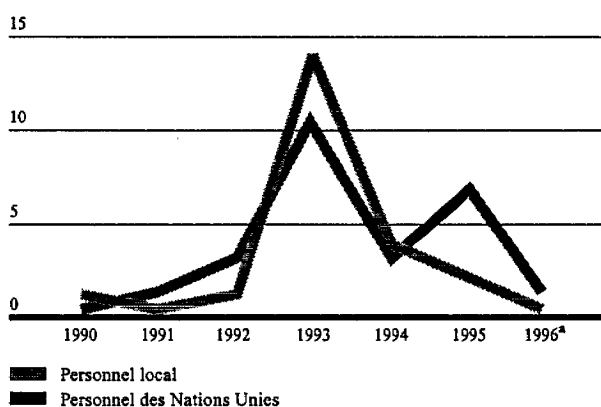
Diagramme 19

Nombre total de personnes tuées au cours d'opérations de maintien de la paix (1990-1996)

Militaires, membres de la police civile et observateurs



Personnel local et personnel des Nations Unies



* Au 31 juillet 1996.

658. Au Siège, la période à l'examen a vu se poursuivre les travaux entrepris en vue de remédier à certaines des faiblesses institutionnelles dont se ressentent les activités de maintien de la paix. Les difficultés rencontrées lorsqu'il importe de déployer rapidement les soldats de la paix demeurent une cause de vive préoccupation. L'Assemblée générale m'a instamment prié de constituer une équipe de quartier général pouvant être rapidement déployée, composée de personnel ayant une expérience des principales tâches militaires et civiles qui relèvent d'un quartier général. Le Secrétariat s'est employé, en étroite liaison avec les délégations intéressées à établir les plans nécessaires à cet effet, et nous espérons que le travail déjà bien avancé dans ce domaine donnera très prochainement des résultats tangibles. En réponse aux recommandations de

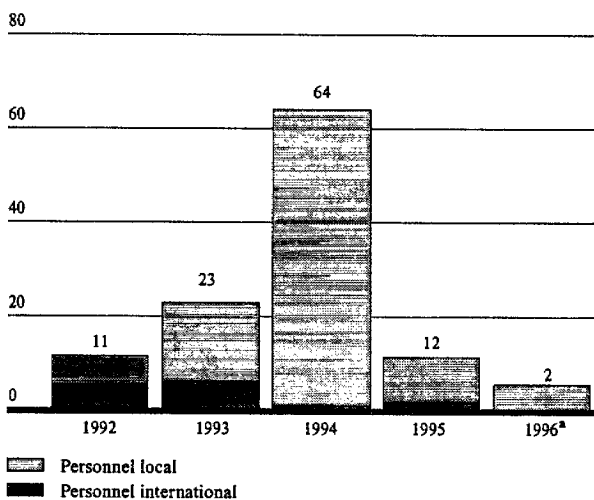
l'Assemblée générale également, j'ai fait des propositions concernant le renforcement de la capacité d'intervention en cas d'urgence dans le cadre des activités de prévention des conflits et de rétablissement de la paix en Afrique. J'attends des États Membres qu'ils appuient résolument la mise en oeuvre de ces propositions. Touchant une question du même ordre, on notera que l'élaboration du système des forces en attente a considérablement progressé. Il n'en reste pas moins beaucoup à faire et je tiens à encourager tous les États Membres à participer à cette entreprise.

659. Les États Membres et le Secrétariat s'emploient à trouver les moyens de faire face à la diminution du volume des fonds revenant au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, qui finance la plupart des postes nécessaires au Secrétariat pour mettre en train, gérer et soutenir les opérations. Les propositions que j'ai formulées au sujet de la dotation en effectifs et du financement du compte ont été bien accueillies par les États Membres. Bien qu'elles aient impliqué des coupes douloureuses, ces propositions visaient à préserver l'intégrité structurelle du Département, qui a si soigneusement été aménagé avec la participation active des États Membres ces quelques dernières années.

660. La crise financière de l'Organisation a touché les pays qui fournissent des contingents de façon particulièrement dure en ce qu'il n'a pas été possible de les rembourser sans retard. Le résultat est absurde : nous remercions les pays, y compris des plus pauvres du monde,

Diagramme 20

Nombre de personnes tuées parmi le personnel civil des Nations Unies (1992-1996)



* Au 31 juillet 1996. Comprend le personnel civil des opérations de maintien de la paix.

qui acceptent que leurs enfants courent les plus grands qui périls au service de la communauté internationale en ajoutant à la charge financière qu'ils ont à supporter. Les pays qui fournissent des contingents comblent en fait le manque à recevoir tenant à ce que certains États Membres ne versent que tardivement ou partiellement leurs quotes-parts.

661. L'année passée a confirmé la validité de deux enseignements clefs tirés des opérations de maintien de la paix. Premièrement, chacune des opérations, en particulier s'il est vraisemblable qu'elle doive faire face à des actes d'hostilité, devrait être déployée avec les effectifs nécessaires pour s'acquitter des tâches qui lui sont confiées et pour se protéger elle-même. S'il en va autrement, la crédibilité de l'Organisation, et en particulier celle du Conseil de sécurité, de même que la sécurité du personnel, seront compromises. Deuxièmement, aucun moyen d'intervention ne peut apporter une paix durable si la volonté des parties au conflit fait défaut. Le rétablissement de la paix ne peut en effet être assuré que lorsque les parties en viennent à conclure un accord de bonne foi auquel elles sont disposées à se tenir. Il est souvent plus avisé, et plus efficace au bout du compte, d'avoir recours aux mesures d'incitation qu'à la coercition lorsque l'objectif que vise la communauté internationale est d'aider les parties à parvenir à un tel accord.

662. Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies constituent des incitations de cet ordre en ce qu'elles contribuent à l'installation d'un climat de confiance. Il faudrait, me semble-t-il, pour renforcer la capacité de l'ONU sur ce plan, que lorsqu'une opération des Nations Unies est déployée dans telle ou telle zone dévastée par un conflit, que le chef de mission (le plus souvent un représentant spécial du Secrétaire général) soit habilité à apporter une aide au développement, aussi modeste soit-elle, dont puissent directement bénéficier les populations touchées. Dans les quelques cas où des opérations des Nations Unies ont été dotées de ressources à cet effet, l'assistance apportée s'est révélée utile en elle-même et a contribué pour une large part au succès rencontré par les missions considérées dans leur ensemble. Au Mozambique, par exemple, un modeste fonds d'affectation spécial utilisé par mon Représentant spécial a compté pour beaucoup dans la réussite de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (UNIMoz) dont je faisais état l'an dernier. Plus récemment, l'absence d'un outil de ce genre au Rwanda d'après le génocide a desservi mon Représentant spécial dans ce pays.

D. Activités en cours dans le domaine de la diplomatie préventive, du rétablissement de la paix et du maintien de la paix

1. Afghanistan

663. La Mission spéciale, que l'Assemblée générale avait mise en place par sa résolution 48/208, s'est activement employée, au cours de la période à l'examen, à trouver une solution à ce conflit prolongé. L'action menée par l'ONU a jusqu'à présent été entravée, cependant, par le fait que les factions afghanes ne témoignent pas de la volonté politique voulue pour parvenir à un accord de partage du pouvoir, de même que par l'ingérence accrue de puissances étrangères dans les affaires intérieures de l'Afghanistan.

664. Lorsque le chef de la Mission spéciale, M. Mahmoud Mestiri, est retourné dans la région en septembre 1995, la guerre était dans l'air en Afghanistan. Devant cette situation alarmante, j'ai donné pour instructions à M. Mestiri de faire tout ce qui serait en son pouvoir afin d'atteindre deux objectifs : a) conclusion entre les principales factions belligérantes d'un accord de cessez-le-feu immédiat, chacune des parties maintenant ses positions et continuant de tenir le territoire occupé au moment du cessez-le-feu; b) cela fait, lancement immédiat de négociations sérieuses entre les parties pour le transfert du pouvoir par le Président Burhanuddin Rabbani. Dans la poursuite de ces objectifs, M. Mestiri a fait la navette entre diverses villes d'Afghanistan afin de s'entretenir avec les dirigeants afghans. Il s'est également rendu en République islamique d'Iran et au Pakistan afin d'y consulter de hautes personnalités des gouvernements de chacun de ces deux pays. Des divergences sur la proposition de cessez-le-feu n'en ont pas moins persisté entre les factions en conflit.

665. À l'issue de consultations avec M. Mestiri, le Président Rabbani a publiquement annoncé le 6 novembre 1995 qu'il était disposé à transférer le pouvoir à un individu ou à une direction collégiale et à proposer que les factions belligérantes et un certain nombre de personnalités neutres se réunissent, sous les auspices de l'ONU, afin de s'entendre sur une formule de passation du pouvoir et sur la date à laquelle celle-ci devrait avoir lieu. À la fin de novembre, les pourparlers de paix ont cependant été gagnés de vitesse par la détérioration de la situation sur le terrain,

de violents affrontements ayant éclaté aux environs de Kaboul entre les forces du Gouvernement et le Taliban. M. Mestiri a quitté la région le 26 novembre pour venir me rendre compte de la situation à New York.

666. La Mission spéciale a repris ses activités le 12 janvier 1996, lorsque M. Mestiri est arrivé dans la région après que l'Assemblée générale eut renouvelé son mandat. Tandis qu'il reprenait une série de consultations intensives avec les dirigeants afghans et les gouvernements concernés, Kaboul demeurait assiégée par le Taliban. Ni les forces du Taliban, ni celles du Gouvernement ne progressaient plus, une recrudescence des affrontements venant périodiquement ponctuer le marasme militaire. Échanges de missiles et bombardements aériens à l'aveuglette étaient signalés presque tous les jours. Cette situation n'était guère favorable au processus de paix mis en train par l'ONU. J'ai lancé de fréquents appels aux parties afghanes pour qu'elles mettent immédiatement fin aux hostilités et recourent inconditionnellement au dialogue pacifique.

667. Au cours de la période à l'examen, j'ai présenté deux rapports à l'Assemblée générale, l'un le 3 avril et l'autre le 16 juillet 1996. Dans le deuxième de ceux-ci, je faisais observer que les objectifs que l'Assemblée avait fixés et que la Mission spéciale poursuivait avec ténacité, à savoir l'instauration d'un cessez-le-feu durable et une passation des pouvoirs pacifique étaient loin d'être atteints. Les parties belligérantes semblaient toujours fermement résolues à faire usage de moyens militaires pour obtenir satisfaction plutôt que d'engager des négociations pacifiques. Si les pourparlers interafghans méritaient d'être encouragés, ils n'avaient pas encore amené les principales parties en conflit et les autres acteurs à la table des négociations. Quant à la population afghane, elle avait montré à maintes reprises à la Mission qu'elle aspirait à la paix, mais elle continuait à faire les frais de la situation. On n'observait par ailleurs aucun recul des ingérences étrangères dans le conflit afghan, ce qui continuait de compromettre toute perspective de règlement politique. Je concluais qu'il était de toute évidence indispensable, dans ces conditions, qu'une tierce partie impartiale aide les dirigeants afghans à régler leurs différends et encourage les pays voisins et les autres pays intéressés à collaborer à cet effet. C'était précisément là le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies et sa mission spéciale; c'est aujourd'hui encore celui qui leur incombe.

668. Le 24 mai 1996, M. Mestiri m'a informé qu'il était contraint de démissionner pour raisons de santé. Je lui ai rendu hommage pour la façon dont il s'était acquitté du difficile mandat qui lui avait été confié et ai accepté sa démission avec regret. Celle-ci ayant pris effet à la fin du mois de mai, j'ai nommé M. Norbert Heinrich Holl à la tête de la Mission spéciale à compter du 7 juillet. M. Holl

exerce ses fonctions à Djalalabad, en attendant que la Mission spéciale soit retransférée à Kaboul.

669. Afin de renforcer la Mission spéciale et de rationaliser la présence politique de l'Organisation en Afghanistan, j'ai décidé de supprimer le Bureau du Secrétaire général en Afghanistan à compter de la fin du mois de juin. Toutes les activités de rétablissement de la paix que l'ONU mène en Afghanistan relèvent désormais de la Mission spéciale.

670. L'Afghanistan compte parmi ceux des pays du monde qui se ressentent d'une situation d'urgence ou d'un conflit «oubliés». En octobre 1995, j'ai demandé au Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de faire figurer l'Afghanistan parmi un certain nombre de pays où il devait se rendre en raison de crises humanitaires. Lors de son retour, l'ONU a lancé un appel interorganisations pour l'aide humanitaire d'urgence à l'Afghanistan et le relèvement du pays, demandant 124 millions de dollars pour la période d'octobre 1995 à septembre 1996. Coordonné par le Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire en Afghanistan, le programme est axé sur l'aide aux personnes déplacées, le déminage, le rapatriement volontaire, l'aide alimentaire et les interventions d'urgence dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de la mise en valeur des ressources humaines et de l'infrastructure physique.

671. En novembre 1995, il a été annoncé par les autorités dans certaines parties de l'Afghanistan que l'instruction et l'emploi des femmes feraient l'objet de restrictions. Les organismes des Nations Unies ont décidé que l'appui aux programmes d'enseignement serait suspendu dans les régions où l'accès en serait interdit aux filles.

672. L'hiver 1995/96 a été particulièrement difficile à Kaboul. L'inclemence du temps, l'augmentation rapide des prix, les blocus temporaires de la ville et les tirs de roquettes incessants ont exacerbé une situation déjà catastrophique. Les organismes des Nations Unies ont travaillé avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les organisations non gouvernementales afin de mettre en oeuvre un plan de secours d'urgence pour l'hiver, dans le cadre duquel plus d'un tiers de la population de la ville a pu bénéficier de la distribution de denrées alimentaires et autres secours. Conscients de l'importance que revêtait le renforcement des liens entre les activités d'assistance humanitaire et de relèvement à plus long terme, des représentants des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des gouvernements des pays donateurs se sont réunis à Islamabad le 26 juin 1996. Ils ont passé en revue les mécanismes de coordination et de collaboration, ont mis au point des stratégies de mobilisation des ressources et ont examiné les liens entre l'aide humanitaire et l'aide au développement.

2. Angola

673. Après bien des atermoiements, quelques progrès modestes ont été réalisés au cours de l'année écoulée en ce qui concerne l'application des dispositions du Protocole de Lusaka. Dans la mesure où le Gouvernement et l'União Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA) continuent de faire preuve de bonne volonté et s'abstiennent d'entreprendre toute activité susceptible de déclencher de nouvelles hostilités, les progrès limités ainsi réalisés pourraient être davantage consolidés et le peuple angolais pourrait enfin connaître la paix stable et la stabilité dont le pays a tant besoin pour s'atteler aux tâches de son développement économique et social.

674. Mon Représentant spécial, Alioune Blondin Beye, qui bénéficie du soutien entier des trois États observateurs (États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie et Portugal), a continué de tout faire pour convaincre les parties d'appliquer les accords qu'elles ont conclus. À plusieurs reprises, j'ai eu des contacts directs avec les dirigeants gouvernementaux et avec ceux de l'UNITA afin d'éviter que la marche du processus de paix ne s'enraye. Avec un effectif moyen de plus de 7 200 hommes — militaires et civils —, la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM III) constitue à l'heure actuelle la plus importante opération de maintien de la paix de l'Organisation. Six bataillons d'infanterie fournis par le Brésil, l'Inde, la Roumanie, l'Uruguay, la Zambie et le Zimbabwe sont présents dans le pays. Outre six sièges régionaux, les observateurs militaires et de police de l'UNAVEM III sont déployés sur une soixantaine de sites couvrant l'ensemble du territoire angolais.

675. La Commission conjointe, principal organe chargé de surveiller la mise en oeuvre du Protocole de Lusaka, a tenu des sessions ordinaires et extraordinaires pour examiner les divers aspects du processus de paix. Ces sessions ont habituellement lieu à Lusaka mais certaines se sont tenues dans plusieurs autres villes angolaises. La Commission, qui est présidée par mon Représentant spécial, a constitué un certain nombre de comités ad hoc ainsi qu'un mécanisme de suivi qui réunit quotidiennement les chefs de délégation. Un Groupe pour la prévention du conflit armé comprenant des militaires de haut rang représentant les deux parties a été également constitué pour prévenir les violations du cessez-le-feu ou en circonscrire rapidement les effets.

676. Depuis la signature, le 20 novembre 1994, du Protocole de Lusaka, le Président José Eduardo dos Santos et le chef de l'UNITA, Jonas Savimbi, se sont rencontrés à quatre reprises à l'extérieur de l'Angola. Mais les résultats obtenus demeurent dans une large mesure bien en deçà des espoirs soulevés par la signature du Protocole et

par les rencontres entre les deux dirigeants angolais. Le Gouvernement d'unité et de réconciliation nationales n'a pas vu le jour. Aucun fonctionnaire désigné par l'UNITA n'est entré dans l'administration, aux échelons central, provincial ou local, et la plupart des députés membres de l'UNITA n'ont pas repris leurs fonctions à l'Assemblée nationale. De surcroît, on ignore encore si M. Savimbi acceptera, conformément à l'invitation officielle que lui a adressée le Président dos Santos à Libreville, le 1er mars 1996, d'occuper l'un des deux postes de vice-président.

677. Les pourparlers militaires, qui auraient dû s'achever peu de temps après la signature du Protocole de Lusaka, se poursuivent toujours, à un rythme des plus lents. Ce n'est que dans la seconde quinzaine du mois de septembre 1995 que l'UNITA a envoyé une délégation militaire de haut rang conduite par son chef d'état-major pour engager avec le Gouvernement des discussions sur l'incorporation des troupes de l'UNITA aux forces armées angolaises. Certes, plusieurs accords partiels ont été conclus et l'Assemblée nationale a adopté des amendements à la loi d'amnistie qui permettraient le retour des généraux de l'UNITA au sein des forces armées angolaises, mais les négociations sur l'incorporation des troupes de l'UNITA et sur la création d'une «quatrième arme», qui serait chargée d'aider à la remise en état des infrastructures nationales, n'ont pas encore abouti.

678. Une autre disposition capitale du Protocole de Lusaka, qui n'a pas encore été pleinement appliquée, a trait au casernement des troupes de l'UNITA sur une quinzaine de sites répartis sur tout le territoire. Durant l'été et l'automne de 1995, l'UNAVEM III a commencé à créer ces zones de casernement. Plusieurs de celles-ci étaient prêtes début novembre, permettant ainsi de lancer officiellement les opérations de casernement le 20 novembre, premier anniversaire de la signature du Protocole. Le casernement des soldats de l'UNITA a débuté dans la province de Huambo et a été étendu en décembre 1995 à trois autres sites, mais, pendant un certain temps, le nombre des soldats qui se présentaient dans ces zones de casernement est demeuré très faible. L'âge de certains soldats de l'UNITA a constitué un autre sujet de préoccupation.

679. Le Conseil de sécurité a exhorté à plusieurs reprises le Gouvernement et l'UNITA à accélérer le règlement de ces questions, mais une fusillade survenue en octobre 1995 dans la résidence du chef d'état-major de l'UNITA à Luanda a failli tout remettre en question. L'UNITA a vu dans cet incident une tentative d'assassinat et a retiré sa délégation militaire de la capitale angolaise. Parallèlement, la question du rapatriement des mercenaires, c'est-à-dire du personnel militaire et de sécurité expatrié employé par les

parties (en particulier par le Gouvernement), a continué de créer un obstacle supplémentaire. Les violations du cessez-le-feu, certes à petite échelle, n'ont pas cessé. Certains éléments laissaient à penser que le Gouvernement préparait des opérations militaires, mais ces actions potentiellement déstabilisatrices n'ont pas été mises à exécution à ce moment-là.

680. À la fin de 1995, le déploiement de l'UNAVEM III était pratiquement achevé, avec l'arrivée sur le terrain d'environ 7 000 soldats et observateurs militaires, 240 observateurs de police et divers agents civils en poste dans une soixantaine de lieux répartis sur tout le territoire. La présence de l'UNAVEM III et les bons offices qu'elle met à la disposition des deux parties, tant à l'échelon local qu'à celui des plus hautes autorités politiques, ont contribué à stabiliser et améliorer la situation militaire et à réaliser les quelques succès enregistrés dans l'application des dispositions du Protocole de Lusaka.

681. Le rôle de la police civile des Nations Unies n'a cessé de prendre de l'importance. Cet élément de la Mission a facilité le démarrage, vers la fin de 1995, des opérations de casernement de la police d'intervention rapide du Gouvernement. La police civile des Nations Unies a aussi établi des propositions détaillées en vue du désarmement de la population civile qui a débuté en juillet 1996, et elle a joué un rôle important dans la surveillance des dispositions en matière de sécurité prises à l'intention des dirigeants de l'UNITA à Luanda.

682. La police civile des Nations Unies a aussi contribué, en collaboration avec l'unité de l'UNAVEM III chargée des droits de l'homme, à surveiller de près la situation des droits de l'homme et, le cas échéant, à enquêter sur les allégations de violation de ces droits. L'ONU continue de s'intéresser plus particulièrement à cette question en raison des multiples atteintes aux droits de l'homme — enlèvements, détentions illicites, tortures, etc. — commises contre des civils par des éléments armés des deux camps. L'unité chargée des droits de l'homme a lancé à l'échelle de tous les pays un programme de diffusion de l'information de base relative aux droits de l'homme, et a organisé une série de stages et de séminaires à Luanda et dans un certain nombre de capitales provinciales.

683. En dépit de tous les efforts faits pour soutenir la marche en avant du processus de paix, celui-ci a subi un autre revers vers la fin de 1995, lorsque les forces armées angolaises ont lancé une offensive militaire et pris le contrôle de plusieurs localités proches de la région pétrolière de Soyo dans la province septentrionale du Zaïre. En réaction à cette offensive, l'UNITA a annoncé la suspension du casernement de ses soldats, processus qui, en tout état de cause, venait à peine de commencer. L'UNITA a aussi imposé des restrictions au déplacement du personnel

des Nations Unies et d'autres organisations internationales dans certaines zones. La coopération de l'UNITA avec l'UNAVEM III s'est nettement dégradée et, au début de janvier 1996, j'ai téléphoné à M. Savimbi pour lui faire part de ma vive préoccupation devant cette situation qui laissait beaucoup à désirer.

684. Constatant le peu de progrès tangibles réalisés dans l'application du Protocole de Lusaka, la communauté internationale a été amenée à accroître sa pression sur les parties. Un premier succès a été enregistré lorsque le Président dos Santos a honoré les promesses qu'il avait faites lors de sa visite à Washington en décembre 1995, en ce qui concerne plus particulièrement le retrait des troupes gouvernementales des zones qu'elles venaient de reprendre, l'abrogation des contrats avec la société «Executive Outcomes» qui fournissait au Gouvernement le personnel d'appui militaire et de sécurité expatrié, le début du casernement de la police d'intervention rapide et l'accomplissement de plusieurs autres tâches importantes. Grâce aux efforts déployés par mon Représentant spécial et par les représentants des trois États observateurs, les parties angolaises sont alors convenues de mettre un terme définitif à toutes les activités militaires, d'achever les pourparlers militaires, de libérer les prisonniers, de mettre fin à toute propagande hostile, de reprendre le casernement des troupes de l'UNITA et de retirer les forces armées angolaises jusqu'aux casernes les plus proches.

685. Un nouveau calendrier de mise en oeuvre de ces engagements a été approuvé en janvier 1996. Le Conseil de sécurité, dans des lettres que son Président a adressées, le 16 janvier, aux deux dirigeants angolais, a de nouveau souligné l'impatience croissante de la communauté internationale. Toujours en janvier, les parties ont créé un groupe de prévention du conflit armé, qui exerce ses fonctions à Luanda sous les auspices des Nations Unies, et la délégation de l'UNITA est retournée dans la capitale angolaise pour reprendre les négociations sur l'intégration de ses troupes aux forces armées angolaises. Plusieurs décisions importantes ont été prises à cet égard, mais des points de détail capitaux restent à parachever.

686. Le 19 janvier, plus d'une année après la signature du Protocole de Lusaka, M. Savimbi a enfin annoncé que 16 500 soldats, sur un effectif militaire total de l'UNITA de 62 500 hommes, se présenteraient dans les zones de casernement le 8 février au plus tard. Cet objectif a été atteint avec un peu de retard par rapport à la date limite, mais le processus s'est de nouveau arrêté immédiatement après, pour reprendre ensuite par à-coups, essentiellement sous l'effet des pressions que le Conseil de sécurité était amené à exercer lorsqu'il examinait le renouvellement du mandat de l'UNAVEM III. Bien des aspects du processus de casernement continuent de causer de sérieuses

inquiétudes : selon certaines informations, des personnes seraient «recrutées» de force à cet effet et la remise de leurs armes par les soldats de l'UNITA n'est satisfaisante ni qualitativement ni quantitativement. Malgré un important travail de préparation préalable le processus de cantonnement a posé à l'UNAVEM III de grandes difficultés logistiques et a exigé une aide non négligeable de la communauté des donateurs. L'UNITA a élevé quelques protestations, mais la situation dans les camps a été jugée convenable et elle demeure calme sur le plan de la sécurité.

687. En février-mars, le nombre des violations du cessez-le-feu avait considérablement diminué et seuls quelques incidents mineurs étaient encore signalés dans des zones diamantifères où l'UNITA continue de contrôler quelques mines et dans les provinces de Benguela et de Huila, où des éléments tant de l'UNITA que des forces gouvernementales ont continué de commettre des actes de banditisme et de vol de bétail ou d'attaquer des villages. Au cours de cette période, plusieurs agents des Nations Unies, dont des observateurs militaires sans armes, ont été attaqués, et le Conseil de sécurité a vigoureusement condamné ces agissements.

688. Lors de leur quatrième et dernière rencontre, le 1er mars à Libreville, le Président dos Santos et M.Savimbi sont convenus d'un certain nombre de mesures qui, si elles sont appliquées, pourraient faire progresser considérablement le processus de paix. Parmi ces mesures figurent l'achèvement de la formation des forces armées angolaises en juin 1996 au plus tard et la constitution, avant la fin du mois suivant, d'un gouvernement d'unité et de réconciliation nationales. À cette fin, le Président dos Santos a officiellement invité M.Savimbi à occuper l'un des deux postes de vice-président, et le chef de l'UNITA a remis au chef de l'État angolais une liste des membres de l'UNITA qui devraient faire partie du futur gouvernement. S'agissant des élections, M.Savimbi a donné son aval aux accords conclus en 1995 aux termes desquels, après la formation du gouvernement d'unité et de réconciliation nationales, l'Assemblée nationale prorogerait son mandat.

689. En mars-avril, le casernement de la police d'intervention rapide du Gouvernement avait bien progressé, et à la fin de juin, il était achevé, plus de 5 500 hommes ayant été rassemblés en 13 emplacements. Ce processus a été surveillé de près par les observateurs de police civile de l'UNAVEM III, qui ont régulièrement procédé à des appels nominatifs, vérifié les armes en dépôt et organisé de nombreuses activités de formation à l'intention des membres de la police d'intervention rapide. Parallèlement, le retrait des troupes gouvernementales de leurs positions avancées s'est poursuivi, certes sans quelques difficultés.

690. Au milieu du mois de mai, M.Savimbi a promis à mon Représentant spécial qu'un total de 50 000 hommes de l'UNITA seraient en caserne le 15 juin au plus tard, et que l'ensemble du processus de casernement serait mené à son terme à la fin du mois de juin. Il a aussi promis que les hommes de l'UNITA remettraient aux Nations Unies des armes «plus puissantes et meilleures». À la fin de juillet 1996, 57 000 soldats de l'UNITA étaient en caserne, encore que 8 000 environ d'entre eux aient par la suite déserté. À la même époque aussi, l'UNITA a commencé à remettre à l'UNAVEM III de grandes quantités de munitions et d'armes lourdes stockées dans les régions septentrionale et méridionale.

691. Le 8 mai, le Président dos Santos a promulgué une nouvelle loi d'amnistie, ce qui a levé l'un des grands obstacles à l'achèvement des pourparlers sur les questions militaires. Le rythme du casernement des soldats de l'UNITA s'est accéléré et la deuxième phase du retrait des forces gouvernementales dans leurs casernes a débuté. Un nouveau calendrier, plus ambitieux, d'incorporation des hommes de l'UNITA aux forces armées angolaises a également été approuvé; il prévoit l'achèvement de tous les arrangements pratiques relatifs à l'incorporation (qui serait vérifiée par les Nations Unies) à la fin de juillet au plus tard. L'on s'emploie maintenant activement à préparer la démobilisation des soldats de l'UNITA et des forces armées angolaises qui ne reprendraient pas du service dans les forces armées intégrées ainsi que le désarmement de la population civile, et des troupes des deux parties ont commencé à organiser des patrouilles communes sur les grands axes routiers afin d'encourager la libre circulation des personnes et des biens dans tout le pays. En juillet, la libération des prisonniers par les deux camps avait été menée à son terme, avec le concours du CICR.

692. Tout au long de la période considérée dans le présent rapport, le Conseil de sécurité a joué un rôle capital, épaulant et appuyant le processus de paix en Angola, rappelant régulièrement aux deux parties la nécessité d'accélérer la mise en oeuvre des dispositions du Protocole de Lusaka et des accords ultérieurs et appelant leur attention sur l'impatience de la communauté internationale devant le peu de progrès réalisés dans l'application de ces accords et les retards constants dans ce domaine. Pour donner plus de poids à ce message et convaincre les parties que les manoeuvres dilatoires ne seraient plus tolérées, le Conseil n'a prorogé le mandat de l'UNAVEM III que pour de courtes périodes. À plusieurs occasions, j'ai moi-même exprimé dans mes rapports au Conseil combien j'étais mécontent de la lenteur avec laquelle le processus de paix progressait, et j'ai pris contact avec les chefs des deux parties pour les exhorter personnellement à faire en sorte

que ce processus aille de l'avant. Cette pression permanente a contribué à la réalisation des progrès décrits ci-dessus, mais il y a tout lieu de croire qu'elle demeurera nécessaire pendant les mois à venir.

693. Étant donné l'amélioration de la situation militaire et politique au début de 1996, dont témoigne notamment la très nette diminution du nombre des violations du cessez-le-feu, les opérations de déminage et la remise en état des routes et des ponts se sont intensifiées, ce qui a permis de transporter par voie terrestre la plupart des fournitures de secours humanitaire et de toucher bien des zones qui étaient jusque-là inaccessibles. Au fil des avancées du processus de paix, l'objet principal de l'assistance des Nations Unies est progressivement passé des activités de secours d'urgence à la remise en état de l'infrastructure économique et sociale du pays endommagée par la guerre et au développement à long terme. L'aide alimentaire, par exemple, cesse d'être essentiellement axée sur la distribution générale de vivres et porte de plus en plus sur l'aide à des groupes cibles et sur les programmes «des vivres pour du travail». Une opération de distribution de semences et d'outils a été menée à bien en novembre 1995, mais ses effets risquent d'être amoindris dans certaines régions du fait de l'insuffisance des précipitations.

694. Sous l'égide de l'Unité de coordination de l'aide humanitaire du Département des affaires humanitaires, les organisations humanitaires ont continué d'apporter leur aide à un grand nombre de personnes déplacées ou à d'autres titres touchées par la guerre. Les contingents militaires de l'UNAVEM III ont entrepris, à titre bénévole, toute une série de projets humanitaires, gérant des dispensaires provisoires ou des écoles primaires, par exemple. Certains contingents ont également ouvert des centres de formation professionnelle pour apprendre aux jeunes un métier rémunérateur.

695. En dépit de ces améliorations, l'aide humanitaire demeurera nécessaire pendant plusieurs mois encore. Certaines populations sont toujours isolées à cause de l'insécurité qui règne dans leur région et des difficultés d'ordre logistique; leur situation est probablement en train de se détériorer et une aide d'urgence devra leur être apportée lorsqu'elles seront de nouveau accessibles. Par ailleurs, les reprises sporadiques des combats et les relations difficiles avec les autorités locales ont périodiquement freiné les opérations de secours.

696. Un nouvel appel interorganisations en faveur de l'Angola a été lancé en avril 1996 afin de réunir le montant de 187 millions de dollars des États-Unis jugé nécessaire pour pourvoir en 1996 aux besoins d'environ 2,7 millions de personnes touchées par le conflit ou déplacées à l'intérieur du pays, 200 000 réfugiés revenus en Angola et 100 000 anciens soldats et autres ex-combattants ainsi que

les membres de leurs familles, dont le nombre pourrait atteindre 400 000.

697. À plus longue échéance, les perspectives de paix en Angola dépendent dans une large mesure de la réussite de la démobilisation et du retour à la vie civile des combattants qui ne seront pas retenus dans les forces armées angolaises. La première phase du programme de démobilisation, qui a débuté en novembre 1995, a consisté à enregistrer les soldats de l'UNITA et à leur fournir une aide alimentaire, des soins de santé et des services d'éducation de base. Une aide est également apportée aux familles des soldats et aux communautés avoisinant les zones de casernement. Cette action est le fruit d'une collaboration entre les organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales internationales et locales, la coordination de l'ensemble étant assurée par l'Unité de coordination de l'aide humanitaire. Afin de traiter dans le détail les diverses questions connexes, un groupe de travail technique spécial a été mis sur pied sous l'égide des Nations Unies. Mon Représentant spécial s'attache plus particulièrement à obtenir l'aide internationale nécessaire pour mener à bien cette action capitale.

3. Haut-Karabakh (région d'Azerbaïdjan)

698. Le conflit qui oppose l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabakh est le plus long des différends inter-ethniques ayant opposé des États indépendants issus de l'ancienne Union Soviétique. Malgré les efforts du Groupe de Minsk, créé en décembre 1994 lors du sommet tenu à Budapest par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et qui joue le rôle principal dans les efforts de rétablissement de la paix dans la région, il n'a pas été possible de parvenir à un règlement global du conflit. Pourtant, au cours de l'année écoulée, les Coprésidents finlandais et russe du Groupe de Minsk se sont activement employés à rechercher des mesures propres à faire progresser le processus de paix. Ils ont réuni le Groupe à plusieurs reprises, avec ou sans la participation des belligérants, et ont effectué un certain nombre de missions dans la région afin d'y organiser des négociations au plus haut niveau. En outre, le Président en exercice de l'OSCE, le Conseiller fédéral aux affaires étrangères de la Suisse, s'est rendu à Bakou et à Erevan pour y examiner un projet de «Cadre pour une solution d'ensemble» établi par les Coprésidents du Groupe de Minsk.

699. Les belligérants ne cessent de réaffirmer leur volonté de parvenir à un règlement pacifique du conflit. Cette volonté a été confirmée au début du mois de mai 1996 lorsque le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, M. Yevgeny Primakov, s'est rendu dans la

région et a facilité l'échange des derniers prisonniers de guerre. Le Groupe de Minsk attendait depuis un certain temps cette importante initiative humanitaire, considérée comme une nouvelle mesure de confiance grâce à laquelle les négociations sur le «Cadre pour une solution d'ensemble» devraient sortir de l'impasse.

700. Je me félicite que toutes les parties aient continué de respecter le cessez-le-feu entré en vigueur le 12 mai 1994 à la suite des efforts de médiation déployés par la Fédération de Russie en coopération avec le Groupe de Minsk. Cependant, en l'absence d'une solution politique, de vastes régions d'Azerbaïdjan demeurent occupées par des troupes arméniennes. En outre, des centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées restent dans l'impossibilité de rentrer dans leurs foyers.

701. Les Coprésidents du Groupe de Minsk ont veillé à ce que le Conseil de sécurité et moi-même soyons régulièrement informés, par l'intermédiaire du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, de l'évolution du processus de paix. En septembre 1995, j'ai, à l'appui des efforts de l'OSCE, envoyé dans la région une mission de bons offices dirigée par le Secrétaire général adjoint Aldo Ajello. Le 16 avril 1996, lors de consultations officieuses tenues au Siège de l'ONU, les quatre Coprésidents du Groupe de Minsk ont mis le Conseil de sécurité au courant de la situation. À cette occasion, les membres du Conseil ont fermement réaffirmé leur soutien aux efforts déployés par le Groupe pour rétablir la paix. Je continue moi-même à appuyer ces efforts et reste prêt à fournir une assistance technique à l'opération de maintien de la paix que l'OSCE prévoit de déployer lorsque les parties seront parvenues, sous ses auspices, à un accord politique.

4. Burundi

702. Je reste très préoccupé par la situation au Burundi. Le mandat de M. Ahmedou Ould Abdallah, mon Représentant spécial, qui travaillait activement à la réconciliation nationale depuis octobre 1993, est venu à expiration à la fin octobre 1995. Le 22 décembre, M. Marc Faguy lui a succédé. Depuis son entrée en fonctions, il s'efforce à son tour d'amener tous les partis politiques à dialoguer, avec la collaboration de l'ancien Président tanzanien, M. Julius K. Nyerere, dont l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et l'Union européenne appuient également les efforts.

703. Dans le rapport que j'ai présenté à l'Assemblée générale le 11 octobre 1995, j'ai exprimé l'espoir que le débat national prévu pour novembre et décembre aiderait les parties à passer de l'affrontement et de la violence à la paix et à la réconciliation. Malheureusement, ce débat n'a pas eu lieu, bien que le Gouvernement ait, en avril 1996,

engagé des discussions internes préparatoires. Nombreux sont ceux qui, au Burundi, voient dans ce débat un bon moyen d'entamer un large dialogue politique. D'autres, par contre, considèrent que les mauvaises conditions de sécurité qui règnent dans le pays sont un obstacle de taille.

704. Après le début mars 1996, la situation a empiré et l'influence des forces politiques modérées n'a cessé de diminuer. Les bandes armées hutues dirigées par M. Leonard Nyangoma, ancien Ministre de l'intérieur et Président du Conseil national pour la défense de la démocratie, ont multiplié leurs offensives, s'en prenant souvent à des civils tutsis. Ripostant à ces attaques, l'armée a fait elle-même de nombreuses victimes parmi les civils hutus. Les assassinats politiques se sont succédé; deux Hutus membres du Parlement et deux gouverneurs de la province de Ngozi, dans le nord du pays, en ont été victimes. Les membres des organismes de secours étant également visés par la violence, le Comité international de la Croix rouge (CICR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres organisations non gouvernementales qui dispensaient l'aide humanitaire ont interrompu soit provisoirement soit définitivement leurs opérations pourtant bien nécessaires dans le nord du pays. Dans ces circonstances, cinq jours après le massacre, le 20 juillet, de plus de 300 Burundais déplacés, l'armée a pris le pouvoir et nommé l'ancien Président, le major Pierre Buyoya, nouveau Président du Burundi.

705. Tout au long de la période considérée, le Conseil de sécurité est resté saisi de la question et a été régulièrement informé de l'évolution de la situation. Je lui ai demandé à plusieurs reprises, de même qu'à la communauté internationale, de se préparer à l'éventualité d'une catastrophe humanitaire nécessitant une opération internationale d'urgence. Le 29 décembre 1995, j'ai adressé au Président du Conseil de sécurité une lettre dans laquelle je lui ai rappelé les propositions d'action préventive que j'avais formulées le 19 août 1994 et réitérées le 11 octobre de la même année. J'ai demandé au Conseil d'examiner à nouveau mes propositions tendant à ce que soit maintenue au Zaïre, sous réserve de l'accord du gouvernement de ce pays, une force capable d'intervenir rapidement en cas de détérioration soudaine de la situation au Burundi.

706. J'ai également demandé à Mme Sadako Ogata, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, de se rendre à Bujumbura en qualité d'Envoyée spéciale afin de déterminer les mesures à prendre pour remédier au problème de l'insécurité et permettre aux organisations humanitaires de fonctionner efficacement. À la suite de la visite effectuée par Mme Ogata du 7 au 9 janvier 1996, la situation s'est améliorée et les organisations humanitaires, qui avaient quitté le Burundi pour des raisons de sécurité, sont revenues dans le pays et y ont repris leurs activités. Cependant, dans l'ensemble, la situation reste explosive.

707. À son retour, mon Envoyée spéciale a formulé des recommandations concernant la situation au Burundi. Dans la lettre que j'ai adressée le 16 janvier au Président du Conseil de sécurité, j'ai résumé ses constatations et recommandations, qui tendaient notamment à ce qu'une mission technique soit envoyée au Burundi afin d'étudier la façon dont des gardes des Nations Unies pourraient éventuellement aider à améliorer les conditions de sécurité dans lesquelles travaillent les organisations humanitaires. Suite à cette lettre et à l'approbation par le Conseil des recommandations de mon Envoyée spéciale, j'ai envoyé une mission technique à Bujumbura le 27 janvier.

708. La situation restant préoccupante, le Conseil de sécurité m'a prié, dans sa résolution 1040 (1996) en date du 29 janvier, d'envisager quelles autres mesures de nature préventive pourraient être adoptées et d'élaborer des plans de contingence, selon qu'il conviendrait, en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine et avec les États Membres concernés, et de lui présenter un rapport complet sur les résultats de la mission technique et l'élaboration des plans de contingence. Dans mon rapport du 15 février, j'ai à nouveau demandé au Conseil de prendre des mesures résolues et exprimé la crainte que le regain de tension ne dégénère en véritable guerre civile, en violence ethnique et en génocide.

709. En ce qui concerne le déploiement de gardes des Nations Unies, la conclusion de la mission technique a été qu'au vu du climat de violence et d'instabilité qui régnait au Burundi, les gardes ne seraient pas en mesure de garantir la sécurité du personnel humanitaire. J'ai donc estimé qu'il n'était guère utile de poursuivre sur cette voie dans l'immédiat, mais j'ai décidé de ne pas abandonner l'idée dans l'espoir que la situation s'améliorerait.

710. En ce qui concerne l'élaboration de plans de contingence, j'ai pensé qu'il serait utile, à ce stade, d'envisager la possibilité de créer, en vertu du Chapitre VII de la Charte, une force multinationale en attente prête à intervenir en cas d'urgence humanitaire. J'ai suggéré que cette force soit dirigée par un État Membre et ait pour mandat d'empêcher les massacres, d'assurer la sécurité des réfugiés, des personnes déplacées et des civils en danger, et de protéger les principales infrastructures économiques. Des consultations pourraient être engagées par un groupe de pays dotés d'une capacité démontrée d'intervention rapide, y compris certains pays africains, afin de décider quels contingents affecter à la force. Les contingents resteraient stationnés dans leurs pays respectifs, mais seraient pleinement entraînés et équipés afin de pouvoir être déployés à très bref délai.

711. J'ai également pensé qu'il pourrait être utile de déployer à l'avance dans l'un des pays voisins du Burundi, comme je l'avais proposé dans une lettre adressée au

Conseil de sécurité le 29 décembre, des troupes qui renforceraient la capacité de déploiement rapide d'une force multinationale. Une fois la situation stabilisée au Burundi, les responsabilités pourraient être transférées à une opération de maintien de la paix des Nations Unies créée en vertu du Chapitre VI de la Charte, qui maintiendrait la stabilité restaurée par l'opération multinationale et aiderait à relancer le processus de réconciliation politique.

712. Le 14 février, j'ai rencontré le Secrétaire général de l'OUA, M. Salim Ahmed Salim, avec qui je suis resté en contact étroit tout au long de la période considérée, et je lui ai exposé les propositions de déploiement préventif que j'ai ensuite présentées au Conseil de sécurité. M. Salim était d'avis qu'il fallait rechercher en priorité une solution politique mais qu'en cas de détérioration catastrophique de la situation, les pays d'Afrique appuieraient une intervention humanitaire visant à éviter une répétition de la tragédie rwandaise. Dans cette optique, le 13 avril, l'OUA a prorogé de trois mois le mandat de sa mission d'observation en dépit des difficultés financières qu'elle connaissait et des entraves à la libre circulation de ses membres imposées par les autorités burundaises.

713. Dans sa résolution 1049 (1996) du 5 mars 1996, le Conseil de sécurité m'a encouragé à poursuivre mes consultations avec les États Membres intéressés et avec l'OUA, selon qu'il conviendrait, concernant les plans de contingence. Il m'a prié d'intensifier les préparatifs en vue d'une conférence régionale pour la paix, la sécurité et le développement chargée d'examiner les questions relatives à la stabilité politique et économique des États de la région des Grands Lacs. En outre, il m'a prié de lui faire rapport sur la possibilité d'installer au Burundi une station de radio de l'ONU afin de promouvoir la réconciliation et le dialogue, ainsi que de soutenir les activités entreprises par d'autres organismes des Nations Unies, en particulier à l'intention des réfugiés et des rapatriés.

714. Pendant ce temps, mon Représentant spécial continuait de me faire parvenir des informations alarmantes. Dans une lettre datée du 12 avril, j'ai à nouveau appelé l'attention du Conseil de sécurité sur la tournure inquiétante que prenaient les événements au Burundi, et notamment sur les divergences d'opinion entre le Président Sylvestre Ntibantunganya et le Premier Ministre Antoine Nduwayo concernant d'éventuelles négociations avec le Conseil national pour la défense de la démocratie. Alors que le Président se disait prêt à engager des pourparlers avec M. Nyangoma à condition que ses bandes armées renoncent à la violence, le Premier Ministre refusait toujours de le rencontrer, l'accusant de fomenter un génocide de la population tutsie.

715. Lorsque j'ai fait rapport au Conseil le 3 mai, j'ai souligné que le cercle vicieux de la violence ne pourrait

être brisé que si les modérés des deux côtés oeuvraient de concert pour créer un gouvernement de coalition véritable et effectif. Sur mes instructions, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques avait, au cours d'une visite effectuée au Burundi les 24 et 25 avril, précisé à tous ses interlocuteurs que j'appuyais l'action du Président Nyerere et que j'étais convaincu qu'il ne saurait y avoir de solution militaire et qu'un règlement politique devait être recherché par voie de négociation. J'ai fait valoir que des mesures d'urgence s'imposaient si l'on voulait éviter une flambée de violence incontrôlable dans le pays. J'ai réaffirmé ces divers points dans les lettres que j'ai fait remettre en mains propres au Président Ntibantunganya et au Premier ministre Nduwayo par mon Représentant spécial, que j'avais rencontré à Nairobi le 30 avril.

716. Conformément au paragraphe 13 de la résolution 1049 (1996) du Conseil de sécurité, j'ai tenu des consultations nombreuses et variées, avec les États Membres intéressés et l'OUA, concernant l'élaboration de plans de contingence. Je reste convaincu que la communauté internationale doit envisager une intervention militaire afin de sauver des vies si les événements tournent à la tragédie et que des civils sont massacrés. Lors de sa visite au Burundi, le Secrétaire général adjoint a souligné que mon plan ne serait envisagé qu'en cas de catastrophe et que s'il était mis en oeuvre, ce serait à des fins purement humanitaires. Parmi les mesures que le Secrétariat a été exhorté à prendre, et qu'il avait les moyens de prendre, figurait la préparation d'une éventuelle opération de maintien de la paix en vertu du Chapitre VI de la Charte au cas où les parties parviendraient à un accord politique et demanderaient à l'ONU de les aider à le mettre en oeuvre. Cette préparation est en cours.

717. Les États Membres consultés se sont accordés à dire que l'élaboration de plans de contingence couvrant d'autres éventualités, y compris un scénario-catastrophe, devait se poursuivre. Cependant, aucun pays ne s'est proposé pour diriger la préparation et le déploiement d'une opération multinationale, ni pour en assurer le commandement. On a souligné que les consultations devaient se poursuivre dans la discrétion et la confidentialité.

718. Les États Membres consultés sont d'avis que l'idée d'une conférence régionale pour la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs mérite d'être retenue. À mon sens, il faut que tous les pays intéressés acceptent de participer à une telle conférence avant que les préparatifs ne commencent vraiment; or, deux pays de la région restent réticents.

719. En ce qui concerne la création d'une station de radio des Nations Unies au Burundi, une mission technique du Département des affaires politiques, du Département de

l'information et du Département des opérations de maintien de la paix a été envoyée à Bujumbura du 15 au 21 avril pour en étudier la possibilité. Il en est ressorti que le projet était réalisable d'un point de vue technique mais que le climat extrêmement instable qui règne dans le pays milite contre une initiative aussi ostensible et aussi délicate d'un point de vue politique.

720. Tandis que je poursuivais mes consultations avec l'OUA et les États Membres concernant l'élaboration de plans de contingence, l'ancien Président Nyerere continuait de promouvoir activement le dialogue entre tous les partis politiques. Entre le 22 et le 26 avril, il a organisé une réunion à Mwanza (République-Unie de Tanzanie) à laquelle n'ont pris part que lui-même, M. Jean Minani, chef du Front pour la démocratie au Burundi, le parti majoritaire, et M. Charles Mukasi, chef de l'Union pour le progrès national, principal parti d'opposition.

721. Avant la réunion, 12 partis politiques qui avaient signé la Convention de gouvernement, ainsi que le Parti pour le redressement national de l'ancien Président, M. Jean-Baptiste Bagaza, qui ne l'avait pas signée, et un parti nouvellement créé, l'Alliance des Vaillants, avaient accepté, sur l'invitation du Président Nyerere, de participer à une réunion informelle le 21 avril. Le Conseil national de la défense de la démocratie n'avait pas été convié car le Gouvernement refusait toujours de rencontrer M. Nyan-goma. Ces négociations n'ont abouti à aucun résultat et les parties n'ont pu se mettre d'accord sur un projet de déclaration commune rédigé par le Président Nyerere. Elles ont, cependant, décidé de se réunir à nouveau à Mwanza le 22 mai. Mon Représentant spécial, M. Aldo Ajello, et l'Envoyé spécial de l'Union européenne, ainsi que M. Léandre Bassolé, le Représentant de l'OUA au Burundi, avaient été invités.

722. D'après les estimations du CICR, de février à mai, plus de 100 000 personnes ont été déplacées par les combats. Le 9 mai, le nombre de réfugiés burundais récemment enregistrés, contraints de fuir en raison de nouveaux affrontements entre l'armée et les rebelles hutus dans la province de Cibitoke, dans le nord-ouest du pays, est passé à 13 000 malgré la fermeture de la frontière entre le Burundi et le Zaïre. Vers la fin avril, on a appris que deux massacres auraient fait chacun 200 victimes parmi les civils dans le village de Buhoro, au centre du Burundi, et à Kivyuka, dans la province de Bubanza, dans le nord-est du pays. Le 9 mai, trois observateurs des droits de l'homme des Nations Unies et une commission d'enquête établie par le Conseil de sécurité nationale du Burundi ont enquêté sur le massacre de Buhoro. Le 15 mai, la commission a publié un rapport indiquant qu'elle estimait le nombre de victimes à 118 et que les coupables étaient probablement des rebelles ou des réfugiés hutus.

723. Ayant examiné mon rapport du 3 mai, le Conseil de sécurité a publié une déclaration de son Président, datée du 15 mai, dans laquelle ce dernier condamnait vivement tout recours à la violence et se disait convaincu que seuls des moyens pacifiques permettraient de parvenir à un règlement durable. Le Conseil de sécurité m'a prié, ainsi que les États Membres intéressés, de continuer à faciliter l'élaboration immédiate de plans de contingence pour une intervention humanitaire rapide en cas de violence à grande échelle ou de détérioration grave de la situation humanitaire. Le Conseil m'a également encouragé à continuer de prévoir des mesures d'appui à un éventuel accord politique.

724. J'ai continué à tenir avec des États Membres des consultations concernant l'élaboration de plans de contingence. Le 23 mai, le Secrétariat a demandé à 86 États Membres s'ils étaient disposés à participer à une opération de maintien de la paix en vertu du Chapitre VI de la Charte; au début août, il avait reçu 14 réponses positives et 6 réponses négatives. Il avait également demandé à 22 États africains s'ils étaient prêts à fournir des contingents à une force multinationale d'intervention humanitaire autorisée par le Conseil de sécurité en vertu du Chapitre VII de la Charte; trois réponses positives et quatre réponses négatives lui étaient parvenues. Par ailleurs, 25 donateurs potentiels en Europe, en Asie et en Amérique du Nord s'étaient vu demander s'ils consentiraient à fournir à une opération menée en vertu du Chapitre VII une assistance dans les domaines de la logistique, des communications, des transports et du matériel; sept d'entre eux avaient refusé et sept autres avaient accepté de fournir une assistance sous une forme autre que des forces au sol.

725. En mai, la situation sur le plan de la sécurité n'a cessé de se détériorer. Le 4 juin, trois membres du CICR ont été tués dans la province de Cibitoke. Des informations ont fait état de nouveaux massacres en juin et au cours de la première moitié de juillet, et notamment du meurtre de 80 Tutsis dans une plantation de thé du nord-ouest du pays.

726. Par ailleurs, le 9 juin, la deuxième réunion de Mwanza n'a rien donné. Résolu pourtant à poursuivre ses efforts, le Président Nyerere a convoqué la troisième réunion de Mwanza pour le début du mois de juillet. Il a également convoqué pour le 25 juin un sommet régional devant réunir à Arusha les chefs d'État de la région.

727. Le sommet régional a eu lieu comme prévu avec la participation des Présidents du Kenya, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie et du Rwanda. Le Burundi était représenté par son Président et son Premier ministre, qui ont tous deux demandé pour leur pays une assistance étrangère en matière de sécurité. Cependant, leur fragile alliance a pris fin dès leur retour à Bujumbura lorsque le Premier ministre Nduwayo a, dans une lettre datée du 3 juin, accusé le Président Ntibantunganya de chercher à

neutraliser l'armée, dominée par les Tutsis, et d'avoir des arrière-pensées en demandant une assistance en matière de sécurité. Malgré tout, le 5 juillet, le Conseil de sécurité nationale du Burundi a créé un comité composé de 21 experts militaires et civils chargés d'examiner les conditions requises pour que le plan de paix d'Arusha puisse être mis en oeuvre. Le comité devait faire rapport au comité technique international créé à Arusha le 25 juin afin d'arrêter les modalités logistiques du plan de paix régional, lequel prévoyait le déploiement de forces ougandaises, tanzaniennes et éthiopiennes.

728. Le 10 juillet, lors d'un sommet à Yaoundé, l'OUA a exprimé son appui au processus de paix engagé par le Président Nyerere à Mwanza et s'est félicité des résultats du sommet régional tenu à Arusha le 25 juin. Cependant, certains dirigeants régionaux ont mis en doute l'utilité du plan et se sont dits préoccupés par le fait que les différents partis politiques burundais ne parvenaient pas à se mettre d'accord à son sujet. Quant au Conseil national pour la défense de la démocratie, il s'y était d'emblée opposé.

729. Lors du sommet de l'OUA, j'ai rencontré le Président et le Premier Ministre burundais, qui ont tous deux reconnu que la situation n'était plus tenable. J'ai eu pourtant l'impression que tout espoir n'était pas perdu et qu'un débat national susceptible d'aboutir à un règlement pacifique était encore possible. Cependant, le Président a indiqué qu'il ne pourrait entamer un tel débat qu'une fois la sécurité rétablie.

730. Les conditions de sécurité se sont encore aggravées, le 20 juillet, lorsque 300 Burundais déplacés ont été massacrés dans le camp de Bugendana, dans la province centrale de Gitega. Les autorités burundaises ont affirmé que les personnes décédées étaient des Tutsis tués par les rebelles hutus de la branche armée du Conseil national pour la défense de la démocratie, mais ce dernier a nié toute participation au massacre, affirmant que les victimes étaient des Hutus assassinés par les soldats de l'armée burundaise. Aucune information de source indépendante n'est disponible concernant l'identité des coupables.

731. Le 22 juillet, dans une lettre au Conseil de sécurité, j'ai souligné une fois de plus que la communauté internationale devait prendre d'urgence des mesures concrètes pour mettre un terme au cycle de la violence et prévenir une nouvelle catastrophe dans la région des Grands Lacs d'Afrique centrale. J'ai donné pour instruction au Département des opérations de maintien de la paix d'accélérer la préparation d'une intervention humanitaire par une force multinationale.

732. À la suite du massacre de Bugendana, le Président du Parti pour le redressement national, M. Bagaza, a appelé à une grève générale de deux jours pour protester

contre les tueries et le plan d'assistance en matière de sécurité» d'Arusha. Lors de la troisième réunion de Mwanza, tenue le 21 juillet, les dirigeants de l'Union pour le progrès national, principal parti d'opposition, n'ont pas participé aux négociations, au motif que le massacre de Bugendana ne le leur permettait pas. Le 24 juillet, l'Union a dénoncé la Convention de gouvernement de septembre 1994 et s'est dissociée du consensus qui s'était établi autour du Président Ntibantunganya, accusant celui-ci de trahison. Malgré les dénégations de l'armée concernant l'imminence d'un coup d'État, le Président s'est réfugié à l'Ambassade des États-Unis.

733. Face à ces événements, le Conseil de sécurité a publié le 24 juillet une déclaration de son Président condamnant vigoureusement toute tentative de renverser par la force le Gouvernement légitime. Le Conseil a pris note de la lettre que je lui avais adressée, a condamné le massacre de Bugendana, a invité toutes les parties à faire preuve de modération et demandé aux autorités du Burundi de procéder à une enquête appropriée sur le massacre. Le Conseil a souligné qu'il appuyait pleinement les efforts déployés par l'ancien Président Nyerere, notamment les accords conclus au Sommet régional d'Arusha, et encouragé toutes les parties à oeuvrer de manière constructive à ses côtés. Il a rappelé combien il était important que l'Organisation des Nations Unies continue de coopérer avec l'OUA, l'Union européenne, les États-Unis et les autres pays et organisations intéressés afin d'instaurer un dialogue politique global entre les parties au Burundi, l'ancien Président Nyerere assurant la coordination. Il m'a demandé, ainsi qu'aux États Membres concernés, de poursuivre nos efforts afin de faciliter la planification d'urgence en vue d'une prompt réaction humanitaire au cas où se produiraient des violences généralisées ou une grave détérioration de la situation humanitaire au Burundi.

734. Le 25 juillet, l'armée a annoncé qu'elle prenait le pouvoir en raison de l'insécurité et de l'incapacité du Gouvernement à diriger le pays, et a installé le major Buyoya à la présidence. Le Premier Ministre a démissionné. Le Ministre de la défense a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale et de tous les partis et organisations politiques, l'interdiction des grèves et des manifestations et la fermeture des frontières et de l'aéroport de Bujumbura. Le 26 juillet, le major Buyoya a fait savoir qu'il avait l'intention de mettre en place un gouvernement de transition reflétant la situation réelle du Burundi et a exhorté la communauté internationale à s'abstenir de toute intervention militaire dans le pays. Quant au Président Ntibantunganya, il demeurait réfugié à la résidence de l'Ambassadeur des États-Unis à Bujumbura.

735. Entre-temps, le 23 juillet, la commission d'enquête au Burundi a achevé ses travaux et m'a présenté son rapport final, que j'ai transmis au Président du Conseil de

sécurité pour que le Conseil puisse décider de la suite à lui donner.

736. Le Conseil de sécurité m'ayant, dans une déclaration de son Président en date du 24 juillet, demandé de poursuivre mes efforts afin de faciliter la planification d'urgence en vue d'une prompt réaction humanitaire en cas de violences généralisées au Burundi, le Secrétariat a de nouveau pris contact avec 30 gouvernements susceptibles de fournir des contingents. Comme aucun pays ne paraissait disposé à jouer un rôle de premier plan dans la préparation et l'organisation d'une force multinationale et qu'il semblait y avoir une certaine confusion quant à la façon dont cette force serait financée, le Secrétariat a demandé aux 30 États s'ils seraient prêts à participer à une opération des Nations Unies au Burundi autorisée par le Conseil de sécurité et financée au moyen de contributions. L'objectif d'une telle opération serait, dans les grandes lignes, d'améliorer les conditions de sécurité, de prévenir par tous les moyens possibles les attaques contre des civils, en particulier des réfugiés et des personnes déplacées, de faciliter la livraison de l'aide humanitaire et de laisser le temps nécessaire à des négociations susceptibles d'aboutir à un règlement politique viable. Au début août, quatre réponses étaient parvenues au Secrétariat, toutes négatives.

737. La violence interethnique et l'instabilité politique affectent cruellement l'économie burundaise et empêchent le pays de sortir de la crise. Alors que l'agriculture représentait avant la crise 90 % du revenu national, on prévoit de graves pénuries alimentaires du fait des perturbations causées par le déplacement de villages entiers. Par ailleurs, l'insécurité généralisée fait obstacle à l'acheminement des secours et à la bonne mise en oeuvre des programmes humanitaires. Vu la détérioration générale des conditions de sécurité, le personnel des Nations Unies n'effectue plus que les déplacements absolument indispensables entre Makamba, dans le sud du pays, et Muyinga, dans le nord.

738. En novembre 1995, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence a désigné un Coordonnateur de l'aide humanitaire pour le Burundi chargé de coordonner les secours d'urgence fournis par les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires. En 1996, l'insécurité généralisée est devenue un obstacle à la fourniture de l'aide et à la mise en oeuvre des programmes d'assistance humanitaire; elle a contraint quelque 100 000 personnes à quitter leur foyer de résidence. Tout récemment, la situation humanitaire s'est gravement détériorée du fait de la reprise des combats dans les provinces de Buzanza et de Cibitoke, dans le nord-ouest du pays, de nouveaux affrontements dans le sud, d'une multiplication des massacres de civils et des tentatives visant à rapatrier de force un grand nombre de Rwandais réfugiés dans le nord-est.

739. Vu l'extension du conflit et les difficultés croissantes qu'ont les autorités à garantir la sécurité de leur personnel, les organismes humanitaires ont beaucoup de mal à atteindre les populations vulnérables. Ils font régulièrement l'objet de menaces. À la suite du meurtre de trois de ses représentants à Cibitoke, le 4 juin, et de menaces proférées contre son personnel, le CICR a été obligé de suspendre ses activités et de quitter le pays.

740. L'insécurité contraint fréquemment les organismes de secours à interrompre leurs activités, ce qui exclut toute action de longue haleine. Malgré ces contraintes, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales parviennent dans l'ensemble, quoique avec beaucoup de difficultés, à satisfaire les besoins les plus pressants des victimes du conflit.

741. Dans ce contexte, les organismes opérationnels des Nations Unies présents au Burundi s'emploient très activement, depuis le début de l'année, à préparer ensemble des opérations humanitaires d'urgence. Le plan d'opérations d'urgence au Burundi porte sur un point fondamental, à savoir la façon dont les organismes des Nations Unies pourraient travailler ensemble pour acheminer un maximum de secours d'urgence au Burundi en cas d'escalade du conflit.

742. Face aux besoins humanitaires croissants du pays, le Département des affaires humanitaires a lancé en février un appel commun pour la région des Grands Lacs; il espérait réunir un montant total de 50,9 millions de dollars pour financer les programmes d'assistance que les organismes des Nations Unies mettront en oeuvre au Burundi au cours de l'année à venir. En outre, les donateurs ont reçu en janvier, puis à nouveau en juillet, un état des ressources dont le Département a besoin pour coordonner les opérations, et ils ont été invités à combler le déficit de financement.

5. Cambodge

743. Avec l'assentiment du Gouvernement cambodgien, le mandat de mon Représentant au Cambodge a été prorogé de six mois, à deux reprises, en octobre 1995 et en avril 1996. Mon Représentant a continué à être aidé par un conseiller militaire.

744. Conformément à son mandat, mon Représentant a maintenu une liaison étroite et le dialogue avec le Gouvernement et il a travaillé en contact étroit avec les différents programmes et organismes des Nations Unies oeuvrant dans le pays. La coopération entre le Gouvernement et l'ONU continue de s'inspirer de l'esprit et des principes des

Accords de Paris, tout comme l'assistance généreuse de la communauté internationale, permettant ainsi au Gouvernement de progresser sur la voie de la prospérité et de la démocratisation. Il faut se féliciter en particulier de l'application fructueuse de l'accord conclu en mai 1995, concernant l'amélioration des communications entre le Gouvernement et le bureau du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme à Phnom Penh.

745. Je viens de donner une réponse positive à la demande formulée par le Gouvernement cambodgien qui souhaitait que le PNUD coordonne l'assistance technique pour les élections à venir. Ces élections seront essentielles pour le renforcement du pluralisme politique au Cambodge.

6. Cameroun et Nigéria

746. Le vieux conflit frontalier, à la fois en mer et sur terre, entre le Cameroun et le Nigéria au sujet de la presqu'île de Bakassi a été exacerbé en décembre 1993 par des informations concernant la découverte de gisements de pétrole au large des côtes. En février 1994, après de violents incidents dans la région, le Gouvernement camerounais a soumis le différend à l'arbitrage de la Cour internationale de Justice.

747. Grâce à la médiation du Président de la République togolaise Gnassingbé Eyadema, les chefs d'État des deux pays se sont rencontrés en Tunisie en juin 1994, ce qui a réduit des tensions sans régler le conflit et les 3 et 4 février 1996, les troupes des deux parties se sont de nouveau affrontées. Le 3 février, j'ai exhorté les deux parties à faire preuve de modération et à retirer leurs troupes des zones frontalières en vue de créer des conditions nécessaires pour un règlement pacifique du différend et à attendre les résultats des travaux de la Cour internationale de Justice. Le 17 février, les Ministres des affaires étrangères des deux pays se sont rencontrés à Kara (Togo) et ils ont convenu d'un cessez-le-feu.

748. Dans des lettres identiques datées du 29 février, adressées aux chefs d'État du Cameroun et du Nigéria, le Président du Conseil de sécurité s'est félicité de ma proposition d'envoyer une mission d'enquête dans la presqu'île de Bakassi et il a prié les deux Gouvernements de coopérer pleinement avec la mission proposée. Le Conseil a également exhorté le Cameroun et le Nigéria à respecter le cessez-le-feu dont ils avaient convenu à Kara, à s'abstenir de tous nouveaux actes de violence et à retirer leurs forces jusqu'aux positions qu'ils occupaient en mars 1994, avant que la Cour internationale ne soit saisie du différend.

749. Le 15 mars, la Cour a décidé à titre provisoire que le Cameroun et le Nigéria devraient s'abstenir de toute activité militaire en attendant qu'elle prenne une décision quant au fond concernant le statut de la presqu'île. Elle a ordonné aux forces armées camerounaises et nigérianes de se retirer aux positions qu'elles occupaient avant les affrontements du 3 février et elle a prié les deux parties de respecter l'accord conclu à Kara concernant la cessation des hostilités. La Cour a également engagé les deux parties à apporter leur plein concours à la mission d'enquête proposée.

750. Le 24 mars, le Mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits de l'Organe central de l'OUA a engagé les deux parties à faire preuve de modération et à prendre les mesures voulues pour rétablir la confiance, notamment le retrait des troupes et la poursuite du dialogue.

751. Le 24 mai, j'ai rendu compte au Conseil de sécurité des résultats des consultations menées par mon Envoyé spécial, Lakhdar Brahimi, au sujet de la mission d'enquête proposée dans la presqu'île de Bakassi. Le Président du Cameroun a informé M. Brahimi que son pays se conformerait à toute décision de la Cour internationale de Justice et serait heureux de recevoir une mission d'enquête. Le Chef d'État du Nigéria a indiqué sa préférence pour une solution bilatérale du différend, et il a reconnu qu'une mission d'enquête de l'ONU pourrait être utile à cet égard. Sachant que la Cour avait exhorté les deux pays à apporter leur concours à la mission proposée, il en acceptait en principe l'idée et enverrait sa réponse par écrit au Conseil de sécurité et à moi-même.

752. Dans une lettre datée du 29 mai, le Président du Conseil m'a prié de continuer à tenir le Conseil informé des mesures qui pourraient être prises pour suivre l'évolution de la situation dans la presqu'île de Bakassi. J'attends maintenant l'assentiment officiel du Gouvernement nigérian pour envoyer la mission d'enquête. En attendant, le cessez-le-feu semble se tenir, malgré quelques affrontements limités.

7. Chypre

753. Pendant la majeure partie de l'année écoulée, l'impasse où se trouvait le processus de négociation a empêché ma mission de bons offices, menée dans le cadre général défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution 939 (1994) de progresser comme je l'aurais souhaité. Ce n'est qu'en juin/juillet 1996 qu'il est devenu possible de reprendre le travail, à la fois sur le fond du problème chypriote et sur l'application de l'ensemble de mesures de confiance.

754. Au cours d'une réunion officieuse tenue à la mi-avril, les membres permanents du Conseil de sécurité ont souligné l'importance qu'ils attachaient à un règlement d'ensemble du problème chypriote sur la base des résolutions du Conseil, des accords de haut niveau et des efforts déployés par le Secrétaire général et ses représentants. Le 1er mai, le Conseil a approuvé la nomination de Han Sung-Joo, ancien Ministre des affaires étrangères de la République de Corée comme mon nouveau Représentant spécial pour Chypre, pour succéder à Joe Clark, qui exerçait ces fonctions depuis 1993.

755. En juin 1996, j'ai rencontré chacun des dirigeants chypriotes séparément, dans l'espoir de pouvoir confirmer qu'ils étaient tous deux prêts à reprendre des entretiens directs sur la base d'une reconnaissance mutuelle des préoccupations de l'autre partie et d'une volonté partagée de parvenir à un compromis. Ces rencontres n'ont pas débouché sur un accord sur la reprise prochaine des entretiens directs mais elles offrent un point de départ et j'ai pu demander à mon Représentant spécial de poursuivre les contacts avec les parties en vue de parvenir à un tel accord, compte tenu des incidences de l'évolution probable des relations entre Chypre et l'Union européenne. Le professeur Han s'est donc rendu dans la région en juin et début juillet et il a rencontré les parties chypriotes ainsi que les Gouvernements grec et turc. Il s'est également rendu à Moscou, Paris, Londres, Dublin et Bruxelles pour des consultations avec les gouvernements intéressés, la présidence de l'Union européenne et des représentants de la Commission européenne. Ces consultations ont confirmé que la communauté internationale était de plus en plus désireuse de trouver une solution au problème chypriote, sur lequel l'ONU se penchait depuis décembre 1963.

756. La Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre a continué à observer le cessez-le-feu, la situation demeurant calme dans l'ensemble. Les deux parties ont généralement fait preuve de retenue au cours de l'année écoulée bien que les tensions se soient accrues après la mort par balle d'un soldat de la Garde nationale en juin. À la suite de cet incident et conformément à la résolution 1062 (1996) du Conseil de sécurité, j'ai demandé à la Force de redoubler d'efforts dans la recherche d'un accord avec les parties concernant l'adoption, sur une base de réciprocité, de mesures pour réduire les tensions le long de la zone tampon, l'une et l'autre partie s'engageant notamment, par l'intermédiaire de la Force, à ne pas déployer de munitions réelles ou des armes autres que les armes de poing, à interdire les tirs d'armes à portée de vue ou d'ouïe de la zone tampon et à étendre sans délai l'accord d'évacuation de 1989 à tous les secteurs de la zone tampon où les forces des deux parties sont très proches l'une de l'autre.

757. Les niveaux excessifs de forces militaires, d'armements et de dépenses de part et d'autre à Chypre et les rythmes auxquels les arsenaux sont renforcés et modernisés sont extrêmement préoccupants. Cette situation ne fait qu'aggraver les tensions et le risque d'affrontement le long des lignes de cessez-le-feu, ce qui rend encore plus urgent la nécessité de progresser dans les négociations en vue d'une solution durable au problème chypriote.

8. Timor oriental

758. Les Ministres des affaires étrangères de l'Indonésie et du Portugal ont poursuivi leurs entretiens sous mes auspices en vue de parvenir à un règlement juste, global et internationalement acceptable de la vieille question du Timor oriental. À la septième série de négociations, tenue à Londres le 16 janvier 1996, les deux parties ont repris l'examen des questions de fond qui avaient été identifiées précédemment. À la huitième série, tenue à Genève le 27 juin, l'examen des questions de fond a été approfondi. D'autres consultations ont maintenant lieu au niveau diplomatique en vue de trouver un terrain d'entente qui servirait de base au règlement de la question. Malgré des différences de perspective et de conception, les deux Gouvernements ont entrepris un dialogue sérieux et utile axé sur les mesures à court terme ainsi que sur les questions à plus long terme.

759. Je continuerai à consulter diverses personnalités du Timor oriental dans le contexte de ces entretiens. Avec l'assentiment des deux Gouvernements, j'ai facilité le deuxième dialogue entre toutes les parties timoraises qui, comme le premier, a eu lieu à Burg Schlaining (Autriche). Sans aborder la question du statut du Timor oriental, les 29 participants ont adopté par consensus une déclaration contenant plusieurs idées pratiques visant à aider à créer un climat propice à un règlement durable. Je juge encourageant l'esprit de coopération et de compromis manifesté par les participants et leur désir de poursuivre ce travail. Je juge encourageant également le désir de l'Indonésie et du Portugal de donner effet aux propositions qui ont été formulées.

9. El Salvador

760. Le processus de paix en El Salvador s'est poursuivi résolument, malgré la persistance de difficultés dans l'application de certaines dispositions des accords de paix. La Mission des Nations Unies en El Salvador (MINUSAL) a continué à s'acquitter de sa tâche, offrant ses bons offices et vérifiant la mise en oeuvre des accords de paix, conformément au programme de travail signé par les parties le

27 avril 1995. Selon ce programme de travail, certains éléments des accords de paix n'étaient pas encore mis en oeuvre, dans les domaines de la sécurité publique, du programme de transfert de terres, des établissements humains, des programmes de réinsertion et du Fonds pour la protection des blessés et invalides de guerre et des réformes législatives. Après le départ de mon Envoyé spécial, Enrique ter Horst (Venezuela), Ricardo Vigil a été nommé mon Représentant et Directeur de la MINUSAL le 1er octobre 1995.

761. Le 6 octobre, j'ai informé l'Assemblée générale que, malgré des progrès significatifs, plusieurs questions demeuraient en suspens. En conséquence, le 31 octobre, l'Assemblée a approuvé ma proposition tendant à proroger de six mois le mandat de la Mission, jusqu'au 30 avril 1996. J'ai ensuite présenté un rapport officiel au Conseil de sécurité (25 janvier 1996) et, à plusieurs reprises, j'ai envoyé un représentant de rang élevé du Siège pour tenir des réunions avec le Président et les membres du Gouvernement, avec le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) et avec d'autres acteurs politiques importants et pour aider la Mission à s'acquitter de ses fonctions.

762. Le 23 avril, j'ai indiqué à l'Assemblée générale que des progrès avaient été réalisés dans plusieurs domaines des accords de paix : l'établissement de titres de propriété dans le cadre du programme de transfert de terres avait considérablement progressé (mais pas l'inscription des titres); les objectifs quantifiables d'autres programmes de réinsertion avaient été largement atteints et le travail concernant les différents éléments identifiés par le programme de travail dans le domaine de la sécurité publique était presque terminé. La mise en place, en janvier 1996, d'un Conseil national de la sécurité publique, conformément à une recommandation de la MINUSAL, était un autre élément positif.

763. Pourtant, certains aspects importants de la mise en oeuvre n'étaient pas encore réglés : les réformes législatives identifiées par le programme de travail étaient bloquées à divers stades; l'inscription des titres de propriété transférés dans le registre national, qui est nécessaire pour que le programme soit mené à bien, était très en retard sur le processus d'attribution de titres; les réformes dans le secteur de la sécurité publique n'étaient pas encore consolidées conformément au modèle de sécurité publique élaboré par les accords (faiblesse qui a été mise en lumière par les lacunes de la loi d'urgence passée en mars 1996 pour lutter contre le niveau de criminalité préoccupant dans le pays); et le transfert des infrastructures des établissements humains ruraux ne devrait pas être terminé avant la fin de l'année.

764. C'est pourquoi j'ai déclaré que, pour s'acquitter de sa responsabilité de vérification de tous les aspects des accords de paix, l'Organisation devrait continuer à maintenir une présence en El Salvador jusqu'à la fin de l'année 1996, à un niveau qui ne serait pas équivalent cependant à celui de la MINUSAL. J'ai donc proposé — et l'Assemblée générale a donné son assentiment — que l'Organisation remplace la Mission par un dispositif qui prévoirait à la fois des visites périodiques par un envoyé de haut niveau venant de New York et le maintien sur le terrain d'un petit groupe d'experts, qui continuerait à travailler, sur le plan de la vérification et des bons offices. Ce mécanisme, le Bureau de vérification des Nations Unies, a commencé à fonctionner le 1er mai 1996.

765. Fin juillet, j'ai de nouveau présenté un rapport officiel au Conseil de sécurité, signalant des progrès dans certains éléments des accords de paix et de retards persistants dans d'autres. Il était particulièrement encourageant que l'Assemblée législative ait approuvé à la fois une série de réformes législatives recommandées par la Commission de la vérité et la loi sur les carrières de la police. Des progrès avaient également été réalisés dans le programme de transfert de terres, notamment en ce qui concerne l'inscription des titres au registre national. Toutefois, des difficultés subsistaient dans la consolidation du secteur public et j'ai noté que les espoirs nés de la création du Conseil national de sécurité publique n'avaient pas encore été satisfaits. En outre, les progrès demeuraient minimes dans le domaine de la réforme judiciaire, de nouveaux retards dans l'application du programme de transfert des établissements humains ruraux semblaient probables et des problèmes concernant le Fonds de protection des blessés et invalides de guerre persistaient.

10. Érythrée/Yémen

766. Le différend entre l'Érythrée et le Yémen au sujet de l'archipel de la Hanich dans la mer Rouge, qui avait éclaté en novembre 1995, est également un sujet de préoccupation pour la communauté internationale. Fin décembre, j'ai eu l'occasion d'examiner la situation avec les deux parties au cours d'une visite à Asmara et Sanaa. À mon retour au Siège, j'ai indiqué au Conseil de sécurité qu'à mon avis les deux parties avaient la volonté politique de résoudre ce conflit territorial par des moyens pacifiques et que j'avais recommandé la médiation d'un État Membre. J'avais également donné aux parties l'assurance que le Secrétariat serait à leur disposition si elles le souhaitaient. La France a pris l'initiative de la médiation, qui a abouti le 21 mai à la signature par les deux parties d'un accord sur le règlement du différend par voie d'arbitrage. Je formule l'espoir que le processus d'arbitrage démarrera bientôt

et qu'il permettra de résoudre ce conflit qui est potentiellement très dangereux. Je tiens à rendre hommage à la France, ainsi qu'à l'Égypte et à l'Éthiopie qui ont également joué un rôle important dans le processus de médiation.

11. Géorgie/Abkhazie

767. Secondé par la Fédération de Russie, en sa qualité de facilitateur et par l'OSCE en sa qualité de participant, mon Envoyé spécial en Géorgie, M. Édouard Brunner, a continué à rechercher un règlement d'ensemble du conflit. Afin de renforcer l'action de l'ONU et d'assurer une présence continue à un niveau politique élevé dans la région, j'ai nommé M. Liviu Bota adjoint résident de mon Envoyé spécial et chef de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) à compter du 1er octobre 1995.

768. Depuis son arrivée en Géorgie, l'adjoint de l'Envoyé spécial a établi des contacts à Tbilissi et Soukhoumi et il s'est rendu à Moscou à plusieurs occasions. À la suite d'une série d'entretiens bilatéraux entre mon Envoyé spécial et des représentants de la Fédération de Russie à Paris et à Moscou, mon Conseiller spécial, M. Ismat Kittani, s'est rendu dans la région et à Moscou pour poursuivre les consultations du 14 au 18 mars 1996. La Fédération de Russie, en sa qualité de facilitateur, a poursuivi ses efforts intensifs en vue d'élaborer un accord sur un projet de protocole qui pourrait servir de base à un règlement géorgio-abkhaze. Une nouvelle série de consultations avec les parties au conflit a eu lieu à Moscou du 16 au 19 juillet, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, avec la Fédération de Russie jouant le rôle de facilitateur et en présence du représentant de l'OSCE. M. Brunner et son adjoint étaient présents à Moscou pour ces discussions, qui étaient axées sur le projet de protocole. Néanmoins, il n'y a malheureusement pas eu de progrès substantiels et le processus de paix demeure au point mort.

769. La principale question contestée concerne le statut politique futur de l'Abkhazie. Le Gouvernement géorgien propose d'accorder à l'Abkhazie une large autonomie au sein d'un État fédéré de Géorgie. La partie abkhaze reconnaît que l'Abkhazie fera partie d'un État géorgien à l'intérieur des frontières qu'avait l'ex-République socialiste soviétique de Géorgie le 21 décembre 1991 et que cet État devrait être «fédéré» par nature. Toutefois, elle tient à définir cet État comme une «union fédérative», créée par un traité conclu entre deux sujets ayant un statut égal en droit international.

770. Un projet de protocole pourrait être signé dans un proche avenir, mais il paraît peu probable que le statut

politique futur de l'Abkhazie y soit défini clairement. Il pourrait cependant servir de cadre aux négociations et discussions d'experts qui suivront, non seulement sur des problèmes de constitution mais aussi dans d'autres domaines : économie, banque, finances, transports, communications, intérêt général (police, administration de la justice et éducation), affaires sociales et questions militaires.

771. Dans le contexte de l'action que je mène pour que les droits de l'homme soient mieux respectés dans la région, mon Envoyé spécial et son adjoint ont ouvert des consultations avec les autorités abkhazes concernant un programme de protection et promotion des droits de l'homme en Abkhazie. Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a envoyé une mission à Soukhoumi du 21 au 24 février. Les autorités abkhazes ont accepté le programme proposé, qui doit être exécuté en coopération avec l'OSCE. Ce programme prévoit notamment, à condition que l'on trouve un moyen de financement sûr, la création à Soukhoumi d'un petit bureau doté de quelques fonctionnaires internationaux, de l'ONU et de l'OSCE.

772. Les tâches de la Mission sont définies dans la résolution 937 (1994) du Conseil de sécurité, en date du 21 juillet 1994. Ses activités se poursuivent dans la vallée de la Kodori et dans les portions des zones de sécurité et d'armement limité. L'observateur militaire principal est basé à Soukhoumi. La Mission a son quartier général à Soukhoumi, sa base administrative à Pitsunda et deux bases sectorielles (à Gali et Zougdidid).

773. Jusqu'à ces derniers temps, la Mission avait également huit bases d'équipe — quatre dans le secteur de Gali, trois dans le secteur de Zougdidid et un dans la vallée de la Kodori — pour assurer une présence constante dans les zones sensibles et pour lui permettre de coopérer étroitement avec la force de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants (CEI). Toutefois, comme des individus inconnus posaient des mines au hasard dans les zones de sécurité et d'armement limité du secteur de Gali — ce qui a coûté la vie à un observateur militaire au début de l'année —, la MONUG a dû cesser de patrouiller la région et retirer toutes ses bases d'équipe du secteur. Elle n'a donc pas d'activités là où elle serait le plus nécessaire. Elle ne peut pas s'acquitter de deux aspects essentiels de son mandat : vérifier que les parties respectent l'accord de Moscou de 1994 sur un cessez-le-feu et la séparation des forces et sur les questions connexes; et contribuer, par sa présence dans la région, à créer les conditions propices au retour ordonné dans la sécurité des réfugiés et des personnes déplacées.

774. Conscient du danger que courent les observateurs désireux de permettre à la MONUG de reprendre les activités dont elle est chargée, le chef de la Mission a

demandé le concours des autorités géorgiennes et de la partie abkhaze. Il a en outre examiné, avec les autorités compétentes, les mesures que pourrait prendre la force de maintien de la paix de la CEI pour accroître la sécurité des observateurs. Sur la base des recommandations formulées par une équipe de spécialistes du déminage de l'ONU qui s'était rendue dans la région au début de l'année et compte tenu des entretiens qu'a eus le chef de la Mission, il a été décidé de fournir à la Mission des véhicules renforcés contre les mines, du matériel de déminage et un appui technique. Lorsque toutes ces dispositions ont été prises, la MONUG devrait pouvoir recommencer à patrouiller le secteur de Gali avec presque la même efficacité opérationnelle qu'auparavant.

775. La situation demeure tendue dans les zones de sécurité et d'armement limité dans le secteur de Gali, le principal problème étant l'anarchie généralisée et les actes criminels dirigés contre la population locale. Les coupables sont rarement pris. Souvent, ils ne sont même pas recherchés par les autorités, généralement faute de ressources. Dans le secteur de Zougdidid, le principal problème est la tension entre les personnes déplacées, impatientes de retourner chez elles, sur l'autre rive de l'Ingouri, tout en hésitant à le faire, par souci de leur sécurité. La situation dans la vallée de la Kodori demeure stable, mais les habitants se méfient encore de l'armée abkhaze.

776. Pour réduire l'ambiguïté au minimum, la MONUG a considéré que la disposition de l'accord de Moscou signé en 1994 relative à la présence des forces armées dans la zone de sécurité signifiait que la présence d'aucun membre des forces armées, que ce soit du Gouvernement géorgien ou de la partie abkhaze, n'était autorisée dans la zone de sécurité, avec ou sans arme, en uniforme ou non. Pendant la période considérée, des violations de l'accord ont été signalées sur les deux rives de l'Ingouri.

777. La MONUG signale que la force de maintien de la paix de la CEI agit dans le cadre de l'accord de Moscou. Sa coopération avec la MONUG est satisfaisante. La Mission a également de bonnes relations de coopération avec le Gouvernement géorgien et avec les autorités abkhazes. Elle coopère aussi avec les organisations non gouvernementales et, par l'intermédiaire de son bureau à Tbilissi, avec l'OSCE.

778. Le 17 mai, le Conseil des chefs d'État de la CEI a prolongé le mandat de la force de maintien de la paix de la CEI jusqu'au 19 juillet 1996. Il a demandé aussi bien au Conseil des ministres des affaires étrangères qu'au Conseil des ministres de la défense des États membres de la Communauté de poursuivre en collaboration avec les parties, leurs efforts pour préciser le mandat de la force. Il a également décidé que la force devrait être chargée de délimiter les champs de mines et de déminer le territoire de

l'Abkhazie, avec le concours de l'ONU et en coopération avec les autorités locales. Le Conseil a en outre demandé aux parties au conflit, avec l'assistance de la force de maintien de la paix de la CEI, de prendre des mesures complémentaires pour assurer la sécurité de la MONUG. Les discussions se poursuivent à Moscou entre la Fédération de Russie, le Gouvernement géorgien et la partie abkhaze sur la prorogation et l'élargissement éventuel du mandat de la Force.

779. Au cours de l'année écoulée, il n'y pas eu de progrès notoires sur la question du retour des réfugiés et des personnes déplacées en Abkhazie. Les rapatriements librement consentis prévus dans l'Accord quadripartite sur le rapatriement librement consenti des réfugiés et des personnes déplacées en Abkhazie ont été suspendus en novembre 1994. La partie abkhaze demeure opposée à un rapatriement massif et rapide des réfugiés et des personnes déplacées et elle continue à autoriser seulement le retour d'un nombre limité de personnes par semaine, ce qui est inacceptable pour la partie géorgienne. Quelque 30 000 personnes sont retournées spontanément dans le district de Gali, où le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés fournit une certaine assistance dans le cadre de son programme spécial en faveur des personnes déplacées en Géorgie. Le retard persistant dans la réinstallation des personnes déplacées en Abkhazie grève considérablement l'économie de la Géorgie, affaiblissant sa capacité de récupération et aggravant les tensions politiques et sociales.

780. Lorsque la Géorgie est devenue indépendante, sa population avait un des niveaux de vie les plus élevés parmi les républiques de l'ex-Union soviétique. Aujourd'hui, malgré quelques signes encourageants, l'économie se heurte à des problèmes difficiles de chômage et de sous-emploi, une crise de l'énergie et une dégradation des services publics. L'ONU et les États donateurs fournissent des secours d'urgence et une aide humanitaire et divers organismes et donateurs, y compris les institutions de Bretton Woods, l'Union européenne et le PNUD, ont pris différentes initiatives en matière de développement.

12. Guatemala

781. Les négociations entre le Gouvernement guatémaltèque et l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG) se sont poursuivies sous les auspices de l'ONU pendant toute l'année en vue de trouver une solution durable au conflit le plus ancien d'Amérique centrale. Les progrès ont été variables mais la signature de sept accords depuis janvier 1994 et la présence continue de la Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect aux termes de l'Accord général

relatif aux droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA) semblent confirmer que le processus de paix est irréversible.

782. L'année écoulée a également vu la consolidation de la transformation démocratique au Guatemala, ce qui renforce les chances de succès dans les négociations. Parmi les éléments positifs, on peut mentionner l'appel énergique lancé par de vastes secteurs de la société (y compris, pour la première fois depuis bien des années, les dirigeants de l'URNG) pour inciter les gens à voter dans les élections présidentielles; l'arrivée, au Congrès, après les élections, de forces politiques neuves; la détermination du nouveau gouvernement à lutter contre la pauvreté et l'impunité; la cessation unilatérale des hostilités par l'URNG au cours des deux tours de scrutin, sa décision de cesser les opérations militaires offensives en mars 1996, le Gouvernement prenant, aussitôt après, le même engagement; et, enfin, l'annonce de l'URNG de son intention de cesser de prélever des «taxes de guerre» une fois qu'un accord serait conclu sur les questions socio-économiques.

783. Les négociations sur les questions socio-économiques et la situation agraire ont démarré en mai 1995, elles ont progressé lentement avant d'être suspendues à la mi-décembre, en attendant l'élection d'un nouveau gouvernement. Après sa victoire en janvier 1996, le Président Alvaro Arzu a réaffirmé que, comme il l'avait promis pendant sa campagne, il poursuivrait le processus de négociation et il a affirmé son plein appui au maintien de la présence de la MINUGUA. L'ONU a organisé une nouvelle série de négociations à Mexico à la fin de février 1996 et, deux mois plus tard déjà, un accord a été conclu sur les questions socio-économiques et la situation agraire. Il s'agit d'un ensemble détaillé d'engagements sur les questions essentielles pour l'édification d'une paix durable au Guatemala, à savoir l'accroissement des dépenses sociales du Gouvernement, la promotion d'une structure agraire plus efficace et plus équitable, la modernisation de l'administration publique et l'augmentation continue des recettes publiques. Cet accord, signé le 6 mai, a mis en lumière la nécessité de la démocratisation, de la participation et du travail par consensus.

784. La MINUGUA a continué de s'acquitter de ses obligations en matière de vérification, définies dans l'accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala et a contribué à la mise en place d'institutions. Son mandat a été renouvelé à deux occasions par l'Assemblée générale, d'abord pour six mois le 4 septembre 1995, puis jusqu'à la fin de 1996 le 3 avril 1996. En octobre 1995 et en mars 1996, j'ai transmis à l'Assemblée générale les troisième et quatrième rapports du Directeur de la MINUGUA. Ces deux documents confirment que des

violations graves et répétées des droits de l'homme ont continué à se produire sans que l'on puisse les clarifier ou les punir. Tout en constatant certaines mesures positives prises par les parties, la MINUGUA a noté que, dans l'ensemble, tant le Gouvernement guatémaltèque que l'URNG étaient responsables, par action ou par omission, du non-respect de leurs engagements au terme de l'Accord général.

785. Les activités de la MINUGUA en matière de renforcement des institutions contribuent de manière essentielle à améliorer le respect des droits de l'homme. C'est pourquoi, l'Unité conjointe MINUGUA/PNUD exécute des projets visant à renforcer l'appareil judiciaire, le service public de défense pénale, le ministère public, les services chargés des enquêtes judiciaires au Ministère de l'intérieur, le cabinet du procureur chargé des droits de l'homme, la commission présidentielle des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales appropriées. Ce travail est possible grâce aux fonds généreusement versés par les États Membres à mon fonds d'affectation spéciale pour le processus de paix au Guatemala.

786. En mai 1996, M. Leonardo Franco, qui avait dirigé la MINUGUA avec la plus grande compétence depuis le début, est retourné à son lieu d'affectation à Genève et j'ai nommé M. David Steven pour le remplacer.

787. Plusieurs questions restent à négocier, notamment le renforcement des pouvoirs civils et le rôle de l'armée dans une société démocratique, la réintégration de l'URNG à la vie politique, un cessez-le-feu définitif, des réformes constitutionnelles et le régime électoral, et enfin, un calendrier d'exécution, mise en application et vérification. Les deux parties doivent avoir pour but l'aboutissement du processus de paix — la conclusion d'un accord de paix solide et durable. Il est essentiel également que la vaste coalition internationale qui s'était formée en faveur du processus de paix au Guatemala redouble ses efforts pour aider dans l'application de l'accord de paix. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que la MINUGUA et les programmes, organismes et autres organes compétents du système des Nations Unies continuent à apporter leur précieuse contribution.

13. Guyana et Venezuela

788. Conformément à l'Accord de Genève du 17 février 1996, les Présidents du Guyana et du Venezuela ont convenu en novembre 1989 de solliciter des «bons offices» du Secrétaire général de l'ONU pour régler le vieux conflit territorial entre les deux pays.

789. Sir Alistair McIntyre, qui a été nommé en février 1990 Représentant personnel du Secrétaire général pour le

différend entre le Guyana et le Venezuela, a poursuivi ses efforts, rencontrant des facilitateurs du Guyana et du Venezuela à New York en décembre 1995 et en avril et juin 1996. Une autre réunion est prévue pour octobre 1996.

790. Mon Représentant spécial m'a informé que les relations entre les deux pays étaient bonnes et que les consultations avançaient bien. Il a donc proposé que ses rencontres avec les facilitateurs soient plus fréquentes. Il compte se rendre dans les deux capitales dans la deuxième quinzaine d'août.

791. Je note avec satisfaction que les deux Présidents se sont déclarés résolus à rechercher un règlement pacifique et durable au différend et que les relations entre les deux pays continuent à s'améliorer, malgré le contre-temps causé par l'accident écologique qui a touché des parties de la zone contestée en août 1995. Les efforts de mon Représentant spécial ont également bénéficié de l'appui de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et de l'Association des États des Caraïbes. Aussi bien le Guyana que le Venezuela font partie de cette dernière organisation.

14. Haïti

792. Au cours de l'année écoulée, la communauté internationale a redoublé d'efforts pour aider le Gouvernement haïtien à parachever sa transition vers la démocratie, renforcer ses institutions nationales et placer le pays sur la voie du relèvement économique. La présence dans le pays de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA), remplacée, le 1er juillet 1996, par la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH), a contribué au maintien d'un environnement sûr et stable, propice au succès de ses efforts. Lors de ma troisième visite en Haïti, en octobre 1995, à l'occasion du premier anniversaire du retour du Président Jean-Bertrand Aristide, j'ai pu m'assurer par moi-même de ces progrès. À cette occasion, le Président Aristide s'est félicité de l'excellente coopération qui s'était établie entre les autorités haïtiennes et la MINUHA. Le 16 novembre 1995, le Conseil de sécurité a loué la MINUHA pour les progrès importants qu'elle avait réalisés dans l'accomplissement de son mandat, tel qu'énoncé dans la résolution 940 (1994).

793. La composante militaire de la MINUHA, qui compte 6 000 hommes, a continué à faire des patrouilles, à escorter les convois transportant des secours humanitaires, à fournir le soutien logistique et les services de sécurité nécessaires à la tenue de l'élection présidentielle et à aider les autorités haïtiennes à maintenir l'ordre public. Les ingénieurs de la MINUHA ont mis en route des projets dont la population locale a également pu tirer parti, rehaussant ainsi l'image de la Mission auprès de la population haïtienne.

794. La formation et la supervision de la police nationale haïtienne sont restées la tâche prioritaire de la police civile de la Mission, qui a adapté ses cours et ses programmes de formation aux besoins locaux. Au total, 847 membres de la police civile des Nations Unies affectés dans 19 endroits différents ont dispensé une formation en cours d'emploi et donné des directives à près de 6 000 membres de la police nationale haïtienne. Comme la mise en place de personnels de supervision compétents sur le terrain et dans les services administratifs prenait du retard par rapport à la formation des effectifs de police de base, la police civile a axé ses efforts sur l'organisation de la structure d'encadrement de la police nationale haïtienne.

795. Ne perdant pas de vue la nécessité de réaliser des économies, j'ai maintenu à l'examen les effectifs de la MINUHA, afin de faire en sorte qu'ils correspondent toujours aux tâches qui leur étaient confiées. En février 1996, après une réduction progressive des effectifs de la police civile et militaire, il restait 4 000 soldats et 300 membres de la police civile dans la zone de la Mission. Aux réunions de la Commission trilatérale, une attention particulière a été accordée à l'organisation du transfert progressif et ordonné au Gouvernement haïtien des responsabilités et fonctions assumées par la MINUHA.

796. Le 9 février, le Président René Préval m'a demandé de prendre les mesures requises pour proroger le mandat de la MINUHA, de telle sorte que son retrait s'effectue graduellement au cours des mois à venir. J'ai donc informé le Conseil de sécurité, le 14 février, des résultats obtenus par la Mission et recommandé de proroger son mandat et de réduire les effectifs tant de sa composante militaire que de sa composante civile. Le Conseil a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 30 juin en ramenant l'effectif de la composante militaire à 1 200 hommes — auxquels s'ajoutait un contingent canadien de 700 hommes financé par le Gouvernement canadien — et celui de la police civile à 300. Le 5 mars, mon Représentant spécial pour Haïti, M. Lakhdar Brahimi, a été remplacé par M. Enrique ter Horst.

797. Après avoir reçu une autre demande officielle du Président Préval le 31 mai, j'ai recommandé au Conseil de sécurité de créer une nouvelle mission qui serait chargée d'aider à améliorer les compétences professionnelles de la police nationale haïtienne dans un climat de sécurité. Par sa résolution 1063 (1996), le Conseil a décidé de créer la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH), qui serait composée de 600 soldats et de 300 policiers civils, pour une période de cinq mois. De plus, le Canada et les États-Unis ont décidé de financer à titre volontaire un effectif supplémentaire de 700 soldats. Le Conseil a également modifié le mandat précédent et donné la priorité à la poursuite de la formation des membres de la police nationale haïtienne dans des conditions de sécurité. Le rôle joué

par mon Représentant spécial dans la coordination des activités menées par les organismes des Nations Unies en vue de promouvoir le renforcement des institutions, la réconciliation nationale et le relèvement économique a été souligné.

798. En dépit de la réduction progressive de la présence de l'ONU en Haïti, l'ordre public a été maintenu jusqu'à présent, grâce, en partie, au déploiement de la nouvelle police nationale haïtienne à la fin de février. Toutefois, la force est une institution nouvelle et inexpérimentée, qui continuera d'avoir besoin de l'appui de la communauté internationale dans un avenir prévisible. Des efforts sont faits pour l'aider à se doter d'un personnel de direction et d'encadrement compétent et à acquérir des locaux, du matériel et une formation appropriés.

799. Le processus électoral s'est poursuivi en 1995. Après le premier tour des élections législatives locales, le 25 juin, les scrutins de ballottage se sont déroulés sans heurts les 13 août, 17 septembre et 8 octobre, mais ont été caractérisés par un faible taux de participation. La quasi-totalité des partis politiques non affiliés au mouvement Lavalas au pouvoir ont décidé de ne pas participer à ces élections parce qu'ils estimaient qu'elles étaient contrôlées par ce mouvement. Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure ce boycottage a contribué à faire fléchir la participation électorale car d'autres facteurs ont pu entrer en jeu, notamment la frustration qu'engendre la situation économique, la lassitude des électeurs, l'absence d'éducation civique et le fait que la campagne électorale n'a pas été très dynamique. Les résultats du scrutin ont nettement fait ressortir la victoire du mouvement Lavalas. Le nouveau Parlement s'est réuni en session extraordinaire le 18 octobre et a commencé ses travaux dans des conditions très difficiles, car il ne disposait pas de locaux adéquats ni de personnel de secrétariat qualifié. Sa première décision a été de ratifier le choix de Mme Claudette Werleigh comme Premier Ministre, en remplacement de M. Smarck Michel, qui a remis sa démission le 10 octobre dans le climat de polémique croissante suscité par les propositions de privatisation d'entreprises publiques.

800. En dépit du fait que de nombreux partisans du Président Aristide souhaitaient qu'il continue à exercer ses fonctions trois années de plus pour compenser le temps qu'il avait passé en exil, l'élection présidentielle s'est déroulée sans incident majeur le 17 décembre 1995. Une fois encore, à l'exception du Parti du congrès national des mouvements démocratiques (KONAKOM), les principaux partis non affiliés au mouvement Lavalas ont boycotté l'élection, et le taux de participation a été très faible, avec seulement 28 % des électeurs inscrits. M. René Préval a obtenu 87,9 % des suffrages et a pris officiellement ses fonctions, conformément à la Constitution, le 7 février.

Le fait qu'un président démocratiquement élu a succédé à un président, lui aussi démocratiquement élu, doit être considéré comme marquant une étape importante dans la consolidation de la démocratie en Haïti.

801. Le 3 avril, à la demande du Président Préval, l'Assemblée générale a prorogé le mandat de la composante Nations Unies de la Mission civile internationale en Haïti (MICIVIH) jusqu'au 31 août 1996. Compte tenu de l'amélioration de la situation des droits de l'homme, le mandat de la Mission a été modifié et ses effectifs ont été ramenés à environ un tiers des effectifs antérieurs [32 observateurs de l'ONU et 32 observateurs de l'Organisation des États américains (OEA)].

802. La MICIVIH continue à surveiller la situation des droits de l'homme, à s'informer des éventuels cas de violation et, lorsqu'il y a lieu, à transmettre ses rapports et recommandations aux autorités compétentes. Elle a aidé la Commission de la vérité et de la justice dans ses travaux et aide la police civile de la MINUHA et la police nationale haïtienne à mener leurs enquêtes. La Mission s'attache actuellement à renforcer les principales institutions chargées de la défense des droits de l'homme — la police et les systèmes pénitentiaire et judiciaire — et à promouvoir ces droits par le biais d'un programme d'éducation civique dont le besoin se fait clairement sentir.

803. La démocratie ne pendra pas racine en Haïti et la stabilité du pays sera menacée si le nouveau régime ne peut améliorer les conditions de vie de la population. Malheureusement, le développement prend du retard, à cause de l'inertie de l'administration, principalement. Les ressources financières ne manquent pas : la communauté internationale maintient l'engagement qu'elle a pris de verser plus de 1 milliard de dollars à Haïti au cours des trois prochaines années, montant dont une partie n'est pas subordonnée à l'adoption du programme d'ajustement structurel. Ce qui fait gravement défaut, en revanche, est la capacité d'absorption de cette aide, les ministères étant mal équipés pour élaborer et mettre en oeuvre des programmes économiques et sociaux.

804. En tant qu'organisme chef de file en ce qui concerne l'administration du pays, le PNUD apporte une aide technique dans ce domaine. Des progrès ont été réalisés et il est à espérer que la mise en oeuvre des projets s'accélèrera d'ici la fin de l'année. Cela redonnerait confiance et espoir à la population. On notera que de nombreux organismes des Nations Unies ont inclus le renforcement des institutions dans leurs programmes; c'est le cas notamment de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture (FAO) en ce qui concerne le secteur agricole, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la décentralisation des services sanitaires et de l'Organisation des Nations

Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour l'éducation.

805. Les décaissements prévus par les programmes, les institutions spécialisées et les institutions financières du système des Nations Unies sont de l'ordre de 118 millions de dollars en 1996 et se chiffreront à environ 157 millions de dollars en 1997. Plus de la moitié de ces montants proviendront de la Banque mondiale (67 millions de dollars en 1996 et 80,5 millions de dollars en 1997). Parmi les autres donateurs des Nations Unies, on mentionnera le Fonds monétaire international (FMI) (18 millions de dollars en 1996 et 36 millions de dollars en 1997), le PNUD (environ 30 millions de dollars en 1996-1997, le Fonds d'équipement compris), l'UNICEF (15 millions de dollars en 1996-1997), le PAM (5 millions de dollars en 1996 et 6,5 millions de dollars en 1997), la FAO, l'Organisation panaméricaine de la santé (PAHO/OMS), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'UNESCO. Bien que les investissements étrangers aient été encouragés, les investisseurs continuent de se montrer circonspects.

15. Inde-Pakistan

806. Le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan a continué de surveiller le cessez-le-feu dans le Jammu-et-Cachemire. Je continue à penser qu'il est urgent de rechercher une solution politique à ce problème par le biais d'un dialogue constructif. Le nombre des incidents violents signalés dans la région a considérablement augmenté ces dernières années et le nombre des victimes signalées le long de la ligne de contrôle est resté élevé. Les deux pays ont affirmé qu'ils étaient résolus à respecter la ligne de cessez-le-feu et à résoudre le problème par des voies pacifiques, conformément à l'Accord de Simla de 1972. Je me félicite que les deux gouvernements se soient récemment déclarés prêts à reprendre les pourparlers bilatéraux officiels et j'espère que le climat positif permettra d'accélérer un règlement pacifique des différends qui les opposent, y compris celui concernant le Cachemire. Je reste prêt à apporter toute l'aide que les deux pays jugeront utile à cet égard.

16. Iraq-Koweït

807. Au moment où le régime de sanctions contre l'Iraq entre dans sa septième année, je déplore que ce pays continue de manquer à certaines des obligations que lui imposent les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, bloquant ainsi l'assouplissement ou la levée des sanctions prises à son encontre. Je me félicite toutefois de pouvoir

signaler qu'au cours de l'année écoulée, la situation dans la zone démilitarisée établie de part et d'autre de la frontière entre l'Iraq et le Koweït a été calme. Les patrouilles et les activités de liaison de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK) ont contribué au maintien de cette situation. L'Iraq et le Koweït ont continué à coopérer avec la Mission, fait qui souligne le rôle indispensable que l'Organisation continue de jouer en ce qui concerne le rétablissement de la sécurité dans cette zone stratégique.

808. La période à l'examen a été marquée par des faits majeurs ayant trait aux travaux de la Commission spéciale des Nations Unies, dirigée par M. Rolf Ekéus, et du Groupe d'action de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en ce qui concerne les relations de la Commission spéciale avec le Gouvernement iraquien et les progrès réalisés dans l'obtention d'informations sur les armes nucléaires, biologiques et chimiques et les missiles de longue portée de l'Iraq qui sont interdits, et sur l'élimination de ces matériels. En dépit des progrès réalisés dans l'application de la section C de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, de graves problèmes restent à régler.

809. La Commission spéciale et le Groupe d'action ont pu obtenir de nombreuses informations après le départ d'Iraq du général Hussein Kamel Hassan, ancien dirigeant de la Société d'industrialisation militaire de l'Iraq, chargée des programmes d'armement du pays. En août 1995, l'Iraq a officiellement reconnu que, depuis le début de la mise en oeuvre de la résolution 687 (1991), en avril 1991, il s'abstenait de communiquer à la Commission spéciale et à l'AIEA d'importantes informations sur les armes de destruction massive interdites et les articles connexes en sa possession. L'Iraq s'est engagé à coopérer pleinement avec la Commission spéciale et l'AIEA pour régler les questions en suspens et a, depuis lors, donné de nouvelles assurances à cet égard. Il a aussi fini par admettre ce que la Commission savait depuis quelque temps, à savoir qu'il avait mis en place un programme d'armement à grande échelle prévoyant l'utilisation d'agents biologiques à des fins militaires sur le terrain, juste avant le déclenchement du conflit du Golfe. L'Iraq a également reconnu que son programme d'armement était beaucoup plus important et plus avancé qu'il ne l'avait admis précédemment et qu'il avait effectué des essais en vol de missiles à longue portée équipés d'ogives chimiques.

810. En août 1995, la Commission a réuni en Iraq plus d'un million de pages de documents, de photographies et d'autres matériaux contenant des informations détaillées sur les programmes d'armements proscrits. Depuis lors, l'Iraq a remis un nombre considérable d'autres documents; la Commission a consacré beaucoup d'efforts et des ressources substantielles au traitement et à l'analyse de ces

matériaux, travail qui a donné d'importants résultats et a ouvert de nouvelles pistes d'enquête. Elle continue aussi d'enquêter sur les activités de l'Iraq concernant notamment les missiles interdits, qui posent toujours de graves problèmes.

811. La Commission spéciale et le Groupe d'action ont continué à inspecter les installations irakiennes déclarées et non déclarées. La Commission a tenu un grand nombre de réunions et de séminaires avec le Gouvernement iraquien et d'autres États en vue de régler les questions en suspens relatives aux programmes d'armements interdits de l'Iraq. Le pays a fourni des informations finales sur ces programmes que la Commission et le Groupe d'action sont en train de vérifier. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme d'action que la Commission a établi en collaboration avec l'Iraq en vue de résoudre les questions en suspens relevant de son mandat.

812. En mars, juin et juillet 1996, l'Iraq a refusé d'accorder aux équipes d'inspection de la Commission spéciale un accès immédiat, inconditionnel et sans restriction à des emplacements désignés aux fins d'inspection par la Commission en vertu de son mandat. Dans une déclaration en date du 19 mars 1996, le Conseil de sécurité a qualifié cette attitude de violation manifeste de ses résolutions sur la question et exigé du Gouvernement iraquien qu'il se conforme aux résolutions pertinentes. Le problème s'étant à nouveau posé, le Conseil a adopté la résolution 1060 (1996), le 12 juin, et une nouvelle déclaration de son Président, le 14 juin. Dans cette déclaration, le Conseil affirmait que l'attitude de l'Iraq constituait une violation manifeste et flagrante de ses résolutions et priait le Président exécutif de la Commission spéciale de se rendre à Bagdad, afin de faire en sorte que la Commission ait accès immédiatement, inconditionnellement et sans restriction aux emplacements qu'elle souhaitait inspecter, et d'engager un dialogue prospectif sur d'autres questions.

813. À l'issue de sa visite à Bagdad, le Président exécutif a signé une déclaration conjointe avec le Vice-Premier Ministre de l'Iraq, M. Tariq Aziz. Dans ce texte, l'Iraq s'engageait à faire en sorte que la Commission ait accès immédiatement, inconditionnellement et sans restriction à tous les emplacements qu'elle souhaitait inspecter et la Commission s'engageait à tenir pleinement compte des préoccupations légitimes de l'Iraq en matière de sécurité. Un programme d'action conjoint visant à régler les questions en suspens a été également adopté. En dépit de ces accords, la Commission spéciale s'est heurtée à de graves problèmes, en juillet, lorsque l'Iraq a rendu impossible la conduite des inspections qu'elle devait effectuer conformément à son mandat. La Commission s'est également heurtée à des difficultés lorsqu'elle a voulu vérifier les déclarations faites par l'Iraq en interrogeant des personnes, qui, selon lui,

avaient participé à ses programmes d'armements interdits. L'Iraq a empêché la Commission de rencontrer certaines de ces personnes et tenté d'imposer à la conduite des entretiens des conditions qui, de l'avis de la Commission, leur auraient fait perdre tout intérêt pour la vérification.

814. Le Centre de contrôle et de vérification de Bagdad continue avec succès à appliquer les plans de contrôle et de vérification approuvés dans la résolution 715 (1991) et à appuyer les activités d'inspection de la Commission spéciale et du Groupe d'action visées dans les résolutions 687 (1991) et 707 (1991) du Conseil de sécurité. Le Centre a été rendu techniquement plus performant grâce à l'installation d'un laboratoire de chimie et d'une salle de biologie. La sécurité y a été renforcée. Les équipes internationales chargées du contrôle de toutes les catégories d'armes et de la surveillance aérienne, qui s'appuient dans leurs travaux sur des systèmes de télédétection et de communications perfectionnés, sont en place et travaillent à pleine capacité. La qualité sans faille de l'appui fourni par certains États Membres leur a permis d'effectuer des travaux de haut niveau.

815. L'adoption à l'unanimité, le 27 mars, de la résolution 1051 (1996) — qui met en place un mécanisme de contrôle des exportations et des importations — marque une étape importante vers la pleine application du système de contrôle et de vérification continus mis en place pour veiller à ce que l'Iraq n'acquière pas de nouveau les articles et les moyens qu'on lui a interdit d'acquérir. L'application de cette résolution et de ce mécanisme se poursuit. L'Iraq est déjà tenu de notifier l'acquisition de matériel à application bivalente.

816. Le Gouvernement allemand a continué d'apporter à la Commission spéciale et à l'AIEA un soutien aérien inestimable en fournissant à la fois des avions et des hélicoptères. Cet appui de grande qualité représente l'un des principaux éléments de l'assistance qui leur est fournie et demeure indispensable à l'application de leurs mandats respectifs. Toutefois, le Gouvernement allemand ayant manifesté le souhait d'y mettre fin, la Commission se tourne maintenant vers d'autres gouvernements afin d'obtenir cet appui. Elle compte, dans un très proche avenir, conclure de nouveaux arrangements avec le Gouvernement chilien pour qu'il lui fournisse les hélicoptères dont elle a besoin, ainsi que l'AIEA, pour mener ses opérations en Iraq. Le Chili devrait fournir les hélicoptères en question dans le courant d'août 1996. L'appui fourni par le Gouvernement de Bahreïn au bureau de la Commission spéciale sur le terrain a été remarquable et reste un élément clef du soutien logistique nécessaire à la Commission et à l'AIEA en Iraq. Je tiens à exprimer la gratitude de l'Organisation à ces États Membres ainsi qu'aux autres États Membres qui ont aidé la Commission à s'acquitter de sa

tâche en lui fournissant du personnel spécialisé, du matériel et des ressources financières. Plus de 50 gouvernements ont déjà contribué à titre volontaire à cette importante opération. Il n'en reste pas moins que la situation financière de la Commission, qui est également chargée de financer le personnel et les activités du Groupe d'action, demeure préoccupante.

817. Il y a longtemps que les souffrances de la population civile iraquienne dues au régime des sanctions me préoccupent; c'est pourquoi j'ai saisi toutes les occasions d'exhorter les autorités irakiennes à accepter la mesure humanitaire de caractère provisoire consistant à vendre du pétrole pour acheter des articles de première nécessité, énoncée initialement dans les résolutions 706 (1991) et 712 (1991), puis dans la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité. J'ai engagé des consultations à ce sujet avec le Gouvernement iraquien en juin 1995, et le fait qu'en janvier 1996 il a accepté de mener des négociations officielles sur l'application de la résolution 986 (1995) a constitué pour moi un grand encouragement. J'ai alors demandé à M. Hans Correll, Secrétaire général adjoint et Conseiller juridique de l'Organisation, de mener les pourparlers avec les représentants du Gouvernement iraquien, qui ont commencé à New York, le 6 février 1996. M. Abdul-Amir Al-Anbari, représentant de l'Iraq auprès de l'UNESCO, dirigeait la partie iraquienne.

818. Le 20 mai, un pas important a été fait lorsqu'un mémorandum d'accord sur l'application de la résolution en question a été conclu entre le Secrétariat de l'ONU et le Gouvernement iraquien. Le Président du Conseil de sécurité m'a informé que les membres du Conseil avaient accueilli avec satisfaction la conclusion de ce mémorandum et en félicitaient leurs auteurs. Le 15 juillet, conformément à la résolution, le Gouvernement iraquien a présenté un plan de distribution que j'ai approuvé le 18 juillet, sous réserve qu'il soit appliqué conformément à la résolution 986 (1995) et au mémorandum d'accord et sans préjudice des procédures appliquées par le Comité créé par la résolution 661 (1990). Le 8 août, après plusieurs semaines de débats intensifs, le Comité en question a adopté les procédures qui lui permettront de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent au titre du paragraphe 12 de la résolution 986 (1995).

819. Dans sa résolution 986 (1995), le Conseil de sécurité stipule, eu égard aux conditions exceptionnelles existant dans les trois gouvernorats du nord de l'Iraq, que doit être versée tous les 90 jours au Programme humanitaire interorganisations des Nations Unies une somme de 130 à 150 millions de dollars destinée à compléter la distribution par le Gouvernement iraquien des marchandises importées en vertu de cette même résolution. En conséquence, le Programme humanitaire interorganisations, en étroite

consultation avec les autorités locales, a commencé à recenser des besoins humanitaires dans ces gouvernorats.

820. Dans le sud et le centre de l'Iraq, la distribution de fournitures humanitaires incombe au Gouvernement iraquien, le Programme humanitaire interorganisations des Nations Unies étant chargé, sur la base des dispositions pertinentes de la résolution 986 (1995) et de celles relatives au mémorandum d'accord, de vérifier le volume et la valeur marchande des fournitures humanitaires à distribuer en Iraq et de faire rapport à ce sujet; de faire en sorte que les fournitures en question soient distribuées équitablement; et de s'assurer qu'elles correspondent aux besoins de la population iraquienne et contribuent à améliorer sa situation.

821. L'ONU et d'autres organisations humanitaires ont fait d'importants efforts pour aider les groupes les plus vulnérables de la population iraquienne à satisfaire leurs besoins essentiels dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition, de la santé, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, de l'agriculture et du logement. Toutefois, les contributions versées en réponse à l'Appel global interorganisations des Nations Unies pour l'Iraq portant sur la période comprise entre avril 1995 et mars 1996 demeurent très insuffisantes compte tenu des difficultés auxquelles sont confrontés les enfants, les femmes, les personnes âgées et un nombre croissant de familles indigentes dans le pays. Plusieurs organismes des Nations Unies opérant sur le terrain ont indiqué que les conditions sanitaires et nutritionnelles continuaient à se détériorer et qu'environ 4 millions de personnes, dont la majorité sont des enfants de moins de 5 ans, étaient menacées de graves problèmes physiques et mentaux du fait de la malnutrition.

822. En octobre 1995, afin d'intervenir plus efficacement face à la détérioration de la situation nutritionnelle dans le pays, le PAM a effectué un recensement des personnes qui avaient besoin d'assistance et établi que le nombre de celles qui avaient droit à une aide alimentaire s'élevait maintenant à 2,15 millions. En 1995, les fournitures au titre de l'aide alimentaire s'ont représenté, selon les estimations, que 53 % des quantités distribuées en 1994. De ce fait, les stocks alimentaires ont atteint des niveaux critiques et il a fallu réduire drastiquement les rations distribuées et le nombre de leurs bénéficiaires dans le pays.

823. Les programmes de vaccination financés par l'UNICEF ont porté leurs fruits. Grâce à l'action menée par le Fonds et l'OMS dans tout le pays, environ 3,5 millions d'enfants de moins de 5 ans ont été vaccinés contre la poliomyélite et 2,5 millions contre la rougeole. La campagne contre le tétanos néonatal menée en deux temps dans les régions à haut risque a permis d'atteindre environ un million de femmes en âge de procréer. D'importants progrès ont été réalisés dans la lutte contre les maladies

diarrhéiques, les infections respiratoires et les carences en vitamine A.

824. Le secteur de l'éducation a bénéficié d'une assistance limitée. L'aide consentie pour la réfection du réseau de distribution d'eau et du système d'assainissement, la distribution de fournitures scolaires et de papier, et la fourniture de poêles à pétrole a contribué dans une large mesure à améliorer les conditions dans le milieu éducatif. L'UNICEF a continué de contribuer à la formation pédagogique. L'UNESCO a fabriqué et distribué des bureaux et réparé des salles de classe dans les gouvernorats les plus touchés.

825. Le PNUD a aidé à remettre en état une partie du réseau de distribution d'eau et des installations de traitement des eaux usées à Bagdad et dans les zones rurales. Il a également appuyé des activités intéressant les personnes handicapées et les femmes. Un succès important en 1995 a été l'établissement du premier rapport de l'Iraq sur le développement humain, qui contient des indicateurs du développement économique à ce jour. Le PNUD a également lancé un projet qui doit permettre, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Département des affaires humanitaires, de produire localement du chlore pour la purification de l'eau de boisson.

826. Les activités de réinstallation se sont poursuivies sous la supervision du Département des affaires humanitaires. Avec l'appui d'une trentaine d'organisations non gouvernementales et de programmes bilatéraux, environ 17 000 familles ont pu se réinstaller dans leur village d'origine en 1995.

827. L'insécurité régnant dans les trois gouvernorats du nord du pays a continué d'entraver les activités humanitaires dans les zones frontalières au nord de Dohuk, ainsi que dans certaines zones situées au nord d'Erbil où sévissent des conflits locaux. En décembre 1995, deux gardes des Nations Unies en poste dans le gouvernorat d'Erbil ont été tués par un engin explosif. Le contingent des gardes des Nations Unies en Iraq fournit des services de sécurité et de transmission aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales qui participent au Programme humanitaire interorganisations en Iraq. Ce contingent, qui comptait 150 hommes à la fin de 1995, fournit des services consultatifs au personnel qui s'occupe des opérations de secours, escorte les convois humanitaires et assure la transmission des communications des Nations Unies opérant dans les gouvernorats du nord.

828. Dans une circulaire datée du 31 mai 1996, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires a demandé aux organisations humanitaires et aux États Membres de continuer à participer au financement des

activités de fond du Programme humanitaire, en particulier celles concernant l'assistance alimentaire et la nutrition, la santé de base, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, ainsi que l'éducation et la réinstallation. Un document de synthèse relatif aux activités menées par le Programme pendant la période comprise entre avril 1996 et mars 1997 était joint en annexe à la circulaire en question. Les besoins prioritaires pour la période du 1er juin au 31 août 1996 ont été estimés à 80,5 millions de dollars.

829. Le fait que plus de 600 nationaux koweïtiens et d'autres pays sont toujours portés disparus en Iraq me préoccupe beaucoup et je demande une fois encore à ce pays de s'acquitter pleinement de ses obligations à cet égard. Je loue les efforts concertés du CICR, qui a reçu pour mandat de faciliter le règlement de cette importante question humanitaire, et note avec satisfaction que l'Organisation a été en mesure de s'associer à ses efforts en fournissant les services de sécurité et le soutien logistique voulus pour les réunions tenues, sous la présidence du CICR, au quartier général de la MONUIK situé à la frontière entre l'Iraq et le Koweït, par la Sous-Commission technique de la Commission tripartite qui est chargée de la question des prisonniers de guerre militaires et civils portés disparus et du rapatriement des dépouilles mortelles.

830. La restitution au Koweït des biens qu'il a saisis est une autre des obligations qui incombent à l'Iraq. Depuis mon dernier rapport, cependant, seuls quelques articles supplémentaires ont été restitués. Je m'inquiète en particulier des archives — par nature irremplaçables — des bureaux de l'Émir, du Premier Ministre, du Cabinet et du Ministère des affaires étrangères. Au nombre des articles manquants qui revêtent une importance particulière figurent aussi 8 Mirage F1, 200 véhicules blindés de transport BMP-2, 6 chars M-84, 90 véhicules de transport M-113, 1 batterie de missiles Hawk, 483 batteries de missiles Strila-3, 206 batteries de missiles Osa, et 5 batteries antiaériennes Amon appartenant au Ministère koweïtien de la défense. Mon Coordonnateur pour la restitution par l'Iraq des biens koweïtiens reste à la disposition des parties pour arranger leur restitution et celle de tout autre article.

831. La Commission d'indemnisation des Nations Unies, qui est chargée d'administrer le Fonds d'indemnisation des Nations Unies créé en application du paragraphe 18 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, a continué à examiner plus de 2,6 millions de demandes d'indemnisation déposées par 90 gouvernements et trois organisations internationales représentant des apatrides.

832. En août 1996, seuls 150 000 des 957 902 demandes de la catégorie «A» (réclamations pour cause de départ) n'avaient pas été résolues. La sixième et dernière tranche de réclamation de cette catégorie sera examinée par le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation

en octobre 1996. Le montant total des indemnités versées au titre des réclamations de la catégorie «A» s'élève à 2,9 milliards de dollars. Les 6 011 demandes de la catégorie «B» (réclamation pour cause de préjudice corporel grave ou de décès) ont toutes été réglées et le programme de la Commission d'indemnisation concernant ces demandes a été terminé en décembre 1995. Le comité de commissaires chargé d'examiner les 426 000 réclamations de la catégorie «C» a publié trois rapports sur 130 000 demandes, représentant près d'un milliard de dollars. Au total, près de 4 milliards de dollars ont déjà été versés à titre d'indemnisation à plus d'un million de requérants.

833. Un autre comité de commissaires ad hoc examine actuellement 1 240 000 réclamations de la catégorie «C» présentées globalement par la Banque centrale égyptienne au nom de travailleurs immigrés en Iraq pour non-transfert de fonds. L'an dernier, la Commission a également commencé à évaluer les 10 204 réclamations de la catégorie «D» (pertes individuelles d'un montant supérieur à 100 000 dollars), les 6 150 réclamations de la catégorie «E» (réclamations déposées par des sociétés) et les 256 réclamations de la catégorie «F» (réclamations déposées par des gouvernements). Un comité chargé d'examiner les demandes d'indemnisation déposées par des sociétés s'occupe actuellement de la demande présentée par la Kuwait Oil Company au sujet des frais encourus pour éteindre l'incendie des puits de pétrole après la guerre du Golfe.

834. Malheureusement, seuls les 4 000 requérants de la catégorie «B» (réclamation pour cause de préjudice corporel grave ou de décès) qui ont obtenu gain de cause ont été indemnisés en totalité. Le versement des fonds correspondants, d'un montant total de 13,4 millions de dollars, n'a été possible que grâce à des économies réalisées sur le budget de fonctionnement de la Commission. Le montant restant de 4 milliards de dollars à verser à titre d'indemnités reste impayé, car le Fonds d'indemnisation ne dispose pas de ressources suffisantes à cette fin.

17. Péninsule de Corée

835. J'ai continué à suivre de près l'évolution de la situation dans la péninsule de Corée et je me suis rendu en République de Corée en mars 1996. Comme les années précédentes, je demeure convaincu que toutes les parties concernées devraient continuer à appliquer les dispositions de la Convention d'armistice de 1953 jusqu'à la négociation d'un accord de paix permanent garantissant la paix et la sécurité dans la péninsule. Je me félicite des efforts et des propositions qui sont faits actuellement pour lancer un processus en ce sens. Je note aussi avec satisfaction que l'application de l'Accord-cadre d'octobre 1994 entre la

République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique continue de progresser. Il est à espérer que ces progrès permettront de relancer rapidement le dialogue Nord-Sud et d'aboutir à la réunification pacifique de la péninsule de Corée. Je reste prêt à offrir aux parties les bons offices qu'elles jugeraient utiles à la poursuite du processus susmentionné.

18. Libéria

836. La Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL), créée par la résolution 856 (1993) du Conseil de sécurité en date du 10 août 1993, a pour mandat d'oeuvrer avec le Groupe de contrôle (ECOMOG) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à la mise en oeuvre de l'Accord de paix de Cotonou, signé entre les parties libériennes le 25 juillet 1993. L'année suivante, l'Accord d'Akosombo, puis l'Accord d'Accra, sont venus compléter l'Accord de Cotonou. Ce mécanisme a été remplacé le 19 août 1995 par l'Accord d'Abuja, qui prévoyait la mise en place d'un nouveau Conseil d'État à la tête d'un gouvernement national de transition du Libéria, la proclamation d'un cessez-le-feu, le désarmement et des élections dans les 12 mois à venir. Conformément à l'Accord d'Abuja, le cessez-le-feu est entré en vigueur le 26 août 1995, et le nouveau Conseil d'État, constitué des chefs des principales factions et de représentants des groupes civils, a été installé à Monrovia le 1er septembre.

837. Par sa résolution 1014 (1995) du 15 septembre 1995, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MONUL jusqu'au 31 janvier 1996. Par sa résolution 1020 (1995) du 10 novembre 1995, il a approuvé les propositions formulées dans mon rapport du 23 octobre, qui tendait à modifier le mandat de la MONUL compte tenu de l'Accord d'Abuja et de l'expérience acquise depuis la création de la Mission. En conséquence, la MONUL a été chargée d'exercer ses bons offices afin d'appuyer les efforts déployés par la CEDEAO et le Gouvernement national de transition du Libéria pour appliquer l'Accord d'Abuja; d'enquêter sur les allégations de violations du cessez-le-feu et de contrôler l'application des autres dispositions militaires des accords de paix, y compris au sujet du désengagement des forces, du désarmement et du respect de l'embargo sur les armes; d'aider à appliquer un programme de démobilisation des combattants; d'appuyer les activités d'aide humanitaire; d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et de faire rapport à ce sujet; d'observer et de vérifier que les élections devant se tenir en août 1996 étaient libres et régulières. La MONUL était autorisée à déployer 160 observateurs militaires, implantés dans les mêmes lieux que l'ECOMOG, auquel restait confié le rôle

de coordonnateur de la mise en oeuvre des aspects militaires du processus de paix.

838. Quels qu'aient été les espoirs suscités par la mise en place du Conseil d'État le 1er septembre 1995, le processus de paix au Libéria devait bientôt achopper sur de nouvelles difficultés. En vertu de l'Accord d'Abuja, les factions devaient avoir achevé le désengagement le 26 septembre et se regrouper dans des camps avant le 1er décembre 1995 afin d'amorcer le processus de désarmement et de démobilisation. Ces délais n'ont pas été respectés. En outre, en raison d'une pénurie chronique de ressources logistiques et financières, il n'a jamais été possible de déployer l'ECOMOG dans l'ensemble du pays comme il était prévu dans son plan d'opérations.

839. Dans mon quinzième rapport au Conseil de sécurité sur la MONUL, daté du 23 janvier 1996, je faisais part de ma préoccupation devant ces retards et d'autres subis par la mise en oeuvre de l'Accord d'Abuja. Dans sa résolution 1041 (1996) du 29 janvier, le Conseil a prorogé le mandat de la MONUL jusqu'au 31 mai 1996, et demandé aux parties libériennes de respecter et de mettre en oeuvre intégralement l'Accord d'Abuja, en particulier les dispositions concernant le maintien du cessez-le-feu, le désarmement et la démobilisation des combattants, et la réconciliation nationale.

840. Au cours des premiers mois de l'année, la dégradation du processus de paix au Libéria s'est poursuivie. Les accrochages au sein des diverses factions et entre elles se sont aggravés. Le 1er mars, l'ECOMOG s'est retiré de Tubmanburg à la suite des combats intenses que lui avaient livrés des troupes de la branche du général Roosevelt Johnson du Mouvement uni de libération pour la démocratie (ULIMO-J). Des querelles intestines au sein de l'ULIMO-J et les combats au sein des diverses factions et entre elles ont entraîné une discorde croissante entre les membres du Conseil d'État. De plus, le Conseil lui-même prenait de plus en plus des décisions faisant craindre que certains chefs libériens aient entrepris de tourner les dispositions et mécanismes transitoires prévus dans l'Accord d'Abuja.

841. La tentative d'arrestation du général Roosevelt Johnson par le Conseil d'État, le 6 avril, a provoqué une grave recrudescence des combats entre factions à Monrovia, opposant d'une part le Front national patriotique du Libéria (NPFL) de Charles Taylor et l'ULIMO-K d'Alhaji Kromah, et de l'autre les forces (composées essentiellement de Krahn) de l'ULIMO-J de Johnson, le Conseil pour la paix au Libéria (LPC) et les Forces armées du Libéria (AFL). La capitale a été alors le théâtre de pillages généralisés et de l'anarchie la plus complète. Les hostilités qui ont suivi ont causé la mort de nombreux civils innocents et la destruction de nombreux quartiers de Monrovia, multiplié le nombre des réfugiés et des personnes déplacées. De plus,

la plupart des personnels civils et militaires de la MONUL, de même que le personnel des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, ont été contraints à l'évacuation. Leurs bureaux et leurs entrepôts, comme la majeure partie de Monrovia, ont été totalement pillés par les combattants. Même dans ces conditions, la MONUL a maintenu au Libéria un noyau de 25 personnes indispensables pour aider à relancer le processus de paix.

842. Le 9 avril, le Conseil de sécurité a publié une déclaration du Président, où il se déclarait vivement préoccupé par les combats qui avaient éclaté à Monrovia ainsi que par la détérioration rapide de la situation dans tout le Libéria. Le 18 avril, mon Envoyé spécial, James O. C. Jonah, est arrivé à Monrovia pour épauler l'équipe de médiation de l'ONU et de la CEDEAO qui s'efforçait d'apporter une solution pacifique à la crise, et pour faire le point des perspectives d'avenir du processus de paix et du rôle que l'Organisation pourrait jouer à cet égard. M. Jonah a fait savoir que la remise en oeuvre de l'Accord d'Abuja ne serait pas chose facile, une méfiance profonde s'étant instaurée entre les factions. Il a fait valoir aussi qu'il était indispensable de faire à nouveau de Monrovia une zone de sécurité et, pour le Conseil d'État, de fonctionner dans l'esprit des dispositions transitoires énoncées dans l'Accord d'Abuja.

843. Tandis que s'intensifiaient les efforts diplomatiques suscités par la crise libérienne, le Groupe de contact international pour le Libéria tenait sa première réunion à Genève le 26 avril. Cette réunion, organisée à l'initiative des États-Unis, a permis une rencontre des principaux gouvernements donateurs, de l'ONU, de la CEDEAO, de l'OUA et des organisations internationales s'intéressant au Libéria.

844. Le 29 avril, le conflit ayant connu une brève accalmie, une tentative de réunion du Conseil d'État a tourné court, des combats ayant éclaté entre les forces de l'ULIMO-J et celles du NFPL/ULIMO-K près du Palais exécutif. Les hostilités ont repris de plus belle à Monrovia. Les combattants qui s'étaient repliés aux alentours sont revenus en force dans la ville, obligeant l'ECOMOG à se retirer du centre. Sur l'initiative de Jerry Rawlings, Président de la République du Ghana et Président de la CEDEAO, une réunion au sommet du Comité des Neuf de la CEDEAO a été convoquée pour les 7 et 8 mai à Accra. Il a toutefois fallu la différer, sept des neuf chefs d'État étant absents, et MM. Taylor et Kromah, membres du Conseil d'État, ayant refusé de se rendre à Accra pour y assister.

845. Faute d'une réunion au sommet, les ministres des affaires étrangères de la CEDEAO ont adopté un mécanisme pour ramener le Libéria à l'Accord d'Abuja, par lequel ils ont réaffirmé que l'Accord constituait la seule

base pour rétablir la paix au Libéria, et convenu d'un certain nombre de conditions à remplir par les factions libériennes. La stratégie issue de la réunion d'Accra était la suivante : la CEDEAO donnait deux mois aux chefs des factions libériennes pour remplir certaines conditions essentielles, notamment le retrait des combattants de Monrovia et le redéploiement de l'ECOMOG dans la capitale, la restitution des armes prises à l'ECOMOG et des véhicules et autres matériels dérobés à la MONUL, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales, le rétablissement de Monrovia en tant que zone de sécurité, et la relance du processus de paix d'Abuja. Si les chefs des factions ne montraient pas qu'ils étaient prêts à remplir ces conditions, la CEDEAO réexaminerait son rôle et sa présence au Libéria lors de sa prochaine réunion au sommet, en juillet-août.

846. Le 21 mai, j'ai présenté au Conseil de sécurité un nouveau rapport sur la situation au Libéria, recommandant de proroger de trois mois le mandat de la MONUL en conservant l'effectif déjà réduit, d'appuyer pleinement les recommandations formulées par le Conseil des ministres à Accra, et de renforcer le soutien logistique et financier fourni par la communauté internationale à l'ECOMOG. Je notais que le rôle qui avait été prévu pour la MONUL au Libéria avait été fondé sur l'hypothèse que l'ECOMOG serait en mesure d'assumer les vastes tâches qui lui avaient été confiées. Malheureusement, l'ECOMOG n'avait jamais reçu le personnel et les ressources nécessaires pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses responsabilités. Je notais également qu'au cas où la CEDEAO serait contrainte de décider de retirer l'ECOMOG du Libéria, la MONUL n'aurait d'autre choix que de se dégager aussi.

847. La réunion au sommet de la CEDEAO, précédée d'une réunion des ministres des affaires étrangères, a eu lieu à Abuja les 26 et 27 juillet. J'y étais représenté par mon Envoyé spécial, accompagné de mon Représentant spécial pour le Libéria, Anthony Nyakyi, et d'un expert des questions électorales. Les délibérations ont porté sur la possibilité de tenir des élections avant le désarmement et la démobilisation; la possibilité d'un scrutin à la représentation proportionnelle; l'imposition de sanctions à l'encontre des factions récalcitrantes et de leurs chefs; l'élargissement du rôle joué par la CEDEAO; le renforcement des moyens dont est doté l'ECOMOG; et un réexamen du rôle des Nations Unies. Certains chefs de faction assistant à la réunion au sommet se sont montrés disposés à faire le nécessaire pour que les élections soient libres et régulières. Ils semblaient avoir compris que la communauté internationale ne se fiait plus à leurs déclarations et qu'il leur fallait les traduire en mesures concrètes, notamment pour ce qui était de respecter strictement le cessez-le-feu, le désarmement et la démobilisation, d'assurer le retour des réfugiés

et de donner à l'ECOMOG et à la MONUL la possibilité de s'acquitter de leur mandat.

848. La réunion au sommet de la CEDEAO a en outre donné pour instructions à son Comité des Neuf pour le Libéria d'organiser le 18 août au plus tard une réunion pour reprendre les délibérations sur les questions restées en suspens : a) la reconstitution du Conseil d'État, dont le comportement laissait à désirer et avait été critiqué par plusieurs responsables de la CEDEAO; b) la signature de l'accord, depuis longtemps en suspens, sur le statut de l'ECOMOG au Libéria; c) la révision et la réactivation de l'Accord d'Abuja, assorties d'un nouveau calendrier de mise en oeuvre; d) les sanctions à imposer aux chefs de faction récalcitrants; et e) les conditions, la date et les modalités à retenir pour les élections.

849. Au début du mois de juillet 1996, à la suite des combats qui s'étaient déroulés, on comptait au Libéria 150 000 morts, plus de 500 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et près de 800 000 réfugiés dans les pays avoisinants. Lors de la signature de l'Accord d'Abuja en août 1995, les organismes internationaux de secours avaient pensé que la paix exigerait un effort intense d'aide humanitaire pendant un an au moins, alors que les réfugiés et les déplacés à l'intérieur du pays commençaient à envisager de rentrer chez eux. C'est l'hypothèse sur laquelle était fondé l'appel global interorganisations pour le Libéria lancé par le Département des affaires humanitaires en octobre 1995, dont le but était de mobiliser 110 millions de dollars pour des activités d'aide humanitaire. L'accord de paix avait également fait de la démobilisation une priorité. Pour parvenir à démobiliser les combattants, ce qui, à bien des égards était la pierre angulaire du programme défini dans l'accord de paix, il fallait, si l'on voulait que la paix dure, des efforts concertés et coordonnés de l'ensemble des organismes de secours.

850. En octobre 1995, j'avais demandé au Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de se rendre au Libéria pour tenter de mobiliser l'attention de la communauté internationale en faveur de cette situation d'urgence oubliée. Un mois plus tard, un Coordonnateur des Nations Unies pour les activités humanitaires au Libéria a pris ses fonctions à Monrovia à la tête du Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire.

851. Toujours en octobre, afin de soutenir le processus de paix et de ne pas laisser s'émousser l'optimisme qu'il avait suscité au sens de la communauté internationale, j'ai décidé de convoquer une conférence de donateurs qui offrirait l'occasion d'épauler trois aspects cruciaux de ce processus : l'appui à l'ECOMOG, la démobilisation et les programmes humanitaires. Le 27 octobre, une réunion des États Membres, coprésidée par moi-même, par Jerry Rawlings, Président du Ghana, et par Wilton Sankawolo, Président du

Conseil d'État du Libéria, a été convoquée pour s'occuper de ces questions. Cette réunion a été jugée fructueuse, mais n'a pas permis de réunir les contributions voulues.

852. Les hostilités ayant repris à Monrovia en avril 1996, il a fallu évacuer la quasi-totalité du personnel chargé des secours. N'ont pu rester sur place que 15 fonctionnaires internationaux de l'Organisation des Nations Unies chargés d'activités humanitaires, dont le Coordonnateur des Nations Unies pour les activités humanitaires et plusieurs de ses collaborateurs, qui ont travaillé en coopération étroite avec leurs collègues des organismes des Nations Unies, notamment du PAM et d'autres, ainsi qu'avec un petit nombre d'organisations non gouvernementales internationales et locales, pour évaluer les incidences des combats sur les populations civiles, puis faire parvenir une aide à ceux qui en avaient besoin.

853. Les tâches qui attendent maintenant les organismes de secours consisteront à procéder à une évaluation complète des incidences des combats, à relancer les opérations de secours dans l'intérieur du pays, et à réviser les plans de démobilisation et de réintégration. C'est ce qu'ils s'emploient à faire dans des conditions de sécurité minimale dans le meilleur des cas, alors que les organismes et les donateurs, qui ont vu leur matériel humanitaire entièrement pillé par les factions, à deux, et parfois trois reprises, sont très inquiets quant à l'avenir des activités de secours au Libéria. Les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales ont décidé, en attendant l'amélioration des conditions de travail, de ne fournir que des services essentiels bien ciblés.

19. Moyen-Orient

854. Pendant la période considérée, une série de faits nouveaux ont mis en lumière à la fois les difficultés qui subsistaient et la volonté qu'avaient les parties de poursuivre dans la voie de la paix. L'ONU a concentré ses efforts sur le soutien, politique et économique, au processus engagé, aidant à consolider les acquis des négociations et à jeter les fondements d'une paix durable dans la région.

855. Après la signature par Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le 28 septembre 1995, de l'Accord intérimaire a commencé au mois de novembre le redéploiement des forces israéliennes, qui a été mené à son terme dans plusieurs grandes villes de Cisjordanie et dans de nombreuses autres localités, parfois en avance sur le calendrier prévu. La passation des pouvoirs aux Palestiniens s'est opérée à divers degrés dans un certain nombre de secteurs, par exemple, l'administration locale et le commerce, et la police palestinienne a été mise en place sans heurts. Il faut particulièrement retenir le remarquable

événement qu'a été la tenue, le 20 janvier 1996, des premières élections palestiniennes. J'ai applaudi à cette consultation qui a marqué une étape décisive, progrès considérable vers la réalisation des droits inhérents du peuple palestinien et solide fondement de l'autodétermination.

856. Mais les pourparlers de paix ont aussi été jalonnés d'épisodes tragiques, à commencer par l'assassinat le 4 novembre 1995 à Tel-Aviv, au cours d'un rassemblement pour la paix, du Premier Ministre israélien, Itzhak Rabin (aux obsèques duquel j'ai représenté l'ONU). En février et mars, le monde a de nouveau assisté avec effarement à quatre attentats suicides à la bombe qui ont fait 60 morts et des centaines de blessés en Israël. J'ai condamné cette flambée terroriste avec la plus grande force, en exhortant la communauté mondiale à unir ses efforts contre des agissements aussi méprisables; au Sommet des artisans de la paix organisé par la suite à Sharm el-Sheikh (Égypte) et auquel j'ai assisté sur l'invitation du chef de l'État égyptien, M. Hosni Mubarak, et du Président Clinton, j'ai marqué que j'approuvais sans réserve les décisions prises par les participants et fait savoir que l'ONU était toute disposée à prêter son concours sur les plans juridique et pratique pour aider à leur donner effet.

857. Le bouclage prolongé de la Cisjordanie et de Gaza, par lequel Israël pensait à ce moment-là empêcher de nouveaux attentats terroristes, a polarisé l'attention internationale, en raison de ses répercussions brutales sur l'économie palestinienne. Dans une lettre datée du 28 mars, j'ai vivement engagé le Premier Ministre israélien, M. Shimon Pérès, à envisager de revenir sur cette mesure, au moins progressivement, afin que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) puisse reprendre normalement son assistance aux Palestiniens réfugiés. Le Conseil de sécurité a examiné la question lors d'une séance convoquée le 15 avril 1996.

858. Les organismes des Nations Unies, suivant les orientations générales définies par le Coordonnateur spécial dans les territoires occupés, M. Terje Rod Larsen, ont continué d'aider les Palestiniens. Un dispositif de coordination a été établi sur place pour faciliter le décaissement des fonds d'assistance. Certains résultats ont pu être obtenus en matière de création d'emplois, mise en place de structures et d'éléments d'infrastructure et formation de la police. Mais la dynamique a été en partie brisée lorsqu'Israël a isolé la Cisjordanie et Gaza et il a fallu redoubler d'efforts pour pouvoir simplement préserver ce qui avait été accompli.

859. Afin d'essayer de pallier à la désorganisation économique et sociale qui bouleversait la vie des Palestiniens, le Coordonnateur spécial a établi à la fin du mois de

mars, avec le concours de l'autorité palestinienne, du Gouvernement israélien et des principaux donateurs, un plan humanitaire d'urgence. Ce plan, qui a été immédiatement mis en application, était conçu pour créer des emplois, lancer des projets et recueillir des moyens de financement, de façon à atténuer les graves difficultés et les pertes créées par le bouclage.

860. Le siège de l'UNRWA a été transféré le 15 juillet de Vienne à Gaza. Cela lui permettra d'assurer une coordination beaucoup plus étroite avec les opérations sur le terrain et d'être davantage en contact avec ceux auxquels s'adressent ses services, les réfugiés palestiniens.

861. La situation au Sud-Liban, toujours occupé par Israël, est restée tendue et instable. Les forces de défense israéliennes et des éléments armés, en premier lieu la Résistance islamique, qui ont proclamé leur farouche volonté de lutter contre l'occupation, ont continué de s'affronter. Des civils des deux camps se sont trouvés à plusieurs reprises pris pour cible. J'ai instamment demandé aux parties d'agir avec plus de modération, pour éviter l'escalade qui a toutes les chances de se produire lorsque chaque camp obéit autant à la dynamique locale qu'à des considérations stratégiques. La Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) a continué quant à elle de faire de son mieux pour circonscrire le conflit et protéger la population de ses effets.

862. La tension n'a cessé de monter le long de la frontière israélo-libanaise durant les mois de février et mars. Les combats se sont intensifiés au Liban et le bilan des morts et blessés s'est alourdi dans les deux camps. Les forces israéliennes ont été particulièrement touchées : le 4 mars, une bombe posée sur le passage d'une de leurs unités a fait quatre morts et neuf blessés; le 20 mars, un officier a été tué et cinq autres blessés lorsqu'un commando suicide s'est jeté sous un de leurs convois au Sud-Liban. Des attentats suicides à la bombe, revendiqués par le Hamas palestinien, étaient aussi commis dans le même temps en Israël même — le 30 mars, après que deux civils eurent été tués au Liban par des tirs de missiles israéliens, des roquettes ont été tirées de ce pays en direction d'Israël; le 9 avril, à la suite de la mort d'un jeune tué au Sud-Liban par l'explosion d'un engin antipersonnel, des éléments armés ont de nouveau tiré des roquettes vers Israël, où elles ont provoqué des dégâts matériels et fait des blessés, pour la plupart légers.

863. La situation s'est particulièrement aggravée en avril. Du 11 au 26, l'artillerie israélienne a pilonné le Sud-Liban, tandis que l'aviation lançait des raids jusqu'à Beyrouth et la vallée de la Beka'a, bombardant les villages dans la zone de la FINUL et tout autour. Des éléments armés ont riposté en tirant plus d'un millier de roquettes contre les positions israéliennes au Liban et des cibles en territoire israélien,

provoquant des dégâts humains et matériels. Inquiet de cette dangereuse recrudescence des hostilités, j'ai instamment engagé les parties à se modérer et à respecter toutes les résolutions du Conseil de sécurité concernant la région. Le Conseil a examiné la situation lors d'une séance convoquée le 15 avril.

864. Les affrontements au Liban ont fait des centaines de morts et de blessés dans la population civile et provoqué l'exode de centaines de milliers de personnes. Des dizaines de villages ont été détruits ou endommagés; des routes, ponts et autres éléments d'infrastructure pris pour cible ont été démolis ou mis hors d'état de servir. Plus de 5 000 personnes ont cherché refuge auprès de la FINUL. À un moment où une multitude de civils étaient venus se placer sous la protection de celle-ci, plus de 100 d'entre eux ont été tués et des centaines d'autres blessés lorsque, le 18 avril, le quartier général du bataillon fidjien, dans le village de Qana, s'est trouvé sous le feu israélien.

865. J'ai éprouvé une extrême inquiétude devant le bombardement des positions fidjiennes, comme je le ferais dans n'importe quelles circonstances où une force de paix des Nations Unies serait prise pour cible. Devant la gravité des événements de Qana, j'ai immédiatement demandé à mon conseiller militaire, le général Franklin van Kappen, de se rendre au Liban pour faire la lumière sur ces bombardements; j'ai ensuite présenté les résultats de son enquête et les observations d'Israël au Conseil de sécurité.

866. Le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1052 (1996), adoptée le 18 avril, a demandé la cessation immédiate des hostilités, par toutes les parties, en approuvant l'action diplomatique menée à cet effet; il a aussi demandé à toutes les parties intéressées de ne pas compromettre la sécurité et la liberté de circulation de la FINUL, celle-ci devant pouvoir s'acquitter de son mandat sans entrave ni ingérence aucunes. De son côté, l'Assemblée générale réunie pour la reprise de sa cinquantième session, a adopté à la demande des pays non alignés, au titre du point de l'ordre du jour consacré à la situation au Moyen-Orient, une résolution (50/22 C) concernant les «Attaques militaires israéliennes contre le Liban et leurs conséquences».

867. Les combats ont cessé à la suite de l'annonce, le 26 avril, d'un accord de cessez-le-feu, qui marquait l'aboutissement d'intenses efforts diplomatiques, en particulier de la part des États-Unis et de la France. Les groupes armés opérant au Liban se sont engagés à ne plus lancer d'attaques contre Israël, lequel a de son côté assuré qu'il ne prendrait plus d'objectifs civils pour cible au Liban. L'accord a aussi créé un groupe d'observations composé des États-Unis, de la France, d'Israël, du Liban et de la République arabe syrienne; j'ai prescrit à la FINUL d'apporter son concours à cet organe, qui a demandé à tenir ses réunions dans les quartiers de la Force à Naqoura.

J'ai été très satisfait de la conclusion de l'accord, qui peut contribuer à la protection des civils et freiner les parties. J'espérais vivement, comme je l'ai dit alors, que le retour au calme favoriserait la négociation et l'aboutissement à un règlement général de paix qui écarte le risque d'autres événements tragiques. La situation au Sud-Liban est redevenue relativement normale depuis la fin d'avril et les personnes déplacées ont pu regagner leurs foyers. Mais les éléments armés et les forces israéliennes continuent néanmoins de s'affronter.

868. Pendant toute la durée des combats, la FINUL a continué de faire de son mieux pour protéger la population civile et lui apporter une aide humanitaire. Elle a patrouillé toujours aussi sérieusement, malgré les bombardements israéliens et les harcèlements venant des deux camps, la zone dont elle est responsable. Elle a organisé des convois pour les civils qui voulaient quitter leur village, approvisionné ceux qui voulaient rester et hébergé, nourri et pourvu en médicaments les personnes venues chercher refuge dans ses camps et quartiers.

869. Le Gouvernement libanais ayant demandé le 13 avril à l'ONU de préparer et de lancer un appel international à l'assistance, le Département des affaires humanitaires, dans un appel de premier secours diffusé une semaine plus tard, a sollicité 8,6 millions de dollars d'aide d'urgence pour les 20 000 familles les plus éprouvées, soit 100 000 à 120 000 personnes parmi les 400 000 que les combats avaient contraints à l'exode. La communauté internationale s'est dans l'ensemble montrée réceptive, s'engageant à verser quelque 13 millions de dollars. Deux avions affrétés par le Département ont livré les 20 et 21 avril à Beyrouth 250 000 dollars de secours fournis par le Gouvernement italien — couvertures, troussees médicales d'urgence, jerricanes, ustensiles de cuisine, réservoirs à eau, pompes à eau, groupes électrogènes; la plus grande partie de ce matériel a été transportée à la base logistique de la FINUL et à Tyr pour distribution aux populations éprouvées.

870. La mission de la FINUL que le Conseil de sécurité a établie par sa résolution 425 (1978) et des résolutions ultérieures et qu'il a réaffirmée dans sa résolution 1068 (1996) du 30 juillet, est de confirmer le retrait des forces israéliennes, de rétablir la paix et la sécurité internationales et d'aider à la restauration de l'autorité effective du Gouvernement libanais sur la zone sud. Les événements de cette année ont mis en lumière les obstacles qui depuis si longtemps empêchent la FINUL de mener à bien sa mission. Comme toujours, les parties n'ont pas fait preuve d'autant de bonne volonté qu'il l'aurait fallu et aucune influence ne s'est vraiment exercée sur elles pour les y amener. La FINUL a fait tout ce qu'elle pouvait dans ces conditions pour circonscrire les affrontements et protéger la population civile. Mais précisément parce qu'elle est une

force de paix, elle est impuissante lorsqu'une partie est bien décidée à recourir à la force des armes. Comme l'avait demandé le Conseil dans sa résolution 1006 (1995), l'administration et l'intendance de la Force ont été élaguées; cette réorganisation, qui s'est achevée en mai 1996, devrait se traduire directement par une réduction des frais de personnel de l'ordre de 10 millions de dollars par an.

871. La Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) a continué de surveiller la séparation entre les forces israéliennes et syriennes et la limitation des armements et des effectifs prévus dans l'accord de dégagement de 1974. Avec la coopération des deux parties, elle a pu accomplir sa tâche et le calme a régné dans sa zone d'opération. Comme je l'avais indiqué dans mon rapport du 28 mai, j'ai dû, puisque l'ONU reste à court de moyens financiers, chercher des moyens de réduire les dépenses des opérations de paix, et entre autres celles de la FNUOD. Cette force a été élaguée par deux fois depuis 1992; avec des effectifs et un budget réduits de plus de 20 %, c'est maintenant une structure qui opère avec un minimum de moyens qu'elle exploite au maximum. Si cela a pu se faire, c'est en grande partie grâce à la bonne volonté qu'Israël et la République arabe syrienne ont largement manifestée dans leurs rapports avec elle. Toutes les possibilités de nouvelles économies seront recensées avec attention et mises à profit.

872. L'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), la première et donc la plus ancienne des opérations de paix des Nations Unies, établi il y a plus de 48 ans, a continué d'aider la FNUOD et la FINUL à accomplir leur mission et maintient un petit effectif en Égypte. L'ONUST a été progressivement élaguée et devrait bientôt être ramené à un effectif qui permettra de réduire de plus de 20 % son budget annuel.

873. Les négociations régionales sur des questions comme la coopération économique, l'environnement, les réfugiés et les ressources en eau se sont poursuivies et un faisceau de projets communs a été établi entre les pays. L'ONU s'associe activement, en tant que partenaire extérieur mais à part entière, à ces activités.

20. Myanmar

874. L'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme m'ayant demandé de prêter mes bons offices, j'ai continué de m'entretenir avec le Gouvernement du Myanmar des diverses questions qui préoccupent la communauté internationale, en particulier de la démocratisation et de la réconciliation dans ce pays. Mes représentants ont eu en avril et en juin, à New York et à Bangkok respectivement, des entrevues avec le Ministre des affaires étran-

gères, mais le Gouvernement n'a pas accepté que des entretiens aient lieu à Yangon, comme je l'avais demandé.

875. Tout en notant avec beaucoup de satisfaction que le Gouvernement du Myanmar se déclare prêt à poursuivre le dialogue avec moi et mes représentants, je suis déçu de constater qu'il n'y a pas eu de progrès sur les questions qui préoccupent l'Assemblée générale. Je compte bien avoir des entretiens dans le pays avant de présenter mon rapport à l'Assemblée générale réunie pour sa cinquante et unième session.

21. Nigéria

876. L'annulation des résultats de l'élection présidentielle de 1993 au Nigéria a marqué le début de la tension politique et de l'affrontement entre le Gouvernement nigérian et ses opposants. En 1995, un certain nombre de militaires et de civils ont été condamnés pour leur participation à ce que le Gouvernement a qualifié de tentative de coup d'État. J'ai dépêché un envoyé spécial pour convaincre le Gouvernement de commuer les peines, ce qu'il a accepté de faire. Entre-temps, un certain nombre de Nigériens de la région Ogoni étaient traduits en justice en application de la loi sur les troubles civils (Tribunal spécial). Neuf d'entre eux, dont l'écrivain et militant des droits de l'homme Ken Saro-Wiwa, ont été condamnés à mort et exécutés, malgré les appels à la commutation de leur peine venant du monde entier. Ces exécutions ont été condamnées par la communauté internationale et ont conduit à l'adoption de la résolution 50/199 de l'Assemblée générale.

877. En application de cette résolution et compte tenu de la demande du Gouvernement nigérian, j'ai dépêché une mission dirigée par le juge Atsu-Koffi Amega, ancien Président de la Cour suprême et ancien Ministre des affaires étrangères du Togo. Les autres membres de la mission étaient le juge V. A. Malimath, membre de la Commission nationale des droits de l'homme de l'Inde, et M. John P. Pace, Chef du Service de la législation et de la prévention de la discrimination du Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat. La mission a séjourné au Nigéria du 28 mars au 13 avril 1996. Son rapport, qu'elle a remis le 23 avril, traitait des deux principales questions relevant de son mandat : les procès et le programme de transition pour le rétablissement d'un régime civil et démocratique.

878. En ce qui concerne les procès, qui se sont déroulés sous l'empire de la loi sur les troubles civils (Tribunal spécial), la mission a recommandé l'abrogation de ladite loi ou, à défaut : a) la suppression des dispositions prévoyant qu'un membre des forces armées en service actif siège au Tribunal spécial et enlevant compétence aux tribunaux pour

réexaminer les décisions du Tribunal spécial; et b) l'insertion de dispositions stipulant que les membres du Tribunal spécial sont nommés sur la recommandation du Président de la Cour suprême du Nigéria, que la déclaration de culpabilité et la sentence doivent être confirmées par la Cour d'appel du Nigéria et non par le Conseil provisoire de gouvernement et que les décisions du Tribunal spécial sont susceptibles d'appel devant la Cour suprême du Nigéria.

879. Pour ce qui est du programme de transition, la mission a recommandé de libérer tous les prisonniers politiques qui étaient détenus en application du décret No 2 de 1984 et d'amnistier les personnes ayant été condamnées pour des délits politiques. Elle a également recommandé de renforcer les comités et les commissions qui ont été établis dans le cadre du programme en y englobant des personnes représentant les différents courants d'opinion; d'inviter une équipe internationale d'observateurs à suivre l'exécution du programme; d'examiner tous les décrets promulgués par le gouvernement militaire dans le but d'abroger ceux qui violent les dispositions de la Constitution relatives aux droits de l'homme; de veiller à ce que les ordonnances et jugements des tribunaux soient promptement exécutés par le Gouvernement; de lever les restrictions imposées aux associations politiques et professionnelles; et d'éliminer les restrictions à la liberté d'expression.

880. J'ai dépêché mon Envoyé spécial, M. Lakhdar Brahimi, à Abuja, où il est resté du 10 au 14 avril. Il a remis le rapport de la mission d'établissement des faits au chef de l'État nigérian, le général Sani Abacha, qu'il a instamment prié d'appliquer les recommandations de la mission. Dans une lettre qu'il m'a adressée le 21 mai, le conseiller spécial du chef de l'État nigérian m'a indiqué les mesures que prenait le Gouvernement pour donner suite à certaines des recommandations. J'ai dépêché un nouvel Envoyé spécial, le Sous-Secrétaire général, M. Lansana Kouyate, à Abuja, du 26 au 28 juin, puis les 9 et 10 août pour poursuivre les consultations avec le Gouvernement. Je suis convaincu que l'application des recommandations figurant dans le rapport de la mission, en particulier celles ayant trait à la libération des prisonniers politiques et au respect des droits de l'homme et des libertés politiques, favorisera la réconciliation nationale et encouragera les Nigériens de toutes tendances politiques à prendre part au programme de transition et au processus démocratique dans leur pays.

22. Bougainville (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

881. Je me félicite que les pourparlers des dirigeants de Bougainville se soient tenus à Cairns (Australie) du 14 au 18 décembre 1995, avec la participation de personnalités

politiques de l'île. À la demande du Premier Ministre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et avec l'accord des deux parties au conflit, mon représentant et celui du Secrétaire général du Commonwealth ont participé aux pourparlers. Dans une déclaration commune et un ordre du jour adoptés lors de la réunion, les deux délégations se sont mises d'accord sur le calendrier et les modalités d'un dialogue qui, sous réserve de l'accord du Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, devait aboutir à une nouvelle série de négociations à Bougainville en 1996. Les délégations de Bougainville ont également accepté de favoriser la mise en oeuvre d'un programme de reconstruction et de redressement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'un programme de vaccination du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

882. Malheureusement, les pourparlers de Cairns n'ont pas été suivis d'effet, leurs résultats n'ayant pas été entérinés par le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Depuis le début de l'année, les tensions ont été exacerbées par une série d'incidents à l'issue desquels le Gouvernement a finalement annoncé qu'au vu de la multiplication des attaques perpétrées par l'Armée révolutionnaire de Bougainville, il levait le cessez-le-feu techniquement en vigueur depuis septembre 1994. Cette détérioration de la situation à Bougainville a eu des répercussions sur les Îles Salomon. Je saisis cette occasion pour me dire à nouveau persuadé que seul un règlement politique pourra mettre fin au conflit de Bougainville. Pour ma part, je reste disposé à prêter mon concours afin de favoriser la reprise du processus de paix.

23. Rwanda

883. Pendant l'année passée, la situation a été relativement calme et stable au Rwanda. Le pays a fait des progrès considérables depuis le génocide et la fin de la guerre civile en juillet 1994. Au début de l'année 1996, il avait retrouvé 80 % de ses capacités d'avant guerre au plan de la vaccination des enfants, de l'assainissement, de l'approvisionnement des villes en eau et des soins de santé, 75 % au plan de la production industrielle, et 60 % au plan des transports publics, de l'enseignement primaire et de l'enseignement supérieur. La production agricole se situait à environ 80 % de son niveau d'avant 1994; néanmoins, une mission d'évaluation réalisée en juin 1996 par le PAM et la FAO a fait apparaître que 576 000 personnes nécessiteraient une aide alimentaire supplémentaire pendant le reste de l'année. Le Gouvernement, bien que les ressources humaines et matérielles fassent cruellement défaut, a pris d'importantes mesures concernant les établissements humains et le logement, la remise en état des infrastructures, l'aide aux groupes de population vulnérables et l'amélioration des

conditions de vie générales, en particulier dans les communes où vivaient la majorité des Rwandais et dont la plupart des réfugiés sont originaires.

884. Il reste encore toutefois d'importants défis à relever pour lesquels l'aide de la communauté internationale est vitale : le rapatriement, la réinstallation et la réinsertion de 1,7 million de réfugiés; la progression sur la voie de la réconciliation nationale; le rétablissement de l'appareil judiciaire national; l'amélioration des conditions dans les prisons; la prise de mesures efficaces pour empêcher les activités de déstabilisation; et la répartition équitable de l'aide.

885. À la demande du Gouvernement et conformément à la résolution 1029 (1995) du Conseil de sécurité, en date du 12 décembre, les effectifs de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) ont été réduits, puis la Mission s'est retirée du pays par suite de l'expiration de son mandat le 8 mars 1996. En application de la résolution 50/58 L de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1995, j'ai engagé avec le Gouvernement et les organismes compétents des Nations Unies des consultations sur la nature et le rôle d'une présence des Nations Unies au Rwanda après le départ de la MINUAR.

886. Il y a eu quelques heurts entre la MINUAR et le Gouvernement, bien que les relations soient en général demeurées bonnes pendant les trois derniers mois du mandat de la Mission. Parmi les points de friction, on peut citer la liquidation du matériel et des avoirs de la MINUAR ainsi que la volonté du Gouvernement d'assujettir à divers types de taxes les entrepreneurs fournissant des biens et des services à l'usage exclusif de la MINUAR. Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques s'est rendu à Kigali du 19 au 24 avril 1996 pour aider à mener à bonne fin les négociations sur ces questions qu'avait engagées mon Représentant spécial pour le Rwanda, M. Shaharyar Khan. En ce qui concerne la liquidation du matériel de la MINUAR, le Gouvernement, après avoir inspecté les divers articles, a décidé de les accepter. Toutefois, la question des taxes n'est toujours pas résolue.

887. Lors de ses consultations avec les autorités rwandaises, le Secrétaire général adjoint a rappelé que le Conseil de sécurité avait accueilli favorablement la lettre du Ministre des affaires étrangères du Rwanda, en date du 1er mars, dans laquelle étaient décrites les fonctions que le Gouvernement rwandais souhaitait voir l'Organisation des Nations Unies exercer au Rwanda après le départ de la MINUAR et qui indiquait notamment que le Gouvernement acceptait la proposition tendant à maintenir un bureau des Nations Unies au Rwanda. C'était sur cette base que, dans sa résolution 1050 (1996) du 8 mars, le Conseil de sécurité m'avait engagé à maintenir un tel bureau en vue d'appuyer les efforts faits par le Gouvernement rwandais pour

promouvoir la réconciliation nationale, renforcer l'appareil judiciaire, faciliter le retour des réfugiés et remettre en état l'infrastructure du pays, ainsi que de coordonner l'action menée à cette fin par les Nations Unies.

888. À la demande du Gouvernement, le Secrétaire général adjoint a apporté des éclaircissements au sujet des modalités de fonctionnement de ce bureau, notamment la durée de son mandat, ses effectifs et ses ressources ainsi que les fonctions que son chef serait appelé à exercer. Ces éclaircissements figurent dans l'additif à mon rapport sur l'application de la résolution 1050 (1996) du Conseil de sécurité. Le 23 avril, le Gouvernement a décidé de confirmer qu'il acceptait un bureau des Nations Unies pour une période initiale de six mois. Il n'était, toutefois, pas disposé à approuver la proposition tendant à ce que le bureau poursuive l'exploitation de la station de radiodiffusion des Nations Unies qui avait joué un rôle très constructif du temps de la MINUAR. À la place, il offrait trois heures d'antenne chaque jour sur la radio nationale. Le Secrétariat examine actuellement cette proposition. Je déplore que malgré les consultations qui n'ont cessé d'être menées avec le Gouvernement, les conditions ne soient pas encore réunies pour l'ouverture du bureau des Nations Unies.

889. J'ai, à plusieurs reprises, appelé l'attention du Conseil de sécurité sur l'impact négatif des menées subversives d'éléments des anciennes forces gouvernementales rwandaises et des miliciens *interahamwe*, qui compromettent les efforts déployés par le Gouvernement pour rétablir la sécurité dans le pays et normaliser la situation politique interne ainsi que ses relations avec les pays voisins. Les zones limitrophes du Zaïre sont les plus touchées par les tentatives de déstabilisation et les contre-mesures prises par le Gouvernement. Ces menées subversives contribuent à entretenir la tension dans la partie occidentale du Rwanda où, selon le Gouvernement, de nombreux éléments infiltrés les coordonnent et où les actes de sabotage et les poses de mines terrestres se sont multipliés.

890. En particulier, les attaques perpétrées contre des survivants du génocide ont considérablement augmenté pendant le premier semestre de 1996. Quatre-vingt-dix-huit attaques de ce genre, qui se sont soldées par la mort d'au moins 85 personnes, ont été signalées. Dans plusieurs cas, les attaquants, qui s'étaient réunis en grand nombre, ont systématiquement pris pour cible des communautés de survivants du génocide et des réfugiés de la première heure. D'après l'Opération pour les droits de l'homme au Rwanda, dans la grande majorité des cas, les attaquants étaient d'anciens membres des forces armées rwandaises, des miliciens *interahamwe* ou des insurgés opposés au Gouvernement rwandais.

891. En application de la résolution 1013 (1995) du Conseil de sécurité, en date du 7 septembre, j'ai établi une

commission internationale d'enquête que j'ai chargée de vérifier les informations faisant état de la fourniture d'une instruction militaire et d'armes aux anciennes forces gouvernementales rwandaises. La Commission, qui est composée de six membres et qui est basée à Nairobi, s'est rendue au Burundi, au Rwanda, aux Seychelles et au Zaïre dans l'accomplissement de son mandat. Dans un rapport intérimaire daté du 29 janvier 1996, elle a conclu que des Rwandais recevaient une instruction militaire en vue d'effectuer des incursions déstabilisatrices au Rwanda. Dans un deuxième rapport daté du 14 mars, elle a conclu qu'il était hautement probable que l'embargo sur les armes imposé par l'ONU avait été violé et que plus de 80 tonnes de fusils, de grenades et de munitions avaient été transportées jusqu'à l'aéroport de Goma (Zaïre) les 17 et 19 juin 1994, puis remises aux forces gouvernementales rwandaises qui se trouvaient alors à Gisenyi (Rwanda). Si tel était bien le cas, la Commission estimait que le Gouvernement zaïrois ou certains de ses membres s'étaient, au moins dans ce cas précis, rendus complices de cette violation.

892. Se fondant sur ses constatations, la Commission a proposé un certain nombre de mesures spécifiques en vue de dissuader quiconque de chercher à l'avenir à vendre ou à fournir des armes aux anciennes forces gouvernementales rwandaises et d'encourager la poursuite des enquêtes sur les violations présumées avoir été commises dans le passé. Dans sa résolution 1053 (1996) du 23 avril, le Conseil de sécurité m'a prié, afin d'assurer un élément de dissuasion et de contrôle jusqu'à ce qu'une solution à plus long terme puisse être trouvée, de maintenir la Commission d'enquête à titre intérimaire en vue de poursuivre les contacts avec les gouvernements des États de la région des Grands Lacs, de veiller au suivi des enquêtes, de répondre à toute nouvelle allégation de violation et de me présenter des rapports périodiques sur l'évolution de la situation concernant l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

893. Le Conseil de sécurité m'a également prié de consulter les États voisins du Rwanda, en particulier le Zaïre, au sujet de la possibilité de déployer des observateurs des Nations Unies sur les terrains d'aviation et aux points de passage des frontières afin d'assurer une meilleure application de l'embargo sur les armes et de dissuader quiconque de livrer des armes aux anciennes forces gouvernementales rwandaises en violation de l'embargo. J'ai écrit au Gouvernement zaïrois pour appeler son attention sur cette disposition et lui demander l'autorisation de stationner des observateurs sur son territoire. J'ai également écrit aux Gouvernements du Zaïre, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie pour les prier de recevoir la Commission et de l'aider dans ses investigations.

894. Le Conseil a demandé aux États qui ne l'avaient pas encore fait de coopérer pleinement avec la Commission afin de lui permettre d'enquêter sur la complicité apparente de certains de leurs ressortissants en ce qui concerne des violations présumées de l'embargo, et de lui communiquer les résultats de leurs propres enquêtes. La Commission est retournée dans la région des Grands Lacs afin de poursuivre ses investigations conformément à la résolution 1053 (1996), et elle me fera part de ses constatations assez tôt pour que je puisse présenter au Conseil le rapport que celui-ci m'a demandé d'ici au 1er octobre.

895. Dans une lettre qu'il m'a adressée le 29 mai, le Président Mobutu Sese Seko a demandé que des observateurs des Nations Unies soient déployés dans le Nord-Kivu et dans le Sud-Kivu afin d'exercer une surveillance sur les mouvements de marchandises dans les aéroports de Goma et de Bukavu, et de contrôler les mouvements de personnes le long des frontières communes du Zaïre avec le Rwanda et le Burundi. J'ai porté la teneur de cette lettre à la connaissance du Président du Conseil de sécurité le 4 juin, et je l'ai informé que, compte tenu de la position adoptée par le Président du Zaïre, et comme le Conseil me l'avait demandé, je consultais également d'autres États voisins du Rwanda sur ces mesures et ferais connaître en temps utile leur réaction au Conseil. J'ai par ailleurs annoncé mon intention d'envoyer sur place une mission technique qui serait chargée de recueillir des informations et d'établir un rapport sur la base duquel je présenterais au Conseil des recommandations appropriées touchant le déploiement éventuel d'observateurs des Nations Unies. J'ai souligné qu'un tel déploiement ne serait possible que si les ressources financières requises étaient mises à disposition.

896. Le Secrétariat a mis en place une mission technique de 10 personnes qui s'est rendue sur les aéroports de Goma et de Bukavu ainsi que dans les zones limitrophes du Zaïre mentionnées dans la lettre du Président Mobutu afin d'examiner les modalités du déploiement d'observateurs des Nations Unies en application de la résolution 1053 (1996), notamment le nombre d'observateurs nécessaires, les lieux où ils devraient être déployés et le soutien logistique dont ils auraient besoin.

897. Le 13 juin, le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'intérieur du Zaïre, tout en réaffirmant l'accord de principe du Président Mobutu au déploiement d'observateurs des Nations Unies au Zaïre, a demandé, par l'entremise du représentant résident du PNUD à Kinshasa, de différer le départ de la mission technique jusqu'à ce que le Gouvernement zaïrois ait reçu des informations plus détaillées sur son mandat et ait obtenu des éclaircissements sur un certain nombre de points, notamment celui de savoir si d'autres pays de la région avaient également accepté le déploiement

d'observateurs des Nations Unies. Le lendemain, le Secrétariat, tout en soulignant qu'en décidant d'envoyer une équipe technique, le Secrétaire général donnait directement suite à la demande formulée dans la lettre du Président Mobutu en date du 29 mai, a communiqué un mandat détaillé aux autorités zaïroises ainsi que des réponses à tous les points qu'elles avaient soulevés. Le 9 juillet, le Ministre de l'intérieur du Zaïre a écrit au représentant résident du PNUD à Kinshasa pour lui faire part de la décision de son gouvernement de recevoir la mission technique à Kinshasa pour discuter de son mandat ainsi que de questions connexes concernant le déploiement d'observateurs militaires.

898. Dans une réponse datée du 10 juillet, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix a fait observer que le mandat de la mission était exposé au paragraphe 7 de la résolution 1053 (1996) et a rappelé que des renseignements plus détaillés concernant ce mandat avaient déjà été adressés au Gouvernement zaïrois de même que le complément d'information que celui-ci avait demandé. Le Secrétaire général adjoint priait le Ministre de confirmer que le Gouvernement zaïrois était disposé à recevoir la mission technique sur cette base, de façon que le Secrétariat puisse proposer une date précise pour l'envoi de la mission.

899. Le rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, de manière organisée et dans des conditions de sécurité, demeure une priorité. La façon dont le Gouvernement rwandais est parvenu à faire face au rapatriement forcé par le Zaïre de quelque 13 000 réfugiés en août 1995 atteste les progrès qui ont été réalisés sur la voie de la stabilisation du Rwanda. Bien que l'expulsion l'ait pris par surprise, le Gouvernement, avec l'aide de la MINUAR, d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales, a réussi à accueillir et à réinstaller ses ressortissants dans des conditions dans l'ensemble décentes et ordonnées. Les autorités rwandaises ont réaffirmé qu'elles souhaitaient voir rentrer les réfugiés et ont promis de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter les rapatriements librement consentis dans des conditions de sécurité et dans la dignité.

900. En juillet 1996, quelque 15 000 réfugiés rwandais ont été rapatriés de force du Burundi. La plupart d'entre eux ont été transportés jusqu'à leur commune d'origine avec l'aide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Le Gouvernement burundais avait annoncé la fermeture de tous les camps de réfugiés rwandais à l'issue de la sixième réunion de la Commission tripartite (HCR/Rwanda/Burundi), qui a eu lieu à Bujumbura le 17 juillet. Depuis le coup d'État, toutefois, les autorités ont suspendu les programmes de rapatriement des réfugiés rwandais.

901. En septembre 1995, les deux commissions tripartites, auxquelles participent le Rwanda, la République-Unie de Tanzanie, le Zaïre et le HCR, ont pris des mesures pratiques pour permettre un rapatriement massif. Le Rwanda a accepté de renforcer les structures d'accueil, de réduire les contrôles aux frontières et d'assurer la protection et la sécurité des rapatriés en collaboration avec le HCR et d'autres organisations de protection des droits de l'homme. Le Zaïre a convenu de réduire toutes les formes d'intimidation dans les camps se trouvant sur son territoire. Compte tenu de l'accélération prévue du rythme des rapatriements au Rwanda, le HCR a intensifié sa campagne d'information visant à encourager le retour des réfugiés et a renforcé ses structures aux points officiels de passage des frontières de façon que tous puissent être convenablement accueillis. Il a également intensifié, en coopération avec le PNUD, ses activités dans les communes d'origine afin de préparer la réinsertion des rapatriés.

902. Malgré les efforts concertés déployés par le HCR, le Rwanda et les pays hôtes pour accélérer les rapatriements librement consentis, le rythme auquel ceux-ci se sont effectués n'a pas été uniforme. Le nombre de rapatriés, qui était en moyenne de 5 000 par mois pendant la majeure partie de l'année 1995, est passé à plus de 14 000 en janvier 1996, puis 23 000 en février, avant de retomber à nouveau à une moyenne d'environ 5 000 par mois. On estime toutefois que 1,1 million de réfugiés rwandais se trouvent encore au Zaïre, 511 000 en République-Unie de Tanzanie et 97 000 au Burundi. Bien que les efforts ne se soient pas relâchés, de nombreuses questions épineuses concernant le rapatriement ne sont toujours pas résolues, et il est peu probable que le nombre de rapatriés augmente considérablement. Dans la région Masisi du Zaïre, la situation est aggravée par des troubles civils. Déchues de leur nationalité zaïroise en 1981, plus de 16 000 Banyarwanda d'origine tutsie ont fui cette région et ont franchi la frontière rwandaise en avril. Ces expulsions, et les massacres qui les ont accompagnées, ont eu de graves conséquences au plan humanitaire et ont créé des problèmes supplémentaires entre les Gouvernements du Rwanda et du Zaïre.

903. En juillet, environ 15 000 réfugiés vivant au Burundi ont été rapatriés de force au Rwanda. Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a écrit aux chefs d'État burundais et rwandais pour protester contre ce rapatriement forcé, auquel il a été procédé en contravention des décisions pertinentes de la Commission tripartite et en collusion avec les forces armées des pays concernés. Heureusement, l'opération a été suspendue avant qu'un plus grand nombre encore de réfugiés ne soient rapatriés de force.

904. Les principaux obstacles qui s'opposent au rapatriement librement consenti des réfugiés continuent d'être la

peur de l'oppression, l'intimidation, la désinformation et les menées dissuasives des anciennes forces gouvernementales rwandaises et de leurs dirigeants dans les camps. L'idée erronée que les conditions de vie dans les camps sont relativement meilleures que celles qui attendent les réfugiés dans leurs communes d'origine ne fait qu'exacerber le problème. Les réfugiés craignent également d'être soupçonnés d'avoir joué un rôle dans le génocide de 1994 et de s'exposer de ce fait à leur retour à des représailles, à des dénonciations ou à l'emprisonnement. Le Gouvernement a toujours affirmé que même si tous les rapatriés étaient les bienvenus, ceux qui avaient planifié le génocide ou y avaient participé seraient envoyés en prison. La pénurie de logements décentes constitue un autre facteur de dissuasion. En cas de rapatriement massif, des conflits se produiront inmanquablement à propos de logements et de biens. Le rapatriement demeure cependant la seule solution durable au problème des réfugiés, et les efforts dans ce sens doivent être poursuivis et intensifiés. La réconciliation nationale dépendra non seulement du rapatriement des réfugiés dans des conditions de sécurité et de leur réinsertion mais aussi de l'existence d'un appareil judiciaire national efficace et crédible, propre à assurer la justice et l'égalité de traitement à tous les Rwandais.

905. En raison de contraintes d'ordre constitutionnel et administratif et de la pénurie de ressources humaines, la restauration de l'appareil judiciaire national a été considérablement retardée, ce qui suscite la déception tant au Rwanda qu'au sein de la communauté internationale. Les mesures d'urgence qui ont été prises pour améliorer les conditions déplorables dans les prisons n'ont guère eu d'effet étant donné l'augmentation constante du nombre de détenus, maintenant estimé à 76 000. Plus de 25 000 personnes sont à l'heure actuelle détenues dans les cachots (centres de détention locaux) qui sont de plus en plus surpeuplés et où les conditions se sont considérablement détériorées pendant le premier semestre de 1996. Les cas de maladie se sont également multipliés dans les cachots, de même que les décès, dont certains par étouffement en raison de l'extrême surpopulation carcérale. Les prisons centrales rwandaises demeurent extrêmement surpeuplées, même si le taux de mortalité très élevé enregistré en 1995 a chuté. Depuis 1995, toutefois, la capacité des prisons est passée de 25 000 places à environ 40 000 places. On continue de procéder à de nouvelles arrestations, la plupart du temps en dehors des procédures légales, alors que la constitution et le traitement des dossiers ne progressent qu'avec lenteur. Des commissions de triage ne se sont réunies que dans quelques préfectures et, de ce fait, très peu de détenus ont été libérés. Le Ministre de la justice a demandé l'aide de la communauté internationale pour établir de telles commissions dans les 147 communes.

906. À la fin de 1995, la Cour suprême du Rwanda, nouvellement établie, a commencé à examiner l'appareil judiciaire en vue de le rendre opérationnel et de faire en sorte que les responsables du génocide soient traduits en justice. Les procédures d'arrestation et de détention ont également été examinées. Le 13 janvier 1996, l'Assemblée nationale a annoncé des amendements à la Constitution qui permettraient de traduire les suspects devant les tribunaux, bien que le génocide ne soit pas mentionné dans le Code pénal rwandais. Aucun procès n'a toutefois encore eu lieu.

907. L'Opération pour les droits de l'homme au Rwanda a continué de visiter régulièrement les prisons et les centres de détention, de prêter son concours à l'appareil judiciaire et d'aider à promouvoir les droits de l'homme. Elle met l'accent sur l'instauration de la confiance chez les rapatriés et la surveillance du respect des droits de l'homme. L'Opération coordonne son action avec celle du CICR en vue d'empêcher les violations et d'améliorer les conditions de détention en les rendant conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme.

908. Toutefois, l'Opération est handicapée par l'absence de sources de financement sûres et prévisibles. Bien que le Gouvernement ait clairement indiqué qu'il souhaitait que le nombre de spécialistes des droits de l'homme soit porté à 300, il n'y en avait que 116 en juin 1996. En outre, avec le retrait de la MINUAR, l'Opération a été privée d'un soutien appréciable. Je demeure convaincu qu'elle est un élément important de la présence des Nations Unies au Rwanda. Malheureusement, la pénurie constante de ressources financières met son existence en péril.

909. Le 12 décembre 1995, le Tribunal pénal international pour le Rwanda a rendu public son premier acte d'accusation. Le 8 janvier 1996, il a tenu sa deuxième session plénière à Arusha (République-Unie de Tanzanie), et le 19 février deux nouveaux actes d'accusation ont été annoncés. Des mandats d'arrêt ont été délivrés et des dispositions temporaires ont été prises pour la détention des personnes en attente de jugement jusqu'à ce que des installations permanentes aient été construites à Arusha. Douze procès devraient avoir lieu devant le Tribunal en 1996.

910. Le 29 février, le Conseil de sécurité a nommé le juge Louise Arbour (Canada) au poste de Procureur du Tribunal international pour succéder au juge Richard Goldstone (Afrique du Sud) dont la démission prendra effet le 1er octobre.

911. En avril, le Tribunal et le Gouvernement rwandais sont parvenus à un accord concernant la location de l'hôtel Amahoro à Kigali, qui était précédemment occupé par la MINUAR. Ils sont également parvenus à un accord concernant la protection et la sécurité du personnel, des

locaux et des équipes d'enquêteurs du Tribunal, dont la responsabilité incombe au premier chef au Gouvernement rwandais.

912. Alors que la situation humanitaire au Rwanda continuait de s'améliorer, la transition de l'aide d'urgence au redressement, à la reconstruction et au développement a régulièrement progressé. À cet égard, je souhaite rappeler que la MINUAR, en sus des tâches relevant de son mandat, a contribué à faire démarrer le redressement et la reconstruction du pays. Elle a reconstruit 14 ponts et réparé 13 routes. Elle a rendu l'aéroport de Kigali de nouveau opérationnel et a fourni des panneaux solaires, des antennes, des amplificateurs et d'autres matériels pour restaurer les liaisons téléphoniques. Son personnel médical a traité 1 600 personnes par jour et en a vacciné 62 000. Outre qu'elle a livré des fournitures médicales et dispensé une formation au personnel hospitalier dans l'ensemble du pays, la MINUAR a aidé à transporter 1 million de réfugiés et de personnes déplacées et a contribué à leur réinstallation en distribuant des vivres, des semences, des outils agricoles et même du bétail. Elle a également contribué à atténuer la surpopulation carcérale en créant 20 000 nouvelles places environ dans les prisons et en transportant dans un autre lieu de détention environ 10 000 détenus. Enfin, elle a procédé à l'enlèvement de plus de 1 400 mines et de plus de 1 500 munitions non explosées.

913. Étant donné la nécessité de passer de la phase de l'aide opérationnelle d'urgence à celle du redressement et du développement, les fonctions du Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda ont été reprises par le coordonnateur résident qui a aussi été nommé Coordonnateur des opérations humanitaires à compter du 31 octobre 1995. À la fin du premier semestre de 1995, tous les camps de personnes déplacées au Rwanda avaient été fermés et la majorité de ces personnes étaient retournées dans leurs communes d'origine.

914. En 1995, un montant de 668 214 031 dollars a été demandé dans le cadre de l'Appel global interinstitutions des Nations Unies en faveur des personnes touchées par la crise au Rwanda pour couvrir les besoins du Rwanda et de la sous-région. En février 1996, à l'expiration de l'Appel, des contributions et des annonces de contributions d'un montant total de 535 412 857 dollars avaient été reçues pour les programmes d'assistance du système des Nations Unies et des organismes humanitaires avec lesquels il collabore. Le Gouvernement rwandais a rejeté des propositions tendant à lancer un appel distinct pour les secours d'urgence au Rwanda en 1996. À la place, le Rwanda a été inclus dans le document d'appel de fonds global du système des Nations Unies pour la région des Grands Lacs (1er janvier-31 décembre 1996) publié en février. Par ailleurs, à l'initiative du Département des affaires humanitaires, un

réseau d'information régional intégré a été créé à Nairobi en novembre 1995 pour faciliter la diffusion auprès des organismes humanitaires d'informations sur l'évolution de la situation dans la région des Grands Lacs. À la conférence-table ronde sur le Rwanda, qui a eu lieu à Genève les 20 et 21 juin 1996, les donateurs ont annoncé des contributions s'élevant au total à plus de 627 millions de dollars pour le plan à moyen terme du Gouvernement pour la période 1996-1998.

915. Il y a de nombreux enseignements à tirer de l'Opération des Nations Unies au Rwanda dont le mandat a été modifié à plusieurs reprises alors que les événements se précipitaient. L'un des plus importants est sans doute la nécessité d'une souplesse suffisante pour adapter le mandat de la mission aux besoins du moment.

916. Dans la phase finale de la Mission, après la guerre, le Gouvernement rwandais a exercé de fortes pressions sur l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle apporte une aide pratique en fournissant des ressources dont la MINUAR disposait mais qui faisaient cruellement défaut au Gouvernement tout comme à l'ensemble du pays. Or, l'apport d'une telle aide n'entrait pas dans le mandat de la MINUAR, ce qui lui a fait perdre une occasion de retrouver aux yeux du Gouvernement la crédibilité qu'elle avait perdue lorsqu'une bonne partie de son personnel avait été soudainement retirée immédiatement après le génocide.

917. L'expérience rwandaise a montré qu'il existe entre la fin d'un conflit et la phase de consolidation de la paix une période pendant laquelle les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies peuvent jouer un rôle crucial en permettant au pays d'amorcer son redressement. Sous la direction générale du Représentant spécial du Secrétaire général, les unités de génie et de logistique, travaillant en étroite coopération avec le Gouvernement et avec les organismes des Nations Unies, peuvent aider à la réouverture des aéroports, au rétablissement de services essentiels tels que l'approvisionnement en eau et en électricité et les télécommunications, à la restauration de bâtiments essentiels et au rétablissement des services de base, notamment dans les hôpitaux et les écoles. La leçon à tirer de l'expérience rwandaise est qu'une approche plus globale et plus souple, fondée sur une évaluation des besoins réels du pays hôte, et une mission de maintien de la paix dotée d'un mandat, d'effectifs et d'un budget qui lui permettent d'apporter ce type d'aide, pourraient contribuer à éliminer les tensions du type de celles dont la MINUAR a souffert pendant tout le temps où elle était déployée au Rwanda.

918. Alors que la situation au Rwanda continue de se normaliser, les tensions et l'instabilité persistent dans la région des Grands Lacs. Les relations entre le Rwanda et le Zaïre, d'une part, et le Rwanda et le Kenya, d'autre

part, se sont détériorées. La menace de nouvelles violences continue de peser sur la région. Afin de contribuer à la solution des problèmes, j'ai dépêché un Envoyé spécial, M. José Luis Jesus, dans la région pour rechercher avec les gouvernements intéressés comment il serait possible de progresser sur la voie d'une conférence régionale qui traiterait de questions intéressant la paix, la sécurité et le développement. J'ai fait part au Conseil de sécurité des résultats de sa mission dans une lettre datée du 30 octobre. En l'absence d'un consensus entre les gouvernements intéressés, il a fallu renoncer temporairement à l'idée de convoquer une conférence régionale et mettre fin à la mission de mon Envoyé spécial. Bien que le Conseil m'ait encouragé, à plusieurs occasions, à relancer la question, les perspectives d'une conférence régionale ne se sont pas améliorées en raison des réticences que continuent de manifester deux pays de la région.

919. Toutefois, le 28 novembre 1995, les chefs d'État burundais, rwandais, ougandais et zaïrois et un représentant de la République-Unie de Tanzanie se sont réunis au Caire dans le cadre d'une conférence organisée par l'ancien Président des États-Unis, M. Jimmy Carter, dont les objectifs étaient analogues à ceux de la conférence régionale envisagée par le Conseil de sécurité. Dans une déclaration rendue publique le 29 novembre, les parties se sont engagées à prendre des mesures concrètes pour faire progresser la paix, la justice, la réconciliation, la stabilité et le développement dans la région. Une deuxième conférence de ce genre a eu lieu à Tunis du 16 au 18 mars 1996. Dans l'intervalle, les anciens chefs d'État de la République du Mali et de la République-Unie de Tanzanie, le général Amadou Toumani Touré et M. Julius Nyerere, qui avaient assumé les fonctions de facilitateurs au Sommet du Caire, se sont rendus au Rwanda et dans d'autres pays de la région pour suivre les mesures qui étaient prises en vue de donner suite aux recommandations faites à l'issue de ces réunions.

24. Sierra Leone

920. Le Gouvernement sierra-léonien m'ayant demandé d'exercer mes bons offices afin de faciliter les négociations qu'il menait avec le Front révolutionnaire unifié (RUF), j'ai décidé de nommer en février 1995 un Envoyé spécial pour la Sierra Leone, M. Berhanu Dinka. Depuis lors, celui-ci a collaboré étroitement avec l'OUA, le Secrétariat du Commonwealth et les autres organisations appuyant les négociations dans le pays. Ses efforts visant à établir un contact avec les dirigeants du RUF ont bénéficié du soutien d'organes officiels, de particuliers et d'organisations non gouvernementales en Sierra Leone et dans l'ensemble de la sous-région. L'Envoyé spécial a par ailleurs encouragé et

aidé les autorités à démocratiser le processus politique, notamment à assurer la transition vers un gouvernement civil élu.

921. En avril 1995, le Gouvernement sierra-léonien a réaffirmé sa volonté de mettre en oeuvre un programme de transition en vue de tenir des élections au début de 1996. Il a pris par la suite un certain nombre de mesures importantes à l'appui des organisations civiques, telles que la création de la Commission électorale nationale intérimaire et de la Commission nationale pour la démocratie, afin de promouvoir l'éducation des citoyens et des électeurs et de préparer les élections. La Conférence consultative nationale sur les élections, réunie en août 1995, a adopté les règles et procédures nécessaires et a décidé que le scrutin aurait lieu le 26 février 1996.

922. Dans mon rapport au Conseil de sécurité en date du 21 novembre 1995, j'ai souligné les efforts déployés par le Gouvernement et par mon Envoyé spécial en ce qui concerne la poursuite des négociations avec le RUF, la démocratisation, la sécurité, le coût socio-économique de la guerre et les besoins humanitaires du pays. J'ai informé le Conseil que malgré toutes les tentatives de rencontre ou de négociation avec le RUF, les dirigeants du Front étaient restés dans le vague et n'avaient pas réagi outre mesure. J'ai également noté que le report des élections risquerait de provoquer des violences et d'arrêter complètement le processus de démocratisation. J'ai appelé l'attention sur le fait qu'il y avait dans le pays certains éléments qui cherchaient à faire capoter les élections, comme l'attestait la tentative de coup d'État du 2 octobre.

923. Étant donné la situation, j'ai chargé mon Envoyé spécial d'encourager le Gouvernement et les dirigeants des partis politiques à sauvegarder l'intégrité du processus en faisant en sorte que les élections soient libres et régulières et que leurs résultats ne soient pas contestés. Dans une déclaration de son Président en date du 27 novembre, le Conseil de sécurité a appuyé mes efforts et ceux de mon Envoyé spécial, a demandé qu'il soit mis immédiatement fin aux combats et a soutenu énergiquement le travail de la Commission électorale nationale intérimaire.

924. Étant donné le regain d'intérêt de la communauté internationale à l'égard du double processus en cours en Sierra Leone, je me suis rendu à Freetown le 29 novembre afin d'encourager encore le Gouvernement à poursuivre ses efforts en vue de parvenir à un règlement négocié avec le RUF et à la démocratisation du processus politique. Le chef de l'État et Président du Conseil national provisoire de gouvernement, le capitaine Valentine Strasser, m'a assuré que les élections se tiendraient le 26 février 1996, que la population appuyait la démocratisation et que toutes les dispositions voulues étaient prises pour le déroulement du scrutin.

925. Au début de décembre, mon Envoyé spécial a pu rencontrer pour la première fois des représentants du RUF à Abidjan et à Akra. Il leur a fait valoir que la communauté internationale appuyait vivement les pourparlers de paix et les élections. Les représentants ont déclaré que le Front était prêt à négocier avec le Conseil national provisoire de gouvernement sous les auspices des Nations Unies et à participer aux élections. Ils ont également demandé que la population vivant dans les zones contrôlées par le RUF reçoivent une aide humanitaire et qu'une assistance financière et technique soit fournie au Front afin de l'aider à participer aux négociations.

926. Toutefois, en décembre 1995, le Conseil national provisoire de gouvernement a publié plusieurs décrets électoraux qui semblaient limiter les pouvoirs de la Commission électorale nationale intérimaire et favoriser certains partis politiques au détriment des autres. Ces mesures ont été interprétées comme indiquant que le Conseil était moins ferme dans sa volonté de garantir la liberté et la régularité des élections.

927. Le 16 janvier 1996, le général de brigade Julius Maada Bio a évincé le capitaine Strasser à l'issue d'un putsch et a pris les commandes de l'État et du Conseil national provisoire de gouvernement. Malgré les assurances données au pays que le Conseil demeurerait attaché au processus démocratique, il était évident que des éléments au sein du Conseil préconisaient le report des élections, la raison invoquée étant qu'il fallait donner une chance à une «initiative de paix avant les élections». Le 9 février, j'ai adressé un message au Président Bio, par l'intermédiaire de mon Envoyé spécial, en me déclarant préoccupé par le fait que l'évolution récente de la situation semblait compromettre le calendrier électoral.

928. Toutefois, comme le Président de la Commission nationale électorale intérimaire insistait sur le fait que tout report des élections par le Conseil national provisoire de gouvernement devrait être décidé par la Conférence consultative nationale, le Président Bio a accepté que celle-ci soit convoquée le 12 février. Contre l'avis du Conseil national provisoire de gouvernement et des représentants militaires, la Conférence a décidé à une majorité écrasante de maintenir les élections à la date du 26 février. Le 13 février, dans un communiqué de presse publié à New York, je me suis félicité que la Conférence consultative et le Conseil national provisoire de gouvernement se soient engagés à poursuivre le processus démocratique et j'ai demandé au RUF de s'abstenir de faire obstacle aux élections. Dans une déclaration de son Président en date du 15 février, le Conseil de sécurité a accueilli avec satisfaction la décision de la Conférence consultative, s'est félicité que le Conseil national provisoire de gouvernement ait réaffirmé son intention de s'y conformer, et a noté que la

Commission électorale nationale intérimaire avait confirmé que toutes les dispositions techniques nécessaires avaient été prises pour que les élections puissent se tenir.

929. À la demande du Gouvernement, la Division de l'assistance électorale du Secrétariat et le PNUD ont collaboré étroitement avec la Commission électorale nationale intérimaire afin de définir les moyens techniques nécessaires pour organiser les élections et ont mis en place à Freetown un projet visant à coordonner l'assistance financière et technique internationale et à faciliter les activités des groupes d'observateurs internationaux. Une conférence de donateurs s'est tenue le 30 novembre 1995 au Siège de l'ONU. Le PNUD a fourni un conseiller technique principal à la Commission électorale nationale intérimaire, deux consultants et quatre Volontaires des Nations Unies, qui ont mis en place un petit secrétariat afin de coordonner les activités des observateurs électoraux internationaux.

930. Les élections parlementaires et présidentielles se sont tenues comme prévu les 26 et 27 février 1996 et le deuxième tour de scrutin pour les élections présidentielles a eu lieu le 15 mars. Le Groupe mixte d'observateurs internationaux, coordonné par le secrétariat chargé de l'assistance électorale des Nations Unies, a déclaré que malgré certains actes d'intimidation commis par des éléments armés, le scrutin s'était déroulé de manière correcte et transparente. Le Sierra Leone People's Party a obtenu le plus grand nombre de sièges au parlement et son dirigeant, M. Al Haji Ahmed Tejan Kabbah, a remporté la présidence à l'issue du deuxième tour. Le Président du Conseil national provisoire de gouvernement a annoncé qu'il remettrait dans un délai de deux semaines les pouvoirs au parlement et au président nouvellement élu. Le Président Kabbah a pris ses fonctions le 29 mars.

931. Dans une déclaration de son Président adoptée le 19 mars, le Conseil de sécurité s'est félicité des élections et a demandé au RUF d'accepter leurs résultats, de maintenir le cessez-le-feu et d'engager inconditionnellement un dialogue véritable en vue de la paix. À l'issue de premiers contacts, des représentants du Conseil national provisoire de gouvernement et du RUF se sont rencontrés à Abidjan à la fin de février. Le Gouvernement ivoirien a accueilli les pourparlers, mon Envoyé spécial et des représentants de l'OUA et du Commonwealth y participant en qualité d'animateurs. Une réunion entre le Président du Conseil national provisoire de gouvernement, le général Bio, et le dirigeant du RUF, le caporal Foday Sankoh, a eu lieu les 25 et 26 mars à Yamoussoukrou, sous la présidence du Président Henri Konan Bédié de la Côte d'Ivoire. Dans un communiqué conjoint, les deux parties sont convenues que les pourparlers devraient se poursuivre après l'instauration du nouveau gouvernement.

932. Dans son discours inaugural, le Président Kabbah s'est déclaré satisfait des efforts faits par l'Organisation des Nations Unies en faveur des processus de démocratisation et de paix en Sierra Leone. Il a indiqué que la réalisation d'une paix durable constituerait la tâche prioritaire de son gouvernement et qu'il rencontrerait le caporal Sankoh dans les meilleurs délais. Le Président Kabbah et le caporal Sankoh se sont entretenus le 23 avril à Yamoussoukrou et sont convenus de poursuivre la cessation des hostilités. Ils ont également décidé que trois groupes de travail mixtes s'emploieraient à mettre au point un accord de paix et des dispositions concernant le cantonnement, le désarmement, la démobilisation et la réinstallation des combattants.

933. Les trois groupes de travail se sont réunis du 6 au 27 mai à Abidjan, sous la présidence du Ministre ivoirien des affaires étrangères, mon Envoyé spécial et les représentants de l'OUA et du Commonwealth faisant de nouveau fonction d'animateurs. Les groupes se sont entendus sur presque tous les articles du projet d'accord de paix. Toutefois, les pourparlers ont abouti à une impasse du fait que les opinions des deux parties divergeaient sur la nécessité d'établir un rapport de simultanéité et d'égalité entre le retrait des troupes étrangères et le cantonnement, le désarmement et la démobilisation des combattants du RUF.

934. Malgré les efforts concertés de mon Envoyé spécial et des gouvernements de pays voisins (et autres), les pourparlers sont restés au point mort pendant plusieurs semaines. Le RUF a également insisté pour qu'un arrangement relatif au partage du pouvoir soit négocié dans le cadre de l'accord de paix avec le gouvernement, lequel a déclaré qu'il ne lui était pas possible de donner satisfaction au RUF en raison de difficultés d'ordre constitutionnel.

935. Une mission interinstitutions, organisée en Sierra Leone en août 1995 sous la direction du Département des affaires humanitaires, a demandé que l'Organisation des Nations Unies s'emploie davantage à assurer l'acheminement efficace de l'aide humanitaire et à fournir un appui plus important au Comité national de secours et de relèvement du Gouvernement sierra-léonien. En octobre 1995, j'ai envoyé en Sierra Leone M. Peter Hansen, qui était alors Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, afin d'appeler l'attention sur les besoins du pays et d'examiner la question de l'acheminement de l'assistance humanitaire. En novembre, le Coordonnateur des secours d'urgence a nommé un coordonnateur de l'action humanitaire et a déployé une équipe d'appui du Département des affaires humanitaires afin de renforcer le dispositif de coordination.

936. L'appel global interorganisations des Nations Unies en faveur de la Sierra Leone a été lancé le 28 mars à

Freetown. Une aide humanitaire représentant un montant de 57 millions de dollars était sollicitée auprès des donateurs afin de faire face à la grave crise que connaissait le pays, les quatre actions prioritaires retenues consistant à fournir une assistance pour assurer la survie de la population, à faciliter le retour des habitants dans leurs foyers d'origine lorsque la sécurité le permettait, à assurer la complémentarité des secours et des activités de relèvement et à renforcer la coordination, en particulier pour appuyer la capacité du Gouvernement concernant la gestion des secours. En juillet 1996, les donateurs avaient annoncé des contributions s'élevant à 8,9 millions de dollars. Le Représentant résident du PNUD fait fonction de coordonnateur de l'action humanitaire pour la Sierra Leone et dirige le Groupe de coordination de l'assistance humanitaire des Nations Unies, qui comprend un certain nombre de spécialistes sierra-léoniens.

937. Le déroulement satisfaisant des élections parlementaires et présidentielles en février 1996 a modifié l'orientation de l'assistance humanitaire. Le début des pourparlers de paix a renforcé les chances de retour des quelque 2 millions de réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les programmes de secours doivent en conséquence mettre l'accent sur les éléments qui viennent à l'appui des retours. Les progrès du processus de paix permettront également d'accéder plus largement aux communautés qui ont besoin d'une aide. Il est essentiel d'adopter une approche coordonnée à l'égard de ces nouveaux bénéficiaires pour que les ressources soient utilisées avec efficacité. De plus, il est nécessaire que les activités de démobilisation soient réellement accélérées afin que le processus de paix puisse aller de l'avant.

25. Somalie

938. Depuis mon dernier rapport, la Somalie n'est pas sortie de son impasse politique bien que la guerre civile généralisée n'ait pas repris. L'Organisation des Nations Unies a assuré une aide humanitaire par l'entremise de ses organismes et est restée prête à aider à un règlement politique grâce à son Bureau politique pour la Somalie qui est situé à Nairobi pour des raisons de sécurité. La situation est également restée instable au nord-ouest du pays, des combats sporadiques se déroulant entre l'administration de M. Mohamed Egal et les forces de l'opposition.

939. En août 1995, un grand nombre de factions somaliennes, à l'exception des partisans du général Mohamed Aidid et de M. Egal, ont tenu des consultations à Nairobi et sont convenus d'élaborer une plate-forme politique commune servant de base à une réunion chargée de préparer une conférence de réconciliation nationale. Celle-ci

aboutirait à un mécanisme de transition qui assurerait le pouvoir gouvernemental dans le pays. Le général Aidid et M. Egal seraient invités à se joindre à l'entreprise. De nouvelles consultations entre les factions somaliennes se sont tenues à Djeddah (Arabie saoudite) en septembre 1995, à l'invitation de l'Organisation de la Conférence islamique.

940. Pour sa part, le général Aidid a rejeté tous les appels à des consultations sur la réconciliation nationale, en faisant valoir qu'un gouvernement avait déjà été constitué sous son autorité et qu'il n'y avait donc plus lieu d'engager des consultations. Toutefois, son «gouvernement» n'a été reconnu par aucun État Membre. En août 1995, la campagne de «désarmement» de son «gouvernement» a abouti, à Mogadishu, à des combats intenses entre sa milice et celle de M. Ali Mahdi, Président de l'Alliance pour le salut de la Somalie (SSA), qui ont mis fin au calme relatif que connaissait la capitale depuis le retrait de l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM II) en mars 1995.

941. En septembre 1995, les forces du général Aidid ont occupé Baidoa. Les miliciens ont pillé les fournitures et les équipements de secours ainsi que les récoltes de céréales. Un certain nombre de membres d'organisations d'aide internationales ont été détenus pendant plusieurs jours et leur matériel de télécommunications a été pillé. M. Ali Mahdi a exigé que le général Aidid se retire de Baidoa et a brandi la menace d'une guerre générale. Aucune action militaire n'a toutefois été déclenchée et le général Aidid a occupé par la suite Baidoa et Hoddur.

942. Le 19 janvier 1996, j'ai indiqué dans mon rapport au Conseil de sécurité que la situation politique était dominée depuis près de deux ans par une impasse démoralisante du fait que les chefs des factions n'avaient pas honoré les engagements qu'ils avaient contractés dans la Déclaration de Nairobi du 24 mars 1994. Je me suis de nouveau déclaré convaincu qu'une paix durable ne pouvait être instaurée sans qu'il y ait un processus de consultation suffisamment vaste entre les Somaliens eux-mêmes. J'ai fait observer qu'il était néanmoins encourageant de noter que les États Membres et les organisations régionales n'avaient pas perdu tout intérêt à l'égard de la situation en Somalie, malgré leurs nombreuses déconvenues.

943. De nombreux dirigeants somaliens ayant demandé à plusieurs reprises à l'Organisation des Nations Unies d'appuyer leurs initiatives de paix, j'ai souligné qu'il leur fallait comprendre le vif sentiment de désillusion, voire de doute quant à leur désir sincère de paix qu'avaient suscité dans le passé certains de leurs agissements. Étant donné aussi la crise financière actuelle de l'Organisation, j'ai souligné que, pour avoir une chance d'obtenir un appui, ils se devaient de donner les premiers signes d'un progrès tangible vers la paix et la réconciliation. J'ai ensuite informé le Conseil que j'avais l'intention de maintenir pour

le moment le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie à Nairobi.

944. À la suite de mon rapport, le Conseil de sécurité, dans une déclaration de son Président en date du 24 janvier, a demandé à tous les dirigeants et partis politiques somaliens de revenir à un processus de consultation et de négociation sans exclusive qui permette d'oeuvrer à la réconciliation nationale nécessaire pour qu'un gouvernement national largement représentatif puisse être mis en place. Le Conseil a salué les efforts courageux que déployaient les organismes des Nations Unies et les autres organisations internationales à vocation humanitaire, ainsi que leur personnel somalien, tous résolus à venir en aide à la Somalie alors qu'ils étaient soumis à des actes de harcèlement, à des brutalités, à des enlèvements et à des assassinats. Il a également rappelé à tous les États qu'ils avaient l'obligation d'appliquer intégralement l'embargo général et complet qu'il avait décrété antérieurement.

945. Les factions de la SSA et le Congrès uni somalien/Alliance nationale somalienne (USC/SNA), dirigé par M. Osman Atto, ont favorablement recueilli mon rapport ainsi que la déclaration du Conseil de sécurité et ont exprimé leur appui à l'égard d'une conférence de réconciliation nationale. Ils ont également demandé que l'Organisation des Nations Unies joue à nouveau un rôle politique actif. La Ligue des États arabes a offert une assistance financière en vue d'organiser une conférence de réconciliation. Un porte-parole du général Aidid a toutefois indiqué que son «gouvernement» n'y assisterait que si le général était invité en tant que chef de gouvernement; les autres dirigeants somaliens ont rejeté cette condition.

946. À la mi-mars, l'animosité entre M. Atto et le général Aidid a amené leurs forces à s'affronter dans la région de Merca. En avril, leurs milices ont également engagé des combats acharnés au sud de Mogadishu. Entre-temps, au début d'avril, la SSA a lancé un appel en faveur d'une conférence de réconciliation nationale afin d'établir un gouvernement d'unité nationale et a demandé au général Aidid et à M. Egal d'y participer. Aucun d'entre eux n'a toutefois donné une réponse affirmative.

947. Le 15 mars, le Conseil de sécurité a tenu un débat public au sujet de la Somalie, durant lequel un certain nombre d'idées ont été avancées en vue d'une action éventuelle. Dans une lettre datée du 11 avril, j'ai informé le Conseil que j'étudiais la possibilité d'envoyer une mission commune ONU/OUA s'il le demandait expressément, étant donné que cette mission aurait plus de chances d'être acceptée dans ces conditions. Le 17 avril, les membres du Conseil ont souscrit d'une manière générale à mon opinion et ont indiqué que la Ligue des États arabes et l'Organisation de la Conférence islamique pourraient également se joindre à cette mission.

948. Le 30 avril, j'ai rencontré à Nairobi un certain nombre de dirigeants somaliens représentant un grand nombre de factions et de clans, à l'exception de ceux du général Aidid et de M. Egal. Je leur ai assuré que l'ONU continuerait à s'employer à chercher une solution au problème de la Somalie. J'ai également mentionné l'intérêt soutenu du Conseil à l'égard de la Somalie et ai demandé aux dirigeants somaliens de présenter de nouvelles propositions sur la manière dont l'ONU pourrait aider au processus de réconciliation.

949. Toutefois, une nouvelle série de combats a éclaté à Mogadishu en juin puis en juillet, opposant le général Aidid à trois groupes d'adversaires : à M. Muse Sudi, commandant de la milice Abgal dans l'arrondissement de Medina à Mogadishu et à un allié de M. Mahdi dans cette zone; à M. Atto au sud de Mogadishu; enfin, à M. Mahdi sur la «ligne verte» qui sépare le nord et le sud de Mogadishu. À la mi-juillet, les combats s'étaient réduits à des coups de feu sporadiques. Il était toutefois signalé que les milices se regroupaient en masse sur tous les fronts et que les combats menaçaient de reprendre. On a appris que le général Aidid avait été touché, durant un échange de tirs, à la fin de juillet et il a été annoncé par la suite qu'il avait succombé à ses blessures.

950. MM. Mahdi et Atto ont immédiatement déclaré un cessez-le-feu unilatéral et ont demandé à tous les clans somaliens de s'engager sur la voie de la paix. Ils ont lancé un appel aux partisans du général Aidid afin qu'ils renoncent à l'idée qu'ils avaient déjà établi un «gouvernement» et leur ont demandé de participer à la réunification pacifique du pays. Toutefois, M. Hussein Mohamed Aidid, fils du général Aidid qui avait été apparemment proclamé successeur de son père, a déclaré qu'il poursuivrait la politique du général et éliminerait les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. Ces faits pourraient avoir des conséquences importantes pour le processus politique somalien et pour la réconciliation nationale. J'ai chargé le Bureau politique pour la Somalie de collaborer avec l'OUA, l'Organisation de la Conférence islamique, la Ligue des États arabes et l'Union européenne afin d'adopter une démarche coordonnée dans ce domaine.

951. Bien que les conditions se soient beaucoup améliorées sur le front humanitaire depuis la situation d'urgence grave de 1991-1992, les besoins varient considérablement d'une région à l'autre. Selon les circonstances, les organismes des Nations Unies continuent à acheminer l'assistance humanitaire, tandis que les activités sont concentrées sur le relèvement et la reconstruction là où les conditions s'y prêtent. Néanmoins, la sécurité continue à faire obstacle au relèvement, en particulier dans les régions du sud et du centre.

952. À la suite du retrait des contingents militaires des Nations Unies au début de 1995, le personnel des organismes internationaux a dû être temporairement évacué de Mogadishu et de diverses autres régions pour des raisons de sécurité. Il a par la suite regagné la plupart des régions. Néanmoins, le banditisme et les conflits interclaniques sont restés extrêmement dangereux. En 1995, plusieurs membres d'organismes d'aide humanitaire ont été victimes de la violence, ce qui a de nouveau entraîné l'évacuation du personnel international et les activités n'ayant pas un caractère d'urgence ont été temporairement suspendues dans ces régions jusqu'à ce que les communautés locales puissent garantir la sécurité du personnel et des biens. La fluidité de la situation a obligé les organismes des Nations Unies à faire preuve de souplesse dans leurs contacts avec les administrations locales.

953. Bien que la situation humanitaire n'ait pas actuellement un caractère d'urgence grave, le risque de la voir empirer a augmenté durant la seconde moitié de 1995 et au début de 1996. Dans certaines régions, le manque de vivres ou, dans certains cas, de numéraire pour en acheter est devenu un problème majeur. Même sans la reprise des combats de grande envergure, le niveau médiocre de la récolte principale en 1995 et la perturbation du commerce en raison de l'insécurité dans le sud et le centre du pays laissaient présager une baisse des ressources des ménages et, par conséquent, une aggravation de l'état nutritionnel des enfants et autres groupes vulnérables.

954. La fermeture du port de Mogadishu a freiné l'importation de vivres, de médicaments et d'autres articles de secours, d'où une flambée des prix du fait que les organismes ont été obligés, dans des régions telles que Mogadishu, le Chebeli inférieur et la vallée du Djouba, d'abandonner de plus en plus la voie maritime et routière en faveur du transport aérien. Pour toutes ces raisons — en plus de l'insécurité marquée — la malnutrition et les maladies ont fait leur réapparition dans des régions où des progrès considérables avaient été enregistrés dans le passé.

955. De plus, alors que les besoins augmentent régulièrement, les programmes reçoivent moins de ressources des donateurs. Lancé en décembre 1994, l'appel global interorganisations portant sur la période de six mois de janvier à juin 1995 — au titre duquel il était demandé un montant de 70,3 millions de dollars (révisé par la suite pour atteindre 93,2 millions de dollars) — n'a pas reçu un accueil encourageant. Plutôt que de lancer un autre appel, il a été décidé que les donateurs pourraient continuer de répondre au premier appel. En mars 1996, les contributions s'élevaient au total à 28,6 millions de dollars, ce qui représentait 30,7 % des besoins révisés.

956. En raison des conditions très diverses qui règnent dans le pays, où des zones relativement stables jouxtent des régions de grande insécurité, il n'est pas possible de mettre au point une stratégie humanitaire uniforme pour l'ensemble de la Somalie. Tandis qu'une stratégie ajustable est actuellement élaborée, les organismes des Nations Unies s'efforcent de procéder à une planification de circonstance consistant à évaluer rapidement les besoins et, lorsque les ressources financières le permettent, à constituer des stocks de produits alimentaires et de fournitures médicales. Il convient d'espérer que tous ces efforts permettront d'éviter une crise analogue à celle de 1991-1992 et de sauvegarder les avantages acquis au cours des trois dernières années.

26. Soudan

957. Comme me l'avait demandé le Conseil de sécurité dans sa résolution 1044 (1996), en date du 31 janvier 1996, adoptée à la suite d'une lettre du Gouvernement éthiopien datée du 9 janvier et concernant l'attentat dont le chef de l'État égyptien, M. Hosni Mubarak, avait été la cible le 26 juin 1995 à Addis-Abeba, j'ai sollicité, en consultant l'OUA, la coopération du Gouvernement soudanais dans le sens prescrit par cette résolution. J'ai fait savoir le 6 février au Conseil que j'avais décidé d'envoyer sur place mon Conseiller spécial et Secrétaire général adjoint, M. Chinmaya R. Gharekhan, afin qu'il tiende les consultations et recueille les éléments d'information qui me permettraient de mener à bien la tâche qui m'avait été assignée. Le Conseil, par une lettre de son président datée du 8 février, m'a fait savoir qu'il approuvait tout à fait mon initiative.

958. Mon Envoyé spécial, dont la mission s'est déroulée du 18 février au 2 mars, s'est entretenu à Addis-Abeba avec le Secrétaire général de l'OUA et, dans leurs pays respectifs, avec les autorités égyptiennes, érythréennes, éthiopiennes, ougandaises, soudanaises et tunisiennes. Il est par la suite resté en relation avec le Secrétaire général de l'OUA, qui lui a fait savoir qu'il étudiait la question des dispositions qu'il pourrait prendre.

959. Les éléments recueillis au cours de ces entretiens m'ont amené à conclure, dans le rapport daté du 11 mars que j'ai présenté comme me l'avait également demandé le Conseil, que de toute évidence le Soudan ne s'était toujours pas conformé aux exigences du Conseil de sécurité. J'ai aussi constaté que les interlocuteurs de mon Envoyé spécial avaient tous accusé leur voisin soudanais de soutenir des terroristes qui s'activaient sur leur territoire.

960. J'ai communiqué le 29 avril aux ministres des affaires étrangères de tous les États membres le texte de la résolution 1054 (1996) du Conseil de sécurité, dont j'ai ensuite rappelé, par une note verbale datée du 15 mai, les

paragraphe 3, 5 et 6 à leur attention. Le Secrétariat s'est aussi mis en relation, lorsqu'il y avait lieu, avec les États directement concernés.

961. J'ai récapitulé pour le Conseil de sécurité, dans un rapport daté du 10 juillet, les éléments d'information communiqués par les États membres. Alors que le Conseil, ayant déterminé que les trois suspects avaient cherché refuge au Soudan, avait demandé leur extradition au Gouvernement de ce pays, ce dernier affirmait que ses investigations n'avaient révélé aucune trace de deux des suspects et que le troisième n'avait pas été identifié; il assurait en outre le Conseil, qui avait exigé qu'il cesse d'aider, de soutenir et de faciliter les activités terroristes et de donner asile à ceux qui les perpétraient, qu'il condamnait le terrorisme et ne tolérait pas les activités de cette nature.

962. J'ai l'intention de rester en étroites relations avec toutes les parties intéressées et avec le Secrétaire général de l'OUA pour suivre toutes les questions sur lesquelles portent les résolutions 1044 (1996) et 1054 (1996). J'informerai le Conseil de sécurité de tout élément nouveau qui pourrait survenir en ce qui concerne cet épineux sujet.

27. Tadjikistan

963. La situation du Tadjikistan est restée instable. L'accord de cessez-le-feu provisoire qui avait été conclu en septembre 1994 à Téhéran et plusieurs fois prorogé a souvent été violé par l'une et l'autre partie — l'opposition a même affronté les forces gouvernementales jusque dans le centre du pays et soumis certains secteurs de Tavildara. La Commission mixte établie pour assurer l'application de cet accord a été paralysée pendant quatre mois à la suite de l'enlèvement, le 24 février 1996, du Coprésident, un représentant de l'opposition. À cette situation se sont ajoutés les troubles suscités dans plusieurs villes de l'ouest et du nord par des problèmes économiques ou politiques.

964. La petite Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT) a continué à faire de son mieux pour que le cessez-le-feu soit respecté. Elle a enquêté sur les violations possibles, soit indépendamment, soit avec la Commission mixte, dont elle a par ailleurs assuré l'appui administratif. Ses équipes, cantonnées dans le centre et le sud du pays, ont effectué de nombreuses patrouilles et sont restées en relation avec les représentants du Gouvernement et de l'opposition afin de minimiser les frictions et d'aider si possible à résoudre les problèmes locaux.

965. Mon Envoyé spécial, M. Ramiro Píríz-Balloñ, a poursuivi sa médiation entre le Gouvernement et l'opposition afin de faciliter un dialogue qui mène à la réconciliation nationale. Faisant la navette entre Douchanbé et

Kaboul, il a été au début d'août l'intermédiaire entre le Président Rakhmonov et le chef de l'opposition, M. Abdullo Nuri, pour des pourparlers indirects qui ont abouti à la signature par les deux parties, chacune dans sa ville respective, d'un protocole énonçant des principes fondamentaux du rétablissement de la paix et de l'entente nationale dans le pays. Les deux parties sont convenues de chercher une solution politique d'ensemble et de poursuivre la négociation pour aboutir à un accord général.

966. Les deux parties ont également convenu de proroger de six mois, jusqu'au 26 février 1996, l'Accord de cessez-le-feu et de cessation temporaire des hostilités à la frontière tadjiko-afghane et à l'intérieur du pays. Suivant l'avis de mon Envoyé spécial, qui avait proposé de réaménager la négociation, elles ont décidé de tenir à partir du 18 septembre 1995 une série ininterrompue de pourparlers. Le Conseil de sécurité, par une déclaration du Président, a fait savoir qu'il accueillait avec satisfaction la signature du protocole et la prorogation du cessez-le-feu.

967. Une première phase de négociation ininterrompue s'est déroulée à Ashgabat du 30 novembre au 22 décembre 1995 (les pourparlers n'avaient pas repris à la date initialement prévue parce qu'il n'y avait pas eu entente sur le lieu où ils devaient se tenir). Les deux parties ont dès le début adopté une déclaration commune dans laquelle elles réaffirmaient leur volonté de respecter le cessez-le-feu. Mais les affrontements se sont multipliés dans la région de Tavildara et mon Envoyé spécial a interrompu sa mission de bons offices pour aller consulter à Moscou des responsables de la Fédération de Russie afin de trouver des moyens d'obtenir l'arrêt des combats. Après le rétablissement de la trêve et la reprise des négociations, les problèmes politiques ont été discutés en détail, mais l'inflexibilité des deux parties a empêché de réellement progresser. Le Conseil de sécurité, par sa résolution 1030 (1995) en date du 14 décembre 1995, a prorogé le mandat de la MONUT de six mois, jusqu'au 15 juin 1996, en soulignant qu'il importait que les parties mettent à profit les pourparlers pour parvenir à un accord général qui rétablirait la paix et l'entente nationale.

968. Il avait été entendu à Ashgabat que la négociation reprendrait le 15 janvier 1996, mais le processus s'est de nouveau enlisé. Afin d'essayer de le relancer, mon Envoyé spécial a consulté du 17 au 24 janvier à Moscou, pendant le Sommet de la CEI, le Président Rakhmonov, le Ministre russe des affaires étrangères, M. Yevgeny Primakov, et le Ministre turkmène des affaires étrangères, M. Boris Shikhmuradov. Il a été convenu de reprendre les négociations le 26 janvier.

969. La deuxième phase des pourparlers s'est déroulée du 26 janvier au 18 février. Les deux parties, comme j'en ai

informé le Conseil de sécurité le 22 mars, ont poursuivi de difficiles tractations sur les problèmes politiques fondamentaux et les compromis que proposait mon Envoyé spécial. Le Gouvernement considérait que ces propositions pouvaient servir de base de négociation, mais l'autre partie leur opposait plusieurs réserves de fond. Les pourparlers ont abouti à la Déclaration d'Ashgabat, avec notamment un accord sur une session extraordinaire du Parlement à laquelle participeraient les chefs de l'opposition.

970. Le processus de paix a de nouveau été sérieusement compromis lorsque le Coprésident de la Commission mixte, appartenant à l'opposition, a été enlevé le 24 février à Douchanbé. L'accord de cessez-le-feu expirait le surlendemain. Dans ces circonstances, j'ai chargé mon Conseiller spécial, M. Ismat Kittani, de consulter les chefs de l'opposition et le Gouvernement, ce qu'il a fait à Téhéran et à Douchanbé, et l'accord de cessez-le-feu a ainsi pu être prorogé sans conditions jusqu'au 26 mai 1996. Le Parlement tadjik, réuni en session extraordinaire le 11 mars, a confirmé que le Gouvernement était résolu à chercher une solution en entretenant un dialogue avec l'opposition. Malheureusement, cette dernière avait refusé, pour des raisons de sécurité consécutives à l'enlèvement du Coprésident de la Commission mixte, de participer à la session extraordinaire. Le Conseil de sécurité, dans une déclaration faite le 29 mars par son président, a marqué qu'il regrettait l'insuffisance de progrès dans la négociation et a instamment engagé les parties à respecter strictement l'accord de cessez-le-feu.

971. Mon Envoyé spécial étant retourné assumer de nouvelles fonctions diplomatiques dans son pays, j'ai chargé M. Gerd Merrem d'être mon Représentant spécial résidant à Douchanbé. M. Merrem a tenu ses premiers entretiens dans la région du 7 au 20 mai, se rendant à Moscou, Ashgabat, Douchanbé et Téhéran. Il s'est entretenu avec le Président Rakhmonov et le chef de l'opposition, M. Nuri, ainsi qu'avec les ministres des affaires étrangères des pays observateurs des pourparlers. L'accord de cessez-le-feu a été reconduit pour trois mois, jusqu'au 26 août.

972. La mission de M. Merrem a coïncidé avec le début d'une vaste offensive lancée dans la région de Tavildara par les forces de l'opposition. Le Conseil de sécurité, dans une déclaration faite par son président le 21 mai, a condamné les violations du cessez-le-feu, et en particulier cette offensive. Il s'est déclaré préoccupé par les restrictions de mouvement imposées à la MONUT, en particulier par le Gouvernement, et a souhaité que les pourparlers reprennent le plus rapidement possible.

973. Alors que la situation à Tavildara restait préoccupante, une nouvelle série de pourparlers s'est ouverte le 8 juillet à Ashgabat, mon Représentant spécial prêtant ses

bons offices. Les chefs des deux délégations ont signé le 19 juillet une déclaration commune rétablissant un cessez-le-feu effectif et reconduisant jusqu'au 31 décembre l'accord de Téhéran. Celui-ci, qui devait entrer en vigueur le 20 juillet à 6 heures (TU), stipulait que les parties resteraient sur les positions qu'elles occupaient au moment où il avait été signé, la MONUT vérifiant leurs positions respectives dans le secteur de Tavildara. Les parties ont en outre signé le 21 juillet un accord concernant l'échange de prisonniers, qui devait avoir lieu le 20 août. Elles ont par ailleurs convenu dans un communiqué commun d'un calendrier multipliant les réunions et consultations, afin de pouvoir trouver un terrain d'entente sur de très importantes questions politiques et militaires qui étaient étroitement liées. Elles ont enfin convenu de reprendre bientôt les négociations pour discuter des grandes questions politiques.

974. Je tiens à remercier ici le Gouvernement turkmène, hôte de cette dernière série de pourparlers, d'avoir ainsi remarquablement aidé aux efforts de conciliation.

975. Mais, malheureusement, les accords de juillet n'ont toujours pas été appliqués. Les combats se poursuivent dans la région de Tavildara, ce qui fait que le Tadjikistan est maintenant dans une situation critique permanente, presque chronique, qui impose à la communauté internationale d'intervenir. La population est largement au chômage, vit dans la pauvreté et meurt même de faim. Le paludisme, la tuberculose et la diphtérie sont très répandus; les risques médicaux et sanitaires sont multipliés par le manque de combustible et de moyens énergétiques; l'approvisionnement en gaz étant irrégulier, il arrive souvent que les maisons et les édifices publics ne soient pas chauffés pendant l'hiver, qui est très rigoureux; l'eau, qui n'est pas traitée, est contaminée par divers agents pathogènes. La détérioration des services publics, qu'il s'agisse des transports, de l'approvisionnement en électricité ou des communications, a aussi contribué à la dégradation rapide des conditions de vie. Le revenu moyen par habitant en 1995 était de loin le plus bas de tous les États devenus indépendants après l'effondrement de l'Union soviétique.

976. Le Tadjikistan a reçu des Nations Unies (Département des affaires humanitaires, PNUD, HCR, UNICEF, OMS, PAM) une aide humanitaire consistant en vivres, éléments agricoles, vêtements, abris, auxiliaires d'enseignement, médicaments et vaccins, services d'experts dans divers domaines. L'assistance a aussi largement porté sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement, les transports publics, l'administration et l'organisation publiques, l'implantation de petites entreprises et les moyens énergétiques.

Ex-Yougoslavie

977. Depuis le dernier rapport annuel que j'ai présenté à l'Assemblée générale, la situation politique a beaucoup changé en ex-Yougoslavie, dans bien des cas pour le mieux. L'Organisation des Nations Unies et les autres parties concernées restent déterminées à trouver une solution à long terme aux conflits qui déchirent l'ex-Yougoslavie. Toutefois, la situation sur le terrain les a contraintes à abandonner la démarche qu'elles avaient mise en oeuvre pour maintenir la paix dans la région et à adopter de nouvelles stratégies. La Force de protection des Nations Unies (FORPRONU), qui avait pour mission de coordonner les activités sur le théâtre d'opérations, a notamment été restructurée. Certains de ses éléments sont devenus indépendants, tandis que d'autres ont été supprimés.

978. Comme je l'ai indiqué dans mon dernier rapport annuel, lorsque la période d'application de l'accord de cessation des hostilités conclu en décembre 1994 est arrivée à expiration, les parties semblaient résolues à apporter une solution militaire au conflit de Bosnie-Herzégovine. C'est ainsi que l'activité militaire a atteint une intensité sans précédent à la fin de l'été et pendant l'automne 1995. On a alors assisté à des mouvements massifs de réfugiés et de personnes déplacées et constaté que toutes les forces, en particulier celles des Serbes de Bosnie, violaient systématiquement le droit international humanitaire. La FORPRONU avait les plus grandes difficultés à s'acquitter de son mandat en Bosnie-Herzégovine.

979. À la suite du bombardement de la place du marché Markale à Sarajevo, le 28 août 1995, l'OTAN a lancé, à la demande du commandant des Forces de paix des Nations Unies (FPNU) et avec son accord, des frappes aériennes contre les systèmes anti-aériens des Serbes de Bosnie, les armes lourdes déployées à proximité de Sarajevo, ainsi que les dépôts de munitions et d'autres installations militaires dans toute la Bosnie orientale. Ces frappes aériennes visaient à rétablir la zone d'exclusion des armes lourdes autour de Sarajevo et à dissuader quiconque d'attaquer les zones de sécurité. Au cours de l'opération, les mortiers et l'artillerie de la Force de réaction rapide de la FORPRONU ont ouvert le feu sur des positions des Serbes de Bosnie situées dans la zone de Sarajevo. Si ces actions, envisagées à la Conférence de Londres en juillet 1995, ont pu être menées, c'est parce que les Casques bleus de l'Organisation des Nations Unies s'étaient retirés hors des enclaves de Srebrenica, Žepa et Goražde qui étaient assiégées par les Serbes, et qu'ils risquaient moins d'être pris en otage.

980. Peu après le début des opérations aériennes lancées par l'OTAN en Bosnie orientale, l'armée bosniaque et les forces des Croates de Bosnie ont commencé à avancer dans la partie occidentale du pays, prenant le contrôle de zones traditionnellement peuplées par les Serbes de Bosnie. À la suite de cette avancée et des combats menés autour de Sarajevo, la superficie des zones sous contrôle de la Fédération croato-musulmane est passée de 30 % à un peu plus de 50 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine. On a alors assisté à de nouveaux mouvements massifs de personnes déplacées. Alors que les combats faisaient rage, les États-Unis poursuivaient activement la mise en oeuvre de l'initiative de paix qu'ils avaient lancée pendant l'été.

981. Le 5 octobre 1995, la délégation des États-Unis a obtenu la conclusion d'un accord de cessez-le-feu portant sur l'ensemble du pays et comportant des dispositions non militaires, concernant notamment le traitement humain des détenus, le droit de circuler librement et le droit des personnes déplacées à regagner leur foyer. Le personnel militaire et civil de la FORPRONU a immédiatement pris des mesures pour faciliter l'application de l'accord de cessez-le-feu et s'est notamment chargé d'effectuer les activités de déminage nécessaires à la remise en état et en service des équipements collectifs de Sarajevo. Le Chef de mission de la FORPRONU a conduit des négociations qui ont abouti à l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 12 octobre.

982. La relance du processus de paix et les revers militaires essuyés par les Serbes de Bosnie ont favorisé l'application du cessez-le-feu et ont permis à la FORPRONU de mieux s'acquitter de son mandat en Bosnie-Herzégovine. Si la mission a pu agir plus efficacement, c'est aussi parce que le Président Slobodan Milošević s'est chargé de conduire des négociations au nom de la Republika Srpska et en raison de l'effet dissuasif de la force aérienne employée par l'OTAN et de l'intervention de la force de réaction rapide en août et septembre.

983. La situation politique s'est améliorée avec la conclusion de divers accords, en particulier de l'Accord général pour la paix en Bosnie-Herzégovine, qui a été paraphé par la République de Bosnie-Herzégovine, la République de Croatie et la République fédérative de Yougoslavie le 21 novembre 1995 à Dayton (Ohio). Avant même la conclusion des négociations, un certain nombre de pays non membres de l'OTAN, dont la Fédération de Russie, ont convenu de participer à l'application du plan de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine. Il convient de noter que l'Organisation des Nations Unies n'était pas représentée à Dayton.

984. Les 8 et 9 décembre, j'ai assisté à la Conférence sur la mise en oeuvre de la paix, qui s'est tenue à Lancaster House, à Londres, en vue de mobiliser la communauté internationale pour permettre à la population de Bosnie-

Herzégovine de prendre un nouveau départ. Plusieurs décisions ont été prises à l'issue de cette conférence, dont la tenue a précédé la signature de l'Accord de paix à Paris le 14 décembre. Elles portaient notamment sur la création d'un Conseil de mise en oeuvre de la paix et d'un comité directeur de ce conseil, la répartition des responsabilités concernant les divers aspects de la mise en oeuvre de la paix et la nomination de Carl Bildt au poste de haut représentant. La Conférence a également abordé la stabilisation régionale, l'assistance humanitaire, la question des réfugiés et des prisonniers, la protection des droits de l'homme, l'organisation des élections, la reconstruction, les relations entre les États de l'ex-Yougoslavie et le reste de la communauté internationale, et la situation de la Slavonie orientale. Elle a en outre décidé que le Conseil de la mise en oeuvre de la paix absorberait la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, qui a été dissoute le 31 janvier 1996.

985. On peut également se féliciter de la signature, le 13 septembre 1995, de l'Accord intérimaire entre la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine et de celle, le 12 novembre 1995, de l'Accord fondamental concernant la région de la Slavonie orientale, de la Baranja et du Srem occidental visant à réintégrer pacifiquement cette région sous contrôle serbe dans la République de Croatie.

986. La conclusion des accords susmentionnés a amené l'Organisation des Nations Unies à restructurer radicalement ses opérations en ex-Yougoslavie. Quatre missions distinctes sont désormais chargées d'y mener à bien les opérations des Nations Unies. Il s'agit de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH), de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO), de la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (MONUP) et de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU) dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, auxquelles s'ajoutent deux bureaux de liaison à Belgrade et Zagreb.

987. Pour coordonner les activités complexes liées à la liquidation des anciennes missions, à la création de trois nouvelles missions et au transfert des responsabilités à la Force de mise en oeuvre (IFOR) en Bosnie-Herzégovine, j'ai temporairement nommé, le 1er novembre 1995, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Kofi Annan, au poste de Représentant spécial pour l'ex-Yougoslavie. Il a installé son bureau à Zagreb, à côté du quartier général des FPNU. Lorsqu'il a quitté ce poste, le 29 février 1996, un petit Bureau de transition pour les opérations des Nations Unies dans l'ex-Yougoslavie a été chargé d'assurer la liquidation de l'ancienne mission des FPNU et de fournir des services d'appui communs aux quatre opérations qui l'ont remplacée.

Répartition des tâches

28. Bosnie-Herzégovine

988. Après la conclusion de l'Accord de paix, la situation est entrée dans une nouvelle phase en Bosnie-Herzégovine, ce qui a amené l'Organisation des Nations Unies et les autres acteurs de la communauté internationale à se répartir autrement les tâches à exécuter. Par sa résolution 1031 (1995) du 15 décembre 1995, le Conseil de sécurité a autorisé la création d'une Force multinationale de mise en oeuvre de la paix (IFOR) chargée d'assurer le respect des dispositions militaires du règlement de paix; décidé de mettre fin au mandat de la FORPRONU et de transférer les responsabilités de la FORPRONU à l'IFOR; et approuvé la nomination d'un haut représentant. En conséquence, conformément aux dispositions de l'Accord de paix, les Nations Unies se sont vu confier deux responsabilités principales : gérer les activités du Groupe international de police (GIP) et faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées.

989. La passation des pouvoirs de la FPNU à l'IFOR a eu lieu le 20 décembre 1995. Le commandant des FPNU est devenu commandant adjoint de l'IFOR, mais a gardé la responsabilité des forces de paix pendant la période de transition. Le fait que le commandant des FPNU ait ainsi été simultanément commandant adjoint de l'IFOR a facilité la coordination entre le retrait des contingents de la FORPRONU et l'arrivée des éléments de l'IFOR. Au moment de la passation des pouvoirs, un certain nombre de soldats de la FORPRONU avaient déjà quitté le théâtre des opérations dans le cadre d'une restructuration et, sur les quelque 21 000 soldats qui étaient encore en Bosnie-Herzégovine, environ 18 500 devaient rester sur place pour faire partie de l'IFOR.

990. Un comité directeur a été établi afin de définir les principales modalités du transfert des responsabilités dans l'ex-Yougoslavie. Composé de membres du personnel civil et militaire des Nations Unies et de l'officier de liaison de l'OTAN auprès des FPNU, il a aidé le Représentant spécial du Secrétaire général à examiner les questions relatives aux activités que menaient les organismes et programmes des Nations Unies pour appliquer l'Accord de Dayton, et au transfert des responsabilités de la FORPRONU à l'IFOR. L'IFOR s'est également vu réaffecter l'essentiel des infrastructures, du matériel et des actifs de la FORPRONU. Si cette opération a réussi, c'est parce qu'elle a été soigneusement préparée à chaque échelon de commandement et que l'Organisation des Nations Unies comme l'OTAN étaient déterminées à ce que la passation de pouvoirs se fasse sans heurt. L'Organisation des Nations Unies et les organisations

régionales pourraient s'inspirer de cette expérience pour mener ensemble d'autres opérations.

991. Antonio Pedauye a été nommé Coordonnateur des Nations Unies par intérim du 5 au 31 janvier 1996. Il a été remplacé par Iqbal Riza, nommé Représentant spécial du Secrétaire général et Coordonnateur des opérations des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine le 1er février. M. Riza est chargé de superviser les activités du GIP et du bureau civil des Nations Unies et de coordonner les autres activités des Nations Unies, notamment dans les domaines de l'aide humanitaire, des réfugiés, du déminage, des droits de l'homme et du relèvement économique. Il coordonne également ses activités avec le Haut Représentant et avec les autres organisations internationales présentes sur le terrain.

992. Le GIP est chargé de contrôler les activités et facilités de maintien de l'ordre, de donner des avis au personnel et aux forces de maintien de l'ordre et de les former, et de donner des avis aux autorités gouvernementales de Bosnie-Herzégovine au sujet de l'organisation d'institutions efficaces de maintien de l'ordre. Conformément à la pratique en usage pour les autres missions de police civile des Nations Unies, le personnel du GIP n'est pas armé puisqu'il n'a pas pour mandat d'assurer lui-même le maintien de l'ordre.

993. Le Commissaire du GIP, Peter Fitzgerald, est arrivé sur le théâtre des opérations le 29 janvier. Il a établi son quartier général principal à Sarajevo et créé des quartiers généraux régionaux à Sarajevo, Banja Luka et Tuzla. Le Conseil de sécurité a autorisé le déploiement de 1 721 policiers civils avant la fin du mois d'avril. Les États Membres ont mis quelque 2 000 policiers à la disposition du GIP, mais la plupart devaient d'abord être libérés des fonctions qu'ils exerçaient dans leur pays et ont rarement pu être disponibles immédiatement. Au 31 juillet, le GIP comptait 1 676 policiers, déployés ou en attente d'être déployés dans 52 sites. Ces policiers n'étant pas armés et étant répartis dans tout le pays, leur sécurité ne peut être assurée que par l'IFOR et les autorités locales.

994. Le GIP n'est pas seulement chargé de contrôler, d'observer et d'inspecter les activités de maintien de l'ordre des autorités locales, mais doit aussi aider les parties à prendre des dispositions afin de réduire, restructurer et former leurs propres forces de police. Un accord a été conclu le 26 avril 1996 en vue de ramener les effectifs de la police de la Fédération de 20 000 à 11 500 hommes et de les réorganiser; jusqu'à présent, les échéances fixées à cet effet ont généralement été respectées. Des pourparlers ont été engagés avec les autorités de la Republika Srpska afin de procéder à une réduction analogue des effectifs de la police.

995. La composante affaires civiles de la MINUBH est analogue à celle de la FORPRONU. Quarante-quatre spécialistes des affaires civiles sont déployés sur le terrain, où ils partagent les bureaux du GIP. Ils appuient le GIP en lui rendant compte de l'évolution de la situation sur le plan politique et sur celui des droits de l'homme et en exerçant leurs bons offices pour promouvoir la confiance et résoudre les différends entre les parties. Ils collaborent en outre étroitement avec le Bureau du Haut Représentant et avec d'autres organisations internationales, notamment avec le HCR, l'IFOR et l'OSCE. Ils communiquent à ces dernières les informations qu'ils recueillent et les résultats des analyses qu'ils effectuent dans des domaines clefs de la mise en oeuvre de l'Accord de paix, concernant notamment les conséquences des orientations politiques sur la liberté de circulation, le respect des droits de l'homme et le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées.

996. Au début du mois de janvier, la tension est montée dans la ville divisée de Mostar. Les actes d'hostilité perpétrés par les deux communautés ethniques ont fait de nombreuses victimes parmi la population locale. Grâce aux efforts conjoints de l'Union européenne, de la communauté internationale et de mes représentants, la situation s'est calmée et des élections municipales ont pu avoir lieu le 30 juin. Néanmoins, la communauté des Croates de Bosnie n'ayant pas accepté les résultats de ces élections, l'avenir de Mostar et, a fortiori, celui de la Fédération croato-musulmane, s'est trouvé compromis. Dans ces conditions, on pouvait se demander si les contrôleurs de la police déployés par l'Union européenne et l'Union de l'Europe occidentale resteraient à Mostar. Le GIP s'est donc préparé à assurer la supervision de la police civile de la ville dans l'éventualité d'un retrait de l'Union européenne.

997. En tant qu'organisme chef de file chargé de coordonner les secours humanitaires, ainsi que le retour des réfugiés et des personnes déplacées, le HCR a mis en oeuvre un plan de rapatriement volontaire échelonné pour les réfugiés et personnes déplacées. Quelque 70 000 personnes ont d'ores et déjà regagné leur foyer. Toutefois, les retours volontaires dépendent des conditions de sécurité, qui sont elles-mêmes fonction de l'application des aspects militaires de l'Accord de Dayton et de facteurs économiques (existence d'abris, d'écoles, approvisionnement en eau et infrastructure). En mai, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés estimait que, sur 2 millions de réfugiés et de personnes déplacées, le quart seulement pourrait rentrer avant la fin de l'année. Afin de faciliter les retours, le HCR a mis en place des services de bus entre les deux entités (la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la Republika Srpska) pour permettre aux réfugiés de venir se rendre compte de l'état de leur habitation, mais il continue

de se heurter à de graves difficultés, les parties ne se montrant guère coopératives.

998. Le retour des réfugiés et des personnes déplacées dépendra en grande partie des résultats des élections, qui devraient se tenir le 14 septembre et dont l'organisation et la supervision ont été confiées à l'OSCE, conformément aux dispositions de l'Accord de Dayton. Le 30 janvier, l'OSCE a créé une Commission électorale provisoire de sept membres comprenant des représentants des trois parties. Même si la situation est loin d'être idéale sur le terrain, la campagne électorale a commencé dans toutes les régions de la Bosnie-Herzégovine. Des élections locales ont eu lieu à Mostar le 30 juin, sous la supervision de l'Administrateur de l'Union européenne. Un obstacle majeur à la tenue des élections du 14 septembre a en outre été éliminé quand les efforts déployés par le Haut Représentant, l'OSCE et les États-Unis ont amené Radovan Karadžić à démissionner de ses fonctions de Président de la Republika Srpska et de Président du Parti démocratique serbe.

999. Le Conseil de mise en oeuvre de la paix, qui s'est réuni à Florence les 13 et 14 juin, a effectué un examen à mi-parcours de la mise en oeuvre de l'Accord de paix. Il s'est essentiellement penché sur les aspects civils de cet accord; il a engagé les parties à appliquer véritablement toutes les dispositions de celui-ci et invité la communauté internationale à les aider à y parvenir.

1000. Le 16 novembre 1995, le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie a dressé des actes d'accusation contre les dirigeants des Serbes de Bosnie, Radovan Karadžić et Ratko Mladić, tenus pour directement et individuellement responsables des atrocités commises contre la population musulmane de Bosnie à Srebrenica en juillet 1995, quand l'enclave est tombée aux mains des forces des Serbes de Bosnie. Le 11 juillet 1996, le Tribunal international a lancé des mandats d'arrêt internationaux contre Radovan Karadžić et le Général Mladić. Il est essentiel que le Procureur du Tribunal soit doté des moyens et pouvoirs nécessaires pour rassembler les preuves requises et les présenter rapidement au Tribunal. Les États sont en outre tenus de prendre les mesures qui s'imposent afin que le Tribunal puisse mener à bien la mission pour laquelle il a été créé et traduire en justice tous les criminels accusés.

1001. Le renforcement de la Fédération est un élément clef de l'Accord de paix. À cet égard, je me suis félicité des accords qui ont été conclus à Washington le 14 mai 1996 concernant les bases de l'administration de la Fédération, notamment la loi applicable en matière de défense, les

structures économiques et politiques, la liberté des médias et la préparation des élections. Toutefois, si la Fédération semble bénéficier d'un soutien sans réserve au niveau intergouvernemental, encore faudrait-il, pour être l'un des deux piliers de l'Accord de paix, qu'elle soit portée par une détermination sans faille au niveau local.

1002. Pour l'heure, la situation reste très préoccupante en Bosnie-Herzégovine. Si la mise en oeuvre des aspects militaires de l'Accord de paix donne des résultats encourageants, il reste beaucoup à faire dans d'autres domaines. Les entraves à la liberté de circulation et l'intolérance dont font preuve toutes les parties constituent encore des obstacles majeurs qui risquent de compromettre le succès du processus de réconciliation et de reconstruction. Le processus de paix engagé n'est pas encore irréversible. Le danger d'une partition ethnique du pays reste réel et risque de conduire à une reprise des hostilités en Bosnie-Herzégovine. Il est indispensable que la communauté internationale et toutes les parties concernées unissent leurs efforts pour rétablir le caractère multiethnique de la Bosnie-Herzégovine, mettre un terme aux souffrances et vaincre la haine qui s'est accumulée ces quatre dernières années.

1003. Plus de trois ans après le début des efforts déployés par la communauté internationale pour maîtriser et résoudre ce conflit, il ne faudrait pas sous-estimer les difficultés que présente encore la négociation des autres dispositions prévues par l'Accord de paix. Il me semble néanmoins qu'à ce jour, il devrait être possible d'instaurer une paix viable et durable en Bosnie-Herzégovine, à condition que toutes les parties soient enfin prêtes à coopérer à sa mise en oeuvre.

29. Croatie

1004. Le 12 novembre 1995, le Gouvernement croate et les autorités serbes locales de l'ancien secteur Est ont signé l'Accord fondamental concernant la région de la Slavonie orientale, de la Baranja et du Srem occidental, qui confie à l'ONU la tâche insigne de gouverner la région. Dans sa résolution 1025 (1995) du 30 novembre, le Conseil de sécurité a décidé que le mandat de l'opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie (ONURC) prendrait fin le 15 janvier 1996 ou lorsque le Conseil aurait décidé du déploiement de l'ATNUSO. Dans le cadre de la restructuration des opérations de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie, le commandement et le contrôle des opérations militaires de l'ONURC dans le secteur Est ont été transféré le 1er décembre 1995 de l'ONURC au quartier général des FPNU et le Conseil de sécurité a mis fin au mandat de l'ONURC le 15 janvier.

1005. À la suite de cette décision, toutes les unités militaires des forces de l'ONU et leurs composantes civiles, notamment les fonctionnaires de l'ONURC chargés des affaires politiques et humanitaires et la police civile des Nations Unies, ont quitté les anciens secteurs Ouest, Nord et Sud de la Croatie. Les moyens dont disposait la communauté internationale pour surveiller la situation des droits de l'homme et la situation humanitaire dans les secteurs en question s'en sont trouvés considérablement réduits. Le personnel des Nations Unies chargé de cette tâche se limite actuellement à une petite équipe de fonctionnaires du HCR et à deux spécialistes du Centre pour les droits de l'homme, qui assistent le Rapporteur spécial et l'expert chargé de la question des personnes disparues. Les derniers membres de la composante «affaires civiles» ont quitté les anciens secteurs le 17 janvier.

1006. Malgré la réduction des moyens à la disposition de l'ONU pour surveiller la situation des droits de l'homme en Croatie, j'ai présenté au Conseil de sécurité deux rapports sur cette question, l'un en février et l'autre en juin, conformément à sa résolution 1019 (1995) du 9 novembre. En réponse à la demande faite par le Président du Conseil dans sa déclaration du 23 février, les rapports en question ont été établis à partir des informations recueillies sur le terrain par le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, la Mission de contrôle de la Communauté européenne, le HCR, le CICR et des organisations indépendantes oeuvrant dans le domaine des droits de l'homme. La principale conclusion que j'ai tirée de l'examen de la situation des droits de l'homme en Croatie est que, selon toute évidence, les autorités croates n'ont pour l'instant appliqué aucune mesure concrète pour protéger les droits de la population serbe locale et lui assurer des conditions de vie normales.

30. Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO)

1007. Le 15 janvier, par sa résolution 1037 (1996), le Conseil de sécurité a décidé d'établir, pour une période initiale de 12 mois, l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO), et l'a chargée principalement d'aider les parties à appliquer l'Accord fondamental. En outre, il a demandé instamment aux États Membres, agissant à titre national ou dans le cadre d'organisations régionales, de prendre toutes mesures nécessaires, y com-

pris de soutien aérien rapproché, pour défendre l'ATNUSO et, le cas échéant, aider à assurer son retrait, et a demandé à l'ATNUSO de coopérer avec l'IFOR et le Haut Représentant, Carl Bildt. Il a également décidé que la composante militaire de l'ATNUSO consisterait en une force pouvant compter initialement jusqu'à 5 000 hommes.

1008. L'ATNUSO a pour mandat de superviser et faciliter la démilitarisation de la région, comme le prévoit l'Accord fondamental; de superviser le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs foyers; de constituer et de former une force de police temporaire en vue de renforcer le professionnalisme de la police et d'instaurer la confiance parmi toutes les communautés ethniques; de surveiller le traitement des délinquants et le système pénitentiaire; d'organiser des élections pour tous les organes gouvernementaux locaux; de placer des observateurs internationaux le long des frontières internationales de la région afin de permettre aux personnes de traverser librement les frontières aux points de passage existants; de rétablir les services publics dans la région; de vérifier dans quelle mesure les parties remplissent l'engagement qu'elles ont pris de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales; d'aider le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie à enquêter sur les crimes de guerre et à engager des poursuites; de faciliter la réalisation de l'objectif que le Gouvernement croate et les autorités serbes locales se sont fixé dans l'Accord fondamental, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité dans la région.

1009. Le 17 janvier, le Conseil de sécurité a approuvé la décision de nommer Jacques Klein Administrateur transitoire en Slavonie orientale et de lui confier la responsabilité et le contrôle des composantes civile et militaire de la Mission. Le 13 février, il a approuvé ma décision de nommer le général de division Jozef Schoups Commandant de la Force.

1010. Après des débuts quelque peu difficiles, l'ATNUSO poursuit l'exécution de son mandat. Les parties à l'Accord fondamental continuent à souligner qu'elles sont disposées à coopérer avec elle, bien qu'elles aient auparavant donné l'impression d'interpréter l'Accord à leur façon, en fonction de leurs propres besoins et aspirations. Si le déploiement de l'ATNUSO s'est avéré plus difficile que prévu, c'est aussi en raison de la destruction des infrastructures, du manque de ressources et de la lenteur avec laquelle la composante militaire et la police ont été mises en place.

1011. Le déploiement de la composante militaire de l'ATNUSO a été achevé le 5 mai; l'effectif militaire total avait presque atteint le niveau autorisé, à savoir 5 000 hommes (unités de combat et unités de soutien). Conformément à l'autorisation donnée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1037 (1996), des arrangements ont été conclus

avec l'OTAN et l'IFOR pour fournir à l'ATNUSO, si nécessaire, un soutien aérien rapproché.

1012. En dépit des difficultés d'ordre administratif et logistique, l'Administrateur transitoire, en consultation avec les parties, a pu mettre en place, en temps voulu, les comités mixtes d'application dont la création était demandée dans l'Accord fondamental. Composés notamment de représentants d'organismes internationaux, ils sont chargés d'examiner une série de questions : police, administration, rétablissement des services publics, éducation et culture, retour des réfugiés et des personnes déplacées, droits de l'homme, élections et archives.

1013. En ce qui concerne la composante police civile de l'ATNUSO, l'effectif autorisé est de 600 hommes dont 442 étaient déployés dans la zone d'opérations de la Mission au 31 juillet. Des progrès ont été accomplis dans la formation de la force de police temporaire composée de policiers croates et serbes locaux. On estime que la Force de police transitoire créée le 1er juillet 1996 comptera 1 300 hommes. Des officiers choisis par les deux parties suivent un programme de formation à l'Académie internationale des agents de la force publique de Budapest, avec l'assistance de contrôleurs de police civile des Nations Unies et de l'International Crime Investigation and Training Assistance Project (ICITAP) des États-Unis. La Force de police transitoire, désormais responsable au premier chef du maintien de l'ordre public, est placée sous l'autorité de l'Administrateur transitoire et contrôlée par la police civile des Nations Unies.

1014. Pour ce qui est du fonctionnement des services publics, l'autoroute Belgrade-Zagreb et l'oléoduc de l'Adriatique ont été réouverts le 7 mai et les services postaux entre les régions administrées par l'ATNUSO et le reste de la Croatie ont été rétablis le 14 mai, après une interruption de quatre ans.

1015. Afin de faciliter les travaux de la composante «affaires civiles» de l'ATNUSO, chargée de superviser les comités mixtes d'application et de maintenir des contacts avec les autorités locales et le public, cinq bureaux régionaux ont été créés, à Béli Monastir, Osijek, Vukovar (ville), Vinkovci et Ilok. À l'heure actuelle, la composante «affaires civiles» est forte de 44 hommes, dont 17 sont basés au quartier général de Vukovar et 27 dans les bureaux régionaux. Elle est chargée d'assurer la présidence des comités et sous-comités opérationnels mixtes d'application, d'en désigner les membres et d'en coordonner l'activité dans les domaines des services publics, de l'éducation et de la culture, de l'administration publique et des droits de l'homme. Le calendrier et les modalités de la démilitarisation de la région de la Slavonie orientale ont été signés le 15 avril.

1016. Cette opération, qui ne devait pas durer plus de 30 jours, consistait à désarmer et démobiliser toutes les forces militaires et paramilitaires ainsi que les forces de police et à éliminer toutes leurs structures de commandement. Elle a été achevée le 20 juin, date à laquelle toutes les armes lourdes en possession des Serbes locaux avaient été soit transférées hors de la région soit remises à l'ATNUSO. Le commandement de l'ATNUSO a créé une équipe d'inspection internationale comprenant notamment un représentant du Siège à New York et l'a chargée de vérifier que la démilitarisation avait été menée à terme. Du 24 au 27 juin 1996, l'équipe a inspecté méthodiquement toutes les installations où elle savait ou soupçonnait que des soldats ou des policiers étaient stationnés. Le 27 juin, au siège de l'ATNUSO, à Vukovar, le général de division Schoups, le Commandant de la Force de l'ATNUSO et le général Loncar, Commandant du corps de la Baranja et de la Slavonie orientale, ont signé une déclaration de démilitarisation.

1017. En revanche, peu d'armes légères et de munitions ont été remises à l'ATNUSO. Beaucoup ont peut-être été transférées hors de la région, mais il est probable qu'un nombre considérable d'entre elles sont restées aux mains de certains éléments de la population. Certains habitants de la région ayant exprimé leur préoccupation au sujet de la sécurité à long terme, l'ATNUSO a mis au point une procédure visant à enregistrer les armes à usage non militaire détenues légalement.

1018. La composante militaire de l'ATNUSO a établi des postes d'observation dans la zone de séparation entre les forces croates et serbes avant le processus de démilitarisation et les a ensuite maintenus; elle a également supervisé les opérations de déminage effectuées par les parties. En outre, les soldats de l'ATNUSO ont veillé à ce que personne ne s'approprie les ressources de la région telles que le bois d'oeuvre et, le 14 mai, ils ont pris le contrôle du champ de pétrole de Djeletovci, qui est d'une importance stratégique.

1019. La Division de l'assistance électorale a entrepris une mission d'enquête en avril et une mission d'évaluation des besoins s'est rendue sur le terrain du 13 au 21 juillet. Les tâches confiées à cette dernière étaient notamment les suivantes : discuter et évaluer les conditions de l'organisation d'élections avec l'Administrateur transitoire de l'ATNUSO et les autorités croates et serbes compétentes; étudier le contexte général de l'organisation des élections et établir un calendrier précis pour celles-ci; examiner le cadre juridique existant et se prononcer sur la nécessité de modifier la législation; établir le budget global; enfin, arrêter la composition de la composante électorale de l'opération.

1020. En moins de 12 mois, l'ATNUSO a considérablement progressé dans l'exécution de son mandat. Elle s'est néanmoins heurtée à de nombreuses difficultés. À la suite de la fermeture du champ de pétrole de Djeletovci, le 16 avril, le manque de recettes a provoqué une crise financière dans les services publics. Celle-ci a été aggravée par la lenteur des négociations engagées avec les autorités croates afin de trouver des fonds à l'intention de l'administration locale et des services publics, conformément à la demande du Conseil de sécurité.

31. Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (MONUP)

1021. Le 30 septembre 1992, les Présidents de la Croatie et de la République fédérative de Yougoslavie ont signé une déclaration conjointe réaffirmant leur engagement à démilitariser la péninsule de Prevlaka. Depuis que l'armée yougoslave a achevé son retrait, en octobre 1992, des observateurs militaires des Nations Unies (placés, dans un premier temps, sous l'autorité de la FORPRONU) stationnent dans la zone en question.

1022. Dans mon rapport du 23 novembre 1995 au Conseil de sécurité, j'ai noté que la situation autour de la péninsule de Prevlaka était restée stable, bien qu'il y ait eu des provocations de la part des deux parties et j'ai fait remarquer que la présence d'observateurs militaires des Nations Unies dans les zones de Prevlaka et de Dubrovnik avait contribué à contrôler les tensions. J'ai également noté que le Gouvernement croate n'avait pas accepté que l'ONURC continue à exercer ses fonctions en Croatie, sauf, peut-être, pour surveiller la démilitarisation de la péninsule de Prevlaka en tant que mesure de confiance.

1023. Dans sa résolution 1038 (1996) du 15 janvier 1996, le Conseil de sécurité a autorisé les observateurs militaires des Nations Unies à continuer de vérifier la démilitarisation de la zone pour une période de trois mois, qui serait prorogée pour trois mois supplémentaires si le Secrétaire général indiquait dans un rapport que cette nouvelle prorogation continuerait de contribuer à réduire la tension dans la région.

1024. Dans mon rapport du 6 février, j'ai informé le Conseil de sécurité que j'avais l'intention de maintenir dans la zone de Prevlaka 28 observateurs militaires des Nations Unies, qui seraient placés sous le commandement d'un chef des observateurs militaires, lequel rendrait compte directement au Siège des Nations Unies à New York. Ensuite, le 12 mars, j'ai signalé que les observateurs militaires des Nations Unies à Prevlaka constituaient une mission distincte

(MONUP). Dans une lettre datée du 14 mars, le Président du Conseil m'a informé que ce dernier approuvait la prorogation du mandat de la MONUP conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 1038 (1996) et que les membres du Conseil me priaient de présenter un nouveau rapport sur les questions mentionnées au paragraphe 2 de la résolution, avant l'expiration du mandat en cours.

1025. Dans mon rapport du 27 juin, j'ai noté que la situation dans la zone de Prevlaka s'était améliorée, avec le départ du personnel militaire croate et le déminage partiel de la zone contrôlée par les Nations Unies du côté croate de la frontière, ainsi que le retrait des armes lourdes et l'assouplissement des restrictions imposées aux mouvements des deux côtés de la frontière. Tout en reconnaissant que la MONUP ne pouvait pas maintenir indéfiniment sa présence dans la péninsule de Prevlaka, j'ai estimé que si elle se retirait à ce stade, l'une ou l'autre partie pourrait chercher à combler le vide créé par son départ. Les tensions militaires qui s'ensuivraient pourraient nuire aux négociations politiques des deux parties. C'est pourquoi, prenant également en compte le fait que les deux Gouvernements avaient demandé que le mandat de la MONUP soit prorogé, j'ai recommandé qu'il le soit pour une période de trois mois, jusqu'au 15 octobre 1996, en attendant l'issue des négociations entre les parties. Dans sa résolution 1066 (1996) du 15 juillet, le Conseil de sécurité a autorisé les observateurs militaires des Nations Unies à continuer de vérifier la démilitarisation de la péninsule de Prevlaka jusqu'au 15 janvier 1997.

32. Ex-République yougoslave de Macédoine

1026. Le fait que la paix et la stabilité se sont maintenues dans l'ex-République yougoslave de Macédoine depuis que j'ai présenté mon dernier rapport à l'Assemblée a confirmé le rôle important de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU). Ce rôle a été complété par l'Accord intérimaire entre la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine signé le 13 septembre 1995 sous les bons offices de mon Envoyé personnel, M. Cyrus Vance. Depuis lors, les deux pays ont continué d'échanger des vues dans le cadre de l'article 5 de cet accord et sont convenus de poursuivre leurs pourparlers directs sous les bons offices de M. Vance à une date leur convenant mutuellement, conformément à la résolution 845 (1993) du Conseil de sécurité. Des représentants des deux pays se sont rencontrés pour la dernière fois le 11 juillet 1996.

1027. Après avoir examiné mon rapport du 23 novembre 1995, le Conseil de sécurité, par sa résolution 1027 (1995)

du 30 novembre, a décidé de proroger le mandat de la FORDEPRENU pour une période de six mois prenant fin le 30 mai 1996. Ce faisant, le Conseil, tout en se félicitant du rôle constructif joué par la FORDEPRENU, a rappelé sa préoccupation quant au risque que l'évolution de la situation ne compromette la confiance et la stabilité dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. La tentative d'assassinat du Président Kiro Gligorov, le 3 octobre 1995, a souligné la fragilité politique du pays. Comme le demandait le Conseil de sécurité dans sa résolution 1027 (1995), j'ai soumis le 30 janvier 1996 un nouveau rapport rendant compte en détail des développements sur le terrain et de toute autre circonstance affectant le mandat de la FORDEPRENU, ainsi que de l'évolution de la situation dans la région.

1028. Se fondant sur ce rapport ainsi que sur la lettre que j'avais adressée le 6 février à son Président, le Conseil de sécurité a adopté le 13 février la résolution 1046 (1996) autorisant l'adjonction de 50 hommes à l'effectif militaire de la FORDEPRENU afin d'assurer la présence d'un corps de génie à l'appui de ses opérations. Il a également approuvé la création du poste de commandant de la FORDEPRENU et demandé que je présente de nouvelles recommandations concernant la composition, l'effectif et le mandat de la mission.

1029. Le 1er février, le Conseil de sécurité a approuvé en principe ma recommandation tendant à ce que la FORDEPRENU devienne une mission indépendante dont le mandat, les effectifs et la composition resteraient inchangés. J'ai donc à nouveau désigné M. Henryk J. Sokalski, chef de la mission, comme mon Représentant spécial dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et j'ai nommé le général de brigade Bo Wranger (Suède) commandant de la Force.

1030. Conformément à son mandat, la FORDEPRENU continue à contribuer au maintien de la paix et de la stabilité dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Ses tâches sont les suivantes : déploiement préventif, bons offices, mesures de confiance, alerte rapide, enquêtes, surveillance, établissement de rapports et mise en oeuvre de certains projets de protection sociale et de développement. Depuis l'achèvement des activités de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, la FORDEPRENU entreprend des activités dans des secteurs où elle coopérait déjà avec la Conférence et avec ses divers groupes de travail.

1031. Le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine estime que le maintien de la présence de la Mission est nécessaire à la stabilité du pays. Dans une lettre qu'il m'a adressée le 8 avril, il a présenté les arguments suivants à l'appui de sa demande de prorogation du mandat de la FORDEPRENU : le fait que l'Accord de Dayton se trouvait dans une phase délicate de son application; les

menaces régionales potentielles, en particulier au Kosovo, à proximité immédiate de l'ex-République yougoslave de Macédoine, et la non-délimitation de la frontière avec la République fédérative de Yougoslavie; l'insuffisance des capacités de défense du pays tant que ses efforts pour faire partie d'arrangements de sécurité collective n'auraient pas abouti; enfin, le rôle joué par la FORDEPRENU dans la mise en place de structures et de politiques démocratiques de bon voisinage.

1032. Dans le rapport que j'ai présenté le 23 mai en application de la résolution 1046 (1996) du Conseil de sécurité, j'ai informé celui-ci du rôle positif joué par la FORDEPRENU. J'ai toutefois noté que, comme toutes les opérations de maintien de la paix en cette période de crise financière, la FORDEPRENU devait faire l'objet d'un examen rigoureux pour déterminer si son mandat était toujours valable et, dans l'affirmative, s'il pouvait être exécuté avec moins de ressources. J'ai également fait observer que des menaces continuaient de peser sur la stabilité du pays, mais qu'elles avaient diminué et étaient certainement beaucoup moins fortes que lorsque j'avais recommandé un déploiement préventif en novembre 1992. J'ai néanmoins estimé qu'il serait imprudent de retirer la FORDEPRENU et ai recommandé au Conseil de sécurité de proroger le mandat de la Force, sans en changer la composition, pour une nouvelle période de six mois. Par sa résolution 1058 (1996) du 30 mai, le Conseil a décidé de proroger le mandat de la Force pour une période prenant fin le 30 novembre 1996 et m'a prié de le tenir régulièrement informé de l'évolution de la situation sur le terrain et de tout autre élément pouvant influencer sur ce mandat. Il m'a en outre demandé de revoir la composition, l'effectif et le mandat de la Force et de lui présenter un nouveau rapport avant le 30 septembre.

Rétablissement de la paix (Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie)

1033. Créée en août 1992, la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie devait être maintenue jusqu'à ce que les problèmes de l'ex-Yougoslavie soient réglés. Cependant, après la signature de l'Accord de paix, il a été décidé de transférer ses responsabilités à un organe approprié émanant de l'Accord. Conformément aux décisions adoptées par la Conférence sur la mise en oeuvre de la paix (8 et 9 décembre 1995) et comme je l'ai indiqué dans mon rapport au Conseil de sécurité, la Conférence a cessé d'exister le 31 janvier 1996.

1034. Jusqu'à la fin de ses activités, le Comité directeur de la Conférence est resté coprésidé par M. Thorvald Stoltenberg, représentant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et par M. Carl Bildt, représentant

l'Union européenne, son siège se trouvant à l'Office des Nations Unies à Genève. Pendant la période écoulée entre la publication de mon dernier rapport sur l'activité de l'Organisation et la fin de la Conférence, les coprésidents du Comité directeur ont déposé trois rapports concernant la Mission de la Conférence internationale en République fédérative de Yougoslavie créée en septembre 1994. Il y était attesté que la République fédérative de Yougoslavie continuait d'honorer l'engagement qu'elle avait pris de fermer sa frontière avec les zones de la République de Bosnie-Herzégovine tenues par les forces serbes de Bosnie. Les coprésidents ont également présenté le dernier rapport semestriel sur les activités de la Conférence.

33. Sahara occidental

1035. Conformément au plan de mon prédécesseur pour le règlement du conflit au Sahara occidental, la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) a été créée par le Conseil de sécurité, aux termes de sa résolution 690 (1991) du 29 avril 1991, afin d'organiser et de conduire, en coopération avec l'OUA, un référendum d'autodétermination permettant au peuple du Sahara occidental de choisir entre l'indépendance et l'intégration au Maroc.

1036. Le cessez-le-feu contrôlé par la MINURSO, qui constitue l'un des principaux éléments du plan, a été maintenu depuis son entrée en vigueur le 6 septembre 1991. Selon le calendrier initial, la période de transition aurait dû commencer le même jour et le référendum aurait dû avoir lieu en janvier 1992. L'identification des personnes habilitées à voter a toutefois pris un retard considérable en raison des positions très divergentes des deux parties — le Gouvernement marocain et le Frente popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y de Río de Oro (Front Polisario) — sur la question de l'affiliation tribale au territoire et celle de l'admissibilité à voter des requérants. Ce retard s'est répercuté sur les autres aspects du plan et a empêché l'ONU d'entamer la période de transition devant déboucher sur le référendum.

1037. Dans un rapport daté du 8 septembre 1995, j'ai fait savoir au Conseil de sécurité que je ne pouvais confirmer que la période de transition commencerait le 15 novembre, comme il me l'avait demandé dans sa résolution 1002 (1995) du 30 juin. Les difficultés qui continuaient de se poser n'ayant pas été surmontées, le processus d'identification n'avait pas suffisamment avancé. Les repères que j'avais indiqués n'avaient pas non plus été suivis. En dépit des appels répétés que le Conseil de sécurité et moi-même avions lancés aux parties pour qu'elles permettent au processus d'avancer plus rapidement, elles se refusaient

toutes deux à des compromis qui, selon elles, affaibliraient leur position. Exhortant à nouveau les parties à permettre la mise en oeuvre rapide du plan, j'ai proposé de proroger le mandat de la MINURSO jusqu'au 31 janvier 1996. Si les conditions nécessaires au démarrage de la période de transition n'étaient pas réunies à cette date, j'avais l'intention de présenter au Conseil d'autres options pour examen, y compris le retrait éventuel de la Mission.

1038. Dans sa résolution 1017 (1995) du 22 septembre, le Conseil de sécurité a approuvé ma recommandation tendant à proroger le mandat de la Mission jusqu'au 31 janvier 1996, en prenant note de mon intention exposée ci-dessus. Il m'a demandé d'avancer, en consultation étroite avec les parties, des propositions expresses et détaillées pour résoudre les problèmes qui entravaient l'accomplissement du processus d'identification et de faire rapport sur le résultat de mes efforts en ce sens avant le 15 novembre 1995. Il m'a également prié de faire rapport avant le 15 janvier 1996 sur les progrès réalisés en vue de l'application du plan de règlement et de préciser dans ce rapport si la période de transition pourrait commencer au 31 mai.

1039. Dans une lettre que j'ai adressée le 27 octobre 1995 au Président du Conseil de sécurité, j'ai proposé de simplifier les modalités d'identification sans que cela compromette la fiabilité du processus et les procédures de recours prévues dans le mandat de la Commission d'identification. Le 6 novembre, le Conseil de sécurité a accusé réception de ma lettre et m'a demandé de poursuivre mes contacts avec les parties à ce sujet et de lui faire rapport avant le 15 novembre.

1040. Le 24 novembre, j'ai fait savoir au Conseil de sécurité que le Gouvernement marocain voyait dans ma proposition de procédure simplifiée un revirement radical par rapport au plan. J'ai donc proposé une autre procédure, qu'aucune des deux parties n'a trouvée satisfaisante. Les difficultés persistant, j'ai proposé oralement au Conseil le 15 décembre de dépêcher un envoyé spécial dans la région afin d'essayer de mettre fin à l'impasse. Dans sa résolution 1033 (1995) du 19 décembre, le Conseil de sécurité s'est félicité de ma décision et m'a demandé de lui faire rapport d'urgence sur les résultats des consultations de mon Envoyé spécial.

1041. À ce moment, la Commission d'identification avait interrogé et identifié environ 61 000 personnes sur un total de 234 000 (180 000 pour la partie marocaine, dont 90 000 dans le territoire et 90 000 au Maroc; 40 000 pour le Front Polisario, dans les camps de réfugiés près de la région de Tindouf en Algérie; et 14 000 en Mauritanie). Entamé le 28 août 1994, ce processus a échoué le 22 décembre 1995 faute d'accord sur les procédures d'identification d'un grand nombre de requérants restants membres de groupes

tribaux sahraouis qui, selon le Front Polisario, n'appartenaient pas au territoire.

1042. Mon rapport sur les consultations de mon Envoyé spécial, M. Chinmaya R. Gharekhan, a été soumis au Conseil de sécurité le 19 janvier. Grâce à ces efforts, le Front Polisario avait accepté de reprendre l'identification de tous les requérants membres de sous-fractions tribales représentées dans le recensement de 1974. Il refusait cependant de participer à l'examen des demandes émanant de trois groupes tribaux non représentés par une sous-fraction dans le recensement de 1974, car il ne pouvait présenter des chioukhs ou des suppléants pour aider à l'identification de ces requérants. De plus, le Front Polisario était fermement opposé à toute tentative d'identifier ces requérants avec la participation d'un chikh d'une seule partie. Le Maroc, quant à lui, estimait que l'examen des demandes devait se faire sans discrimination entre les différents groupes tribaux.

1043. Mon Envoyé spécial a noté qu'aux termes du plan, la Commission d'identification était tenue d'instruire toutes les demandes soumises dans les délais. Le Front Polisario insistant pour que les travaux de la Commission soient plus transparents, mon Envoyé spécial a décidé que la Commission communiquerait aux deux parties, sous une forme appropriée, la liste des requérants identifiés jusqu'alors comme habilités à voter ainsi que la liste des requérants qui restaient à identifier.

1044. Compte tenu des résultats de la mission de mon Envoyé spécial, j'ai proposé que le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MINURSO pour une période de quatre mois prenant fin le 31 mai 1996. J'ai toutefois souligné que nous nous trouverions vraisemblablement dans la même impasse à quelque mois de là lorsque la Commission d'identification aurait mené à bien le processus d'identification des requérants conformément à l'accord auquel était parvenu mon Envoyé spécial. J'ai proposé comme autre possibilité que le Conseil de sécurité décide qu'il lui était impossible de justifier une nouvelle prorogation de la MINURSO et qu'il fallait par conséquent établir des plans en vue du retrait progressif de la Mission. Le 31 janvier, le Conseil a adopté la résolution 1042 (1996) dans laquelle il a prorogé le mandat de la MINURSO jusqu'au 31 mai 1996 et m'a invité, au cas où il n'y aurait pas de progrès tangible dans l'application du plan de règlement, à lui soumettre pour examen un programme détaillé en vue du retrait progressif de la MINURSO.

1045. Le 8 mai, j'ai fait savoir au Conseil qu'en raison des positions des parties, tous les efforts déployés pour reprendre l'identification avaient jusqu'alors été vains. Bien que les deux parties demeurent attachées au plan, elles se trouvaient toujours dans la même impasse qu'à la fin

de 1995. Pour le Front Polisario, «les sous-fractions représentées dans le recensement de 1974» ne comprenaient pas les trois groupes tribaux contestés. Dans ces groupes, le Front Polisario n'accepterait d'identifier que les individus compris dans le recensement et les membres de leur famille immédiate. Dans le même temps, il insistait pour que lui soient communiquées les listes des personnes déjà identifiées et jugées aptes à voter. Le Maroc, pour sa part, s'opposait à la publication des listes avant la fin de l'identification au motif que cela serait contraire au plan et n'avait pas été approuvé par le Conseil de sécurité.

1046. J'ai été contraint de conclure à l'absence de la volonté requise pour faire bénéficier la MINURSO de la coopération dont elle avait besoin pour reprendre et achever le processus d'identification dans un délai raisonnable. Dans ces conditions, je me suis estimé obligé de recommander la suspension du processus d'identification jusqu'à ce que les deux parties prouvent de façon convaincante qu'elles étaient résolues à reprendre et achever ce processus sans y opposer de nouveaux obstacles, conformément au plan de règlement, comme l'avait prescrit le Conseil de sécurité.

1047. La suspension du processus d'identification signifiait que les membres de la Commission d'identification quitteraient la zone de la Mission, à l'exception de quelques-uns qui devraient rester pour s'assurer que les derniers centres étaient correctement fermés et s'occuper du stockage des données relatives à l'identification. La suspension entraînait aussi le retrait de la composante police civile qui avait travaillé en collaboration étroite avec le personnel chargé de l'identification, sauf un petit nombre de policiers qui resteraient en contact avec les autorités des deux parties et organiseraient la reprise éventuelle du processus d'identification. Les dossiers de la Commission seraient transférés à l'Office des Nations Unies à Genève où ils seraient conservés.

1048. J'ai également proposé de réduire de 20% les effectifs de la composante militaire de la MINURSO, ce qui ne nuirait pas à l'efficacité de ses activités de surveillance du respect du cessez-le-feu. J'ai proposé en outre de garder un petit bureau politique, dirigé par mon Représentant spécial par intérim, M. Erik Jensen, et un bureau de liaison à Tindouf, pour maintenir le dialogue avec les parties et les deux pays voisins (l'Algérie et la Mauritanie) et faciliter tout autre effort qui pourrait aider à régler les différends des parties. À cet égard, j'ai chargé mon Représentant spécial par intérim de continuer à étudier avec les parties et les pays voisins la possibilité de prendre des mesures de confiance qui permettent de reprendre les contacts entre tous les intéressés. J'ai recommandé, en attendant, de proroger le mandat de la MINURSO pour une

période de six mois avec les réductions d'effectifs indiquées ci-dessus.

1049. Dans sa résolution 1056 (1996) du 29 mai, le Conseil de sécurité a approuvé mes propositions et décidé de proroger le mandat de la MINURSO jusqu'au 30 novembre 1996. Le Conseil a rappelé que les parties avaient accepté que l'entière responsabilité de l'organisation et de la conduite du référendum soit confiée exclusivement à l'ONU. Il a demandé instamment aux parties de faire preuve de la volonté politique, de la coopération et de la souplesse nécessaires pour permettre la reprise et l'achèvement rapide du processus d'identification et la mise en oeuvre du plan. Il leur a demandé également de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies à la libération des prisonniers politiques sahraouis et à l'échange de prisonniers de guerre pour des motifs humanitaires, dès que possible, afin d'accélérer la mise en oeuvre du plan dans son ensemble. Il m'a prié de poursuivre l'action que je menais avec les parties en vue de sortir de l'impasse et de lui présenter, le 31 août au plus tard, un rapport sur le résultat de mes efforts ainsi que de le tenir pleinement informé de tous faits nouveaux importants et de lui présenter, le 10 novembre au plus tard, un rapport sur la suite donnée à la résolution.

1050. Après l'adoption de la résolution 1056 (1996), mon Représentant spécial par intérim a rencontré des représentants des deux parties pour leur proposer une ligne d'action concernant les principaux points de la résolution. Le 1er juillet, le juriste indépendant, accompagné du Représentant spécial par intérim, s'est entretenu avec des représentants du Gouvernement marocain au sujet d'une liste préliminaire de prisonniers politiques qui avait déjà été communiquée à ce gouvernement. Le 2 juillet, le juriste indépendant, accompagné du Représentant spécial par intérim, a rencontré de hauts responsables du Front Polisario au sujet de la même question. Il a été convenu que le juriste indépendant se rendrait de nouveau dans la région en août. À cette même occasion, mon Représentant spécial par intérim s'est longuement entretenu avec le Front Polisario d'autres questions, y compris la reprise du processus d'identification. Le Front Polisario s'est vigoureusement opposé à toute idée d'identifier les groupes qu'il ne considérait pas comme des «sous-fractions» représentées dans le recensement espagnol.

1051. Mon Représentant spécial par intérim s'est ensuite rendu en Algérie, où il a rencontré le Ministre des affaires étrangères, et en Mauritanie, où il s'est entretenu avec le Président pour le consulter au sujet de la relance du processus politique au Sahara occidental. En attendant, la réduction des effectifs de la MINURSO s'est poursuivie comme prévu.

1052. Le 16 juillet, j'ai rendu compte au Conseil de sécurité des entretiens que j'avais eus à Yaoundé avec les Présidents de l'Algérie et de la Mauritanie, ainsi qu'avec le Secrétaire général du Front Polisario. J'ai fait état des préoccupations exprimées par les deux présidents au sujet du désengagement de l'ONU au Sahara occidental et de leur crainte que la situation ne se détériore si aucune solution n'était trouvée. J'avais informé mes deux interlocuteurs des efforts que mon Représentant spécial par intérim et moi-même continuons de déployer pour relancer le processus politique. Soulignant l'urgence de la situation, j'ai demandé aux membres du Conseil d'aider à trouver une solution au problème grâce à leurs propres contacts et à des consultations bilatérales avec les parties.

1053. A la fin du mois de septembre, le nombre d'observateurs militaires sera passé de 288 à 232. Les dernières réductions seront achevées à la fin d'octobre, date à laquelle il ne restera plus que 230 observateurs militaires, comme l'a demandé le Conseil de sécurité dans la résolution 1056 (1996). Par ailleurs, depuis la suspension du processus d'identification, le nombre de policiers civils a également diminué, passant de 44 à 9.

E. Coopération avec les organisations régionales

1054. Le chapitre VIII de la Charte des Nations Unies définit le rôle que peuvent jouer les accords et organismes régionaux dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le besoin d'une action internationale visant à maintenir la paix et la sécurité se fait toujours sentir et il est fait de plus en plus appel à l'Organisation des Nations Unies. En raison de la crise financière qui touche l'Organisation, il devient difficile de prendre toutes les mesures appropriées. Il est donc plus important que jamais que les capacités et l'expérience de l'ONU comme des organisations régionales soient utilisées le plus efficacement possible. En conséquence, la coopération entre l'ONU et les organisations régionales a continué de s'intensifier et, dans certains cas, est devenue extrêmement étroite. En février 1996, j'ai convoqué la deuxième réunion des chefs de secrétariat des organisations régionales qui avaient coopéré avec l'ONU dans le domaine du rétablissement et du maintien de la paix.

1. Coopération avec l'Organisation des États Américains (OEA)

1055. Depuis mon dernier rapport, la coopération entre l'ONU et l'Organisation des États Américains (OEA) a

continué de s'intensifier. Le Secrétaire général de l'OEA s'est rendu au Siège de l'ONU à plusieurs occasions après la signature d'un accord de coopération entre les deux secrétariats en avril 1995. Les représentants des deux organisations ont continué d'échanger des informations et de participer aux réunions organisées par l'autre. Par exemple, le Directeur de la Division des Amériques au Département des affaires politiques a représenté l'ONU à la vingt et unième et à la vingt sixième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA, en 1995 et 1996.

1056. Le 3 avril 1996, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 50/86 B, prorogeant le mandat de la Mission civile internationale en Haïti (MICIVIH), déployée conjointement par l'ONU et l'OEA. Le Directeur exécutif de la MICIVIH continue de faire rapport à moi-même et au Secrétaire général de l'OEA, César Gaviria. L'OEA et l'ONU ont également collaboré à l'observation des élections en Haïti en décembre 1995.

1057. Par ailleurs, les deux organisations collaborent dans le cadre du comité tripartite créé par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le Président de la Banque interaméricaine de développement et le Secrétaire général de l'OEA en vue de coordonner plusieurs activités dans les domaines économique et social et coopèrent à la mise en oeuvre du plan d'action adopté par le Sommet des Amériques en décembre 1994. Le Département des affaires politiques et l'OEA ont récemment tenu des consultations qui ont abouti à la création d'un mécanisme de coopération et de coordination qui garantira une plus grande souplesse d'action.

2. Coopération avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA)

1058. L'ONU a continué d'élargir et de renforcer son programme de coopération avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) dans les domaines politique, économique et social. Je suis resté en contact étroit avec le Président et le Secrétaire général de l'OUA et les ai consultés sur différentes questions africaines qui concernaient les deux organisations, afin d'accroître notre coopération et de coordonner nos efforts pour contribuer à la prévention et au règlement des conflits dans la région. Nous avons ainsi mené des actions communes au Burundi, au Libéria, au Rwanda et au Sahara occidental, ainsi qu'en Sierra Leone et en Somalie. Mes envoyés spéciaux et représentants et ceux du Secrétaire général de l'OUA se sont beaucoup consultés et ont coordonné leurs activités.

1059. Dans le cadre de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec plusieurs dirigeants africains des besoins

et des objectifs du continent en matière de développement et de la manière d'offrir l'appui qu'ils méritent aux efforts courageux et déterminés des pays africains en faveur de la paix, du développement, de la démocratie et des droits de l'homme. Je continuerai d'appeler la communauté internationale à soutenir l'Afrique, ses dirigeants et son peuple et à forger un nouveau partenariat.

1060. Lors de la dixième réunion annuelle sur la coopération entre les secrétariats du système des Nations Unies et l'OUA, qui s'est tenue à Addis-Abeba en novembre 1995, les deux parties ont fait le point sur la mise en oeuvre de leur programme de coopération, qui comprend de nombreux volets, et se sont mis d'accord sur de nouvelles mesures visant à renforcer et à élargir leur collaboration. Dans les domaines de la paix, de la sécurité et de la démocratie, tout comme sur les questions économiques et sociales, les deux organisations ont élaboré et défini les modalités d'application de leurs programmes de coopération. Leurs représentants devraient se rencontrer plus tard dans l'année pour mettre au point les modalités pratiques de la coopération, évaluer les progrès réalisés dans l'application des programmes et convenir de nouveaux domaines de coopération.

1061. J'ai participé à la trente-troisième session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA, qui s'est tenue à Yaoundé en juillet 1996. Dans mon allocution devant l'Assemblée, j'ai insisté sur l'importance de la coopération entre l'ONU et l'OUA dans le domaine de la diplomatie préventive et de la participation des États membres de l'OUA aux opérations de maintien de la paix. J'ai souligné que les deux organisations avaient réalisé des progrès considérables concernant la création de la Communauté économique africaine, la valorisation des ressources humaines et la formation, la culture, l'alphabétisation, l'aide aux réfugiés et la démocratisation. J'ai ajouté que c'était dans le même esprit que j'avais lancé, le 15 mars 1996, l'Initiative spéciale des Nations Unies en faveur de l'Afrique, la plus grande opération jamais coordonnée par l'ONU, qui visait à favoriser l'instauration d'un partenariat entre les pays donateurs et les institutions et gouvernements africains en faveur du développement de l'Afrique.

3. Coopération avec la Communauté des Caraïbes (CARICOM)

1062. La coopération avec la Communauté des Caraïbes (CARICOM) n'a cessé de s'intensifier entre l'ONU et la Communauté des Caraïbes (CARICOM) depuis l'obtention par cette dernière du titre d'observateur auprès de l'Assemblée générale, en 1992, et l'adoption de la résolution

49/141 en date du 20 décembre 1994. Dans mon dernier rapport, j'ai salué le rôle essentiel joué par la Communauté dans le rétablissement de la démocratie en Haïti et, en particulier, la participation du contingent de la CARICOM à la MINUHA, première opération de maintien de la paix à laquelle prenait part la Communauté des Caraïbes. Au titre de cette contribution, j'ai eu le plaisir d'inviter le Secrétaire général de la CARICOM à participer, en février 1996, à la réunion de l'ONU et des organisations régionales sur le maintien et le rétablissement de la paix.

1063. Après examen de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales, un mécanisme plus souple sera mis en place, ce qui devrait améliorer encore la collaboration avec la CARICOM. J'ai salué la décision prise par les ministres des affaires étrangères de la CARICOM à leur vingt-deuxième réunion tenue à la Jamaïque en mai 1996 de définir les domaines dans lesquels il était possible d'aller dans cette direction, y compris le maintien de la paix, le rétablissement de la paix et les activités relatives aux domaines économique et social. Dans l'intervalle, la CARICOM continue d'être représentée aux conférences des Nations Unies et à leurs réunions préparatoires et de suivi. Par exemple, un haut responsable de la CARICOM a participé à la réunion de la Commission du développement durable sur les progrès réalisés dans l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, qui s'est tenue au Siège de l'ONU le 24 avril. Réciproquement, je continue d'être représenté au plus haut niveau aux sommets de la CARICOM et de m'inspirer de leurs conclusions.

4. Coopération avec des organisations en Europe

1064. L'Europe abrite de nombreuses organisations régionales avec lesquelles l'ONU a accru et renforcé sa coopération au cours des dernières années. L'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ayant déjà convenu de la façon dont elles se répartiraient les tâches concernant les activités menées sur le continent européen, chaque organisation a appuyé les efforts de l'autre. Les deux organisations ont collaboré de manière étroite dans l'ex-Yougoslavie, en particulier en Bosnie-Herzégovine, dans le cadre de l'Accord de Dayton, aux termes duquel l'ONU et l'OSCE se sont vu confier des responsabilités différentes mais complémentaires. L'ONU a également entretenu des relations étroites avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dans le cadre de la Mission de l'IFOR en Bosnie-Herzégovine et de l'ATNUSO en Croatie.

1065. Concernant la situation en Abkhazie (Géorgie), l'OSCE a participé et apporté son concours aux efforts de rétablissement de la paix de mon Envoyé spécial en Géorgie. La coopération entre la Force de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants (CEI) et la MONUG reste extrêmement efficace. Le Groupe de Minsk de l'OSCE a pris la direction des efforts qui visent à régler le différend relatif à la région du Nagornie-Karabakh en Azerbaïdjan et auxquels l'ONU prête son appui et son assistance. Par ailleurs, l'ONU et l'OSCE ont collaboré au Tadjikistan et dans un certain nombre de domaines, parmi lesquels on citera surtout l'observation des élections. L'ONU a coopéré avec d'autres organisations, notamment l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne occidentale. En mai 1996, j'ai eu l'honneur de m'adresser au Conseil des chefs d'État de la CEI à Moscou.

5. Coopération avec l'Organisation de la Conférence islamique (OCI)

1066. L'ONU et l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) ont régulièrement tenu des consultations sur des questions d'intérêt commun, en particulier la situation en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine, en Somalie et au Tadjikistan. Comme suite à la résolution 49/15 de l'Assemblée générale, des hauts responsables des secrétariats des deux organisations se sont rencontrés en octobre 1995 au cours d'une réunion de haut niveau pour débattre des moyens de renforcer la coopération entre l'ONU et l'OCI dans le domaine politique. Ils sont convenus de poursuivre les consultations sur les mécanismes de cette coopération. En juin 1996, une réunion générale a été organisée à Genève entre les hauts représentants des secrétariats des deux organisations et de leurs institutions spécialisées pour évaluer les progrès réalisés dans les neuf domaines prioritaires de coopération (dans les domaines économique, social et technique) et définir les moyens de renforcer et de rationaliser davantage la coopération dans ces domaines. Conformément à la résolution 50/17 de l'Assemblée générale, au cours de la réunion générale de Genève, les hauts responsables des départements politiques des secrétariats de l'ONU et de l'OCI ont également examiné diverses propositions émanant des deux secrétariats et visant à renforcer la coopération dans le domaine politique. Les deux parties ont recensé un certain nombre de moyens permettant de renforcer l'échange d'informations, les consultations et la coordination entre l'ONU et l'OCI et sont convenues d'organiser d'autres consultations de haut niveau à cet égard.

6. Coopération avec la Ligue des États arabes

1067. L'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes ont resserré leurs liens de coopération, dans le cadre de l'application des propositions adoptées lors de leurs réunions générales, la dernière s'étant tenue à Vienne en 1995. Leurs projets communs dans les domaines économique et social ont favorisé le développement des États arabes. Des consultations ont été organisées à tous les niveaux sur des questions d'intérêt commun pour définir les modalités de leur coopération et de la coordination de leur action en matière de diplomatie préventive et de consolidation de la paix. En janvier 1996, dans le but d'améliorer encore nos relations et de poursuivre les consultations, j'ai été le premier Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à se rendre au siège de la Ligue des États arabes, au Caire.

F. Désarmement

1068. Nous vivons un moment historique. Le 10 septembre, l'Assemblée générale a adopté le texte d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et m'a demandé, en tant que dépositaire du traité, de l'ouvrir à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies à une date aussi rapprochée que possible.

1069. Un très large consensus politique international joue en faveur de l'arrêt définitif des essais nucléaires. J'ai maintenant l'intention d'ouvrir le plus rapidement possible ce traité à la signature des gouvernements.

1070. L'adoption du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires marque l'aboutissement d'efforts concertés menés depuis plus d'un quart de siècle par la communauté internationale. Ce traité complète et enrichit l'ensemble des instruments existants en matière de désarmement international et de maîtrise des armements. Il est un puissant symbole de l'engagement concret tant des États dotés d'armes nucléaires que des États qui en sont dépourvus d'atteindre l'objectif final : dénucléariser totalement le monde. C'est un élément essentiel pour la consolidation de la décision prise en 1995 par les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de proroger indéfiniment ce Traité et le succès des efforts des parties qui s'efforcent de définir des objectifs et des principes clairs dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement nucléaires. Il est indispensable au succès de la procédure d'examen renforcé du Traité de non-prolifération nucléaire qui débutera en 1997.

1071. Les accords de vérification très complets et rigoureux envisagés par les négociateurs permettent d'accroître considérablement le niveau de la coopération internationale dans le domaine nucléaire. Le processus de négociation du traité a déjà permis de renforcer la capacité des gouvernements qui ont participé aux essais et à l'évaluation du système international de surveillance à communiquer entre eux avec rapidité et précision.

1072. Les États dotés de l'arme nucléaire sont responsables au premier chef de la réalisation du double objectif du désarmement nucléaire et de la non-prolifération des armes nucléaires. Je les invite à poursuivre de bonne foi les négociations et à réaffirmer au sein des instances internationales leur engagement à parvenir à créer un monde exempt d'armes nucléaires en réduisant encore leurs arsenaux et en limitant leur dépendance à l'égard de ces armes pour assurer leur sécurité.

1073. L'adhésion universelle au futur traité renforcera l'efficacité du régime d'interdiction des essais nucléaires. Je demande instamment à tous les États qu'ils soient dotés ou non d'armes nucléaires de signer le traité et de prendre le plus rapidement possible toutes les dispositions nécessaires à sa ratification afin qu'il puisse entrer promptement en vigueur.

1074. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires n'est toutefois pas une fin en soi. Tous les États, en particulier les États dotés de l'arme nucléaire, devraient redoubler d'efforts pour que l'on prenne de nouvelles mesures concrètes de désarmement nucléaire, qui permettraient à la communauté internationale de se rapprocher de son objectif : un monde exempt d'armes nucléaires.

1075. Les négociateurs du Traité ont salué le rôle institutionnel de l'Organisation en tant que dépositaire impartial des instruments juridiques internationaux en désignant le Secrétaire général comme dépositaire du futur traité. Je m'engage, au nom de l'Organisation, à encourager et à suivre le processus d'adhésion au Traité, à en diffuser les résultats et à appuyer les parties lors des étapes initiales de la mise en place de l'organisation qui sera chargée de le faire appliquer.

1076. Deux autres initiatives multilatérales majeures et à long terme, prises dans le domaine nucléaire, ont contribué à renforcer le large consensus en faveur du désarmement nucléaire et du régime de non-prolifération nucléaire : la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est et l'adoption du Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba), respectivement signés le 15 décembre 1995 et le 11 avril 1996. Il faut y ajouter la signature, le 25 mars 1996, par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis du Protocole au Traité de 1986 sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud

(Traité de Rarotonga), portant à cinq le nombre d'États dotés d'armes nucléaires parties au Traité.

1077. La création de zones dénucléarisées permet de progresser vers un monde exempt d'armes nucléaires. La signature de ces deux Traités a permis de bannir dans deux grandes régions du globe la mise au point, les essais, le déploiement, le stockage, le transfert ou l'utilisation d'armes nucléaires. Celles-ci constituent les troisième et quatrième zones à forte densité de population exemptes d'armes nucléaires après le Pacifique Sud et l'Amérique latine et les Caraïbes. Si l'on inclut l'Antarctique, l'hémisphère sud est dorénavant entièrement exempt d'armes nucléaires.

1078. La course aux armements nucléaires régresse manifestement. Parallèlement aux succès obtenus au niveau multilatéral, la Fédération de Russie et les États-Unis réduisent quotidiennement le nombre de leurs armes nucléaires stratégiques, dans le cadre du processus START I. La ratification de START II par les États-Unis en janvier 1996 devrait inciter la Fédération de Russie à faire de même afin que les deux Puissances ramènent le nombre de leurs armes nucléaires aux limites convenues, à savoir 3 000 à 3 500 d'ici à l'an 2003. En février 1996, la France a annoncé des réductions de ses forces nucléaires, la fermeture d'une usine d'uranium utilisable à des fins militaires et la cessation de la production de cette matière fissile.

1079. Toutefois, il existe toujours des stocks de milliers d'armes nucléaires. En outre, des stocks importants de matières fissiles utilisables à des fins militaires constituent une menace permanente pour la population et l'environnement de la planète. La menace des accidents liés aux armes nucléaires, la contrebande de matières nucléaires utilisables à des fins militaires ainsi que la menace de diverses formes de terrorisme nucléaire subsistent. La commémoration, en avril 1996, du dixième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl a rappelé la gravité des effets durables d'un accident nucléaire dans une centrale nucléaire utilisée à des fins pacifiques et la terreur et les destructions qui s'ensuivent. Les accords conclus en avril 1996 entre les grandes Puissances à l'occasion du Sommet de Moscou sur la sécurité et la sûreté nucléaires afin de mieux surveiller, gérer et assurer la sécurité des stocks d'armes nucléaires et des matières utilisables à des fins militaires ont permis de franchir un pas important dans la bonne direction.

1080. Les efforts déployés pour atteindre le but ultime, à savoir un désarmement nucléaire complet, sont indissociables de ceux entrepris pour garantir la non-prolifération d'autres armes de destruction massive. La Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur

destruction a été signée il y a près de quatre ans. Son entrée en vigueur n'a été que trop longtemps différée. Les dispositions relatives à la transparence, aux consultations et à la coopération par un échange d'informations et de notifications sur les stocks existants, les plans détaillés assortis de délais précis quant à leur destruction et les accords de vérification rigoureux prévus par la Convention ne s'appliqueront pas automatiquement. J'ai à deux reprises prié instamment les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait de ratifier la Convention dans les meilleurs délais.

1081. Les experts progressent régulièrement vers une vérification internationale efficace, fiable et équitable de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction afin de renforcer encore le régime de non-prolifération de toutes les armes de destruction massive.

1082. La transparence dans le domaine des armements est désormais une méthode efficace admise pour renforcer la confiance aux niveaux régional et international. Depuis sa création en 1992, le Registre des armes classiques de l'ONU s'est avéré être un outil très utile. Le nombre des États Membres participant au Registre est important. Les informations sur les transferts des principaux systèmes d'armes et sur leurs fournisseurs et clients majeurs sont connues depuis trois ans. Les procédures ont été simplifiées pour les nombreux États qui n'ont rien à signaler. Toutefois, la participation au Registre n'est pas universelle. Certains gouvernements et le Secrétariat se sont efforcés d'inciter dans plusieurs régions les États à y participer. Divers forums régionaux ont poursuivi leurs consultations sur la création de registres d'armes concernant celles qui les préoccupent particulièrement.

1083. Une multitude d'activités originales et fécondes ont été mises en oeuvre afin de relever les défis que pose le domaine des armes classiques ou «microdésarmement». J'ai fréquemment employé ce terme au cours de l'année écoulée afin d'établir une distinction entre cette question et les questions traditionnelles de désarmement qui ont occupé la presque totalité de l'ordre du jour de l'Organisation pendant la guerre froide, période dominée par les armes de destruction massive et les principaux systèmes d'armes classiques. Les armes individuelles et les armes légères, y compris les mines terrestres, sont aujourd'hui les armes les plus fréquemment utilisées lors de conflits internes, de troubles civils, d'insurrections, ou de rébellions. La fin de la guerre froide constitue une occasion sans précédent pour l'Organisation des Nations Unies d'intervenir sur ce front afin de contrôler la fabrication, la vente, le stockage et l'utilisation d'armes individuelles et d'armes légères.

1084. La destruction d'armes, symbolisant le désarmement et le rétablissement de la paix, a été organisée à Tombouctou, au Mali, en mars 1996. Un stock de près de 3 000 armes individuelles, y compris des fusils, des lance-grenades et des armes automatiques qui avaient été apportées par d'anciens combattants de la région nord du pays, ont été arrosés d'essence et brûlés lors d'une spectaculaire cérémonie symbolisant la «Flamme de la paix». La destruction de ces armes, organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies et le PNUD, faisait suite à certaines dispositions de l'accord de paix conclu en 1995 entre le Gouvernement du Mali et le Mouvement et Fronts Unis de l'Azaouad. Ce geste symbolique a montré ce qu'il est possible d'accomplir lorsque les diverses parties et composantes du processus de paix concourent à la réalisation d'un même objectif.

1085. Le PNUD s'est employé à assurer le relèvement du Mali et à développer son économie, notamment dans les régions les moins développées où la marginalisation économique a contribué à l'éclatement de violents troubles politiques. Les soldats démobilisés ont été regroupés et des emplois rémunérateurs ont été offerts aux plus jeunes qui n'avaient probablement connu que la guerre. L'Organisation des Nations Unies a apporté son concours en recensant les sources de prolifération d'armes individuelles au Mali, en indiquant comment les rassembler et en identifiant les moyens permettant de renforcer la sécurité dans le pays.

1086. Pour que le microdésarmement soit utile, il doit être appréhendé dans le cadre des questions de sécurité qui concernent directement les États d'une région donnée. En juillet, 11 États africains ont signé un pacte de non-agression. La signature du pacte, lors d'une cérémonie à laquelle j'ai participé au moment où je me trouvais à Yaoundé pour la réunion annuelle au sommet de l'OUA, constitue en elle-même une marque de confiance entre les membres d'une région instable où la situation est tendue. Le Comité consultatif permanent de l'ONU chargé des questions de sécurité en Afrique centrale a été au coeur du processus qui a débouché sur la conclusion et la signature du Pacte. Il a favorisé le dialogue entre ses membres sur les questions régionales, l'échange d'informations, l'organisation de réunions entre les responsables gouvernementaux de la sécurité et de la défense ainsi que l'adoption d'autres mesures concrètes. Il importe de continuer à encourager et à appuyer le microdésarmement.

1087. La prolifération d'armes individuelles et d'armes légères, notamment le trafic clandestin de ces armes, risque de compromettre la stabilité et la sécurité des États, plus particulièrement celles des petits États et même déstabiliser toute une région. En mai 1996, après trois années d'efforts, la Commission du désarmement de l'ONU est parvenue à

élaborer un ensemble de directives relatives aux transferts internationaux et à l'élimination du trafic illicite d'armes. En juin 1996, un groupe d'experts gouvernementaux a entrepris une étude détaillée de la nature et des causes du stockage excessif et du transfert d'armes individuelles et d'armes légères ainsi que des moyens de les limiter. Les travaux du groupe pourront servir de base à une action en vue de réduire et de contrôler cette nouvelle course aux armements.

1088. Les questions humanitaires tragiques liées à l'utilisation excessive et sans discrimination de mines terrestres sont traitées en détail dans une autre partie du présent rapport. La recherche d'une solution à ce problème reste l'un des objectifs prioritaires de l'Organisation. Seule l'interdiction permanente de cette arme de destruction lente et massive est l'unique option. Le nombre d'États qui ont interdit le transfert de mines terrestres antipersonnel continue de croître au fil des ans. Certains États se sont engagés à interdire la fabrication, la mise au point, le stockage et l'utilisation de mines terrestres antipersonnel et à détruire tous les stocks existants.

1089. La Conférence d'examen des États parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination a achevé ses travaux. Le Protocole II sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de mines, pièges et autres dispositifs a été révisé afin d'inclure les conflits internes, les dispositions sur le transfert de mines terrestres et autres restrictions sur l'utilisation des mines, dont certaines ont créé un précédent en matière de droit international sur le désarmement. L'ONU attache une importance particulière au respect intégral des dispositions régissant la protection des forces de maintien de la paix et des forces humanitaires de l'ONU contre les effets des sites à forte concentration de mines.

1090. D'autre part, j'ai fait savoir que les résultats de la Conférence d'examen me décevaient; les dispositions révisées sont en effet loin d'interdire totalement l'emploi de mines conformément à la position de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions, de ses organisations non gouvernementales, du CICR et de 34 États Membres. J'espère que les conférences annuelles que les États parties ont décidé de tenir sauront préserver la dynamique en faveur d'un renforcement plus complet du Protocole II.

1091. La conférence d'examen s'est révélée fructueuse en ce qui concerne un autre domaine moins connu. Les États parties ont adopté un nouveau Protocole additionnel IV à la Convention dans lequel ils ont accepté d'interdire l'utilisation et le transfert d'armes laser aveuglantes antipersonnel. Ce nouvel instrument a le mérite d'interdire une arme avant son déploiement. Il s'agit d'un progrès minime mais

néanmoins significatif en matière de droit humanitaire et de désarmement. Il devrait être suivi de l'adoption prochaine de restrictions plus rigoureuses sur l'utilisation des lasers à des fins militaires.

1092. Les consultations relatives à la tenue d'une session extraordinaire consacrée au désarmement ont commencé dans le cadre des travaux de la Commission du désarmement de l'ONU en avril et se sont poursuivies au sein du Conseil consultatif pour les questions de désarmement en juillet 1996. Cette réunion pourrait contribuer à attirer l'attention de la communauté internationale sur l'aspect évolutif du désarmement multilatéral, la limitation des armements et la sécurité internationale tant au niveau mondial que local. Les États Membres paraissent, dans l'ensemble, favorables à la convocation d'une telle session bien que la date n'en ait encore été fixée. Le succès de ses travaux dépendrait dans une grande mesure d'un environnement politique mondial favorable et le rythme des préparatifs techniques pourrait constituer le meilleur critère de détermination de la date la plus propice à la tenue d'une telle session. Elle devrait avoir pour objectif principal de garantir que les efforts entrepris, qui exigeront la mobilisation de ressources, ne contribueront pas uniquement à alimenter le discours international, mais aussi à faire progresser la coopération multilatérale en faveur du désarmement.

G. Consolidation de la paix après les conflits

Stratégies

1093. Le principal objectif de la consolidation de la paix après les conflits est d'éviter la reprise d'un conflit qui a été contenu, en essayant de s'attaquer aux causes profondes — politiques, économiques, sociales ou humanitaires — qui sont à la base du différend qui a provoqué le conflit armé, et de consolider ainsi la paix. Il s'agit là d'une activité à long terme qui va au-delà de l'impératif immédiat, qui est de faire taire les canons, et qui consiste à créer progressivement des conditions qui écartent toute raison de reprendre les combats.

1094. La consolidation de la paix après les conflits est un processus complexe. Le rôle du Secrétaire général est de donner des conseils pour que toutes les ressources du système des Nations Unies soient affectées à la réalisation d'un objectif politique donné.

1095. À l'instar des activités de rétablissement et de maintien de la paix de l'Organisation, la consolidation de la paix n'est pas une thérapie que l'ONU peut imposer à un patient peu

disposé à l'accepter. Les questions à aborder sont souvent très délicates, en particulier dans les conflits internes. L'Organisation ne peut intervenir que si elle y est invitée par le ou les gouvernement(s) concerné(s). S'il est vrai que, dans certains cas, le Secrétaire général peut, à juste titre, suggérer des mesures utiles aux gouvernements, la consolidation de la paix après les conflits n'est pas un service qui peut ou qui devrait être imposé aux États Membres.

1096. Ces dernières années, l'ONU a beaucoup appris en collaborant avec des gouvernements à la conception et à l'exécution d'activités de consolidation de la paix après les conflits. Il ressort de cette expérience que l'Organisation peut jouer quatre rôles dans ce domaine.

1097. Le premier rôle, dans le contexte général de l'alerte avancée, est de déterminer les situations où l'ONU pourrait aider les parties à un ancien conflit à prendre des mesures susceptibles de réduire les risques d'une reprise de ce conflit. Le deuxième rôle consiste à réfléchir aux formes que pourraient prendre ces mesures et à les examiner avec le ou les gouvernement(s) concerné(s). Le troisième rôle, à supposer que les États donnent leur accord, est de dynamiser les programmes, les fonds, les bureaux et les institutions des Nations Unies et de les convaincre que les activités proposées sont utiles et qu'elles relèvent de leurs mandats. Enfin, le quatrième rôle est de vérifier dans quelle mesure les activités de consolidation de la paix approuvées ont atteint leur objectif politique, à savoir réduire les risques de reprise du conflit.

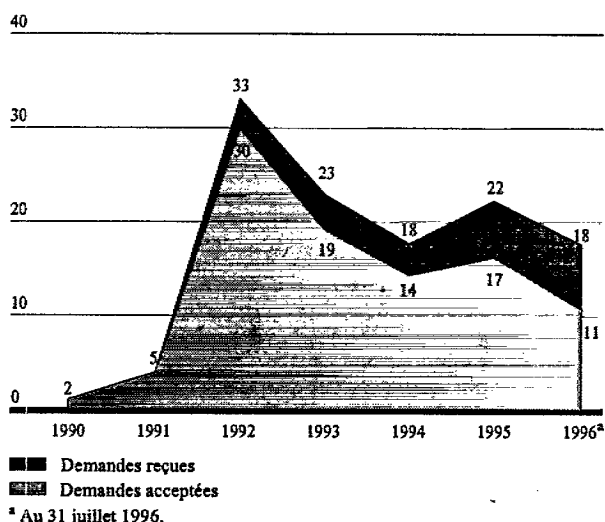
1098. La diplomatie préventive a des limites. Très souvent, des différends réapparaissent et se transforment en conflits avant que l'on puisse prendre des mesures effectives pour les contenir. En pareil cas, l'Organisation ne doit pas relâcher ses efforts en faveur de l'instauration d'une paix durable. Des événements récents ont mis en évidence l'importance de deux activités spécifiques pour le succès de ces efforts : l'assistance électorale et le déminage.

Assistance électorale

1099. D'août 1995 à juillet 1996, l'ONU a reçu 25 nouvelles demandes d'assistance électorale réparties comme suit : Albanie, Algérie, Arménie, Bangladesh, Bénin, Cambodge, Cap-Vert, Comores (2 demandes), Guinée équatoriale (2 demandes), Guyana, Kirghizistan, Nicaragua, Niger, Ouganda, République dominicaine, Roumanie, Sao Tomé et Príncipe (2 demandes), Soudan, Tchad, Yémen, Zaïre et Autorité palestinienne. En outre, l'ATNUSO, établie le 15 janvier 1996 par le Conseil de sécurité [résolution 1037 (1996)], a été chargée d'organiser les élections, d'aider à les mener à bien et d'en valider les résultats (voir diagramme 21).

Diagramme 21

Nombre de demandes d'assistance électorale présentées par les États Membres : demandes reçues et demandes acceptées chaque année (1990-1996)



1100. En plus de ces nouvelles demandes, une assistance électorale a été fournie comme suite à des demandes reçues avant août 1995 aux pays suivants : Azerbaïdjan, Brésil, Côte d'Ivoire, Fidji, Gabon, Gambie, Haïti, Libéria, Mexique, Mozambique, Ouganda, Panama, Pérou, République-Unie de Tanzanie et Sierra Leone, ainsi qu'aux Missions des Nations Unies au Guatemala et au Sahara occidental. Dans neuf cas, l'assistance demandée n'a pu être fournie : Albanie, Bénin, Cap-Vert, Guinée équatoriale, République dominicaine, Roumanie, Sao Tomé et Príncipe, Soudan et Autorité palestinienne. Les demandes émanant de l'Arménie, du Cambodge, du Nicaragua, du Yémen et du Zaïre étaient à l'étude lorsque la version définitive du présent rapport a été arrêtée.

1101. Le type d'assistance électorale fourni varie en fonction des demandes et des ressources disponibles. Suivant les directives à l'intention des États Membres, «coordination et appui» a été le type d'assistance choisi pour les pays suivants : Azerbaïdjan, Comores, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Kirghizistan, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone et Tchad. Ont reçu une assistance technique : le Bangladesh, le Brésil, les Comores, les Fidji, la Gambie, la Guinée équatoriale, le Guyana, Haïti, le Kirghizistan, le Libéria, le Mexique, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda, Panama, le Pérou, la Sierra Leone et le Tchad. L'Algérie et l'Ouganda ont bénéficié d'une assistance «suivi et rapport» (observation à court terme). Il est prévu d'aider le Libéria à vérifier le processus électoral (la

question est pendante) et une opération est actuellement mise sur pied pour organiser et veiller au bon déroulement des élections dans les territoires de la Slavonie orientale, de la Baranja et du Srem Occidental.

1102. Les cas de l'Azerbaïdjan, d'Haïti et de la Sierra Leone sont décrits ci-dessous pour illustrer les différents types d'assistance électorale fournis par l'ONU au cours de l'année écoulée.

1. Azerbaïdjan

1103. En juin 1995, l'Azerbaïdjan a sollicité l'aide de l'ONU et de l'OSCE pour les élections législatives qui devaient se tenir le 12 novembre 1995. À la fin du mois de juin, une mission commune ONU/OSCE s'est rendue en Azerbaïdjan pour y évaluer les besoins. Les deux organisations, qui avaient coopéré une première fois pour observer les élections législatives du 5 juillet 1995 en Arménie, ont établi, en Azerbaïdjan, une mission d'observation commune chargée de suivre le processus électoral et de coordonner et d'appuyer les activités des observateurs internationaux.

1104. La Mission a installé son quartier général à Bakou, a ouvert des bureaux régionaux à Ganja et Nakhitchevan, et a envoyé, dans toutes les villes et tous les villages du pays, des observateurs chargés de suivre le processus électoral, y compris l'inscription des candidats, la campagne électorale et les préparatifs du scrutin. Le jour des élections, la Mission a déployé plus de 100 observateurs internationaux venant de 25 pays; plus de 20 observateurs internationaux ont été dépêchés dans 20 districts en vue du deuxième tour des élections du 26 novembre. La Mission a publié deux communiqués de presse : le premier avant le jour du scrutin, le second après la publication des résultats du premier tour.

2. Haïti

1105. Comme suite à une demande du Gouvernement haïtien, l'ONU a, dans le cadre de la MINUHA, constitué une équipe technique chargée de venir en aide au Conseil électoral provisoire, notamment dans les domaines suivants : établissement d'un budget électoral et coordination de l'aide financière fournie par le biais d'un fonds d'affectation spéciale créé par l'ONU à cette fin; élaboration d'un plan opérationnel et logistique et fourniture d'une aide pour sa mise en oeuvre; participation à la conception d'un plan de communication et d'un plan de déploiement pour la période d'inscription et le déroulement du scrutin. L'équipe technique a également coordonné un vaste programme d'éducation civique, dirigé par plusieurs organisations. Les

élections législatives se sont déroulées en juin, en août et en septembre 1995, et les élections présidentielles ont eu lieu en décembre 1995.

3. Sierra Leone

1106. L'assistance électorale fournie à la Sierra Leone par l'ONU a atteint son point culminant lors des élections présidentielles et législatives du 26 février 1996. Le deuxième tour des élections présidentielles a eu lieu le 15 mars 1996. La première demande d'assistance électorale a été reçue en 1994. À la suite d'une mission d'évaluation des besoins, le PNUD a élaboré un projet pour fournir une assistance technique à la Commission électorale sierra-léonienne. En 1995, la Division de l'assistance électorale a organisé deux conférences de donateurs à New York, et des experts en divers domaines, tels que les régimes électoraux et l'administration électorale, ont été envoyés sur le terrain. Après que le Gouvernement sierra-léonien eut décidé d'inviter des observateurs internationaux à l'occasion des élections, l'ONU a établi, à Freetown, un secrétariat restreint chargé de coordonner et d'appuyer les travaux des observateurs internationaux qui étaient présents pour la phase finale du processus électoral.

Déminage

1107. La crise internationale des mines terrestres a atteint des proportions gigantesques. D'après les estimations de l'ONU, les mines terrestres enfouies aujourd'hui dans le sol se chiffrent entre 80 et 100 millions et les stocks mondiaux en comptent encore autant. L'année dernière, le nombre des pays et territoires touchés est passé de 65 à 69. Tous les mois, 2 000 mines terrestres explosent accidentellement, mutilant des personnes qui vquaient à leurs occupations quotidiennes.

1108. Face à cette crise, le Département des affaires humanitaires a continué de jouer son rôle de coordonnateur des activités de déminage à l'ONU (financement, coordination, contrôle des programmes et élaboration de nouvelles initiatives). Il a collaboré étroitement avec le Département des opérations de maintien de la paix, d'autres départements et institutions concernés des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et des gouvernements pour renforcer les capacités de déminage et créer des programmes nationaux durables. Le Département des opérations de maintien de la paix a à se colleter avec le problème des mines dans le cadre de son mandat, mais aussi dans ses efforts pour assurer la sécurité des soldats chargés du maintien de la paix. En ce qui concerne la sensibilisation de l'opinion au danger des

mines, le Département des affaires humanitaires a joué un rôle non négligeable en appuyant l'appel que j'ai lancé en faveur de l'interdiction de la fabrication, du stockage, du transfert et de l'utilisation des mines terrestres en vue de régler le problème à sa source.

1109. Le financement des programmes a été assuré grâce aux sommes mises en recouvrement au titre des budgets des opérations de maintien de la paix et à divers fonds d'affectation spéciale, dont le Fonds d'affectation volontaire pour l'assistance au déminage, établi pour financer des activités de déminage qui, autrement, risqueraient de n'être pas viables. Pendant la période considérée dans le présent rapport, six programmes (d'un montant total de 6 millions de dollars) ont été financés par le biais du Fonds d'affectation volontaire. La création de la Réserve d'intervention des Nations Unies pour le déminage a commencé en 1995; plus de 13 États Membres se sont engagés à fournir des services et de l'équipement.

1110. Le Département des affaires humanitaires et le Département des opérations de maintien de la paix ont continué de mettre au point les différents aspects de la base de données centrale des Nations Unies sur les mines terrestres pour faciliter la diffusion des informations disponibles sur les champs de mines et sur les accidents causés par des mines dans le monde entier. Un système de cartographie informatisé commun est en cours d'élaboration et, pour atteindre le plus grand nombre de personnes concernées par ces informations de la plus haute importance, des parties de la base de données ont été placées sur Internet par le biais du Worldwide Web.

1111. Le Comité permanent interorganisations a décidé d'établir une liste de tous les producteurs de mines et de leurs filiales pour recenser les sociétés qui profitent du commerce et de la vente de mines terrestres.

1112. Pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, le Département des affaires humanitaires et le Département des opérations de maintien de la paix ont dirigé des programmes en Afghanistan, en Angola, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Mozambique, au Rwanda et en Slavonie orientale, et ont continué d'apporter leur contribution aux programmes lancés au Cambodge et en République démocratique populaire lao. Un programme d'un an a été mené à son terme au Yémen. Les besoins varient aussi bien quant à la structure et à l'ampleur des programmes et aux dispositions prises au niveau local, qu'aux sources de financement et à la mise en oeuvre effective des opérations sur le terrain.

1113. Le programme de déminage du Bureau de la coordination de l'assistance humanitaire à l'Afghanistan, lancé en 1989, est le plus ancien programme international de déminage bénéficiant de l'appui de l'ONU. Il s'est

développé à tel point que 2 925 personnes sont actuellement employées par six organisations non gouvernementales afghanes, une organisation non gouvernementale internationale et un organisme de secours de la République islamique d'Iran. Pendant la période à l'examen, 109 754 mines ont été relevées, 215 764 pièces de munitions non explosées ont été détruites et environ 2,5 millions de personnes ont été mises en garde contre le danger des mines.

1114. L'Angola est peut-être le pays le plus touché par le problème des mines. Lorsque l'ONU a lancé ses activités de déminage dans plusieurs provinces, les parties angolaises se sont montrées réticentes à entreprendre des activités similaires, et leurs soldats se seraient remis à poser des mines. En 1996, avec l'amélioration de la situation sur les plans politique et militaire, de vastes opérations de déminage et de remise en état des routes et des ponts ont toutefois été exécutées par les groupes du génie civil et du génie de franchissement d'UNAVEM III, MECHEM, une entreprise établie en Afrique du Sud et avec laquelle l'ONU a passé un contrat, et des organisations non gouvernementales internationales. À la fin du mois de juillet, plus de 80 000 mines avaient été relevées, 4 150 kilomètres de routes avaient été déminés et remis en état et 4 100 kilomètres de routes supplémentaires avaient été déclarés exempts de mines et de toute autre munition. Un levé est effectué à l'échelle nationale pour repérer les zones dangereuses et les démarquer le plus rigoureusement possible. Ces activités, qui sont devenues des éléments essentiels du processus de paix global, facilitent, entre autres, la libre circulation de la population en Angola.

1115. L'Angola a également fait des progrès considérables en créant des structures nationales de déminage et de sensibilisation au danger des mines. Le Gouvernement angolais a fondé l'Institut national angolais pour l'enlèvement des engins explosifs, qui, le moment venu, prendra le contrôle des programmes de déminage lancés par l'ONU et d'autres organisations internationales. En attendant, le Bureau central d'action antimines, établi par le Département des affaires humanitaires en 1994, collabore étroitement avec l'Institut pour coordonner le programme national de déminage. L'Institut et le Bureau ont élaboré ensemble un plan national prévoyant le déploiement de 18 brigades de déminage dans quatre régions en Angola et l'établissement d'un quartier général national à Luanda. En décembre 1996, 550 personnes (démineurs et personnel de soutien) auront été formées, et le Bureau espère en former 700 autres en 1997. L'École centrale de formation au déminage, fondée par UNAVEM III, a ouvert ses portes à Luanda et a formé plusieurs groupes de spécialistes angolais, qui, sous les auspices de l'ONU, ont mené des opérations dans diverses parties du pays. Ce programme se poursuivra sous l'autorité du Commandant de la force d'UNAVEM III

jusqu'au début de 1997, puis il passera progressivement sous le contrôle de l'Institut national angolais pour l'enlèvement des engins explosifs.

1116. À la fin du mandat relatif aux opérations de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine, le Département des affaires humanitaires et le Département des opérations de maintien de la paix, en collaboration avec d'autres protagonistes, tels que la Banque mondiale, le Département d'État des États-Unis, l'Union européenne, le Bureau du Haut Représentant, l'IFOR et le HCR, ont créé un centre de déminage sous les auspices de l'ONU afin de maintenir la dynamique jusqu'à ce qu'un programme national soit établi pour enlever les quelque 3 millions de mines terrestres posées dans le pays. Mis en place par le Département des opérations de maintien de la paix en mars 1996, le Centre est chargé de conseiller les autorités bosniaques et de les aider à formuler et à élaborer un programme national de déminage, de coordonner les activités dans ce domaine, et de faire office de centre documentaire sur le déminage. Le 1er juin, le contrôle des programmes du Centre a été confié au Département des affaires humanitaires. À Brus, une école est actuellement utilisée pour former le personnel d'exécution qui collaborera avec les bureaux régionaux du Centre, tant au niveau de la Fédération que dans la République de Srpska. L'ONU entend confier aux autorités bosniaques l'entière responsabilité des opérations de déminage, le plus rapidement possible.

1117. Le Centre cambodgien de déminage, qui est un organisme gouvernemental national depuis septembre 1993, a continué de progresser à tous les niveaux grâce à l'appui financier fourni par l'ONU et la communauté internationale par le biais d'un fonds d'affectation volontaire. En juin 1996, le Centre employait 1 800 Cambodgiens répartis dans 48 équipes de déminage, 18 équipes de balisage des mines, 15 équipes de neutralisation des explosifs et munitions et 2 équipes mobiles de sensibilisation au danger des mines.

1118. Plusieurs activités de sensibilisation aux mines ont été entreprises à l'échelle nationale : Journée nationale de sensibilisation, proclamée à Phnom Penh et dans trois autres provinces; affiches placardées dans tout le pays; messages publicitaires diffusés à la radio et à la télévision nationales. L'inspection des zones douteuses s'est bien déroulée (355 zones inspectées dans les provinces de Siem Reap, Kampot, Takeo, Kampong Speu, Kampong Chang et Sihanoukville). Ces quatre derniers mois, le Centre cambodgien de déminage a déminé 2,8 kilomètres carrés et détruit 2 315 mines et 5 628 pièces de munitions non explosées. Des levés détaillés effectués au cours des deux dernières années attestent une baisse du nombre de mines au Cambodge (4 à 6 millions au lieu de 10 millions). Il reste qu'environ 50 % du pays est touché par le problème

des mines terrestres, lesquelles pèsent lourdement sur les infrastructures agricoles et médicales.

1119. On estime à 3 millions le nombre de mines terrestres posées en Croatie au cours du long conflit qu'a connu l'ex-Yougoslavie. Le 1er juin, le Département des affaires humanitaires a assumé la direction du Centre de déminage à Zagreb, dont la mission est de recueillir, de regrouper et de diffuser des informations sur les champs de mines et de dispenser une formation sur les précautions à prendre contre les mines. Le Centre soutient également les efforts déployés par le Gouvernement croate pour établir un vaste programme national de déminage. D'après les estimations, il y aurait 60 000 mines terrestres en Slavonie orientale. Le Centre a été intégré au bureau du chef du génie de la Force de l'ATNUSO pour coordonner le programme de déminage.

1120. Compte tenu de l'utilisation de plus en plus fréquente des mines terrestres et de la forte augmentation du nombre d'explosions accidentelles de mines (un observateur militaire des Nations Unies, posté en Géorgie, a été tué par une telle explosion), deux techniciens du Département des opérations de maintien de la paix ont été dépêchés sur le terrain pour sensibiliser les observateurs militaires au danger des mines et pour les former à l'utilisation des équipements de détection des mines et de protection contre les mines.

1121. Le Gouvernement de la République démocratique populaire Lao a sollicité l'aide du PNUD pour enlever les munitions non explosées (des millions de pièces) livrées à l'intérieur des frontières du Laos dans les années 60 et 70. En décembre 1995, le Département des affaires humanitaires et le Département des opérations de maintien de la paix ont envoyé, à Vientiane, une équipe d'experts chargée d'évaluer la situation. Supervisé par le PNUD, le Programme national lao relatif aux munitions non explosées, qui en est à son stade initial, sert actuellement de cadre à l'établissement d'une capacité nationale, y compris d'un fonds d'affectation spéciale destiné à couvrir les dépenses.

1122. Au Mozambique, les activités de déminage entreprises au titre du Programme de déminage accéléré des Nations Unies ont continué de s'étendre régulièrement. Le programme mozambicain a permis de former 10 équipes de déminage, qui ont été envoyées sur le terrain, et d'établir un poste de commandement pour les opérations de déminage menées dans les provinces de Maputo, de Gaza et d'Inhambane, situées dans le sud du pays. Le Gouvernement mozambicain s'emploie actuellement à mettre sur pied une organisation non gouvernementale nationale qui sera chargée de superviser les activités de déminage et de contrôler la transparence et l'efficacité opérationnelle du programme.

1123. À la fin de son mandat, la MINUAR a annoncé qu'elle avait enlevé plus de 1 400 mines et éliminé plus de 1 500 pièces de munitions non explosées.

1124. Le Département des opérations de maintien de la paix a continué de recueillir des informations sur les mines terrestres au Sahara occidental, au cas où le mandat de la MINURSO serait élargi. Ces informations seront mises à la disposition de tout programme humanitaire de déminage qui pourrait être établi.

1125. D'avril 1995 à mars 1996, l'ONU a, à la demande du Gouvernement yéménite, élaboré un programme à petite échelle en vue de conseiller le Gouvernement sur l'enlèvement de quelque 30 000 mines terrestres. Une base de données a été établie dans le cadre du programme pour la collecte et le regroupement de données sur les champs de mines. Le spécialiste de l'information sur les mines terrestres a fait office de conseiller technique quant aux méthodes sûres et fiables à utiliser pour enlever et détruire les munitions, et il a assuré la formation à l'utilisation d'équipements de déminage spécialisés.

1126. Le Département des affaires humanitaires a poursuivi sa collaboration avec le CICR et d'autres organisa-

tions non gouvernementales pour sensibiliser davantage la communauté internationale au problèmes des mines terrestres. Dans le cadre d'une campagne de sensibilisation au danger des mines, le Département a organisé une exposition multimédia sur les mines terrestres au Palais des Nations, à l'Office des Nations Unies à Vienne et au Siège. À la fin de 1995, il a publié le premier numéro d'un bulletin d'information intitulé *Landmines* (mines terrestres). Ce bulletin trimestriel fournit des informations sur les activités relatives aux mines entreprises au sein du système des Nations Unies.

1127. En juillet 1996, le Gouvernement danois a accueilli la Conférence internationale sur les techniques de déminage, qui s'est déroulée au Centre de conférences de Scanticon, près de Copenhague, avec l'appui technique et fonctionnel de l'ONU. La Conférence a examiné les moyens d'améliorer les techniques de déminage utilisées pour les pays en développement touchés par le problème des mines, et a établi des normes humanitaires internationales en matière de déminage. Elle a mis l'accent sur les nouvelles techniques dans ce secteur, plutôt que sur les incidences politiques, sociales ou économiques des mines terrestres.

Conclusion : paix, développement, démocratisation

1128. Tout au long des pages qui précèdent, le présent rapport montre une Organisation en pleine mutation.

1129. Le processus a débuté lorsque la guerre froide a pris soudainement fin et que le bipolarisme — système qui, sans être formellement admis, fonctionnait de façon relativement prévisible et permettait aux pays d'orienter leurs relations — s'est tout à coup effondré. Cet événement était porteur d'un nouvel espoir — celui de voir renaître la promesse énoncée dans la Charte des Nations Unies et de parvenir enfin à un système international fondé sur la sécurité collective, la communauté de valeurs et la solution concertée des problèmes. C'est dans cette perspective que les États Membres ont demandé à l'Organisation d'agir à une échelle et avec une ampleur sans précédent.

1130. La transformation n'a pas été sans mal. Il ne pouvait s'agir simplement de revenir aux réalités et aux hypothèses d'il y a 50 ans, et il n'était pas possible non plus d'appréhender sur le champ toute l'étendue et les conséquences des changements en cours. De trop grands espoirs ont été placés dans l'Organisation à l'aube d'un processus qui ne pouvait qu'être long et ardu : il ne faut pas oublier, en effet, qu'à l'issue de chaque grand conflit de l'histoire, il a fallu des années, voire une ou plusieurs générations pour mettre en place un système international viable. Au sortir de la guerre froide, la transition vers un nouveau système international n'est pas encore achevée, mais l'Organisation des Nations Unies — instrument dont dispose la communauté mondiale pour accomplir ce processus — a incontestablement avancé, tantôt avec difficulté, tantôt avec aisance. Les réalités politiques ont changé. De nouvelles formes de coopération internationale se sont révélées nécessaires et continuent de prendre forme. Des règles, des pratiques et des concepts nouveaux apparaissent en fonction des circonstances. Les structures de l'ONU s'ouvrent, se rationalisent et s'assouplissent, les dépenses diminuent, la responsabilité des fonctionnaires s'affirme et l'efficacité s'améliore. La distance parcourue en cinq ans seulement est considérable. Le moment est maintenant venu d'examiner comment l'avenir de l'ONU s'articule sur ce qui a été accompli jusqu'ici.

1131. L'Organisation s'est employée à apporter paix et sécurité à un monde dans lequel les conflits et les affrontements internes sont maintenant plus nombreux que les guerres menées hors les frontières nationales. La première réunion au sommet du Conseil de sécurité, qui a eu lieu en janvier 1992, et le rapport sur l'Agenda pour la paix qui a été présenté au Conseil par la suite ont lancé un débat international sur le rôle de l'ONU à l'égard du maintien de la paix et de la sécurité internationales dans ce contexte nouveau et donné naissance à un processus permanent d'initiative, de découverte et de réflexion. La diplomatie préventive est devenue un secteur prioritaire, l'Organisation a renforcé ses moyens dans ce domaine et une force de déploiement préventif a été autorisée pour la première fois. Tandis que ses missions traditionnelles de maintien de la paix ont conservé leur efficacité pour des différends entre États désireux de préserver la paix, l'ONU s'est employée à adapter son dispositif aux conflits internes, lançant des opérations multidimensionnelles plus complexes. Il s'agissait d'incorporer les éléments classiques du maintien de la paix aux aspects relevant des domaines politique, social, économique et humanitaire et des droits de l'homme — approche qui s'est révélée des plus utiles en cas de règlement négocié des conflits mais qui s'est heurtée à des obstacles lorsque la guerre s'est poursuivie. Pour une grande part, cet effort a consisté à faire progresser la coopération pour la paix et la sécurité entre l'ONU et les organisations régionales, au cas par cas et en s'appuyant sur le Chapitre VIII de la Charte. Un autre aspect important a été l'accent nouveau mis sur la consolidation de la paix après les hostilités, qui établit un lien entre la maîtrise et le règlement des conflits et les mesures visant à extirper les racines de la discorde et à affermir les assises de la reconstruction et du développement. Enfin, le désarmement demeure au cœur de l'œuvre de paix de l'Organisation; la décision historique qu'ont prise les Nations Unies de proroger pour une durée indéfinie le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a confirmé la vigueur et l'importance fondamentale du processus de macrodésarmement, tandis que l'on explore le concept nouveau de microdésarmement en vue de l'intégrer dans le

contexte plus large de la diplomatie préventive et de la consolidation de la paix.

1132. S'agissant des droits de l'homme et de l'assistance humanitaire, l'Organisation demeure l'instance universelle indispensable au renforcement du consensus, et aussi une instance de coordination entre les multiples organisations concernées. Le relâchement des tensions idéologiques et l'accélération de la démocratisation ont certes favorisé les progrès, mais les nouveaux conflits ont été trop souvent accompagnés de violations massives des droits de l'homme et de drames humanitaires. Face à ces nouveaux problèmes, l'Organisation s'est attachée à intégrer, dans la mesure du possible, l'action en faveur des droits de l'homme et l'assistance humanitaire dans ses efforts de paix et à en faire deux éléments de sa mission de reconstruction et de développement. L'appareil du Siège a été renforcé afin de favoriser l'appui fonctionnel et logistique nécessaire pour forger ces liens et cette coopération sur le terrain. L'Organisation a resserré sa collaboration avec ses principaux partenaires opérationnels, gouvernementaux et non gouvernementaux, au sein de la communauté humanitaire et de celle des droits de l'homme. À la demande des États Membres, elle s'est montrée présente sur le terrain dans plusieurs pays. Elle a élargi ses services consultatifs et ses activités de coopération technique afin de mettre en place au niveau national une infrastructure pour la protection des droits de l'homme et l'aide humanitaire. Elle a enfin mis l'accent sur l'importance de l'alerte rapide et de l'action préventive et étoffé les moyens dont elle dispose à cet égard.

1133. Le développement et la démocratisation sont, potentiellement, les moyens les plus efficaces de prévenir les conflits. L'Organisation des Nations Unies s'est donc attachée à ce que les impératifs immédiats du maintien de la paix et de l'assistance humanitaire ne compromettent pas l'action à long terme en faveur du progrès humain.

1134. Face à une réduction brutale de l'aide internationale au développement, l'Organisation s'est employée à faire accepter au niveau international une base conceptuelle et un cadre nouveaux pour la coopération en faveur du développement, à la faveur du débat en cours sur l'Agenda pour le développement. À cet égard, la série de conférences mondiales a abouti à des engagements spécifiques et ouvert la voie à la formulation du programme d'action global et du cadre de coopération qui sont maintenant nécessaires. La contribution que j'ai apportée à ce processus, en présentant mes rapports sur l'Agenda pour le développement et en préconisant une approche intégrée de la préparation de ces conférences, a débouché sur un effort sans précédent du système des Nations Unies dans son ensemble en vue de mieux coordonner le suivi des conférences en fonction de thèmes prioritaires communs — l'emploi, la protection sociale, la création d'un environ-

nement porteur, la promotion des femmes et la lutte contre la pauvreté.

1135. Parallèlement, le Secrétariat a continué de s'astreindre à plus de rigueur et d'efficacité dans l'analyse des politiques, l'exécution des activités opérationnelles dont il est chargé et l'utilisation de l'aide au développement fournie par les États Membres. L'effort déployé pour mieux définir le rôle de l'Organisation et renforcer sa capacité dans les trois domaines essentiels que sont la collecte et l'analyse de l'information, la coordination des politiques et la coopération technique pour le renforcement des capacités a permis non seulement d'améliorer la contribution de l'ONU et d'accroître son impact, mais aussi de rendre beaucoup plus efficace la répartition des tâches dans l'ensemble du système des Nations Unies. De nouveaux niveaux de coopération ont été atteints entre l'Organisation elle-même et les institutions du système, y compris les institutions de Bretton Woods — l'un des principaux résultats de cette action coordonnée étant l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique, visant à mobiliser, de manière cohérente et efficace, un appui international aux secteurs prioritaires du développement du continent africain.

1136. L'appui à la démocratisation constitue un nouvel axe de l'activité de l'Organisation. L'assistance électorale continue à se développer, tandis que se renforcent, dans un nombre croissant d'États Membres intéressés, tous les moyens permettant d'aider les sociétés à préparer le terrain institutionnel et culturel propice à la démocratisation. En même temps, l'Organisation s'emploie à encourager celle-ci au niveau international. L'un des moyens d'y parvenir est de permettre aux acteurs autres que l'État — organisations régionales, organisations non gouvernementales, parlementaires, universitaires, milieux d'affaires, médias — de faire entendre leur voix dans les instances des Nations Unies. Un autre élément essentiel des efforts de l'Organisation dans ce sens consiste à promouvoir l'état de droit dans les relations internationales et le développement progressif du droit international. Je citerai comme exemples de progrès importants le recours plus fréquent des États Membres à la Cour internationale de Justice pour le règlement de leurs différends ou pour des avis consultatifs, l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la création par le Conseil de sécurité de tribunaux internationaux chargés de juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis dans l'ex-Yougoslavie et au Rwanda, et le début des négociations sur la création d'une cour criminelle internationale permanente.

1137. Ce foisonnement d'activités nouvelles et de transformations fondamentales, s'étendant à tout le champ d'action de l'Organisation, a exigé et en même temps permis une grande réforme institutionnelle. Le présent rapport décrit

dans le détail l'action soutenue que je mène sur le plan de la gestion afin que l'Organisation soit véritablement animée par le sens de sa mission et orientée vers des résultats concrets et qu'elle voie s'améliorer son efficacité, sa productivité et sa viabilité financière.

1138. La simplification des structures du Secrétariat à laquelle j'ai procédé — qui reflète non pas les structures de l'appareil intergouvernemental mais ses domaines d'activité essentiels — a ouvert la voie à une nouvelle réorganisation qui, comme je l'ai fait observer en mars dernier au Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies, doit toucher non seulement le Secrétariat central, mais aussi les secrétariats des multiples fonds et programmes des Nations Unies. L'objectif est de parvenir à une organisation plus intégrée, où le Secrétariat central, les structures régionales et les entités opérationnelles puissent planifier et entreprendre leur action de façon unifiée.

1139. Comme mes précédentes initiatives de réforme, cette réorganisation est conçue de manière à éviter le défaut commun aux tentatives de restructuration antérieures, qui était de plaquer des filières de coordination supplémentaires sur des entités multiples et disparates. En fait, mes initiatives continueront à être essentiellement guidées par le souci de la simplification et de la rationalisation, en partant de la base afin d'éliminer les doubles emplois au niveau des services d'appui et les chevauchements d'activités.

1140. Cette nouvelle phase de réorganisation consisterait à regrouper en un petit nombre d'ensembles intégrés toutes les entités dont se compose l'Organisation. Chacun de ces ensembles se verrait confier une part de la mission du Secrétariat central et engloberait les fonds et programmes contribuant aux mêmes tâches et à la réalisation des mêmes objectifs. Les ensembles intégrés couvriraient ainsi les secteurs d'activité stratégiques de l'Organisation dans son ensemble : paix et sécurité, droits de l'homme, assistance humanitaire, analyse économique et sociale et activités opérationnelles de développement. En même temps, l'appui et les services en matière de gestion seraient encore rationalisés et renforcés. Chaque ensemble intégré comprendrait les fonds et programmes constituant ses principaux piliers, mais recevrait aussi des départements du Secrétariat les moyens de fournir un appui intégré à l'organe intergouvernemental chargé d'orienter les travaux de ses entités constitutives.

1141. L'expérience des cinq dernières années m'a convaincu qu'il était essentiel que le Secrétaire général s'investisse personnellement et directement dans l'action visant à rendre la gestion plus efficace, tout particulièrement en période de grands changements. Pour qu'il puisse continuer de le faire, et le faire mieux, il est

indispensable de réduire considérablement, d'une manière ou d'une autre, le nombre des filières par lesquelles s'exerce son autorité dont, à l'heure actuelle, une trentaine d'entités des Nations Unies relèvent directement. Tout en préservant l'individualité des divers fonds et programmes, une réorganisation dans le sens suggéré plus haut permettrait d'établir de plus larges secteurs de responsabilité administrative et simplifierait beaucoup la structure hiérarchique. Elle faciliterait la tâche du Secrétaire général, qui pourrait donner des directives de gestion communes aux entités qui contribuent aux mêmes objectifs et, collectivement, sont chargées d'un secteur fondamental de l'activité de l'Organisation. Elle permettrait aussi d'encourager plus facilement la création de liens effectifs entre les volets essentiels de l'activité de l'Organisation, et de préserver ainsi l'unité de sa mission conformément à l'esprit de la Charte.

1142. La mise en oeuvre de cette initiative et l'accomplissement d'autres progrès dans la réforme au niveau de la gestion et de l'organisation exigeront l'aval des organes intergouvernementaux ainsi que l'adoption par ceux-ci de mesures complémentaires. Il sera à cet égard indispensable que les États Membres renforcent les moyens dont l'Assemblée générale et le Conseil économique et social disposent afin de définir des orientations générales cohérentes pour les aspects fondamentaux de l'activité de l'Organisation. C'est là un élément important des principaux volets de la réforme de l'appareil intergouvernemental actuellement étudiée par les cinq groupes de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale, qui se consacrent respectivement à l'Agenda pour la paix, à l'Agenda pour le développement, à la situation financière de l'Organisation, à la réforme du Conseil de sécurité et au renforcement du système des Nations Unies.

1143. La réforme, aussi bien politique qu'institutionnelle, doit se poursuivre. Il s'agit d'un processus évolutif et non d'un événement ponctuel. L'Organisation ne parviendra jamais à un point où elle puisse déclarer que la réforme est «achevée». Toutefois, la phase critique actuelle de transformation s'inscrit bel et bien dans un cadre temporel; elle doit être menée à son terme si nous voulons que l'Organisation s'engage fermement sur la voie tracée par la Charte, celle d'une sécurité collective renforcée, d'une plus grande égalité des droits entre les hommes et les femmes comme entre les nations, grandes ou petites, du progrès social et de l'instauration de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

1144. Les réformes lancées durant l'année écoulée ont dégagé la voie que doit suivre l'ONU. L'avenir qui se dessine ainsi est celui d'une Organisation qui fonctionne, tout simplement.